MICHAËL PRAZAN

# UNE HISTOIRE DU TERRORISME

Enquête sur une guerre sans fin

Flammarion
ENQUÊTE

MICHAËL PRAZAN
UNE HISTOIRE DU TERRORISME
Enquête sur une guerre sans fin
Flammarion
ENQUÊTE

Michaël PRAZAN

# Une histoire du terrorisme

Avec la collaboration de Christiane Ratiney

Flammarion

Prazan Michaël

# Une histoire du terrorisme

Flammarion

Collection : Flammarion Enquête
Maison d'édition : Flammarion

© Flammarion, 2012
Dépôt légal : janvier 2012

ISBN numérique : 978-2-0812-8084-7
ISBN du pdf web : 9782081281424

Le livre a été imprimé sous les références :
ISBN : 978-2-0812-5866-2

Ouvrage composé et converti par Nord Compo

**Présentation de l'éditeur :** Véritable contre-histoire des soixante dernières années, ce livre donne pour la première fois la parole aux terroristes et à ceux qui les ont traqués.Du fondateur des Black Panthers à l'un des chefs du Hamas, en passant par le compagnon de route de Carlos, cette enquête révèle les coulisses du terrorisme moderne depuis ses origines, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à la mort d'Oussama ben Laden.À travers des entretiens menés dans le monde entier,

elle dévoile les passerelles insoupçonnées qui unissent des organisations, en apparence isolées. Elle met aussi en lumière les filiations qui démontrent que le phénomène n'est pas près de s'arrêter.

Documentariste et docteur en lettres, Michaël Prazan est l'auteur de nombreux ouvrages d'enquête, dont Les Fanatiques : Histoire de l'Armée rouge japonaise (Seuil, 2002), Pierre Goldman, le frère de l'ombre (Seuil, 2005) et Einsatzgruppen, les commandos de la mort (Seuil, 2010).

# DU MÊME AUTEUR

*Une tradition de la haine. Figures autour de l'extrême droite*, éditions Paris-Méditerranée, essai, 1999

*La Maladie n° 9*, Berg International éditions, 2001

*Les Fanatiques. Histoire de l'Armée rouge japonaise*, éditions du Seuil, 2002

*L'Écriture génocidaire ; l'antisémitisme en style et en discours*, Calmann-Lévy, 2005

*Pierre Goldman, le Frère de l'ombre*, éditions du Seuil, 2005

*Roger Garaudy ; itinéraire d'une négation*, avec Adrien Minard, Calmann-Lévy, essai, 2007

*La Maîtresse de Charles Baudelaire* (roman), Plon, 2007

*Le Massacre de Nankin, entre mémoire et oubli*, Denoël, 2007

*Einsatzgruppen*, éditions du Seuil, 2010

# Avertissement

Le terrorisme a une histoire. Pour en faire le récit, ce livre donnera la parole à ses acteurs : anciens terroristes, juges, avocats et enquêteurs. Il mettra en évidence les influences idéologiques, les liens entre les différentes organisations et les échanges de savoir-faire.

# Introduction

11 septembre 2001. À 9 h 03, un Boeing de la United Airlines transportant 56 passagers, 9 membres d'équipage et 5 terroristes saoudiens est précipité sur la tour Sud du World Trade Center, au cœur de New York. Quelques minutes auparavant, un premier avion de ligne avait percuté la tour Nord. À Washington, centre du gouvernement fédéral, un troisième avion se pulvérise sur une aile du Pentagone pendant qu'un quatrième s'écrase dans une plaine de Pennsylvanie. Chacun connaît la suite. Rares sont ceux qui n'y ont pas assisté, par le biais des retransmissions en direct sur les chaînes de télévision du monde entier. Aucun qui ne se souvienne où il se trouvait ni ce qu'il faisait quand cela s'est produit.

Le 11-Septembre demeurera l'acte inaugural du second millénaire. Les mots « attentats simultanés », « attentats kamikazes », « hyperterrorisme », prononcés dans la foulée des attaques terroristes, ne viennent pas de nulle part. Ils sont l'aboutissement d'un récit dont le fil ténu, suivi année après année, décennie après décennie, et qui traverse trois grands mouvements comme autant de mutations successives, trace une contre-histoire du XXe siècle. Une histoire du terrorisme.

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. Des zélotes de l'Antiquité aux haschichin du Moyen Âge, sans compter les anarchistes du XIXe siècle ou les cagoulards du début XXe, de nombreux précédents ont émaillé l'histoire de l'humanité ; de petits groupes clandestins guidés par une idéologie, servis par une économie de moyens, menant une guerre asymétrique contre un État. C'est une stratégie particulière de la violence qui consiste à défier le pouvoir en perpétrant des actes considérés par la société comme criminels (assassinats, enlèvements, attaques à main armée, etc.). Cette définition, qui s'applique à tout mouvement ayant recours au terrorisme, sans juger du bien-fondé de son action, de l'idéologie qui le

motive, ou de la légitimité du pouvoir qu'il conteste, a été réorientée par la guerre contre le nazisme. Car, à partir de la Seconde Guerre mondiale, s'ajoute à cette définition une dimension morale. L'intention qui sous-tend la violence politique, les cibles qu'elle se choisit deviennent des critères discriminants, ceux qui permettent de distinguer la résistance du terrorisme. Dès lors, la ligne de démarcation, qui sépare l'action terroriste d'une opération de résistance, sera la question du civil.

## La question des civils

La Seconde Guerre mondiale marque une rupture. Sur le front de l'Est, à Auschwitz, Dresde ou Hiroshima, les civils ont été pris pour cible. Pour la première fois, une guerre conventionnelle a fait plus de victimes civiles que militaires. À partir de 1941 et de l'invasion de l'Union soviétique par le III^e^ Reich, les *Einsatzgruppen*, les commandos mobiles de tuerie, exécutent les populations juives dans le sillage de la Wehrmacht sur un territoire qui s'étend de la mer Noire à la Baltique, transformant le front de l'Est en un charnier continental. La conférence de Wannsee de janvier 1942, qui examine les modalités de la Solution finale – l'extermination de tous les Juifs d'Europe –, aboutira à l'assassinat industriel des Juifs occidentaux dans les camps de la mort. Six millions de Juifs, pratiquement tous civils, ont été exterminés quand s'achève le conflit, soit environ 40 % de la population juive d'Europe. À mesure que la fin de la guerre approche, les massacres, par représailles ou pour l'exemple, se multiplient au front. La 2^e^ SS Panzer division « Das Reich », qui après avoir combattu en Biélorussie est basculée sur le front occidental, en Normandie où les Alliés viennent de débarquer, jalonne sa route d'exécutions sommaires qui rappellent les massacres de masse perpétrés sur le front de l'Est. La division « Das Reich », qui soutenait les opérations des commandos mobiles de tuerie du Groupe B, avait activement participé à l'extermination des Juifs de la région de Minsk[1]. À Tulle, le 9 juin 1944, 99 hommes sont pendus par les hommes de cette

unité. Le lendemain, ce sont les 642 habitants d'Oradour-sur-Glane, hommes, femmes, enfants qui sont fusillés ou brûlés vifs dans l'église du village.

Pour l'historien Denis Peschanski, « le but de ces massacres est de punir les populations locales de l'aide potentielle qu'elles apportaient à la Résistance[2] ». Punir les populations parce qu'elles sont supposées soutenir un camp plutôt qu'un autre, ou parce qu'elles sont simplement embrigadées dans la vision du monde raciste et nécessairement conflictuelle de l'idéologie hitlérienne, est la principale raison du meurtre des civils, considérés comme les supplétifs d'une armée en guerre.

De ce point de vue, les Alliés, en bombardant Berlin, Dresde, Tokyo ou Hiroshima, ne sont pas en reste. Le 9 août 1945, en milieu de matinée, le B-52 américain *Bockscar* largue une bombe atomique au-dessus de la ville industrielle de Nagasaki, au Japon – dernier pays de l'Axe encore en guerre après la capitulation de l'Allemagne, le 8 mai 1945. Le bombardement de la ville japonaise, qui intervient trois jours après l'utilisation de la première bombe atomique sur Hiroshima fait, selon le département américain à l'Énergie, 110 000 victimes. Le 15 août, l'empereur japonais Hiro Hito s'adresse à la nation pour annoncer la capitulation, seul moyen pour préserver la population japonaise de cette « bombe nouvelle d'une extrême cruauté, dont la capacité de destruction est incalculable et décime bien des vies innocentes » : « Si nous continuions à combattre, cela entraînerait non seulement l'effondrement et l'anéantissement de la nation japonaise, mais encore l'extinction complète de la civilisation humaine. » La reddition est officiellement signée le 2 septembre 1945.

Les populations civiles sont entrées dans le champ de la guerre. Elles en deviennent le nouveau centre de gravité[3]. Puisque, volontairement ou non, elles ont participé à l'effort de guerre, puisqu'elles ont été au centre des enjeux de la propagande et de la guerre psychologique, elles en ont payé le prix. En conséquence, les lois qui régissaient les conflits armés ont volé en

éclats, laissant le champ libre au développement de guerres asymétriques qui ne se préoccupent plus de règles édictées à Genève ou ailleurs. Des règles qui ont été discréditées et désavouées par toutes les forces en présence durant le conflit mondial. Viser les civils devient au contraire l'arme privilégiée de la terreur. Une arme à double détente qui permet autant de médiatiser une cause que de faire pression sur le pouvoir. À partir du second conflit mondial, les civils sont le facteur dominant qui définit l'acte terroriste.

Il y a nécessairement une logique génocidaire à l'œuvre dans le fait de viser des civils. Non pas dans l'intention d'exterminer une nation entière, mais dans cette opération intellectuelle qui consiste à transformer des individus en une idée, en un symbole, au même titre qu'un bâtiment public que l'on détruit pour ce qu'il est ou ce qu'il représente. Déshumanisé, chosifié, l'individu se trouve réduit à une figure symbolique. L'Américain Abdallah Schleifer, qui s'était lié d'amitié au Caire avec Ayman al-Zawahiri, l'actuel numéro 1 d'Al-Qaida, et qui, dans le courant des années 1970, l'a vu basculer dans l'islam le plus radical, rapporte avoir compris qu'il était « passé ailleurs[4] », quand il a constaté qu'il ne voyait désormais le monde qu'à travers le prisme de son idéologie. Dès lors que Zawahiri aura cessé de s'adresser à lui en tant qu'individu, il le percevra comme le représentant symbolique d'une foule innombrable et abstraite qui, dans son esprit, se nomme « l'Amérique » ou « les Américains ». Et peu importe que Schleifer soit un opposant de l'intérieur à la politique américaine ou qu'il se soit converti à l'islam, il n'est, pour le Frère musulman égyptien, que l'avatar ou la représentation d'un ennemi mortel, qu'il faut pour cette raison faire disparaître.

C'est cette même filiation avec la logique ayant prévalu au cours des grands massacres de masse perpétrés par les nazis sur le front de l'Est que l'un de mes intervenants a voulu mettre en évidence au lendemain des attentats du 11-Septembre. Marc Sageman, né français de parents juifs rescapés de la Shoah,

docteur en psychologie, ancien agent de la CIA au Pakistan durant la guerre d'Afghanistan, a cherché à comprendre ce qui motive les terroristes d'Al-Qaida par des entretiens et l'analyse des témoignages qu'ils ont donnés au cours de leurs procès. Il a dépouillé et decrypté 400 témoignages de membres d'Al-Qaida, pour la plupart emprisonnés à la suite des attentats qu'ils ont commis, ou pour leur engagement dans la mouvance jihadiste.

« D'un point de vue personnel, observe-t-il, puisque j'avais été chargé de gérer une partie de la guerre contre les Soviétiques, que j'avais formé des Afghans, je me suis demandé de quelle manière j'avais été impliqué dans la tragédie qui est survenue le 11 septembre 2001. Ce qui m'a poussé à aller y voir de plus près, c'était cette question qui me taraudait, à savoir : qui sont les gens qui ont commis cela ? Quand j'ai commencé l'analyse des entretiens, j'enseignais à l'université. Je faisais un cours sur les auteurs de l'Holocauste, en particulier sur les *Einsatzgruppen*, ces gens qui ont pu tuer en masse tant d'autres personnes à bout portant. Comment avaient-ils pu faire cela ? Que se passait-il dans leur tête ? Quelles étaient leurs motivations ? Cela a toujours été pour moi l'objet d'un terrible mystère et j'ai cherché à le percer. J'ai eu l'intuition que la dynamique de groupe qui avait conduit les auteurs de l'Holocauste à faire ce qu'ils avaient fait était probablement très similaire à celle qui a motivé les kamikazes du 11-Septembre.

« L'échantillon à partir duquel j'ai travaillé, ces 400 jihadistes aussi représentatifs que possible (excluant les Palestiniens, les Tchétchènes et plus généralement les individus impliqués dans des luttes civiles sur leur propre sol national), montre que la plupart de ceux qui revendiquent une affiliation à Al-Qaida sont en fait divisés en quatre groupes. Il y a le groupe central de l'organisation, celui des dirigeants historiques, dont la plupart sont des Égyptiens. Les autres groupes se caractérisent par une très forte cohérence, mais ont très peu de liens entre eux. Les trois groupes majeurs sont les Maghrébins (moins bien formés et moins religieux que les deux suivants), les Arabes et les Asiatiques du Sud-Est. Les clichés théoriques concernant le

terrorisme évoquent souvent la pauvreté, la jeunesse, la naïveté, l'absence de formation et d'éducation, ainsi que le fanatisme religieux. Mes enquêtes ont révélé que la plupart de ces gens appartiennent aux classes moyennes ou aisées, à l'exception des Maghrébins, qui sont essentiellement issus de la seconde génération d'immigrés en France. Leur âge moyen est de 25 ans. En observant les données qui ont émergé grâce aux poursuites judiciaires menées contre eux, j'ai constaté qu'ils étaient vraiment des gens très ordinaires. Presque n'importe qui peut devenir terroriste. »

« C'est cette même révélation qui avait frappé l'historien Christopher Browning dans les années 1990. Il avait travaillé sur les témoignages d'un bataillon d'extermination sur le front de l'Est, le bataillon 101, dont l'étude historique a été publiée sous le titre *Des hommes ordinaires*[5]. Browning a utilisé la même méthodologie : des entretiens sous forme de transcriptions du procès d'un groupe de personnes ayant indistinctement tué les Juifs pendant la guerre. Un groupe d'environ 500 personnes, composé de policiers de réserve, peu idéologisés, plus vieux que les membres des *Einsatzgruppen*. Il a montré que ces 500 hommes ont été capables de tuer 86 000 personnes en l'espace d'une année. Cela montre que, pour peu que les circonstances s'y prêtent, n'importe qui peut tuer[6]. »

Selon Marc Sageman, la question des attentats kamikazes n'est pas une spécificité des jihadistes d'Al-Qaida ou du Hezbollah, mais un marqueur du terrorisme, toute idéologie et toute période confondues, qu'il y ait ou non passage à l'acte : « Les terroristes souhaitent véritablement sacrifier leur vie au nom d'une cause qui les dépasse. Il faut souligner que le sacrifice n'a rien à voir avec le fait de se suicider. Dans la plupart des cas, qu'ils commettent ou non des attentats suicides, ils sont prêts à le faire. C'est pour eux le sens extrême de leur dévouement à la cause et à l'organisation. Cela vaut pour presque tous les terroristes, que ce soient les anarchistes du XIXe siècle, les

anticolonialistes du milieu du XXe siècle, les gauchistes de la fin du XXe siècle et les islamistes d'aujourd'hui. Tous sont animés par un même sentiment de sacrifice, du don de soi. C'est la poursuite d'une même logique qui a véritablement commencé il y a 150 ans. Les anarchistes d'il y a 130 ans avaient presque tous été à l'université, et beaucoup d'entre eux ont écrit des journaux intimes qui sont maintenant disponibles, avec l'ouverture des archives en Europe orientale et en Russie. Si vous lisez leurs journaux, vous vous rendrez compte qu'ils évoquent tous le sacrifice de soi. Ils étaient très pessimistes sur l'issue de leur destin personnel. Ils savaient qu'il leur faudrait mourir ou être envoyés en Sibérie. Et c'était vraiment leur sacrifice qui donnait un sens extraordinaire à leur existence. »

## Terrorisme et Résistance

Le second phénomène issu de la Seconde Guerre mondiale, et dont se réclament toutes les organisations qui recourent au terrorisme, c'est l'exemple emblématique, indépassable des résistances, particulièrement de la Résistance française. Pendant l'Occupation, face à la politique des gouvernements de collaboration, face à l'injustice, aux exactions et aux déportations, de petits groupes se forment qui refusent le nouvel ordre nazi.

La Résistance prendra des formes multiples, de la participation aux manifestations interdites le 11 novembre pour commémorer la victoire sur les Allemands en 1918, à la publication de journaux clandestins, en passant par la mise en place de réseaux de renseignement à destination des Alliés ou des gouvernements européens en exil à Londres, l'organisation de caches pour soustraire les Juifs et les résistants à la Gestapo et à la milice, le sabotage de convois ferroviaires, le plasticage d'usines réquisitionnées par les Allemands, ou encore l'exécution de soldats allemands et de collaborateurs. La Résistance fut autant civile qu'armée.

« La Résistance est au départ portée par des individus et non par des institutions comme l'armée, l'Église ou les syndicats, précise l'historien Olivier Wieviorka. Elle suivait deux logiques distinctes ; d'une part, une logique de témoignage pour éviter que la France ne soit corrompue par le nazisme, et d'autre part, une logique de soutien aux Alliés dans la guerre, à travers le renseignement et les filières d'évasion qui parcourent l'Europe, des Pays-Bas à l'Espagne[7]. »

C'est un combat à la fois symbolique, au vu de la disproportion des forces en présence, et psychologique, qui a notamment révélé son efficacité en Biélorussie, où le harcèlement constant de l'ennemi a fini par affecter le moral et la détermination des occupants, permettant la reconquête des armées soviétiques. Winston Churchill, le Premier ministre britannique, avait bien compris que cette guerre non conventionnelle, menée d'abord sans véritable coordination, serait un symbole autant qu'elle ouvrirait une brèche stratégique : faire en sorte que l'occupant ne se sente en sécurité nulle part en territoire conquis.

Le Special Operation Executive (SOE), créé dès juillet 1940, fournit le financement, des armes et des instructeurs aux groupes de résistance qui se constituent en Europe occupée. Les agents du SOE sont parachutés dans les pays sous occupation allemande pour soutenir logistiquement les résistants sur place ou mener des opérations de plasticage contre les usines d'eau lourde en Norvège, ou ralentir la progression des troupes allemandes en faisant sauter les ponts ferroviaires, comme celui de Gorgopotamos en Grèce. Avec la rupture du pacte germano-soviétique et l'invasion de l'Union soviétique par le III^e^ Reich, les partis communistes clandestins entrent en résistance contre les nazis, multipliant les actions armées qui visent directement les troupes d'occupation.

Le premier attentat de la Résistance française a lieu à Paris, le 21 mai 1941, alors même que 5 000 prisonniers juifs sont conduits au camp de Drancy, inauguré la veille. Le résistant

communiste Pierre Georges, qui dirigera plus tard un maquis FTP (Francs-tireurs et partisans) en Franche-Comté sous le nom de Colonel Fabien, abat de deux balles dans la tête un soldat allemand au métro Barbès.

Pour Denis Peschanski, « il s'agissait de frapper le symbole[8] ».

« Montrer que la France n'était plus un sanctuaire pour les forces d'occupation allemandes[9] », renchérit Olivier Wieviorka.

Si ces assassinats ciblés n'ont jamais menacé la sécurité des troupes d'occupation – l'attentat le plus meurtrier de la Résistance française à Paris, le 5 août 1942, ne fera que huit morts[10] –, leur impact psychologique est mesurable à l'ampleur des représailles menées par les Allemands. Pour Denis Peschanski, la terreur s'exerce par contrecoup, dans les punitions collectives que font subir les Allemands à la population civile : « Les Allemands réagissent en exécutant des otages pris parmi les civils ou dans les camps d'internement, c'est-à-dire des personnes qui n'ont rien à voir avec les attentats commis par la Résistance. Ce n'est pas le fait de tuer un Allemand qui est un acte terroriste, ce sont les représailles qui sont immédiatement décidées sur ordre des forces d'occupation. »

Par ricochet, les résistants cherchent à « montrer le vrai visage de l'occupant, à saper le soutien que peut lui apporter la population française et l'inciter à rejoindre la Résistance. Il est clair que les représailles allemandes ont contribué à agrandir le fossé entre les occupants et les occupés[11] ». D'autant que les groupes armés, communistes dans un premier temps, choisissent leurs cibles pour ne pas se couper de la population.

En 1943, alors que la plupart des mouvements résistants sont démantelés par la Gestapo et la police française, le groupe le plus actif à Paris, celui des Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI), a pour consigne de ne cibler que les Allemands : « Il s'agit de mener la lutte armée en liquidant un maximum d'Allemands, mais surtout d'éviter les victimes françaises, y compris parmi les collaborateurs[12]. »

Leurs motivations sont politiques : ils ne veulent pas donner l'image de ces « métèques étrangers », « terroristes » (pour la plupart, ce sont des Juifs d'Europe centrale et orientale), comme les qualifie Vichy, en tuant des Français, civils innocents ou partisans de la collaboration. D'autres groupes de la résistance communiste seront chargés d'abattre les collaborateurs. « Cela illustre bien l'obsession des groupes résistants de ne pas s'isoler de leur base. Les mouvements résistants chercheront toujours à s'ancrer dans la société, à ne pas se couper d'elle[13]. » Pour ces mêmes raisons, la direction des Mouvements unis de résistance qui regroupent, à partir de janvier 1943, les principaux mouvements de résistance non communiste en zone Sud, rejettera le projet de Charles Gonard, qui coordonne depuis Marseille les actions armées, les sabotages ferroviaires et les exécutions de traîtres. Ce dernier avait proposé de faire sauter un pont stratégique de la région de Menton. Le projet sera abandonné pour éviter que les représailles allemandes ne provoquent l'hostilité de la population contre eux.

Le cadre politique dans lequel est perpétré un attentat n'est pas indifférent à ce qui le définit en tant qu'acte de terrorisme ou de résistance. On peut toujours mettre en question ce qu'est la démocratie et ce que sont les libertés. Je peux, comme Action directe ou les Brigades rouges, décréter que ma société, celle dans laquelle je vis, n'est pas démocratique. Il me sera facile d'argumenter en ce sens pour justifier le passage à l'acte violent. Même si, comme le souligne Olivier Wieviorka, la Résistance évite absolument de faire des victimes civiles – quand le succès d'une opération terroriste est caractérisé par le plus grand nombre possible de victimes civiles –, il faut préciser que les moyens, les tactiques, les forces et les pratiques sont presque identiques. Ce sont ceux de toute guerre asymétrique, quels que soient les buts visés.

« Le fait d'utiliser l'opinion publique comme une caisse de résonance, de miser sur l'impact psychologique dans le cadre d'un combat asymétrique, de considérer qu'on peut mener un

combat du faible au fort caractérise autant le terrorisme que la Résistance, ajoute Olivier Wieviorka. Mais la comparaison s'arrête là. Les buts recherchés ne sont pas les mêmes : les résistants voulaient lutter contre le nazisme et libérer leur pays[14]. »

La recherche de la justice, de la morale, n'est pas du même ordre que celle qui veut imposer une dictature ou sa domination. C'est ainsi que l'emploi du mot « terrorisme », utilisé par un pouvoir despotique, autoritaire ou dictatorial qui cherche à discréditer une opposition armée, ne saurait revêtir un caractère objectif. La propagande allemande ou le gouvernement de Vichy présentent invariablement les résistants comme des criminels. Dans son discours du 28 mai 1944, le maréchal Pétain, qui dénonce les actions de la Résistance, assimile les partisans à une « pègre politique », les qualifiant de « terroristes ». Comme me le dira l'historienne américaine Martha Crenshaw[15], le mot « terroriste » est ici instrumentalisé par le pouvoir pour discréditer une opposition, qu'elle soit armée ou non (cela dépend des circonstances et des époques, comme nous le verrons), et justifier sa répression contre elle.

Avec la défaite du III^e^ Reich et la libération de l'Europe, la figure du résistant devient incontournable. Le général de Gaulle peut imposer la France parmi les vainqueurs de la guerre et reconstruire un imaginaire national autour de la centralité de la Résistance ; les résistants s'ajoutant par leur héroïsme aux grandes figures antécédentes du roman national. Qui dit résistant dit légitimité, droit, liberté ou libération. Ce sont les connotations induites par son utilisation ou sa revendication. C'est ainsi que tous les terroristes en activité que j'ai pu rencontrer, à de très rares exceptions, se qualifient eux-mêmes de résistants ou de « combattants de la liberté », et qu'ils rejettent l'appellation jugée péjorative de « terroriste ». Car se qualifier de résistant, c'est valider de manière performative la légitimité de la cause et des buts poursuivis, permettant aussi de passer sous le tapis les moyens et les cibles, qui les placent en réalité de l'autre côté de la

frontière distinguant la Résistance du terrorisme. Ce qu'ils veulent en réalité imposer – la « leçon », à les croire, qu'ils ont retenue de la Résistance –, c'est que si la chose est juste – de leur point de vue, elle l'est nécessairement –, alors tous les moyens sont bons.

## Pourquoi cette histoire du terrorisme ?

Ce que j'ai voulu montrer dans ce livre, et ce qui j'espère fait l'originalité de son propos, c'est l'unicité du phénomène depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Qu'il soit le fait de groupes indépendantistes se libérant du joug colonial, de groupes cherchant à accéder à un idéal tel que la « révolution mondiale » ou le « califat mondial », ou d'autres qui, en de multiples endroits du globe, le pratiquent pour diverses raisons, le terrorisme n'est pas une addition de mouvements et d'organisations sans rapport les uns avec les autres. Non seulement ils communiquent entre eux d'une manière ou d'une autre, via des passerelles logistiques, idéologiques, opérationnelles, de financement ou de simple opportunité, mais le phénomène se développe et se transforme au gré de leurs échanges. Ce sont sur ces filiations, ces transferts idéologiques ou de savoir-faire que ce livre met l'accent.

Si le Fatah tire son nom de l'exemple du nationalisme algérien, le Front de libération nationale (FLN) s'était approprié en son temps des mots de la Résistance française, au sein de laquelle nombre de ses leaders avaient combattu. Les attentats suicides ou kamikazes, qui sont la marque de fabrique des jihadistes d'Al-Qaida, leur ont été suggérés par le Hezbollah libanais. Une technique que les Pasdaran iraniens leur avaient enseignée pendant le conflit Iran-Irak. Dans le cas des attentats palestiniens du même type, si toutes ces influences ont joué, les terroristes ont aussi été impressionnés par l'attentat du 30 mai 1972, à l'aéroport de Lod-Tel-Aviv, perpétré en leur nom par l'Armée rouge japonaise, un groupe internationaliste très proche dans sa conception et son idéologie des Cellules révolutionnaires

ou de la Fraction Armée rouge ouest-allemandes. Si j'ai divisé le livre en trois grandes parties, trois actes d'un même drame, chacun ayant son unité et sa chronologie propres, ces passages de relais, ces influences et ces échanges constituent le fil qui les traverse et les unit. C'est lui qui, au rythme de certains attentats marquants, de l'effondrement ou du surgissement au-devant de la scène de tel groupe se réclamant de telle idéologie, réoriente sans cesse le phénomène.

Par la comparaison des trois grands mouvements qui le composent, le premier s'attachant à l'époque des guerres de libération, le deuxième à celle des années de poudre du terrorisme international, et la troisième à celle du jihadisme contemporain, il sera possible de dégager certains invariants, tels que le rôle joué par les intellectuels. À certains moments de cristallisation, une parole qui trace les grandes lignes et l'objectif à atteindre fait office pour ceux qui s'en réclament de prophétie. Sa réalisation constituant le programme des organisations qui se battront en son nom.

*Les Damnés de la terre*[16] de Frantz Fanon, l'appel de Guevara à la conférence Tricontinentale de 1967 constituent les prophéties des guerres de libération des années 1960 ou des groupes internationalistes du terrorisme des années 1970, de la même manière que *Jalons sur la route de l'islam* de Sayyid Qutb pour les Frères musulmans et la mouvance jihadiste. Dans le cas du discours de Guevara, comme dans celui de l'appel au Jihad de Ben Laden contre l'Amérique en 1998, à la « prophétie » s'ajoute une déclaration de guerre. On remarquera également que, sur les trois périodes concernées, la lutte armée revêt une vocation mystique. Elle se définit toujours comme une « élite » ou une « avant-garde », une « qaida » dont la volonté et la détermination, à défaut d'un avantage militaire, pourront renverser le cours du monde.

## Après la guerre

L’ONU n’est jamais parvenue à mettre d’accord l’ensemble de ses représentants sur une même définition du terrorisme. De nombreuses tentatives ont eu lieu, y compris du temps de la SDN (Société des Nations), sans parvenir à produire un texte unanimement accepté, sinon sur quelques principes *a minima*. Cela tient aux sensibilités différentes de nombreux pays sur la question, et notamment de ceux qui soutiennent financièrement, logistiquement ou de manière opérationnelle le terrorisme. Créée au lendemain du conflit mondial, l’ONU, dans ses structures et sa conception mêmes, s’inscrit déjà dans le contexte de la guerre froide. Ses deux principaux organes, l’Assemblée générale et le Conseil de sécurité, seront l’une des agoras privilégiées de cet affrontement qui, de 1947 à 1989, divise le monde en deux sphères d’influence. La puissance des deux grands s’y mesure au nombre de leurs alliés, et par leurs soutiens aux mouvements d’indépendance qui contestent le pouvoir des empires coloniaux. Ces mouvements, dont beaucoup ont pris part au combat contre le nazisme, dans la Résistance ou les armées impériales, sont légitimes à réclamer pour eux ce que la France, par exemple, exigeait pour elle-même : la fin de l’occupation d’une nation étrangère sur son territoire.

De manière symétrique et inverse, ce sont les empires coloniaux qui sont discrédités au sortir de la guerre. La France l’est autant par la faiblesse qu’elle a accusée en se laissant occuper par l’Allemagne nazie, en collaborant avec elle, que par le deux poids deux mesures qu’elle impose dans ses frontières ou dans ses colonies. Les valeurs de liberté, d’égalité et de fraternité qu’elle revendique pour elle-même, mais qu’elle refuse dans le même temps aux « indigènes » de ses territoires d’outre-mer. Alors que l’ONU consacre, comme naguère la SDN, « l’égalité des droits des peuples et de leurs respectifs droits à disposer d’eux-mêmes » dans le premier article de sa Charte, il ne s’agit plus de promouvoir l’égalité des droits entre les colonisateurs et les colonisés mais bien d’examiner les conditions d’accès à l’indépendance des territoires non autonomes[17].

Dès l'ouverture de la première Assemblée générale à la fin du mois de janvier 1946, la quatrième commission organise la représentation des « mouvements non gouvernementaux » au sein de l'ONU et s'attelle à sa tâche principale : les questions de décolonisation.

« Après la Seconde Guerre mondiale, qui avait pour enjeux la souveraineté, la démocratie, la libération d'une domination extérieure, il était évident que les empires coloniaux ne parviendraient pas longtemps à maintenir leurs colonies. L'ONU était une tribune pour les États en passe de gagner leur indépendance. En affirmant les principes d'autodétermination et de liberté, ils ont renforcé la détermination des autres mouvements nationalistes. Au fur et à mesure que de nouveaux États indépendants intègrent l'ONU, la situation des empires coloniaux devient de plus en plus précaire[18]. »

Pendant cette première époque, celle qui succède à la guerre contre le nazisme, le terrorisme est un instrument utilisé par certains mouvements de libération. Perdu au milieu d'un élan mondial vers l'émancipation des peuples, il est en voie de structuration. Encouragé par des intellectuels qui l'orientent, par leurs écrits et leurs discours, c'est un phénomène qui se généralisera et se banalisera au cours des périodes suivantes.

Quand s'achève la Seconde Guerre mondiale, deux peuples se disputent depuis vingt ans le territoire abandonné par l'Empire ottoman en Palestine, désormais sous mandat britannique. L'immigration sioniste a fini par provoquer l'hostilité des Arabes qui attaquent la population juive des kibboutz. En représailles, des bombes explosent dans les marchés. Ces attentats sont perpétrés par l'Irgoun, une organisation nationaliste juive, qui entend, par l'usage de la violence, aboutir à la création d'un État. Elle est menée par Menahem Begin. Les Britanniques, qui soutiennent tour à tour Juifs et Arabes, deviennent la cible commune des deux peuples en Palestine…

1- Voir *Michaël Prazan, Einsatzguppen*, Seuil, 2010.

2- Entretien avec l'auteur le 26 mai 2010.

3- Gérard Chaliand et Arnaud Blin, *Histoire du terrorisme : de l'Antiquité à Al-Qaida*, Bayard, 2004, p. 245.

4- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

5- Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires*, Les Belles Lettres, 2002.

6- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

7- Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

8- Entretien avec l'auteur le 26 mai 2010.

9- Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

10- Un groupe des FTP-MOI (Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée) attaquent à la grenade un groupe de soldats de la Luftwaffe qui s'entraînaient au stade Jean-Bouin ; Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, *Liquider les traîtres, la face cachée du PCF*, Robert Laffont, 2007, p. 149-150.

11- Citation d'Olivier Wieviorka extraite d'une communication pour le site de France 5 sur l'assassinat d'Alfons Moser par le colonel Fabien. Disponible sur www.curiosphere.tv/video-documentaire

12- Entretien de Denis Peshanski avec l'auteur le 26 mai 2010.

13- *Ibid.*

14- Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

15- Entretien avec l'auteur le 26 juillet 2010.

16- Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Gallimard, coll. « Folio », 1991.

17- Entretien d'Olivier Wieviorka avec l'auteur le 21 juin 2010.

18- Entretien de Martha Crenshaw avec l'auteur le 26 juillet 2010.

# Première Partie
# Les années de Libération

# (1945-1969)

# 1
# L'Irgoun, ou la lutte armée en Palestine mandataire

*« Voilà le plan : nous allons entrer déguisés en Arabes avec des cruches de lait. »*
Shraga ELLIS

« Je m'appelle Shraga Ellis, je suis né en 1921 en Pologne, dans la ville de Lodz. J'ai émigré avant la guerre en Israël. C'était en 1938[1]. »

Shraga Ellis me reçoit chez lui, au 9e étage d'un immeuble résidentiel des années 1970 du centre de Tel-Aviv. Le crâne entièrement chauve, la carrure impressionnante, il a l'humeur enjouée et le trait d'esprit à fleur de bouche. Si ce n'était la carence auditive qui m'oblige à pousser la voix ou à répéter plusieurs fois les questions que je lui pose, Shraga Ellis est dans une forme étonnante pour un homme de 90 ans.

Il commence par me raconter son arrivée dans ce qui était alors la Palestine sous mandat britannique, prise sous le feu croisé des révoltes arabes et des attentats du mouvement de lutte armée, l'Irgoun, inspiré par la pensée « révisionniste » de Vladimir Jabotinsky[2], et situé à l'extrême droite de l'échiquier israélien.

« Rejoindre les partisans de l'Irgoun, c'était déjà mon rêve quand j'étais en Pologne. Mais, au début des années 1940, l'organisation n'était plus très active. Déçu, je l'ai quittée, avant d'être rappelé en 1943. »

Il en deviendra l'un des activistes les plus actifs. Il participera à plusieurs de ses opérations, dont la plus célèbre et la plus meurtrière : l'attentat contre le quartier général des renseignements britanniques en Palestine, installé dans l'hôtel King David de Jérusalem.

## Contre « la retenue » dans la lutte armée

En 1917, à la suite de la défaite des armées ottomanes alliées aux Allemands pendant la Première Guerre mondiale, le « Grand Corps malade » est démantelé par les puissances occidentales, dans le cadre des accords Sykes-Picot. Par un mandat que lui a accordé la Société des nations – la première tentative de communauté internationale –, le Royaume-Uni se voit confier l'administration du territoire de Palestine. Mais, à peine installés, les Britanniques sont placés dans une situation inextricable : ils ont promis à la fois aux organisations sionistes, par la voix de lord Balfour, l'établissement d'un foyer national juif, et, à la population musulmane, par celle du colonel Lawrence (d'Arabie), un État arabe de Palestine.

Liés par ce double engagement qui apparaît d'entrée peu réalisable, ils sont contraints d'arbitrer le conflit qui n'a pas tardé à voir le jour entre les deux peuples en présence. Les violents affrontements entre populations juives et arabes ont abouti à l'organisation de groupes armés : côté arabe, celui du prédicateur syrien Ezzedine al-Qassam, membre de la confrérie des Frères musulmans, et côté juif, celui de la Haganah, l'aile gauche du sionisme, puis de sa dissidence créée après une scission dans le mouvement dirigé par David ben Gourion, qui prend en 1931 le nom d'Organisation militaire nationale : l'Irgoun Zvaï ou *Leoumi* en hébreu. Au début des années 1930, de violentes émeutes arabes ont éclaté. Elles se manifestent par des attaques contre la population des immigrants juifs, principalement venus d'Europe centrale, qui font plusieurs dizaines de morts. La Haganah a été créée pour y faire front, rassemblant les diverses tendances politiques du Yishouv, le Foyer juif de Palestine. Mais les orientations, les tactiques et les stratégies sont à tel point divergentes au sein de la plate-forme commune que la branche radicale du parti nationaliste, dirigée par Vladimir Jabotinsky, sort de la Haganah deux ans après sa création. Le projet de créer l'État juif sur les terres achetées aux propriétaires terriens arabes par l'Agence juive, mis en œuvre par les socio-démocrates du Mapaï

de Ben Gourion, ne convient pas aux radicaux nationalistes qui lui préfèrent la confrontation armée.

« Au moment de la scission, commente Shraga Ellis, les révisionnistes de l'Irgoun faisaient partie du mouvement Etzel. La politique du Mapaï, c'était d'acheter des maisons, des vaches, des terrains, et ainsi de suite. Sans doute n'avaient-ils pas tort, car cela a contribué à construire le pays. Mais, à cette époque, cela ne servait à rien. En 1938, la Pologne voulait se débarrasser de ses Juifs, et elle a commencé à collaborer avec le mouvement révisionniste pour chasser les Britanniques. Les hommes d'Etzel, avec à leur tête Abraham Stavisky et Avraham Stern, ont été invités par la Pologne pour être formés par l'armée polonaise. Il s'agissait de constituer des groupes de combattants qui pourraient conquérir le pays par les armes. Quand ils sont allés trouver Jabotinsky, le chef du parti révisionniste, pour lui faire part de la proposition des Polonais, il leur a dit : "En aucun cas ! L'Angleterre est un pays loyal et juste. Nous ne nous battrons pas contre eux." Il pensait encore que la justice allait triompher[3]. »

L'Etzel, dont la branche armée prend le nom d'Irgoun, dénonce la politique d'autodéfense passive de la Haganah, dont les représailles ne visent que les auteurs identifiés des attaques anti-juives perpétrées par les combattants arabes. Refusant cette politique de « retenue » – d'autant plus que les assaillants sont très rarement identifiés par les autorités britanniques –, l'Irgoun se donne deux objectifs : peser sur la politique des quotas d'immigration juive mise en place par les Britanniques, et autour de laquelle se cristallisent toutes les revendications ; obtenir, par le recours à la lutte armée, la création d'un État juif en Palestine « de part et d'autres du fleuve Jourdain ».

Malgré le couvre-feu et l'état d'urgence décrétés par les Britanniques pour contenir les irruptions de violence de la Grande Révolte arabe, déclenchée à la mort d'Ezzedin al-Qassam[4], l'Irgoun multiplie les attentats et les victimes civiles. Pourchassé par les Français, Al-Qassam avait trouvé refuge de l'autre côté de la frontière mandataire, réussissant à mobiliser dans ses rangs une

bonne partie des milieux populaires arabes de Palestine. Il est tué en 1935 lors d'un assaut des troupes britanniques.

La Haganah coopère avec les forces britanniques pour endiguer les violences arabes qui prennent tour à tour pour cible Juifs et Anglais. En 1937, le divorce entre Etzel et Mapaï est définitivement consommé. L'Irgoun évoluera seul, poursuivant désormais sa propre stratégie. Le 14 novembre 1937, l'Irgoun abat huit passants. La Haganah et les institutions juives condamnent officiellement les assassinats, et les Britanniques placent l'Irgoun sur la liste des organisations terroristes. Désormais, ses membres seront jugés par un tribunal militaire. La détention illégale d'armes décrétée passible de la peine de mort, l'Irgoun abandonne un temps ses opérations armées. Mais la trêve n'excède pas six mois : la pendaison de Shlomo ben Youssef, qui avait tiré sur un autobus arabe en 1937, déclenche une nouvelle campagne d'attentats à la bombe qui, entre juillet et septembre 1938, entraîne près de quatre-vingt-dix morts. Durant la même période, les organisations arabes organisent des représailles qui font une centaine de victimes. Les Juifs sont assassinés sur les routes palestiniennes, ou égorgés la nuit dans les kibboutz. L'Irgoun rend coup pour coup, plaçant des engins explosifs dans les marchés arabes de Haïfa ou dans les bus de Jérusalem.

« Jusqu'en 1938 environ, nos dirigeants avaient la conviction que si on en finissait avec les Arabes, les Anglais nous donneraient un foyer juif, une terre à nous. Mais, quand on a su que les Anglais avaient donné des armes aux Arabes, qu'ils les avaient poussés à nous attaquer – à Tibériade, une trentaine de Juifs avaient été tués, sous les yeux des "Tigers", une unité d'élite de la police britannique, qui avait assisté à cela sans intervenir –, nous avons commencé à comprendre que l'ennemi, ce n'était pas les Arabes mais les Anglais. »

Mais, en 1938, l'année où Shraga Ellis a rejoint l'Irgoun, l'organisation ne peut se payer le luxe d'une guerre ouverte contre les forces de Sa Majesté. Minée par la répression britannique et par ses dissensions internes, l'Irgoun n'est plus qu'un

groupuscule regroupant quelques centaines de militants démunis. Sa direction a été décapitée, et les attentats interrompus faute de moyens.

Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, les organisations paramilitaires sionistes sont amenées à revoir leurs priorités. En Tchécoslovaquie, le III^e^ Reich poursuit sa politique d'invasion, commencée en 1938 avec l'annexion de l'Autriche et des Sudètes. Elle conduit à un afflux d'immigrés juifs en Palestine. Or, le Livre blanc, qui définit la politique britannique en Palestine, limite très fortement les quotas d'immigration juive. Elle déclare « sans équivoque qu'il n'est nullement dans les intentions (du) gouvernement de Sa Majesté de transformer la Palestine en État juif[5] ». Sa publication sonne provisoirement le glas des espoirs sionistes. Désormais, la priorité pour la Haganah se limite à organiser l'immigration clandestine des réfugiés juifs d'Europe. Dans le même temps, pour soutenir les Britanniques dans leur combat contre les nazis, l'Irgoun et la Haganah s'accordent une trêve. Un paradoxe ainsi résumé, le 12 septembre 1939, par David ben Gourion, qui dirige l'Agence juive, l'exécutif qui représente la population juive de Palestine : « Nous devons aider l'armée [britannique] comme s'il n'y avait pas le Livre blanc et nous devons combattre le Livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre. »

Neuf jours plus tôt le Royaume-Uni et la France ont déclaré la guerre au III^e^ Reich qui vient d'envahir la Pologne.

## Irgoun et Stern, une concurrence par la violence

Le groupe Stern, la fraction la plus radicale de la droite nationaliste, refuse la trêve et entre en clandestinité. Le cabinet britannique a fermé ses frontières non seulement aux ressortissants allemands et italiens, mais aussi à ceux qui sont originaires des pays occupés par les forces de l'Axe, dont le

drapeau flotte sur l'Europe continentale, à l'ouest comme à l'est du Rhin. Et bientôt sur la Volga, où les nazis vont mettre en œuvre leur programme d'extermination des Juifs d'Europe.

En 1942, malgré l'entrée en guerre des États-Unis, les combats se rapprochent inexorablement de la Palestine mandataire. L'avancée des troupes germano-italiennes, commandées par le général Erwin Rommel, crée un nouveau front en Afrique du Nord, qui fait peser la menace d'une extermination des Juifs de Palestine. Le grand mufti de Jérusalem, un proche d'Hitler, a mis toute son influence dans ce projet. Le 19 juin 1942, Tobrouk a capitulé, alors même que la propagande britannique présentait la ville comme une citadelle imprenable. L'Afrika Korps de Rommel entre en Égypte le 27 juin 1942, et progresse rapidement jusqu'à El Alamein, situé à 120 kilomètres du Caire. Sur le front de l'Est, Sébastopol, en Crimée, est tombée le même jour aux mains de la Wehrmacht. Les territoires britanniques au Moyen-Orient, pris en tenaille par les Italiens et les Allemands, sont obligés de transférer à la hâte leurs services administratifs en Palestine. Ils sont suivis par des milliers de civils qui se réfugient en Palestine pendant que le groupe Stern, désormais dirigé par Yitzhak Shamir, engage une violente campagne d'attentats.

Shamir avait suivi Avraham Stern lorsque celui-ci fit scission d'avec l'Irgoun en 1940 pour créer son propre groupe. Les attentats qu'il pratique visent non seulement les Britanniques, mais aussi les Juifs de la Haganah qui ont favorisé la trêve. Shamir, chargé d'alimenter les caisses de l'organisation clandestine, organise des hold-up et le recrutement des nouveaux militants. Une tâche qui se révèle au départ difficile, car, après la fin de l'été 1941, Stern avait rédigé le projet de constitution d'un État juif fasciste[6] et pris contact avec les fascistes italiens et les nazis pour organiser l'arrivée des réfugiés juifs, entraînant une désaffection massive dans ses rangs. Ses cadres ont peu à peu quitté une organisation discréditée, ne comptant plus qu'une centaine de militants. Elle aurait pu disparaître totalement en

février 1942, lorsque Avraham Stern est tué pendant son arrestation par la police britannique.

Shamir, qui était alors en prison, s'évade au mois de septembre et prend la tête du groupe, qu'il va s'employer à restructurer, rompant d'abord avec l'idéologie fascisante de son créateur, s'employant ensuite à y injecter du sang neuf. Il recrute, cloisonne, réorganise matériellement et idéologiquement le groupe qui reprend peu à peu ses forces. Si, pour Shamir, la Grande-Bretagne est toujours considérée comme ce juge néfaste qu'il faudra bien finir par renverser, le bourreau des Juifs d'Europe[7], c'est l'Allemagne nazie. En 1943, avec un nouveau nom, un nouveau chef, une nouvelle politique et de nouvelles structures, le groupe Stern, qui a pris le nom de Lehi (Combattants pour la liberté d'Israël), est prêt à de nouvelles actions. Ce qui n'a pas changé, c'est la lutte armée comme seule option. Les bulletins clandestins que publie alors le Lehi donnent le ton : « Les actes terroristes stimulent l'imagination populaire, réveillent les énergies dormantes, donnent une impulsion au mouvement révolutionnaire[8]. » La politique d'immigration zéro, mise en œuvre par les Britanniques, lui en fournit l'occasion.

Fin 1941, le Haut Commissaire britannique en Palestine a refusé de délivrer des visas aux 667 réfugiés juifs qui ont pu embarquer à bord du *Struma*, dans le port roumain de Constanza. Mis en quarantaine pendant trois mois à Istanbul, le bateau a été renvoyé par les autorités turques en haute mer où il a disparu le 24 février 1942, vraisemblablement coulé par un sous-marin soviétique. La politique britannique à l'égard des immigrés juifs, qui n'ont nulle part où aller pour sauver leur vie, est d'autant moins comprise par la population juive que le vent tourne en défaveur des nazis : sur le front de l'Est, la bataille de Stalingrad a stoppé l'avancée de la Wehrmacht qui recule devant la contre-offensive de l'armée soviétique. Les Alliés, qui ont débarqué en Afrique du Nord et en Sicile, ont entamé la reconquête de l'Italie fasciste. Si bien que, le 8 septembre 1943, la capitulation de

l'Italie mussolinienne est signée par le maréchal Badoglio. L'armée polonaise, reconstituée par les Soviétiques sous le commandement du général Anders, est évacuée vers le Moyen-Orient. Alors qu'elle est stationnée en Palestine, à l'instar de ces trois mille soldats juifs qui se battaient dans ses rangs contre l'Allemagne, Menahem Begin, un jeune caporal, déserte l'armée polonaise.

Il rejoint l'Irgoun dont il prend la direction. Stratège inflexible et rigoureux, Begin ne tarde pas à remettre l'organisation sur pied. Dans ce contexte, l'hésitation n'est plus de mise. Les Britanniques doivent redevenir la cible principale des sionistes. Comme le rappelle Shraga Ellis : « Begin a reçu le commandement de l'Irgoun, et quand il a publié sa fameuse déclaration de guerre contre l'Angleterre, ça a fait l'effet d'une bombe ! Il a aussi écrit à nos frères arabes : "Nous ne sommes pas contre vous, nous voulons habiter ici, avec vous." Ça a peut-être aidé, puisque, pendant toute cette période, nous n'avons pas eu d'ennuis de ce côté-là. Pour moi, c'était le signe qu'il fallait s'engager, essayer de refouler les Anglais hors du pays. J'ai été rappelé en 1943. En réalité, je suis revenu volontairement, car on avait déjà eu vent d'informations en provenance d'Europe sur ce que faisaient les Allemands aux Juifs. Et, quand les Anglais ont stoppé toutes les tentatives pour sauver des Juifs (même ceux qui arrivaient à nos frontières ou qui s'en approchaient étaient expulsés), il n'y avait plus d'autre choix que de recourir aux armes. »

Comme beaucoup de militants ayant rejoint l'Irgoun en 1943, Shraga Ellis ne connaissait rien à la guerre clandestine. Begin dut donc organiser en premier lieu leur transformation en combattants opérationnels. Ellis recevra une instruction au sabotage sous les ordres d'un combattant à la réputation légendaire : Amichai Paglin.

« On disait de lui que c'était l'un des plus grands combattants de la liberté du XX^e^ siècle ! s'exclame Ellis. Il était chargé de trouver les fonds de l'Irgoun, de monter les détonateurs et

d’assembler le matériel nécessaire à constituer des bombes. C’était un artificier, un chimiste et un commandant ingénieux dans le combat. Quand on s’est trouvé devant lui, il nous a dit : “Mes amis, rappelez-vous bien, un artificier n’a pas le droit à l’erreur, sinon il perd la vie.”[9] »

Fin janvier 1944, le cabinet britannique, soucieux de se désengager progressivement de la poudrière palestinienne, mais aussi de remplir ses engagements à l’égard des Juifs et des Arabes de Palestine, approuve un plan de partage du territoire, divisé entre un État juif et une grande Syrie, regroupant une partie de la Palestine et la Transjordanie. Begin réplique par un manifeste que ses militants placardent sur tous les murs de Tel-Aviv, de Jérusalem et de Haïfa, dans la nuit du 1er février. Dans cet appel à la Révolte, il exige que « la souveraineté d’Israël soit transférée immédiatement à un gouvernement hébreu provisoire ». Le 12 février 1944, des attentats visent les bureaux de l’immigration.

Shraga Ellis faisait partie des assaillants. C’est son baptême du feu : « Notre première mission, c’était de faire exploser les bureaux de l’immigration des trois villes du gouvernement anglais, ce que nous avons fait. Un peu plus tard, nous avons plastiqué le bureau de police d’Abu Kabir. La troisième opération était la plus réussie : la nuit, nous sommes allés creuser des trous autour de tous les poteaux de télégraphe et de téléphone qui reliaient Haïfa, Jérusalem et Tel-Aviv au reste du pays. Nous y avons placé des colis contenant des charges explosives, et nous avons refermé les trous. On a fait en sorte que, presque chaque jour, un poteau soit détruit. »

En mars, la police impose un énième couvre-feu. La peine de mort est rétablie pour les détenteurs d’armes. Les attentats sont condamnés par les institutions juives. Pour Ben Gourion, ils sont contre-productifs et criminels. Ils favorisent « volontairement ou sciemment les ennemis du peuple juif[10] ». L’Irgoun et le Lehi, émancipés de la tutelle de la Haganah et galvanisés par le débarquement en Normandie qui annonce la victoire des Alliés, intensifient leurs opérations. Les tribunaux militaires prononcent

la première condamnation à mort contre des membres du groupe Stern le 27 juin 1944. À partir de septembre, toute personne suspectée d'appartenir au Lehi ou à l'Irgoun est déportée en Érythrée ou au Kenya. La répression, mais aussi la concurrence entre Shamir (groupe Stern) et Begin (Irgoun), dont l'organisation est plus fournie et mieux organisée, nourrit l'escalade de la violence : le 8 août, c'est le Haut Commissaire en Palestine, sir Harold McMichael, sur le point d'être muté, qui est visé par un attentat du Lehi. Il sera légèrement blessé. Sa cible suivante, la plus prestigieuse et la plus emblématique, se trouve hors du territoire de Palestine. Il s'agit de lord Moyne, le Haut Représentant britannique au Caire, qui avait soutenu McMichael dans l'affaire du *Struma*, et refusé la constitution d'une armée juive combattant aux côtés des Britanniques[11]. Il est abattu par deux membres du groupe le 16 novembre 1944. Arrêtés, les deux auteurs de l'assassinat sont condamnés à mort en mars 1945. Ils seront exécutés, mais l'opinion publique égyptienne prend fait et cause pour eux. Malgré sa victoire au sein du camp allié, le pouvoir colonial britannique apparaît en bout de course, incapable de réagir aux attaques qui contestent sa légitimité. Sa faiblesse en Palestine sera le prélude à son émiettement, puis à sa disparition. Néanmoins, même si son mandat va bientôt s'achever, il s'attache à conserver un semblant d'autorité sur son territoire. En désespoir de cause, les Britanniques se tournent vers David ben Gourion, réclamant son aide pour mettre fin à l'agitation terroriste de l'Irgoun et du Lehi. Le chef des institutions juives accepte.

« Ben Gourion nous qualifiait de "terroristes", alors que nous étions des combattants de la liberté, se souvient avec amertume Shraga Ellis. C'était un opposant politique, mais aussi un homme ingénieux, qui fut l'un des plus grands dirigeants de l'État d'Israël. Il était socialiste, et une partie de ses hommes priait le dieu Soleil : Joseph Staline. Nos convictions nous portaient plus à droite. Si Ben Gourion a accepté de s'allier aux Britanniques contre nous, je pense que c'est parce qu'il s'est toujours soucié que le pouvoir, au sein du peuple juif, en Israël comme à

l'étranger, reste entre les mains des socialistes. Ici, c'était le Mapaï. »

La « Saison de la chasse aux terroristes » est ouverte. Elle durera neuf mois. Les activistes de l'Irgoun son enlevés et vigoureusement interrogés par la Haganah. « Début 1946, c'était la "Saison". C'est-à-dire que les hommes de la Haganah, avec à leur tête Ben Gourion, sûrement parce qu'ils ne voulaient pas de concurrence, ont fait en sorte qu'on soit vus comme des gangsters, ils nous ont pourchassés et enlevés. Alors que nous participions à une mission importante – il s'agissait de faire sauter les oléoducs acheminant le pétrole qui reliait la Syrie, l'Irak à Haïfa –, mon ami Shlomo Dula a été arrêté par les forces de la Haganah et remis entre les mains des Britanniques. C'est à ce moment-là que j'ai su que les Anglais allaient venir à l'atelier d'armement, puisqu'il était loué à mon nom. Depuis ce jour, je suis devenu un fugitif, je ne suis plus jamais rentré chez moi. »

Muni de faux papiers, Shraga Ellis disparaît et se cache à Jérusalem : « Il y avait là-bas plein de postes de garde, des patrouilles qui auraient pu m'arrêter seulement pour me demander mes papiers. J'avais une carte d'identité falsifiée, et je portais des lunettes. Je me suis laissé pousser la moustache. Je pensais que personne ne me reconnaîtrait. Un jour, je suis allé déjeuner à Tnouva[12] quand une personne est entrée et m'a dit : "Bonjour Shraga, comment ça va ?" Je lui ai répondu : "Monsieur, vous vous trompez !" C'était un ami de ma sœur. Quand il l'a revue, il lui a dit : "Ronka, qu'est-il arrivé à ton frère ? Il est devenu fou : il porte des lunettes et dit ne plus être Shraga !" »

Comme Shraga Ellis, la plupart des responsables de l'Irgoun parviendront à passer entre les mailles du filet policier. Les informations récoltées par le Palmach, les troupes d'élites de la Haganah, ne concernaient que les membres de base du groupe Stern et de l'Irgoun. Les attentats se poursuivent, alors qu'à Londres les partisans du Livre blanc sont de retour aux postes de décision et remplacent progressivement les tenants du plan de partage.

## L’attentat contre l’hôtel King David

En Europe, l’Allemagne nazie a capitulé le 8 mai 1945. Les Alliés commencent à rapatrier les six millions de personnes déplacées pendant les six ans qu’a duré le conflit. Mais la plupart des survivants de la Shoah refusent de retourner en Europe orientale, où leur communauté d’origine a été exterminée et où l’antisémitisme sévit toujours[13]. Mais les Britanniques refusent de modifier la politique des quotas. Ils empêchent l’entrée en Palestine des réfugiés qui tentent d’émigrer par bateau dans le Yishouv, les cantonnant dans les camps de l’île de Chypre. La « Saison » est momentanément interrompue. La Haganah décide de faire cause commune avec l’Irgoun pour forcer les Britanniques à laisser entrer les rescapés de la Shoah en Palestine. Ses deux mille combattants d’élite rejoignent l’Irgoun et le Lehi dans la lutte armée contre les Britanniques et forment le « Mouvement de la résistance hébraïque ».

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre, ils lancent leur première opération conjointe : à 153 reprises, le réseau ferré de Palestine est saboté. Londres renforce ses troupes sur place et rejette les recommandations de la commission d’enquête anglo-américaine qui demande au Royaume-Uni d’autoriser l’immigration immédiate de 100 000 réfugiés juifs. Mais le gouvernement de Clement Atlee refuse obstinément de laisser entrer les réfugiés. En juin 1946, pour répondre à la prise d’otages de six officiers britanniques par l’Irgoun, qui essaie de négocier leur libération contre celle de deux de ses militants, les Anglais entreprennent de désarmer l’ensemble de la population palestinienne, juive et arabe. Deux mille sept cents personnes sont arrêtées, des caches d’armes découvertes et des documents saisis. L’Irgoun appelle à la mobilisation générale et à la constitution d’un gouvernement juif provisoire. Alan Cunningham, le Haut Commissaire britannique en Palestine, tente de calmer le jeu, en

graciant les militants condamnés à mort. Le lendemain, l'Irgoun libère les otages.

C'est alors que Shraga Ellis, qui effectuait depuis plusieurs mois des missions de reconnaissance à Jérusalem, passe devant le quartier général des autorités britanniques – une cible potentielle du groupe armé : « Je me promenais dans la rue où se trouve l'hôtel King David. Soudain, j'ai vu sur le côté gauche du bâtiment un chemin en pente, que je n'avais encore jamais vu auparavant, et trois Arabes qui l'empruntaient, descendant vers ce qui devait être les cuisines de l'hôtel en transportant des cruches et des sacs de pommes de terre. Je me suis dit : "Si la cuisine est là, et que de ce côté il y a La Régence, le café de l'hôtel, il est évident que les deux communiquent entre eux. Et il n'y a pas plus simple que d'y entrer déguisé en arabe !"[14] »

Lors de la sévère répression menée par les Britanniques, d'importants documents de la Haganah ont été saisis. C'est sans doute la raison pour laquelle Ben Gourion soutiendra le projet conçu par l'Irgoun de faire sauter le quartier général des renseignements britanniques, installés dans l'hôtel King David.

« Ben Gourion était à Londres, et un des dirigeants de la Haganah[15] est allé voir Begin. Il lui a dit : "J'ai entendu que vous aviez projeté de faire sauter l'hôtel. Les papiers se trouvent chez eux, ils vont les envoyer à Londres, et nous serons en danger. Faites-le au plus vite !" Nous avons reçu le matériel de Tel-Aviv : le tout-terrain avec les déguisements, et tout le reste. Le plan, c'était d'entrer dans l'hôtel déguisés en Arabes, en portant cinq cruches de lait contenant cinq kilos d'explosifs chacune qu'on allait entreposer dans les cuisines. Le 22 juillet, tout était prêt. Amichai Paglin était le commandant en chef des opérations. Nous avons rassemblé les combattants dans une école ; les armes étaient ailleurs. Un quart d'heure avant l'opération, une de nos motos a patrouillé le long de la route pour vérifier qu'il n'y avait pas de postes de garde. Un peu plus tôt, on avait envoyé un chariot contenant des bidons d'essence afin de boucher la rue des deux côtés. Il était midi, et tout se passait comme convenu. Six de

nos hommes, portant les cruches d'explosifs sont entrés dans la cuisine à 12 h 05. Quatre autres membres du groupe les suivaient. Une fille qui était avec nous est alors entrée dans la pharmacie d'à côté, et elle a téléphoné au journal *The Palestine Post*, puis au consulat français, en disant que des bombes avaient été déposées au King David, qu'il fallait évacuer l'immeuble. Elle a ensuite passé un troisième coup de fil à l'hôtel, et elle a dit : "Je vous parle au nom de la lutte clandestine juive. Nous avons placé un engin explosif dans l'hôtel. Évacuez-le immédiatement. Vous avez été avertis." »

Deux soldats en poste aux abords de l'hôtel, flairant quelque chose de louche, se rendent vers l'entrée du restaurant, et tombent sur les hommes du commando ; s'ensuit un échange de coups de feu au cours duquel deux membres de l'Irgoun sont blessés. Une petite charge, placée dans un véhicule à l'entrée de l'hôtel, est déclenchée pour faire diversion et dissuader les passants de stationner aux abords de l'hôtel.

« Amichai, le chef du département, et moi étions repartis pour Tel-Aviv après avoir entendu que le commando était entré dans l'hôtel. L'explosion était prévue à 12 h 40. Mais, alors que nous étions en route, nous avons entendu la déflagration à 12 h 20. On a compris que quelque chose n'allait pas. »

Le chef de la sécurité de l'hôtel, après avoir réceptionné le coup de téléphone de la jeune militante demandant de faire évacuer le bâtiment, s'était rendu aux cuisines. Rien ne s'était produit quand il avait déplacé la première cruche. Mais en voulant bouger la deuxième, tout avait explosé.

« Le dispositif avait été conçu de telle sorte que lorsque quelqu'un toucherait l'une des cinq cruches bourrées d'explosifs tout soit soufflé. Et c'est ce qui s'est passé. Malheureusement, beaucoup de gens sont morts. Quatre-vingt-onze personnes, pour la plupart des Juifs et des Arabes. »

L'explosion est énorme. Une partie de l'hôtel s'est s'effondrée comme un château de cartes, piégeant de nombreux civils sous les décombres. L'attentat fait l'effet d'un coup de tonnerre auprès des autorités britanniques.

« J’avais dit aux combattants qu’après une telle opération il y aurait des arrestations dans tout Jérusalem. Nous avions alors donné l’ordre de quitter la ville en utilisant des moyens de transport arabe pour rejoindre Tel-Aviv. Bien entendu, tout de suite après, l’union des trois organisations s’est défaite. »

L’Irgoun et le Lehi, libérés des contraintes de « retenue » que leur imposait l’alliance avec la Haganah, mènent des opérations tous azimuts : en décembre 1946, trois sergents sont fouettés. En janvier, un agent de renseignement britannique et le chef de la cour d’appel de Tel-Aviv sont pris en otage pour obtenir la libération d’un militant de l’Irgoun, arrêté pour des attentats à l’explosif. La peine est commuée, les Britanniques sont relâchés. Chaque arrestation entraîne une réplique de l’Irgoun et du Lehi. Le 1er mars 1947, douze militaires sont tués au club des officiers de Jérusalem. Le 4 mai 1947, l’Irgoun attaque la prison politique d’Acre où sont emprisonnés ses activistes. Deux cents prisonniers parviendront à s’évader. L’assaut, son ampleur et sa réussite sont une surprise totale. Et, lorsque le kidnapping au milieu de l’été de deux officiers britanniques se solde par leur exécution après dix-huit jours de détention, *The Guardian* titre : « Le moment est venu de quitter la Palestine ».

Martha Crenshaw, professeur à Stanford et spécialiste du terrorisme, souligne : « Dans son célèbre livre, *La Révolte. Histoire de l’Irgoun*[16], publié en 1951, Begin écrit qu’un gouvernement démocratique vit dans une cage de verre et que de telles actions doivent produire leurs effets autant sur les forces stationnées en Palestine qu’en Grande-Bretagne. C’est vraiment un tournant stratégique[17]. » Sur place, c’est la guerre civile qui menace. Ben Gourion s’indigne des actions de l’Irgoun, qui risquent de mettre en péril le bénéfice moral acquis aux sionistes après l’épisode de l’*Exodus*. Ce navire transportait 4 500 réfugiés juifs à destination de la Palestine, que les Britanniques avaient refusé de laisser entrer, et avait ensuite erré d’un port à l’autre jusqu’à Hambourg, sous administration britannique, où ses passagers ont été évacués *manu militari*. C’est le retour de la

« Saison ». Les militants du Lehi et de l'Irgoun sont passés à tabac par la Haganah. Mais, cette fois, les organisations nationalistes rendent coup pour coup. La propagande de l'Irgoun compare l'Agence juive aux *Judenrats*[18] et aux régimes collaborationnistes de Vichy ou de Quisling en Norvège. Au même moment, les tensions entre Juifs et Arabes se ravivent à Tel-Aviv et à Haïfa, enclenchant à nouveau le cycle des représailles.

## La création de l'État d'Israël

La violence politique menée par les combattants juifs précipite le retrait des Britanniques qui s'en remettent à l'ONU pour régler la question. Le ministre des Affaires étrangères, Ernest Bevin, qui avait déçu les espoirs sionistes en refusant après la guerre de revenir sur la politique des quotas d'immigration, porte l'affaire devant les Nations unies en février 1947, espérant sans doute que l'échec de la nouvelle instance internationale permettrait un retour en force du Royaume-Uni. Le plan proposé par la commission onusienne, l'Unscom, après audition des représentants sionistes et arabes, prévoit le partage de la Palestine et la création de deux États. Les institutions juives acceptent le plan de partage, passant outre au refus de l'Irgoun qui a repris ses attentats, ciblant désormais la population arabe.

Le 27 décembre, deux de ses membres jettent deux bombes devant la raffinerie de Haïfa où sont rassemblés des ouvriers arabes, qui font six victimes. Dans les jours qui suivent, des volontaires arabes entrent en Palestine prêter main-forte aux Palestiniens. Mais l'organisation de Begin, qui compte moins de mille militants opérationnels, ne bénéficie d'aucun levier qui lui permettrait de peser sur les débats qui se déroulent à Genève. Le 29 novembre 1947, les Nations unies accordent l'indépendance à l'État hébreu, qui doit immédiatement faire face à une attaque des armées arabes. La guerre d'indépendance rassemble les forces juives, mettant fin aux prémices d'une guerre civile.

« Il s’en est fallu de peu ! s’écrie Shraga Ellis. Ben Gourion et les autres auraient très bien pu déclencher une guerre entre frères. Je n’ai pas besoin de vous dire ce qui se serait passé si elle avait eu lieu pendant la guerre d’Indépendance[19] ! »

En avril, les forces juives passent à l’offensive mais tandis que la Haganah tente de mettre sur pied une force armée conventionnelle, l’Irgoun poursuit sa campagne d’attentats aveugles. Le 9 avril 1948, le massacre de Deir Yacine, perpétré par 120 combattants de l’Irgoun et du Lehi, fait près d’une centaine de morts. Le 15 mai, le lendemain de la déclaration d’Indépendance de l’État d’Israël, qui a vu le départ définitif des forces britanniques, les États arabes voisins, opposés au partage, interviennent militairement pour défaire le tout jeune État juif. Mais l’offensive, mal coordonnée, se solde par une victoire israélienne. L’Irgoun, dont les militants sont de moins en moins nombreux, cherche à se procurer des armes à l’étranger. L’*Altalena*, rempli d’armes à fond de cale, est arraisonné le 22 juin par les forces de Ben Gourion. Seize membres de l’Irgoun trouvent la mort au cours de l’assaut lancé par la toute jeune armée de Tsahal. De son côté, le Lehi assassine le 17 septembre le médiateur nommé par les Nations unies. Une semaine plus tard, l’Irgoun et le Lehi sont déclarés « organisations terroristes » par le gouvernement provisoire. C’est la fin de l’organisation de lutte armée. Menahem Begin accepte de rendre les armes, et crée un parti politique, le Herout, qui prendra plus tard le nom de Likoud.

La victoire israélienne entraînera un exode de la population arabe de Palestine : la « Nakba ». Selon les sources, entre 500 000 et 900 000 personnes se réfugient dans les pays voisins, au Liban et en Syrie au nord, en Cisjordanie et en Transjordanie à l’est. Deux cent mille d’entre eux s’installent dans la Bande de Gaza, un territoire appartenant à l’Égypte. L’exode des Arabes de Palestine conduit à la création d’une identité nouvelle, dont la première représentation est la ligue des étudiants palestiniens de l’université du Caire, dont les membres fondateurs sont tous des Frères musulmans.

1- Entretien avec l'auteur le 19 septembre 2010.

2- Né à Odessa, en Ukraine, Vladimir Jabotinsky crée en 1925 le Parti révisionniste israélien avant d'être à l'origine de l'Irgoun, organisation militaire clandestine.

3- Entretien avec l'auteur le 19 septembre 2010.

4- Icône de la lutte arabe en Palestine, il donnera son nom à la branche militaire du Hamas.

5- Texte consultable sur www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/History/paper39. html.

6- Henry Laurens, *La Question de Palestine*, tome 2, Fayard, 2002, p. 470.

7- *Ibid.*, p. 471.

8- N° 2 du journal clandestin du mouvement : *Ha'Hazit (Le front)*, été 1943.

9- Entretien avec l'auteur le 19 septembre 2010.

10- Cité par Henry Laurens, *op. cit.*

11- Sous l'impulsion de Churchill, une brigade juive sera finalement créée en septembre 1944.

12- L'une des plus grandes coopératives agricoles du monde, fondée en 1926.

13- À l'image du pogrom de Kielce (Pologne) en 1946, durant lequel quarante-deux Juifs, tous survivants de la Shoah, furent tués.

14- Entretien avec l'auteur le 19 septembre 2010.

15- Shraga Ellis affirme que c'est Eliahu Golomb, mais c'est impossible : il est mort en juin 1945…

16- Menahem Begin, *La Révolte : Histoire de l'Irgoun*, éditions Albatros, 1978.

17- Entretien avec l'auteur le 26 juillet 2010.

18- « Conseils juifs » en allemand. Gouvernements des ghettos juifs, en Pologne puis dans toute l'Europe de l'Est, qui servaient d'intermédiaire entre les autorités nazies et la population.

Ces conseils furent contraints d'aider à la déportation des populations vers les camps d'extermination ; même si certains coopérèrent avec la Résistance.

19- Entretien avec l'auteur le 19 septembre 2010.

# 2
# Le Jihad contre l'Occident

*« Les Frères musulmans disent : "Le Jihad est notre voie." »*
Mohammed Mehdi AKEF

Le Caire est une ville à la fois monstrueuse et fascinante. Un Égyptien sur quatre, un Arabe sur huit y réside. Surpeuplée (on s'accorde à penser qu'elle compte seize millions d'habitants, bien qu'il soit impossible, à une dizaine de millions près, de quantifier sa population), recouverte en permanence d'une épaisse chape de pollution, la ville entière est un enchevêtrement de bric et de broc, superposition d'époques, de styles et d'architectures hétéroclites, sillonnée d'avenues, de bretelles d'autoroutes surélevées et encombrées de véhicules fumants et klaxonnants. Dans tout le monde arabe, et c'est particulièrement vrai au Caire, le klaxon est utilisé de bien différente manière qu'en Occident. Il ne sert pas à se signaler aux autres pour prévenir un accident, mais à s'identifier devant la face de l'univers, à faire entendre sa voix au milieu de celle des autres, sans autre motif apparent. La nuit venue, le volume sonore demeure inchangé et très élevé, car Le Caire ne dort jamais.

À l'évidence, s'il existe un droit du travail en Égypte, il n'empêche personne d'ouvrir son commerce toute la nuit. À 2 heures du matin, c'est presque partout la même densité, la même frénésie, le même bruit qu'en pleine journée. La majeure partie de la ville est constituée de monuments d'habitations, ces gros immeubles britanniques hérités de l'époque coloniale, richement décorés de bas-reliefs et autres ornementations rococo gravées dans une pierre noircie par les ans et la pollution, à moitié effondrés, et au sommet desquels les pauvres et les mendiants – une part importante de la population globale – ont construit en surplomb comme une seconde ville de tôle, de bois et de

rocaille de chantier, communiquant par un réseau de planches d'un toit à l'autre. Il y a quelque chose du *Blade Runner* de Ridley Scott dans cette ville à la fois archaïque, étrange et futuriste – car, parmi tout cela, Le Caire compte aussi de nombreuses tours de verre, qui n'ont rien à envier à New York ou à Kuala Lumpur. La terrible vision d'un avenir grouillant et déjà délabré.

Les bidonvilles en dur, comme celui de la nécropole qui entoure Le Caire islamique, constituent de gigantesques quartiers, totalement intégrés à l'urbanisme anarchique de la ville. J'y arrive à la fin du mois d'octobre 2010, réceptionné à l'aéroport par mon fixeur français, un jeune journaliste qui réside depuis sept ans au Caire et qui en connaît le moindre pâté de maisons, parlant parfaitement l'arabe. Avec sa petite amie française, qui travaille pour une société spécialisée dans le microcrédit, il habite un gigantesque appartement d'un bel immeuble victorien qui tombe en ruine. Le superbe ascenseur datant des années 1920 est comme écroulé au fond de sa cage, « *out of order* » depuis des années, probablement des décennies, comme c'est d'ailleurs le cas de tous les ascenseurs de ce type de bâtiment. Après y avoir déposé mes bagages, il m'emmène faire un tour, de part et d'autre du Nil, dans une camionnette louée pour mon séjour et conduite par un jeune chauffeur cairote ne parlant pas autre chose que l'arabe. Ce qui me frappe immédiatement, c'est la ferveur religieuse qui partout s'est installée. Lorsque, quelques mois auparavant, je visionnais les archives de l'INA datant des années 1950-1960, je n'y avais pas vu le moindre foulard islamique sur la tête des femmes, alors habillées à l'occidentale, portant même pour certaines la minijupe. Rien de tel dans Le Caire d'aujourd'hui ; je n'y vois aucune femme – mise à part cette microscopique élite occidentalisée ou constituée de résidents étrangers, invisible en journée, qui fait la fête chaque soir dans les restaurants branchés, les clubs et les discothèques de quartiers choisis – sans hijab.

Le niqab, le voile intégral, y est aussi très répandu, presque à parts égales. C'est en très grande partie l'œuvre des Frères musulmans, qui, au cours de ces cinquante dernières années, ont instillé dans tout le monde arabe au pire un fanatisme, au mieux une bigoterie auxquels personne ne semble plus échapper. Par leur persévérance, leur intégrité

et leur sens de l'organisation, ils se sont partout imposés comme la seule alternative réelle aux despotismes locaux. Paradoxalement, ces mêmes Frères musulmans, pour la plupart revêtus aujourd'hui de djellabas, portant la barbe ronde et courte (à la différence des salafistes, qui la portent longue), dans les années 1960, étaient tous glabres et portaient des costumes à la mode britannique. En Occident, on s'accorde à penser que la religiosité qui s'est emparée du monde islamique est un retour au Moyen Âge, à l'obscurantisme. C'est en réalité tout le contraire. Elle est issue d'une idéologie très récente, totalement ancrée dans la modernité, née au Caire dans les années 1920, et qui s'est déployée dans les années 1960, gagnant au fil des décennies l'ensemble des pays musulmans. Et l'idéologie qui la porte, qui façonne ce monde nouveau, est celle de la confrérie des Frères musulmans.

Au Caire, la religion est partout, tout le temps. La voix des muezzins, décuplée par des porte-voix électriques accrochés aux façades des mosquées, chante avec d'autres en rythme décalé, s'enchevêtrant dans une cacophonie générale. Majestueuses et belles, à l'architecture ottomane avec leurs deux ou quatre longues, fines et hautes tourelles encadrant le large bulbe central, évoquant quelque vaisseau spatial qui vient de se poser sur terre, les mosquées s'égrènent, innombrables, sur chaque rue du Caire, autrement appelé la « ville aux mille minarets ». Le Coran, enregistré sur bandes ou CD, aux rares heures sans prière, est un bruit de fond auquel on n'échappe pas, que l'on entend jusque dans les cafés et les taxis.

Les venelles du Caire islamique, le centre historique et religieux de la ville, colonisées par les échoppes de bouquinistes fondamentalistes, les épiceries et les marchands d'étoffes chamarrées, sous la chaleur torride du désert, diffusent une odeur piquante où se mélangent les parfums d'encens, de fruits et d'épices. L'ensemble produisant une atmosphère électrique, entêtante, qui accentue encore l'impression de fanatisme ambiant.

Les Frères musulmans, croisés dans les rues, se distinguent des autres par le cercle de peau dure qu'ils portent fièrement au milieu du front ; la marque des cinq prières quotidiennes, née du frottement de la tête venant frapper le tapis de prière. L'annonce prochaine de la

désignation du fils de Moubarak à la succession du raïs, haï par la population, ajoute à cette hystérie généralisée une tension politique des plus palpables, prologue, comme on le verra sous peu, au « printemps arabe » égyptien qui, place Tahrir, conduira à la chute du dernier pharaon. Sur la rive orientale du Caire, entre la place Tahrir et le quartier d'El Batneya, au pied des collines du parc Al-Azhar, se trouve la mosquée du même nom, qui est aussi la seconde plus ancienne université du monde. L'université islamique où est née la première structure représentative palestinienne ainsi que celle des Frères musulmans et des groupuscules salafistes des dernières décennies du XX^e^ siècle.

## La Ligue des étudiants palestiniens

Entre les murs millénaires d'Al-Azhar, l'enseignement des textes islamiques et de la littérature arabe a de tout temps attiré des générations d'étudiants venus de l'ensemble du Proche-Orient. Les étudiants pauvres, qui n'ont pas les moyens de suivre des études dans les autres universités de la capitale égyptienne, à Fouad-I^er^ ou à l'American University, y bénéficient de bourses qui leur permettent de suivre des études supérieures gratuitement. Entre 1947 et 1950, les jeunes Palestiniens qui, comme les deux tiers de la population arabe de Palestine, ont fui la guerre qui fait rage entre Israël et les pays arabes voisins, y trouvent une échappatoire à la vie misérable dans les camps de réfugiés égyptiens, regroupés par les autorités militaires dans la Bande de Gaza qu'elles administrent : près de 200 000 Palestiniens s'y entassent dans des conditions sanitaires et économiques précaires, à peine améliorées par les services de premières nécessités, mis en place par les Nations unies (UNRWA, United Nations Relief and Works Agency), et les distributions de vivres organisées par les associations caritatives islamiques égyptiennes.

C'est au sein de l'université Al-Azhar du Caire que se constitue en 1951 la « Ligue des étudiants palestiniens de l'université du Caire », le premier regroupement représentatif

d’une identité palestinienne. À l’époque, tous sont Frères musulmans.

« L’Égypte était le pays arabe le plus important sur le plan culturel, politique ou universitaire ; et l’université Al-Azhar une sorte de berceau pour l’ensemble des étudiants du monde musulman[1] », rappelle Hassan Balawi, historien du Mouvement national palestinien, dont le père fut aussi le premier président de ce syndicat étudiant.

Alors que la monarchie constitutionnelle égyptienne, sous protectorat britannique, refuse d’envoyer des renforts en Palestine, et qu’Israël est en train de gagner la guerre, c’est de ce vivier que va émerger une nouvelle génération de leaders palestiniens.

« La première structure qui a commencé à agir au nom des Palestiniens, poursuit Balawi, la première réponse apportée à cette volonté de se différencier et de s’organiser, c’était la Ligue des étudiants palestiniens. Ils étaient certes Frères musulmans, ils étaient certes religieux, mais ils étaient aussi patriotes. Tous les dirigeants de l’OLP sont issus de cette Ligue, parce que c’est cette Ligue qui parle au nom des Palestiniens, c’est cette Ligue qui, la première, va organiser des entraînements militaires destinés aux étudiants. Le troisième président du syndicat, un ingénieur civil, s’appelait Yasser Arafat. En 1953-1954, il partira accompagner la délégation égyptienne au Congrès international des syndicats étudiants à Prague en Tchécoslovaquie. Une fois dans la salle de conférences, pour se distinguer des Égyptiens, Arafat a revêtu un keffieh blanc, il a sorti un stylo et il a écrit sur un papier le nom de “Palestine”. Puis il a pris la parole et il a dit : “Je représente les étudiants palestiniens, je représente la Palestine.” Les Israéliens de l’Union des partis travaillistes se sont retirés. Les Soviétiques et les Chinois qui observaient la scène de loin n’ont rien dit. Les Palestiniens étaient complètement dispersés, quelle autre institution pouvait les représenter ? Le grand mufti de Jérusalem avait créé le “Haut Comité arabe”, puis il avait tenté de mettre en

place un gouvernement général de Palestine qui avait proclamé l'indépendance, mais ce n'était qu'une coquille vide. »

Par le coup d'éclat de Prague, le syndicat fait son entrée sur la scène internationale. Il devient l'interlocuteur légitime des pays arabes, d'autant qu'il rassemble toutes les tendances palestiniennes : « Après sa première année d'existence, commente Hassan Balawi, les communistes et les nationalistes arabes sont entrés dans le syndicat, même si ceux qui avaient le plus de poids étaient encore les Frères musulmans. Ils ont assuré le contrôle du conseil de direction en gardant la majorité des sièges. Dans la minorité se trouvait également un chrétien. Yasser Arafat était indépendant. Il a pris la succession de mon père, et a dirigé le syndicat de 1953 à 1956. »

Yasser Arafat fondera le Fatah en 1959 ; les Frères musulmans palestiniens, trente-huit ans plus tard, prendront le nom de Hamas. Tous deux sont issus de la même organisation. Au début des années 1950, ils étaient encore unis et défendaient d'une même voix auprès des États arabes leur place dans le combat contre l'État d'Israël. Car le syndicat ne leur demande pas qu'une aide matérielle, il tente aussi de les convaincre de lui fournir des armes. Hassan Balawi : « La direction du syndicat leur disait : "Nous avons besoin d'armes, nous avons besoin d'une instruction militaire. Nous voulons faire partie des armées qui vont libérer la Palestine, nous voulons former une légion palestinienne. Les Frères musulmans approuvaient la lutte armée." »

Les étudiants palestiniens d'Al-Azhar puisent les ressorts de leur action dans l'exemple d'un membre de la Confrérie, le prédicateur syrien Ezzedine al-Qassam, qui avait défié les Anglais en Palestine dans les années 1930. Pour échapper aux Français qui l'ont condamné à mort en raison de sa participation à une révolte en Syrie, Ezzedine al-Qassam s'installe en 1921 dans un quartier populaire de Haïfa. Il mobilise des agriculteurs, des pêcheurs, des ouvriers en prêchant un retour aux valeurs de l'islam et le combat contre le colonisateur occidental. Fort de ces soutiens, Ezzedine al-Qassam se livre à des attaques qui visent

autant les militaires britanniques que les installations juives et les kibboutzim. Tout au long des quatre ans de la révolte initiée par Qassam, ponctuellement interrompue de cessez-le-feu, ses partisans organisent en Égypte des collectes d'argent et des manifestations de soutien aux Palestiniens. Pour la première fois, le combat palestinien a pris la forme d'une lutte armée ouverte et structurée. Les autorités britanniques ne laisseront pas au groupe de Qassam le temps de se développer. Le 19 novembre 1935, trois semaines après le déclenchement des hostilités, le Frère musulman syrien, assiégé par six cents militaires dans le village de Yazad, est tué au combat.

C'est le déclencheur d'une grève qui va durer six mois. Les organisations palestiniennes multiplient les actions de guérilla et les affrontements avec les organisations paramilitaires sionistes. Les Britanniques déclarent l'état d'urgence et imposent le couvre-feu. Ils tentent de négocier en faisant appel aux États arabes de la région, l'Arabie saoudite, l'Irak, la Transjordanie, mais la grève se poursuit jusqu'en 1939. À travers la geste combattante d'Ezzedine al-Qassam et sa « mort en martyr », les Frères musulmans ont donné naissance à la cause palestinienne et à leur première icône.

Pour le Dr Mahmoud al-Zahar, actuel numéro 2 du Hamas, le soulèvement de Qassam demeure une source d'inspiration : « Il a réussi à transformer les pauvres et la résistance en un programme religieux conscient et national. Il a mené une véritable résistance contre l'armée britannique dans les bois de la ville de Yaabud, au nord de la Palestine. Il est mort en martyr. Dans le but de perpétuer le souvenir de cet homme qui personnifie le rôle des Arabes vis-à-vis de la Palestine, le rôle de la religion dans la résistance à l'occupation, le sacrifice de soi pour libérer la terre et l'être humain, nous avons baptisé l'aile militaire du Hamas "Brigades Ezzedine al-Qassam"[2]. »

L'exemple de Qassam, un Syrien, rappelons-le, est d'autant plus fondateur qu'il concrétise l'engagement de la « nation islamique » en faveur de la Palestine.

« Ezzedine al-Qassam était animé par l'idée qu'on faisait tous partie d'une seule nation qui, par-delà des frontières, rassemblait les musulmans des pays arabes. On peut dire que c'était de l'internationalisme islamique avant l'heure », souligne Hassan Balawi.

Mais qui sont au juste les Frères musulmans ? Quelle est l'origine de leur combat ? Quels sont leurs objectifs ? Au début de ce mouvement politico-religieux, né à la fin des années 1920, le fondateur de la Confrérie, Hassan al-Banna, est convaincu que le combat contre le colonialisme doit être mené au nom de l'islam. Les sociétés musulmanes sous la férule des colonisateurs occidentaux ont été selon lui corrompues, perverties par les idées libertaires et laïques venues d'Europe.

## Le salafisme de Hassan al-Banna

Qui sont les Frères musulmans ? Une confrérie religieuse et combattante, née en Égypte dans les années 1920, qui a fait de l'islam la matrice et la finalité de son combat dirigé contre les forces coloniales et contre la modernité occidentale. Ses fondateurs prônent le retour au califat islamique. Leur devise : « Dieu est notre but, le prophète notre chef, le Coran notre Constitution, le Jihad notre voie, le martyr notre plus grande espérance. »

« Il s'agit d'un système universel et complet, qui englobe [tous les aspects de] la vie, qu'il s'agisse de l'appel [à la religion], de l'éducation, de l'économie, de la politique ou du sport, précise Mohammed Mehdi Akef, guide suprême des Frères musulmans entre 2004 et 2010. Le mouvement des Frères musulmans a été créé sur la base de ce programme englobant, dans un contexte très dangereux où le monde islamique se désintégrait ; les forces occidentales et les forces colonisatrices œuvraient à sa décomposition. Le mouvement des Frères musulmans a appelé à l'union islamique, à la libération de la patrie arabe et islamique de

toute influence étrangère, et à l'érection de la législation divine, la charia, pour gouverner les gens[3]. »

En 1923, issu d'une famille modeste et très pieuse, Hassan al-Banna, le fondateur de la Confrérie, débarque au Caire pour suivre des études à la très moderne Maison des sciences. C'est un choc. Où qu'il pose les yeux, le jeune homme ne voit que corruption politique et perversion morale. Le roi Fouad dirige depuis peu une monarchie constitutionnelle, dont les Britanniques contrôlent la défense et le système juridique. Au sein de la monarchie égyptienne, minée par les intrigues de palais et les querelles de partis, les organisations laïques se multiplient tant sur la scène politique qu'universitaire. De l'autre côté de la Méditerranée, le califat ottoman vient d'être aboli par Mustapha Kemal qui, épris de modernité, fonde la Turquie laïque sous le nom d'Atatürk. Pour contrer ces influences néfastes, pour réformer en profondeur la société, Al-Banna crée des groupes de propagande religieuse qui dans les mosquées et les cafés tentent de ramener les Égyptiens à la charia – la loi coranique –, et aux valeurs de l'islam professées par les « salaf » ; les premiers disciples du prophète Mahomet.

Dans ses écrits, Al-Banna expose les étapes de son programme salafiste : « Jusqu'à très récemment, les écrivains, les intellectuels, les érudits et les gouvernements vantaient les mérites de la civilisation européenne, adoptaient un style européen ; aujourd'hui, [...] le vent a changé de sens, des voix se lèvent pour proclamer la nécessité d'un retour aux principes et aux enseignements de l'islam [...] afin de concilier la vie moderne avec ces principes, en prélude à l'islamisation finale[4]. »

Pour assurer la réislamisation de la ville d'Ismaïlya où il est nommé instituteur en 1927, ses partisans prêchent aussi bien auprès de la petite-bourgeoisie rurale que des ouvriers. Puis, ils créent une mosquée, une école pour garçons, un club et une école pour les filles. Bientôt, ils financeront des hôpitaux et différents organismes d'aide sociale. Autant d'initiatives au succès

fulgurant, parce que les Frères musulmans prennent en charge des secteurs négligés par le gouvernement.

Au début de 1929, le journal *Al-Ahram* annonce la création de nouvelles branches de la Confrérie qui voient le jour à Assiout, au Caire, à Nag Hammadi et à Benha. En 1936, on en comptera près de trois cents dans tout le pays. En 1948, les Frères musulmans rassemblent près de deux millions de militants, essaimés dans le monde musulman. L'association se transforme en mouvement politique de masse qui s'appuie sur les multiples réseaux sociaux qu'elle a tissés. Elle ratisse large : des classes populaires à la petite-bourgeoisie, des milieux estudiantins, dont la ligue des étudiants palestiniens est l'un des piliers, aux notables locaux, qui participent avec les associations islamiques et le personnel religieux à des comités honorifiques. Hassan al-Banna, qui les invite à rejoindre le mouvement, s'adresse à tous les musulmans : « Nous, les Frères musulmans, sommes comme un immense hall dans lequel n'importe quel musulman peut entrer par n'importe quelle porte pour partager ce qu'il souhaite. Rechercherait-il le soufisme, il le trouverait. Rechercherait-il la compréhension de la jurisprudence islamique, il la trouverait. Rechercherait-il du sport et du scoutisme, cela est ici. Rechercherait-il le combat et la lutte armée, il les trouverait. Vous êtes venus à nous avec la préoccupation pour la "nation". Ainsi je vous accueille[5]. »

Dans ce système qui se veut « universel et complet », le combat anticolonialiste tient une place fondamentale. Mohammed Mehdi Akef – un clone de son cousin palestinien, le numéro deux du Hamas Mahmoud al-Zahar –, que je rencontre chez lui dans son appartement d'une banlieue chic en construction du Caire, y a adhéré au début des années 1940, porté par l'action sociale de la Confrérie, mais aussi par sa finalité politique : « Pour contrer les forces occidentales et les forces colonisatrices œuvrant à la décomposition du monde islamique, nous avons appelé à l'union islamique, à la libération de la patrie arabe et islamique de toute influence étrangère et à l'érection de la législation divine pour

gouverner les gens. Il y avait en Égypte trois mille villages et, dans chaque village, il y avait une branche des Frères musulmans. Ils portaient la responsabilité de chasser l'occupant d'Égypte[6]. »

Mais le prosélytisme politico-religieux des Frères musulmans n'atteint ni le monarque, ni son entourage. L'organisation se montre de plus en plus vindicative à l'égard du souverain inféodé aux Britanniques, et de plus en plus menaçante. Car, en dépit des déclarations bienveillantes de la Confrérie à son endroit, des messages de vœux pour son anniversaire et de bon rétablissement lorsqu'il est souffrant, le roi Farouk, qui a succédé à son père en 1936, ne remet en cause ni la présence britannique ni son mode de vie. Les réceptions où s'exhibent des danseuses à demi nues et où l'alcool coule à flots se succèdent, horrifiant les Frères musulmans, à l'unisson de toute une catégorie de la population qui s'indigne aussi du parc automobile du roi, constitué de deux cents voitures rouges (il est interdit à quiconque de posséder une voiture de même couleur !), minutieusement et quotidiennement lustrées, alors même que le pays s'enfonce dans la crise économique. Les Frères musulmans ne contiennent plus leurs critiques, qui s'impriment désormais dans les journaux, ou sont reprises par les slogans des manifestants et des grévistes. Ils vont même jusqu'à organiser un boycott culturel contre les Anglais. Le roi commence à considérer cette prégnance nouvelle sur la société égyptienne comme une menace, et leur interdit l'accès aux élections de 1937.

Les Frères musulmans se dotent alors de groupes paramilitaires : les scouts, chargés dans un premier temps d'assurer la sécurité des manifestations mises en œuvre par la Confrérie, viennent gonfler les rangs de l'organisation secrète, entraînée comme un véritable commando militaire. Comme au temps d'Ezzedine al-Qassam, leur premier champ de bataille sera la Palestine. Dès l'annonce de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies du plan de partage et du prochain retrait des forces britanniques, le 29 novembre 1947, Al-Banna les mobilise pour les envoyer au front. Ils seront les premiers à

affronter les milices sionistes dans le désert du Néguev et participeront aux combats de Jérusalem et de Bethléem. Dans le même temps, les membres de l'organisation clandestine restés au Caire commencent à attaquer les représentants de l'État, juges ou policiers, sans pour autant renoncer aux actions de rue. Le directeur de la police du Caire est tué dans un affrontement avec des manifestants sur le parvis de l'École de médecine, quelques jours après que des policiers ont découvert au domicile du chef de l'aile paramilitaire de la Confrérie l'arsenal destiné au front palestinien. La réaction du Premier ministre est immédiate : il dissout les Frères musulmans, fait arrêter ses cadres et saisir les biens de l'organisation. Hassan al-Banna, son fondateur, qui a perdu toute autorité sur sa branche militaire, est laissé en liberté. Le 28 décembre, le Premier ministre est assassiné par un membre de la Confrérie. Les Frères musulmans sont devenus des « terroristes ». Moins de deux mois plus tard, le 12 février 1949, la voiture d'Hassan al-Banna est criblée par des balles anonymes, probablement tirées par la police secrète du régime. Il meurt sur le coup.

Ce n'est pas seulement le fondateur de la Confrérie qui vient de disparaître, c'est aussi son principal idéologue. Pour les Frères musulmans, la priorité est désormais de renverser la monarchie et de chasser d'Égypte les Britanniques. Leurs combattants sont parmi les premiers dans la zone du canal de Suez que le gouvernement égyptien, pour calmer l'agitation populaire, revendique en abrogeant, en 1951, le traité anglo-égyptien. Signé quinze ans plus tôt, il prévoyait la rétrocession de la zone contrôlée par les Britanniques à l'Égypte en 1956. Le roi Farouk se range aux côtés des Britanniques qui envoient 6 000 soldats en renfort. Au bout de trois semaines de combats, les troupes anglaises évacuent plusieurs milliers de leurs ressortissants mais maintiennent leur présence sur place. Cette priorité donnée au combat intérieur divise la ligue des étudiants palestiniens, dont le président Yasser Arafat revient pourtant de Suez où il a porté les armes contre les Anglais. Dès lors, Arafat poursuivra le combat pour l'établissement d'un État national en Palestine, tandis que

les Frères musulmans palestiniens se recentrent sur la scène égyptienne.

## Nasser et les Frères musulmans, ou l'union de la carpe et du lapin

Dans la perspective de ce double combat mené contre les Anglais et le roi Farouk, les Frères musulmans, au cours des opérations armées en Palestine et dans la zone du canal de Suez, ont renforcé leur présence dans l'armée, une institution clé du régime. Un rapport remis au roi en 1950 estime même qu'un tiers des officiers est membre ou sympathisant de la Confrérie[7]. Les Frères musulmans ont tissé des liens avec « les Officiers libres », une organisation clandestine déterminée à renverser la monarchie et à obtenir une indépendance totale de l'Égypte. Parmi eux, Anouar el-Sadate et Gamal Abdel Nasser, un héros de la guerre de 1948.

Dans la nuit du 22 au 23 juillet 1952, les « Officiers libres » prennent le contrôle de l'état-major et occupent les points névralgiques du Caire. Ils sont secondés par les Frères musulmans qui se chargent de la protection des étrangers, de la surveillance des quartiers d'affaires, des ambassades et des minorités religieuses. Leurs informateurs doivent repérer les traîtres potentiels et leurs réseaux sociaux se mobiliser pour appuyer le coup d'État dans le cas où le soutien populaire ferait défaut. À l'aube, l'ambassade britannique est prévenue que toute tentative d'entraver le coup d'État sera considérée comme un acte hostile. Nasser fait réveiller le vénérable et prestigieux commandant en chef des armées, le général Néguib, pour lui remettre la présidence du conseil. Le coup d'État est un succès ; la République est proclamée le 18 juin 1953. En novembre 1954, Nasser dépose Néguib et prend officiellement le pouvoir.

Dès le lendemain de la révolution nassérienne, l'alliance des Officiers libres et des Frères musulmans vole en éclats. Le retour

au fondamentalisme promu par la Confrérie n'est pas compatible avec le socialisme laïc, panarabe et égalitaire de Nasser. Elle refuse en bloc la réforme agraire, et une participation au gouvernement. Les Frères musulmans passent dans l'opposition. De son côté, après avoir dissous les partis politiques, Nasser instaure le 23 janvier 1953 un parti unique, le Rally de la libération. Rassemblés en association, les Frères musulmans ne sont pas concernés par la suppression des partis politiques, mais ils sont placés sous une constante surveillance du pouvoir.

Mohammed Mehdi Akef, qui dirigeait la section des étudiants, occupe un rôle stratégique au sein de la Confrérie quand il est convoqué par le raïs égyptien : « Nasser m'a invité à faire partie des fondateurs du Comité de libération. J'ai refusé, parce que j'avais beaucoup de travail au sein de la Confrérie. Je lui ai dit : "Ô frère, les Frères musulmans représentent une partie du peuple égyptien." Je pense qu'il n'a pas apprécié ma façon de lui parler. Après cela, j'ai été suivi. Un soir, un des nôtres m'a invité chez lui. Il était minuit. Il m'a dit que les Frères avaient été dissous et qu'on avait ordonné d'arrêter douze d'entre nous. Je figurais sur la liste. À 3 heures du matin, alors que j'étais chez lui, j'ai vu de sa fenêtre ma maison perquisitionnée par la police, les forces de sécurité et la police militaire. Ils ont mis la maison sens dessus dessous. J'ai fui. Je suis resté un moment dans la clandestinité avant d'être arrêté en juillet 1954. Jusqu'en octobre, jusqu'à la tentative d'assassinat contre Nasser, nous n'étions que trois à être incarcérés[8]. »

Le 26 octobre 1954, Nasser est à Alexandrie où il prononce un discours radiodiffusé. Soudain, Mahmoud Abd al-Latif, un membre de la Confrérie, s'approche de la tribune, sort un revolver, et tire huit coups à bout portant sur le président égyptien. Heureusement pour le dictateur, l'homme se révélera piètre tireur ; aucune balle n'atteint sa cible. Mais les détonations sont entendues par les Égyptiens qui écoutent le discours à la radio. Après un moment d'incertitude, la voix de Nasser retentit à nouveau sur les ondes qui s'écrie : « Laissons-les tuer Nasser ! Il

n’est qu’un parmi d’autres ! Mes chers concitoyens, restez où vous êtes. Je ne suis pas mort. Je suis vivant, et, même si je meurs, vous êtes tous Gamal Abdel Nasser. »

Dans les jours qui suivent, cinq cents Frères musulmans sont arrêtés et écroués dans les geôles du nouveau régime où Mohammed Mehdi Akef attend de passer en jugement : « La prison militaire s’est remplie de milliers de personnes. À cette époque, la torture y était courante, insupportable pour n’importe qui. J’ai moi aussi eu à subir la torture, mais je préfère ne pas en parler… »

## Sayyid Qutb et le Jihad mondial

Parmi les prisonniers incarcérés à Tura, Mohammed Mehdi Akef retrouve un de ses plus proches amis, le rédacteur en chef du journal des Frères musulmans qui dirige aussi la section de « la propagation du Message ». Son nom : Sayyid Qutb. Cet intellectuel, qui n’a pourtant adhéré que depuis trois ans à la Confrérie, depuis la mort d’Hassan al-Banna, en est devenu le principal idéologue. De la cellule où il est emprisonné, Qutb va s’employer à rénover l’idéologie salafiste des Frères, et élargir le théâtre du Jihad au monde entier. C’est en 1951, au retour d’un voyage aux États-Unis, que Qutb a commencé à mettre son talent de journaliste et de critique littéraire au service de la vision fondamentaliste de l’islam prônée par la Confrérie.

« En Amérique, Sayyid Qutb a découvert les Frères musulmans à qui il dédie *La Justice sociale en islam* [*Al ‘adalah al ijtimâ’iah fil Islam*]. Il a intégré notre mouvement peu après son retour en Égypte », précise Mohammed Mehdi Akef.

Le roi Farouk, dont Qutb était l’un des plus farouches opposants, avait pensé que l’*American way of life* séduirait cet inspecteur de l’Éducation nationale, et qu’il y abandonnerait ses idées extrémistes pour rentrer dans le rang. C’est tout le contraire qui s’était produit. Outre-Atlantique, Qutb avait fait l’expérience du racisme et de la discrimination. Il s’était scandalisé de la

lâcheté des mœurs, du peu de rectitude morale des Américains, de la dépravation des femmes et de l'idéologie prônée par la société de consommation. Il en revint plus radical qu'il n'était parti : « L'homme blanc d'Europe ou d'Amérique est notre ennemi numéro un. L'homme blanc nous écrase sous son pied tandis que nous inculquons à nos enfants sa civilisation, ses principes universels et nobles objectifs [...]. Nous transmettons à nos enfants l'émerveillement et le respect du maître qui bafoue notre honneur et nous asservit. Plantons plutôt dans leur âme les graines de la haine, du dégoût et de la revanche. Enseignons-leur, quand leurs ongles sont encore tendres, que l'homme blanc est l'ennemi de l'humanité et qu'ils doivent le détruire à la première occasion[9] », écrit-il.

Les réquisitoires contre la société occidentale qu'il rédige à son retour des États-Unis sont si virulents qu'il est obligé de démissionner du ministère de l'Éducation. La participation des Frères musulmans au coup d'État des Officiers libres aurait pu lui assurer une belle carrière politique. En août 1952, après sa conférence sur « l'émancipation intellectuelle et sensible dans l'islam » devant les nouveaux dignitaires du régime, Qutb se voit proposer par Nasser le portefeuille du ministère de l'Éducation et la direction de la radio du Caire. Mais Qutb, plus intègre que ne le croit le raïs, refuse. En lui faisant miroiter une participation au pouvoir, il a compris que Nasser cherchait à le museler. Il s'emploiera dès lors à lui mettre des bâtons dans les roues, en signant par exemple des éditoriaux appelant ses fidèles à prendre les armes contre les Britanniques repliés sur la zone de Suez, alors que le nouveau régime égyptien, lié par des accords militaires à la puissance coloniale, n'a pas encore intérêt à revendiquer le passage stratégique entre mer Rouge et Méditerranée.

Irrité, Nasser, qui voit la notoriété de Qutb grandir partout dans le pays, décide de le faire taire une fois pour toutes et le jette en prison. Une décision qui se révélera contre-productive : la détention ne fait que le radicaliser, décuplant même son audace.

Devant le jury militaire où siège Anouar el-Sadate, une des chevilles ouvrières du rapprochement des Officiers libres avec les Frères musulmans, Qutb exhibe les stigmates qu'ont laissés sur lui les interrogatoires qu'il a subis, véritables séances de torture : « Indéniablement les principes de la révolution nous ont été appliqués[10] », déclare-t-il avec effronterie. Il est condamné à perpétuité avant que sa peine ne soit réduite à quinze ans de travaux forcés qu'il effectue au bagne de Tura, dans la banlieue du Caire.

Sa santé fragile – il fera deux infarctus pendant son incarcération, sans compter une sciatique chronique et des difficultés respiratoires constantes – lui vaut d'être transféré en mai 1955 dans l'hôpital carcéral, où il rédige cinq des huit livres qui constituent le corpus de sa doctrine. Bien qu'il lui voue une certaine admiration, Nasser garde en permanence un œil sur lui, comme sur les idées de plus en plus subversives et de plus en plus violentes (en opposition flagrante avec son pouvoir) qu'il développe. Il fait peser une atmosphère de plus en plus oppressante sur les Frères musulmans emprisonnés. Les codétenus de Sayyid Qutb, qui ont décelé les signes d'un complot contre eux, refusent de se rendre aux travaux forcés le 1er juin 1957. Vingt-trois d'entre eux seront massacrés, et quarante-six blessés. Les autorités prétendront qu'une mutinerie a été étouffée. Qutb, qui voit arriver les blessés à l'hôpital, a la conviction que leurs geôliers ont oublié Dieu. Ne vénérant que Nasser et l'État, ils ignorent les principes de justice de l'éthique coranique. Pour lui, ce sont des « apostats » qui se sont eux-mêmes exclus de l'islam. Les Frères, bien que condamnés par la justice, sont les seuls musulmans qui trouvent grâce à ses yeux. Pour Qutb, la justice des hommes, au sein d'un régime qui a banni les principes de l'islam, ne peut être qu'inique et pervertie. Seule la charia a force de loi. Le bagne de Tura devient pour lui la métaphore du rapport qu'entretient le régime nassérien avec la société égyptienne[11]. Dans son œuvre maîtresse, *Jalons sur la route* [*Ma'alim fi tarîq*], Qutb compare le pouvoir en place aux tribus

« barbares » que le Prophète a soumis et converti par la force. Le régime, désigné comme impie, est donc illégitime. Contre cet ennemi voué à la destruction, la prédication révèle ses limites. Et, afin d'imposer l'État islamique, il faudra combattre par le sabre le prince excommunié et ses séides. « L'instauration du règne de Dieu sur terre » ne « se fait pas avec les prêches et des discours », déclare Sayyid Qutb. En se référant aux écrits d'un théologien syrien du XIIIe siècle, Ibn Tamiya, il propose une interprétation révolutionnaire de la notion centrale de Jihad dont l'acception première est celle d'« effort ».

Mohammed Mehdi Akef précise : « Lorsque nous disons "le Jihad est notre voie", nous voulons signifier le Jihad de l'âme, c'est-à-dire que nous devons forcer notre âme à combattre [*nujahid*] au nom du bien. Il s'agit d'un Jihad contre ce qui est vain, d'un Jihad contre l'injustice. Le summum de ce discours est le Jihad contre l'occupant étranger. C'est pour cela que parmi les principes des Frères musulmans il y a la libération de la patrie arabe de toute influence étrangère[12]. »

Pour Qutb, le Jihad n'a pas de frontière : « Nous devons provoquer la rébellion totale en tous lieux de notre terre et la chasse aux usurpateurs. Cela signifie la destruction du royaume de l'homme au profit du royaume de Dieu[13]. »

C'est la naissance d'un concept qui fera florès dans les décennies à venir : celui du Jihad mondial. Avec l'objectif de renverser tous les régimes apostats du monde, convertir les peuples insoumis à l'islam et établir le califat mondial. Qutb appelle aussi à la constitution d'une avant-garde, une élite, la « qaida », qui mènera le combat vers la conquête. Dès sa première diffusion sous le manteau, *Jalons sur la route* fait figure de manifeste pour les Frères musulmans qui ont échappé à la répression nassérienne et se reconstruisent discrètement. L'enthousiasme soulevé par les premières lectures du manuscrit, que les sœurs de Sayyid Qutb ont fait sortir clandestinement de prison, est tel que Hudaybi, le successeur d'al-Banna voit en Qutb « l'avenir de la prédication musulmane[14] ».

## La « mort en martyr » de Sayyid Qutb

En 1964, Sayyid Qutb est libéré sur intervention du président irakien, et la publication de *Jalons sur la route* est autorisée pendant six mois par Nasser. À sa sortie de prison, Qutb rencontre les dirigeants les plus actifs des Frères musulmans qui lui confient leur projet de renverser le raïs. Ils sont loin d'être majoritaires au sein de la direction qui veut privilégier les programmes éducatifs pour gagner la population et la convertir à un islam régénéré. Un tel attentat, s'il échouait, signerait leur arrêt de mort, peut-être la fin du mouvement. Mais il est déjà trop tard. Les Frères musulmans sont redevenus pour Nasser une menace. Sautant sur la perche que lui ont tendue les services secrets qui, pour obtenir sa confiance, sont passés maîtres dans la dénonciation de complots imaginaires, Nasser décide de décapiter la Confrérie.

Le 29 juillet 1965, Mohammad, le frère de Sayyid Qutb, est arrêté. Lui-même est à nouveau incarcéré peu de temps après, de même que de nombreux militants de la Confrérie. Ils révèlent sous la torture la structure de l'organisation renaissante, livrant des informations et des noms. Dans un discours prononcé à Moscou, le 30 août, Nasser fait part du complot dont il aurait été l'objet. Le procès s'ouvre neuf mois plus tard. Il fait comparaître Qutb et une quarantaine de ses co-accusés, qui entrent à petits pas dans le prétoire, brisés par la torture. On les rassemble sur des bancs, séparés de la Cour par des barreaux. Qutb, qui n'a rien perdu de sa combativité, défie une fois encore le tribunal : « Il est temps qu'un musulman donne sa tête pour proclamer la naissance du mouvement islamique[15] », déclare-t-il. Condamné à mort au terme du procès, il est pendu le 29 août 1966.

Mohammed Mehdi Akef : « Sayyid Qutb a été exécuté par Abdel Nasser pour son œuvre majeure, *Jalons sur la route*. Si un musulman le lit, il peut accomplir de grandes choses, en éduquant son âme, en éduquant sa famille, en éduquant la société. Il n'y avait rien qui méritait son exécution, mis à part que Sayyid Qutb a

réussi, par ses livres, à réunir autour de lui et autour des Frères musulmans un groupe important de fidèles. Gloire à Dieu ! Il suffit que Sayyid Qutb soit mort en martyr chez son Dieu, opprimé pour avoir écrit *Jalons sur la route*, un très grand livre, pour qu'il soit édité et diffusé comme aujourd'hui dans toutes les librairies égyptiennes. Oui, Sayyid Qutb – que Dieu le classe parmi les justes ! – est un grand homme ! Les gens l'aiment et ses livres ont été traduits dans toutes les langues du monde, grâce à Dieu. Sayyid Qutb était un savant respectable, un écrivain exceptionnel et un grand intellectuel[16]. »

Dans *La Guerre cachée*[17], Lawrence Wright raconte que, devant la campagne de protestation dans les pays musulmans après la condamnation à mort de Qutb, les manifestants paralysant les rues du Caire, Nasser avait pressenti que son adversaire se révélerait peut-être plus dangereux mort que vivant. Il avait envoyé Anouar el-Sadate tenter de le convaincre d'interjeter appel. Qutb avait refusé. À sa sœur qu'on laissa entrer dans sa cellule et qui l'assura que le mouvement islamiste avait besoin de lui, il répondit : « Mes mots seront plus forts si l'on me tue[18]. »

De fait, bien que les autorités d'Al-Azhar n'auront de cesse de se départir des positions de Qutb dès 1966, que la direction des Frères musulmans égyptiens s'en détache en 1969, recentrant ses activités sur l'action sociale, Sayyid Qutb est un « martyr » du mouvement. Son exclusion post mortem n'est que de façade, une stratégie de survie. Le seul discours possible, si les Frères musulmans veulent continuer d'être tolérés par des gouvernements globalement hostiles, demeurer visible auprès du peuple, et s'emparer à terme du pouvoir. Qutb, qui est aussi la principale source doctrinale et politique de la mouvance Al-Qaida demeure en réalité la principale figure, et l'une des plus célébrées de la Confrérie.

Mahmoud al-Zahar, le numéro deux du Hamas, ne dit pas autre chose : « Pour vous, de Gaulle est un héros et vous perpétuez son souvenir pour avoir combattu pour la liberté.

Sayyid Qutb appelait à ce type d'action pour résister à l'occupation[19]. »

La mort prématurée de Qutb a fait tomber le concept renouvelé de Jihad et d'excommunication du prince dans le domaine public[20]. Les nouvelles générations d'activistes musulmans poursuivront son combat par le sang au début des années 1980. Bien avant Samuel Huntington, Qutb fut l'inventeur du « choc des civilisations ». Car, si les tactiques et les moyens sont différents d'un pays à l'autre, d'une organisation à l'autre, à partir des théories de Sayyid Qutb, l'Occident, et non plus seulement les puissances coloniales, est défini comme le principal ennemi des musulmans. L'objectif final sera de le renverser.

Selon Mohammed Mehdi Akef, « l'Occident, comme cela nous a été prouvé, a pour mission première de détruire notre religion, de détruire les valeurs, les principes de l'islam, de détruire tout ce qui est fort en islam. Mais, grâce à Dieu, ils ont échoué : l'islam avec ses hommes, ses femmes et ses jeunes qui portent cette croyance et ces principes, qui se sacrifient pour elle, qui sacrifient tout ce qu'ils ont, ne peut être vaincu. Voyez les Frères musulmans en Égypte et ailleurs : quelqu'un a-t-il réussi à étouffer leur voix ? Quelqu'un a-t-il réussi à les vaincre ? Voici les principes des Frères, tels sont les principes de l'islam. Regardez le monde islamique et les peuples du monde islamique : leur pauvreté, l'oppression qu'ils subissent de la part de leurs dirigeants. Malgré l'ingérence de l'Amérique, l'ingérence de la Communauté européenne, malgré l'ingérence des sionistes et l'ingérence de tous les comploteurs contre l'islam, ils conservent leur religion et leur croyance. Grâce à Dieu ! Dans le passé – je suis actuellement privé de voyage –, lorsque je voyageais dans tous pays du monde, j'étais reçu par les Frères musulmans et par les musulmans. L'islam va bien et l'avenir appartient à cette religion. Pourquoi ? Parce que c'est une religion de civilisation, qui porte toutes les marques de la civilisation ainsi que ses valeurs – valeurs morales, principes, économie, amour du prochain, respect de l'être humain, non-agression sur aucun des droits des

croyants. L'islam protège l'humanité de cette immoralité que nous voyons actuellement. Les forces de l'impérialisme, l'Amérique et l'Union européenne, pourquoi vont-elles en Afghanistan, pourquoi tuent-elles les gens et attaquent-elles les sanctuaires des musulmans ? Pourquoi vont-elles en Irak pour le meurtrir comme nous le voyons ? Tuer plusieurs millions et déplacer des millions d'êtres humains, est-ce cela la civilisation ? Voilà ce qu'est le crime, voilà ce qu'est le terrorisme. »

1- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

2- Entretien avec l'auteur le 16 septembre 2010.

3- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

4- J.-L. Esposito, *Unholy war. Terror in the name of isl am*, Oxford University Press, 2003, cité par Jason Burke, *Al-Qaida*, La Découverte, 2005, pp. 64-65.

5- Lia, *The society of the Muslim Brothers in Egypt : the rise of an islamic mass movement 1928-1942*, 1998, cité par Marie Vannetzel, « Secret public, réseaux sociaux et morale politique, les Frères musulmans et la société égyptienne », *Politix*, 2010, p. 79.

6- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

7- Richard P. Mitchell, *The Society of the Muslim Brothers*, Oxford University Press, 1993, p. 100.

8- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

9- Cité par Lawrence Wright, *La Guerre cachée, Al-Qaida et les origines du terrorisme islamiste*, Robert Laffont, 2007, p. 31.

10- Cité par Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 36.

11- Gilles Kepel, *Le Prophète et Pharaon*, Seuil, 1993.

12- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

13- Cité par Gérard Chaliand et Arnaud Blin, « De 1968 à l'islamisme radical », *Histoire du terrorisme de l'antiquité à Al-Qaida*, *op. cit.*, p. 336.

14- Cité par Gilles Kepel, *op. cit.*, p. 34.

15- Cité par Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 38.

16- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

17- Cité par Lawrence Wright, *ibid.*

18- Cité par Lawrence Wright, *ibid.*, p. 38.

19- Entretien avec l'auteur le 16 septembre 2010.

20- Gilles Kepel, *op. cit.*, p. 58.

# 3
# La Guerre d'Algérie

*« L'acte était un crime pour les uns, un acte de terrorisme pour les autres. »*
Jacques VERGÈS

30 septembre 1956. En ce dimanche d'automne, le soleil encore chaud a incité les Algérois à se rendre à la plage, à flâner dans les rues de la ville et à bonder les terrasses de cafés. À faire comme si de rien n'était. Comme si les « événements » qui secouent les trois départements d'Algérie depuis deux ans n'existaient pas. Comme s'ils n'avaient pas provoqué l'annulation des élections législatives de ce côté-ci de la Méditerranée, comme si, à Paris, le Parlement n'avait pas voté les pouvoirs spéciaux qui permettent de suspendre les libertés publiques et individuelles. Comme si le rappel de 70 000 soldats supplémentaires n'avait pas porté à 350 000 le nombre de militaires présents en Algérie. Il ne s'agit pour l'heure que de « maintien de l'ordre ». Les bombes des nationalistes algériens n'ont pas encore touché la capitale, et les exactions des groupuscules de l'Algérie française sont encore limitées.

Au Milk Bar, un café de la capitale où se retrouve la jeunesse européenne pour danser sur les derniers tubes parisiens, les glaces couronnées de chantilly et truffées de fruits confits ont la réputation d'être les meilleures d'Algérie. Zohra Drif termine la sienne et paye l'addition. L'étudiante en droit de 20 ans a quitté la région de Tissemlit, dont elle est originaire, pour faire ses études à Alger. Vêtue d'une marinière, elle passe inaperçue parmi la jeunesse insouciante de cette fin de week-end. L'horloge marque 18 h 25. Dans cinq minutes, le temps va s'arrêter, le monde ne sera plus jamais le même. Le sac de plage qu'elle a glissé sous sa table, sous une serviette et un maillot de bain, contient une boîte en bois de près de deux kilos. Elle n'a pas eu

besoin de l'ouvrir quand elle a passé le poste de contrôle qui surveille les entrées et les sorties de la Casbah, le quartier musulman – le fief du FLN. Le Front de libération nationale, l'organisation indépendantiste algérienne à laquelle Zohra Drif[1] a adhéré peu de temps auparavant, qui donna le coup d'envoi aux « événements d'Algérie » en faisant exploser soixante-dix bombes, le 30 octobre 1954, sur les coups de minuit.

18 h 27. Laissant son sac sous la table, Zohra Drif sort du Milk Bar, et remonte la rue d'Isly. Elle marche le long des boutiques à la mode, des casinos-music-halls et des boîtes de nuit. Elle est déjà loin quand retentit l'explosion. Mais elle entend la déflagration, le silence suivi des hurlements. Le Milk Bar a été soufflé par la bombe. Quelques minutes plus tard, un second engin explosif sera déclenché rue Michelet, à La Cafétéria. On découvrira dans la soirée une troisième bombe au Maurétania. Les journaux du lendemain titrent sur les quatre morts et la cinquantaine de blessés des deux attentats d'Alger. Ils s'interrogent aussi sur leurs auteurs – s'agit-il d'attentats communistes ? Qui sont les jeunes femmes qu'on soupçonne d'avoir posé les bombes ? Les premiers témoignages affirment qu'il s'agirait d'Européennes. Ils seront bientôt démentis : ces jeunes femmes étaient des membres du FLN. Entre-temps, Zohra Drif, elle, a disparu.

## Les « événements » d'Algérie

Alger n'a pas changé depuis les « événements » que l'on a fini en France, après plusieurs décennies de déni et de refoulement, par qualifier de guerre. C'est une belle cité portuaire dont l'architecture haussmannienne rappelle Paris ou Marseille. Les murs blancs de ses immeubles, leurs balcons de fer forgé, peints en bleu, jettent une touche orientale sur l'impression de familiarité qu'inspire la ville. Partout les mémoriaux, les plaques commémoratives et les statues à la gloire des combattants de l'indépendance viennent rappeler aux Algériens l'héroïsme de leur libération.

Le Milk Bar est toujours là, au creux d'une petite place du centre, entre un bâtiment officiel et une librairie tiers-mondiste.

C’est aujourd’hui une pâtisserie tenue par un restaurateur kabyle. On m’y sert un *milk-shake* et des viennoiseries quand je le visite. Les noms de rues aux illustres personnages de l’histoire de France ont depuis longtemps laissé la place à ceux des historiques du FLN et du tiers-monde. Au bout de la rue de la Liberté qui longe le front de mer, où sont aujourd’hui installés les locaux du journal *El Moudjahid*, on tombe, au pied de la Casbah, sur l’« avenue Ernesto-Che-Guevara ». Elle n’est pas loin non plus du Sénat où j’ai rendez-vous avec Zohra Drif.

Fin janvier 2011, un froid mordant, soutenu par l’onde marine, s’est abattu sur Alger. Les brèves éclaircies qui percent la voûte de gros nuages bas, éblouissantes, succèdent aux violentes averses qui nous laissent trempés et grelottants. La semaine dernière, des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes du pays, des commerces ont été brûlés et de jeunes manifestants ont été arrêtés. Le FLN actuel, agrippé à son pouvoir, espère qu’il n’aura pas à faire face à la situation que connaît au même moment la Tunisie. La tension est partout.

Zohra Drif est aujourd’hui vice-présidente du Sénat. Au préalable, elle a seulement accepté de me rencontrer. Pour un entretien en bonne et due forme, il faudra montrer patte blanche. C’est une petite femme élégamment vêtue, les cheveux au carré teints en blond. La seule femme que j’ai croisée depuis mon arrivée dont les cheveux ne sont pas couverts par le hijab. Son foulard Hermès, elle le porte noué autour du cou. Zohra Drif me reçoit dans son vaste bureau situé dans les étages du Parlement. La fouille à l’entrée est relativement stricte, reliquat de cette seconde vague terroriste, celle des années 1990, qui a ravagé le pays pendant les dix années de guerre civile, le laissant moralement et économiquement exsangue. Souriante, extrêmement bavarde, Zohra Drif me retient plus de trois heures dans son bureau, essayant au début de sonder mes intentions, dérivant rapidement sur l’état du pays et la situation internationale, puis les années de guerre civile. Sa rancœur contre l’ancien colonisateur français dont elle parle comme d’un dépit

amoureux. Elle est pleine de nostalgie à l'égard de la diversité culturelle, ethnique et religieuse qui composait naguère la population d'Algérie. Elle regrette le temps de la présence de la communauté juive. Elle refait l'histoire. Les Juifs qui vivaient depuis toujours dans les pays du Maghreb en ont été chassés une fois l'indépendance déclarée.

« Le pays est en très mauvais état[2] », me confie-t-elle. L'Algérie a héroïquement lutté pour sa liberté, mais elle n'était pas préparée à assumer le pouvoir. Elle n'en avait pas l'expérience. Elle a fait comme elle a pu, sans l'aide de l'histoire qui, comme par boomerang et vagues successives, est venue dévaster les espoirs de développement portés par sa génération. Après trois heures de bavardage ininterrompu, Zohra Drif m'accorde sa confiance et accepte de répondre à mes questions. Elle n'était pas programmée pour devenir une héroïne de la guerre de libération et de l'identité algérienne. Pas nécessairement non plus pour accomplir l'un des attentats les plus marquants de la guerre d'indépendance et de l'histoire contemporaine.

Abreuvée de culture classique, Zohra Drif a grandi dans un milieu aisé et occidentalisé : « Je suis originaire des hauts plateaux du Tiaret, une région d'agriculture et d'élevage. J'ai grandi dans une famille de propriétaires terriens dans laquelle il y avait aussi des hommes de loi, des hommes de religion et des intellectuels. J'ai donc vécu dans un milieu à la fois proche des problèmes de la vie de tous les jours, en contact direct avec la réalité, en même temps que j'avais cette chance d'avoir accès à la culture et à la modernité. Mes parents ne faisaient aucune distinction entre filles et garçons, ce qui n'était pas évident à l'époque, et pas seulement en Algérie. Ils m'ont permis d'avoir de l'instruction et de faire des études. Ma génération était nourrie d'humanités (grec, latin, français). J'étais passionnée par le monde des livres, par la lecture des *Temps modernes*. Malraux était l'un de mes auteurs préférés. Le monde lointain qu'il me faisait découvrir me fascinait. Il y avait en même temps dans sa littérature un certain engagement, des personnages qui se battaient

pour leur pays et pour le destin de leur peuple. Malraux m'a sans doute influencée. J'ai découvert la liberté après le secondaire, quand je suis entrée à l'université. Parce qu'avant cela j'étais en internat. C'était en 1954, l'année où a commencé la révolution algérienne. Déjà, à l'époque, je bouillonnais d'interrogations sur la colonisation française, sur les questions relatives à mon pays, à mon peuple. Depuis ma plus tendre enfance, j'avais conscience de vivre dans un système à deux vitesses. Malgré notre statut privilégié, nous faisions partie d'une majorité discriminée, nous qui vivions sur la terre de nos ancêtres, dominée par un autre peuple qui avait une autre histoire, d'autres référents que les nôtres. »

Au mois de novembre 1954, quand la jeune Zohra entre à l'université, la France est en train de céder à l'engrenage de la guerre. Après l'humiliante défaite de Diên Biên Phu, l'armée française n'étant pas parvenue à briser le siège que lui ont imposé pendant plus de deux mois les troupes du Viêt-minh d'Hô Chi Minh, l'Empire colonial se délite. Les nationalistes algériens voient avec envie les nouveaux venus prendre leur siège dans la nouvelle assemblée des Nations unies, et les anciens pays colonisés, fiers de l'indépendance récemment acquise, constituer un front des pays non alignés à la Conférence de Bandung de 1955 qui rassemble l'Inde de Nehru, l'Indonésie de Soekarno, ou l'Égypte de Nasser, constituant ce qu'on appellera « le tiers-monde ».

La France, qui s'est retirée d'Indochine, accordera bientôt l'indépendance à ses protectorats au Maghreb. Au Maroc en novembre 1955, à la Tunisie en mars 1956. Aveuglée par sa puissance, elle espère encore éteindre le feu, éviter la contagion qui pourrait se propager à ses trois départements les plus vastes et les plus riches. Car l'Algérie, plus qu'ailleurs, c'est la France. Mais la contagion est déjà à l'œuvre, et rien ne semble pouvoir l'arrêter. Les nouveaux États indépendants, acquis aux nationalistes algériens, sont pour eux autant de relais diplomatiques et de bases arrière militaires. Le conflit est entré

dans une phase décisive. Celle qui, de part et d'autre, favorise l'explosion du terrorisme.

Jusqu'à l'été 1956, les attentats n'étaient qu'une stratégie d'appoint. Le bras armé du FLN, l'Armée nationale de libération (ALN), mène une guérilla efficace face aux soldats français, de plus en plus nombreux, mais dispersés sur les 2 381 741 kilomètres carrés du territoire algérien. Les rangs de l'ALN grossissent au fur et à mesure que la répression se met en place, menée par la police, bientôt par l'armée, ainsi que par les colons qui reconstituent les milices privées organisées lors des éruptions de violence qui ont secoué l'Algérie, dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le 8 mai 1945, les célébrations de la victoire organisées par les principaux courants nationalistes algériens avaient tourné à l'émeute dans la région de Constantine, où les rapports entre colons et musulmans sont depuis longtemps à couteaux tirés. À Sétif, à Bône ou à Guelma, repoussés hors des villes par la police, les manifestants avaient attaqué les centres de colonisation. Une centaine d'Européens, quasiment tous civils, y seront massacrés. Au cours des deux semaines de répression menée par le sous-préfet Achiary et l'armée, des villages entiers avaient été la cible des bombardements français. Les milices de colons avaient eu les mains libres pour procéder à des arrestations et à des exécutions sommaires, fondées sur les listes de militants nationalistes, de syndicalistes et de notables algériens. Un scénario qui s'était répété et étendu à l'ensemble du Constantinois. Les bilans toujours controversés font état de 20 000 à 45 000 morts. « Guelma se trouvait au paroxysme d'un état d'exception colonial, qui était dans les faits permanent[3] », écrit l'historien Jean-Pierre Peyroulou.

L'« état d'exception colonial permanent » est confirmé par le nouveau statut voté en 1947. Si la loi proclame l'égalité entre Européens et « population indigène », officialise la langue arabe et supprime les territoires militaires, elle consacre aussi l'inégalité politique en instaurant une assemblée de 120 membres répartis en deux collèges égaux, l'un représentant le million d'Européens,

l'autre les neuf millions d'Algériens « musulmans ». Le gouverneur général, qui exerce le pouvoir exécutif sur les trois départements algériens, s'emploiera à truquer, de manière systématique, toutes les élections qui ont lieu entre 1948 et 1951.

« Neuf millions d'Algériens musulmans sont de faux citoyens d'une république qui se veut assimilationniste[4] », écrit Benjamin Stora. Après les massacres de Sétif et de Guelma, pour les nationalistes qui avaient placé tous leurs espoirs dans cette réforme, c'est la douche froide. Ils y voient un prolongement du Code de l'indigénat en vigueur sous la III^e^ République, qui, de 1875 à 1944, régissait les rapports entre colonisateurs et colonisés, et assurait la domination du million d'Européens, reconnus comme citoyens français, sur les neuf millions d'Algériens vivant sous le droit coranique coutumier, longtemps désignés comme « sujets français ».

Rédha Malek, qui fut le rédacteur en chef d'*El Moudjahid*, l'organe du FLN à partir de 1956, n'a pas oublié les dispositions du « code matraque » qu'il a connu enfant : « Dans le Code de l'indigénat, toutes les mesures restrictives, arbitraires et anormales qui ont frappé le peuple étaient consignées : le séquestre, l'emprisonnement arbitraire, jusqu'au délit par le regard. Si "un indigène", autrement dit un Algérien, regardait un colon d'un air jugé défiant ou insolent, il allait en prison. Le système colonial était un système boiteux : on n'était ni réellement français, ni réellement algérien. Après la guerre, j'ai étudié à l'université d'Alger. Les étudiants algériens y étaient largement minoritaires. Quelques centaines sur cinq mille étudiants. La majorité, c'était les enfants de colons. Partout on sentait le racisme et la discrimination coloniale. C'est une réalité qu'on ne peut pas occulter. J'ai dénoncé ce statut inégalitaire, cette oppression dans les premiers articles d'étudiant que j'ai écrits[5]. »

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le paradoxe français – un pays qui exalte les idéaux de sa devise nationale « liberté, égalité, fraternité » tout en maintenant d'une main de fer

la discrimination raciale dans ses colonies – apparaît avec plus d'acuité encore que par le passé. D'autant qu'une partie de la population indigène, au nom de ces mêmes idéaux, était allée se battre en Europe pour la liberté contre la barbarie nazie et l'occupation de la France par un pays étranger. À partir de 1943, près de 250 000 combattants maghrébins, dont 120 000 à 150 000 Algériens[6], s'étaient engagés dans les Forces françaises libres pour participer à la libération de la France. Plus de la moitié d'entre eux trouveront la mort au champ d'honneur[7].

Comme le rappelle Zohra Drif, « dans toutes les familles algériennes, il y avait eu quelqu'un qui avait participé aux grandes batailles en Europe, qui y était mort là-bas ou y avait été blessé. L'Allemagne, ça ne leur disait rien. S'ils ignoraient contre qui ils allaient combattre, c'est au nom de la France, "mère des armes, des lettres et des lois", celle de la France de 1789, qu'ils allaient donner leur vie ».

À l'instar d'Ahmed ben Bella, futur dirigeant de l'Indépendance algérienne, décoré de la médaille de guerre pour fait d'armes exceptionnel par le général de Gaulle après la bataille de Monte Cassino, certains seront distingués pour leur bravoure au combat au sortir du conflit. Si la France rend hommage à quelques-uns, elle n'est pas prête pour autant à reconnaître la contribution collective de ces troupes coloniales qui ont participé à la libération du territoire national. Elle oublie rapidement qu'Alger fut la capitale du gouvernement provisoire de la République française quand Paris était occupée. L'Algérie est tiraillée entre les colons qui prônent le *statut quo ante*, vidant toute réforme de ses avancées égalitaires, et les jeunes nationalistes qui voient dans les victoires des autres mouvements de libération la confirmation de leurs aspirations. Le recours aux armes apparaît pour les seconds comme la seule solution alternative ; les moyens traditionnels de mobilisation, manifestations, pétitions, grèves, ayant tous échoué. Pour l'instant, Messali Hadj, leur chef au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), résiste encore à la

tentation de la lutte armée. Ce sont eux qui, au soir de la Toussaint 1954, signeront pourtant l'acte de naissance du FLN en faisant exploser quelque soixante-dix bombes en moins de deux heures.

« La situation ne pouvait plus durer, commente Rédha Malek. Partout ailleurs dans le monde, la décolonisation était à l'ordre du jour. Elle faisait écho à notre propre situation ; on ne pouvait pas rester les bras croisés. En 1954, le FLN n'avait pas l'ambition de vaincre militairement la France. Il s'agissait de faire du grabuge pour montrer au reste du monde, mais aussi à la population française de métropole, qu'il y avait un problème en Algérie. »

## L'engrenage de la violence

Les membres fondateurs du FLN sont tous issus de la branche paramilitaire du MTLD, l'organisation secrète (OS) créée après les massacres de Sétif et Guelma pour constituer des stocks d'armes. Le terrorisme n'est qu'un volet de la stratégie globale des combattants algériens. Leur conviction, c'est qu'il faut agir sur tous les fronts pour créer un climat d'instabilité qui rendra bientôt intenable la situation coloniale en Algérie. La lutte armée, les actions médiatiques, les procès dont ils se servent comme d'une tribune, la clandestinité, seule solution alternative à la répression, et le soutien des nouveaux États indépendants sont autant d'adjuvants qui leur permettront de parvenir à leurs fins. Dans ce contexte, l'Égypte, où les Officiers libres menés par Nasser viennent de renverser le roi Farouk, fait figure de havre et de sanctuaire. Elle protège les nationalistes arabes qui, dans leurs pays respectifs, sont recherchés par la justice coloniale.

Ahmed ben Bella, l'ancien combattant de Monte Cassino, y retrouve en 1952 Mohamed Khider et Hocine Aït Ahmed. Se dessine alors un partage des responsabilités à la tête du mouvement indépendantiste, entre les élites dirigeantes de « l'extérieur » et les combattants de « l'intérieur ». L'arrière et le front. La liaison s'établit avec la direction politique et militaire de

Larbi ben M'hidi, Didouche Mourad, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mohamed Boudiaf et Mostefa ben Boulaïd, qui organisent de l'intérieur l'insurrection nationale. Le FLN entend ainsi combattre aux niveaux politique, militaire, intérieur et international. Après le déclenchement des hostilités, il structure sa branche armée, l'Armée de libération nationale, transforme la cellule du Caire en représentation diplomatique et appelle au boycott des élections cantonales d'avril 1955. Ces élections sont l'occasion d'une première victoire politique : l'abstention atteint 60 %. Le nouveau gouverneur général, Jacques Soustelle, fait appel à l'une des plus grandes figures de la Résistance française, l'ethnologue Germaine Tillion. Quand il la reçoit dans son cabinet, il lui demande de mettre en place les centres sociaux. Soustelle rencontre aussi les dirigeants des partis nationalistes autorisés. Dans le même temps, il met en œuvre l'état d'urgence et organise des ratissages qui se révéleront d'une grande inefficacité.

Les exactions du 20 août 1955 contribuent à modifier la nature des affrontements, déclenchant l'engrenage qui aboutira l'année suivante aux attentats aveugles du Milk Bar et de La Cafétéria. Les paysans et les ouvriers agricoles mobilisés par le FLN, galvanisés par la rumeur d'un débarquement égyptien, prennent d'assaut les postes de police et de gendarmerie dans les villages du Constantinois. Le déchaînement de violence est sans précédent. Des Européens, mais également des Algériens, sont massacrés à coups de hache et de serpe. Comme lors des massacres de Sétif et Guelma, les milices privées et certains membres de l'armée se mettent en action pour venger les 71 morts européens. À leur tour, ils succombent à leur soif de sang, exécutant au hasard les musulmans tombés entre leurs mains. Le bilan officiel fait état de 1 273 morts. Celui du FLN, qui dénombre 12 000 victimes, est le plus vraisemblable.

La violence aveugle entraîne une radicalisation de la population algérienne. Une grande partie d'entre elle, qui subissait sans prendre parti les accès de violence des deux camps, se range massivement au côté du FLN. La France rappelle les

6 000 réservistes libérés de leurs obligations en avril, qui viennent renforcer les bataillons de CRS, de gendarmes, de légionnaires et de parachutistes déjà stationnés en Algérie. Le 19e président du Conseil, Guy Mollet, venu tenter une médiation le 6 février 1956, est accueilli par la foule européenne d'Alger à coups de tomate. La recherche de la paix est abandonnée sous les projectiles des « ultras » de l'Algérie française. Le régime des partis d'une IVe République instable, fragile et contestée, vote le 12 mars 1956, à une écrasante majorité (455 voix contre 76), l'attribution des pouvoirs spéciaux à Robert Lacoste. Le successeur de Soustelle à la tête de l'exécutif français en Algérie a toute liberté pour prendre des mesures d'exception, de la suspension des libertés individuelles jusqu'à la délégation des pouvoirs de police à l'armée.

Profitant de la tolérance des autorités, les groupuscules « ultras » passent à l'action. Le 18 novembre 1954, les membres du groupe des Tramways algérois assassinent un cordonnier réputé proche du FLN. En juin 1955, ils mitraillent un autocar de passagers musulmans près du cimetière algérois d'Hussein Bey. Ils formeront la base du « contre-terrorisme » de l'Organisation armée secrète (OAS), ces soldats d'une cause perdue qui tenteront par tous les moyens de faire échouer les négociations entre le gouvernement et le FLN, à partir de 1961. On trouve dans leurs rangs des employés des tramways, des chauffeurs de taxi, des activistes issus des milieux européens les plus défavorisés qui perdront le peu qu'ils ont si la France accorde son indépendance à l'Algérie. Ce sont pour la plupart des civils qui, comme les militants de base du FLN, font bientôt l'apprentissage du coup de main et de la violence. Protégés par leurs relations dans la police et les services secrets, ils participent aux arrestations sommaires, entreprennent des expéditions punitives. Auxiliaires zélés des forces de sécurité, ils tortureront même leurs prisonniers dans la villa des Sources à Birmandreis, sur les hauteurs d'Alger. L'un des leaders de l'Organisation de résistance de l'Algérie française (Oraf) n'est autre que l'ancien sous-préfet Achiary, qui avait

dirigé la répression à Guelma en mai 1945 avant de rejoindre le cabinet Soustelle. « Une collaboration occulte s'établit entre la police légale et ces groupes clandestins pour menacer et frapper des hommes ou des lieux censés participer à l'action des "rebelles".[8] »

## De la rue de Thèbes au Milk Bar

Épaulé par le Comité de la renaissance française, l'Oraf dépose dans la nuit du 10 août 1956 une bombe en plein cœur de la Casbah. Le policier qui a déposé les explosifs et disparu dans une Peugeot 203 visait un bain maure. Surplombant le port et la ville européenne, la Casbah, un entrelacs labyrinthique aux étroites venelles chargées de bicoques collées les unes aux autres, est exclusivement habitée par les musulmans algérois. L'explosion surprend les habitants en plein sommeil, soufflant un lotissement entier d'habitations. Au matin du 11 août, seize cadavres sont transportés à la morgue, tandis que les secours prodiguent les premiers soins à la soixantaine de blessés sortis des décombres.

Pour Zohra Drif, qui a rejoint le FLN, ce premier attentat aveugle est un coup de semonce. La jeune femme n'aura dès lors de cesse de chercher à intégrer l'un des groupes opérationnels de l'organisation nationaliste algérienne : « L'attentat rue de Thèbes, je l'ai vécu de l'extérieur, mais comme beaucoup d'Algériens, j'ai immédiatement été saisie d'horreur ! La bombe explose vers 1 heure du matin, et vous connaissez la Casbah, ces constructions où les maisons sont collées les unes aux autres ; s'il y en a une qui tombe, ce sont une dizaine autour qui s'écroulent. Il y a eu beaucoup de morts, des personnes qui étaient en train de dormir, des enfants, des familles. On savait les tortures, nos militants arrêtés, mais enfin, de là à intimider toute une population, à décider de sang-froid de faire périr des familles entières en pleine nuit… J'ai ressenti de la haine. C'était le colonialisme qui montrait son visage le plus brutal, le plus meurtrier. Il y a eu à

travers toute l'Algérie une vague d'indignation, mais aussi un sursaut de détermination. C'est-à-dire que nous étions déterminés à nous battre, et par tous les moyens. Quand je suis allée trouver mes chefs de cellule, que j'ai réclamé de participer à une opération, ils m'ont donné leur feu vert. Alors, je me suis dit : "Maintenant, il faut que la terreur change de camp !"[9] »

La riposte se fera à coups de bombe dans les quartiers européens d'Alger. Conforté par le Congrès du FLN, Yacef Saadi, le chef des opérations du FLN à Alger, choisit de toutes jeunes femmes pour pratiquer ces opérations. Saadi pense que les jeunes militantes du FLN pourront plus facilement se faufiler à travers les barrages de police qui maintiennent la Casbah en quarantaine depuis le mois de mai, tromper les patrouilles et se fondre dans la clientèle du Milk Bar, de La Cafétéria ou du Maurétania, les cafés à la mode de la jeunesse européenne. Les cibles des prochains attentats.

Avec Djamila Bouhired et Samia Lakhdari[10], Zohra Drif est l'une des trois poseuses de bombes : « Parce qu'on ressemblait à des Françaises, on pouvait circuler dans la ville européenne sans se faire remarquer. Une telle force avait été déployée ! Il y avait des barrages partout, des hommes armés, harnachés. Nos seules armes, elles provenaient des stocks de la Seconde Guerre mondiale. C'étaient des armes anglaises, des espèces de mitraillettes noires. Nous ne faisions pas le poids. Quand on voyait l'arsenal en face, on se disait : "Nous n'avons pas le droit d'échouer ; il faudra réussir nos petites opérations." L'après-midi des attentats, le 30 septembre 1956, Zohra Drif va voir un film avec son ami Djamila Bouhired, "une Algéroise qui vivait dans la Casbah et que j'avais rencontrée peu de temps auparavant, vers l'été 1956"[11] ». Après la séance, les deux jeunes femmes se séparent. Djamila prend le chemin de La Cafétéria, et Zohra du Milk Bar.

« Vous ne le vivez pas comme si vous alliez tuer ; vous faites partie de tout un mouvement et c'est un moyen de sortir de la

situation dans laquelle on vous a mis, confie Zohra Drif. La multiplication des actes de guerre, sous la seule forme qui nous était laissée, était fondée sur la conviction que la victoire serait assise là-dessus. Nous étions en guerre, chacun avait choisi son camp, chacun aidait son camp comme il le pouvait, et personne ne se faisait de cadeau. »

En fin d'après-midi, vers 18 h 30, les bombes explosent comme prévu au Milk Bar, et à La Cafétéria, faisant au total quatre morts et cinquante-deux blessés. Quand je fais remarquer à Zohra Drif que ce sont des civils qui ont été touchés, des jeunes filles de son âge qui n'avaient rien de combattantes, ni même de militantes, elles qui voulaient seulement profiter de cette fin de week-end entre amis, manger des glaces ou se déhancher au rythme des airs à la mode, elle me répond : « Il fallait porter la guerre dans la ville française et que la population française subisse la terreur que nous subissions. Les responsables du FLN avaient décidé d'utiliser des moyens auxquels ils n'avaient pas eu recours jusqu'à ce jour, déposer des bombes dans des lieux publics et dans les habitations. Je n'étais qu'une militante de base, un soldat. Je faisais ce qu'on me disait. Quant aux jeunes femmes dont vous parlez, je n'ai pas peur de dire que c'étaient mes ennemies. Elles étaient peut-être des civiles, mais elles faisaient aussi partie du dispositif de guerre. C'était le mois de septembre, un mois superbe, la fin de l'été. Les gens continuaient d'aller à la plage pendant que nous vivions terrés comme des lapins dans leurs trous, parce que les descentes de la police ou de l'armée avaient lieu à tout moment. Ces jolies jeunes femmes vivaient comme s'il n'y avait pas la guerre, et cela provoquait chez nous un sentiment de révolte. Et les combattants qui allaient exécuter une mission dans la ville européenne, après un attentat, s'ils avaient le visage basané, s'ils avaient l'air de métèques, en les apercevant, ces gentilles jeunes femmes criaient : "C'est lui ! C'est lui !" Et le type se faisait abattre. »

Jean-Jacques Susini, qui s'apprête à faire sa rentrée à la fac de médecine de Lyon, venait de quitter le Milk Bar quand la bombe a explosé : « Pendant que je remontais la rue de Mulhouse pour

rentrer chez moi, j'ai été un peu secoué par l'explosion. Les rues ont immédiatement été envahies par les hurlements des ambulances. Les victimes étaient transportées à l'hôpital Mustapha où j'avais beaucoup d'amis médecins qui opéraient sans relâche. C'était affreux[12]. »

Susini, qui avait adhéré au mouvement gaulliste pour faire front à une IVe République honnie, devient, après l'attentat du Milk Bar, un fervent partisan de l'Algérie française. Il sera l'un des fondateurs de l'Organisation armée secrète (OAS) et le responsable de sa propagande[13]. Dans tous les cas, l'entreprise de Yacef Saadi et de sa juvénile soldatesque est une réussite. La peur s'est emparée de la ville européenne. La terreur a changé de camp.

## La bataille d'Alger

Après les attentats de l'automne 1956, rares sont ceux qui prennent la mesure de l'événement, qui comprennent qu'il s'agit d'un acte terroriste sans précédent, dont les conséquences sont difficilement imaginables. Pour la plupart, il s'agit d'un drame parmi d'autres, dans un conflit où les exactions ont lieu des deux côtés.

« Dans de telles situations, renchérit Martha Crenshaw, auteure d'une des toutes premières thèses sur le terrorisme pendant la guerre d'Algérie, il est très difficile de distinguer le terrorisme des autres formes de violence. Il est comme enfoui au milieu d'une violence extrême et se trouve de ce fait presque illisible. De mon point de vue, vous ne pouvez pas comprendre la nature du terrorisme dans un contexte de violence généralisée. Il est de fait beaucoup plus facile à identifier lorsqu'il survient en temps de paix[14]. »

Au même moment, les autorités françaises multiplient les faux pas. Le 21 octobre, Robert Lacoste ordonne le détournement du vol Rabat-Tunis qui transporte les négociateurs du FLN,

Ahmed ben Bella, Mohamed Boudiaf et Mohamed Khider. C'est l'occasion inespérée de décapiter la rébellion. Le DC-3 est intercepté par l'aviation française, et forcé de se poser à Alger. Une « prise de guerre » qui réduit à néant les efforts de Guy Mollet. Par l'intermédiaire du Maroc, le président du Conseil avait discrètement établi des contacts avec la délégation du FLN. Un mois plus tard, l'intervention franco-britannique contre Nasser, qui a nationalisé le canal de Suez et que les autorités françaises considèrent comme l'instigateur de la révolte algérienne, tourne au fiasco diplomatique. Les États-Unis et l'Union soviétique leur imposent de retirer leurs troupes. Affaiblie, la France ne peut plus s'opposer à la mise à l'ordre du jour de la question algérienne à l'Assemblée générale des Nations unies par les pays afro-asiatiques. Quant à la situation sur le terrain, elle ne cesse de se dégrader. Malgré ses 350 000 soldats, la France est toujours incapable de reprendre le contrôle des régions tenues par l'ALN. Le FLN, qui attire dans ses rangs toujours plus de partisans, décide de forcer son avantage : il relance la campagne d'attentats et organise une grève générale à la fin du mois de janvier 1957, deux jours avant l'ouverture de la 11e session des Nations unies. Le général Massu, qui dirige la 10e division parachutiste, de retour de Suez, brise la grève en deux jours. Depuis la fin décembre et les ratonnades qui ont suivi les obsèques d'Amédée Froger, l'un des élus les plus actifs des Français d'Algérie, Massu assure le maintien de l'ordre à Alger. Robert Lacoste lui a transféré les pouvoirs de police en vertu des pouvoirs spéciaux votés en mars 1956.

Pendant ce temps, Zohra Drif, qui a été identifiée comme l'une des poseuses de bombes, activement recherchées par les autorités coloniales, demeure introuvable. Elle se cache dans le maillage impénétrable de la Casbah, lisant fiévreusement les progrès de l'enquête sur les attentats de septembre dans la presse : « Ils donnaient de nous une image terrifiante. Quand on lisait cela, nous étions horrifiés par l'image qu'ils nous renvoyaient de nous-mêmes. Sur le reste, les journaux français étaient dans le

déni. Depuis le déclenchement de la guerre de libération nationale, ils niaient le soulèvement du peuple algérien, et prétendaient que l'agitation était le fait d'une minorité de bandits, de brigands de grands chemins. On nous a appelés les "fellahgas", du mot arabe *fellag*, qui signifie "briser", "exploser"[15]. »

À partir du 7 janvier 1957, ce sont 7 000 parachutistes, 1 100 policiers, et 1 000 CRS qui quadrillent en permanence la ville pour « traquer » les 1 400 activistes du FLN. La tâche est rude. Comme Zohra Drif, les fugitifs peuvent compter sur la protection des 5 000 militants de la Zone autonome d'Alger (ZAA). « Un des objectifs essentiels des actions de la Zone autonome était de montrer que la guerre n'était pas celle du FLN, mais de tout un peuple. Notre force, ce n'étaient pas nos bombes, nos petits revolvers, ni même nos mitraillettes Sten. Notre force, c'était d'être protégés et portés par les 75 000 personnes qui habitaient la Casbah. »

Alors que la répression s'intensifie, les rebelles algériens maintiennent la pression sur la population coloniale. Au cours du mois de janvier, les bombes continuent d'exploser dans les bars et dans les stades. En réaction, la foule européenne, exaspérée et chauffée à blanc, lynche deux Algériens. Les paras investissent la ville musulmane. Les hélicoptères prennent possession des toits de la Casbah, déjà entourée d'une ceinture barbelée et éclairée 24 heures sur 24 par des projecteurs. C'est le début de la bataille d'Alger.

« Le nom de "bataille d'Alger", précise Zohra Drif, ce n'est pas nous qui l'avons utilisé. C'est Massu et ses officiers qui ont décrété qu'ils menaient la "bataille d'Alger". Nous avions parfaitement conscience que cette disproportion de moyens jouait en notre faveur. Car nous nous adressions aussi à l'opinion publique française. Alger était la capitale de l'Algérie, avec son gouverneur général, les administrations les plus importantes. C'était déjà en soi une puissance qui nous écrasait. Alors, quand la presse est arrivée, et qu'elle a vu ce déploiement de forces

tellement disproportionné, elle en a rendu compte dans ses articles. Cela, nos chefs l'avaient très bien compris. »

Aucune image d'archives n'existe des combats de rue, des exécutions sommaires et des représailles collectives de la bataille d'Alger. Mais, grâce à la fiction que Gillo Pontecorvo lui a consacrée en 1966, son nom demeure gravé dans la mémoire collective des deux pays. Elle durera de janvier à septembre 1957. Neuf mois d'un sanglant jeu de cache-cache dans l'enchevêtrement des rues de la Casbah. Toutes les forces de sécurité, paras, CRS, policiers, procèdent au fichage de ses habitants. Les arrestations sont incessantes, et les interrogatoires souvent menés à la décharge électrique, ou par noyade dans les baignoires de villas transformées en « centres de triage et de transit ». Larbi ben M'hidi, le responsable du FLN à Alger, arrêté le 23 février 1957 par des paras, est « suicidé » au terme d'un interrogatoire. Pour certains, la règle est de ne laisser aucune trace sur les corps des suspects. S'il y a le moindre doute, ils sont exécutés.

Les exactions se sont maintenant étendues à tous les civils, qu'ils soient européens, algériens, hommes ou femmes. Parmi la population musulmane, toute personne suspectée de ravitailler les combattants clandestins, de collecter de l'argent ou de recruter des militants, sera systématiquement « soumise à la question ». Au total, sur les 400 000 Algériens musulmans qui résidaient à Alger en 1957, 200 000 furent interpellés durant ces neuf mois de terreur.

Ces méthodes sont consignées dans le rapport Willaume qui légitime le recours à la torture. Pour obtenir des renseignements et empêcher de nouveaux attentats, dit-il en substance, tous les moyens sont bons, pourvu que l'interrogatoire soit encadré par un officier de police judiciaire – une simple contrainte formelle. Dans une note de service datée du 19 mars 1957, le général Massu écrit : « Ce sont des fellaghas qui, se conduisant en bandits, obligent [les parachutistes] à faire ce métier de policier[16]. »

En mars 1957, dans une note de service, Massu écrit : « On ne peut lutter contre la guerre révolutionnaire qu'avec des méthodes de la guerre clandestine[17]. »

La doctrine Willaume est enseignée dans les centres de formation de l'armée. Dans celui de Philippeville, où les officiers qui rentrent d'Indochine ont été affectés, le général Marcel Bigeard enseigne les théories de la guerre révolutionnaire menée par le Viêt-minh qu'il reprend à son compte. Marcel Bigeard et Paul Aussaresses, un officier qui a combattu dans le 1er régiment de parachutistes coloniaux en Indochine, sont affectés à Alger au cours de l'hiver 1956. Aussaresses y assure la coordination du renseignement, dirigeant les coups de filet et les interrogatoires, tandis que Bigeard participe au quadrillage de la Casbah. Ils seront les figures emblématiques de la répression menée par les Dispositifs opérationnels de protections (DOP), des unités composées de policiers, de militaires et de gendarmes, qui comptent jusqu'à 2 500 membres en 1960. Les DOP sont chapeautés par le Centre de coordination interarmées (CCI) qui dirige aussi l'action des groupes « contre-terroristes » destinés à lutter contre le FLN. Aussaresses et Massu reconnaîtront, l'un en 2000, l'autre en 2001, que la torture était tolérée, recommandée, couverte, voire ordonnée par les autorités civiles[18].

La répression massive des militaires français se révèle efficace. En mars 1957, on ne dénombre plus que vingt-neuf attentats contre cent douze en janvier[19]. Le centre de commandement du FLN est obligé de quitter la capitale. Pour assurer leur victoire, les troupes du général Massu infiltrent la Zone autonome d'Alger et les maquis environnants grâce aux « retournés » : des membres du mouvement nationaliste algérien qui, pour échapper aux interrogatoires, ont choisi de collaborer avec les Français. La suspicion gagne le camp nationaliste. Les forces algériennes se déchirent. La trahison des « bleus de chauffe[20] » entraîne des purges au sein du FLN et de l'ALN.

## La terroriste et la résistante

« Germaine Tillion, je ne saurais pas vous dire exactement comment elle est arrivée jusqu'à nous. Parmi ceux qui avaient le contact avec elle, certains sont morts. Elle est venue nous voir quand nous nous cachions dans la Casbah », se souvient Zohra Drif. En juin 1957, l'ethnologue Germaine Tillion, résistante, déportée à Ravensbrück, est en Algérie pour recueillir des témoignages sur les conditions de détention pour la Commission internationale contre le régime concentrationnaire.

« Ce qui se passe sous mes yeux est une évidence : il y a à ce moment-là, en 1957, des pratiques qui furent celles du nazisme. Le nazisme que j'ai exécré et que j'ai combattu de tout mon cœur[21] », écrit-elle alors.

Ses engagements successifs, avant-guerre comme ethnologue dans les Aurès, puis comme résistante et médiatrice auprès des combattants algériens, lui confèrent une aura jusque dans les rangs du FLN. Un soir de juillet, elle est conduite dans une maison de la Casbah, chez la tante de Djamila Bouhired – en fait le PC de la Zone autonome d'Alger. Yacef Saadi, son adjoint Ali la Pointe et Zohra Drif l'attendent.

« C'était pendant la bataille d'Alger, précise Zohra Drif. On vivait une période terrible. Beaucoup de nos compagnons mouraient dans les accrochages et sous la guillotine. Depuis le mois de juin, les condamnations à mort étaient exécutées, elles avaient lieu tout près de là, dans la prison Barberousse. Je savais que Germaine Tillion était une grande résistante et qu'elle avait été déportée. Elle nous a dit : "Vous rendez-vous compte de ce que vous faites ?" Elle nous a traités de terroristes ! Ça m'a choqué, parce que la Résistance était notre source d'inspiration, au point que, alors qu'on était recherchées, bravant les patrouilles, on était allées au cinéma avec Djamila voir un film sur les résistants norvégiens qui ont fait sauter les réservoirs d'eau lourde pendant la guerre. Déposer une bombe et faire sauter un train ou une *Kommandantur*, c'était un acte de gloire pour la Résistance française. Mais quand nous faisions sauter un appartement et que

des civils mourraient, on était des terroristes, des criminels. Nous utilisions pourtant les mêmes moyens que les résistants ! Je n'ai pas aimé le ton paternaliste de Madame Tillion. J'ai pris conscience qu'on appartenait à un peuple différent, que nos racines étaient différentes. »

Germaine Tillion s'entretient ensuite avec Yacef Saadi. Le prenant à part, elle lui dit partager son combat, pas ses méthodes. La résistante française évoque les innocents tués dans les attentats. Peut-être s'en trouvaient-ils parmi eux qui sympathisaient avec la lutte du FLN. Saadi lui confie avoir appris qu'un de ses amis d'enfance, un colon avec lequel il a grandi, est mort dans un attentat qu'il a commandité. Après cette confession, il s'effondre en larmes et dit : « Vous avez raison Madame, nous sommes des assassins[22]. »

Germaine Tillion obtiendra l'arrêt des attentats en échange de la vie des militants du FLN condamnés à mort. Dans l'une des dernières interviews qu'elle a accordées en 2001, elle dira : « J'avais peur pour eux : je les considérais comme des assassins et également comme des futures victimes, j'avais peur dans les deux sens, de ce qu'ils pouvaient faire et de ce qu'ils risquaient[23]. »

Dans *Les Ennemis complémentaires*, parus en 1960, elle avait écrit : « Le terrorisme est la justification des tortures aux yeux d'une certaine opinion. Aux yeux d'une autre opinion, les tortures et les exécutions sont la justification du terrorisme[24]. »

Aujourd'hui encore, même si elle a conservé estime et admiration pour la résistante, Zohra Drif ne décolère pas : « De leur côté, les commandants de l'armée française n'avaient pas de scrupules à donner l'ordre de brûler toute une forêt, à tuer toutes les bêtes et tous les civils qui habitaient là pour atteindre deux de nos combattants, voire un bataillon de cinq ou six personnes. Alors, arrêtons ! Le terrorisme, je ne sais pas où il est ! »

Au cœur du débat qui oppose Drif à Tillion, c'est la question du terrorisme qui est posée. Et derrière elle, celle des civils. Malgré leurs dénégations, les combattants algériens ont

parfaitement conscience d'avoir cédé à la transgression. Car l'intention qui oriente l'acte de tuer ne peut être balayée d'un simple revers de main. En droit, tuer pour se défendre, tuer sans intention de donner la mort, ou tuer avec préméditation sont trois crimes distincts faisant l'objet de peines différenciées. Ils ne peuvent être confondus. Dans ce cadre, donner la mort avec préméditation est un assassinat. Quant aux lois qui régissent la guerre, même si elles ont plus ou moins volé en éclats pendant la Seconde Guerre mondiale où les civils ont été visés par toutes les forces en présence, elles n'en distinguent pas moins la victime collatérale du crime de guerre et celle du crime contre l'humanité. Au-delà de la question légale, qui, concernant le terrorisme, n'existe pas au regard du droit international, c'est la question de l'éthique et de la morale au combat que Germaine Tillion soumet à Drif et Saadi. Albert Camus, qui jusqu'à sa mort en 1960, prônera la coexistence et l'égalité en Algérie, tranche ainsi le débat : « Quelle que soit la cause que l'on défend, elle restera toujours déshonorée par le massacre aveugle d'une foule innocente où le tueur sait d'avance qu'il atteindra la femme et l'enfant[25]. »

Et, contrairement à ce qu'affirme Zohra Drif, la logique des mouvements de Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale et celle du terrorisme aveugle ne sont pas assimilables. Elles sont au contraire antagonistes, comme le souligne l'historien Olivier Wieviorka : « La Résistance française a été extrêmement prudente par rapport aux risques que la population civile encourait. Elle n'a pas eu recours à des attentats aveugles, alors que, pour une partie des terroristes, limiter le nombre de victimes civiles est une stratégie contre-productive. Au contraire, plus il y a de civils qui sont frappés, plus l'action est considérée comme efficace[26]. »

## La guerre de l'opinion

Le 24 septembre 1957, en même temps que son chef Yacef Saadi, le commandant militaire de la ZAA, Zohra Drif est arrêtée.

Pour les militaires français, la prise est de taille. On met en scène le déroulé de l'arrestation, on fait poser les deux terroristes devant les caméras de l'ORTF. Le message s'adresse autant aux insurgés qu'à l'opinion française. Pour les militaires, l'arrestation de Drif et Saadi, c'est « la victoire de la victoire » de la bataille d'Alger. Mais sur les bandes du film d'actualité, menottes aux poignets, les prisonniers apparaissent l'œil malicieux et le sourire défiant. L'image est quelque peu brouillée.

Quand elle apprend que Saadi et son équipe ont été arrêtés, Germaine Tillion intercède auprès des autorités coloniales pour leur éviter la torture, rédigeant une déposition qu'elle envoie au tribunal militaire, au général de Gaulle, au ministre de la Justice, aux directeurs du *Monde*, du *Figaro*, de *France-Soir*, ainsi qu'à Albert Camus. Elle obtient que Yacef Saadi soit traduit en justice et témoignera à décharge à son procès, tout comme elle interviendra pour sauver les putschistes d'avril 1961 ou les harkis, supplétifs de l'armée française. Un an plus tard, Zohra Drif est condamnée à vingt ans de réclusion. Un temps, les troubles semblent appartenir au passé, et le FLN vaincu. Pourtant, rien n'est encore terminé.

C'est maintenant sur un autre terrain que va se poursuivre la guerre : celui de l'opinion. Paul Teitgen, secrétaire général de la police d'Alger, lui aussi ancien résistant et déporté, a tenu le compte des personnes disparues au cours de ces neuf mois de guerre urbaine. Il en a enregistré 3 024. Quand, au mois de mars il remet une première fois sa lettre de démission à Robert Lacoste qui la refuse, Teitgen écrit : « J'ai aujourd'hui la ferme conviction d'avoir échoué et j'ai acquis l'intime certitude que, depuis trois mois, nous sommes engagés non pas dans l'illégalité – ce qui, dans le combat mené actuellement, est sans importance –, mais dans l'anonymat et l'irresponsabilité qui ne peuvent conduire qu'aux crimes de guerre. Je ne me permettrais jamais une telle affirmation si, au cours de visites récentes effectuées aux centres d'hébergement de Paul-Cazelles et de Beni-Messous, je n'avais reconnu sur certains assignés les traces profondes des sévices, ou

des tortures, qu'il y a quatorze ans je subissais personnellement dans les caves de la Gestapo de Nancy. »

En métropole, la dénonciation publique des méthodes qui ont permis au général Massu de « pacifier » Alger est un choc. Dès janvier 1955, dans un article de *France-Observateur*, intitulé « Votre Gestapo d'Algérie », Jacques Bourdet écrivait : « Le supplice de la baignoire, le gonflage à l'eau par l'anus, le courant électrique sur les muqueuses, les aisselles ou la colonne vertébrale, sont les procédés préférés, car, "bien appliqués", ils ne laissent pas de traces visibles. [...] Mais l'empalement sur une bouteille ou un bâton, les coups de poing, de pied, de nerf de bœuf ne sont pas non plus épargnés. Tout ceci explique que les tortionnaires ne remettent les prisonniers au juge que cinq à dix jours après leur arrestation. »

Au moment de la publication de cet article, un rapport remis le 2 mars au ministre de l'Intérieur concluait à l'existence de pratiques « efficaces » tout en démentant leur « cruauté excessive ». Ce n'est réellement qu'au milieu de la bataille d'Alger, lorsque, malgré la censure, paraîtront les premiers témoignages des soldats que l'opinion commencera à se mobiliser. En février 1957, *Témoignage chrétien* publie le témoignage de Jean Müller, un réserviste rappelé sous les drapeaux pour combattre en Algérie. Il compare la pacification à laquelle il a participé aux méthodes de la Gestapo. « Dès maintenant, les Français doivent savoir qu'ils n'ont plus tout à fait le droit de condamner dans les mêmes termes qu'il y a dix ans les destructeurs d'Oradour et les tortionnaires de la Gestapo », renchérit un éditorial du *Monde*[27]. En mars, le comité de résistance spirituelle fait paraître une brochure intitulée *Des rappelés témoignent.* Un recueil de lettres et de carnets de bord qui racontent de manière circonstanciée les séances de torture, notamment sur des enfants. Dans une tribune de *L'Express*, le général Pâris de Bollardière, responsable du secteur Est de l'Atlas dans la région de Blida, dénonce la perte des « valeurs morales sous le prétexte fallacieux d'efficacité immédiate ». Les

intellectuels, au premier rang desquels l'historien Pierre Vidal-Naquet, René Rémond et Jean-Paul Sartre, dénoncent les pratiques de l'armée française. Et, lorsque John Kennedy, alors sénateur du Massachusetts, prend à son tour position contre la répression lors d'une visite à Paris au cours de l'été, la réprobation s'internationalise. Les campagnes d'opinion s'enchaînent. La plus marquante sera celle qui accompagne la publication par les Éditions de Minuit en février 1958 du témoignage d'Henri Alleg. Directeur du quotidien Alger républicain, compagnon de route du PC, Alleg avait été arrêté en juin 1957 par la 10e division parachutiste. Dans *La Question*, il fait le récit des sévices qu'il a subis dans le centre de torture d'El Biar. Un mois et demi après sa parution, et 65 000 exemplaires vendus, le livre est saisi par la justice. Les Éditions de Minuit ripostent en faisant placarder de grandes affiches de la couverture du livre dans les rues de Paris. Elles mettent en exergue cette citation de Jean-Paul Sartre : « Henri Alleg a payé le prix le plus élevé pour avoir le droit de rester un homme. » Le président Coty est sommé par André Malraux, Roger Martin du Gard et François Mauriac de condamner publiquement l'usage de la torture. La victoire militaire de la bataille d'Alger est en train de tourner à la défaite médiatique.

## Le procès de Djamila Bouhired

Pendant ce temps, la jeune Djamila Bouhired, la « poseuse de bombe » de l'attentat contre La Cafétéria, est sur le point de passer en jugement. Jacques Vergès, un jeune avocat internationaliste, ancien membre des Forces françaises libres, est volontaire pour assurer sa défense. Sa stratégie : agiter la meute pour attirer l'attention des médias et de l'opinion, déplacer les termes du débat afin d'invalider l'accusation. L'objectif : sauver la tête de sa cliente qui encourt la guillotine.

« Les gens me disent que les résistants n'ont jamais fait d'attentat contre des lieux publics, contre les civils, commente Jacques Vergès. À quoi je réponds : évidemment, la France n'était pas colonisée, elle était occupée. Si des colons étaient venus de Saxe dans le Lot, qu'ils avaient pris leurs terres, chassé les paysans du Lot pour les transformer en ouvriers agricoles, et passé leurs samedis à brailler dans la brasserie du coin, il est fort possible qu'une bombe aurait éclaté dans cette même brasserie[28]. »

Confortablement installé sur son fauteuil au cuir cannelé, les jambes croisées, Vergès recrache une bouffée de fumée bleue de son gros cigare cubain, un sourire de satisfaction au coin des lèvres. La lumière en clair-obscur, qui éclaire son magnifique bureau du 18e arrondissement de Paris, semble en parfait accord avec la dramaturgie teintée de mystère qu'il aime à mettre partout ; dans ses postures, ses phrases, ses sourires, ses regards énigmatiques ou ses non-dits. L'avocat de Carlos, de Klaus Barbie et de Moussa Traoré, portraituré par le cinéaste Barbet Schroeder sous le titre *L'Avocat de la terreur*[29], est parfaitement à l'aise dans les méandres de cette dialectique qui, à force de décalages, de comparaisons de faits a priori peu conciliables, d'oppositions et d'inversions, finit toujours par noyer le poisson. Depuis le procès de Djamila Bouhired, qu'il épousera après le jugement, c'est sa principale stratégie de défense. La fameuse « stratégie de rupture », qui met en accusation les juges et la société, tout en déchargeant ses clients de leur responsabilité. Si elle a fait ses preuves, souvent au profit des pires crapules et des plus grands assassins de la seconde moitié du siècle, le cas de la jeune militante du FLN demeure pour Vergès un cas à part. C'est le procès de sa vie, celui qui a fait sa notoriété. C'est aussi là qu'il met le peu de sincérité qui l'habite encore aujourd'hui. Vergès n'a pas toujours été un cynique. À l'époque, il est encore ce jeune militant marxiste, maoïste avant l'heure, qui croit avec force qu'aucun crime ne peut égaler ceux du colonialisme.

Au printemps 1957, quand il débarque à Alger, ce n'est que pour prêter main-forte au pool d'avocats des militants du FLN, peu nombreux et débordés à l'approche du procès. Quand ces derniers sont eux-mêmes mis sous les verrous, Vergès se voit confier la défense de Djamila Bouhired. Il la rencontre pour la première fois le 27 avril 1957. Arrêtée le 9 avril au cours d'un accrochage dans la Casbah, elle sort à peine de deux semaines d'interrogatoire. Deux semaines de torture. Un élément que ne manquera pas de faire valoir Vergès au cours du procès qui s'ouvre à Alger le 11 juillet dans une ambiance électrique. La comparution de cette belle jeune femme, seule au milieu d'une foule hystérique qui réclame pour elle la peine de mort, est saisissante.

Un symbole pour Zohra Drif : « Face au tribunal militaire qui représentait la République française, l'armée française, et accusait un certain âge, il y avait cette magnifique jeune fille qui a le culot de se présenter en jupe verte, en chemisier blanc, un petit foulard rouge autour du cou – les couleurs du drapeau algérien –, et qui affirme au milieu de cette foule hurlante son "algérianité" en disant simplement : "Je n'ai rien fait d'autre que me battre pour rendre la dignité à mon peuple, pour reprendre possession de la terre de nos ancêtres. Et personne ne peut mieux me comprendre que vous qui, il n'y a pas si longtemps, avez affronté un peuple qui était venu vous occuper."[30] »

Dès le premier jour, Vergès prend à contre-pied la stratégie habituelle des avocats qui l'ont précédé. Pour lui, ce tribunal n'est pas habilité à juger sa cliente. Elle n'est pas une criminelle à qui l'on doit trouver des circonstances atténuantes, mais une militante politique, une résistante : « L'acte était un crime pour les uns, un acte de résistance pour les autres. Et, plus on vantait les qualités morales de l'accusée, plus on aggravait son cas. En France, on essaye d'établir un dialogue en Cour d'assises, parce que les valeurs sont les mêmes. On dit aux jurés : "Mon client a commis une connerie, mais il est gentil et se repend sincèrement." Dans le contexte d'une guerre coloniale, le dialogue n'est pas possible

pour une raison simple : le militaire est persuadé qu'il défend la France et que l'accusé étant français, il doit répondre de ses crimes. Pour les autorités coloniales, le FLN n'était pas une organisation de résistance, mais une association de malfaiteurs ; l'attentat un crime, et l'accusé un criminel. Ma stratégie consistait à interpeller le tribunal en retournant le principe même de l'accusation : "Vous dites que je suis un criminel, mais, moi, je pense que ce sont vous, les officiers, qui êtes des criminels, car vous voulez maintenir par la force dans ce pays un ordre colonial que j'estime injuste." Toute mon attitude au cours de ce procès a été de m'adresser à l'opinion publique et non au juge, en provoquant des incidents pour attirer l'attention des médias. J'interrompais le procès à Alger pour aller faire une conférence de presse en métropole. Mon départ semait le trouble et la presse algérienne en parlait. Devant les journalistes de métropole, je ne citais ni Trotski ni Lénine. Je citais Clemenceau qui a dit : "La justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique." Et puis je revenais à l'audience pour créer un nouvel incident. »

Le 15 juillet 1957, Djamila Bouhired est condamnée à mort. Quand, à l'annonce du verdict, elle éclate de rire, le président du tribunal, interdit, lui dit : « Ne riez pas mademoiselle, c'est très grave d'être condamnée à mort ! »

Pour Vergès, la peine capitale était jouée d'avance. Elle ne signifie en rien la fin du procès. L'avocat entame alors la seconde phase de sa défense – celle qui a déjà porté ses fruits au lendemain de la bataille d'Alger : s'adresser directement à l'opinion publique. S'il parvient à la gagner à sa cause, l'opinion sera le levier qui permettra d'arracher l'amnistie de sa cliente au président Coty. En septembre 1957, coécrit avec Georges Arnaud, l'auteur du *Salaire de la peur*, Vergès publie *Pour Djamila Bouhired* aux Éditions de Minuit. La « plaquette » est reprise dans toute la presse, de *L'Express* à *L'Aurore*, recueillant le soutien de nombreux intellectuels, dont François Mauriac et Pierre Vidal-Naquet.

Djamila Bouhired est devenue une icône de l'indépendance algérienne. Son rayonnement dépasse maintenant les frontières. En Suisse, 6 000 cartes postales sont envoyées à l'ambassade de France à Berne pour protester contre sa condamnation à mort. Soixante-seize parlementaires britanniques écrivent au président Coty demandant l'annulation de sa peine. Un député indien entame une grève de la faim sur le parvis de la représentation française à Delhi, pendant que le Parlement jordanien réclame une intervention des Nations unies. La chanteuse libanaise Fairouz lui consacre un hymne à la liberté, et le cinéaste égyptien Youssef Chahine un film.

« En Orient, des foules nombreuses se rendaient dans des salles de cinéma pour voir le film de Youssef Chahine, intitulé *Djamila l'Algérienne*, se souvient Jacques Vergès. Le procès avait fait œuvre créatrice, au même titre qu'un roman ou qu'une tragédie. Ma cliente incarnait à elle seule la jeunesse d'Algérie. La révolution avait pris son visage. En mars 1958, le président Coty, qui pourtant n'hésitait pas à envoyer cinq types à la guillotine le même jour, a gracié ma cliente qui ne lui avait rien demandé, ni moi non plus. »

Entre 1957 et 1962, sur les 1 500 condamnations à mort prononcées par les tribunaux militaires, 200 furent exécutées. Quant aux six femmes condamnées à la peine capitale, elles ont toutes été graciées.

## Le putsch de la dernière chance

La clémence du président Coty ne retardera pas longtemps l'agonie de la IV^e^ République, minée par son impuissance à sortir de la crise politique et institutionnelle. Même si les militaires estiment que la guerre est sur le point d'être remportée, Pierre Pflimlin, le nouveau président du Conseil que Coty a réussi à convaincre après trois longues semaines de vacances de l'exécutif, annonce son intention de négocier avec le FLN et

rappelle Robert Lacoste. À Alger, on parle d'un « Diên Biên Phu diplomatique ». La population européenne et l'armée, se sentant trahies, pratiquent la surenchère. Le général Raoul Salan, commandant en chef des forces françaises en Algérie, refuse l'alternative politique ou diplomatique. Il ne rendra les armes qu'une fois les rebelles écrasés et l'Algérie pacifiée.

Le 13 mai, le jour de l'investiture du nouveau gouvernement, un comité de salut public est formé à Alger par le général Massu. Dans la journée, une foule compacte, composée d'anciens combattants, d'activistes de l'Algérie française et des syndicats étudiants, prend d'assaut le gouvernement général en enfonçant les grilles à coups de camion bélier. Le lendemain, le général Salan exhorte le général de Gaulle à revenir au pouvoir. Le 3 juin, l'Assemblée nationale, qui l'a élu président du Conseil deux jours plus tôt, accorde pour six mois les pleins pouvoirs à de Gaulle. Il s'assigne une double mission : régler le problème algérien et élaborer une nouvelle Constitution qui instaurera un pouvoir présidentiel. En mai 1959, selon un sondage Ifop, 71 % des Français se disent favorables à une solution négociée.

Et, lorsque le 16 septembre, le général de Gaulle, président de la toute nouvelle V^e^ République, affirme le droit à l'autodétermination des habitants d'Algérie, les partisans de l'Algérie française, isolés, désespérés, décident de prendre les armes. Les « Je vous ai compris ! » et « Vive l'Algérie française ! », lancés par de Gaulle lors de sa tournée algérienne du début de l'été 1958, sont déjà loin. Le général Massu est limogé à la fin du mois de janvier 1960. Il est sanctionné pour l'interview peu diplomatique qu'il a accordée au journal allemand, le *Süddeutsche Zeitung*.

Jean-Jacques Susini, qui deviendra bientôt l'une des figures centrales des partisans de l'Algérie française, s'en souvient comme d'un préalable à la constitution de l'Organisation armée secrète (OAS) : « Le départ de Massu, c'était un signal. De Gaulle a commencé à épurer l'armée d'Algérie de tous les éléments qu'il ne jugeait pas fidèles à sa personne. Nous avons

appelé les Algérois à manifester dans la capitale, et les unités territoriales qui combattaient le FLN à mobiliser les campagnes. Les militants du Front national français (FNF), dirigé par Jo Ortiz, et l'équipe de Lagaillarde ont occupé les facultés[31]. »

Malgré les 9 000 adhérents du FNF, et les quelques militants rameutés par Susini, la semaine des barricades ne sera jamais insurrectionnelle. Au balcon de la Compagnie d'Algérie, le cafetier Jo Ortiz, l'un des leaders de l'Algérie française, déclare comme un ultimatum que « l'Algérie doit choisir, être française ou mourir ». Mais la foule venue l'écouter est clairsemée. Son auditoire n'en trouve pas moins dans ses paroles une détermination que l'échec de l'insurrection ne fait que renforcer. Car, lorsque de Gaulle exige le 29 janvier la loyauté de l'armée dans un message télévisé, et que les militaires qui s'étaient rangés aux côtés des insurgés abandonnent les barricades, le dernier recours des jusqu'au-boutistes de l'Algérie française, c'est le terrorisme.

Entre-temps, les autorités ont dissous les 5es bureaux, chargés de l'action psychologique durant la bataille d'Alger, et qui avaient tissé des liens avec les activistes de l'Algérie française. Leurs membres rejoignent les meneurs de la semaine des barricades, pour le moment hors d'atteinte des autorités françaises. Ils ont dû fuir l'Algérie et trouvé refuge dans l'Espagne de Franco. Susini, incarcéré à Paris, a profité d'une mesure de semi-liberté pour passer les Pyrénées et retrouver à Madrid Lagaillarde, Ortiz et le général Salan. Impuissants, ils assistent à la marche vers l'indépendance de l'Algérie : le 4 novembre 1960, le général de Gaulle, qui, quelques mois plus tôt, a accordé l'indépendance à huit pays d'Afrique subsaharienne, évoque la « République algérienne qui existera un jour ». Le référendum sur l'autodétermination du 8 janvier est adopté en métropole (75 %) et en Algérie (69 %) à une très large majorité. Le 7 avril, les négociations directes commencent entre le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), issu du FLN, et

le gouvernement français à Évian. La guerre d'Algérie qui dure depuis sept ans est sur le point de s'achever.

Pour Susini, Salan, Challe et les autres, le compte à rebours a commencé. Il leur faut agir vite contre le cours des événements. Le général Challe rentre clandestinement à Alger où se trouvent déjà les généraux Zeller et Jouhaud, déterminés à tenter un coup de force. Leur putsch commence le 21 avril à minuit, quand le premier régiment étranger de parachutistes, qui a accueilli dans ses rangs des activistes de la semaine des barricades, occupe le gouvernement général et l'hôtel de ville, bloque l'aérodrome et saisit un dépôt d'armes. À 3 heures du matin, les putschistes contrôlent la ville. À 8 heures, le général Challe annonce à la radio : « Je suis à Alger avec les généraux Zeller et Jouhaud et en liaison avec le général Salan pour tenir notre serment : garder l'Algérie. »

C'est pourtant le début de la fin. À Paris, la police arrête à 6 heures du matin l'état-major métropolitain du coup d'État. Le général de Gaulle décide d'appliquer l'article 16 de la Constitution qui lui donne les pleins pouvoirs. Le soir même, il s'adresse à la nation pour fustiger les généraux putschistes : « Ce groupe [d'officiers] et ce quarteron possèdent un savoir-faire expéditif et limité. Mais ils ne voient et ne comprennent la nation et le monde que déformés à travers leur frénésie. Leur entreprise conduit tout droit à un désastre national. »

Le contingent qui a entendu l'allocution à la radio se désolidarise de ses officiers et renouvelle son allégeance à la République. Le 25 avril, après un dernier bain de foule sous les acclamations des colons français devant l'hôtel de ville, le général Challe jette l'éponge. Après trois jours d'incertitude, le putsch des généraux a fait long feu. Les autorités reprennent le contrôle de la ville et arrêtent Zeller le 6 mai. Jouhaud et Salan passent dans la clandestinité. C'est l'acte de baptême de l'Organisation armée secrète.

## La guerre secrète de l’OAS

Aujourd’hui âgé de 78 ans, Jean-Jacques Susini est un double de Vergès. Son double d’extrême droite. Plus mince, plus sec, la cigarette longue et effilée remplaçant le cigare, il partage avec l’avocat de petites lunettes rondes, un même penchant pour le soufre, le mystère et la provocation. L’élocution est moins claire chez Susini, mais le discours, symétrique et inverse, est identique. Je le retrouve dans son appartement boisé du rez-de-chaussée d’un immeuble du 16e arrondissement de Paris. Il est assis derrière une massive table en chêne, vêtu d’un pull à col roulé bleu qui, malgré son front haut et dégarni, lui donne une allure de jeune homme. Le jeune homme qu’il était lorsqu’il a créé l’OAS. Son employée de maison, musulmane et voilée, apporte les cafés.

Après avoir allumé une énième cigarette au diamètre d’un mikado, Susini revient sur les conséquences du putsch raté des généraux. Sur la création de l’OAS : « Le putsch d’avril a échoué parce que les généraux qui étaient à sa tête, malgré toutes leurs qualités, n’avaient pas la force de caractère du général de Gaulle. Leur échec a provoqué chez nous un ébranlement moral, émotionnel et sentimental très important. Il y a ceux qui se disaient : “C’est fini, il n’y a plus rien à faire”, et ceux qui pensaient qu’il y avait encore une carte à jouer. Je faisais partie de ceux-là. »

Au mois de mai, dans la foulée du putsch raté, Susini a constitué dans la clandestinité un « comité directeur de l’Organisation armée secrète », en référence à l’Armée secrète de Jean Moulin et du général Delestraint. Le parallèle avec la Résistance ne le gêne pas. Il l’assume parfaitement : « Le mimétisme avec la Résistance est indéniable. Il est absolument évident que nous nous inspirons immédiatement de la Résistance. Les officiers qui s’engagent à nos côtés ont tous fait partie de la Résistance, à commencer par Godard et Gardes. »

Quand on lui fait remarquer que certains d’entre eux étaient plutôt vichystes pendant la guerre, Susini nuance : « Ceux-là étaient entrés dans la Résistance bien avant le débarquement

d'Afrique du Nord. Ils faisaient partie des services de renseignement de l'armée, dont l'objectif était de livrer le maximum de renseignements sur les Allemands aux Alliés. Parfois, c'est vrai, en travaillant avec Vichy. Le problème de la Résistance est très compliqué. Il y avait une Résistance à Londres, et il y avait l'ORA (Organisation de résistance armée) qui relevait de Vichy. Non pas officiellement, puisqu'il n'y avait pas de Résistance à Vichy, mais n'oublions pas que Vichy a livré beaucoup de renseignements aux Anglo-Saxons qui ont, par exemple, aidé au débarquement du 8 novembre 1942. »

D'emblée, le positionnement idéologique de l'OAS apparaît pour le moins ambigu. L'autre influence qui aurait, selon lui, orienté et inspiré l'OAS, c'est l'Irgoun, l'organisation des nationalistes juifs en Palestine mandataire[32] ! Il affirme même avoir tenté d'entrer en contact avec certains de ses dirigeants : « J'avais lu un livre sur l'histoire des organisations terroristes juives. J'ai été impressionné par leurs méthodes et leurs actions, y compris celles contre ce grand hôtel de Jérusalem qu'ils ont fait sauter avec tous les officiers anglais. J'ai des amis juifs qui ont participé de manière très dure à l'OAS. L'un des meilleurs, je peux maintenant donner son nom, c'était Jean Garcia qui était instituteur, un ami de mon père. J'ai personnellement pris contact avec le représentant de l'Irgoun à Alger pour qu'ils nous aident. Mais je me suis à chaque fois heurté aux mêmes problèmes. Ils éprouvaient pour nous de la sympathie, mais il n'était pas question pour eux de nous accorder une aide militaire. »

Le général Salan, qui se cachait dans la plaine de la Mitidja, est nommé commandant en chef de l'OAS. Bien qu'on ne le charge que de l'action psychologique et de la propagande – une fonction qu'il partage avec Paul Gardy, un légionnaire qui avait combattu en Indochine et qu'on retrouvera plus tard en Amérique latine dans les réseaux du plan Condor –, Susini est omniprésent. Il assure avec le lieutenant Degueldre, également un ancien de l'Indochine, la charnière opérationnelle et politique de l'organisation[33]. Susini est persuadé que l'OAS, qui a absorbé les

groupes d'Ortiz et de Lagaillarde, qui a rallié à Alger de nouveaux militants et les militaires demeurés fidèles aux putschistes, pourra influencer les négociations en cours sur le destin de l'Algérie. D'autant que le lieutenant Degueldre commence à recruter ses troupes de choc – les commandos Delta – parmi les légionnaires déserteurs, les pieds-noirs et les réseaux contre-terroristes. Mais, depuis la bataille d'Alger, la donne a changé. Ce n'est plus tant le FLN qu'il faut combattre que l'armée française.

Les actions terroristes sont planifiées tous azimuts ; qu'il s'agisse d'assassinats politiques, d'opérations des groupes de pression ou de projets d'insurrection générale à Alger ou à Oran. L'OAS frappe dès le 31 mars 1961 : le maire d'Évian, qui a accepté d'accueillir les pourparlers de paix, trouve la mort dans l'attentat qui visait son bureau. À Alger, les commandos Delta prennent le relais en assassinant le commissaire principal d'Alger à coups de poignard, et en tuant pour l'exemple un commerçant musulman dont la boutique était installée dans un quartier européen. Les responsables des associations gaullistes, tels que Claude Raybois, le secrétaire général de l'Association pour le soutien de l'action du général de Gaulle, sont menacés de mort. Son successeur à Oran, Gaston Pernot, sera quasiment lynché par la foule avant d'être visé par une grenade sur son lit d'hôpital.

Jean-Jacques Susini revendique ces assassinats : « Nous avons fait une guerre de Résistance, et je vais vous dire une chose : le mot "terrorisme" est peut-être fort pour beaucoup d'oreilles, il ne l'est pas pour moi. Car, dans la Résistance, il y avait aussi du terrorisme. Quand vous posez des bombes, il y a des gens qui meurent, et il est évident qu'en le faisant vous outrepassez certains droits qu'on est censé observer dans une vie civilisée normale. »

L'OAS parvient à étendre son réseau jusque dans la police, au sein des services spéciaux et de l'administration. Ses informateurs lui permettent de recouper, de surveiller et de localiser les cibles définies par le comité directeur : « Nous étions en guerre, poursuit-il, et le renseignement est primordial en temps de guerre.

On infiltre l'adversaire, on collecte des renseignements, et on choisit l'ennemi ou les ennemis à éteindre. En général, ils ne sont pas choisis au hasard. On savait ce qu'on faisait. »

Au même moment, le FLN cherche à renforcer sa position dans les négociations d'Évian et relance les attentats en Algérie. Entre le 21 mai et le 8 juin, 133 personnes trouvent la mort. Les deux organisations s'affrontent maintenant par attentats interposés.

Pour démontrer la prégnance de l'OAS, Susini active ses contacts dans la presse qui donne un large écho à la première émission radio pirate de l'OAS diffusée en Algérie, alors que le ministre des Affaires algériennes, Louis Joxe, y effectue une visite officielle. En septembre, les démonstrations populaires se multiplient : à la « journée des casseroles » du 23 septembre, où l'OAS invite les Européens à emplir la ville du bruit de leur vaisselle, succède celle des oriflammes deux jours plus tard, puis celle des embouteillages le 28. Mais agir sur le sol algérien ne suffit pas.

C'est en France désormais que les choses se passent, et sur le sol hexagonal qu'il faut frapper. Les attentats sont bientôt étendus à la métropole. Les Parisiens vont eux aussi goûter à la terreur de l'OAS. En attendant, les relais de l'organisation donnent de la voix dans l'enceinte du Palais-Bourbon. Pour le général « Soleil », nom de code de Salan, l'automne 1961 s'annonce sous les meilleurs auspices : le 9 octobre, une semaine après la relance des négociations à Évian, il déclare qu'avant la fin de l'année, l'OAS pourra à coup sûr compter sur un effectif de 100 000 hommes armés. Les commandos Delta sont moins optimistes, d'autant que les services spéciaux ont activé une police parallèle extrêmement efficace, notamment les « barbouzes[34] » du SAC[35] (Service d'action civique). Une police qui fait aussi office « d'interface permettant au FLN et aux autorités françaises d'échanger des renseignements sans prendre langue directement[36] ».

Devant la menace de l'OAS, le FLN reconstitue la Zone autonome démantelée pendant la bataille d'Alger. Le nombre des attentats est en perpétuelle augmentation. Selon un rapport du préfet de police d'Alger adressé au Premier ministre Michel Debré daté du mois de mars 1962, ils sont cinq fois plus nombreux que pendant le mois de janvier 1957. Les attentats de l'OAS sont de loin plus nombreux que ceux du FLN. Ils sont la partie émergée de la guerre souterraine et fratricide qui oppose les militants de l'OAS aux barbouzes. Le 29 janvier 1962, un repaire des barbouzes est dynamité. Dix-neuf d'entre eux sont tués. Parmi les neuf rescapés, on découvre trois membres de l'OAS. Ils avaient été enlevés et séquestrés dans la cave de la villa. Le 18 février, un commando Delta pilonne à la mitraillette le dernier « bureau » des barbouzes encore en activité, celui de l'hôtel Radja, puis tend une embuscade aux blessés qui se rendent à l'hôpital. Le 27 février, les représailles de la police parallèle française mettent un terme à la guerre civile clandestine : dans un terrain vague est découvert le cadavre d'un Delta découpé en morceaux. Avant de le tuer, les barbouzes lui auraient versé de l'acide sur le front. La peur est dans chaque camp, y compris celui de l'OAS.

Malgré cette débauche de communication, de violence et de sang, l'Organisation, comme le reconnaît Susini, ne parvient pas à se développer. En dépit des prévisions les plus optimistes de ses dirigeants, l'OAS n'atteindra jamais les 100 000 combattants espérés. Début 1962, ils ne sont guère plus de 500 à mener la lutte clandestine, encore limitée à Alger et à Oran. Seule la fréquence des attentats et des émissions de radio pirate donne le change.

C'est à Oran, la deuxième ville d'Algérie, qui compte aussi la population européenne la plus importante, que les affrontements sont les plus durs. L'OAS se lance dans des expéditions meurtrières et de spectaculaires hold-up. Le 13 janvier 1962, déguisé en gendarmes, un commando de l'OAS pénètre dans l'enceinte de la prison et enlève trois condamnés à mort du FLN. Ils en sont sortis *manu militari* et exécutés. Quelques jours plus tard, l'OAS tue quatre prisonniers évadés venant du FLN.

Janvier 1962 est l'un des mois les plus violents et meurtriers de la guérilla urbaine : les 801 attentats recensés, tous partis confondus, font 555 victimes et 990 blessés. Pour venger la mort de l'un de ses chefs à Alger, abattu par des gendarmes lors d'un contrôle d'identité, le 7 février 1962, Susini propose d'autoriser les membres de l'OAS à ouvrir le feu sur les gendarmes mobiles. Lorsque le général Salan annonce cette décision sur les ondes pirates, l'OAS, en s'aliénant le soutien des militaires de carrière qui approuvaient jusqu'alors les objectifs de l'Organisation, perd sa dernière chance de modifier le cours de la guerre. Seule reste désormais une fuite en avant meurtrière et sans objet.

## La politique de la terre brûlée

En métropole, depuis que le FLN a obtenu l'assouplissement de la position française sur la question stratégique du Sahara, les négociations avancent. Le 18 mars 1962, le gouvernement français et le GPRA signent des accords de cessez-le-feu, qui prévoient aussi la tenue d'un référendum pour l'autodétermination, ainsi que des accords de coopération économique et financière. En contrepartie, la France obtient le maintien de certaines bases militaires en Algérie, et l'accord d'y poursuivre ses essais nucléaires. Après sept ans et quatre mois d'un conflit dévastateur, la guerre d'Algérie est terminée.

Pas pour l'OAS. Parce que les militaires ont refusé de rallier le camp de l'Algérie française, ils sont désormais considérés « comme des troupes d'occupation ». À Alger, l'Organisation se retranche dans son fief de Bab el-Oued, et engage la première phase d'un très illusoire plan de reconquête. On y proclame que « le cessez-le-feu de monsieur de Gaulle n'est pas celui de l'OAS. Pour nous, le combat commence[37] ». Mais l'extension de la « zone OAS » n'aura pas lieu. Le 23 mars, une patrouille qui tente d'entrer dans Bab el-Oued refuse de se laisser désarmer par un commando de l'Organisation. Quand l'un des soldats arme son fusil, les membres de l'OAS font feu. Quatre appelés du

contingent sont fauchés. La réaction du commandant supérieur des forces françaises à Alger est immédiate : les gendarmes mobiles et les blindés prennent d'assaut le quartier populaire (ils ne rencontrent aucune résistance de la population), pendant que l'aviation pilonne les terrasses des immeubles. En milieu d'après-midi, les commandos se replient. Les secours feront état de 35 morts et 150 blessés, principalement civils.

Trois jours plus tard, alors que le quartier est toujours bouclé par l'armée, l'OAS tente de mobiliser ses soutiens en appelant à la grève générale et à une manifestation pacifique. Ils sont plusieurs milliers à scander « Algérie française ! » face aux soldats d'un bataillon qui garde le barrage de la rue d'Isly. Soudain, depuis un balcon, une rafale de tirs mitraille la foule. Les tirailleurs qui gardent le barrage répliquent. Après une fusillade qui n'a pas excédé dix minutes, de nombreux cadavres jonchent la rue. On compte 54 morts et 140 blessés. La population européenne d'Alger est sonnée, « littéralement K-O debout[38] ». La veille, le numéro deux de l'OAS, le général Jouhaud, qui avait participé au putsch d'avril 1961, a été arrêté à Oran. Le 6 avril, c'est le tour de Degueldre, le chef des commandos Delta, et le 20, celui du commandant suprême de l'Organisation, le général Salan, que les services secrets français arrivent à enlever après quatorze tentatives. La guerre n'est plus celle d'Algérie. Elle est « franco-française », pour reprendre l'expression de Rémi Kauffer. Le FLN a été reconnu comme une organisation légale, tandis que l'OAS est officiellement considérée comme la menace prioritaire contre la sécurité de la France. Son asphyxie se poursuit. La tentative de susciter la révolte des maquis ruraux est un échec total, l'OAS n'arrivant plus à recruter.

Susini est le dernier chef de l'OAS d'Alger encore en liberté. L'Organisation, dont il est à présent le seul dirigeant, se vide à mesure que les Européens quittent l'Algérie pour la métropole. Au mois de juin, ils sont entre 8 000 et 10 000 à quitter chaque jour l'Algérie. Susini ne contrôle plus ses partisans que le référendum d'autodétermination, adopté le 8 avril 1962 par 90 %

des suffrages en métropole, pousse à la politique de la terre brûlée. Leur mot d'ordre : « Rendons-leur l'Algérie comme nous l'avons trouvée en 1830 ! »

La terreur continue de frapper aveuglément. Pour la première fois, des voitures piégées explosent dans un marché d'Oran. Quelques jours plus tard, dans le port d'Alger. Les victimes sont principalement algériennes. Le FLN n'a pas non plus renoncé à la violence et se lance dans une campagne d'enlèvements qui lui permet de poursuivre sa lutte contre l'OAS sans rompre le cessez-le-feu d'Évian.

Zohra Drif, la poseuse de bombe du Milk Bar, incarcérée en France, vient d'être amnistiée. Libérée en avril, elle est incapable, dans une telle situation, de rentrer en Algérie : « Le FLN m'a fait savoir que si je rentrais, je me ferais tuer avant même d'avoir mis le pied chez moi. C'était d'une telle violence ! À Alger, les attentats aveugles avaient lieu partout[39]. »

Jean-Jacques Susini sait qu'il a perdu la partie. À moins que le FLN n'accepte de reconnaître l'OAS. Cette éventualité, très improbable au vu des carnages perpétrés ces derniers mois, est pourtant sa seule planche de salut. Étonnamment, l'exécutif provisoire du FLN ne s'oppose pas à des négociations. C'est que la proposition de Susini intervient à un moment particulièrement délicat de l'histoire du mouvement national algérien. Le GPRA et l'armée de Boumediene, basée entre la Tunisie et le Maroc, sont au bord de l'affrontement. Au début du mois de juin, Susini rencontre d'abord le négociateur du FLN, Abderrahmane Farès, puis le Dr Mostefaï, dans la villa mauresque naguère occupée par un ancien maire d'Alger. À l'extérieur, les derniers membres des commandos Delta et les militants du FLN s'affrontent dans les jardins autour d'une partie de football. Elle tourne à l'avantage des Algériens. Les négociations, qu'on peut imaginer difficiles, se concluent le 17 juin par un accord. Annoncé officiellement à la radio par Mostefaï, le compromis, qui prévoit la reconnaissance des accords d'Évian, l'arrêt des attentats et l'amnistie des

membres de l'OAS, est rejeté par les différentes factions du FLN et à Oran.

Les 25 et 26 juin, des commandos de l'OAS de la deuxième ville d'Algérie attaquent six banques afin de préparer leur fuite après la reddition de leurs chefs. La mairie, la bibliothèque municipale et quatre écoles sont plastiquées. La ville est coupée en deux. Malgré l'adoption du référendum sur l'autodétermination en Algérie à la quasi-unanimité (99,72 %) le 1er juillet, et la proclamation de l'indépendance le 3, la violence aveugle fonctionne comme en roue libre. Plus rien ne semble pouvoir l'enrayer. Deux jours plus tard, une rafale de mitraillette fauche une centaine de personnes venues célébrer l'indépendance. Une foule vengeresse fait irruption dans les quartiers européens pratiquement déserts après le départ des « pieds-noirs » et tue vingt-cinq personnes. Le 7 juillet 1962, les commandos Delta incendient la bibliothèque d'Alger. Six cent mille volumes partent en fumée. Ce seront les derniers soubresauts meurtriers de la campagne d'attentats menée depuis deux ans par l'OAS. Le 12 juillet, Ahmed ben Bella entre dans Oran, Paris ayant ouvert la frontière avec le Maroc pour permettre à l'ALN de renter en Algérie. Trois jours plus tard, Jean-Jacques Susini embarque pour l'Italie. Il laisse derrière lui près de 1 700 morts, dont 1 400 Algériens et plusieurs dizaines de milliers de blessés.

## Tuer de Gaulle

Le combat de l'Algérie française a peut-être été perdu, mais le chef de l'OAS ne peut se résoudre à quitter la scène avant d'avoir soldé son dernier compte. L'élimination du général de Gaulle, l'homme qui a bradé l'Algérie au FLN. Jean-Jacques Susini : « Les Corses parlent de "vendetta", les Arabes de la "rekba". Il y avait quand même un compte à solder[40] ! »

Le général-président sera par quatre fois la cible des plastiqueurs et des commandos de l'OAS en métropole. Dès sa

création, le général Salan avait insisté pour que l'organisation fût présente sur l'autre rive de la Méditerranée. Les deux principales branches métropolitaines sont l'OAS métro (chargée de l'action politique et de la mise sur pied d'un front anticommuniste) et la Mission III (tournée vers « l'action directe »). Elles sont composées d'antigaullistes, de pétainistes, de monarchistes et de cagoulards, de militaires en rupture de ban et de pieds-noirs refugiés en métropole. Activées en mai 1961, elles n'ont jamais dépassé une taille groupusculaire, et agissent sans coordination.

Leurs attentats ont touché des cibles aussi différentes que le Cercle républicain (dont Salan était membre), les éditions Maspero ayant publié Fanon et l'un des « relais » intellectuels du FLN, ou le domicile de l'écrivain catholique François Mauriac qui a pris position contre la torture. Ces plasticages nocturnes, successifs et répétés, ponctuent les nuits métropolitaines rebaptisées « nuits bleues ». Les premiers mois de 1962 ont été particulièrement violents. Entre le 15 janvier et le 11 février, 107 attentats ont été perpétrés par l'OAS, majoritairement en région parisienne. Quand les négociations entre le gouvernement français et le FLN sont entrées dans leur dernière phase, la Mission III s'est mise à cibler les personnes physiques : des députés gaullistes, des sénateurs ralliés, les rédacteurs en chef du *Figaro* et de *France-Soir*.

Le 7 février 1962, un commando dépose une bombe sur le rebord d'une fenêtre du 19 *bis* avenue Victor-Hugo à Boulogne-sur-Seine. L'immeuble où habite le ministre des Affaires culturelles André Malraux, une figure du gaullisme et de l'anticolonialisme. Lorsque la bombe explose, ni le ministre ni sa famille ne sont présents, seule la fille des concierges a été touchée. Delphine Renard n'a que quatre ans. Elle perd un œil dans l'explosion. Le lendemain, les unes des quotidiens présenteront le visage défiguré de l'enfant. L'émotion intense que suscite l'événement fait définitivement basculer l'opinion métropolitaine. La guerre qui s'éternise depuis sept ans, l'allongement de la durée du service militaire, les morts du contingent et la liste sans fin des victimes d'attentats aveugles ont

fini par éroder tout attachement à l'Algérie française. L'OAS passe maintenant pour un groupe de « fascistes avides de prolonger la guerre[41] ». Les syndicats de gauche appellent à manifester, alors que les rassemblements sont toujours interdits dans la capitale.

Le 8 février 1962, 30 000 manifestants se rassemblent autour de la place de la Bastille bouclée par les CRS et les gardiens de la paix, au cri de « OAS, assassins ! ». Les forces de police tentent de disperser les regroupements à coups de matraque et de grenade lacrymogène. Une charge de police déclenche la panique au métro Charonne. Quand les manifestants tentent de s'engouffrer dans la bouche de métro, c'est le drame. « Des personnes sont piétinées, d'autres assommées sont jetées par-dessus la rambarde[42]. » Il y aura 8 morts, 110 blessés parmi les manifestants, 140 chez les forces de l'ordre.

Pour Jean Lacouture, qui couvrait comme journaliste la guerre d'Algérie au *Monde :* « Il y a une part d'affolement et une part de maladresse dans la manipulation. Mais si on veut chercher une main, c'est indubitablement celle des membres de la police parisienne infiltrée par l'OAS[43]. »

Le 14 février, 500 000 personnes, toutes orientations politiques confondues, communient en silence aux obsèques des victimes. L'OAS a fait l'unanimité contre elle. Elle vient de perdre ses derniers appuis en métropole. Reste cet objectif ultime, qui ne nécessite aucun soutien populaire, seulement quelques hommes déterminés et armés : tuer de Gaulle.

Pour Jean-Jacques Susini, « ce serait l'acte libérateur par excellence de la vie politique[44] ». Une première tentative a eu lieu en septembre 1960. Elle a échoué grâce à la dextérité du chauffeur qui est parvenu à éviter le mur de flammes barrant la route qui relie Pont-sur-Seine à Colombey-les-Deux-Églises. La deuxième tentative se fera à la mitrailleuse. Lorsque le 22 août 1962, la voiture présidentielle arrive au Petit-Clamart, une rafale de balles est tirée dans sa direction. Encore une fois, le général en est sorti indemne.

« Si le général avait eu affaire à des terroristes modernes comme les Brigades rouges, il serait mort, commente Georges Parrat, chargé à l'époque de la sécurité du président. Ces groupes allaient à l'essentiel : une détermination totale, fanatique avec une capacité d'organisation certaine. Tout ce que l'OAS n'a jamais réuni[45]. »

À vrai dire, l'OAS n'a plus aucun soutien. S'ils avaient soutenu l'OAS en Algérie, les pieds-noirs n'ont aucunement cherché à contester le régime présidentiel du général de Gaulle quand ils sont arrivés en métropole. La droite conservatrice et l'extrême droite sont laminées aux législatives de 1962. Le général Jouhaud est gracié le 28 novembre. La concorde est rétablie sur le territoire français.

Mais Susini, réfugié en Italie, n'a pas renoncé à tuer de Gaulle. Le 15 août 1964, une jarre contenant des explosifs a pu être placée à proximité du général au mont Faron, sur les hauteurs de Toulon. Le président français y est venu commémorer le débarquement allié en Provence. Le détonateur s'enraye, la bombe n'explose pas. Susini est rapidement soupçonné d'avoir commandité la tentative d'assassinat.

« Le mont Faron, je l'ai toujours nié. On n'a même jamais pu m'apporter l'ombre d'une preuve ! », me dit-il quand je lui pose la question. « Vous n'y êtes donc pour rien dans l'affaire du mont Faron ? » Susini réfléchit un instant, se repositionne dans son fauteuil, bafouille des paroles inaudibles avant de confier : « D'accord, j'y suis pour quelque chose. Autant j'ai assumé toutes mes responsabilités quand je pouvais couvrir d'autres personnes, mais là, quel intérêt ? Le mont Faron, ça n'a pas marché. Je regrette que le compte n'ait pas pu être soldé, c'est tout. Les scientifiques qui ont examiné l'engin ont dit qu'il n'y avait qu'un informaticien remarquable pour concevoir un tel engin, car sa miniaturisation était quelque chose de fantastique ! »

Quatre ans plus tard, Jean-Jacques Susini sera autorisé à rentrer officiellement en France. De Gaulle vient d'amnistier les activistes de l'OAS.

1- Le décret n° 62-327 du 22 mars 1962 porte amnistie des infractions commises au titre de l'insurrection algérienne.

2- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

3- Jean-Pierre Peyroulou, « Rétablir et maintenir l'ordre colonial : la police française et les Algériens d'Algérie : 1945-1962 » *in La Guerre d'Algérie 1954-2004, La fin de l'Amnésie*, dir. B. Stora et M. Harbi, Robert Laffont, 2004, p. 112.

4- Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, La Découverte, « Repères », 2004, p. 4.

5- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

6- Jacques Frémeaux, « La participation des contingents d'outre-mer aux opérations militaires 1943-1944 », Colloque international (7-10 mai 1985), « Les armées françaises pendant la Seconde Guerre mondiale », Fondation pour les études de Défense nationale, 1986, pp. 355-363.

7- Paul-Marie de La Gorce, *L'Empire écartelé (1936-1946)*, Denoël, 1988, pp. 496-497.

8- Guy Pervillé, « Le terrorisme urbain dans la guerre d'Algérie », actes du colloque « Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie », sous la direction de Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse, éditions Complexe, Bruxelles, 2001.

9- Témoignage de Zohra Drif, *in : Des femmes dans la guerre d'Algérie*, Djamila Amrane, Karthala, 1994, p. 139.

10- Le décret n° 62-327 du 22 mars 1962 porte amnistie des infractions commises au titre de l'insurrection algérienne.

11- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

12- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

13- Le décret n° 62-328 du 22 mars 1962 porte amnistie des faits commis dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre dirigées contre l'insurrection algérienne.

14- Entretien avec l'auteur le 26 juillet 2010.

15- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

16- Cité par Jean-Charles Jauffret, Maurice Vaïsse, Charles Robert Ageron, *op. cit.*, p. 478.

17- Cité par Raphaëlle Branche, « La lutte contre le terrorisme urbain », *in* Jean-Claude Jauffret et Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et guerilla dans la guerre d'Algérie*, éditions Complexe, Bruxelles, 2001, p. 486, note 37.

18- Entretien du général Massu au *Monde*, 22 juin 2000 ; Paul Aussaresses, *Service spéciaux Algérie 1955-1957*, Perrin, 2001.

19- Benjamin Stora, *op. cit.*, p. 25.

20- Les bleus de chauffe sont d'anciens membres des réseaux clandestins algériens qui décident, après avoir été « retournés », de collaborer avec les autorités françaises. Les ex-FLN sont habillés de bleus de travail, d'où le nom donné à leur groupe. Leur rôle consiste avant tout à infiltrer les réseaux FLN encore existants, à dénoncer leurs anciens camarades, mais aussi à tenter de retourner la population en faveur des Français.

21- Germaine Tillion, *La Traversée du mal*, entretiens avec Jean Lacouture, Arléa, 1997, p. 110.

22- Germaine Tillion, entretien télévisé pour l'émission « Un certain regard » diffusée sur l'ORTF le 14 septembre 1974.

23- Entretien avec Ali Ghanem, *Le Quotidien d'Oran*, 20 janvier 2001.

24- Germaine Tillion, *Les Ennemis complémentaires*, 1960, Tirésias, 2005, p. 47.

25- Albert Camus, *Chroniques algériennes*, 1939-1958, Gallimard, col. « Actuelle III », 1958.

26- Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

27- Sirius, « Sommes-nous les vaincus de Hitler ? », *Le Monde*, 13 mars 1957.

28- Entretien avec l'auteur le 11 octobre 2010.

29- Film sorti au cinéma en 2007, disponible en DVD.

30- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

31- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

32- Voir partie I, chapitre 1, pp. 27-43.

33- Rémi Kauffer, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, Seuil, 2002.

34- Les barbouzes pouvaient être des membres du SAC mais pas seulement. Beaucoup étaient des militaires, des anciens de l'Indochine par exemple, et travaillaient dans les réseaux secrets de la police et des services de renseignement – le SAC ou La Main rouge, par exemple.

35- Fondé le 4 janvier 1960, le SAC a pour but de soutenir par tous les moyens la politique du général de Gaulle. Après le départ de plusieurs de ses cadres, dont Pierre Debizet (qui, sur l'insistance de Jacques Foccart, reviendra en 1968), favorables à l'Algérie française, l'organisation s'attaquera notamment aux membres de l'OAS.

36- Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 287.

37- Rémi Kauffer, « OAS : la guerre franco-française d'Algérie », *in La Guerre d'Algérie 1954-2004, La fin de l'Amnésie*, dir. B. Stora et M. Harbi, Robert Laffont, 2004, p. 454.

38- *Ibid.*, p. 316.

39- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

40- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

41- Rémi Kauffer, « Un attentat de trop », *Historia*, 1er mars 2002.

42- *Ibid.*

43- Gérard Chaliand, Jean Lacouture, André Versaille, *Voyage dans le demi-siècle, entretiens croisés avec André Versaille*, éditions Complexe, 2001, p. 202.

44- Rémi Kauffer, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, Seuil, 2002, p. 191.

45- *Ibid.*, p. 362.

# 4
# Les Damnés de la terre

*« Frantz Fanon, c'était la bible. »*
David HILLIARD

C'est au sein du mouvement révolutionnaire algérien qu'émerge la figure emblématique de Frantz Fanon. Au cours de ce premier âge du terrorisme, celui des luttes de libération nationale, le rôle joué par les intellectuels est déterminant pour comprendre le recours à la violence. La vision de Frantz Fanon, celle d'une violence libératrice par laquelle le colonisé recouvre son humanité, dépasse largement le contexte algérien dans lequel il s'inscrit. Les théories de ce psychiatre martiniquais, pourfendeur du racisme et du système colonial, héraut mystique de la lutte armée, furent la principale source d'inspiration des groupes armés des années 1960-1970 dans le monde – même s'il est aujourd'hui bien difficile de s'en souvenir, tant notre époque l'a comme effacé.

Pour le révolutionnaire Marc Schleifer, l'un des animateurs de la Nouvelle gauche américaine du début des années 1960 : « Fanon, c'était la référence ! À l'époque, il est plus important que Lénine. Si vous regardez l'émergence des groupes révolutionnaires à cette période, vous constaterez qu'ils ne s'engagent pas seulement dans le socialisme. L'engagement émotionnel majeur, c'est la lutte armée. Et cet engagement-là se fonde bien davantage sur Frantz Fanon que sur Marx ou Lénine ! »

## Les « indigènes » de la France libre

Bien que Martiniquais à la peau noire, colonisé issu de l'esclavage, Fanon n'était en rien prédestiné à représenter les « Damnés de la terre » – une citation empruntée à

*L'Internationale* –, ni à devenir le prophète du terrorisme de la décennie suivante. Né à Fort-de-France en 1925 dans une famille aisée, il ne fut pas marqué dans son enfance par la discrimination. Enfant doué mais insouciant et rieur, chapardeur à l'occasion (adolescent, il flirte même avec la délinquance), plus ou moins livré à lui-même par une mère bienveillante et un père absent, Fanon partage ses années de scolarité entre ses deux passions, le football et la lecture. Son goût pour la littérature et la langue française, il le doit à l'un des plus grands poètes contemporains qui fut aussi son professeur de français au lycée, Aimé Césaire. Toute sa vie, Fanon gardera de cet enseignement le sens de la phrase bien faite, complexe et rigoureusement construite, qui est la marque d'un enseignement classique. Quand, en 1939, la guerre éclate en Europe, l'adolescent qui adhère encore au discours républicain, à sa devise égalitaire, aux idéaux de liberté du roman national, cherche immédiatement à s'engager. Mais il est trop jeune ; Fanon n'a que 17 ans. On ne lui accordera le droit de rejoindre les rangs de la France libre que trois ans plus tard. En 1944, après le ralliement des Antilles au général de Gaulle, il embarque enfin pour Casablanca. Au Maroc, il reçoit une formation militaire, puis se rend en Algérie au mois de septembre pour s'embarquer vers la France.

C'est là, dans les rangs d'une armée où il est le seul Noir, qu'il expérimente la discrimination (il constate que les soldats noirs ne reçoivent pas le même traitement que les Blancs), qu'il prend conscience de la question raciale, de ce qu'on appelle encore « l'indigénat », et de l'iniquité fondamentale du système colonial. Cette prise de conscience ne l'empêche pas de se comporter avec héroïsme pendant la campagne de France. Sous le commandement du général de Lattre de Tassigny, il est blessé au combat dans les Vosges en 1945. Le colonel Raoul Salan, l'un des généraux du putsch raté de 1961, futur dirigeant de l'OAS, lui remettra la croix de guerre. Âgé de 20 ans à la Libération, Fanon rentre en Martinique avant d'entamer en 1947 à Lyon des études de médecine. Il y croise Jacques Vergès, avec lequel il partage une

origine et un itinéraire communs, une même révolte face au racisme et aux injustices coloniales.

« Nous étions deux jeunes inconnus, se souvient Jacques Vergès, venus l'un de la Réunion, l'autre des Antilles. Lui faisait des études de médecine, et moi de droit. Nous avions tous deux fait partie des Forces françaises libres[1]. »

Comme Fanon, Vergès, né de père français et d'une mère vietnamienne, est un déraciné de l'intérieur. Comme Fanon, il appartenait à l'élite privilégiée de l'empire colonial. Jusqu'après la guerre, leurs itinéraires sont presque identiques : « Mon père appartenait à une vieille famille fixée à la Réunion depuis des siècles. Il était consul de France. Mais parce qu'il s'était marié à une Vietnamienne, on lui a fait comprendre qu'il valait mieux qu'il quitte la carrière diplomatique. Il est redevenu médecin et il a fini directeur du service de la Santé. Je ne peux donc pas dire que j'ai eu personnellement à subir la pression coloniale. Mais j'ai vu de mes yeux le système colonial à la Réunion, une vieille colonie où l'esclavage avait été aboli moins d'un siècle auparavant. Et, à Madagascar, j'ai vu le colonialisme à l'état pur. C'est là que j'ai développé un sentiment anticolonial très fort, en même temps que je m'imprégnais de la culture française. C'est ce qui fait qu'en 1940, quand j'avais 15 ans, quand la France a été battue, j'ai été de ces lycéens qui manifestaient pour que la Réunion se rallie à de Gaulle. Pour moi, il y avait deux France : celle de l'administrateur colonial et la France de Montaigne, de Diderot, de Rousseau, de Robespierre et de la Commune. C'est l'héritage de cette France-là qui m'a poussé à rejoindre la France libre, à la fin de l'année 42, quand la Réunion a fait allégeance au gouvernement pétainiste. J'ai gagné l'Angleterre. Je dois dire que la guerre m'a rendu plus humain. Sur l'Angleterre, j'avais une opinion très stéréotypée. Je pensais que les Britanniques étaient encore plus racistes que les colons français. Or, l'Angleterre que j'ai connue, écrasée sous le blitz de l'aviation allemande, le blackout, ces familles courageuses qui nous accueillaient chaleureusement, m'ont fait changer d'avis. Je n'ai conservé de

cette Angleterre que de tendres souvenirs. Après un entraînement militaire, nous sommes partis en Algérie, à l'École des officiers de Cherchell où, au bout de quinze jours, on nous a foutus à la porte. J'ai continué l'entraînement au Maroc, et j'ai été assigné à une division algérienne dans l'artillerie. Nous sommes allés en Italie et en France. Dans les Vosges, on m'a affecté à une division de FFI. J'ai terminé la guerre à l'île d'Oléron. »

Le parcours des deux hommes continuera, après l'expérience du combat, à suivre des chemins parallèles : tous deux s'engageront profondément en faveur du mouvement de libération nationale algérien. L'ancrage dans la réalité coloniale et l'expérience de la résistance en sont les deux piliers.

« Il est évident que ce qui anime Fanon et moi-même, poursuit Vergès, c'est que nous pensons qu'il existe une parenté entre la Résistance française et la Résistance algérienne. Les résistants ont lutté contre une occupation étrangère comme les Algériens contre la colonisation française. Ce n'est pas par hasard si les dirigeants du FLN vont constituer le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). À une lettre près, c'est ce qu'a fait de Gaulle avec le GPRF (gouvernement provisoire de la République française). Manifestement, il y a dans le phénomène de la lutte anticoloniale une révolte contre les colons français et leurs représentants autant qu'une appropriation de la culture et de la tradition françaises. »

## À l'hôpital de Blida

À Lyon, Frantz Fanon ressent fortement l'étrangeté géographique et l'esseulement racial que les travailleurs immigrés venus œuvrer à la reconstruction du pays éprouvent également. Fanon part explorer les premiers ghettos urbains et commence à s'intéresser aux phénomènes psychiques en lien avec le racisme. Il fréquente les cours de philosophie de Maurice Merleau-Ponty et de Jean Lacroix à l'université de Lyon, pendant qu'il se spécialise en psychiatrie. Une fois diplômé, il consacre ses premiers travaux

scientifiques à l'étude des ressorts psychologiques de la négrophobie dans un village du Jura. En 1952, il épouse Josie, une Française qui restera sa compagne jusqu'à sa mort, et publie son premier essai, *Peau noire, masques blancs*, dans lequel il tente de déconstruire les marqueurs coloniaux qui affectent autant la psychologie du colonisé noir que du colon blanc ; un effet de miroir où chacun se trouve par le regard de l'autre renvoyé à sa différence et à son statut. Une démonstration assez proche de celle au même moment développée par Sartre dans *Réflexion sur la question juive*. Quand Sartre affirme que le Juif n'existe que dans le regard de l'antisémite, Fanon déclare que c'est le Blanc qui crée « le Nègre », et « le Nègre » le colon.

« Le philosophe humaniste Jean Lacroix, qui l'avait connu à Lyon, et qui avait beaucoup de sympathie pour lui, m'avait parlé de Frantz Fanon avant même notre rencontre », se souvient Rédha Malek, le premier rédacteur en chef du journal *El Moudjahid*.

Rédha Malek habite une jolie maison située au milieu d'une sorte de base militaire gardée par des postes de contrôle, à une heure de route du centre d'Alger. Cet intellectuel kabyle, figure historique du mouvement de libération nationale, membre de la délégation algérienne aux accords d'Évian, ambassadeur d'Algérie en France entre 1965 et 1970, Premier ministre en 1994, fut le rédacteur en chef de Fanon au journal *El Moudjahid*, l'organe du Front de libération nationale, alors basé à Tunis. C'est un homme de 80 ans, sympathique, chaleureux et d'une grande courtoisie, qui s'exprime avec l'accent chantant des chansonniers d'après-guerre, en roulant les « r ». Sa mémoire est étonnante. Il se souvient de chaque événement et chaque anecdote ayant traversé sa longue carrière politique jusque dans le moindre détail, à la date et à l'heure près.

C'est aussi un homme au caractère et aux options bien trempée. Sa ligne face à l'islamisme a toujours été d'une totale intransigeance, et il reste parmi les plus fervents partisans de la séparation du politique et du religieux. Rédha Malek a fait la connaissance de Frantz Fanon en 1956, à la création d'*El Moudjahid*, lorsque le psychiatre martiniquais a intégré sa

rédaction. Les années précédentes, Fanon était chef-psychiatre à l'hôpital de Blida.

« Lorsque le concours des hôpitaux a été lancé et que Fanon a vu qu'il y avait un poste disponible à l'hôpital psychiatrique de Blida, se souvient Rédha Malek, il a sauté sur l'occasion. Il était déjà médecin-psychiatre à l'hôpital de Lyon, et ce dont il s'occupait à l'époque, c'est ce qu'il appelait le "syndrome nord-africain". C'était par exemple ces Algériens qui venaient consulter à l'hôpital pour se plaindre de maux de ventre, de tête, mais qui étaient parfaitement sains sur le plan anatomique et physiologique. Pourtant, quelque chose n'allait pas. Et c'est ce que Fanon a diagnostiqué comme le "syndrome nord-africain". C'est-à-dire que leur psychisme était oblitéré par leur condition d'immigré, leur condition d'exilé, et le choc ressenti face aux machines modernes avec lesquelles ils travaillaient pour la première fois. Ces observations, il les a écrites dans un article des *Temps modernes* sous le titre "Le traumatisme nord-africain". C'était pour poursuivre cette étude qu'il a voulu partir en Algérie[2]. »

L'année suivante, en 1953, il prend son poste à l'hôpital psychiatrique de Blida, en banlieue d'Alger.

« Fanon est admirablement armé pour observer en témoin, du dedans et du dehors, l'envers du statut départemental de l'Algérie, c'est-à-dire sa réalité de situation coloniale, écrit Gérard Chaliand. Français de nationalité, psychiatre et bientôt médecin-chef mais Antillais conscient des rapports Blancs-Noirs, il jauge de façon en quelque sorte triangulaire les effets des relations coloniales entre Européens et musulmans. Le jeune psychiatre qui a écrit *Peau noire, masques blancs* étend son champ et fait son apprentissage d'un monde encore physiquement dominé par les Blancs[3]. »

À l'hôpital de Blida, Fanon expérimente les pratiques les plus modernes de la psychiatrie : l'éveil à la communication par l'apprentissage de la musique et de la culture, la thérapie de groupe et les séances d'écriture. Des méthodes qui tranchent avec

la douche froide et la camisole de force, qui sont alors les principales thérapies en vigueur.

« Il essayait de trouver des méthodes beaucoup plus humaines, commente Rédha Malek. Petit à petit, il est arrivé à la conclusion que c'est le système colonial qui est la cause du traumatisme nord-africain. Dans un article, il a écrit que le colonialisme était incompatible avec la santé morale et psychique des Algériens, et que la seule solution, c'était de mettre fin au colonialisme. Cela n'a pas plu à l'administration de l'hôpital qui a décidé de se séparer de lui. Fanon a démissionné en 1956. Il a rejoint Tétouan en Tunisie, où on venait de réinstaller le journal *El Moudjahid*, l'organe du FLN, dont il a été nommé responsable. Et il s'est mis à travailler avec nous au journal. Au début, il écrivait surtout sur les problèmes de torture. Quand il était psychiatre à Blida, il avait eu l'occasion de soigner des tortionnaires français qui faisaient des cauchemars et qui avaient des problèmes d'équilibre psychique. Il avait étudié de nombreux cas de ce genre, et il connaissait bien la question. Pendant qu'il était rédacteur au sein du journal, il soignait aussi les combattants algériens qui avaient des problèmes psychiques ou des déséquilibres mentaux. Car il continuait à pratiquer la psychiatrie ; il était médecin à la polyclinique Charles-Nicolle de Tunis, et responsable du service psychiatrique à la Manouba. »

En 1957, Frantz Fanon prend sa carte au FLN. C'est maintenant un Algérien d'adoption, qui fait corps avec les revendications nationalistes des « musulmans d'Algérie ». Au point qu'il en devient rapidement un cadre, affecté au ministère de l'Information du GPRA.

Rédha Malek : « Il s'est retrouvé ambassadeur du gouvernement provisoire algérien au Ghana. Il est devenu assez connu en Afrique où il était très respecté. Rappelons qu'avant de venir en Algérie, Fanon était une des figures de la négritude, au côté de Senghor, de Césaire et de Diop. Mais ce n'est que lorsqu'il est venu en Algérie, après sa rencontre avec le FLN, qu'il a pu élaborer ses théories de combat direct contre la colonisation, cette sorte de catharsis par la violence. »

Fanon s’est peu à peu convaincu que la violence seule peut libérer le colonisé. La révolution algérienne est pour lui l’exemple de cette émancipation, le lieu empirique d’une théorie qu’il construit pas à pas, et dont il pose la première pierre dans son ouvrage, *L’an V de la révolution algérienne*, publié par François Maspero en 1959. Dès sa publication, le livre est saisi par les autorités françaises. Pour la France coloniale, Fanon est un renégat qui incite au terrorisme.

« Si la violence est le seul moyen de sortir de l’anéantissement de toutes les forces du peuple dominé, commente Alice Cherki qui fut sa collègue à l’hôpital de Blida, si pour le colonisé, reprendre à son compte la violence coloniale et la retourner contre le colonisateur pour sortir de l’état colonial est un mouvement nécessaire, elle n’est pas tout par elle et à elle seule. [...] Elle n’est pas nécessairement armée. C’est une violence politique, ouvrant à la création, à la recréation, ici de la nation et de la société[4]. »

Déjà, Fanon sent le soufre. Ses distinctions entre violence révolutionnaire et violence politique, relativement opaques, dessinent une mystique de la libération par l’insurrection armée. Et, dans ce contexte, peu importe au fond l’objectif, l’issue ou même la réussite de la révolution. Seule compte l’émancipation de l’homme, du dominé qui se libère par la violence. L’année de la publication de *L’an V de la révolution algérienne*, il participe au II^e^ Congrès des écrivains noirs à Rome. Fanon est déjà très affaibli. Il vient d’apprendre qu’il est atteint de leucémie, que ses jours sont comptés. Il a 34 ans. Son intervention, qui porte sur les fondements réciproques de la culture nationale et des luttes de libération, sera la matrice de son œuvre posthume, le livre qui va le faire connaître dans le monde entier : *Les Damnés de la terre*[5].

« Après avoir représenté l’Algérie au Ghana, il était revenu à Tunis se souvient Rédha Malek. Il se sentait malade, alors il était allé à l’hôpital. On lui a diagnostiqué une leucémie. Le médecin qui lui a fait une ponction dans le sternum ne lui a même pas fait d’anesthésie. Ça lui a fait très mal. Le docteur lui a dit : “Tu es un

homme courageux, tu es pour la violence, tu n'as pas peur, cela ne peut pas te faire pas mal." On l'a ensuite envoyé à Moscou pour se soigner. Il était sceptique. Il s'est intéressé à la psychiatrie soviétique, il a essayé d'étudier certaines questions. Puis il est revenu. Et, c'est là, de passage à Rome, par l'entremise de Claude Lanzmann, qu'il a rencontré Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Fanon, a passé une nuit entière avec Sartre. C'est cette même nuit qu'il a écrit la fameuse préface aux *Damnés de la terre*, dont Fanon venait d'achever l'écriture. »

## Les Damnés de la terre

Claude Lanzmann est en permanence accompagné d'une réputation ambivalente ; celle d'être le génial réalisateur de *Shoah*, le film monumental qui a bouleversé la perception et la mémoire du génocide des Juifs, et celle d'avoir un foutu caractère. Moi qui l'ai déjà croisé à plusieurs reprises, je dois dire que cette réputation, au même titre d'ailleurs que la première, n'est pas usurpée. Mais, ce jour-là, quand il me reçoit dans son appartement du 14e arrondissement de Paris, quoique très fatigué, cherchant ses mots, se laissant souvent tomber dans ces crevasses de silence qui ponctuent le récit de ses souvenirs – et qui diluent, le rendant interminable, le temps de notre entretien –, il se montre plutôt enjoué, répondant sans se faire prier aux questions que je lui pose sur Frantz Fanon. Vêtu avec élégance, il en impose par sa corpulence massive, ce port démuni de cou et ses petits yeux bleus ombrageux. Il le sait. Il en joue. Lanzmann vient de publier un grand livre de souvenirs, *Le Lièvre de Patagonie*[6], qui lui a valu un beau succès critique et commercial. Il en est très fier, comme de ce fils qu'il a eu sur le tard et qui l'appelle sur l'un de ses deux iPhone au milieu de l'entretien pour lui annoncer que son épreuve du bac français vient de s'achever…

Le plus sartrien des intellectuels français a bien connu Fanon, à qui il voue encore aujourd'hui une admiration sincère. En 1959,

Sartre, dont il était alors le secrétaire particulier, lui demande de se rendre en Algérie. L'auteur de *La Nausée* se passionnait pour le mouvement national algérien, et il avait souhaité que Lanzmann prît contact avec les dirigeants du FLN. Lanzmann se rend d'abord à Tunis où il fait la connaissance de Frantz Fanon. L'homme lui fait aussitôt une très forte impression.

« Fanon avait été ambassadeur du GPRA, le gouvernement provisoire de la République algérienne à Accra, au Ghana – c'était d'ailleurs un ami de Kwame Nkrumah, le président du Ghana. Mais parce qu'il était malade, il avait dû quitter ses fonctions et il était rentré à Tunis pour y être soigné. Je l'ai rencontré chez lui, dans un appartement où sa femme et lui venaient d'emménager. J'étais accompagné d'un ami des *Temps modernes*, Marcel Péju. Ce qui était frappant, c'était le vide de ce petit appartement. Il n'y avait pratiquement pas de meubles. Fanon était allongé sur un matelas, une sorte de grabat disposé le long d'un mur, dans une pièce entièrement vide. Il était atteint de leucémie ; une leucémie très grave, qu'il savait mortelle. Le GPRA projetait de l'envoyer se faire soigner en Union soviétique. Avec ses beaux yeux noirs pleins de fièvre, allongé, souffrant – car la leucémie, un cancer du sang, le faisait souffrir très violemment –, nous avons écouté Fanon. Car, quand Fanon parlait, il y avait rien d'autre à faire que de l'écouter et se laisser emporter par sa parole, se laisser *fasciner* par lui. Ce n'était pas un type avec lequel on pouvait discuter, il y avait pas d'objections à lui faire – on ne fait pas d'objections à un prophète. Et il avait un côté complètement prophétique. On sentait qu'il était dominé de tous côtés, qu'il était comme cerné par la mort. Non seulement la mort annoncée, prochaine, de la leucémie, mais la mort violente de la guerre d'Algérie, et de tout ce qui se passait en Afrique noire. Sartre avait publié peu de temps auparavant un énorme livre de philosophie, très difficile, *La Critique de la raison dialectique*. Fanon se l'était procuré, l'avait lu, et il m'en a longuement parlé. Fanon était habité par la pensée de Sartre. Il avait pour lui la plus grande admiration. Déjà, à ce moment-là, on sentait qu'un de ses rêves, c'était de ne pas mourir sans avoir

connu Sartre, sans l'avoir rencontré en chair et en os. Sa parole était à la fois souffrante et lyrique, d'un lyrisme extraordinaire. Toute son idée, c'était : "Il ne faut pas que l'Afrique revive les Moyens Âges européens. Il faut que les Africains évitent les guerres fratricides." Il ne se trompait pas beaucoup. Sa parole était tellement prégnante que l'esprit critique faisait silence chez ceux qui l'écoutaient. Chez moi en tout cas[7]. »

À l'issue de leur entretien, Fanon conseille à Lanzmann d'aller rencontrer les vrais combattants, les hommes « de l'intérieur » qui se battent à la frontière algéro-tunisienne. Lanzmann suivra ce conseil et rejoint les combattants avec lesquels il passera une semaine dans le maquis, au cœur des combats. Il y croise Bouteflika, Boumediene et « les baroudeurs de l'ALN » qui s'étaient battus dans l'armée de libération française avec les gaullistes.

« Ils estimaient que l'indépendance leur était due. Mais on pouvait déjà sentir chez eux l'influence de l'islam. Tous venaient par exemple me voir en m'expliquant qu'ils avaient perdu tellement d'hommes dans cette guerre qu'afin de ne pas laisser leurs sœurs sans homme, ils promulgueraient quand ils seraient au pouvoir une loi autorisant la polygamie. Je me souviens qu'à mon retour, quand j'ai raconté ça à Simone de Beauvoir, elle était scandalisée. À Paris, on avait affaire aux gens de la Fédération de France du FLN, beaucoup se prétendaient marxistes. Mais je me suis aperçu que ce n'était pas vrai, qu'on les connaissait mal. Ce qu'on ignorait, c'était cette prévalence de l'islam que j'ai ressentie à leur contact. »

Après cette première expérience du maquis algérien, Lanzmann reverra Fanon à plusieurs reprises. Au fil de leurs rencontres, Lanzmann se lie au couple qu'il forme avec sa femme Josie, développant une très forte amitié avec Fanon.

« J'avais lu *Peau noire, masques blancs*, poursuit Lanzmann, Fanon représentait beaucoup, mais ça n'était rien à côté du choc de l'incarnation de cet homme. Fanon, c'était l'incarnation. Un type très fort, très intelligent, un être de chair autant qu'un

théoricien. Je l'ai beaucoup vu. C'est lui qui avait organisé mon voyage clandestin dans l'ALN, l'Armée de libération nationale algérienne. Quand la leucémie le laissait tranquille – il y avait des périodes de rémission –, il pouvait se montrer gai. Je ne le voyais pas toujours sur un grabat, couché et souffrant. C'est à ce moment-là, au cours d'une de ces périodes de rémission, qu'il s'est mis non pas à écrire, mais à dicter *Les Damnés de la Terre*. Ce n'était pas simple de gagner sa confiance parce que c'était un type dominé par la peur. Il connaissait les règlements de comptes parmi les hauts cadres du Front de libération nationale, il savait que Krim Belkacem, Boussouf et Bentobbal n'étaient pas des tendres. Un de ses amis, qu'il aimait beaucoup, venait d'être assassiné. Chaque fois qu'il me voyait, il mettait son doigt sur la bouche : "Secret ! Secret ! Secret !" Il n'était pas algérien, il était antillais, martiniquais ; et tout en étant complètement à leurs côtés, tout en assumant le même combat, il était parfaitement au courant des luttes fratricides qui agitaient le mouvement national algérien, et il craignait pour sa vie. »

Un sentiment qui peut paraître paradoxal ; Lanzmann et Fanon savent tous deux que la leucémie aura bientôt raison de lui, que *Les Damnés de la terre* sera son dernier livre. Un livre où Fanon, qui a encore radicalisé ses réflexions sur la violence du colonisé, plus encore que dans ses écrits antérieurs, donne libre cours à sa fibre mystique et lyrique, ce souffle épique qui parcourt sa pensée, sa langue. Un legs de son maître en poésie, Aimé Césaire.

Lanzmann : « *Les Damnés de la terre* est un très beau livre, au lyrisme magnifique. C'est un discours d'utopie et de fraternité, de combat et d'exaltation de la violence révolutionnaire. Une sorte de rédemption par la bataille. C'est ce qui lui a donné une telle aura, tant de poids. Tous les types qui aujourd'hui condamnent *Les Damnés de la terre* sont plutôt faiblards, ils n'y comprennent pas grand-chose. »

Dans son testament littéraire, Fanon écrit que « le paysan, le déclassé, l'affamé est l'exploité qui découvre le plus vite que la violence, seule, paye. Pour lui, il n'y a pas de compromis, pas

d’arrangement. La colonisation ou la décolonisation, c’est simplement un rapport de force. L’exploité s’aperçoit que sa libération suppose tous les moyens et d’abord la force[8] ».

« Le peuple colonisé ne tient pas de comptabilité. [...] Puisque aussi bien il a décidé de répondre par la violence, il en admet toutes les conséquences. Seulement il exige qu’on ne lui demande pas non plus de tenir de comptabilité pour les autres. À la formule “Tous les indigènes sont pareils”, le colonisé répond : “Tous les colons sont pareils.” [...] Le travail du colon est de rendre impossibles jusqu’aux rêves de liberté du colonisé. Le travail du colonisé est d’imaginer toutes les combinaisons éventuelles pour anéantir le colon[9]. »

« L’homme devient libre quand il combat, résume Rédha Malek. Et quand on lui disait : “Mais, Monsieur, ce que vous écrivez, ce que vous dites, c’est du terrorisme, il faut le condamner !”, Fanon apportait un disque qu’il faisait jouer lors de ses conférences *Le Chant des partisans*, le fameux hymne de la Résistance écrit par Druon et Kessel. Il insistait particulièrement sur les deux premiers couplets : “Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ? Ami, entends-tu les cris sourds du pays qu’on enchaîne ? Ohé, partisans, ouvriers et paysans, c’est l’alarme ! Ce soir l’ennemi connaîtra le prix du sang et les larmes. Montez de la mine, descendez des collines, camarades ! Sortez de la paille les fusils, la mitraille, les grenades. Ohé, les tueurs à la balle et au couteau, tuez vite !” Voilà ce que disaient les partisans ! Ça ne veut pas dire qu’il était pour la violence. Il fallait une stratégie, une organisation. Dans ce domaine, on a attribué beaucoup de choses à Fanon qu’il n’a pas dites[10]. »

## La préface de Sartre

Au mois d’août 1961, Fanon retrouve Claude Lanzmann à Rome, où Sartre est venu avec Simone de Beauvoir passer quelques jours de vacances.

« Fanon m'avait parlé à Tunis de faire préfacer son livre par Sartre. Quand j'étais rentré à Paris, j'avais parlé d'une telle manière de Frantz Fanon à Sartre, que je lui avais communiqué l'envie de le rencontrer », raconte Lanzmann.

« Fanon lui avait alors envoyé le manuscrit des *Damnés de la terre*, explique Malek, et Sartre lui a proposé d'en faire la préface. »

Lanzmann et Beauvoir vont à l'aéroport accueillir Frantz Fanon. À peine a-t-il débarqué qu'ils le font grimper dans un taxi et le conduisent jusqu'à la chambre d'hôtel que le couple occupe à Rome. Ils passeront quelques jours ensemble dans une atmosphère fusionnelle.

« J'ai présenté Fanon à Sartre, et c'était quelque chose de tout à fait extraordinaire, se souvient Lanzmann. J'ai vu Sartre, qui avait pour son travail une discipline de *fer* – il passait au travail d'écriture un certain nombre d'heures par jour auxquelles il ne dérogeait jamais, quelles que soient les raisons qui auraient pu l'en empêcher ; le climat, la fatigue, ou autre –, s'arrêter de travailler pour écouter Fanon, dès son arrivée, dès le premier soir. C'était stupéfiant : Sartre qui était vraiment la plume à la main, posant la plume pour écouter Fanon, comme je l'avais écouté, moi, à Tunis, et l'entendre prophétiser, parler comme un devin, comme une *pythie*. Dieu sait pourtant que Sartre était un esprit critique, mais les objections qu'il faisait à Fanon, il les faisait avec le plus grand respect. Fanon était l'ami de Roberto Holden, un homme politique angolais – l'un des pères de l'indépendance de l'Angola, le fondateur du FNLA : le Front national de libération de l'Angola – dont tout le monde disait que c'était un agent de la CIA. Fanon le défendait de toutes ses forces. Au bout d'un moment, Sartre lui a dit : "Je vais la faire, votre préface." »

Sans lever la main de la feuille qu'il noircit avec frénésie, au milieu de l'atmosphère fiévreuse, enfumée par les volutes de cigarettes fumées dans la chambre de cet hôtel de Rome, Sartre passe la nuit entière, en face de Fanon, à écrire la préface aux *Damnés de la terre*. Au petit matin, il lui remet sa copie. Ni l'un ni l'autre n'en retoucheront le moindre mot ni la plus petite

virgule. Dans cette préface, Sartre va plus loin encore que Fanon : il y justifie le meurtre des civils. « En le premier temps de la révolte, écrit-il, il faut tuer : abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre. »

Claude Lanzmann prend la défense du philosophe : « S'il y a des choses excessives, c'est que Sartre n'adhérait pas complètement à ce qu'il était en train d'écrire. D'une certaine façon, il était commandé par la demande de Fanon, parce qu'on ne résistait pas à Fanon. Alors, il en a fait peut-être un peu trop. Mais, enfin, c'était quand même une formidable rencontre. Je pouvais voir sur le visage de Fanon, pourtant accablé par sa leucémie, le formidable bonheur que cela représentait pour lui. Il était impressionné et heureux de se trouver en face de Sartre. »

La préface du philosophe, qui oriente d'emblée le discours de Frantz Fanon sur le terrain de la violence la plus radicale, contribue sans aucun doute à faire du livre non seulement le manifeste idéologique des guérillas révolutionnaires, mais aussi l'apologie exaltée du terrorisme.

Après son escapade romaine, Fanon n'a plus que quelques mois à vivre. À son retour à Tunis, ses proches le trouvent plus fatigué. En réalité, il est agonisant. La maladie semble même affecter sa santé mentale. Ses amis décèlent chez lui une paranoïa outrancière, les signes de la folie. Quand on l'incite à aller se faire soigner outre-Atlantique, il s'écrie : « Les Américains détestent les Noirs ! Ils vont me tuer ! »

Rédha Malek tentera de le calmer et de le convaincre de se rendre aux États-Unis où l'un de ses amis – un agent de la CIA – lui a obtenu un lit à l'hôpital Bethesda de Washington. Fanon accepte de s'y rendre à reculons. Rédha Malek l'accompagne à l'aéroport. Il ne le reverra plus. De son côté, quand il apprend son hospitalisation à Washington, Lanzmann prend des billets d'avion pour l'y rejoindre.

« Je ne voulais pas qu'il meure sans que je l'aie revu. Mais dans la nuit qui a précédé mon départ pour Washington, le 6 décembre, Josie me téléphone et me dit : "Il vient de mourir, ce

n’est plus la peine que tu viennes.” Je désirais tellement le revoir, j’avais un tel refus de sa mort que je lui ai répondu : “Je viens quand même.” J’ai pris l’avion, et j’ai passé trois jours avec elle à Washington. Il faisait un froid glacial. Je me souviens que, au cours d’une promenade sur les bords du Potomac, elle m’a dit que son agonie avait été terrible et délirante. Fanon était convaincu que les médecins lui faisaient des transfusions avec du sang de Blancs pour accélérer sa mort. Il s’était imaginé que le sang des Blancs allait le corrompre corps et âme et qu’on cherchait ainsi à le tuer. Son corps a été rapatrié en Tunisie, et il a été enterré près des bunkers où j’avais passé une semaine en compagnie de Boumediene et des combattants de l’ALN, à Ghardimaou précisément. »

À sa mort, Frantz Fanon est célébré comme un héros à part entière de l’indépendance algérienne. « Il avait gagné sa place au milieu des martyrs algériens. Il a laissé un souvenir très vivace dans la région où il est enterré, comme dans toute l’Algérie », témoigne Rédha Malek. Aujourd’hui encore, un boulevard d’Alger, comme un nombre impressionnant d’écoles, de lycées et d’institutions publiques portent son nom.

Sa mémoire ne se cantonnera pas à la geste algérienne. Car quand paraissent *Les Damnés de la terre*, peu de temps après son décès, les théories révolutionnaires de Fanon se répandent partout comme une traînée de poudre.

## Le prophète des luttes armées

Dès sa parution en 1961 par les éditions Maspero, *Les Damnés de la terre* est un livre culte. Traduit dans une quinzaine de langues, il s’écoule à plusieurs centaines de milliers d’exemplaires.

Rédha Malek « *Les Damnés de la terre* a reçu un accueil extraordinaire par les militants du tiers-monde – je dis bien du tiers-monde, parce qu’il n’a pas toujours été bien reçu par la gauche. Les mouvements de libération étaient très favorables à

Fanon, et ils ont trouvé dans ce livre la confirmation de leurs aspirations. Que ce soit en Angola, au Mozambique, dans les colonies portugaises, et jusqu'en Amérique. Là, l'influence de Fanon était réelle. Son livre avait été traduit en américain, et Fanon a eu une grande influence, par exemple, sur les Black Panthers. »

Cette influence me sera confirmée par David Hilliard lui-même, l'un des fondateurs du mouvement noir d'action directe créé à Oakland : « Pour nous, Frantz Fanon c'était la bible. Son livre, nous l'appelions "la bible noire". Grâce à lui, nous avons appris la révolution algérienne, nous nous sommes familiarisés avec ces autres peuples qui se battaient pour prendre le contrôle de leur destinée. Nous nous sommes en quelque sorte mis à imiter ce qui se passait dans son livre et en Algérie. Notre communauté ressemblait à celle décrite par Fanon, l'oppression subie par les Afro-Américains ressemblait à l'oppression des Algériens par les Français et, cela, bien avant l'exemple vietnamien[11]. »

Au sein du FPLP, le mouvement marxiste palestinien créé à la fin des années 1960 par le Dr Georges Habache, et qui inaugurera bientôt la période des « années de poudre » du terrorisme international et publicitaire, Fanon fait également l'objet d'un culte. Leïla Khaled, qui en deviendra bientôt la pasionaria mais n'était alors qu'une simple militante, se souvient « avoir étudié le livre de Fanon sur la révolution algérienne au moins trois fois. J'ai dû le lire une première fois pour moi-même, une seconde fois pour en discuter avec mes chefs de cellule, et une troisième pour en enseigner le contenu à ceux que j'avais sous ma responsabilité[12] ». Les Brigades rouges, l'Armée rouge japonaise ; tous s'emparent de Fanon et s'approprient *Les Damnés de la terre*.

« De ce point de vue, souligne Lanzmann, je pense qu'on pourrait comparer son influence à celle de Che Guevara, parce qu'il était porteur d'une utopie grandiose et opératoire. »

« Fanon a changé l'image initialement romantique de la guérilla en une perspective idéologique, conclut le révolutionnaire

américain Marc Schleifer. L'idée que la lutte armée n'était pas seulement une question de moyens, mais qu'elle était un objectif en soi, quel que soit le but à atteindre. Et peu importait au fond la nature de ce but qui pouvait aussi bien s'appeler la fin de l'impérialisme, que le socialisme, ou autre. J'étais pour ma part si exalté à propos de Fanon, que je fus sans doute le premier à écrire une recension critique sur les *Damnés de la terre* dans une revue d'extrême gauche qui n'existe plus aujourd'hui et qui s'appelait *The National Guardian*. Fanon a été très largement lu lors de sa publication aux États-Unis. À vrai dire, je ne connais personne à gauche qui ne l'ait pas lu. Ce qui était tout à fait novateur, c'était ce concept d'une violence révolutionnaire qui n'est pas seulement requise pour changer la société, mais aussi pour transformer l'individu. Et c'est cet individu, transfiguré par la lutte armée, qui serait à même de transformer la société. Parfois, les idées rencontrent l'histoire. C'est ce qui s'est produit avec Fanon. Ici, le *timing* était extraordinaire, parce qu'il écrivait sur un combat qui, au même moment, était partout. En 1961-1962, les années de la publication des *Damnés de la terre*, le FLN gagnait la guerre, les Français se retiraient d'Algérie, et les révolutionnaires formaient leur propre gouvernement. Les écrits de Fanon sont certes en relation avec ce qui se passait en Algérie – c'est la source à laquelle il puise ses réflexions –, mais le fait est que cette expérience algérienne qui l'a conduit à développer ses idées sur la valeur purificatrice de la lutte armée, Fanon la dépasse et la transcende pour influencer en profondeur les mouvements révolutionnaires américains, européens, japonais, qui sont tous postérieurs à la révolution algérienne. Fanon a eu une influence énorme. À l'époque, le fait de viser des civils n'était pas encore une question. Personne ne réfléchissait à cela. Pourtant, il est vrai que cette question s'enracine dans le combat algérien. Au début, le FLN a résisté à la tentation d'attaquer les civils. Ils y ont progressivement cédé. Après les premières années de résistance, quand les choses se sont envenimées, quand le combat, de part et d'autre, a dérivé vers toujours plus de cruauté, le terrorisme est apparu, les actions armées contre les civils ont explosé. Et par sa

légitimation absolue de la lutte contre le colonialisme – qui implique donc celle contre les colons –, Fanon en a légitimé l'idée[13]. »

1- Entretien avec l'auteur le 11 octobre 2010.

2- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

3- Gérard Chaliand, *Frantz Fanon à l'épreuve du temps, introduction aux* Damnés de la terre, Gallimard, 1991, p. 16.

4- Alice Cherki, *Frantz Fanon : portrait*, Seuil, 2000, p. 198-199.

5- Dernière édition : La Découverte, 2002.

6- Gallimard, coll. « Blanche », 2009, coll. « Folio », 2010.

7- Entretien avec l'auteur le 21 juin 2010.

8- Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, *op. cit.*, pp. 92-93.

9- *Ibid.*, pp. 124-126.

10- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

11- Entretiens avec l'auteur le 27 juillet 2010.

12- Entretien avec l'auteur le 19 octobre 2010.

13- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

# 5
# La révolution mondiale

*« Allumer deux, trois, plusieurs Vietnam à la surface du globe. »*
Ernesto GUEVARA

Au début des années 1960, la jeunesse contestataire, qui se passionne pour les mouvements de libération du tiers-monde, détourne les yeux de l'Algérie pour observer la révolution populaire à Cuba qui, à moins de 200 milles des côtes américaines, a renversé une dictature alliée aux États-Unis. D'autant qu'il y a comme un rapport de cause à effet dans ce passage de relais révolutionnaire. *Bohémia*, le principal hebdomadaire cubain, avait très régulièrement rendu compte dans ses pages des succès du FLN, et de l'utilisation de la torture par les militaires français en Algérie. Critique implicite de la dictature, l'exemple du FLN constituait un soutien à peine masqué à la guérilla menée par Fidel Castro – un jeune avocat condamné en 1953 pour l'attaque de la caserne Moncada – dans les montagnes de la Sierra Maestra, au sud de l'île caribéenne. Une guérilla dont Ahmed ben Bella, futur président de l'Algérie indépendante, suit avec espoir « le combat héroïque et l'avancée victorieuse du pic Turquino à La Havane[1] ».

Perçue comme un mouvement frère du FLN, elle attirera bientôt à elle tous les groupes révolutionnaires des années 1960 en quête d'une guidance idéologique et d'une formation aux techniques de lutte armée. Si la guérilla cubaine n'a jamais pratiqué le terrorisme, elle sera néanmoins à plusieurs égards le modèle à suivre pour les organisations qui le pratiquent dans la décennie suivante. Illustrant les théories de libération énoncées par Frantz Fanon, Cuba offre à la jeunesse radicale occidentale issue des Trente Glorieuses, fascinée par la lutte armée, une perspective nouvelle et un objectif stratégique. L'idée qu'un

brasier insurrectionnel, le *foco*, débouchera bientôt sur une révolution planétaire.

## L'utopie

Le 1er janvier 1959, entouré de ses Barbudos, Fidel Castro entre triomphalement devant les caméras du monde entier à Santiago de Cuba, la deuxième ville du pays, pendant que son lieutenant Camilo Cienfuegos, à la tête d'une colonne de combattants, se fait acclamer à La Havane. Les troupes d'un jeune médecin argentin, Ernesto dit « Che » Guevara, qui a rallié quatre ans plus tôt la guérilla castriste, le rejoignent deux jours plus tard. Depuis 1956, tous combattaient la dictature de l'intérieur du pays en s'appuyant sur les paysans et les ouvriers agricoles de la Sierra Maestra. Ils ont mené une guerre d'embuscade contre les troupes gouvernementales avant de se lancer à la conquête des principales villes de l'île. En ce jour de libération et d'euphorie, la victoire des castristes ne faisant aucun doute, le président déchu Fulgencio Batista, qui avait pris le pouvoir en 1952 à la faveur d'un coup d'État, symbole d'un régime corrompu à la botte du « grand frère américain », s'enfuit à Saint-Domingue avant de trouver refuge au Portugal de Salazar.

Dès les premiers mois, Fidel Castro met en place un vaste chantier de réformes socialistes. Il proclame la réforme agraire, nationalise les transports et les industries locales (sucre et tabac), baisse des loyers, en même temps qu'il engage d'ambitieuses campagnes d'alphabétisation. Cuba est un petit 1917. Sauf qu'ici le rhum a remplacé la vodka, et la fête caribéenne le sang des partisans de la Russie blanche. La révolution cubaine fait rêver ; et en premier lieu les mouvements révolutionnaires de l'Amérique latine qui peuvent relever la tête après un siècle d'humiliation et d'interventionnisme nord-américain. Partout ailleurs, les mouvements de libération nationale puisent à la source cubaine l'espérance que la lutte armée peut mettre à bas le colonialisme. Même en Occident, c'est un formidable appel d'air.

« Fidel Castro était pour chacun d'entre nous l'archétype du héros romantique. Il s'intégrait à l'imaginaire de la *Beat génération*[2]. Et, avec sa barbe, on aurait pu croire qu'il en était membre[3] ! », se rappelle l'Américain Marc Schleifer. À l'époque, ce Juif new-yorkais, abreuvé de littérature marxiste et de poésie, vient de quitter Young and Rubicam, l'une des principales agences de publicité new-yorkaises, pour publier dans la revue qu'il a créée les textes de Jack Kerouac et d'Allen Ginsberg, les porte-drapeaux de la *Beat génération*.

« Castro était très attirant, poursuit-il. C'était un vrai rebelle, et son combat nous paraissait exemplaire. Bien sûr, le Che était déjà là, mais il n'était encore que son bras droit. Celui qui incarnait l'élan romantique qui nous a tous portés, c'était Fidel. Un certain nombre d'entre nous s'est investi dans cette aventure cubaine, en se rendant par exemple comme moi à Cuba. J'ai participé à tous les aspects de la révolution, à La Havane et dans les campagnes. Comme la société algérienne, la société cubaine a été saisie par l'enthousiasme révolutionnaire durant les premiers mois. »

Témoin privilégié de la révolution cubaine dans laquelle il voit l'héritage de la révolution américaine de 1776, Marc Schleifer séjournera à trois reprises à Cuba, entre 1960 et 1965. Il n'est pas le seul. Le leader du mouvement pour les droits civiques en Caroline du Nord, Robert Williams, vient aussi d'arriver à Cuba. Les motivations de cet idéologue des mouvements de libération noire aux États-Unis sont pourtant sans rapport avec celles du *beatnik* new-yorkais.

« Je l'ai interviewé pendant près de quatre heures et demie sur American Pacifica Radio, se souvient Schleifer. Nous avons tiré de cette discussion un livre intitulé *Negroes with guns*[4]. »

Pour Williams, la révolution cubaine dépasse largement celle de 1776. « Il est clair depuis le premier jour que les Afro-Cubains participent à part entière, et sur un pied d'égalité avec le reste de la population, à la révolution[5] », écrit Robert Williams, pour qui la société américaine, profondément inégalitaire, demeure rongée

par la ségrégation et la terreur raciste. S'il a quitté les États-Unis avec sa femme, ce n'était pas tant pour goûter à la révolution que pour échapper aux menaces du Ku Klux Klan. Cuba n'en est pourtant pas moins un exemple à suivre : « Pour moi, il y a une réelle volonté d'apporter la justice sociale à tous les Cubains, y compris les Noirs[6] », écrit-il dans *Negroes with guns*.

Fidel Castro confie à Williams l'animation de Radio Free Dixie, d'où il haranguera les soldats noirs américains pendant la crise des missiles d'octobre 1962, les incitant à un soulèvement armé aux États-Unis. Seul le recours aux armes leur permettra d'accéder à leur libération, de se défaire de l'humiliation qu'ils subissent depuis la fin de l'esclavage. Une pensée en parfait accord avec les écrits de Frantz Fanon. Ces deux grands pôles de réflexion, celui de Williams et de Fanon, seront les principales références du Black Panther Party for Self-Defense ; l'idée que les armes assureront dans un premier temps la sécurité des Noirs américains contre les agressions de la police et des suprématistes blancs.

À l'instar de Williams et de Schleifer, les intellectuels et les activistes de gauche n'ont guère tardé à accourir sur l'île. Ils viennent rencontrer les combattants héroïques qui ont renversé un régime pro-américain pour installer un pouvoir socialiste en marge du modèle soviétique. Depuis l'entrée à Budapest en 1956 des chars du Pacte de Varsovie venus écraser les réformistes hongrois, quelques mois seulement après la dénonciation des crimes de Staline par le premier secrétaire du Parti communiste, Nikita Khrouchtchev, l'Union soviétique n'inspire que de la méfiance aux partisans de la « Nouvelle gauche ».

Parmi les Français qui se rendent à Cuba, encore très marqués par la guerre d'Algérie, François Maspero, qui diffuse dans sa librairie « La joie de lire » la littérature révolutionnaire et tiers-mondiste, fait figure de précurseur. En juillet 1960, il croise à La Havane « des petits groupes qui considéraient que [...] la guerre à laquelle se livrait la France en Algérie était une folie criminelle. Qu'il était de leur devoir de refuser de participer à

cette « pacification » qui avait déjà fait des centaines de milliers de morts [...]. La révolution cubaine leur semblait esquisser ce que pourrait être demain une Algérie libre et que l'on rêvait encore réconciliée. Il était important d'aller y voir de plus près[7] ». Les éditions Maspero, situées place Paul-Painlevé, en face de la Sorbonne, jouxtaient le local de l'Union des étudiants communistes (UEC), principalement fréquenté par de jeunes gens issus de la gauche antistalinienne qui militaient aussi à l'Unef, le syndicat étudiant de gauche. Parmi eux, Roland Castro, étudiant aux Beaux-Arts et futur architecte, Pierre Goldman, responsable du service d'ordre de l'UEC, Marc Kravetz ou Christian Blanc, tous membres de l'UEC, mettront leurs pas dans ceux du libraire en se rendant également à Cuba. De même que les futurs dessinateurs de presse Siné et Wolinski, ou le dramaturge Armand Gatti.

« Ils avaient en commun cette recherche d'une société différente qui échappât aux lois du pouvoir, de la notoriété et des richesses : aux lois de la jungle, écrit François Maspero. On peut parler de romantisme. Mais, après tout, l'expression politique du mouvement romantique, ce fut le Printemps des peuples de 1848. [...] Oui, au début des années 1960, Cuba, c'était l'espoir. Ce n'était pas un mythe. Et c'est vrai que pour ceux qui firent alors le voyage de Cuba, au propre ou au figuré, ce fut, venant de cette France rétrécie et grise où l'on respirait une odeur de mort, la "fête cubaine" que décrivit Ania Francos[8] en 1962. »

À en croire le récit de la collaboratrice du cinéaste Joris Ivens, qui fait écho aux images du film de Mikhail Kalatozov, *Soy Cuba*, la révolution est bien une fête, une grand-messe bruyante et gentiment débrayée où les hymnes révolutionnaires sont chantés au rythme de la charanga, où les défilés métissés se déhanchent en pleine rue sous les salves de kalachnikov, où de splendides jeunes femmes en treillis font le salut militaire.

Sous le soleil des Caraïbes, la révolution est plus attrayante que sous le rude hiver russe de 1917. Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, qui ont bien sûr pris fait et cause pour la révolution

castriste, s'en font à leur retour de Cuba les porte-paroles en France. En juillet 1960, ils publient dans *France-Soir*, « Ouragan sur le sucre », une série de reportages écrits à quatre mains qui relate leur découverte « d'une tentative exemplaire de démocratie directe, portée par un réel enthousiasme populaire ». Le philosophe, qui s'identifie aux Barbudos parvenus au pouvoir alors qu'ils n'ont pas 30 ans, est transporté. « J'ai rencontré, si j'ose dire, mes fils », écrit-il.

## Le sanctuaire

Aux yeux des révolutionnaires internationaux, l'aura de Fidel Castro n'a plus de limites lorsque son armée de gueux parvient à repousser les 1 300 Cubains exilés en Floride et entraînés par la CIA, qui débarquent, le 17 avril 1961, dans la baie des Cochons. Une victoire contre « l'impérialisme yankee » d'autant plus éclatante que la quasi-totalité de l'aviation cubaine a été détruite la veille par des bombardements américains. Le commando qui accoste sur deux plages à 200 kilomètres au sud-est de La Havane, soutenu par des croiseurs américains positionnés au large, avait pour objectif de provoquer une insurrection à Cuba. Mais les Américains ont mal perçu la situation sur l'île : pour l'heure, la population cubaine est acquise à la révolution. Loin de se retourner contre Castro, elle tente de repousser les assaillants. L'armée qui viendra leur prêter main-forte parvient à maîtriser les intrus en moins de trente-six heures. Le président Kennedy, qui a mis en œuvre le plan que lui avait soumis son prédécesseur, le général Eisenhower, contre l'avis du Pentagone, rejette une intervention directe des forces américaines. C'est David contre Goliath. La presse cubaine se délecte de la métaphore en multipliant les *satisfecit* aux accents lyriques.

Pourtant, et sur bien des plans, la victoire est amère. Car une autre partie se joue déjà en coulisses. L'embargo commercial décrété par Kennedy ne peut que renforcer les relations diplomatiques entre Cuba et l'Union soviétique, établies en

mai 1960 après la visite sur l'île d'Anastas Mikoyan, le vice-Premier ministre soviétique. Ce dernier n'avait conclu avec Cuba que des accords économiques limités. Après la baie des Cochons, s'il veut conserver son indépendance tout juste conquise, Castro n'a d'autre choix que de s'en remettre à son puissant partenaire économique et militaire. Après l'euphorie de la révolution, les interminables célébrations d'indépendance, la *realpolitik* reprend ses droits. Celle qui est en vigueur du temps de la guerre froide est d'une simplicité biblique : il faut choisir son camp. Or le seul camp possible pour cette petite nation pauvre, si proche des côtes américaines, c'est l'empire soviétique. Parfaitement conscient de sa position, l'Union soviétique lui dictera bientôt sa loi. Marc Schleifer, qui entame la rédaction de son *Cuban notebook,* un recueil de réflexions et d'analyses sur la situation cubaine, couvrant des domaines aussi variés que les réformes économiques ou la prostitution, secteur oublié des révolutionnaires, ne sait pas ce qui se trame sur l'échiquier géostratégique. Il est encore subjugué par le parfum de liberté que la révolution diffuse dans le monde, comme par le marxisme pragmatique que Castro applique sur l'île : « Durant la première année de la révolution, au moment où les États-Unis préparaient l'invasion de la baie des Cochons, Castro a quitté peu à peu ses oripeaux romantiques, révolutionnaires, pour devenir un marxiste. Et moi, je l'ai suivi. »

En octobre 1962, un avion espion américain photographie des installations de missiles soviétiques par Khrouchtchev déployés à Cuba, en réponse aux missiles américains de Turquie et d'Italie dont la portée est suffisante pour atteindre l'Union soviétique. Les rampes de lancement sont destinées à propulser des ogives nucléaires qui font route vers Cuba dans un cargo soviétique escorté par des sous-marins nucléaires. Le 22 octobre, le président Kennedy demande à Khrouchtchev l'arrêt des opérations et décrète le blocus maritime. Mais les réponses de Khrouchtchev à la supplique américaine, qui se contredisent les unes les autres, n'enrayent pas l'engrenage dans lequel ont mis le doigt les deux superpuissances. Un engrenage qui peut conduire au conflit nucléaire. Quand un avion espion américain est abattu, et que les

sous-marins américains prennent en chasse leurs homologues soviétiques, le monde est au bord du précipice. Finalement, le 28 octobre 1962, Khrouchtchev demande à ses navires, qui sont sur le point d'atteindre la ligne de blocus, de faire demi-tour, accepte de démanteler les bases de lancement et de retirer les missiles de Cuba. En échange, les Américains retirent leurs missiles de Turquie et s'engagent à ne pas attaquer l'île caribéenne. La crise, qui ouvre la voie à la coexistence pacifique, se dénoue sans que Fidel Castro ait été consulté.

Le dirigeant cubain réactive la diplomatie armée qu'il a mise en œuvre au cours des huit premiers mois de la révolution. Sur l'ensemble du continent sud-américain, prenant le risque de fragiliser la coexistence pacifique qui s'est instaurée entre les deux grands, Cuba appuie les mouvements de libération nationale. Au Panama, en République dominicaine, en Haïti, au Nicaragua, elle soutient les guérillas qui tentent de renverser les gouvernements de leurs pays respectifs. En allumant des contre-feux, Fidel Castro cherche à se protéger de l'ennemi américain et à rompre l'isolement provoqué par son exclusion en 1962 de l'Organisation des États d'Amérique (OEA) qui voteront à leur tour, deux ans plus tard, un embargo commercial sur Cuba.

« Si toute l'Amérique latine s'embrase, déclare-t-il alors, les États-Unis ne pourront pas nous atteindre[9]. » Même si les guérillas sud-américaines ont jusque-là toutes échoué, les mouvements révolutionnaires, qu'ils existent déjà ou que Cuba les suscite, devront être l'allumette qui propagera la guérilla populaire de proche en proche. Cuba se charge de leur fournir le matériel : une instruction militaire à la guérilla, qui comprend des cours de sabotage et d'embuscade, une formation politique, le financement et les moyens de communication. Selon la CIA, Cuba aurait accueilli entre 1961 et 1964 de 1 500 à 2 000 révolutionnaires latino-américains dans ses camps d'entraînement.

« C'était une oasis pour toutes sortes de révolutionnaires, notamment sud-américains, et pas nécessairement marxistes, se

souvient Marc Schleifer. Cuba, de plus en plus dépendante à l'Union soviétique, était en train de basculer non seulement dans le marxisme, mais aussi dans le stalinisme. Parmi tous ceux qui étaient venus à Cuba, tous ces gens engagés dans la lutte armée, il y avait des groupes vénézuéliens, toutes sortes de guérillas marxistes ou castristes, l'aile gauche des péronistes argentins. J'ai même rencontré un groupe de jeunes gens venus de Zanzibar ! »

Cuba est la première expérience de ce que seront la Jordanie et le Liban dans les années 1970, puis l'Afghanistan dans la décennie 1980. Un sanctuaire et un centre de formation pour les groupes armés du monde entier. « Certaines capitales révolutionnaires ne sont pas seulement des centres pour les révolutionnaires locaux, souligne Marc Schleifer, elles font figure de forteresse et de phare pour les luttes armées du continent, et même plus loin. La Havane, tout comme Alger, a tenu ce rôle. »

Entre Cuba et l'Algérie, la solidarité révolutionnaire joue à plein. Elle s'est nouée lorsqu'en décembre 1961, dans les derniers mois de la guerre, le régime cubain a fait parvenir par bateau 1 500 fusils et une trentaine de mitrailleuses au FLN. Le *Bahia de Nipe* était ensuite reparti pour La Havane avec soixante-seize militants du FLN blessés à son bord qui seraient ensuite soignés dans les hôpitaux cubains. Depuis la révolution castriste, le premier président algérien Ahmed ben Bella joue un rôle pivot dans les relations entre les deux pays. Au point qu'Alger ne sert plus seulement de relais diplomatique et de base arrière aux seuls mouvements de libération africains, mais aussi aux groupes sud-américains. Par leur intermédiaire, certains découvriront le combat des Palestiniens du Fatah, dont Ben Bella est un fervent supporter. À côté de l'allié imposé, l'Union soviétique, l'Algérie est pour Cuba un allié de choix et de destin, son partenaire dans la révolution et le tiers-monde.

« Les Algériens nous ont servi de pont avec l'Amérique latine, commente Dario Urra, qui fut le troisième secrétaire de l'ambassade cubaine à Alger. C'était un pont à double sens. À la demande de Cuba, l'Algérie avait noué des contacts avec l'Argentine, le Brésil et le Venezuela, car nos activités étaient

limitées par l'absence de relations diplomatiques avec eux. Dans le même temps, beaucoup de guérillas latino-américaines avaient des représentants en Algérie et les officiels cubains et algériens coordonnaient les opérations en leur nom[10]. »

L'éphémère guérilla menée en 1964 en Argentine par un compatriote et ami d'Ernesto Guevara, Jorge Masetti, avait été préparée en Algérie, entraînements militaires et vrais-faux passeports diplomatiques inclus. Les Algériens permirent aussi le transit de la guérilla vénézuélienne des Forces armées de libération nationale (Faln) qui avaient quitté Cuba pour rentrer à Caracas. Une fois au Venezuela, le Faln réceptionnait de gros bidons d'huile d'olive embarqués à Alger dissimulant des armes. Elles devaient servir à armer l'insurrection paysanne qui serait déclenchée par les guérilleros à l'approche des élections générales de décembre 1963. Suivant la stratégie qui avait réussi à Cuba, qu'Ernesto Guevara nomme le *foco* – le « foyer » révolutionnaire amené à embraser le pays –, et dont seule une avant-garde formée de soldats soutenus par une véritable base populaire pourra allumer la mèche.

« Nous avions prouvé qu'un petit groupe d'hommes déterminé, soutenu par le peuple et qui ne craint pas la mort [...] peut vaincre une armée régulière[11] », écrit Guevara, quelques semaines après le renversement de Batista. Selon lui, Cuba réunissait les conditions propices au développement du *foco* : le peuple y était relativement politisé et la mobilisation avait pris aussi bien dans les campagnes qu'en milieu urbain.

Une idée qui fascine pour sa simplicité et son efficacité. C'est aussi pourquoi les groupes armés sud-américains ne sont pas les seuls à se rendre sur l'île. Les intellectuels aussi. Guevara, un médecin féru de littérature et de philosophie, est l'un des leurs, et les jeunes théoriciens occidentaux en mal de *praxis* révolutionnaire sont persuadés que l'histoire se fabrique à Cuba.

« Ce qui était fascinant dans le *melting-pot* révolutionnaire du Cuba des années 1960, c'était de voir se côtoyer ceux qui étaient là pour recevoir un entraînement militaire, et les intellectuels qui

étaient venus les soutenir », note Marc Schleifer. L'un de ces intellectuels, celui qui va formaliser et théoriser le *foco* révolutionnaire de Castro et Guevara, est français ; il s'appelle Régis Debray.

## Le foco

« Un jour, je reçois dans mon bureau la visite d'un jeune homme très élégant, très intelligent. Un normalien althussérien, mao, qui se présente à moi et me dit : "Je m'appelle Régis Debray, Je vais prendre une année sabbatique. Si je peux vous être utile, je suis partant !"[12] »

Ménageant son effet, Jacques Vergès se recale dans son fauteuil en rallumant son cigare. À l'époque, l'avocat tiers-mondiste dirigeait *Révolution africaine*, le premier journal français d'inspiration maoïste. Quant à Debray, il s'était une première fois rendu à Cuba où il avait passé les trois mois de l'été 1961 à travailler aux campagnes d'alphabétisation. Il y avait appris l'espagnol qu'il parlait désormais assez bien. Rentré à l'automne pour suivre les cours de Normale Sup, il ne pensait depuis son retour en France qu'à repartir en Amérique latine.

« Au cours de notre conversation, il apparaît qu'il parle espagnol. Je lui dis : "Ça tombe bien, je voulais envoyer quelqu'un faire un reportage sur les maquis castristes du Venezuela. Si vous acceptez, je vous y envoie. Après, vous passerez en Colombie où j'ai un ami, le père Camilo Torres. Ensuite, on verra." Et il y est allé. »

Muni d'une caméra, Régis Debray embarque pour le Venezuela. Le Faln, la guérilla pro-castriste, venait d'appeler les électeurs à l'abstention aux élections de décembre 1963. Ce sera un échec. Pour autant, Cuba ne renonce pas à son soutien, envoyant même ses officiers en 1966 et 1967 encadrer la guérilla moribonde. Durant son séjour, Debray fait des allers-retours entre Caracas et le maquis. Mais il doit bientôt quitter le pays, ses

déplacements ayant fini par attirer l'attention des autorités du nouveau pouvoir démocratique de Romulo Betancourt.

« Alors qu'il était au Venezuela, il m'appelle au journal et me demande de le laisser faire escale en Équateur avant de se rendre en Bolivie, se souvient Vergès. À son retour, on publiera son reportage sur les maquis vénézuéliens, ses conversations avec des intellectuels d'Équateur. Mais je refuserai un texte de lui intitulé "Le castrisme : longue marche de la révolution en Amérique du Sud". J'étais pour les thèses chinoises et vietnamiennes d'une guerre méticuleusement organisée longtemps à l'avance, et je ne partageais pas ses analyses. Ce texte, il le publiera finalement dans *Les Temps modernes*. »

Dans cet article publié en janvier 1965 dans la revue de Jean-Paul Sartre, le jeune normalien expose les fondements de la théorie du *foco*. Il décrit la fonction de l'avant-garde révolutionnaire préconisée par Castro et Guevara – un petit groupe de guérilleros qui devra amorcer le combat en milieu rural pour créer un soulèvement populaire et ainsi propager la révolution qui renversera les gouvernements qui oppriment le peuple. Selon Debray, le castrisme s'incarne tout entier dans cette théorie dont les modes d'action dépendent de leur environnement. « Il n'aura jamais deux fois le même visage, de pays à pays : il ne peut vaincre qu'à la condition de surprendre[13] », écrit-il dans son article.

« Il se trouve qu'un ambassadeur cubain lit cet article quand il est publié dans *Les Temps modernes*, poursuit Vergès. L'ambassadeur l'envoie à Castro qui fait venir Régis Debray à La Havane. Celui-ci y écrit *Révolution dans la révolution ?*[14], que publiera Maspero. Debray est convaincu que la révolution va éclater en Bolivie, d'où l'expédition malheureuse du Che en Bolivie. »

Dans *Révolution dans la révolution ?*, Debray précise que si la lutte armée menée par des guérilleros issus des classes moyennes devra accoucher la révolution et former le noyau d'un éventuel parti de pouvoir, il n'est pas nécessaire de travailler

indéfiniment le corps social comme le prescrit la *doxa* léniniste. C'est aussi ce que déclare Fidel Castro dans son discours à La Havane de juillet 1966 : « Le combat doit commencer en premier, au cours du combat la conscience révolutionnaire surgit. »

*Révolution dans la révolution ?* est un texte conceptuel, mais c'est aussi pour les guérilleros sud-américains une invitation à passer à l'action et à multiplier les foyers révolutionnaires hors du contrôle des partis communistes. S'il passe en revue d'autres pays du monde (notamment l'Europe et les États-Unis), examinant dans chacun d'eux les conditions préalables au déclenchement du *foco*, Debray consacre en très large partie son étude au continent latino-américain. Car c'est là que souffle le vent castriste de la révolution : « Si sa figure peut changer dans chaque pays latino-américain, n'en est pas moins irréversiblement acquis un certain rapport organique de la lutte armée et de la lutte de masse, sous certaines conditions, exprimé par la théorie du "foyer". Mais cet acquis en entraîne d'autres : quand le pouvoir d'État sera conquis par les exploités et les décimés d'aujourd'hui dans toute l'Amérique latine, et ce jour-là n'est pas demain, les nouvelles sociétés qui s'y construiront auront aussi ce "climat" inséparable du castrisme et qui est beaucoup plus qu'un climat : cette alliance du lyrisme "prométhéen" de l'action révolutionnaire [...]. Alliance que symbolise à nos yeux avec tant de perfection mythique la rencontre historique de deux hommes : le Cubain Fidel Castro et l'Argentin Che Guevara[15]. »

Guevara, jusqu'alors demeuré au second plan, qui veut poursuivre le combat en organisant le *foco* dans les autres pays d'Amérique latine et du tiers-monde, est en train de supplanter Castro dans l'imaginaire de la révolution comme dans les consciences du monde entier.

## L'appel de la Tricontinentale

« Guevara était une figure intellectuelle majeure de la révolution, témoigne Marc Schleifer. L'ironie est que, pour la nouvelle vague des jeunes Occidentaux fascinés par l'expérience cubaine, le Che prend cette dimension précisément au moment où Fidel est en train de la perdre. Castro était entré dans une telle dépendance à l'égard de l'Union soviétique ! Et l'Union soviétique ne souhaitait pas, surtout après la crise des missiles, que la lutte armée fut sa doctrine pour le tiers-monde. Quand le Che quitte La Havane poursuivre la cause révolutionnaire en Amérique latine, une cause qui conduira à sa mort, il efface en quelque sorte Fidel qui, jusqu'alors, jouait ce rôle, celui d'encourager les luttes armées en Amérique latine. C'est à ce moment que le Che devient l'icône de la lutte révolutionnaire. Parce qu'il était celui qui transférait à l'Amérique latine la romance de la lutte armée, l'idéal de la guérilla cubaine, alors même que l'île s'installait dans la normalité routinière des États socialistes. L'État bureaucratique socialiste n'est pas quelque chose qui inspire les jeunes ou la passion. C'est ainsi qu'à bien des égards le Che remplace Fidel[16]. »

En 1965, Guevara est à Alger. Une étape importante de sa tournée des mouvements de libération nationale du continent africain où il veut ouvrir un nouveau front. Quand il a lu l'article de Debray dans *Les Temps modernes*, il en a discuté avec Fidel Castro qui, après avoir invité le jeune homme de 26 ans à La Havane, en a quasiment fait l'intellectuel officiel du nouveau régime.

La vision tiers-mondiste des trois hommes prendra un caractère nouveau l'année suivante, lorsque s'ouvre à Cuba la première conférence Tricontinentale. Du 3 au 13 janvier 1966, elle rassemble sur l'île 612 représentants de 87 mouvements de libération, des guérillas, des nouveaux États indépendants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique. Au cours de ces dix jours de discours et de festivités se croisent Carlos Marighella, le révolutionnaire brésilien, Joséphine Baker, ou Salvador Allende, futur président du Chili. La conférence, qui met en place une

structure de coordination et d'appui aux mouvements de libération nationale, se clôt sur le vote solennel de la supériorité de la lutte armée sur toutes les autres formes de combat.

Le ministre de l'Industrie, Ernesto « Che » Guevara, numéro deux du régime, qui n'est pas revenu à Cuba depuis le printemps 1965, avait rendu publique dans une lettre d'adieu lue au mois d'octobre par Fidel Castro sa décision d'abandonner ses fonctions officielles. Renonçant à sa nationalité cubaine fraîchement acquise, il y avait déclaré vouloir rallier « d'autres terres du monde [qui] réclament le concours de [ses] modestes efforts ». Dans un second message qu'il adresse à la Tricontinentale lors de sa seconde édition, le Che, qui s'est déjà embarqué dans la désastreuse aventure bolivienne, formule l'idée qu'une série de *focos* allumés simultanément dans plusieurs endroits du monde pourra le faire basculer dans une révolution globale et installer le socialisme à l'échelle planétaire. C'est l'acte fondateur de la « révolution mondiale ». Son verbe lyrique, qui résonne place de la Révolution où le message est lu devant la foule des participants, prend une dimension prophétique : « Comme nous pourrions regarder l'avenir proche et lumineux, si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de morts et d'immenses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser ses forces, sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde ! [...] Qu'importent les dangers ou les sacrifices d'un homme ou d'un peuple, quand ce qui est en jeu, c'est le destin de l'humanité. Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les États-Unis d'Amérique du Nord. Qu'importe où nous surprendra la mort ; qu'elle soit la bienvenue pourvu que notre cri de guerre soit entendu, qu'une main se tende pour empoigner nos armes, et que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres dans le crépitement des mitrailleuses et des nouveaux cris de guerre et de victoire. »

Régis Debray, qui a appris le maniement des armes, la fabrication artisanale de bombes et la pratique de la guérilla dans un centre d'entraînement militaire cubain, a rejoint Guevara dont il est l'estafette en Bolivie. Dans *Loués soient nos seigneurs*[17], il écrit : « J'étais même demandeur, tant j'aspirais à rattraper mon retard pour me mettre à niveau avec mes camarades », ces guérilleros guatémaltèques, argentins, ou péruviens qu'il admire. Quand Debray le retrouve en avril 1967, Che est en grande difficulté. En 1965, au Zaïre où il avait passé sept mois à tenter de mobiliser les partisans de Patrice Lumumba – le Premier ministre de l'ex-Congo belge indépendant, assassiné avec l'assistance de la CIA en janvier 1961 –, le Che avait écrit dans son journal de bord : « Ceci est l'histoire d'un échec. […] Acteurs et narrateur sont des étrangers qui sont allés risquer leurs vies sur un territoire inconnu, de langue différente auquel ils n'étaient attachés que par les liens de l'internationalisme prolétarien[18]. »

Or, c'est le même scénario qui se dessine en Bolivie. Sans parvenir à ébaucher le moindre soulèvement populaire, suivi de quelques partisans désœuvrés, le Che se contente de tourner en rond dans la jungle bolivienne. Il en conclut que les conditions exposées dans *La Guerre de guérilla*[19] ne sont pas remplies : la région n'est guère propice au recrutement des combattants fiables et déterminés ou à mener des opérations insurrectionnelles. Ses guérilleros ne connaissent pas le terrain et ne bénéficient d'aucun soutien politique ou logistique. Pourtant, sa légende est en marche. Elle ne s'arrêtera pas au fiasco bolivien. D'autant qu'à l'époque nul ne sait vraiment où il se trouve. Sur sa localisation, entre avril 1965 et l'été 1967, les rumeurs vont bon train. Les journaux le disent à Saint-Domingue, au Mexique ou au Sud-Vietnam. Certains jurent qu'il est mort quand d'autres sont convaincus qu'il est parti combattre sur « d'autres terres du monde ».

Le mythe du Che, qu'entretient Castro en diffusant *La Guerre de guérilla*, ou en faisant afficher des portraits géants à son effigie dans les rues de La Havane, n'a d'autre objet que de faire vivre

ailleurs la révolution. Ailleurs qu'à Cuba. Car, derrière son soutien affiché pour les idéaux de la « révolution mondiale » et le courage de son compagnon d'armes auquel il ne manque pas de rendre hommage à tout instant, le « Lider maximo » est en train de se débarrasser des groupes armés qui, la kalachnikov en bandoulière, pullulent et entretiennent la confusion sur l'île. Cuba est déjà sous perfusion de l'Union soviétique, qui lui fournit près de 300 millions de dollars d'aide économique par an depuis 1961[20]. Les mouvements de libération nationale y sont devenus *persona non grata*. Dès 1965, l'Union soviétique a exigé de Castro qu'il limite son aide matérielle aux guérillas latino-américaines. Les soutiens cubains aux guérillas du tiers-monde parasitent les accords commerciaux qu'essaie de passer l'Union soviétique avec les gouvernements de ces pays. Castro doit même s'engager à demander l'autorisation de l'Union soviétique avant d'envoyer les armes qu'elle lui a fournies vers un pays tiers. Dans un tel contexte, la figure de Guevara lui est une épine dans le pied. Castro ne peut que se réjouir de son départ vers d'autres horizons, même s'il continuera à envoyer des instructeurs en Guinée-Bissau et au Mozambique, et des soldats en Angola et en Éthiopie au cours de la décennie suivante.

En Europe et au Japon, où la jeunesse en révolte accroche aussi les portraits du Che au fronton des universités, où les étudiants scandent son nom dans les manifestations, Guevara est l'icône de l'utopie révolutionnaire mondiale. L'Argentin qui a livré à la jeunesse contestataire le feu sacré « prométhéen », comme l'a écrit Debray, celui du *foco* mondialisé, a de loin dépassé Fidel Castro dans le cœur battant des révolutionnaires.

Marc Schleifer, qui a quitté les rives cubaines, concentre, lui, son engagement contre la guerre du Vietnam : « C'est sans doute ma solidarité avec la révolution cubaine, la conviction révolutionnaire qu'elle m'a inspirée qui m'ont incité à m'engager ailleurs, dans le mouvement contre la guerre du Vietnam. Car les choses ne surgissent pas du néant. Les racines d'une organisation terroriste ou de lutte armée (peu importe comment ils se

définissent) s'enracinent souvent dans des mouvements plus modérés, tels que celui de la révolution cubaine. »

Quant aux organisations d'extrême gauche qui, en Italie, en Allemagne et au Japon, ont pris à la lettre le discours de Guevara à la Tricontinentale, elles se mettent en quête du foyer qui leur permettra de passer du discours aux actes. Le combat qui incarnera la solidarité révolutionnaire et renversera par des attentats les barrières du capitalisme. Le combat pour la « révolution mondiale ».

Jacques Vergès qui, dès le début, avait émis des doutes sur la théorie du *foco* formalisée par Régis Debray, s'il sympathise avec les groupes qui se placent dans la filiation de l'utopie guévariste, n'a jamais cru à l'efficacité de leurs actions : « Pour eux, il suffisait de créer un feu pour voir le reste du monde s'embraser. Personnellement, je n'ai jamais cru aux théories castristes du *foco*. Mais, en effet, beaucoup de jeunes gens en Europe et au Japon vont y adhérer. C'est en s'inspirant de cette théorie que l'Armée rouge japonaise, que la Fraction Armée rouge allemande, et même Action directe en France, vont opérer. »

1- Discours d'Amhed ben Bella, le 16 octobre 1962, cité par Piero Gliejeses, « Cuba's first venture in Africa : Algeria ; 1961-1965 », *Journal of Latin America Studies*, Vol 28, n° 1 (février 1996), p. 165.

2- La génération « cassée », « écrasée » ou « au bout du rouleau ». Mouvement libertaire, littéraire et artistique, né aux États-Unis dans les années 1950, dont le succès de *Sur la route* (1957) de Jack Kerouac assura une renommée mondiale.

3- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

4- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

5- Robert F Williams, *Negroes with guns*, Wayne State University Press, 1998 p 31-32.

6- *Ibid.*, p. 32.

7- François Maspero, préface à *Ruptures à Cuba, le castrisme en crise*, Janette Habel, La Brèche, 1989.

8- Dans son livre *Fête cubaine*, paru chez Julliard en 1962.

9- Cité par Aleksandr Fursenko et Timothy Naftali, *One hell of a gamble*, Norton & Co, 2001, p. 141.

10- Piero Gleijeses, *Conflicting missions Havana, Washington and Africa*, The University of North Carolina Press, 2002, pp. 51-52.

11- « Proyecciones sociales del ejercito rebelde », 27 janvier 1959, cité par Piero Gleijeses, *Guevara, Escritos*, vol. 4, p. 20.

12- Entretien avec l'auteur le 11 octobre 2010.

13- « Le castrisme ou la longue marche de l'Amérique latine », *Les Temps modernes*, janvier 1965.

14- Régis Debray, *Révolution dans la révolution ?*, Maspero, 1967.

15- *Ibid.*, p. 69.

16- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

17- Gallimard, 1995.

18- Ernesto Che Guevara, *Journal du Congo*, Mille et une nuits, 2009, p. 33.

19- Ernesto Che Guevara, *La Guerre de guérilla*, Mille et une nuits, 2009.

20- Piero Gleijeses, *op. cit.*, p. 219.

# 6
# L’internationalisme

*« Le mouvement étudiant fut exposé au syncrétisme d’influences mondiales qui allaient de la Révolution culturelle chinoise, en passant par le Black Power aux États-Unis ou les luttes de guérilla en Amérique latine, au Mai 1968 français. »*
Masao MATSUDA

Les groupes révolutionnaires obligés de quitter Cuba à la demande des Soviétiques trouvent de nouveaux sanctuaires dans les États issus de la décolonisation. Le FLN de Ben Bella qui dirige l’Algérie indépendante renforce son soutien aux organisations de libération nationale. Nelson Mandela, qui lutte à la tête de l’ANC pour mettre fin à l’apartheid en Afrique du Sud, ou les guérilleros de Guinée-Bissau défiant par la lutte armée le colonisateur portugais, sont à Alger, devenue « La Mecque des révolutionnaires[1] ». Yasser Arafat et Khalil al-Wazir, qui ont fondé au Koweït, en 1958, Al-Fatah, le Mouvement de libération de la Palestine issu de la ligue des étudiants palestiniens du Caire, y ont établi leur base arrière. La révolution se déplace, ses idéaux se mondialisent.

Le monde est lui-même devenu l’objet d’une idéologie qu’on appelle désormais « l’internationalisme », favorisé par les progrès techniques qui permettent comme jamais les déplacements des biens et des personnes, et la diffusion de l’information en temps réel par les médias en pleine expansion que sont la radio et la télévision. Les échanges culturels y sont favorisés par la massification de l’éducation et, non sans paradoxe, l’explosion de la consommation dans les pays capitalistes. L’Occident veut sa part de révolution. Abreuvée par la contre-culture, par les écrits de Fanon, de Sartre, de Marcuse ou de Gramsci, par les cinéastes subversifs que sont Fassbinder en Allemagne, Pasolini en Italie, les films Pink au Japon, la nouvelle vague en France, le groupe Panik au Mexique, et d’autres formes

encore de contestation culturelle, la jeunesse des pays industrialisés, captivée par les deux centrifugeuses de l'internationalisme que sont Cuba et le Vietnam, se jette à corps perdu dans l'idéologie monde. L'explosion des mouvements étudiants sera son viatique. Pour beaucoup, les imaginaires cubain et vietnamien qui font écho à celui de la Résistance, l'idéologie guévariste de la révolution mondiale, la Révolution culturelle de Mao se synthétisent et se cristallisent dans la cause des Palestiniens. Opportunément, les mouvements de lutte armée palestiniens qui la portent, adoptent les attributs et le discours de l'internationalisme pour mieux capter l'ébullition du monde.

## Le Fatah de Yasser Arafat

Avant même l'indépendance de l'Algérie, les relations entre l'organisation palestinienne et le FLN se sont nouées à travers leurs bureaux du Caire, et les contacts personnels de Yasser Arafat et de Khalil al-Wazir (Abou Jihad), avec Houari Boumedienne, alors chef d'état-major de l'Armée de libération nationale (ALN) – le bras armé du FLN. Le Fatah, qui se reconnaît dans le combat précurseur des nationalistes algériens, en reprend les structures et le vocabulaire.

« L'expérience qui a le plus marqué les Palestiniens, c'était l'Algérie, affirme Hassan Balawi, un intellectuel du Fatah. Ce n'est pas un hasard si le mouvement a pris le nom de "Fatah", c'est-à-dire "mouvement de libération de la Palestine", à l'instar du FLN, qui est le Front de libération nationale. Nous avons repris l'idée qu'il fallait libérer la patrie grâce à la lutte armée. Nos premiers groupes armés ont été formés militairement par les Algériens[2]. »

Convié aux cérémonies de l'Indépendance, Yasser Arafat rencontre à cette occasion Ben Bella dont il obtient l'autorisation d'ouvrir un bureau à Alger. Depuis cette représentation officielle, le Fatah peut nouer des contacts avec les autres mouvements présents à Alger, rencontrer les autorités vietnamiennes, et même Che Guevara. Les Algériens accueillent les militants palestiniens sur leur sol et forment les commandos du Fatah aux techniques de

guérilla qui ont démontré leur efficacité contre les Français. Si Boumediene, qui a renversé Ben Bella en 1965, leur fournit aussi des armes, la montée en puissance de l'organisation de Yasser Arafat basée en Jordanie attire d'autres bailleurs de fonds qui supplantent bientôt l'Algérie.

L'Égypte de Nasser, forte de sa victoire sur les puissances coloniales à Suez en 1956, entend assurer le leadership arabe et contrôler, grâce à son soutien matériel et financier, le mouvement palestinien. Il fait fermer plusieurs fois le bureau du Fatah à Alger avant de porter sur les fonts baptismaux l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le 28 mai 1964, dont il nomme président l'ancien représentant de la Ligue arabe, Ahmed Shukairy. L'OLP rassemble toutes les organisations palestiniennes de Cisjordanie, de Gaza et de la diaspora, dont, bien sûr, le Fatah. Ses combattants se déversent dans l'Armée de libération de la Palestine, le bras armé de l'OLP, bénéficiant pour la première fois d'une solde et d'armes presque neuves.

Mais leur protecteur le plus puissant n'est pas un pays arabe, c'est la Chine. Dirigée depuis 1949 par Mao Zedong, la Chine, qui veut gagner en influence et se départir de la tutelle soviétique, s'est également lancée dans le soutien aux mouvements de libération nationale. Alors que les deux grands tentent encore de définir les règles d'une coexistence pacifique, le conflit israélo-arabe est une des lignes de front qui centralise cette opposition interne au clan communiste. Dans son discours du 15 mars 1964, le président de l'OLP, reçu à Pékin en compagnie de Yasser Arafat, compare la longue marche maoïste au combat pour la libération de la Palestine : « Cette armée construite à partir de rien est devenue une puissante armée révolutionnaire. L'Armée de libération de la Palestine va suivre la même voie. »

Comme le souligne Hassan Balawi, « il y avait au sein du Fatah un courant maoïste très important qui pensait que nous pouvions mener la lutte populaire à long terme. Si le premier bureau du Fatah était à Alger, son deuxième bureau était à Pékin. Yasser Arafat et Abou Jihad ont rencontré Mao pendant la première visite de l'OLP à Pékin. Mao Zedong était intéressé par

cette expérience de libération nationale. Tout le monde suivait la guerre diplomatique entre les Soviétiques et les Chinois. Les Soviétiques ne reconnaissaient pas à l'époque le mouvement national palestinien. Ils avaient reconnu Israël, et ils estimaient encore que le mouvement palestinien, c'était du "nationalisme archaïque". Les Chinois, en revanche, avaient une oreille attentive à notre mouvement de libération ».

Trois mois plus tard, Khalil Wazir, dit Abou Jihad, retournait à Pékin pour y recevoir un premier versement de 7 000 dollars. L'aide chinoise ne cessera de croître au cours de la seconde partie des années 1960 : elle fournit des instructeurs militaires, des fusils mitrailleurs AK47 – les fameuses kalachnikovs de fabrication soviétique –, des lance-roquettes anti-char, des mortiers et des munitions. Grâce à l'aide de Mao, 2 000 Palestiniens bénéficient d'un armement chinois en 1968, 7 000 en 1969, 14 000 en 1970[3].

Pourtant, les reporters chinois, envoyés par Pékin en Jordanie, s'intéressent moins à la prégnance maoïste dans les bases du Fatah, ou à l'excellence de leur armement chinois, qu'à l'affaiblissement des États arabes, défaits en moins d'une semaine par les armées israéliennes en juin 1967. En réponse au mouvement de troupes égyptiennes dans le Sinaï et au blocus décrété par Le Caire qui interdit, le 23 mai, aux navires israéliens de franchir le détroit de Tiran, Tsahal lance, le 5 juin, une attaque contre l'Égypte, puis la Jordanie et la Syrie. La victoire israélienne est fulgurante – durant la première journée de guerre, l'État hébreu a détruit la moitié de l'aviation arabe et défait les armées jordanienne, syrienne et irakienne les jours qui suivent. Yasser Arafat, qui depuis Koweït City roule à toute vitesse pour rejoindre le front, arrive trop tard. Lorsque le cessez-le-feu intervient, il entre seulement en Syrie.

À l'issue du conflit, Israël a triplé sa superficie. Ses nouvelles frontières, qui englobent Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem Est, coïncident avec le territoire de la Palestine mandataire, auquel s'ajoute désormais la péninsule du Sinaï. C'est le signal d'un nouvel exode pour les Palestiniens. Près de 250 000 d'entre eux

rejoignent la Jordanie voisine, qui compte déjà 500 000 réfugiés palestiniens.

Malgré la résolution de Khartoum adoptée, le 1er septembre 1967, par les pays arabes qui rejettent toute négociation, toute reconnaissance et toute perspective de paix avec Israël, les organisations palestiniennes considèrent que « la guerre de libération par procuration » les a menées dans l'impasse. Désormais, elles ne compteront plus que sur elles-mêmes en s'engageant dans une confrontation directe avec l'État hébreu. Une stratégie appuyée par l'Égypte.

« Même si le Fatah de Yasser Arafat était issu des Frères musulmans, dont il venait de faire pendre le principal théologien Sayyid Qutb, Nasser s'est dit : "Les opérations du Fatah vont occuper les Israéliens et me donner le temps de reconstruire le pays, et surtout mon armée" », rappelle Hassan Balawi. Les combattants palestiniens, rassemblés malgré leurs divergences sous la bannière de l'OLP, se sont déjà engagés dans des actions terroristes contre Israël.

« Officiellement, le terrorisme a commencé en Israël le 1er janvier 1965, quand un activiste du Fatah a tenté d'attaquer une canalisation d'eau qui relie le canal de Beit Netopha, près du lac de Tibériade, à Israël, commente Avi Dichter, qui fut directeur du contre-espionnage et ministre de la Sécurité intérieure d'Israël. C'est la première action terroriste à laquelle nous avons été confrontés. C'est pour cela que le Fatah a choisi cette date pour marquer la naissance de l'organisation[4]. »

Yasser Arafat a distribué pendant la nuit de la Saint-Sylvestre le communiqué qui revendique l'opération. Mais, au matin, force est de constater qu'elle a échoué. Le commando, parti d'un camp de réfugiés palestinien du Sud Liban, a été arrêté par la police libanaise avant de franchir la frontière[5]. Le canal sera de nouveau visé trois jours plus tard par un nouveau commando qui traverse le Jourdain depuis la Jordanie. La bombe n'explose pas. Cet échec ne désarme pas Yasser Arafat qui veut mener des opérations

spectaculaires pour marquer les esprits et prendre l'ascendant sur les autres groupes palestiniens.

« Chaque service de renseignement arabe s'était doté de sa propre officine palestinienne. L'objectif était de nous noyer dans un bain organisationnel. Les gens étaient fatigués des discours. Nous devions faire quelque chose pour nous distinguer des autres groupes[6] », explique Abou Iyad, l'un des bras droits de Yasser Arafat. La branche armée du Fatah multiplie donc les attentats. Malgré la mise à l'écart de Yasser Arafat par le comité central du mouvement, on en comptera quinze pour le seul été 1966. Les civils sont aussi bien visés que les militaires par des attentats qui touchent désormais Jérusalem.

Arafat sillonne la Cisjordanie, dont sont originaires ses commandos, pour y recruter des combattants et y implanter durablement son organisation, suivant en cela l'exemple du FLN algérien. En mars 1968, un bus scolaire israélien saute sur une mine faisant 2 morts (un écolier et un médecin) et 29 blessés. Israël réplique trois jours plus tard en attaquant l'une des principales bases du Fatah en Jordanie qui se trouve à l'intérieur d'un vaste camp de réfugiés dont la population s'est accrue après la guerre des Six Jours. Les blindés israéliens passent le Jourdain et pilonnent le camp défendu par 300 combattants qui ne leur opposent que leurs kalachnikovs et leurs lance-roquettes. L'artillerie jordanienne se porte en soutient du Fatah. Après quinze heures d'affrontements, les Israéliens se replient. Les pertes sont lourdes côté palestinien ; la moitié des combattants du Fatah ont trouvé la mort. Pourtant, ces derniers ont remporté une indéniable victoire politique : un an après la défaite et l'humiliation des armées arabes, en défendant le camp de Karameh, dont le nom signifie « dignité », le Fatah a sauvé l'honneur avec des moyens dérisoires. Les volontaires affluent ensuite de tout le Moyen-Orient pour combattre aux côtés d'Arafat dont la notoriété s'envole. Il fait pour la première fois la couverture de *Time magazine*. Quand on lui demande pourquoi il ne se rase pas, il éclate de rire : « Je n'ai pas le temps, je fais la

révolution. » Un mois plus tard, en janvier 1969, il sera élu à la tête de l'OLP.

## L'internationalisme du FPLP

À peine établi, le leadership de Yasser Arafat est contesté par le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) créé par Georges Habache en décembre 1967, dans la foulée de la guerre des Six Jours. Dès 1951, Georges Habache avait créé à Beyrouth, où il poursuivait ses études de médecine, le Mouvement des nationalistes arabes, dont il avait tissé la toile en Jordanie, autour de la clinique d'Amman dans laquelle il officiait. S'étant placé sous la protection de Nasser, il y promouvait une vision panarabiste du combat palestinien. La défaite de juin 1967 change la donne.

« [Nasser] ne nous avait pas trahi, il nous avait déçus, devait confier Habache à Georges Malbrunot en janvier 2008. C'était une défaite, non la fin de la guerre et, personnellement, je continuais à rêver de l'unité arabe. Mais je me rendais bien compte que si nous voulions obtenir des résultats, il fallait nous concentrer sur la question palestinienne. [...] [L'une des leçons de la défaite] était que seuls les peuples peuvent forcer l'histoire. [...] L'autre leçon de la défaite était que notre lutte armée devait reposer sur les Palestiniens eux-mêmes qui devaient organiser leur combat selon le principe de la guerre de libération populaire, en s'appuyant sur les expériences algériennes et du Sud Yémen, sans oublier bien sûr l'expérience vietnamienne[7]. »

Habache, pris de cours par les attentats terroristes du Fatah, tente de rassembler les autres mouvements palestiniens au sein d'un Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Abdel Raheem Mallouh, secrétaire général adjoint du FPLP, alors jeune militant, se souvient : « Le FPLP regroupait le mouvement des nationalistes arabes, le Front de libération palestinien, présidé par Ahmed Jibril, ainsi qu'un certain nombre d'officiers palestino-jordaniens appelés les "officiers libres". Nous avions donc des

sections au Liban, en Syrie, en Jordanie, en Irak et plus d'une section en Palestine, dans le Sud Yémen et dans la péninsule arabique. Le mouvement des nationalistes arabes, puis du FPLP, a adopté la pensée marxiste-léniniste, la ligne de conduite dialectique historique dans sa vision réaliste de la société et dans sa vision d'analyse des réalités de la vie. Mais cette ligne n'a pas fait l'unanimité : les officiers libres jordaniens ont fait scission[8]. »

Car la révolution que prône Georges Habache doit emporter la société arabe, des camps de réfugiés aux États qui les ont accueillis. Les régimes arabes, « tous bourgeois et réactionnaires, ou trop modérément révolutionnaires[9] », constituent la cible privilégiée des organisations palestiniennes qui se présentent comme l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. La direction de l'OLP, autrement dit le Fatah, devra être renversée. C'est pourquoi, dès 1969, tout en gardant son siège de membre de l'OLP pour influer sur ses orientations, le FPLP refuse de participer aux instances dirigeantes de la Centrale palestinienne. Georges Habache joue sur deux fronts simultanés : le premier contre Israël où, à l'instar du Fatah, le FPLP perpètre des attentats, le second contre le pouvoir jordanien qui règne sur une population majoritairement palestinienne. Mais le FPLP ne parvient pas à se créer un espace suffisant sur une scène déjà très concurrentielle, et demeure dans l'ombre du Fatah. Pour étendre son influence et capter l'internationalisme ambiant, il dépêche ses émissaires en Europe et au Japon, où les organisations étudiantes radicales se sont multipliées au cours des dernières années de la décennie.

Les organisations palestiniennes nouent des contacts avec les gauchistes par l'intermédiaire de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli qui a rompu en Italie avec le Parti communiste. Après l'écrasement des réformistes hongrois en 1956, Feltrinelli est devenu l'éditeur officiel des dissidents du bloc de l'Est. Dès 1957, il a traduit et publié *Docteur Jivago* de Boris Pasternak. Comme beaucoup, et notamment son homologue français François Maspero, il a rencontré Fidel Castro qui l'a subjugué.

« La discussion finissait toujours par glisser sur Fidel Castro. Et à ce moment-là son visage s'éclairait. Pour lui aussi, l'alliance avec Cuba était parfaitement naturelle[10] », se souvient Alberto Franceschini, l'un des fondateurs des Brigades rouges, qui l'a côtoyé dans la clandestinité.

Giangiacomo Feltrinelli, qui sera comme lui à l'origine des Brigades rouges, subventionne la revue *Tricontinentale*, créée après la conférence de 1966. Il commence à publier les textes révolutionnaires, qu'il s'agisse du *Petit Manuel de guérilla* du Brésilien Carlos Marighella, des *Tupamaros*[11] *en action, un témoignage direct de la guérilla*, des écrits de Régis Debray qu'il a rencontré en Bolivie, ou des *Damnés de la terre* de Frantz Fanon.

Le « millionnaire rouge » finance aussi les groupuscules qui donneront plus tard naissance aux Brigades rouges. Entre 1967 et 1969, il est sur tous les fronts universitaires, à Trento, le centre de la contestation étudiante italienne, mais aussi à Berlin-Ouest en février 1968, où il prend la parole au cours du Congrès international pour le Vietnam qui se tient dans l'enceinte de l'université technique. Son discours se tient devant 1 200 étudiants qui ont bravé l'interdiction du commandement américain, qui gère le secteur. À ses côtés, le philosophe allemand Herbert Marcuse, naguère engagé dans les comités ouvriers révolutionnaires ayant donné naissance à la République de Weimar en 1918, propose une critique radicale de la société de consommation aux États-Unis où il a émigré en 1933. S'inspirant du marxisme et de la psychanalyse, il dénonce l'oppression de la société capitaliste sur l'individu. Une société qui prend en charge bien plus que ses besoins vitaux. Au lieu de libérer l'individu, elle crée des besoins artificiels, qui l'étouffent sous les biens de consommation et les trouvailles technologiques. Aliéné, entre l'étau de son travail et des médias qui captent ce qui lui reste d'attention, l'individu a perdu le contrôle du temps et de son destin. Pour échapper à ce nouveau totalitarisme, il s'agit de briser la dépendance dans laquelle l'État maintient l'individu et

prendre le risque d'une émancipation totale, aussi bien sexuelle que morale. Marcuse affirme en effet que les libérations sexuelle et politique sont les deux facettes d'un même combat pour la liberté. Elle ne peut être conquise que par des groupes marginaux qui figureront l'avant-garde révolutionnaire, et dont les étudiants qu'il rencontre dans ses conférences ou dans les assemblées générales universitaires sont le vivier. À Paris, Tokyo, Mexico, Rome ou Berlin, la jeunesse étudiante se mobilise pour faire résonner ses revendications et tenter de transformer la société. Par la violence si nécessaire.

## La révolte étudiante en RFA

Le 2 juin 1967, le SDS, le principal syndicat étudiant, qui coordonne depuis un an déjà l'action de l'opposition extraparlementaire (APO) rassemblant les opposants au projet de loi sur l'état d'urgence – des objecteurs de conscience aux associations de victimes du nazisme en passant par les jeunes socialistes –, appelle à manifester contre la venue du Shah d'Iran à Berlin. La semaine précédente, des affiches ont été placardées dans les universités qui dénoncent le caractère autoritaire du régime. La jeunesse étudiante veut prendre sa part dans les bouleversements et les injustices du monde.

Au cours de la manifestation, Benno Ohnesorg, un étudiant de 26 ans, est tué par un policier. Le lendemain, les titres du groupe de presse Springer, qui détient 90 % des quotidiens nationaux, se félicitent de la riposte policière. C'est le coup d'envoi d'un an de révolte étudiante qui, depuis le début de 1966, réclamait pacifiquement une réforme universitaire et l'arrêt de la participation de la RFA à la guerre du Vietnam, dont la base de Francfort sert de relais aux GI en partance pour Danang. Tous les fondements de la société ouest-allemande sont mis en cause : l'APO dénonce le passé nazi des juges, alors même que le parti néo-nazi fait une percée dans les Länder, autant que le système représentatif qui, en portant au pouvoir une coalition d'union

nationale entre les chrétiens démocrates et les socialistes, semble interdire toute alternance politique. Inspirés par les thèses de Karl Jaspers, qui soutient que le système des partis forme une oligarchie qui pourrait déboucher sur une dictature, l'APO et le SDS proposent de lui substituer une démocratie directe. Le spectre de la loi sur l'état d'urgence semble confirmer la critique de Jaspers. La crise politique devient générationnelle lorsque le SDS adopte pour slogan « Ne fais pas confiance au plus de trente ans ». Le besoin d'émancipation de la jeunesse se heurte de manière frontale à la génération des pères, compromis dans le nazisme, et qui considère encore le divorce et l'homosexualité comme des délits. Dans ce contexte, le capitalisme et la société de consommation sont considérés comme une extension du passé criminel de l'Allemagne. Cette logique mortifère du capitalisme, les étudiants se proposent de l'affaiblir par une « propagande de l'action ».

Rudi Dutschke, le leader du SDS, multiplie les *sit-in*, et les *happenings* pour exiger que la lumière soit faite sur les conditions de la mort d'Ohnesorg et que les responsables soient punis. Le 18 février, ils sont 10 000 à manifester à Berlin-Ouest. La contre-manifestation organisée trois jours plus tard par les partis politiques et les syndicats réunit dix fois plus de monde. Le 11 avril, Dutschke est la cible d'un attentat d'extrême droite. Il en sort grièvement blessé. Le groupe de presse Springer, qui a fait de Dutschke l'ennemi public numéro un, est montré du doigt par les étudiants qui le désignent comme le principal responsable de l'attentat. Dans les pages de ses journaux, les étudiants du mouvement étudiant sont qualifiés de « casseurs », ou de « sales barbus armés de gourdin ». Quand 5 000 manifestants se rendent devant le siège du groupe de presse pour crier leur indignation, le rassemblement bascule dans la violence : des camionnettes de livraison et le hall de l'immeuble sont incendiés. Pavés et cocktails Molotov sont jetés sur les CRS qui tentent d'intervenir. L'émeute fait rapidement tache d'huile. À Essen, à Francfort, à Munich et à Cologne, les manifestations et les affrontements avec les forces de l'ordre se multiplient. On y réclame pêle-mêle la

défense de Rudi Dutschke, la répression des néo-nazis, la fin de la société de consommation et de la guerre du Vietnam. Parmi les incendiaires de deux grands magasins sont arrêtés deux jeunes radicaux ; Gudrun Ensslin et Andreas Baader, dont le projet d'un activisme violent prendra forme au cours de leur incarcération. Quand le gouvernement menace de faire voter la loi sur l'état d'urgence, la révolte se généralise. Elle mobilise jusqu'au fils de Willy Brandt, le leader du parti socialiste, qui est également arrêté.

Le ministre des Affaires étrangères, qui tente de « nouer le dialogue avec la jeunesse rebelle », ne trouve aucun écho parmi les étudiants. Il est néanmoins entendu par les ouvriers. Les syndicats, qui avaient jusqu'alors soutenu le mouvement, s'en désolidarisent en défilant dans des cortèges distincts le 11 mai. Ils n'appelleront pas à la grève générale comme le leur avait demandé le SDS. Isolé, le syndicat étudiant renonce à la violence et appelle à reprendre les cours dans les universités. Willy Brandt prend l'engagement de défier « sur les barricades » quiconque voudrait appliquer la loi sur l'état d'urgence et engage un vaste programme de réforme pour couper l'herbe sous le pied aux revendications étudiantes. Le Mai 1968 allemand s'étiole doucement. Mais une minorité n'a pas renoncé au combat : dans la revue d'avant-garde *Konkret*, qui a servi de porte-voix aux mobilisations étudiantes, Ulrike Meinhof affirme que la résistance est inutile si elle ne vise pas à conquérir le pouvoir. Deux ans plus tard, avec l'aide de l'avocat Horst Mahler, elle fera évader Andreas Baader et Gudrun Ensslin. Cette évasion donnera naissance à la Fraction Armée rouge.

## Le Mai 68 japonais

Au Japon aussi gronde la révolte. Dès 1965, les étudiants avaient dénoncé par différentes formes de mobilisation la hausse des frais d'inscription touchant plusieurs universités de l'archipel. Le mouvement était demeuré peu politisé au cours des deux

années suivantes, même si le souvenir des *Zengakuren*[12] était fortement présent au sein des nouvelles structures estudiantines. Au printemps 1968, les grèves gagnent l'ensemble des universités. Les manifestations quotidiennes, se prolongeant par les inévitables affrontements avec les forces de l'ordre, entraînent le pays dans une instabilité croissante.

Un premier durcissement intervint à la suite d'une banale affaire de corruption, mise au jour par les étudiants de Nichidai (université du Japon), la plus mal classée, la plus grande et la plus peuplée des universités privées japonaises. C'est le Front de libération étudiant, le syndicat indépendant de Nichidai – *« non-secto »*, c'est-à-dire, et bien qu'il fût de tendance marxiste, non rattaché à un parti ou à une « secte » politique –, qui a révélé le trou de deux milliards de yens dans le budget de l'université. La hausse des frais d'inscription avait servi à enrichir ses dirigeants qui avaient reçu des pots-de-vin en vendant des diplômes universitaires. Or, Nichidai n'était pas n'importe quelle université au Japon. Elle accueillait quelque 100 000 étudiants, principalement venus de province, appartenant aux classes les plus modestes. Sa fonction était de produire les fameux *salarymen* japonais. Cette armée d'employés de bureau mal payés qui font tourner la machine économique dans les entreprises et les administrations du pays ; sorte de *lumpenprolétariat* du secteur tertiaire. C'est donc sur le dos des étudiants les plus défavorisés que les représentants du système, les cadres dirigeants de l'université, se sont enrichis. Nichidai fait aussitôt figure de symbole pour l'ensemble du mouvement étudiant.

Et, celui qui a dénoncé la prévarication de la direction, Akita Akehiro, connu sous son nom de guerre « Akita Meidai », est propulsé à la tête de la contestation qui se politise et se radicalise presque instantanément. Akita n'était pas un étudiant brillant. Il était très éloigné d'une figure charismatique à la Cohn-Bendit et des élites intellectuelles ultra-politisées de Mai 68.

Né en 1947 à Hiroshima, Akita venait d'un milieu très modeste (son père était mécanicien sur les chantiers navals).

Laborieusement parvenu jusqu'en maîtrise d'économie, après que les étudiants de l'université eurent entamé leur cinquième mois de grève, il dénonça publiquement, le 30 septembre 1968, lors d'un meeting qui rassemblait les étudiants et les dirigeants de l'université, les malversations au sommet des instances universitaires, poussant le président Furuta à la démission.

La réponse des autorités, en premier lieu celle du Premier ministre Eisaku Satô, qui condamne l'agitation à Nichidai, n'endigue en rien la contestation, et met au contraire de l'huile sur le feu. Les étudiants de Nichidai se barricadent dans l'université. Un mandat d'arrêt est délivré contre Akita Meidai qui est arrêté et jeté en maison de redressement où il croupira jusqu'en 1971. Jusque-là, les revendications du mouvement s'étaient limitées au contexte étudiant. Mais l'affaire Nichidai et la répression policière qui s'abat contre le syndicat de l'université font éclater le nombre des revendications. Les étudiants, qui ont pris conscience de l'impasse et du carcan étouffant que représente le Japon des années 1960, réclament davantage de liberté. La liberté d'expression et les rassemblements leur étaient interdits. L'avenir ne leur offrait aucune autre perspective que de devenir de dociles petits soldats au service du développement économique du Japon, dans une société où l'individualisme et l'épanouissement personnel étaient bannis ; vinrent se greffer là-dessus le contexte international et, en premier lieu, la prochaine prorogation du traité de sécurité nippo-américain de 1970.

Or, depuis le mouvement étudiant de 1960 qui s'était élevé contre la ratification de ce même traité, le contexte a changé. Les États-Unis sont en guerre au Vietnam, et le Japon y collabore activement. Les troupes américaines embarquaient pour Saigon depuis la gigantesque base d'Okinawa, qui occupe près de la moitié de l'île méridionale, les entreprises Mitsubishi produisaient les armes lourdes, et les bombes au napalm traversaient Tokyo par la gare centrale de Shinjuku. Les étudiants, abreuvés de littérature marxiste, influencés par les auteurs internationalistes ou anticolonialistes tels que l'Allemand Herbert Marcuse ou le Martiniquais Frantz Fanon, se révoltent maintenant

contre la collaboration du Japon à la guerre du Vietnam. Le 21 octobre 1968, lors d'une manifestation monstre en gare de Shinjuku, qui tourne à la bataille urbaine, ils tentent de stopper les convois ferroviaires transportant les bombes au napalm. Prenant également conscience des discriminations qui touchent principalement les Coréens déportés comme travailleurs forcés au Japon durant la période coloniale, les étudiants sont submergés par le retour du refoulé, posant dès lors un doigt accusateur sur la génération de leurs parents, associée à un pouvoir qui n'entend rien à leur mal-être, ni à leurs revendications.

La société japonaise n'avait pas rompu avec le racisme et l'impérialisme qui prévalaient durant la Seconde Guerre mondiale. De ce point de vue, le procès de Tokyo de 1946 n'avait rien réglé. L'empereur Hirohito comme nombre des élites dirigeantes de l'époque nationaliste était toujours au pouvoir. Rien, ni dans les partis politiques, ni dans les *Zaibatsu* – les monstres industriels aux manettes de l'économie nipponne –, ni dans les structures éducatives ou sociales, ne semble avoir fondamentalement changé, sinon la dépendance de plus en plus évidente de l'archipel aux États-Unis. On semblait être passé sans rupture ni transition d'un impérialisme à l'autre, sans que la justice ou la vérité se fussent exprimées clairement. Après l'arrestation d'Akita Meidai et la répression de son syndicat étudiant, le mouvement de Nichidai est en perte de vitesse. L'université Todaï (université de Tokyo), la plus prestigieuse du pays que le concours d'entrée rend inaccessible aux moins favorisés, dont les étudiants sont destinés à prendre les manettes du pouvoir, tant économique que politique, prend aussitôt le relais. À la fin des années 1960, ils étaient bien davantage politisés que ceux de Nichidai, et avaient momentanément tourné le dos à un avenir sans nuages pour se radicaliser à l'extrême gauche. Les groupuscules marxistes révolutionnaires, maoïstes, trotskistes ou anarchistes y pullulaient. Ils entraîneront le mouvement étudiant dans une seconde radicalisation qui pousse d'un cran le niveau de violence déjà très élevé. Bien au fait de l'ébullition internationale, ils sont inspirés par les idées

révolutionnaires en vogue : le *foco* théorisé par Castro et Guevara, censé embraser le pays jusqu'à l'avènement d'une révolution socialiste, les appels à la lutte armée d'un Marighella et d'un Fanon, les combattants Vietcong et les activistes noirs américains des Black Panthers qui, au même moment, ont engagé le combat à l'intérieur même de la « patrie du capitalisme ».

« De 1967 à 1968, se souvient Masao Matsuda, un membre de l'Armée rouge japonaise, le mouvement étudiant fut exposé au syncrétisme d'influences mondiales, qui allaient de la Révolution culturelle chinoise, en passant par le Black Power aux États-Unis, ou les luttes de guérilla en Amérique latine, au Mai 68 français[13]. »

Les discours jusqu'au-boutistes de ces intellectuels bardés de diplômes, casqués et armés de *gebaruto* – les longs bâtons de combats utilisés dans les manifestations de rue contre les forces de l'ordre ou les groupes d'extrême droite – effraient la population japonaise qui, jusqu'alors, avait majoritairement soutenu la révolte étudiante. La radicalité des étudiants de Todaï, drainant les groupuscules les plus politisés de toutes les universités du Japon, les coupe du reste de la société. Le gouvernement en profite pour casser les structures étudiantes et durcir la répression. Cette radicalisation, allant de pair avec la politisation du mouvement, devait culminer à la fin du mois de janvier 1969, quand une poignée d'étudiants menée par Kiyoshi Imai, l'un des leaders de Todaï, occupe l'amphithéâtre Yasuda – sorte de donjon médiéval, symbole même de l'université tokyoïte. Les assauts du *kidotaï*, les CRS japonais, sont repoussés pendant plusieurs jours par des jets de pavés et de cocktails Molotov lancés par les étudiants du haut de la tourelle, faisant 170 blessés dans les rangs de la police. Grâce à ses hélicoptères, qui déversent sur les étudiants barricadés dans le donjon des tonnes d'eau et de gaz lacrymogènes, la police parvient à entrer dans l'amphithéâtre dévasté au matin du 19 janvier 1969.

Au terme de l'affrontement, 768 étudiants, parmi les plus aisés, les plus diplômés, mais aussi les plus radicaux, sont

interpellés et mis sous les verrous. La fin de l'occupation de l'amphithéâtre Yasuda devait marquer la fin du mouvement étudiant japonais. Un an après, l'AMPO, le traité de sécurité nippo-américain, était prorogé. L'agitation se poursuivra, menée désormais par des groupuscules entrés en clandestinité au lendemain de la défaite de Yasuda et qui prônent le recours à la violence armée. Le premier d'entre eux prendra le nom de *Sekigun-ha*, la Fraction Armée rouge.

## La mondialisation culturelle

Les années 1960 sont marquées par une autre révolution que celle portée par les étudiants et les « damnés de la terre » algériens, cubains, vietnamiens, ou palestiniens. Celle des communications et du trafic aérien. La télévision, qui a inauguré en 1961 les retransmissions internationales en léger différé à l'occasion du procès du criminel nazi Adolf Eichmann, poursuit ses innovations technologiques, grâce au système de la mondovision, utilisé pour la première fois, le 25 juin 1967, pour retransmettre une chanson des Beatles, un programme regardé par une fourchette de 400 à 700 millions de téléspectateurs, et qui permettra la diffusion en direct, partout dans le monde, du premier pas de l'homme sur la lune le 21 juillet 1969. Grâce au succès du trafic intérieur américain, favorisé par la construction de gros-porteurs tels que le Boeing 747, le DC-10 et l'A300 durant la seconde moitié des années 1960, les voyages aériens se développent à un rythme sans précédent, permettant une fluidité et une rapidité de déplacement des biens et des personnes d'un bout à l'autre du globe. De ce fait, la télévision et le transport aérien seront bientôt détournés de leur usage par des organisations terroristes cherchant à promouvoir leur cause.

Si les hommes se mettent à voyager, la culture également. Elle irradie sur tous les continents, offrant à la jeunesse les passerelles d'un langage et de référents communs. Les traductions et la publication dans de nombreux pays d'auteurs aussi

subversifs que Fanon, Mao, Marcuse ou Jean Genet, les réseaux indépendants du cinéma *underground*, l'hégémonie mondiale de la musique rock et l'épanouissement des contre-cultures, qui sont autant de figures contestataires, traversent de manière transversale les mouvements étudiants de la fin de la décennie et favorisent partout la coupure générationnelle. Le free jazz, dont la radicalité, conçue comme une réappropriation de la musique noire par les Noirs, qui met en cause la colonisation culturelle imposée par les Blancs sur le jazz, rayonne bien au-delà de la réalité raciale américaine.

À la fin des années 1960, la culture est nécessairement politique, nécessairement mondialisée. Godard réalise *La Chinoise*, prix spécial du jury au Festival de Venise en 1967, pendant que se tient à la Mutualité le premier meeting prochinois. Le cinéma de Pasolini en Italie et des réalisateurs Pink au Japon ou les romans de Jean Genet exaltent la figure universelle du dominé et les appels à une violence rédemptrice. Jean Genet, qui, en tant qu'ancien taulard, homosexuel et sympathisant des gauches radicales, cumule les marqueurs de la marginalité, se fait le représentant de commerce du radicalisme politique et des minorités. Comme les Palestiniens du FPLP et d'autres intellectuels avant lui, il voyage d'un foyer de contestation à l'autre dans les dernières années de la décennie. Après s'être rendu au Japon tâter le pouls de la contestation étudiante au contact du Kakumaru, l'Alliance des communistes révolutionnaires, il se rend aux États-Unis rejoindre le Black Panther Party, dont l'activisme enthousiasme la jeunesse contestataire.

« C'était en 1969, se souvient David Hilliard, l'un des fondateurs du *Party*. Nous étions à Berkeley quand cet homme entre deux âges est entré dans notre bureau, tout seul, sans carte d'identité ni passeport. Et il a dit : "Je suis Jean Genet." Franchement, personne ne savait qui il était. Personne, sauf l'un de nos membres qui avait lu *Les Nègres* et qui s'est écrié : "Avez-vous seulement idée de qui est cet homme ?" Il nous a appris que c'était un grand écrivain français. À l'époque, nous ne

connaissions que Jean-Paul Sartre et Frantz Fanon. La nouvelle s'est rapidement répandue et, en peu de temps, notre bureau était investi par une foule d'universitaires de Stanford, d'intellectuels de Berkeley et de l'élite de San Francisco accourue pour le rencontrer. C'est là que Genet a commencé à faire des déclarations. Il a dit : "Je suis là pour soutenir Bobby Seale, David Hilliard et le Black Panther Party !" Nous avons dit que nous étions sur le point de partir à New York où nous avions organisé un meeting pour réclamer la libération de Bobby Seale. D'autres étaient prévus dans plusieurs villes des États-Unis. Il s'est proposé de nous accompagner. "Comment ? ai-je demandé, vu que vous n'avez pas de passeport." – "Eh bien, de la même manière que je suis parvenu jusqu'à vous !" Il nous a raconté avoir passé la frontière canadienne à pied. "N'oubliez pas que je suis un voleur", a-t-il ajouté. Genet nous a accompagnés tout au long de notre tournée américaine, prenant le micro au cours de nos meetings pour réclamer la libération de Bobby Seale, et de George Jackson, le premier prisonnier politique américain qui a rejoint notre mouvement alors qu'il était en prison. Genet est venu avec moi à Stanford, Stony Brook, Columbia, où nous levions des fonds, ou dans des fêtes à Chicago où se tenait une convention du Parti démocrate. Lui et moi sommes devenus très bons amis. Il nous a aussi été utile, dans le sens où il nous a sensibilisés au problème de l'homosexualité. Quand nous parlions de Hoover, le directeur du FBI, nous le traitions toujours de *"faget"* ("tapette"). Et, un jour, Genet s'est énervé. Il nous a demandé de cesser d'utiliser ce mot. "À chaque fois que vous le prononcez, c'est moi que vous insultez. C'est comme si j'utilisais le mot 'nègre' devant vous." Après cela, nous n'avons jamais plus prononcé le mot "tapette". Grâce à lui, nous nous sommes mis à travailler avec le mouvement pour la conquête des droits des homosexuels, parce qu'ils étaient nos camarades, parce qu'ils étaient comme nous une minorité opprimée, et puis ensuite avec les mouvements féministes. Saint Genet a contribué à nous ouvrir de nouveaux horizons et à élargir notre esprit[14]. »

1- Matthew Connelly, *A Diplomatic Revolution : Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford University Press, 2002, p. 280.

2- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

3- Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State : The Palestinian National Movement, 1949-1993*, Oxford University Press, 1999, p. 103.

4- Entretien avec l'auteur le 15 septembre 2010.

5- Christophe Boltanski et Jihan el-Tahri, *Les Sept Vies de Yasser Arafat*, pp. 195-196.

6- *Ibid*., p. 197.

7- Georges Habache et Georges Malbrunot, *Les Révolutionnaires ne meurent jamais*, Fayard, 2008, p. 67.

8- Entretien avec l'auteur le 20 septembre 2010.

9- Olivier Carré, *Septembre noir : refus arabe de la résistance palestinienne*, éditions Complexe, 1980, p. 73.

10- *In* Alberto Franceschini, entretien avec Giovanni Fasanella, *Brigades rouges, l'histoire secrète des BR racontés par leur fondateur*, éditions du Panama, 2005, p. 160.

11- Mouvement révolutionnaire uruguayen, dont Raúl Sendic fut la figure de proue.

12- Syndicats étudiants de 1960, qui avaient mobilisé un grand nombre d'étudiants, principalement pour des raisons politiques, notamment contre la ratification du traité de sécurité nippo-américain, faisant du Japon la base arrière des États-Unis en Extrême-Orient.

13- Cité par l'auteur dans *Les Fanatiques. Histoire de l'Armée rouge japonaise*, Seuil, 2002, p. 274.

14- Entretien avec l'auteur le 27 juillet 2010.

# 7
# L’activisme des Black Panthers

*« Qualifier l’opposition de terroriste revient à dire que l’opposant est illégitime. »*
Martha CRENSHAW

Bien à l’abri des réseaux touristiques de Californie, de l’autre côté du Bay Bridge, parent pauvre du pont de San Francisco, dont il est la réplique méconnue, se niche Oakland, une ville portuaire de 400 000 habitants à majorité noire. En cette période de l’année, la baie de San Francisco est prisonnière d’un gigantesque nuage sale et glacé qui fait plonger sa température d’une quinzaine de degrés. Un mauvais crachin assaisonne le tout. Aux mois de juillet et d’août, une petite laine est recommandée. Étrangement, à peine sorti de la conurbation, le climat californien, son soleil éclatant et sa chaleur désertique se libèrent soudain du nuage d’humidité automnale.

Au petit matin du 27 juillet 2010, alors que je traversais en voiture les 2 822 mètres de pont suspendu qui enjambe la baie de San Francisco, la radio annonçait la énième baisse des effectifs de police à Oakland. Quelques semaines plus tôt, la ville avait été le théâtre d’une de ces émeutes dont elle est coutumière, conséquence d’une bavure policière où un jeune Noir avait trouvé la mort. En raison des compressions budgétaires, Anthony Batts, le chef de la police, annonçait que certains crimes, tels que les cambriolages, les extorsions, les vols ou les actes de vandalisme, ne seraient plus pris en compte par les forces de l’ordre, faute de ressources. La friche industrielle qui, de l’autre côté du Bay Bridge, accueille le rare visiteur étranger venu s’y perdre lui donnera un avant-goût de la misère qui règne à Oakland, également connue pour être la métropole américaine au plus fort taux d’homicides. Oakland, c’est l’Amérique interdite,

celle qu’on ne voit jamais dans les productions hollywoodiennes. Un gigantesque ghetto en marge des États-Unis et du monde.

Ce qui frappe immédiatement, c’est l’absence de toute activité économique. Peu ou pas de magasins, si ce n’est, coincé dans un entrelacs de routes intérieures, un supermarché délabré et mal approvisionné. Des chantiers abandonnés, interrompus après la construction des premiers étages d’un immeuble, témoignent de la faillite de ses promoteurs immobiliers. Ils demeurent en l’état depuis des mois ou des années. Et puis ce sont ses habitants, oubliés des pouvoirs publics et du gouvernement fédéral, pour la plupart atteints d’obésité et de diverses malformations, ne bénéficiant d’aucune couverture sociale. En fait, Oakland semble presque entièrement peuplée de ces *homeless* vêtus de haillons, qui tirent ou poussent des chariots remplis d’un capharnaüm d’objets et de matériaux recyclables, les yeux hagards, le visage bouffi, déformés par l’indigence, l’alcool et la drogue ; la cité portuaire étant une plaque tournante du trafic de drogue et de la prostitution, laissée en toute impunité aux mains des gangs de la « *killing zone* » – un quartier du Sud-Ouest – qui canardent à tout-va la nuit venue. On comprend aisément les raisons qui ont poussé une poignée de jeunes intellectuels à y fonder le Black Panther Party for Self-Defense, au milieu des années 1960. Ces raisons, elles sont encore visibles à l’œil nu, comme l’échec de ces militants internationalistes noirs qui s’étaient constitués en organisation de lutte armée. Car, ici, rien ne semble avoir changé. Au contraire, la situation économique et sociale n’a fait que s’y détériorer.

David Hilliard m’a donné rendez-vous au 5524 Martin Luther King Junior Way. C’est l’adresse d’une pâtisserie à la devanture peinte en rouge et aux étals presque vides, faisant face à la bruyante bretelle d’autoroute légèrement surélevée qui longe l’avenue. Un écriteau jaune, accroché à un panneau de signalisation devant l’entrée du commerce, rappelle qu’en janvier 1967 cette pâtisserie fut le premier bureau des Black Panthers. Hilliard arrive en voiture avec une vingtaine de minutes de retard, accompagné d’un de ses neveux qui, au volant, se gare le long du trottoir.

Né en 1942, David Hilliard est l'un des membres fondateurs du Black Panther Party. Portant des lunettes noires, une casquette grise au motif de tartan et une barbe de trois jours, c'est un grand gaillard athlétique à la peau sombre et au visage oblong, faisant quinze ans de moins que son âge, qui sort du véhicule pour me serrer la main. D'une voix grave et rocailleuse aux intonations du Sud, il m'invite à le suivre dans la pâtisserie. Je lui emboîte le pas et nous entrons dans le bruit de verres brisés qui se déclenche à l'ouverture de la porte. Là, sur un mur latéral, précédant le comptoir perpendiculaire à l'entrée, une vaste composition murale faite des plus célèbres couvertures du journal qui fit connaître le Party dans le monde entier, rappelle l'origine historique du lieu. David Hilliard est un rescapé. La mémoire vivante des Black Panthers. Depuis quelques années, il organise pour des touristes nécessairement militants une visite d'Oakland par les lieux qui ont jalonné l'itinéraire chaotique de l'organisation radicale. Devant chacun d'eux, en accord avec la municipalité, il a fait poser ces écriteaux jaunes qui racontent l'événement dont ils témoignent.

« Nous sommes dans ce qui fut le premier bureau des Black Panthers. Nous l'avons loué grâce à l'argent récolté par la vente du *Petit Livre rouge* de Mao Zedong dans les universités de Californie. En 1967, on pouvait y croiser Bobby Seale, Huey Newton et tous les camarades qui ont fondé notre mouvement. Mais, parce que l'organisation s'est rapidement développée, l'endroit est vite devenu trop petit et nous avons dû déménager un peu plus haut dans l'avenue. On a commencé par y imprimer une brochure de deux pages, qui s'est transformée en un journal hebdomadaire de vingt-quatre pages tiré à 200 000 exemplaires et diffusé partout dans le monde. On l'a lancé ici, aux États-Unis, à San Francisco où il était imprimé, après quoi il était envoyé en France, à Paris, dans différentes ambassades – l'ambassade du Vietnam, des ambassades africaines au Congo-Brazzaville, en Angola, etc. –, en Amérique latine, bref dans le monde entier[1]. »

D'un pas rapide, Hilliard s'approche du placard mural composé des unes de son journal, et désigne de la main certaines d'entre elles. Sur l'une, c'est Huey Newton, le fondateur du groupe, qui prend la pose, béret guévariste vissé sur le crâne, tenant à deux mains un fusil à

canon long. À côté, le portrait de Mao, et, plus loin, celui d'un chef indien qui pourrait être Crazy Horse.

« Ici, vous pouvez voir notre solidarité avec les Indiens d'Amérique, parce que nous étions un mouvement multiculturel, pas un mouvement raciste ou nationaliste noir, comme cela a été dit pour nous discréditer. Comme vous le voyez, on a fait plusieurs couvertures sur Mao Zedong. Nous sommes connus pour avoir diffusé *Le Petit Livre rouge* aux États-Unis. Grâce à lui, nous avons pu payer le loyer ! »

Pas seulement le loyer. Avec l'argent récolté, il s'agissait aussi de financer l'activisme de l'organisation. Principalement en achetant des armes. « Nous appelions cela du "financement créatif". Il s'agissait d'utiliser les moyens du capitalisme pour promouvoir le communisme et les idées maoïstes. Nous commandions les exemplaires du *Petit Livre rouge* en librairie, on en achetait des cargaisons entières qu'on revendait à la criée dans les universités. Les étudiants se rassemblaient sur Sproul Plaza, au centre du campus de Berkeley pendant le *free speech movement*[2], et Huey et Bobby haranguaient la foule en criant : "Venez acheter le *Petit Livre rouge* sur la Révolution culturelle et la République de Chine !" Les étudiants se précipitaient pour se les procurer. Nous retournions ensuite en acheter d'autres en librairie. Une cargaison était en général écoulée en une semaine. C'était suffisant pour régler un mois de loyer. »

Dans le contexte américain, le Black Panther Party (BPP) était un mouvement de libération noir. C'était aussi un mouvement marxiste et internationaliste, interagissant avec l'ébullition mondiale des années 1960, se nourrissant des mouvements révolutionnaires anticoloniaux, tiers-mondistes ou « anti-impérialistes », autant qu'il faisait lui-même figure d'exemple pour la plupart des organisations d'extrême gauche ou de lutte armée. Les Panthers se considéraient comme des colonisés de l'intérieur, pris dans un mouvement de libération global qui aurait pu s'appeler la révolution mondiale.

Hilliard se rappelle : « Nous avions un objectif partagé par les autres mouvements de libération. On était très inspirés par Che Guevara, Fidel Castro et la révolution cubaine. À la conférence

Tricontinentale, Guevara avait appelé à allumer deux, trois, plusieurs Vietnam. Nous soutenions la révolution mondiale car nos intérêts étaient communs, et nos ennemis aussi. On était aussi inspiré par les révolutions africaines, et particulièrement par l'Algérie. On étudiait tout cela avec assiduité, toujours très attentifs à ces mouvements internationaux qui constituaient pour nous des exemples à suivre, autant qu'une méthode pour obtenir notre libération ici, aux États-Unis. »

Le BPP a inspiré de nombreux mouvements contestataires ou minoritaires à l'intérieur même des États-Unis. Les intellectuels du « radicalisme arc-en-ciel », les Asiatiques des Gardes rouges, composés majoritairement d'Américains d'origine chinoise, les *Latinos* des Young Lords, et bien d'autres organisations adoptant le marxisme comme moyen de lutte contre les discriminations et le pouvoir central, ont modelé leur activisme sur celui des Black Panthers.

Sur une autre couverture, on voit Huey Newton serrer la main de Yasser Arafat : « Al-Fatah était aussi une source d'inspiration », commente Hilliard. Il dément par avance tout soupçon d'antisémitisme ou d'antisionisme. La solidarité avec les Palestiniens, précise-t-il, n'empêchait pas une étroite collaboration avec la communauté juive.

« Dans son livre *Mourir pour le peuple*, Huey Newton consacre un chapitre à la paix au Moyen-Orient. Nous étions précurseurs en essayant d'aider à la réconciliation entre ces deux peuples, et qu'ils puissent vivre en harmonie. On a fait beaucoup d'efforts pour soutenir et travailler avec les Juifs, parce que les Juifs sont nos camarades. Nous avons étudié leur histoire avec le plus grand sérieux, leur rôle dans les mouvements sociaux, et ce qu'ils ont traversé durant l'Holocauste. Pour trouver une solution pacifique à ce conflit, nous avons toujours préconisé l'unité entre Juifs et Arabes. »

Plus à droite sur le mur, Hilliard me montre une couverture où l'on voit un jeune homme assis derrière les barreaux : « C'est George Jackson, le premier prisonnier politique de notre mouvement. Il a été tué pendant son incarcération à Saint Quentin. »

Tous sont passés par des périodes plus ou moins longues d'emprisonnement. À la fin des années 1960, les rapports avec

l’appareil sécuritaire américain se seront à tel point durcis que la prison ne sera plus de mise ; le BPP sera finalement décimé, liquidé.

« Le numéro que vous voyez ici est consacré à la Cointelpro (le *Counter intelligence program*), le programme du FBI de criminalisation du mouvement des droits civiques, institué par le président Richard Nixon. Une liste a été établie avec pour principal objectif de détruire notre mouvement. Martin Luther King était sur la liste, comme 79 % du Black Panther Party. Notre journal était en priorité ciblé par le gouvernement, parce que la liberté d’expression et la liberté de la presse nous étaient interdites. »

## La création des Black Panthers

« Je suis né dans le Sud, commente Hilliard, et cela a certainement déterminé mon engagement dans la lutte contre la ségrégation raciale et pour l’égalité des droits. J’ai grandi là-dedans. Et quand je suis arrivé en Californie, j’ai rapidement compris que la situation n’y était pas si différente. Il y avait un racisme institutionnel, les inégalités économiques persistaient. La ségrégation était partout dans les écoles, dans le logement. Il y avait certains quartiers, même en Californie, où les Noirs n’étaient pas autorisés à acheter une maison. Nous étions reclus dans des ghettos réservés aux Noirs. Tout cela me rappelait l’endroit d’où je venais, et cela a éveillé en moi une conscience politique et un sens affirmé de l’injustice. Voilà les raisons qui m’ont décidé à créer, avec mon ami d’enfance Huey Newton, le Black Panther Party. »

C’est en octobre 1966, un an après les émeutes raciales de Watts qui firent trente-quatre victimes et plus d’un millier de blessés, que Huey Newton, un étudiant en droit originaire de Louisiane, et Bobby Seale, un militant radical originaire de Dallas, ancien membre du Mouvement d’action révolutionnaire – un groupe entré en clandestinité dès 1963 –, ont fondé le Black Panther Party for Self-Defense. Il s’agissait d’entraîner ses militants à l’autodéfense pour protéger les Noirs américains contre les agressions des services de sécurité, et aussi de

constituer des programmes d'aide sociale aux membres d'une communauté paupérisée, victime du racisme et de la ségrégation. Si le climat international a favorisé leur émergence, l'héritage de l'esclavage et le bouillonnement contestataire de l'Amérique des années 1960 n'en furent pas moins décisifs.

« N'oubliez pas que nos familles avaient été arrachées à l'Afrique pour être emmenées ici à fond de cale dans des bateaux, réduites en esclavage, lynchées, traitées avec la violence la plus extrême. Cinquante millions de personnes ont connu cette douloureuse expérience pendant la traite transatlantique. Ensuite nous avons été ces citoyens de seconde zone, exerçant des métiers pénibles et sans intérêt, sans accès aux soins médicaux ou à des logements décents. Nous étions victimes de la violence américaine. C'est pourquoi nous avons ajouté la notion d'"auto-défense" au BPP. Il ne s'agissait pas seulement d'une autodéfense armée, mais aussi d'une autodéfense contre les logements insalubres, le racisme institutionnalisé ou les violences policières. C'était notre réponse à la violence de l'État. »

Les sources culturelles et politiques qui ont façonné la constitution de l'identité afro-américaine du Party ne se trouvent donc pas uniquement dans la grammaire internationaliste de l'époque, ou dans ses marqueurs tiers-mondistes, dont la Conférence de Bandung, la négritude de Césaire et Senghor, *Les Damnés de la terre* sont les jalons fondateurs ; elles sont également à trouver dans le contexte immédiat de sa création. Le *free jazz*, révélateur d'une radicalisation, d'une affirmation et d'une émancipation de la conscience noire américaine, le mouvement des droits civiques et, surtout, le Black Power. Les Panthers s'inscrivent dans la lignée de ce mouvement dont les figures clés s'appelaient Robert F. Williams, le père de la notion d'« autodéfense armée », un militant de Caroline du Nord qui écrivit en 1962, alors en exil à Cuba, le mémorable *Negroes with Guns*[3], ou Malcolm X, fondateur des Black Muslims et partisan, durant ses années les plus radicales, d'une séparation d'avec l'Amérique blanche.

« C’est réellement dans ce contexte qu’ont émergé les Black Panthers, assure Yohoru Williams, un jeune historien américain spécialiste de l’histoire des mouvements afro-américains aux États-Unis. Ils prennent part au mouvement du Black Power, s’inspirant de Malcolm X et de Robert F. Williams, originaire de Monroe, en Caroline du Nord, et qui disait que la résistance passive était inopérante, qu’il fallait utiliser la violence des armes pour affirmer les droits des Noirs américains, car c’était selon lui le seul moyen de se débarrasser de l’oppression et de la peur. Et il a mis en pratique ses idées. Ajoutons que Robert F. Williams et Malcolm X étaient d’authentiques internationalistes. Ils ont trouvé des relais dans les organisations de différents pays. C’est la raison pour laquelle les Black Panthers se sont également mis à chercher des soutiens étrangers pour combattre l’oppression[4]. »

C’est d’ailleurs la rencontre fortuite d’Hilliard avec Malcolm X qui donnera naissance au Party : « Quand je regardais le *Five O’Clock News* à la télévision, se souvient David Hilliard, je voyais des jeunes gens comme nous lever le poing aux jeux Olympiques, les déclarations de Stokley Carmichael, le Black Power, et je me disais : “On pourrait être comme eux !” Et puis, un jour, Malcolm X est passé dans ma rue. Je n’avais alors aucune idée de qui il était. J’étais dehors avec un groupe d’amis, et on l’a vu marcher vers nous, très bien habillé. On lui a demandé s’il était franc-maçon, ou quelque chose comme ça. Il a rétorqué : “Je suis musulman. Vous devriez venir avec moi à la mosquée.” Le soir même, je le revoyais dans le *Mike Wallace Show.* Je me suis écrié : “C’est le même type qui passait tout à l’heure dans la rue !” J’ai été fasciné par lui et par son discours. Je me suis dit : “C’est cet homme que je veux devenir.” Il avait été maquereau, dealer de drogue, gangster, et j’ai pensé : “Si ce type a été capable de changer de vie, d’apprendre à s’exprimer aussi bien en anglais, alors c’est à cela que je veux ressembler !” Quelques jours plus tard, Huey Newton est venu chez moi, et il a dit : “Je veux monter une nouvelle organisation. Comme celle de cet homme qu’on

appelle Malcolm X.” J’étais enthousiaste à cette idée. Toutes les étoiles semblaient s’être alignées au même moment. »

Dès la création du Party, le discours est des plus offensifs. La police et les « racistes blancs » sont, sur les banderoles, dans les déclarations et les écrits du groupe, systématiquement qualifiés de « porcs ». Coiffés à l’afro, vêtus de cuir noir, de bérets portés à la cubaine, les membres des Black Panthers organisent des happenings paramilitaires, défilant le poing levé dans les rues d’Oakland, le fusil en bandoulière. L’agressivité, la visibilité et la provocation furent leurs premières armes. Mais la radicalité politique n’était pas le seul dénominateur de l’organisation. Elle se ferait également connaître dans la communauté noire et dans le reste du monde par son programme social de distribution de petits déjeuners gratuits aux enfants des écoles maternelles et primaires, ou en publiant le « programme en 10 points », texte fondateur de l’organisation :

> 1. Nous voulons la liberté. Nous voulons le pouvoir de déterminer le destin de notre communauté noire.
> 2. Nous voulons le plein-emploi pour notre peuple.
> 3. Nous voulons la fin du vol de notre communauté noire par les capitalistes.
> 4. Nous voulons des habitations décentes, propres à l’hébergement de personnes.
> 5. Nous voulons une éducation pour notre peuple qui expose la véritable nature de cette société américaine décadente. Nous voulons une éducation qui nous enseigne notre véritable histoire et notre rôle dans la société d’aujourd’hui.
> 6. Nous voulons que tous les hommes noirs soient exemptés du service militaire.
> 7. Nous voulons la fin immédiate de la brutalité policière et du meurtre des personnes noires.
> 8. Nous voulons la liberté pour tous les hommes noirs détenus dans des prisons municipales, de comtés, d’État et fédérales.
> 9. Nous voulons que toutes les personnes noires amenées en Cour soient jugées par leurs pairs ou par des personnes de la communauté noire, tel que défini dans la Constitution des États-Unis.
> 10. Nous voulons des terres, du pain, des logements, de l’éducation, des vêtements, la justice et la paix.

## Des discours aux actes

J’ai suivi David Hilliard dans les rues d’Oakland, jusqu’au carrefour d’un quartier qui pourrait sembler résidentiel, constitué de maisons de deux étages en bois. À l’angle de Market Street et de la 55e Rue, accrochée à un feu de signalisation, une pancarte jaune, identique à celle qui est placardée devant la pâtisserie, raconte le tout premier fait d’armes des Black Panthers.

Hilliard : « Quand Huey Newton est arrivé ici en 1953, lui et moi sommes allés ensemble au lycée qui se trouve dans cette rue. Ce que la plupart des gens connaissent des Black Panthers, c’est que nous portions des armes. Nous étions bien sûr davantage que cela, mais, dans les premières périodes, il est vrai que nous portions des armes, ce qui à l’époque était autorisé par la Constitution. Huey Newton venait ici avec son fusil, Bobby Seale avec un 45 accroché à l’épaule, et ils faisaient traverser la rue aux enfants du quartier qui allaient à l’école. En ce temps-là, il n’y avait pas de feu de signalisation. Ce carrefour était très dangereux. De nombreux enfants y avaient été tués et blessés par des motos et des automobilistes. Chaque fois que nous faisions traverser les enfants, cela provoquait des embouteillages monstres. Les gens n’avaient pas l’habitude de voir des gaillards portant des fusils accompagner un groupe d’enfants à l’école ! La police arrivait de tous côtés comme si on se préparait à une fusillade. Huey Newton était étudiant en droit. Il ne se promenait pas seulement avec son fusil, il avait toujours sur lui, à portée de main, un Code civil. Si bien que, quand on se faisait contrôler par une patrouille de police, Huey ouvrait son livre de droit pour montrer que nous n’enfreignions aucune loi, et que le second amendement de la Constitution nous autorisait à porter une arme. Nous exercions donc nos droits de cette manière, en portant une arme. Nous étions bien sûr arrêtés et jetés en prison, à la différence des radicaux blancs du Ku Klux Klan, par exemple, qui pouvaient se rendre armés à un discours présidentiel sans être une seconde inquiétés. »

Les Panthers jouèrent un temps de cette faille du Code civil qui les autorisait à porter une arme. Elle fut amendée en 1967, précisément pour les en empêcher. Leur attitude et leurs discours avaient déjà rempli d'effroi la classe moyenne blanche, et alarmé les autorités jusqu'au plus haut de l'État. Au mois d'avril, alors qu'ils protestaient contre l'interdiction de porter une arme en public, Bobby Seale ainsi que trente militants armés sont arrêtés. Au mois d'octobre, c'est Huey Newton qui est accusé d'avoir tué un policier d'Oakland, à la suite d'un échange de coups de feu. Il est condamné à quinze ans de prison. Perçue comme une provocation policière – Newton n'aurait fait que riposter à une attaque de deux policiers blancs –, sa condamnation déclenche une large mobilisation en faveur de sa libération. Elle est menée au cri de « *Free Huey !* » (« Libérez Huey ! »), alors que l'arrivée dans l'organisation de Stokely Carmichael, l'ancien animateur du « Comité de coordination des étudiants non violents [*sic*] » (SNCC), au discours ultra-radical et séparatiste, durcit la ligne politique des Panthers, déjà travaillées par des dissensions internes sur l'usage de la violence et le conflit entre ses branches conservatrice et internationaliste.

Mais pour le FBI de John Edgar Hoover, il s'agit de réagir sans attendre pour mettre définitivement un terme à l'activisme des Black Panthers. En pleine guerre froide, alors que les forces américaines envoient toujours plus de troupes dans le conflit vietnamien, le Party, qui soutient les Vietcong, se revendiquant marxiste, révolutionnaire et internationaliste, est désigné comme la principale menace pour la sécurité de l'État, placé en tête de liste des organisations terroristes par le FBI.

L'historien Yohoru Williams rappelle que « John Edgar Hoover, directeur du FBI, a dit en 1969-1970 que les Black Panthers représentaient la plus grande menace pour la sécurité intérieure des États-Unis. Un ancien agent du FBI, Thomas Mosher, soutenait ce point de vue à la même époque dans les pages du *Time magazine*, où il a qualifié les Panthers de "terroristes". D'une certaine manière, si l'on s'en tient à cette acception de la violence contre l'État telle que définie par Frantz

Fanon, on peut en effet considérer que les Black Panthers se sont engagés dans des activités qui peuvent être définies comme terroristes. Par exemple, ils ont été impliqués dans des détournements d'avions de ligne américains vers Cuba ou l'Algérie. Et, donc, ces opérations peuvent être interprétées comme des actes terroristes. Mais, dans le même temps, il faut ajouter que la violence politique menée par les Black Panthers n'est pas une violence dont la vocation était de terroriser les États-Unis. Au contraire, son objectif était de forcer les États-Unis à mettre en pratique ses idéaux démocratiques et républicains. »

Pour l'historienne Martha Crenshaw, l'usage du mot « terroriste » par un gouvernement est parfois motivé – c'est évidemment le cas dans les pays non démocratiques – pour discréditer un mouvement dont il ne partage ni les options ni les idées : « Pour définir le terrorisme, il faut savoir quelle est l'intention qui motive l'utilisation du mot. Et cette question nous amène à une autre : est-ce que les gouvernements appellent "terrorisme" ce qu'ils n'aiment pas ? Qualifier l'opposition de "terroriste" revient à dire que l'opposant est illégitime. Le gouvernement sud-africain, par exemple, qualifiait toute opposition de "terroriste". C'est de cette manière que le mot peut être employé comme un terme péjoratif. Personnellement, je l'utilise dans un sens non péjoratif, d'une manière objective qui désigne une stratégie particulière de la violence[5]. »

Dans le cas des Black Panthers, il est toujours presque impossible, quarante ans plus tard, de trancher la question. C'est un cas limite, qui flirte en permanence avec la ligne jaune. Selon Hilliard, l'organisation ne peut être accusée du moindre acte terroriste. Les détournements d'avion ou les tirs de snipers sur la police auraient été pratiqués par des sympathisants se revendiquant du Black Panther Party, mais qui n'en étaient pas membres. Quant à la violence qui suivit, celle de l'Armée noire de libération, bien qu'issue des Black Panthers, elle ne peut être imputée à l'ensemble du mouvement. Il est vrai que les multiples

manipulations et la propagande mises en œuvre par le FBI pour criminaliser les Panthers n'aide pas à y voir clair.

Yohoru Williams, pourtant un spécialiste du Party, ne peut délivrer sur ce point qu'un avis très mesuré : « Il est très difficile de démêler la propagande du FBI des faits réels. Les historiens ont fait un travail considérable pour démontrer la manière dont les Panthers ont été impliqués dans une guerre souterraine contre les États-Unis, une guerre dans laquelle ils ont commis des actes de violence et de terrorisme, dans l'espoir de remporter ce conflit entre les forces de l'oppression et les forces qui cherchaient à se libérer de l'exploitation – non seulement les Afro-Américains, mais aussi les pauvres en milieu urbain. Dans son livre, *A Taste of Power*[6] (« Le goût du pouvoir »), Elaine Brown, membre du BPP, évoque des attentats à la bombe qui sont corroborés par un certain nombre d'études récentes. L'universitaire Ahmad Rahman a écrit un article très intéressant sur les Panthers de Detroit, où il parle de ces attentats, de tirs de snipers et d'autres actes de terrorisme. Malheureusement, les documents du FBI sur ces phénomènes ne sont pas fiables, et aucun document ne permet de recouper ces informations. »

Louis Napoli, un enquêteur de la cellule antiterroriste du FBI qui a mené l'enquête sur Al-Qaida depuis la fin des années 1980, était un simple agent de la police de New York quand il a été amené à travailler sur des affaires impliquant les Black Panthers : « Je ne les considère pas comme un groupe terroriste, même si aujourd'hui ils seraient désignés comme tel. C'étaient des individus qui cherchaient à obtenir la justice pour les Noirs américains, mais, au lieu d'agir politiquement, ils ont porté la violence dans la rue. Leur notoriété, ils la doivent à des vols avec violence, des meurtres de policiers qui recevaient une balle dans le dos quand ils étaient en patrouille. Personnellement, ce n'est pas ce que j'appelle la justice. Mais, contrairement au terrorisme islamiste, ils n'ont jamais attaqué de civils, même s'il s'agit d'être prudent sur ces questions, car, quand vous attaquez une banque, des civils sont présents. Des civils à qui, nécessairement, vous

faites courir un risque qui peut être mortel. Je me souviens d'une banque qui a été attaquée dans mon secteur de Manhattan, alors que j'étais un policier en uniforme. C'était à cinq blocks d'ici. Ils ont sauté à l'extérieur de leur voiture en tirant avec des MAC-10 et d'autres armes de poing pour bloquer la circulation avant de dévaliser l'agence. Dans pareille situation, c'est une chance qu'aucun civil n'ait été touché. Les Black Panthers, c'était pour moi une organisation de type criminel. Ils n'ont pas essayé d'accomplir politiquement quelque chose en essayant de communiquer avec les dirigeants de l'État et les représentants de l'ordre pour faire évoluer le pays. Je sais bien que, depuis toujours, l'homme noir a été mis de côté. Leur condition était dramatique, cela ne fait aucun doute. Je comprends ce que les Panthers ont pu ressentir. Je sais que, pour eux, s'engager sur la voie du dialogue pouvait sembler inutile, et que la seule envisageable, c'était la violence. Sauf qu'ils n'ont rien changé. La seule chose qu'ils ont accomplie, ça a été de braquer la population contre eux à cause des actions qu'ils ont pratiquées[7]. »

Pour autant, ce type d'actions (attaques de banques, détournements d'avions, assassinat des forces de l'ordre) n'était pas défendu par les légitimistes du Party – Hilliard et Newton. Il est donc très vraisemblable que ses opérations aient été menées dans un contexte de tensions internes, sans leur consentement, par des individus isolés ou des membres de la tendance dure du BPP. Et, dans certains cas, par le FBI lui-même. Comme le souligne Yohoru Williams, « il ne faut pas oublier la dualité qui existe entre les deux branches du mouvement, celle qui pense pouvoir atteindre ses objectifs en agissant dans la légalité et celle qui lui oppose que la lutte armée révolutionnaire est la seule réponse possible. Si la main droite ne sait pas ce que fait la main gauche, il est possible que ces différentes branches n'aient pas travaillé de concert. La plupart du temps, en traquant la main impliquée dans des actions terroristes, le FBI et l'appareil judiciaire ont poursuivi les membres de la ligne officielle du Party, dont les activités étaient concrètes et progressistes, ce qui a fini par affaiblir le

mouvement. En 1970, par exemple, un policier a été assassiné à Omaha, au Nebraska. Un officier du nom de Larry Minard, tué dans l'explosion d'une bombe. L'enquête qui s'ouvre après l'attentat va permettre d'incriminer les Panthers. Or nous savons aujourd'hui que ce n'était pas le cas. Le mouvement avait explosé, et des preuves indiquent clairement que les Panthers, dont la plupart des membres étaient alors en prison, n'ont pas pu commettre ce crime. En revanche, le FBI a pu en être à l'initiative. Du fait de la guerre souterraine que livrait le FBI contre le BPP, démêler les actes inspirés par les Panthers et ceux qui ne le sont pas demeure très compliqué ».

## La liquidation des Black Panthers

Nous sommes maintenant dans West Oakland, à l'angle de Union street et de la 28e Rue. C'est là, le 6 avril 1968, deux jours après l'assassinat de Martin Luther King par un suprématiste blanc qu'eut lieu la fusillade où Bobby Hutton, un membre du BPP âgé de 17 ans, fut abattu. C'est une de ces rues mornes aux petites maisons en bois de deux étages, plus étroites que celle où Newton faisait traverser les enfants. La maison qui fait face à un vaste hangar a abrité Eldridge Cleaver et Bobby Hutton, au cours d'une fusillade qui dura près d'une heure. Elle avait été détruite dans l'incendie qui a suivi la fusillade. Mais son nouveau propriétaire en a rénové la façade, truffée d'une dizaine d'impacts de balle encore bien visibles. David Hilliard était présent ce jour-là. Devant la maison, je le vois peu à peu gagné par une colère rétrospective. Assailli par ses souvenirs, il livre avec agitation le récit de ce qui se produisit, un précédent qui allait conduire à la disparition des principaux leaders de l'organisation : « Alors que nous nous rendions à une grande manifestation commémorative, on s'est arrêté à l'angle de cette rue, parce qu'Eldridge avait besoin d'uriner. On s'est garés à l'angle de la rue, et il est descendu. Nos voitures étaient remplies d'armes. Pourquoi ?

J’avais reçu la lettre du pasteur de l’église où la nuit de la mort de Martin Luther King nous avions assisté à un office à sa mémoire. Cette lettre, qu’un policier de Berkeley lui avait remise, disait que Cleaver, Seale et moi-même – nous étions à ce moment-là les principaux dirigeants du mouvement – allions subir le même sort que le révérend King. Je pensais que la menace venait de membres du Klan, ou de quelque groupe extrémiste raciste. Soudain, sortant de nulle part, un hélicoptère et une escouade de policiers nous sont tombés dessus. »

Les versions divergent sur l’origine des premiers coups de feu. Hilliard prétend que la police a commencé à tirer sans sommation. Les trois Panthers se seraient mis à courir dans la rue pour se mettre à couvert. Ils enjambent la barrière qui sépare le trottoir du jardinet. Hilliard entre dans un immeuble par une fenêtre restée ouverte, prenant position au premier étage, pendant que Hutton et Cleaver trouvent refuge dans une cave de la maison d’à côté.

« La fusillade a duré quatre-vingt-dix minutes et je crois qu’on a recensé 1 300 impacts de balles dans cette maison ! s’exclame David Hilliard. Finalement, ils y ont mis le feu pour en faire sortir Eldridge et Bobby. J’ai vu Eldridge nu dans la rue, les mains en l’air. Il avait retiré ses vêtements à cause de la chaleur, après qu’ils ont mis le feu à la maison. Little Bobby était derrière lui. Il n’avait ôté que son T-shirt. Ce que je vais vous dire maintenant ne peut pas être mis en doute. Cela a été confirmé par des témoins oculaires dont j’ai enregistré les témoignages : les policiers ont poussé Bobby dans le dos en lui disant de courir jusqu’à la voiture. Ils se sont mis ensuite à lui tirer dessus de plusieurs positions différentes. Ils ont tiré dix-neuf fois sur lui. Il est mort au milieu de la route, il n’avait que 17 ans. Cleaver a été touché à la jambe. Quand je suis sorti de la maison pour me livrer, les policiers étaient en train de nettoyer le sang par terre. »

Hilliard est arrêté, conduit au poste de police et passé à tabac : « Je dois la vie à Wane Pearson, un policier noir que je connaissais depuis qu’on était gosse. »

Aucune charge ne sera retenue contre lui. On ne l'avait pas vu tirer sur les policiers, et sa grand-mère habitant dans la même rue, sa maison à deux blocks de là, il pouvait justifier sa présence sans être soupçonné d'avoir pris part à la fusillade.

« En 1970, Bobby Seale en prison dans le Connecticut, accusé de meurtre à la suite d'un coup monté du FBI, Eldridge Cleaver en exil à Alger, et Huey Newton incarcéré dans la prison du comté d'Alameda pour avoir blessé un policier et tué un autre, je suis devenu le leader des Black Panthers. »

Mais la même année, au retour d'un voyage à Alger où il était invité à un festival panafricain, David Hilliard est arrêté à l'aéroport de San Francisco par le FBI et la police d'État, de nouvelles preuves de sa participation à la fusillade ayant été révélées. Il est condamné à quatre ans de réclusion. Il en purgera deux. À la fin de l'année 1968, dans la nuit du 4 décembre, Fred Hampton, le leader de la cellule de Chicago qui venait de mettre en place le programme des petits déjeuners dans le West Side, ainsi qu'un audacieux programme de réhabilitation des gangs de Chicago, est assassiné en pleine nuit dans sa maison par le FBI. Il avait 21 ans. Mark Clark, un jeune militant de 17 ans qui dormait dans un fauteuil du salon, est également tué. La jeune épouse de Hampton, enceinte de huit mois, grièvement blessée, en réchappera.

« Ils ont débarqué à cinq heures du matin avec les plans du cadastre, raconte Hilliard. Ils sont entrés par le garage, et ils savaient grâce aux plans que la chambre se trouvait juste au-dessus. Depuis le garage, ils ont pointé leurs armes automatiques sur le plafond et ils ont tiré à travers le plancher où se trouvait le lit dans lequel il dormait. Alors qu'ils étaient en train de tirer, les autres ont défoncé la porte d'entrée. Ils se sont rués à l'intérieur armés de fusils et de revolvers, et sont entrés dans la chambre où Fred était en train de dormir. Il était touché, mais il était encore en vie. L'un des policiers, Glove Davis, a armé son revolver en disant : "Il est encore vivant." Il a tiré deux balles et il a dit : "Maintenant il est bien mort !" »

« Le cas de Fred Hampton est intéressant, parce qu'il est à bien des égards révélateur de la répression mise en œuvre par le gouvernement, poursuit Yohoru Williams. Fred Hampton était le leader dynamique et très charismatique des Panthers de Chicago. Avant de rejoindre le BPP, c'était un travailleur social du NAACP (l'Association nationale pour l'émancipation des gens de couleur) qui faisait un excellent travail dans la communauté. Il est rapidement devenu une cible, non seulement pour la police de Chicago, mais pour le gouvernement fédéral et le FBI. Et ce que le FBI savait très bien faire en ce temps-là, c'était de placer des informateurs ou des agents infiltrés au sein des organisations qu'ils jugeaient hostiles au gouvernement. Certains ne se contentaient pas de livrer des informations, ils pouvaient aussi jouer le rôle de provocateurs et de saboteurs. C'est ce qui s'est passé à Chicago. William O'Neil, qui avait réussi à devenir le garde du corps de Hampton, était un agent infiltré du FBI. C'est lui qui leur a fourni les plans de l'appartement. Certains ont suggéré qu'il pourrait même avoir drogué Fred Hampton et Mark Clark, la veille de l'assaut où ils les ont tués[8]. »

Deborah Johnson, l'épouse de Fred Hampton, Brenda Harris, Louis Truelock et Harold Bell, présents dans la maison le soir de l'assaut policier, furent inculpés de « tentative de meurtre » sur les policiers, alors qu'aucun coup de feu n'avait été tiré. En 1982, à la suite de nombreux rebondissements, le *district attorney* John Grady accorda 1,85 million de dollars de dédommagement aux familles, la « conspiration pour exclure de leurs droits civiques les Black Panthers » ayant pu être prouvée.

« Ce qui est choquant dans cette affaire, conclut Williams, ce n'est pas seulement que le FBI ait exécuté des individus désarmés, mais aussi que l'appareil judiciaire ait pu couvrir cela. L'incapacité ou les résistances de la justice à révéler ce qui s'était réellement passé, et à condamner les responsables de ces meurtres de sang-froid. Il aura fallu plus de dix ans avant que le gouvernement ne reconnaisse que cette tuerie avait été le produit d'une conspiration politique. Le plus inquiétant, c'est que le

meurtre de Fred Hampton a été rendu possible par le programme Cointelpro du FBI. Pour écraser une organisation telle que le BPP, tous les moyens avaient été mis en œuvre, y compris des moyens criminels. »

La répression qui s'abat sur les Black Panthers est implacable. Au cours de l'année 1969, c'est vingt-huit membres du parti qui sont liquidés par l'appareil d'État. Si bien qu'en 1970 les Black Panthers ont en grande partie été anéantis. Ce qui reste de l'organisation, secouée par des convulsions et des dissensions internes, entame alors une dérive dont elle ne se relèvera jamais, certains basculant dans la criminalité ou la drogue, d'autres dans le terrorisme.

## L'Armée noire de libération

En début d'après-midi, Hilliard m'invite chez lui à poursuivre l'interview. Nous roulons une heure vers le sud après avoir quitté Oakland, jusqu'à une résidence de quelques immeubles atypiques installés en plein désert. Il y occupe seul un coquet appartement décoré avec goût, à la propreté irréprochable. L'ancien activiste me demande d'ôter mes chaussures avant d'entrer, puis m'installe sur la terrasse pendant qu'il prépare des pâtes en cuisine. Au large de San Francisco, il fait une chaleur écrasante. J'attends patiemment le déjeuner en suant à grosses gouttes. Au bout d'un quart d'heure, David est de retour, déposant sur la table de la terrasse un plat de pâtes assaisonnées d'une sauce chili qu'il a fait fabriquer dans les réseaux du commerce équitable, et qu'il s'apprête à distribuer en grandes surfaces. Dans plusieurs pièces du logement, à côté d'ouvrages révolutionnaires et d'une multitude d'anthologies consacrées aux Black Panthers, j'ai remarqué des photos encadrées d'un yorkshire nain. Comme je lui fais part de ma perplexité, Hilliard m'avoue sa passion pour cette petite chienne, morte il y a quelques années, et dont il ne parvient pas à faire le deuil. Il ajoute ne pas vouloir reprendre de chien car l'attachement est trop fort et leur disparition trop douloureuse.

En comparaison de celui qui me décrivait avec agitation la fusillade du 6 avril 1968 devant la maison de West Oakland, c'est un autre homme. Apaisé, ayant retrouvé les intonations chantantes de son élocution habituelle, il semble davantage en confiance avec moi, apparaissant maintenant plus familier et chaleureux. Nous discutons un moment de la situation politique américaine, de l'état lamentable de la ville d'Oakland, de sa déception, après un si grand espoir, de la présidence Obama. Ses idées n'ont pas varié depuis le temps où il dirigeait le BPP. Exprimées avec érudition et de manière articulée, elles sont toujours aussi radicales. Le repas terminé, nous nous installons au salon et reprenons le fil de l'entretien.

Après la fusillade du 6 avril 1968, Eldridge Cleaver, qui a dû fuir les États-Unis, trouve refuge à Cuba. Cleaver et sa femme Kathleen, qui est aussi l'un des membres dirigeants de BBP, incarnent la branche internationaliste du mouvement ; celle qui poursuit l'idéal d'une chimérique révolution mondiale. Kathleen rejoint son époux à Cuba où elle donne naissance à leur premier enfant, puis, à la recherche de soutiens révolutionnaires, elle se rend en Algérie et même en Corée du Nord. Leurs partisans, demeurés aux États-Unis, prônent le passage à la clandestinité, et le recours aux attentats terroristes.

Les légitimistes, dont Hilliard est alors le principal représentant, s'y seraient opposés : « Nous avons grandi dans la communauté, nous étions les enfants de la communauté, nous vivions dans la communauté qui garantissait notre survie. Si nous avions été isolés dans la clandestinité, cela aurait certainement causé notre perte, nous n'aurions pas pu survivre sans le soutien et la puissance du peuple. Eux voulaient que nous nous coupions du peuple, profiter de la clandestinité pour s'engager dans la lutte armée, perpétrer des actions contre l'État en faisant sauter des bâtiments ou des postes de police. Nous avons répondu qu'il est impossible d'organiser les gens dans la clandestinité. Comment demeurer parmi le peuple s'il ne sait même pas que vous existez ? Comment aurait-il pu se reconnaître dans nos actions si la presse nous présente comme de mystérieux terroristes, comme un

danger, non seulement pour l'État, mais pour la communauté entière ? Si nous avions survécu jusque-là, c'était précisément parce que nous agissions au grand jour, et que la communauté se reconnaissait en nous, assurant notre sécurité. Et puis, que nous aurait apporté de plastiquer des bâtiments ? Les bâtiments n'oppriment personne. Les faire sauter n'aurait pas fait avancer la communauté. Nous ne partagions ni ces tactiques, ni la stratégie générale. »

Dans le même temps, la branche menée par les époux Cleaver a pris contact avec le Weather Underground, un groupe issu du mouvement étudiant, avec lequel il envisage de pratiquer des actions communes. En mars 1970, les Weathermen, proches de la Nouvelle Gauche, un groupe anti-impérialiste et antiraciste farouchement opposé à la guerre au Vietnam, sont entrés en clandestinité, prenant dès lors le nom de Weather Underground. En pratiquant « l'action directe », ils voulaient montrer leur solidarité avec les mouvements de libération étrangers, mais aussi avec les Panthers. Pour organiser et perpétrer leurs actions, ils pouvaient compter sur plusieurs milliers de militants répartis à travers tout le pays. Un réseau plus efficace que celui des Panthers, qui, s'il avait pu compter 10 000 militants pour la seule région de Chicago à la fin des années 1960, avait fondu comme peau de chagrin.

« Le Weather Underground est une organisation intéressante, commente Yohoru Williams. C'était la branche radicale des Étudiants pour une société démocratique, fondée par Bernardine Dohrn, Mark Rudd et d'autres. Ils voulaient porter la guerre du Vietnam aux États-Unis, et ils se sont engagés très tôt dans un agenda où la violence était l'élément tactique de cette stratégie. Mais un attentat raté allait faire évoluer le sens de leurs actions. En 1970, alors qu'ils préparaient une bombe qui aurait dû exploser au bal des sous-officiers donné en l'honneur des troupes engagées au Vietnam, à Fort Dix, New York, la bombe explose accidentellement, tuant trois membres du Weather Underground. Après cela, l'organisation a décidé de ne plus cibler les personnes, mais d'engager des actions symboliques contre des bâtiments

officiels, sans faire de victimes. La première fois que la capitale fédérale des États-Unis a été touchée par une bombe, ce n'était pas le fait de fondamentalistes islamiques, mais de jeunes Blancs américains du Weather Underground. Par ce type d'actions, par ces actes de violence symbolique, ils entendaient rappeler au peuple américain que la guerre à l'étranger était aussi une guerre domestique que la plupart des Américains refusaient de voir. Une partie des Black Panthers refusait d'engager ce type d'actions. Fred Hampton, en charge des Panthers de Chicago, est connu pour avoir déclaré que les Weathermen jouaient à la révolution, alors que les Panthers la vivaient. Les Panthers soutenaient par ailleurs que ces jeunes gens n'avaient pas l'expérience de l'extrême pauvreté, du racisme et de l'oppression, cette expérience qui motivait le mouvement révolutionnaire des Afro-Américains et d'autres communautés. D'un autre côté, au sein de la communauté noire et latino-américaine, certains appréciaient ce que le Weather Underground était en train de faire. Parce qu'ils pensaient que, si la révolution aboutissait, ils auraient besoin de ces jeunes Blancs qui pensent que le système est néfaste, qui sont prêts à abandonner leurs privilèges pour faire progresser la cause de l'égalité. »

Cette dispute sur la fin et les moyens, sur l'alliance avec le Weather Underground et le recours à la lutte armée, finira par faire exploser le BPP qui exclut du mouvement la branche internationaliste des Cleaver. Depuis son exil algérien, Eldridge Cleaver fonde une nouvelle organisation qu'il nomme Black Liberation Army (BLA) – l'Armée noire de libération. Selon le FBI, entre 1970 et 1976, la BLA a été impliquée dans une soixantaine d'opérations ayant fait usage de la violence. Elle a ponctuellement collaboré avec le Weather Underground, notamment lors de l'attentat du 19 mai 1972 contre le Pentagone.

« L'Armée révolutionnaire noire est née de ce que beaucoup considèrent comme l'échec des Black Panthers, conclut Williams. Les actions qu'ils commettent, ce sont, par exemple, des attaques de banque, des attentats à la bombe, parce que ce que veut l'Armée noire de libération, c'est d'abord financer la révolution,

et faire avancer un agenda révolutionnaire en se disant : “Il faut continuer à faire vivre l’idée de la lutte armée dans l’esprit des gens, poursuivre les actions qui leur rappellent que la violence engendre la violence, parce que le système en tant que tel, la manière dont il est établi, est un système violent.” »

Le FBI, qui a abusivement qualifié les Panthers de terroristes, doit maintenant faire face à la violence de l’Armée noire de libération, un authentique mouvement de guérilla urbaine. Par sa répression contre les Black Panthers, il en aura favorisé l’émergence. Quant à Eldridge Cleaver, devenu *persona non grata* pour le gouvernement algérien, il est forcé de quitter son pays d’adoption et se rabat en 1973 sur Paris, avant de rentrer aux États-Unis deux ans plus tard. Il renoncera à la lutte armée et deviendra un chrétien militant.

L’époque a déjà changé. À 8 000 kilomètres des côtes américaines, tombé dans une embuscade, le Che a été exécuté par les forces gouvernementales de Bolivie, le 9 octobre 1967. Guevara et son groupe s’y étaient lancés dans une aventureuse tentative de révolution. Régis Debray, le jeune normalien qui avait écrit avec Castro *Révolution dans la révolution ?*[9], est arrêté alors qu’il tentait de le rejoindre, puis torturé par l’armée bolivienne. Il est incarcéré dans la prison de Camiri en attendant son procès. La mort de Guevara, l’assassinat de Luther King et la répression qui s’abat sur les Black Panthers marquent la fin des luttes de libération et de l’euphorie révolutionnaire. Radicalisées par le durcissement du conflit vietnamien et le retour au réalisme politique, les organisations révolutionnaires sont gagnées par une forme de nihilisme qui fait de la lutte armée une fin en soi. Une nouvelle ère est sur le point de s’ouvrir. Celle des attentats aveugles et du terrorisme international.

1- Entretien avec l’auteur le 27 juillet 2010.

2- En français, « mouvement pour la liberté d'expression ». Mouvement de contestation étudiante, qui se manifesta sur le campus de l'université de Berkeley lors de l'année 1964-1965, visant à protester contre l'interdiction prise par l'administration de l'université d'exercer des activités politiques sur le campus.

3- Robert F. Williams, *op. cit.*

4- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

5- Entretien avec l'auteur le 26 juillet 2010.

6- New York, Doubleday, 1992.

7- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

8- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

9- Régis Debray, *op. cit.*

# Deuxième Partie
# Les années de poudre

(1969-1989)

# 1
# Le terrorisme publicitaire

*« Il s'agissait d'abord de tirer la sonnette d'alarme pour dire au monde qui sont les Palestiniens. »*
Leïla KHALED

Tel-Aviv, 30 mai 1972, aéroport de Lod, 21 h 30. Alors qu'un groupe de 120 Portoricains venu en Israël à l'occasion du pèlerinage de la Pentecôte se presse dans le terminal pour récupérer ses bagages, trois Japonais d'une vingtaine d'années empoignent leurs valises, les ouvrent, saisissent les fusils mitrailleurs et les grenades qui se trouvent à l'intérieur et, le dos contre un mur, mitraillent la foule.

Le massacre ne dure que quelques secondes, le temps de transformer le hall de l'aéroport en scène de guerre. Quand les armes se sont tues, les corps jonchent le sol, les cris d'agonie résonnent dans le hall. L'opération a été conçue comme un attentat suicide au cours duquel les trois Japonais ont accepté de sacrifier leurs vies. Deux des terroristes sont morts, tués par leurs propres balles. Le troisième, Kozo Okamoto, à court de munitions, jette son arme, saisit sa dernière grenade et s'élance sur le tarmac en direction d'un avion de la compagnie scandinave SAS. Il n'a pas renoncé à accomplir sa mission jusqu'au bout, jusqu'à la mort. Il ne mourra pas seul. En pleine course, il lance la grenade qui roule jusque sous l'engin. Elle n'explose pas. Désemparé, Okamoto n'a plus d'autre choix que de tenter de s'enfuir, et de disparaître à la faveur de la nuit. Il reprend sa course en direction de la grille qui sépare les pistes d'atterrissage du no man's land entourant l'aéroport. Un employé de la compagnie israélienne El Al, Claude Zeitoun, qui, depuis le tarmac, ne l'a pas quitté des yeux, se lance à sa poursuite. Il parvient à rattraper le jeune Japonais, le ceinture et l'immobilise en le plaquant au sol. Ils sont rapidement rejoints par des policiers israéliens qui maîtrisent le terroriste et lui

passent les menottes. Pendant ce temps, les blessés sont transportés dans une pièce de l'aéroport transformée en cellule de soins d'urgence, alors que des recrues israéliennes arrivent en camion militaire prêter main-forte aux urgentistes et aux employés de l'aéroport, dépassés par l'ampleur de l'attentat.

Le ministre de la Défense israélien Moshe Dayan, le visage grave et la démarche empressée, suivi par une nuée de collaborateurs et de journalistes, se rend sur les lieux du drame, pendant que les enquêteurs récoltent les éléments qui serviront à comprendre ce qui vient de se passer. Pataugeant dans le sang des victimes, armés de serpillières, les employés chargés de l'entretien tentent de nettoyer le sol.

Le bilan est lourd ; sans précédent. On dénombre vingt-six morts, dont dix-sept touristes portoricains, et une centaine de blessés. Soixante-dix personnes sont dans un état critique. Parmi les trois victimes israéliennes du carnage, Aharon Katzir, un chimiste de renommée internationale.

Dans les heures qui suivent, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache fait paraître un communiqué dans lequel il revendique l'attentat. Selon ce communiqué, le carnage est une « réponse au massacre israélien perpétré avec sang-froid par le boucher Moshe Dayan contre les *fedayin* qui avaient détourné l'avion de la Sabena à Tel-Aviv[1]. [...] Selon nous, les touristes arrivant à l'aéroport de Lod ne sont pas des innocents, car ils choisissent notre terre occupée pour faire du tourisme. Nous considérons qu'ils se rangent du côté de notre ennemi agresseur. De plus, le FPLP a mis en garde en septembre 1970 les touristes qui visiteraient la Palestine occupée ». Rendant hommage au commando suicide formé par les trois Japonais (« Basem », « Salah » et « Ahmed » – les noms arabes de Okudaira, Yasuda et Okamoto), le FPLP conclut son communiqué par un appel à la révolution mondiale : « Les trois membres du commando ont fait des milliers de kilomètres pour participer à la lutte du peuple palestinien [...]. La cause palestinienne n'est pas seulement la cause du peuple palestinien, mais également celle de tout révolutionnaire dans le monde. »

À la Knesset, le Premier ministre israélien, Golda Meir, rétorque avec fermeté que « ce qui s'est passé cette nuit à Lod est un crime minutieusement planifié, avec la seule intention de tuer, sans distinction. Les victimes sont des pèlerins venus se recueillir en Terre sainte. Les assassins sont des criminels qui ont agi au nom d'une prétendue révolution qui n'a d'autre but que le meurtre. À Beyrouth et dans d'autres capitales arabes, on acclame la grande victoire, et il n'y a pas de limite à la joie de ces héros qui n'osent pas se battre mais sont prêts à assassiner ».

Depuis son fief de Tripoli, Kadhafi rend hommage aux trois terroristes, exhortant les Palestiniens à suivre l'exemple japonais : « Nous demandons que les opérations de *fedayin* ne soient pas seulement pratiquées par des Japonais. Pourquoi les Palestiniens ne seraient-ils pas capables d'exécuter de telles opérations ? On les voit écrire plein de théories dans des livres ou des magazines, mais ils sont incapables de pratiquer des opérations aussi courageuses que celle effectuée par des Japonais venus de l'océan Pacifique[2]. »

Reste que pour les médias du monde entier, qui titrent tous en première page sur l'événement, le rôle de ces trois Japonais, se sacrifiant pour la cause palestinienne, et le groupe auquel ils appartiennent demeurent bien mystérieux. *Le Monde* croit savoir qu'il s'agit d'une « armée de l'étoile rouge », et fait le lien avec la campagne terroriste menée au début de la décennie au Japon. Mais les rédacteurs du quotidien français peinent à éclaircir leurs lecteurs sur les motivations du groupe, et le contexte dans lequel il a pu préparer un tel attentat : « Depuis 1970, une poignée de groupuscules terroristes se sont formés en marge du mouvement étudiant. Le plus connu est le *Rengo Sekigun* (Armée rouge unifiée). Cette organisation s'était fait connaître il y a deux ans en détournant un avion de ligne vers la Corée du Nord. Elle réunissait deux courants : l'un se réclamait de l'anarchie, l'autre de la gauche du Parti communiste. Divisé, traqué par la police, le *Sekigun*, ou du moins ce qui en restait, se réfugia dans les montagnes. Un groupe fut capturé au mois de février dernier après une fusillade de cinq jours. L'enquête qui suivit révéla que l'organisation avait procédé à des purges sanglantes au nom de la pureté idéologique.

La police découvrit quatorze cadavres, dont ceux de plusieurs jeunes filles. Il n'est pas établi que l'organisation de l'Étoile rouge ait un lien quelconque avec le *Sekigun*. Une dépêche de Reuters de Tel-Aviv l'affirme, sur la foi des aveux du survivant. Elle n'a pas été confirmée. Les autorités nippones ne sont pas en mesure de se prononcer et poursuivent leurs interrogatoires dans les milieux de l'extrême gauche japonaise. À la fin de 1971, cependant, le FPLP et l'Armée rouge unifiée avaient publié une brochure intitulée : *La Guérilla arabe et l'Armée rouge mondiale*[3]. »

Les informations du *Monde*, qui sont en grande partie fondées – malgré de nombreuses erreurs commises dans la citation du nom des organisations japonaises, leurs liens complexes et leurs mutations successives – sont insuffisantes pour comprendre le chaînon qui a conduit au massacre. Car comment expliquer que des Japonais aient pu pratiquer un tel attentat, et donner leur vie au nom de la cause palestinienne, incarnant pour la première fois le mot « fedayin », qui signifie « sacrifice » ? Pour le comprendre, il faut revenir deux ans en arrière.

En 1970, le Front populaire de libération de la Palestine, dirigé par Georges Habache, a noué plusieurs partenariats avec des organisations issues des mouvements étudiants de la fin des années 1960. Par de retentissants détournements d'avions, il a su capter l'attention des médias et attirer les groupes armés du monde entier. Le FPLP a fait entrer la cause palestinienne dans l'ère du terrorisme publicitaire.

## La piraterie aérienne du FPLP

« Le Front populaire de libération de la Palestine a été créé le 11 décembre 1967, au lendemain de la défaite arabe de la guerre des Six Jours, se souvient Leïla Khaled. Son leadership, le même que l'ANM (Mouvement des nationalistes arabes), a décidé que nous ne pouvions plus compter que sur nous-mêmes et que, pour reprendre nos terres, nous devrions nous engager dans la lutte armée. J'étais membre de l'ANM depuis 1959, depuis l'âge de 14 ans. Mes frères aînés également. J'ai donc naturellement rejoint le FPLP à sa création[4]. »

Assise dans le fauteuil d'une chambre d'hôtel d'Amman que j'occupe pour l'occasion, Leïla Khaled s'interrompt le temps de nettoyer les verres de ses lunettes et de tirer une bouffée sur sa cigarette. Vêtue d'une robe à fleurs, l'œil vif et le verbe haut, s'exprimant dans un anglais heurté qui roule des « r » en cascade, la voix grave, cassée par une intense consommation de nicotine, l'ancienne égérie du groupe palestinien, même si elle a pris de l'embonpoint, ne me paraît pas avoir tellement changé depuis le temps où, au début des années 1970, tous les médias de la planète se pressaient pour l'interviewer. Le discours n'a pas changé, sa force de conviction non plus, qui se lit dans sa gestuelle impérieuse, les accélérations de sa scansion quand elle revit les combats du passé.

Née en 1944 à Haïfa, Leïla Khaled a quitté la Palestine peu avant la « Nakba », l'exode des 750 000 Arabes de Palestine, conséquence de la création de l'État d'Israël en 1948. Sa famille s'établit à Tyr, dans le sud du Liban. Quand, après des études secondaires dans une école évangélique de Saïda, elle intègre l'université américaine de Beyrouth, c'est déjà une militante aguerrie : « Le but personnel de mon engagement, d'abord au sein de l'ANM, puis du FPLP, c'était de reprendre possession de notre maison de Haïfa, une maison qui appartenait à ma mère. À la minute où nous sommes arrivés à Tyr, ma mère nous a amenés, mes frères, mes sœurs et moi, chez mon oncle. Là, tout autour de la maison, il y avait un champ d'orangers. Les fruits étaient encore accrochés aux branches, et quand nous avons voulu prendre des oranges, ma mère nous a tapé sur les doigts en disant : "Ces oranges ne sont pas à vous. Les vôtres, elles sont à Haïfa !" Je me souviens qu'à la question "Pourquoi avez-vous quitté Haïfa ?", ma mère répondait : "C'est à cause des Juifs." Nous haïssions les Juifs. Il m'a fallu plus de trente ans pour faire la différence entre un Juif et un sioniste. »

Au début de l'année 1969, après un bref séjour comme enseignante au Koweït, Leïla Khaled entre en Jordanie et intègre un camp d'entraînement du FPLP où, en plus des entraînements militaires, elle suit une formation idéologique : « On y étudiait la

Révolution française, mais surtout la révolution algérienne que notre mouvement – à l'époque c'était l'ANM – avait soutenue. On étudiait aussi la révolution bolchevique, le Vietnam, Cuba, et toute la littérature, comme le livre de Frantz Fanon, qui pouvait nous aider à mener la nôtre. »

La même année, elle est missionnée par ses chefs de cellule pour pratiquer son premier détournement d'avion. Accompagnée du boxeur Salim Issaoui, un Palestinien comme elle natif de Haïfa et membre du FPLP, Leïla Khaled embarque le 29 août 1969 à Rome dans un avion de la TWA à destination de Tel-Aviv. Immédiatement après le décollage, les deux militants sortent leurs armes et prennent possession de l'engin qu'ils détournent vers Damas.

« Je sais que les passagers de ce vol étaient des civils, poursuit-elle, et qu'ils n'avaient rien à voir avec notre conflit. Mais Yitzhak Rabin, qui était alors ambassadeur d'Israël aux États-Unis, était censé prendre cet avion. C'est lui que nous voulions. Malheureusement, au dernier moment, il a changé à Rome. »

Quand l'avion détourné survole Israël, par le hublot de l'avion, Issaoui montre à Khaled la ville de Haïfa où ils sont nés, devenue depuis l'une des plus importantes métropoles israéliennes.

« Lui et moi n'avons jamais revu notre ville natale. Nous n'avons pas le droit d'y retourner. Nous avons réclamé la libération de nos frères et sœurs emprisonnés dans les geôles israéliennes, mais l'objectif principal, c'était de faire connaître au monde notre cause. À l'époque, personne n'en parlait. Ces détournements d'avions, c'était une tactique ; le moyen d'atteindre un objectif politique. Il s'agissait de tirer la sonnette d'alarme pour dire au monde qui sont les Palestiniens. Nous n'entendions pas donner la réponse par ces détournements d'avions, mais attirer l'attention de l'opinion internationale. Et le monde a écouté attentivement. »

Après avoir atterri à Damas, les deux militants du FPLP font évacuer l'avion avant d'y placer des charges explosives et de le

détruire. Après ce premier acte de bravoure, les médias pointent leurs objectifs et leurs stylos sur le groupe qui a pratiqué cet acte de piraterie aérienne. Le nom de Leïla Khaled devient synonyme de « libération de la Palestine ».

« Parce que j'étais dans cet avion, observe Leïla Khaled, tous les médias sont venus me demander pourquoi j'avais fait cela. J'ai dit que notre terre était occupée, et que nous voulions faire connaître cette injustice au monde entier. À partir de là, les médias se sont intéressés à nous. »

Pas seulement les médias. Ce coup d'éclat a aussi attiré l'attention d'organisations de lutte armée qui, depuis la mort de Guevara, depuis l'échec des mouvements étudiants à engendrer la révolution, sont en quête de nouveaux foyers révolutionnaire et d'un centre de formation militaire. Les Palestiniens du FPLP seront les premiers à recueillir les dividendes internationaux de cette médiatisation. En peu de temps, les camps d'entraînement du FPLP font le plein de groupes radicaux, d'organisations révolutionnaires, ou indépendantistes de toutes sortes, qui viennent des quatre coins du monde pour être formés à la lutte armée. La plupart repartiront chez eux pratiquer leurs propres actions ; d'autres s'investiront de différentes manières dans la cause palestinienne. Certains, comme les Japonais, feront don de leur vie au nom de cette même cause.

« Le monde est venu à nous, se souvient Leïla Khaled. Pas seulement au FPLP, mais aussi au Fatah. Tous ces groupes se sont sentis concernés par le conflit au Moyen-Orient et par la révolution palestinienne. Leur ambition, combattre l'impérialisme et le colonialisme, était aussi inscrite dans notre charte. Je dois dire que, quand nous avons commencé la lutte armée, l'attraction que nous représentions auprès de certains gouvernements ou de certains peuples du monde était presque nulle. Mais, après les grandes opérations médiatisées que nous avons pratiquées, de nombreuses organisations sont venues de différents pays exprimer leur solidarité et combattre à nos côtés. Beaucoup de leurs membres se sont retrouvés en prison, et certains se sont fait tuer. Ces gens venaient du Japon, d'Allemagne, de France, des États-

Unis et d’autres pays encore. C’est parce que la lutte des Palestiniens n’est pas seulement une cause arabe, c’est une cause qui concerne l’humanité entière. »

Peu après ce premier détournement d’avion, Leïla Khaled est de nouveau missionnée par Georges Habache pour participer à une opération plus ambitieuse encore : trois avions de ligne seront détournés simultanément par autant de commandos infiltrés parmi les passagers. Les avions seront ensuite réunis en un même lieu où le FPLP les fera exploser. Concernant la jeune militante, un problème se pose néanmoins : le visage de Leïla Khaled a fait le tour du monde, via les journaux et de multiples interviews télévisées, et est donc facilement repérable par la sécurité israélienne. Qu’à cela ne tienne : il sera modifié grâce à une opération de chirurgie esthétique !

Le 6 septembre 1970, le nez et le menton refaits, une coupe de cheveux différente, Leïla Khaled est à l’aéroport d’Amsterdam, prête à embarquer sur le vol 219 de la compagnie El Al, à destination de New York. La veille, en Allemagne, elle a pris contact avec son coéquipier, Patrick Arguello, un jeune Américain d’origine nicaraguayenne qui a milité dans un groupe sandiniste avant de rejoindre le FPLP. Munis de faux passeports du Honduras, les deux pirates de l’air se font passer pour un jeune couple : « Je n’avais jamais vu Patrick avant cela, mais je savais que mes chefs avaient rencontré au Liban des responsables de la résistance sandiniste. Nous les avions entraînés dans nos camps, et ils avaient décidé de participer à des opérations communes. Patrick et moi nous sommes rencontrés pour la première fois quand nous avons pris l’avion en Allemagne pour Amsterdam. »

En plus d’Arguello et de Khaled, le commando était constitué de deux autres personnes, deux jeunes femmes, membres de la résistance sandiniste. Il était prévu que les deux binômes se retrouvent dans le hall d’embarquement, juste avant de monter dans l’avion. Mais les deux Nicaraguayennes n’avaient pas pris leurs billets. Au guichet de l’aéroport, on leur fit savoir qu’il n’y avait plus de siège disponible. Quand Khaled et Arguello se présentent au contrôle de sécurité, un agent israélien observe

attentivement leurs passeports, puis se tourne vers la jeune militante palestinienne en lui demandant si elle parle espagnol.

« J'ai répondu : "*Si señor !*" ; les seuls mots que je connaissais. S'il m'avait posé d'autres questions, Patrick aurait répondu à ma place. Mais l'agent israélien n'a pas poursuivi la conversation en espagnol. C'est en anglais qu'il nous a demandé d'ouvrir nos bagages à main. J'ai demandé pourquoi ? "C'est pour votre sécurité : il y a des terroristes palestiniens qui détournent les avions." Je lui ai dit qu'il n'avait qu'à le faire lui-même. Mais il a insisté, c'était à nous d'ouvrir nos bagages et de les vider afin qu'il puisse en examiner le contenu. J'ai fait un scandale. J'ai dit que si c'était l'habitude de cette compagnie de faire des ennuis aux passagers, nous allions changer d'avion. Quand on a fini par ouvrir nos bagages, il a tout passé au crible en nous demandant si quelqu'un nous avait remis quelque chose, un colis, une radio ou autre. Heureusement, nous avions gardé nos armes sur nous ; deux grenades et un revolver. Ils n'ont pas fait de fouille au corps. Après cela, nous sommes allés nous asseoir dans le hall et nous avons attendu l'embarquement. »

Dans le hall, Leïla Khaled cherche des yeux les membres de la sécurité qui accompagneront les passagers dans l'avion, sans parvenir à les identifier. Puis elle regarde sa montre. Leurs deux complices auraient dû les retrouver ici. Quand le moment vient d'embarquer, Leïla Khaled comprend qu'elles ne viendront plus. Mais il est désormais trop tard pour abandonner. L'opération doit être poursuivie, en effectif réduit.

« Les passagers se sont levés, reprend Leïla Khaled, et on a commencé à marcher en passant par le tunnel qui mène à l'avion. Nous savions qu'il y aurait six hommes armés de la sécurité israélienne, et nous n'étions plus que deux pour mener à bien la mission. Patrick m'a demandé s'il n'était pas préférable de tout arrêter. J'ai répondu qu'il fallait aller jusqu'au bout, que si on m'avait demandé de détourner un chameau, j'aurais détourné le chameau. Pendant tout ce temps, Patrick n'arrêtait pas de me regarder. Il avait l'air soupçonneux à mon égard, et je pensais que c'était parce que j'étais une femme, qu'il est étonnant qu'une

femme dirige une telle opération. Nous sommes passés devant une douzaine de militaires munis de fusils mitrailleurs, six d'un côté et six de l'autre. On est passé devant eux le cœur battant et on est monté dans l'avion. Nous pensions être assis à l'arrière, mais nos places avaient changé, et on a dû s'asseoir au second rang. Une chance, car nous étions maintenant tout près du cockpit. Quand on a pris nos places, j'ai dit à Patrick : "Heureusement, ils ne m'ont pas reconnue ! – Pourquoi t'auraient-ils reconnue ? Tu es la reine Élisabeth, ou quoi ?" J'ai dit : "Ils auraient pu me reconnaître, parce que j'ai une certaine expérience en la matière…" Alors, j'ai compris pourquoi il me regardait depuis le début d'un œil soupçonneux. Il m'a demandé comment je m'appelais. Je lui ai dit mon nom. Il a souri. »

Quand les passagers sont tous installés, l'avion se lance sur la piste et s'élève dans les airs. Une demi-heure après le décollage, les deux pirates de l'air aperçoivent du hublot la côte est de l'île britannique, puis l'Écosse, puis l'océan. Le commandant de bord annonce qu'ils ont atteint 35 000 pieds d'altitude. Arguello et Khaled se consultent du regard. Le moment est venu de passer à l'action.

Leïla Khaled : « Je me suis levée d'un bond, j'ai armé les deux grenades, une dans chaque main, avec mes dents, et on a crié : "Plus un geste !" À cet instant, la sécurité s'est mise à tirer. Je me suis ruée vers le cockpit en traversant la première classe. Une hôtesse a tenté de m'arrêter en me faisant un croche-pied, mais j'ai réussi à l'éviter et je suis arrivée devant le cockpit. Les passagers hurlaient et les armes aussi, comme si nous étions au sol. Patrick était derrière moi. Il a dit : "Vas-y, je te couvre !" La porte métallique était fermée de l'intérieur. J'ai hurlé : "Ouvrez cette porte ou je fais sauter l'avion !" Évidemment, je n'en avais pas l'intention. Même si la plupart des passagers étaient des Israéliens, de mon point de vue, c'étaient des civils et je ne leur voulais aucun mal. Soudain, j'ai reçu un coup derrière la tête, et je suis tombée par terre. Deux hommes se sont jetés sur moi, me maintenant au sol pendant que je recevais des coups de pied dans la tête. J'ai lâché une des grenades qui a roulé au sol, mais elle

n’a pas explosé. En quelques minutes, je me suis retrouvée attachée, toujours face contre terre, et, de loin, j’ai vu Patrick. Il saignait abondamment, les yeux ouverts, mais il respirait encore. Puis un homme tenant un revolver s’est approché de lui et lui a tiré une balle dans la tête. Un autre tenant une bouteille de whisky la lui a brisée d’un coup sur le crâne. J’ai fermé les yeux, pensant qu’ils allaient m’abattre moi aussi. Ils ne l’ont pas fait. »

Le détournement est un échec, et se solde par la mort de Patrick Arguello. L’avion fait demi-tour et se rabat sur l’Angleterre. Il atterrit sur l’aéroport de Heathrow où les passagers sont évacués, et Leïla Khaled remise entre les mains de Scotland Yard. Pendant ce temps, les trois autres avions détournés par le FPLP, l’un de la compagnie Swissair, un autre de la TWA et un troisième de la Pan Am, se posent à Zarka, en Jordanie, où les organisations palestiniennes ont établi leurs bases. Devant les caméras, le FPLP fait exploser les engins après en avoir évacué les passagers. La séquence, spectaculaire, fait le tour du monde. Mais elle déplaît fortement au pouvoir jordanien qui accuse les Palestiniens d’avoir constitué un État dans l’État, et, compte tenu de la force armée qu’ils représentent désormais, craint qu’ils ne le renversent et s’emparent du pouvoir. Hussein de Jordanie décide de les réprimer dans un massacre qui fera entre 4 000 et 10 000 morts.

« Les Jordaniens ont utilisé cela comme prétexte pour nous attaquer, observe Leïla Khaled. Après plusieurs jours de combats dans les camps, les Arabes sont intervenus. Ils ont obtenu du pouvoir jordanien un cessez-le-feu contre la promesse que nous quittions le pays. »

L’événement, commémoré par les Palestiniens sous le nom de « Septembre noir », engendre un nouveau déplacement de population. Les organisations de lutte armée palestiniennes, sous la protection de la Syrie, quittent la Jordanie pour installer leurs camps dans le sud du Liban, dans la vallée de la Bekaa. Quant à Leïla Khaled, après vingt-huit jours d’emprisonnement à Londres, elle apprend qu’un avion de la Boac transportant le budget de l’Otan a été détourné par le FPLP. L’organisation réclame la

libération de leur militante en échange des passagers. Elle est envoyée au Caire où elle apprend la mort de Nasser, puis elle rejoint l'organisation palestinienne au Liban.

Si les détournements d'avion ont permis de populariser la cause palestinienne, leur fréquence a fini par perturber le trafic aérien et pose un sérieux problème aux gouvernements du bloc occidental. La publicité recueillie un temps par le FPLP, désormais qualifié d'« organisation terroriste », est devenue contre-productive.

« Après Septembre noir, après le départ des forces de la résistance palestinienne, une partie de la direction du Front populaire est partie à Beyrouth, se souvient Abdel Raheem Mallouh, dirigeant du FPLP. Un congrès du Front s'est tenu à Beyrouth, et la décision a été prise de cesser les détournements d'avions, parce que cela avait été utilisé pour montrer du doigt la cause palestinienne. Nous ne voulions pas braquer les opinions contre le peuple palestinien par ce type d'actions. Nous voulions faire connaître les revendications et les droits du peuple palestinien. Le Dr Georges Habache, alors secrétaire général du Front populaire, a annoncé que le Congrès avait décidé de mettre fin à ces opérations. Cela a provoqué un conflit sur cette question. L'opposition était menée par le Dr Wadi Haddad et, contre lui, il y avait les institutions du Front. Ce conflit a perduré jusqu'en 1974, date à laquelle le Comité central s'est réuni et a pris la décision d'exclure Wadi Haddad, parce qu'il insistait pour poursuivre la même ligne politique – celle des attentats et des détournements d'avion[5]. »

En réalité, l'exclusion « officielle » de Wadi Haddad ne sera que de pure forme. Elle permet à Georges Habache, de continuer secrètement de soutenir les opérations terroristes dirigées depuis le Yémen par Wadi Haddad, sans pour autant avoir à les assumer. Avant cela, c'est à Beyrouth, en 1971, où les dirigeants du FPLP ont installé leur quartier général, que, accompagnée d'une poignée de militants, les a rejoint une jeune femme de 26 ans, ancienne étudiante de l'université Meiji de Tokyo et entraîneuse

de bar occasionnelle. Une pasionaria du mouvement étudiant japonais et l'un des dirigeants de l'organisation clandestine *Sekigun-ha* (Fraction Armée rouge) : Fusako Shigenobu. Elle intègre les camps d'entraînement du FPLP, et obtient de sa direction l'ouverture d'un bureau de l'organisation qu'elle vient de créer, et qui prend le nom de *Nihon Sekigun* – l'Armée rouge japonaise.

## De Tokyo à Lod

Le FPLP n'a pas inventé la piraterie aérienne. La Fraction Armée rouge japonaise, un groupe radical d'inspiration anarco-trotskiste, entré en clandestinité peu avant la prorogation du traité de sécurité nippo-américain de 1970, avait pratiqué un détournement d'avion au printemps de la même année, détournement qui avait eu un fort retentissement en Extrême-Orient. Après un second coup de filet dans les cellules régionales de l'organisation qui permit l'arrestation d'une trentaine de militants – selon le témoignage d'un enquêteur, ils auraient pu, au vu de leur niveau de qualifications, constituer « la direction générale d'une multinationale japonaise » –, neuf membres de la Fraction Armée rouge, seulement munis de katana, les sabres de combat de la tradition samouraï, détournaient, le 30 mars 1970, un vol intérieur de la Japan Airlines jusqu'à Pyongyang. Conséquence des arrestations, et de la disparition des derniers dirigeants de l'organisation en Corée du Nord – les pirates de l'air ayant obtenu l'asile politique du dictateur Kim Il-sung ne sont jamais rentrés au Japon –, ce sont des membres subalternes qui prennent la direction de l'Armée rouge. Ils déclenchent une violente campagne d'attentats qui terrorise le Japon tout au long de l'année 1970. Des commissariats de quartier sont plastiqués (les bombes tuent plusieurs policiers, et parfois des civils), des personnalités de la justice et de la police assassinées. Outre les attentats et les assassinats politiques, l'organisation enchaîne les pillages de banques, récoltant ainsi plusieurs millions de yens.

Des activités dégradantes pour Fusako Shigenobu, l'un des derniers cadres historiques de la Fraction Armée rouge, qui se retrouve en opposition avec la ligne suivie désormais par l'organisation. Une scission naît entre les tenants de la « révolution mondiale » prophétisée par Guevara à la Tricontinentale (sa branche internationaliste, incarnée par Shigenobu) et ceux qui veulent faire une révolution au Japon, financée par ces attaques de banque – la tendance majoritaire de Tsuneo Mori, un étudiant médiocre aux orientations idéologiques peu structurées, et qui s'est vu projeté par défaut à la tête de l'organisation.

Fusako Shigenobu est alors la plus recherchée des membres de la Fraction Armée rouge – ses nouveaux dirigeants étant encore méconnus des services de renseignements. Toutes les polices du Japon lancées à ses trousses, son joli visage placardé dans tous les commissariats de l'archipel, Shigenobu n'a d'autre choix que de fuir le pays, et trouver une terre d'accueil d'où elle pourra, fondée sur la théorie du *foco*, conduire sa révolution internationale. Ses motivations, son idéalisme, sa révolte contre la société japonaise des années 1960, ainsi que son histoire familiale font de la militante japonaise l'une des figures les plus intéressantes du terrorisme international des années 1970.

Née le 20 septembre 1945 au sein d'une fratrie de quatre enfants dans un Tokyo en ruine, ravagé par les bombardements alliés, Fusako Shigenobu a grandi dans la misère et l'humiliation d'un pays vaincu, placé sous tutelle américaine. Sa haine de « l'impérialisme américain », réorienté par la guerre du Vietnam au milieu des années 1960, vient de là. Avant guerre, son père était membre d'une organisation ultra-nationaliste à l'idéologie mâtinée de bouddhisme, le *Keitsumeidan* ou « Ligue des frères de sang ». Une secte politique qui commit plusieurs assassinats ciblés contre les démocrates de Meiji. Notamment celui du ministre des Finances, Junnosuke Inoue, poignardé à mort en 1932, et de Dan Takuma, un dirigeant du groupe financier Mitsui. Shigenobu a pour partie structuré sa pensée politique en réaction à l'idéologie fasciste du père, mais, paradoxalement, en accord

avec sa conception de l'action, persuadée comme lui que « seule la violence peut changer le monde[6] ». Quand ce dernier comprend que sa fille suit la voie qu'il avait naguère choisie, à l'opposé de sa propre radicalité politique, il lui confie que s'il est nécessaire de se sacrifier pour une cause, il ne faut pas faire le don de sa vie pour tuer une seule personne, mais un maximum de gens. La jeune femme retiendra la leçon. Elle aurait cependant dû être plus attentive à sa dernière mise en garde : « Fusako, ajoute son père, si tu penses sérieusement à la révolution, il faut d'abord respecter les sentiments du peuple. Si tu choisis de faire la révolution sans tenir compte des sentiments de la nation, ta révolution est vouée à l'échec[7]. »

Peu avant son départ du Japon, le pays d'accueil choisi par Shigenobu pour servir de tremplin à ses ambitions révolutionnaires était loin d'être arrêté. Bien qu'impressionnée par les actions du FPLP, elle ne connaissait que très peu de choses sur la situation proche-orientale. En ce sens, l'influence des cinéastes du mouvement « *Pinku eiga* » – « les films Pink » – se révélerait décisive.

Ce cinéma indépendant contestataire et subversif est né dans les années 1950 d'une contingence de productions. Tout a commencé par la rencontre entre une petite société indépendante dont la vocation était de produire des films érotiques, la compagnie Nikkatsu, créée en 1954, et un groupe de cinéastes, des intellectuels anarchistes et d'extrême gauche, anti-impérialistes, dans l'incapacité de faire produire leurs films par les « majors » japonaises. La petite maison de production, qui recherchait des cinéastes bon marché, capables de réaliser à la chaîne des films érotiques à moindre coût, leur donna carte blanche, pourvu que ces derniers insèrent dans leurs œuvres quelques scènes érotiques. Le cinéma Pink est dès le début façonné par cette contrainte : comment faire des films engagés, politiques, tout en y distillant des séquences osées ? Le résultat sera explosif. Des œuvres iconoclastes et dérangeantes, aux titres improbables (*Quand l'embryon part braconner ; La Vierge*

*violente ; Sex-Jack*, etc.), nourris de scénarios souvent indigents, mais à l'esthétique frappante et à la réalisation maîtrisée. Parfois filmés en une seule journée, ces films ont un succès immédiat auprès de la jeunesse nipponne qui s'identifie à la radicalité du discours politique – appels à la révolte, exaltation de la lutte armée, éloge du terrorisme, dénonciation de l'impérialisme et du conformisme – et à l'instrumentalisation d'un érotisme cru, une ultra-violence, comme autant de moyens de subvertir la rigidité pudibonde de la société. Si bien qu'en 1968, les films Pink représentent la moitié du marché cinématographique japonais ! Conçus comme des cocktails Molotov artistiques, ils s'emploient à créer un imaginaire sulfureux où sexe, violence et politique traduisent les frustrations d'une jeunesse qui refuse les mots d'ordre de la société de consommation et l'idéal d'harmonie prôné par l'idéologie nationale. Pour Koji Wakamatsu, le pape de cette « nouvelle vague japonaise », producteur et réalisateur d'une centaine de films – aussi l'un des soutiens de l'Armée rouge japonaise : « Les films Pink, c'était pour moi un outil. C'est avec ça que j'ai pu attirer des spectateurs. Quand quelqu'un va voir un film Pink, il paye une place de cinéma en espérant assister à des séquences érotiques. Mais, une fois qu'il a payé sa place, il reste jusqu'à la fin du film. Pour moi, c'était gagné ! Ce genre cinématographique était comme un fusil avec lequel j'essayais de tuer le plus de monde possible. Ces films me permettaient de présenter une opinion qui était représentative des radicaux de l'époque[8]. »

Dans la démarche comme dans la motivation, on n'est ici pas très loin du « terrorisme publicitaire » que fabrique au même moment le FPLP. Cultivés, ultra-politisés, internationalistes, les cinéastes Pink, dont les plus célèbres sont Koji Wakamatsu, Masao Adachi et, bien sûr, Nagisa Oshima, se passionnent pour le mouvement étudiant et prennent contact avec ses éléments les plus radicalisés. D'autant que leurs films sont souvent censurés, certains cinéastes arrêtés, et même emprisonnés pour « trouble à l'ordre public ». C'est au contact de l'un d'entre eux, Masao

Matsuda, un futur membre de l'Armée rouge japonaise, que Shigenobu, après avoir hésité entre l'Albanie et la Corée du Nord, décidera de partir au Liban.

Matsuda raconte : « À la lumière des événements qui se déroulèrent de 1970 à 1971, l'Armée rouge s'est mise à prôner une théorie de la révolution mondiale. Pour y parvenir, il fallait d'abord s'adjoindre un certain nombre d'alliés qui, dans d'autres pays qu'ils considéraient comme des nations révolutionnaires (telles que Cuba, ou encore l'Algérie, la Corée du Nord), étaient rompus aux techniques de guérilla. C'était donc dans ces pays-là qu'il fallait établir des bases et souder la solidarité révolutionnaire internationale. Si vous voulez, c'est un peu comme les Black Panthers qui avaient engagé aux États-Unis un face-à-face avec le cœur de la patrie du capitalisme. Et parce que la ligne de front, pour ceux qui voulaient renverser les barrières du capitalisme, se trouvait entre la Palestine et Israël, ceux qui voulaient comme Fusako Shigenobu faire la révolution mondiale l'ont suivie en Palestine. De ce point de vue, mon influence sur elle a été décisive. Par la suite, d'autres cinéastes Pink, tels que Koji Wakamatsu, Masao Adachi et moi-même, l'ont retrouvée en Palestine, car nous étions, comme elle, extrêmement préoccupés par cette idée de la révolution mondiale[9]. »

En effet, après le Festival de Cannes de 1971, les cinéastes Masao Adachi et Koji Wakamatsu, venus présenter leurs dernières œuvres à la Quinzaine des réalisateurs, partent directement pour le Liban réaliser un film documentaire sur les camps du FPLP à Beyrouth. Ils y retrouvent Shigenobu, qui vient à peine de s'installer avec quelques militants de l'organisation dont Tsuyoshi Okudaira et Yasuki Yasuda, deux des futurs kamikazes de l'aéroport de Lod. Les deux cinéastes réalisent le documentaire-manifeste de la « révolution mondiale », censément établie sur le partenariat du FPLP et de l'organisation que vient de fonder Fusako Shigenobu. Le film s'intitule *Armée rouge/FPLP : Déclaration de guerre mondiale*. Après quelques mois passés au Liban, Wakamatsu rentre au Japon. Adachi, devenu « leader

politique » de la nouvelle organisation, reste au Liban. Il y demeurera près de trente ans. Sous la pression des autorités japonaises, Masao Adachi sera arrêté à la fin des années 1990, capturé à sa sortie de prison par les services japonais, puis ramené à Tokyo pour y être jugé.

Shigenobu est rapidement devenue une figure des camps de réfugiés palestiniens où elle se consacre à l'aide aux habitants. Mais on la croise aussi dans les camps d'entraînement du FPLP. C'est une proche de Georges Habache et de Leïla Khaled : « Elle nous avait rejoints au nom de la solidarité avec le peuple palestinien. Elle apportait son aide aux femmes et aux enfants des camps de réfugiés. Il y avait d'autres Japonais avec elle, venus chez nous pour les mêmes raisons. Ils sont restés dans nos bases du Sud Liban. C'était un camp dirigé par Wadi Haddad, où se préparaient les opérations militaires pratiquées hors de la Palestine et des pays arabes. Quatre d'entre eux étaient là, discutant avec nous lors des réunions politiques. Ils étaient prêts à tout, y compris au sacrifice de leur vie. Quand il y a eu le procès de Fusako au début des années 2000, et qu'elle a été accusée d'avoir préparé l'opération de Lod, je me suis rendu au Japon et j'ai témoigné pour elle devant le tribunal. J'ai dit qu'on ne pouvait rien lui reprocher, parce que le FPLP ne délègue pas ce type de décision et qu'elle ne pouvait être tenue pour responsable. »

Pourtant, tout porte à croire que l'attentat de Lod n'aurait pas eu lieu sans son initiative. Et que ce qui s'était produit au Japon, trois mois avant le massacre, serait de ce point de vue décisif.

Au Japon, la Fraction Armée rouge, menée par Tsuneo Mori, a fait alliance avec le Keihin Ampo Kyoto, un groupe maoïste dirigé par une jeune femme au comportement instable : Yoko Nagata. Le groupe, qui prend le nom d'Armée rouge unifiée *(Rengo Sekigun)*, se retranche, avec une trentaine de militants, dans des chalets montagnards transformés en camps d'entraînement de la région de Nagano. La concurrence entre les deux leaders de l'organisation, un fanatisme de plus en plus extrême et une dérive sectaire qui le coupe de la réalité entraînent

une purge au sein du groupe. Quatorze militants sont torturés et assassinés dans des conditions abominables, sur ordre de Mori et de Nagata. Cernés par la police, les survivants de la purge sont arrêtés, à l'exception de cinq militants qui parviennent à passer entre les mailles du filet policier. Ils prennent en otage la concierge d'un gîte de montagne, le chalet Asama, bientôt cerné par toutes les forces de l'ordre du Japon. La prise d'otage est filmée en continu par la NHK – la télévision nationale. Les insurgés abattent deux policiers et un civil. Les policiers ne parviendront à déloger les forcenés qu'au bout d'une semaine, en détruisant la bâtisse à l'aide d'une grue de chantier. Quand, au Liban, Shigenobu apprend ce qui s'est passé, et que sa meilleure amie, Mieko Toyama, a été assassinée pendant la purge sur ordres de Mori et de Nagata, elle est folle de rage. À partir de là, Shigenobu voudra montrer au monde que l'Armée rouge n'est pas morte, que c'est elle qui assure la relève, elle qui conduira la révolution mondiale à travers son alliance avec le FPLP. Et, pour faire connaître le nom de l'Armée rouge japonaise dans le monde entier, elle doit concevoir un attentat le plus spectaculaire possible, au *modus operandi* le plus difficile possible. Les « soldats » qui l'ont accompagnée au Liban, ses plus proches amis, dont un nouveau venu, Kozo Okamoto, acceptent de donner leur vie dans une telle opération. Leur sacrifice marquera les esprits et fera progresser la cause palestinienne, la cause de la révolution mondiale. Pour Habache et le FPLP, impressionnés mais aussi quelque peu dépassés par le fanatisme de leurs partenaires japonais, c'est du pain bénit. Shigenobu se propose de faire partie du commando, mais elle est enceinte d'un militant palestinien, et la direction du FPLP s'y oppose pour cette raison.

« J'étais moi aussi censée faire partie du commando japonais, se souvient Leïla Khaled. Je suis allée voir un chirurgien esthétique. Je lui ai demandé de me faire des yeux bridés afin de passer pour une Japonaise. Il m'a regardée, et il a dit : "C'est une opération très délicate. Savez-vous qu'il y a un faisceau de nerfs à cet endroit ? Si je pratique cette opération, il est possible que vous ne puissiez plus ouvrir ni fermer les paupières. Je suis désolé,

mais je ne ferai pas cela.” De toute façon, comme j’étais moi-même enceinte, nos règles étant très strictes sur ce point, Georges Habache s’est opposé à ce que je parte avec eux. »

## « Des étoiles dans le ciel »

Lod fut le premier grand attentat médiatique de l’histoire du terrorisme contemporain, le plus meurtrier, et le coup d’envoi du « terrorisme international ». Le premier attentat suicide.

« Nous n’acceptons pas le terme “d’attentat suicide” ! s’insurge Leïla Khaled. Pourquoi ? Parce que ces personnes ne sont pas mortes de désespoir, elles sont mortes en “martyres”, et c’est ce terme que nous utilisons pour ce genre d’opérations. L’Occident ne veut pas comprendre qu’on veuille mourir au nom d’une cause, alors il parle “d’attentat suicide”, “d’opération suicide”. En réalité, n’importe quel combattant de la liberté est prêt à mourir pour la cause qu’il défend, mais il ne recherche pas nécessairement la mort dans le combat. Au contraire, nous combattons pour la vie, pour une vie meilleure, un meilleur avenir pour nos enfants. Et pour cela, dans chacune des opérations à laquelle j’ai participé, j’étais moi-même prête à faire le sacrifice de ma vie. »

Quant à Abdel Raheem Mallouh, il continue aujourd’hui de justifier l’attentat de l’aéroport de Lod suivant la même ligne que son organisation en 1972, balayant d’un revers de main la vie des civils visés, comme celle des deux Japonais morts en son nom : « L’opération s’est déroulée dans l’aéroport, symbole de l’occupation, et peu de gens peuvent distinguer un Israélien d’un Français, d’un Latin, ou d’un Européen. Mais, ce n’est pas cela qui était visé. Ce qui était visé, c’était le symbole que représente l’aéroport. C’est vrai que ces trois Japonais se sont sacrifiés, et que deux d’entre eux sont morts. L’idée principale, celle qui sous-tendait tout cela, c’était que pour mettre fin à l’occupation il y a un prix à payer. Et voilà le prix qu’ils ont payé pour nous. »

Quant au survivant, Kozo Okamoto, l'état-major israélien attend beaucoup de son interrogatoire pour comprendre ce qui s'est passé. Interrogé sans relâche par Rehavam Zeevi, l'officier militaire chargé de recueillir ses aveux, il accepte de parler contre la promesse qu'on lui permette de se suicider, afin d'accomplir coûte que coûte sa mission. Zeevi fait mine d'accepter, et Okamoto parle. C'est après un sinueux périple que les trois Japonais ont débarqué dans l'aéroport israélien. Partis de Beyrouth munis de faux passeports, ils se sont d'abord rendus en Europe où ils ont traversé différents pays avant de parvenir à Rome. L'appareil photo toujours à portée de main, ils y sont restés trois jours, se comportant comme de parfaits touristes japonais. Le matin du 30 mai, le jour de leur départ pour la mort, une Asiatique, peut-être Fusako Shigenobu, est passée à leur hôtel leur remettre une valise contenant trois Kalachnikov de calibre 7,62 mm fabriquées en Tchécoslovaquie, des munitions et des grenades. Ensuite, en début d'après-midi, ils ont pris un vol de la compagnie Air France pour Tokyo qui faisait escale à Tel-Aviv. Personne n'a fouillé leurs bagages. À Tel-Aviv, ils ont pu sans encombre sortir du hall de transit et récupérer leur valise. La suite des événements est connue. Mais ce que ne parvient toujours pas à comprendre Rehavam Zeevi, c'est ce qui a pu motiver trois Japonais à perpétrer pareil massacre. À cette question Okamoto ne répondra qu'à son procès, qui s'ouvre deux mois après l'attentat. Dans une certaine confusion, il expliquera que l'action de commando à laquelle il a participé dépassait le conflit israélo-palestinien. Elle avait pour objectif de montrer au monde la puissance de l'Armée rouge japonaise, et constituait un appel à la solidarité avec tous les mouvements révolutionnaires du monde. Cet attentat aurait pu se produire n'importe où ailleurs. Il ajouta qu'il y aurait d'autres actions de ce type à l'avenir. Des opérations qui pourraient être mises en œuvre par l'Armée rouge japonaise ou par d'autres mouvements révolutionnaires.

« D'autres actes viendront, d'autres Okamoto suivront, déclare-t-il au tribunal. Nous croyons que le massacre d'êtres humains est inévitable. Nous devons préparer la création du

monde de l'Armée rouge et nous aimerions avertir la terre entière que nous abattrons quiconque marche avec la bourgeoisie[10]. » Puis il se lance dans une tirade poétique et mystique, en total décalage avec la situation, et l'acte qu'il avait commis : « Nous, les trois soldats de l'Armée rouge, après notre mort, nous voulons devenir trois étoiles de la constellation d'Orion. Quand nous étions jeunes, on nous a dit qu'après notre mort nous deviendrions des étoiles dans le ciel. Je n'y croyais pas complètement, mais j'y étais prêt. Je crois que les personnes que nous avons abattues sont devenues des étoiles dans le ciel. La révolution continuera et il y aura beaucoup d'autres étoiles encore. Mais si nous reconnaissons que nous serons tous abrités par le même Ciel, nous pouvons être en paix[11]. »

À son procès, Okamoto n'en dira pas davantage. Il se contentera de réclamer la peine capitale pour pouvoir achever sa mission. La peine de mort existe en Israël, mais ne concerne que les auteurs de crimes contre l'humanité ou d'actes terroristes – une disposition héritée du mandat britannique, qui l'avait mise en place dans le contexte des attentats de l'Irgoun. Elle ne lui sera pas accordée. Kozo Okamoto est condamné à la prison à vie. Par la suite, son nom figurera sur toutes les listes de prisonniers palestiniens détenus en Israël dont le FPLP réclamera la libération. C'est ainsi qu'il a recouvré la liberté en 1985, lors d'un échange de prisonniers entre Israël et les Palestiniens. À ce jour, il réside toujours à Beyrouth. En 2000, sous la pression du Hezbollah, au sein duquel des membres de l'organisation japonaise étaient devenus instructeurs en arts martiaux, Okamoto a obtenu – fait sans précédent dans l'histoire du Liban – la naturalisation libanaise. Il ne peut plus désormais être expulsé, ni jugé par un tribunal japonais.

1- Le 8 mai 1972, quatre membres du FPLP (deux hommes et deux femmes), déguisés en agents d'entretien de l'aéroport de Lod, avaient pris en otage les passagers d'un vol de la

Sabena Airlines. Ils avaient finalement pu être stoppés par l'armée israélienne et les otages libérés. Tsahal, au cours de l'assaut, avait tué deux des terroristes (les deux hommes) et capturé leurs complices (les deux femmes).

2- Cité par Christopher Dobson, Ronald Payne, *The Carlos Complex, op. cit*., p. 174-175.

3- *Le Monde*, 1er juin 1972.

4- Entretien avec l'auteur le 19 octobre 2010.

5- Entretien avec l'auteur le 20 septembre 2010.

6- Cité par Colin Smith, *Carlos, portrait d'un terroriste*, Gallimard, 1976, p. 115.

7- Cité par William R. Farrell, *Blood and Rage*, Lexington Books, Massachusetts, 1990, p. 118.

8- Interview par l'auteur, *Transfuge* n° 30, mai 2009, p. 76-79.

9- Cité par l'auteur dans *Les Fanatiques. Histoire de l'Armée rouge japonaise*, Seuil, 2002.

10- Colin Smith, *Carlos, portrait d'un terroriste*, *op. cit.*, p. 117.

11- Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex*, *op. cit.*, p. 174.

# 2
# Le mercenariat politique

*« Ce qu'on a su plus tard, c'est que Kadhafi était derrière tout ça, parce que Kadhafi voulait mettre la main sur l'OPEP. »*
Hans-Joachim KLEIN

Hans-Joachim Klein est né le 21 décembre 1947 à Francfort-sur-le-Main, en Allemagne. Très tôt, il fut hanté par son histoire familiale ; une histoire qui se confond avec celle de l'Allemagne de la seconde moitié du XXe siècle. Après la guerre, à son retour du front de l'Est, le père de Klein devint policier, et sa mère interprète. Pendant la guerre, pour avoir fauté avec un Juif (elle avait quitté son époux et s'était enfuie avec son amant à Bruxelles), elle avait été internée deux ans à Ravensbrück après l'invasion de la Belgique par la Wehrmacht. Le 13 avril 1948, à 6 heures du matin, elle se suicida en se tirant une balle dans la bouche avec l'arme de service de son mari. Hans-Joachim Klein était âgé de 4 mois.

« Je suppose qu'elle voulait se sortir Ravensbrück de la tête. Elle était à bout la bonne femme. J'ai trois ou quatre photos d'elle. On la voit avant et après Ravensbrück. Sur ces clichés, on peut voir ce qu'elle a subi dans ce camp, car ce n'était justement pas, comme disait l'autre, "un détail de l'histoire". Après son suicide, j'ai grandi chez des parents nourriciers, jusqu'à l'âge de 8 ans. Puis mon père s'est remarié et m'a récupéré contre ma volonté. Je ne connaissais pas cet homme, j'étais très heureux avec ma mère nourricière. Elle m'a bien traité, ne me battait jamais, mais elle n'a pas eu le choix. Elle a dû me rendre à mon géniteur. Par la suite, j'ai eu une jeunesse typique de l'Allemagne d'après-guerre : on m'a tabassé du matin au soir. À un certain moment, j'en ai eu ras le bol et je me suis cassé[1]. »

Pour sa génération, celle du baby-boom ouest-allemand, la Shoah – le génocide des Juifs – est un traumatisme fondateur, une dette irréfragable que, en dépit de ses engagements politiques, de sa fuite en avant dans le terrorisme international, Klein n'a jamais perdu de vue. C'est, comme pour beaucoup de jeunes Allemands qui ont découvert les atrocités commises par la génération précédente à l'occasion du procès d'Adolf Eichmann, en 1961, le boutefeu de tout engagement, y compris et surtout dans la violence politique.

N'ayant jamais connu sa mère et très peu un père qui le battait et qu'il détestait, Hans-Joachim Klein s'est fabriqué un roman familial inspiré par les traumas de son enfance et le contexte allemand d'après-guerre. Son père policier, envoyé sur le front de l'Est après le déclenchement de l'opération Barbarossa, ne pouvait qu'être un tueur de masse, un tueur de Juifs, un membre des *Einsatzgruppen* – les commandos mobiles de tuerie. Quant à sa mère, déportée à Ravensbrück, elle était forcément juive. Une grande partie de sa vie, Klein en a été convaincu.

La vérité devait néanmoins le rattraper, et faire vaciller ses convictions. C'était en 1995. Klein se cachait sous une fausse identité dans une bourgade de Normandie, pour échapper à la justice de son pays, autant qu'à ses anciens « camarades » du groupe Carlos et des Cellules révolutionnaires. Eux, auraient donné cher pour lui loger une balle dans la tête. Son ami, le journaliste à *Libération* Jean-Marcel Bouguereau, et le réalisateur Daniel Leconte brossaient son portrait dans un film documentaire pour la chaîne Arte, intitulé *Un certain monsieur Klein*. Le film, qui débute par sa participation à la prise d'otage des ministres de l'OPEP à Vienne, en 1975, balaye ensuite son itinéraire au sein du mouvement étudiant ouest-allemand, des Cellules révolutionnaires, puis son partenariat avec Carlos, ses passages dans les camps d'entraînement du FPLP-OE (Opérations extérieures) de Wadi Haddad. Son spectaculaire renoncement à la lutte armée, sa vie humble et solitaire dans la clandestinité normande. À l'occasion de cette enquête, parsemée des commentaires filmés de Klein (il est interviewé dans sa bicoque, muni d'une fausse barbe) et des interventions de diverses figures du mouvement étudiant allemand, Bouguereau chercha à percer le mystère de son histoire familiale. Le

journaliste se rendit en Allemagne où il se plongea dans les archives. Ce qu'il y découvrit ne corroborait en rien la version de Klein. Daniel Leconte a filmé le moment où Jean-Marcel Bouguereau lui fait part de ce qu'il a découvert : son père ? un simple soldat de la Wehrmacht n'ayant jamais participé à la moindre exaction contre des civils. Et sa mère, elle, n'était pas juive. Sur le visage de Klein, qui se décompose au fil de l'exposé de Bouguereau, pendant que tourne la caméra, se lit l'effondrement d'un monde.

Quand j'ai pris langue avec lui par l'entremise de Jean-Marcel Bouguereau – après une première prise de contact et quelques échanges par e-mail –, je n'ai pas pu m'empêcher de lui rappeler cette scène où il apprend de la bouche du journaliste la vérité sur ses parents. Je lui posai franchement la question – comment vivait-il, quinze ans après cette révélation, le fait que sa mère ne fût pas juive ? « Pour moi, me dit-il, ma mère, Pauline Johanna Schaum, sera toujours juive. »

C'est dans un petit village de Normandie, où il est revenu s'installer après sa libération sur parole, que je l'ai retrouvé. Il habite en rase campagne, dans une minuscule maison de deux pièces. Il vit chichement, effectuant à l'occasion quelques travaux de jardinage pour les rares habitants du voisinage. C'est un homme grand au visage émacié, les cheveux grisonnants et le regard d'un bleu délavé, qui s'exprime en français avec un fort accent allemand. Il est également doté d'un redoutable sens de la dérision. Ensemble, nous revenons là où tout a commencé, dans cette Allemagne d'après-guerre, peu avant l'ébullition générée par le mouvement étudiant de la fin des années 1960. Lui, n'a jamais fait d'études. Après s'être enfui de chez son père, il fut apprenti, puis carrossier pendant trois ans avant de jeter l'éponge. C'était en 1967, l'année des premières manifestations.

« À l'époque, il s'agissait aussi du passé qu'on remettait sur la table. Quand j'étais à l'école, de 1953 à 1962 environ, les années 1933-1945 n'existaient pas en cours d'histoire. On changeait de prof chaque année, et c'étaient tous d'anciens nazis. La police, toute l'administration en Allemagne était contaminée par des nazis et personne n'en parlait. Je me souviens que, quand les manifestations ont commencé, mon vieux a dit : "Il faudrait les mettre tous devant un

mur, deux mitraillettes et feu !” La presse, particulièrement les journaux du groupe Springer, était remplie de haine. Ils employaient une terminologie qui rappelait celle du *Stürmer* [le plus populaire des journaux nazis, dirigé par Julius Streicher]. En France, les étudiants qui descendaient dans la rue criaient : “CRS : SS !” Quand on y pense aujourd’hui, c’était un peu exagéré. Sauf qu’en France il y avait eu la Résistance. Pas en Allemagne. »

Fasciné par la révolte des étudiants, et surtout par les étudiants eux-mêmes, leur érudition, leur engagement politique et leur compréhension des enjeux internationaux, Klein commence à traîner à la fac de Francfort, et à fréquenter les assemblées générales.

« Ils venaient tous des classes prétendues supérieures. Plus tard, ils seraient docteurs, professeurs, architectes ou avocats. Je me disais qu’ils auraient une vie mille fois meilleure que la mienne. Je ne comprenais pas pourquoi ils prenaient le risque de gâcher un bel avenir. C’est pour ça que ça m’a intéressé. Déjà à l’époque, c’étaient des gens très intelligents. Je me suis dit qu’ils devaient avoir une bonne raison de se laisser tabasser pour des affaires lointaines telles que la dictature de Franco en Espagne ou celle du Shah en Iran. Je les intéressais aussi parce que j’étais un des rares prolos du mouvement étudiant. »

Dans les AG de l’université de Francfort, Klein fréquente les groupes les plus radicaux. On y rêve de révolution – certains, déjà, de la révolution mondiale.

« Personnellement, je n’ai jamais cru à la révolution mondiale ni à tous ces trucs comme le maoïsme. Les maoïstes ont souvent essayé de me recruter, mais quand j’ai vu ce culte Mao, ça m’a écœuré. C’était du mauvais théâtre de rue. Quant à Baader, je ne l’aimais pas beaucoup. Andreas Baader était relativement connu dans le milieu étudiant de Francfort, donc au SDS, l’union des étudiants socialistes allemands. C’était avant la création de la RAF, la Fraction Armée rouge [la bande à Baader]. Le chef du SDS s’appelait Krahl – l’équivalent de Dutschke à Berlin –, et c’était un très bon ami. Baader, à l’époque, c’était une sorte de petit rockeur. Il ne venait aux assemblées générales que pour foutre le bordel. Il faisait du boucan, et puis il s’en allait. On n’était pas vraiment copains. »

Ce que Klein cherche, ce n’est pas une utopie, ni même une idéologie. Mais une volonté d’intégration générationnelle, conjuguée à une révolte confuse contre les injustices du monde.

« Autour de 1971, j’étais avec Joschka Fischer, qui, contrairement à moi, a fait carrière, comme d’ailleurs beaucoup de mes amis de l’époque. Avec celui qui est plus tard devenu ministre des Affaires étrangères, nous avons créé un groupe qui s’appelait “le groupe de nettoyage pour la défense des manifestations”. C’était le côté officiel. Officieusement, nous empruntions quelques petites choses aux forces de police : des pistolets, des boucliers, des matraques, des casques, etc. »

S’il a croisé Dany Cohn-Bendit et Andreas Baader dans l’agitation du mouvement étudiant, c’est quelques années plus tard qu’il fera la connaissance de Wilfried Böse, Brigitte Kuhlmann, et Johannes Weinrich – le noyau fondateur des Cellules révolutionnaires.

« Il y avait des divergences sur la stratégie et le type d’actions à mener entre la RAF et les CR (Cellules révolutionnaires). Par exemple, les CR étaient contre les hold-up, c’était trop risqué. Au début, j’étais plutôt tenté par la RAF. J’ai fait quelques trucs pour eux : trouver des appartements, échanger les devises qu’ils avaient eues en braquant des banques… Mais la RAF obligeait les gens à entrer immédiatement en clandestinité. Il fallait qu’on oublie son identité, qu’on se fasse faire des faux papiers. Chez les Cellules révolutionnaires, c’était l’exact opposé. C’est l’une des raisons qui m’a convaincu de les rejoindre au mois de mai 1975. »

Un an auparavant, à force de grenouiller dans les milieux radicaux, Klein avait été choisi par Cohn-Bendit pour servir de chauffeur et de garde du corps à Sartre qui avait décidé de rencontrer Baader au parloir de Stammheim, la prison de Stuttgart où il était incarcéré.

« Sartre avait reçu des menaces de mort en arrivant à Stuttgart en novembre 1974. C’est pourquoi on m’a demandé d’être son garde du corps. J’ai conduit la voiture dans laquelle se trouvaient Sartre, Klaus Croissant et le rédacteur en chef de *Libération*, Jean-Marcel Bouguereau. Dany les a rejoints plus tard pour la conférence de presse à l’hôtel. »

## La visite de Sartre à Stammheim

Deux ans après l'expédition commando menée le 14 mai 1970 par Horst Mahler et Ulrike Meinhof, qui avait fait s'évader Baader de l'Institut central des questions sociales à Berlin où il était interrogé dans la foulée d'une condamnation de trois ans de prison pour l'incendie de deux grands magasins à Francfort, le groupe menait une série d'attentats meurtriers contre des bâtiments officiels et des centres de l'armée américaine. Cinq attentats à la bombe qui avaient fait quatre morts et une trentaine de blessés. En juin 1972, Baader, Ensslin, Meinhof, Raspe, Mein, et Möller, les leaders de l'organisation, étaient arrêtés et incarcérés. En 1974, ils entamaient une grève de la faim. Klaus Croissant, l'avocat du groupe, réfugié en France après avoir été extradé de RFA – Croissant n'était pas qu'un simple avocat ; il était profondément impliqué dans les activités de la RAF –, entra en contact avec Sartre. L'avocat voulait attirer l'attention du philosophe sur les conditions de détention des membres de la RAF. La visite d'une figure intellectuelle de sa stature à la prison de Stammheim contribuerait certainement à les alléger. Benny Lévy, le leader de la Gauche prolétarienne, qui était à l'époque le secrétaire particulier de Sartre, se rendit en Allemagne rencontrer Cohn-Bendit.

« Il est venu me voir à Francfort, raconte Dany Cohn-Bendit. Il m'a demandé ce que j'en pensais. Moi, j'étais encore interdit de séjour en France. J'ai dit à Benny que si cela pouvait alléger les conditions d'emprisonnement de Baader et des autres, cela pourrait être utile, mais il ne fallait pas que Sartre se fasse instrumentaliser par une quelconque stratégie politique, à moins qu'il ne veuille la défendre en tant que telle. On s'est mis d'accord là-dessus, et il m'a demandé d'être son interprète, ce que j'ai fait au cours de la conférence qui a suivi la rencontre. Je n'avais pas été autorisé à entrer dans la prison ; un interprète officiel avait été désigné d'office. J'ai réceptionné Sartre à sa sortie. Baader lui avait asséné un cours sur la lutte armée, anti-impérialiste. Et la première chose que Sartre a dite en me voyant

c’est : “Qu’est-ce qu’il est con ce Baader !” Il était aussi très embêté : “Qu’est-ce que je vais bien pouvoir dire à la presse ? Il ne m’a raconté que des conneries, ça ne m’a pas du tout intéressé.” Je lui ai répondu : “Tu n’as qu’à t’en tenir aux conditions d’emprisonnement – Oui mais moi je n’en ai rien vu. On n’était qu’au parloir.” Du coup, sa conférence de presse ne tenait pas vraiment debout. Parce qu’il faisait de son mieux pour ne pas accabler Baader[2]. »

« Je ne connaissais pas du tout Sartre à l’époque, je n’avais lu aucun de ses livres, poursuit Klein. Plus tard, quand je suis allé à Paris, en avril 1977, grâce à *Libération*, Sartre m’a ouvert un compte en banque. Il savait que j’étais dans la double clandestinité, que j’étais recherché par mes anciens amis et par les polices du monde entier, et que j’avais besoin de thunes. Et Sartre a probablement pensé à de Gaulle qui disait : “On n’arrête pas Voltaire.” Ce compte, il m’a permis de vivre pendant des années. »

## Les Cellules révolutionnaires

« Je ne peux pas dire quand les Cellules révolutionnaires ont été fondées, je n’y étais pas, explique Klein. Moi, je les ai rejointes en mai 1975. Du matin au soir ils foutaient des bombes partout en Allemagne. Personne ne savait qui ils étaient. Quand on me les a présentés à Francfort, j’ai halluciné ! J’aurais jamais cru que ces personnes faisaient partie d’un commando armé. Des gens bien sages, très ordinaires. Les fondateurs, Böse et Kuhlmann, ils ont été tués par les Israéliens après leur “sélection” sur la rampe d’Entebbe en Ouganda, et ils l’ont bien mérité ! Les Cellules révolutionnaires, cela signifie que c’était des cellules, autrement dit qu’il y en avait ailleurs, dans les autres villes d’Allemagne fédérale. Pour ma part, je connaissais seulement celle de Francfort, dont les chefs étaient Böse, Kuhlmann, Weinrich et sa copine, Magdalena Kopp. »

Contrairement à la RAF, les Cellules révolutionnaires n'obligeaient pas ses militants à entrer en clandestinité. Du moins, pas immédiatement. Jusqu'à ce que tout bascule, ils étaient encouragés à mener une double vie.

« Pendant la journée, on vivait de son boulot, se remémore Klein. On avait une seconde identité, une fausse identité cachée quelque part dans une planque. Pour le cas où nous devrions agir de manière permanente dans l'illégalité. Tout était prêt pour cela dans la planque. Il y avait des armes, du fric, des faux papiers, les adresses où on pouvait aller. En Allemagne, on appelait les membres des Cellules révolutionnaires des "terroristes *after work*". Weinrich, Böse, Kuhlmann et moi, nous avons dû entrer en clandestinité après la fusillade de la rue Toullier. Mais, avant cela, chacun menait une vie bourgeoise, une vie officielle. »

Dès leur création, à la fin des années 1960, les Cellules révolutionnaires se définissent comme internationalistes. Ils croient aux idéaux de la révolution mondiale et nouent différents partenariats avec des organisations étrangères afin de sceller la « solidarité révolutionnaire internationale ». Comme pour la plupart des jeunes radicaux étudiants de la fin des années 1960, l'exemple du mouvement afro-américain Black Panthers constitue une influence majeure. Les Panthers incarnent pour les jeunes structures semi-clandestines étudiantes, tentées par la lutte armée, les théories de libération définies par Frantz Fanon (ces dominés qui ont pris les armes pour recouvrer leur dignité) autant qu'ils sont eux-mêmes la synthèse entre les différentes chapelles marxistes de la Nouvelle Gauche, fascinés par l'ébullition internationale ; celle qui va du maoïsme chinois à la révolution cubaine, en passant par le soutien aux Vietcong et aux Nord-Coréens.

« Weinrich et Böse avaient créé le Comité de soutien aux Black Panthers et le Comité pour la Corée du Nord, et encore pas mal d'autres trucs (j'en ai oublié la moitié). Je faisais partie du Comité de soutien aux Black Panthers. Je trouvais leur lutte très juste. Les Noirs, en Amérique, ils étaient traités pire que des chiens. Je pouvais m'identifier à cela, à leur "ras-le-bol", parce

que moi aussi j’en avais ras le bol de cette Allemagne, et de toutes les saloperies qui se passaient depuis les années 1960 et 1970 en Europe et plus loin. Il était facile, pour quelqu’un comme moi, de comprendre que les Noirs américains aient décidé de prendre des flingues. La moitié de ma vie j’ai été tabassé par mon géniteur, et ensuite, quand au début des années 1970 j’ai commencé à descendre dans la rue pour protester contre toutes ces injustices qui nous entouraient, j’ai été tabassé par la police. Si bien qu’un jour j’ai dit : “Maintenant, c’est moi qui tabasse !” Alors, dans les manifs, j’ai commencé à tabasser les flics. Et puis, de fil en aiguille, je me suis dit : “Tout ça ne sert à rien, maintenant il faut prendre un flingue.” »

Les tout premiers liens internationaux des Cellules révolutionnaires furent donc établis avec les Black Panthers. Ce furent eux qui, les premiers, fournirent des armes au groupe. L’Allemagne des années 1960 en produisit l’opportunité.

D’après Klein, « qu’ils aient été en relation avec la gauche allemande de l’époque est facile à expliquer : ils étaient tous dans l’armée, et l’armée était partout en Allemagne. Autour de Francfort, c’était plein de soldats et la plupart étaient noirs ».

En effet, le territoire ouest-allemand était parsemé de bases militaires, dont la vocation était de défendre le pays contre la menace soviétique le long du rideau de fer. Elles étaient remplies de jeunes GI dont beaucoup d’Afro-Américains. Certains d’entre eux étaient membres du Black Panther Party for Self-Defense.

« Le stock de munition des Cellules révolutionnaires venait intégralement des Black Panthers. Notamment les munitions de calibre 45. Quant au fait qu’ils s’intéressaient à notre mouvement, c’est parce qu’ils recherchaient des soutiens en Europe, et dans le reste du monde. C’est comme ça que nous avons formé ce partenariat avec eux. Partout en Allemagne, en France et probablement ailleurs, ils ont été accueillis à bras ouverts. »

À l’instar de la RAF, Les Cellules révolutionnaires mèneront leurs premières opérations contre des représentations américaines en Allemagne. Mais c’est surtout la cause palestinienne qui

réoriente leur militantisme et qui sera le véritable détonateur de leur dérive internationale.

## Le FPLP-OE

À l'aube des années 1970, le FPLP de Georges Habache dépêche ses émissaires dans les universités d'Europe et du Japon, afin de faire connaître la cause des Palestiniens, et de nouer des partenariats avec les groupes radicaux issus des mouvements étudiants. Abdel Raheem Mallouh était à l'époque un militant du FPLP. Il est aujourd'hui l'un de ses dirigeants. Basé à Ramallah, dans un petit bureau qui a pignon sur rue, le Palestinien se souvient de cette époque : « En octobre 1968, la direction générale ainsi que le groupe des indépendants – ou ce qui a été appelé, à l'époque, les "officiers libres jordaniens" – ont fait scission. Le Front populaire a évolué et a adopté la pensée marxiste ; il a entretenu à cette époque des relations avec la Chine, le Vietnam et Cuba. Le mouvement populaire de libération palestinien croyait en la guerre des factions populaires, en l'expérience chinoise et en l'expérience cubaine ; autant d'exemples qui avaient, par le recours à la guérilla, été à même de se débarrasser d'une occupation, qu'il s'agisse de l'occupation japonaise en Chine ou de l'occupation américaine à Cuba. Le Front populaire croyait que l'action de résistance populaire viendrait à bout de l'occupation et permettrait à la Palestine d'accéder à l'indépendance. Le mouvement estudiantin de 1968, dans lequel il y avait Cohn-Bendit, Tariq Ali et d'autres – son principal organisateur était l'Allemand Herbert Marcuse –, était aussi une source d'inspiration. L'opinion dominante, parmi les étudiants, c'était que les mouvements étudiants remplaceraient le rôle joué par la classe ouvrière dans les sociétés capitalistes. Et, effectivement, en France, le mouvement estudiantin de Cohn-Bendit a connu une activité importante ; il a fait tomber de Gaulle à une certaine époque, sur certaines questions. Or, c'était là un point de désaccord avec le Front populaire. Car si le Front

populaire adoptait le marxisme, cela ne voulait pas dire que ce marxisme mettait l'accent sur le rôle des travailleurs dans la révolution, dans la construction d'une société nouvelle. À cette époque, même si la révolution palestinienne était d'abord destinée au monde arabe, beaucoup de jeunes d'Amérique latine, d'Europe occidentale et d'autres régions du monde ont participé à notre mouvement de révolution palestinien dans ses aspects pratiques, dans un certain nombre de ses activités. On peut citer les exemples d'al-Afif al-Akhdar, un Tunisien de France, ou de Carlos – Ramirez Sanchez – qui nous est venu du Venezuela. Beaucoup d'autres ont joué un rôle dans les liens entre les différentes sections de gauche sur la scène palestinienne. »

Après la répression jordanienne du mois de septembre 1970 (Septembre noir), et le départ des groupes de lutte armée palestiniens, une partie de la direction du Front populaire s'est installée à Beyrouth. Au congrès du FPLP de 1972, la décision avait été prise de cesser les détournements d'avions dont Leïla Khaled était l'égérie. La piraterie de l'air mise en œuvre par le FPLP avait certes eu pour vertu de faire connaître la cause palestinienne dans le monde entier, et de s'adjoindre le soutien et la collaboration de groupes radicaux issus des mouvements étudiants et de la Nouvelle Gauche, mais elle avait aussi effrayé les États et les populations des pays industrialisés qui assimilaient désormais la cause palestinienne aux activités terroristes.

« Il y a eu un conflit, au sein du Front populaire, sur cette question, commente Abdel Mallouh. Le Dr Wadi Haddad, exclu des institutions du Front en 1974, parce qu'il insistait pour poursuivre ce type d'actions, avait créé un comité, baptisé à l'époque "Les Opérations extérieures". Parmi ces groupes étrangers qui avaient rejoint le Front et collaboré avec Wadi Haddad, il y avait les Allemands de la Fraction Armée rouge et des Cellules révolutionnaires. Ils étaient basés en Allemagne, et ils entretenaient d'étroites relations avec Wadi qui avaient installé ses camps au Yémen[3]. »

C’est ainsi que les Cellules révolutionnaires sont peu à peu devenues des supplétifs du FPLP. Ses membres recevaient des émoluments en contrepartie de leur soutien et des actions qu’ils effectuaient pour le compte du groupe palestinien.

Klein : « Les Cellules révolutionnaires encaissaient un chèque mensuel du FPLP-OE (les Opération extérieures) de Wadi Haddad. C’était 3 000 dollars par mois. En contrepartie, ils devaient participer à des opérations. Et pour chaque opération, en plus de ce chèque, nous recevions de l’argent et des armes. La RAF a tenté un temps de conserver son indépendance, mais cela n’a pas duré longtemps. Nous étions tous passés sous la coupe du FPLP qui était également lié avec l’ETA[4], les Brigades rouges, Prima Linea, ou l’IRA[5]. »

## Nom de code : Carlos

Le 28 juillet 1974, un jeune Japonais débarque à Orly par un vol en provenance de Beyrouth. Alors qu’il s’apprête à quitter l’aéroport, il est interpellé par les douaniers français pour un contrôle de routine. En fouillant ses bagages, les douaniers découvrent une enveloppe contenant 10 000 dollars, et une série de lettres en langage codé, dissimulées dans une cache de sa mallette. Muni d’un faux passeport au nom de Furuya, le Japonais, de son vrai nom Yoshiaki Yamada, est placé en garde à vue.

Les policiers de la DST le soupçonnent d’être un membre de l’Armée rouge japonaise, l’organisation radicale qui, deux ans plus tôt, a perpétré le massacre de l’aéroport de Lod, à Tel-Aviv. S’ensuit une série de perquisitions chez les membres de ce qui apparaît peu à peu comme une cellule terroriste. Les policiers français mettent la main sur une imprimerie de faux papiers, des émetteurs récepteurs, des plans d’attentats et d’autres documents ; une dizaine de personnes, principalement des Japonais, sont interpellées et placées en garde à vue. La DST comprend que l’Armée rouge japonaise, basée à Beyrouth dans les camps du

FPLP, le Front populaire de libération de la Palestine, est en train d'installer son QG européen à Paris – à l'époque une plaque tournante du terrorisme international. L'information fait la une des journaux. Depuis Beyrouth, les dirigeants du FPLP dépêchent à Paris l'un de leurs meilleurs agents pour porter secours au Japonais. L'homme, un Vénézuélien de 25 ans à la réputation de tête brûlée, qui a déjà perpétré des attentats contre des cibles « sionistes » et d'extrême droite à Londres et à Paris, s'appelle Ilich Ramirez Sanchez. Nom de code : Carlos.

Né en 1949 à Caracas, il est le fils de José Altagracia Ramirez, fervent communiste et riche avocat vénézuélien. Ilich n'avait pas 15 ans quand il a rejoint les rangs de la Jeunesse communiste vénézuélienne et lancé ses premiers cocktails Molotov dans les manifestations qui opposent les étudiants à la police. À la suite du divorce de ses parents en 1966, il a suivi sa mère Elba à Londres où il a entamé des études d'économie, avant d'intégrer en 1968, avec son frère Lénine, l'université Patrice-Lumumba de Moscou qui forme les cadres du Tiers-monde. Indiscipliné, davantage préoccupé par les femmes et l'alcool que par ses cours, il en est exclu en 1970. C'est là que commence sa carrière dans le terrorisme international. Formé au Liban dans les camps d'entraînement du FPLP, Ilich Ramirez intègre les « Opérations extérieures » de l'organisation de Wadi Haddad. Il prend « Carlos » pour pseudonyme en 1973.

Quand il arrive à Zurich, le 3 septembre 1974, le plan est le suivant : prendre en otage l'ambassadeur de France à La Haye pour faire pression sur le gouvernement français afin de faire libérer Yamada et les membres de l'organisation japonaise en détention à Paris. La prise d'otage a lieu le 13 septembre, mais Carlos rate le rendez-vous fixé par les Japonais aux abords de l'ambassade. Il rentre à Paris. Pendant ce temps, le commando, composé de trois Japonais lourdement armés est entré dans l'ambassade, prenant en otage l'ambassadeur Jacques Senard, ainsi que plusieurs employés de l'ambassade. Il réclame la libération de Yamada et une rançon de 300 000 dollars.

Carlos, qui observe le déroulement de la prise d'otage depuis Paris, décide de faire avancer les négociations. À sa manière. Le 15 septembre, il lance deux grenades fournies par le groupe Baader-Meinhoff dans le drugstore Saint-Germain. Un attentat « à l'algérienne », comme il le qualifiera plus tard dans une interview accordée au journal *El Watan*. Deux morts et 34 blessés. Le jeune terroriste revendique l'attentat au nom de l'Armée rouge japonaise[6]. Pour la France, c'est un choc. La panique gagne Matignon, et la France finit par céder. La rançon est payée au commando de La Haye, Yamada libéré, et les membres du réseau sont expulsés de France. Personne n'a encore fait le lien avec Carlos. Un an plus tard, son nom figurera sur les avis de recherches de douze pays.

Ce qui définit l'engagement de Carlos durant cette première période de sa vie ? Sans aucun doute, une forme d'idéalisme. Un idéalisme pour partie motivé par l'héritage communiste de son père, et le contexte sud-américain des années 1960. Mais le moment décisif, celui qui justifie le passage à l'acte, c'est l'appel de Guevara à la conférence Tricontinentale de 1967. Comme ses camarades de l'Armée rouge japonaise, des Cellules révolutionnaires allemandes, et d'autres organisations tiers-mondistes et internationalistes, c'est dans le combat contre Israël qu'il pense trouver la « ligne de front » à même de renverser les barrières du capitalisme et de « l'impérialisme » mondial ; c'est donc au sein des *fedayin* palestiniens et du FPLP qu'il entend mener son combat. Il n'en demeure pas moins, et c'est l'un des nombreux paradoxes qui traversent le personnage, que Carlos est doté d'un ego démesuré, allié à un individualisme forcené.

« Quand je l'ai vu la première fois, je l'ai pris pour un mafioso. Il puait comme s'il était tombé dans un tonneau de parfum. Il était plus que bien habillé, d'un style très dandy », se souvient Hans-Joachim Klein. C'était peu de temps avant l'opération de l'OPEP à Vienne à laquelle ils participeront tous deux. Lors de cette première rencontre, Carlos était accompagné de Michel Moukharbal[7], un Libanais chrétien, ancien architecte,

qui dirigeait, avec Mohamed Boudia, le réseau européen du FPLP. À Paris, Carlos et Moukharbal ont rejoint Wilfried (dit « Boni ») Böse et Hans-Joachim Klein qui campent dans un appartement loué sur les subsides du FPLP. Une opération a été programmée à Londres. Klein, Moukharbal et Carlos, qui viennent de faire connaissance – Böse faisant à l'occasion office de traducteur d'anglais pour Klein –, se rendent dans la capitale britannique où se trouve la petite amie de Weinrich, Magdalena Kopp.

« Ils m'ont filé un livre, se souvient Klein. Un manuel avec trois cassettes pour apprendre l'anglais. Ça commençait par "*my tailor is rich* ; *my tailor is not rich*". »

Londres, Carlos connaît bien. Il y a étudié deux ans, de 1966 à 1968, et mené ses premières actions pour le FPLP. Le dimanche 30 décembre 1973, vers 19 heures, il s'était introduit dans la villa de Joseph Edward Sieff, dans le quartier de Queen's Grove. Le président de la chaîne de magasins Marks & Spencer, âgé de 68 ans, était aussi connu pour son soutien à Israël. Dès 1965, il avait été vice-président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne et d'Irlande. Sieff s'apprêtait à sortir de la salle de bains quand il se trouva nez à nez avec Carlos, le visage masqué, pointant sur lui un vieux Beretta à cinq coups. Le Vénézuélien ne lui laisse pas le temps de ravaler sa surprise et tire trois balles. Une seule devait atteindre sa cible, au niveau de la lèvre supérieure. Persuadé qu'il était mort sur le coup, Carlos avait ensuite disparu dans la nuit, laissant sa victime à terre, gisant dans une mare de sang. Pourtant, Sieff devait miraculeusement en réchapper. L'attentat serait revendiqué par Georges Habache depuis Beyrouth. Un mois plus tard, Carlos déposait une bombe dans l'agence londonienne de la banque israélienne Hapoalim, sise Lawrence Lane à Cheapside, qui ravagea ses locaux et fit plusieurs blessés parmi ses employés.

« Magdalena Kopp était là pour faire la traduction, reprend Klein, et aussi des photos. Elle était photographe de formation. »

L'opération consistait à enlever l'ambassadeur des Émirats arabes unis (« à l'époque, un des hommes les plus riches du monde ») quand il sortirait de l'ambassade émiratie de Kensington Park. C'était une pure action lucrative.

L’ambassadeur devait être enlevé et libéré en échange de 40 millions de dollars. On tenait les informations d’un de nos informateurs à l’ambassade. »

Magdalena Kopp est envoyée en repérage pour prendre des clichés.

« Ils ont été développés le soir même. C’est d’ailleurs comme ça que j’ai appris à développer des photos. On habitait au sous-sol d’un appartement. Il y en avait beaucoup à Londres à cette époque. Bien évidemment, Carlos et Moukharbal, eux, logeaient à l’hôtel Hilton. On est resté en planque cinq semaines. Je me souviens qu’une fois on m’a envoyé faire les courses pour le dîner. Je ne parlais toujours pas anglais et je suis entré dans le premier magasin que j’ai trouvé. J’ai fait des courses pour toute la troupe – trois Palestiniens, moi et Magdalena Kopp. Quand je suis revenu, ils se sont mis à hurler. J’ai rien pigé jusqu’à ce que Magdalena Kopp me dise : “Où t’as été ? T’as fait des courses kasher !” Apparemment, j’étais allé chez un épicier israélien à qui j’avais fait gagner un peu d’argent sur le compte des Palestiniens ! L’ambassadeur, on l’a vu qu’une seule fois. Mais, finalement, Michel Moukharbal – c’était lui le chef à l’époque – a annulé l’opération. C’est ensuite que la prise d’otage à l’OPEP a été programmée. »

Entre-temps, Carlos est repassé par Paris – c’est là qu’intervient la tuerie de la rue Toullier –, et Klein, qui se fait désormais appeler « Angie », rentre à Francfort. Il y est briefé sur l’opération de Vienne par Brigitte Kuhlmann.

« En 1975, la guerre civile avait commencé au Liban, poursuit Klein. Les Palestiniens avaient été chassés de Jordanie – 20 000 morts, il ne faut pas l’oublier –, et voilà que ça recommençait au Liban. Le mot d’ordre, c’était : “On fait une action pour le soutien des Palestiniens.” Il ne s’agissait donc ni d’Israël ni d’autre chose, il s’agissait du fait qu’au Liban l’enfer se déchaînait sur les Palestiniens. On avait des informations de la Libye. Ils finançaient tout, ils donnaient les armes, ils donnaient le fric ; toutes les informations sur le déroulement de l’opération,

parce qu’ils étaient membre de l’OPEP Je me suis dit, c’est fastoche, j’y vais ! »

## La prise d’otages de l’OPEP

« On m’avait choisi parce que j’avais fait l’armée et que j’étais très habile avec les armes, précise Klein. Je n’ai posé qu’une seule condition : il fallait absolument quelqu’un qui parle allemand, parce que je ne parlais ni français ni anglais. Alors ils ont décidé d’envoyer aussi Gabriele Kröcher-Tiedemann ; nom de code : “Nada”. »

Kröcher-Tiedemann, une jolie brune âgée de 24 ans, fraîchement intégrée aux Cellules révolutionnaires, avait fait partie du Mouvement du 2 juin, un groupe anarchiste principalement composé de jeunes femmes, créé dans la foulée du mouvement étudiant ouest-allemand. Fascinée comme Klein par les armes, elle avait déjà commis un crime de sang. Deux ans plus tôt, Nada avait abattu dans un parking de Buchen un policier qui tentait de l’arrêter pour un vol de plaques d’immatriculation. Condamnée à huit ans de prison, elle avait retrouvé la liberté grâce à l’enlèvement du candidat à la mairie de Berlin-Ouest, Peter Lorenz, par ses anciens camarades du Mouvement du 2 juin. Elle avait ensuite rejoint les camps d’entraînement de Wadi Haddad au Yémen. En plus de Nada, de Carlos et de Klein (deux Allemands et un Vénézuélien), le commando de Vienne était composé d’un Palestinien et de deux Libanais. L’un d’eux, un chiite surnommé « Walid », dirigeait les opérations. En réalité, il s’appelait Anis Naccache et travaillait en sous-main pour le Fatah de Yasser Arafat.

« C’était le bras droit d’Abou Jihad, le numéro deux du Fatah, précise Hassan Balawi, historien du mouvement palestinien, diplomate du Fatah et ancien directeur de la télévision de l’Autorité palestinienne. Dans le cadre de ce que l’on appelait “les camps de solidarité”, des camps qui accueillaient des militants venus des quatre coins du monde pour y recevoir une formation

militaire, Anis Naccache faisait la promotion du Fatah au sein des comités de jeunesse – les lycées, les universités libanaises, et les comités militants. Parce qu'il était chiite, Anis Naccache était chargé de former les opposants iraniens à la dictature du Shah, toutes tendances confondues. Les islamistes, mais aussi les communistes. Une bonne partie de ces gens-là recevait une formation et une assistance militaire au Liban[8]. »

Les camps de solidarité du Fatah étaient l'équivalent des Opérations extérieures du FPLP. Ils accueillaient des militants venus du monde arabe, du Japon, d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Europe. En grande partie par opportunisme. Un opportunisme guidé par des logiques internes, et par une stratégie politique à plus long terme. Il s'agissait de damer le pion aux marxistes du FPLP qui avaient pris l'avantage, en termes de rayonnement international en mettant en œuvre un certain « terrorisme publicitaire ». Si le Fatah ne réagissait pas, le FPLP aurait pu mettre en danger le leadership d'Arafat au sein de l'OLP, la Centrale palestinienne. C'est pourquoi les responsables des camps de solidarité avaient reçu pour consigne d'adopter dans les discours tenus aux militants étrangers la langue du socialisme révolutionnaire.

« On les appelait les "camps progressistes" du Fatah, car tous ces gens étaient séduits par une certaine idée de la révolution mondiale ; d'une révolution internationale de type socialiste, poursuit Hassan Balawi. Et pour l'OLP, il était important de tisser des liens forts avec l'ensemble des mouvements de libération nationale – parce que l'OLP, justement, et les factions au sein de l'OLP se considéraient comme faisant partie d'un mouvement de libération nationale autant que d'un mouvement de libération progressiste. Il était donc naturel pour l'OLP, à ce stade idéologique, à ce stade politique et intellectuel, de nouer des contacts avec les autres mouvements de libération. Mais il s'agissait aussi pour l'OLP d'une diplomatie à long terme. Les services de sécurité israéliens étaient présents un peu partout dans le monde, et Israël jouissait de certaines alliances dans le Tiers-

monde. Avec des États africains et sud-américains, mais surtout avec l'Iran du Shah et la Turquie. Par conséquent, l'OLP finançait et armait les factions de l'opposition turque, que ce soit les communistes turcs ou les Kurdes. Sur le terrain, c'était aussi pour l'OLP l'occasion, en formant, en entraînant, et en finançant ces mouvements, de combattre le Mossad partout dans le monde. Et, je dois dire que l'OLP a largement bénéficié des partenariats noués dans les camps de solidarité. En Afrique, par exemple, lorsque des régimes marxistes sont arrivés au pouvoir, une bonne partie de leurs dirigeants était passée par les bases au Liban. Une fois au pouvoir, ces gens-là ont immédiatement reconnu l'OLP, et même l'État de Palestine, bien avant le moindre traité de paix entre l'OLP et Israël. Arafat a pu être reçu dans ces pays comme un chef d'État. Idem au Nicaragua ou en Iran. Au Nicaragua, une partie de l'opposition sandiniste avait été formée par l'OLP. Leurs pilotes également. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, à l'ONU, les États d'Afrique ou d'Amérique latine votent systématiquement des résolutions en faveur des Palestiniens. C'est le résultat des liens établis à la fin des années 1960 ou au début des années 1970, à travers ces camps d'entraînement, ces "camps de solidarité", dans lesquels, justement, Anis Naccache jouait un rôle important. »

L'opération de Vienne était prévue le 20 décembre 1975. Il fallait s'introduire dans le bâtiment de l'OPEP où se tiendrait une réunion des ministres des pays producteurs de pétrole, les séquestrer dans la salle de conférences, puis les emmener en Libye après avoir fait pression sur le gouvernement autrichien pour obtenir un avion et les faire sortir du pays. Ce que Klein ignorait, c'est que Carlos et Walid avaient reçu pour consigne d'éliminer au passage les ministres d'Iran et d'Arabie saoudite – deux pays alliés à Israël : le Dr Jamshid Amouzegar, également chef de la SAVAK, les redoutables services de renseignements du Shah, et Ahmed Zaki Yamani, un acteur clé de la crise pétrolière de 1973, secrétaire général de l'OPEP depuis 1968.

Klein est accompagné de Böse, censé jouer les doublures en cas de défection d'un membre du commando, lorsqu'il rejoint Carlos à Vienne en passant par Zurich. Carlos a changé d'apparence. Il porte un bouc et une moustache, un béret identique à celui de Guevara, et un long imperméable beige sur une veste de cuir. Une semaine avant la date prévue de la prise d'otage, répartis dans des hôtels de la capitale autrichienne, les membres du commando se tiennent prêts, attendant le moment venu de réceptionner les armes et les renseignements délivrés par la Libye. Ils se réunissent ensuite dans un luxueux appartement de Vienne loué à une cantatrice autrichienne. La livraison des armes tarde à venir.

« Carlos et Walid sont passés deux fois à l'hôtel Hilton de Vienne pour récupérer les armes des Libyens ; elles devaient être livrées là-bas par les services secrets de Kadhafi à l'ambassade libyenne, précise Klein. Cela a échoué deux fois. Carlos était sur le point d'annuler toute l'opération[9]. »

En désespoir de cause, Böse fait acheminer à Vienne l'arsenal des Cellules révolutionnaires : « Des revolvers inutilisables pour une telle opération. Des fusils MZ et d'autres machins ridicules. Impossible d'utiliser des armes pareilles. Il n'était même pas sûr qu'elles ne nous explosent pas en pleine figure. Et puis, le 20 au soir, c'était un samedi, la remise des armes a enfin eu lieu. Des pistolets mitrailleurs, des pistolets Beretta 9 mm parabellum flambant neufs dans leur emballage d'origine, des revolvers P-38 et une vingtaine de kilos d'explosifs. On a passé la moitié de la nuit à nettoyer nos armes, parce qu'elles étaient encore pleines de la graisse de l'emballage d'origine. »

Aux commandes de la troupe, Carlos a vite fait de supplanter Walid. Devant ses membres, il leur tient ce discours : « Quiconque résiste sera immédiatement exécuté ; quiconque n'obéit pas sans délai aux ordres sera exécuté ; si quelqu'un devient hystérique, se met à gueuler et perd les pédales, il sera exécuté. Si un membre du commando n'obéit pas à mes ordres ou

n’obéit pas aux instructions convenues à l’avance et met ainsi le succès de l’opération en péril, il sera exécuté. »

« On peut neutraliser quelqu’un en le blessant, sans nécessairement recourir au meurtre », objecte Klein.

« Un soldat est fait pour obéir aux ordres, rétorque Carlos. Cela n’a rien à voir avec des mœurs de tueurs, cela correspond à une exigence militaire dans la lutte politique[10]. »

Les armes ont été réceptionnées le jour où devait s’achever la conférence de l’Opep, ce qui aurait dû faire capoter l’opération. Heureux hasard : elle est prolongée jusqu’au jour suivant, le dimanche 21 décembre 1975.

« Je ne sais pas qui en est à l’origine, reconnaît Klein. Peut-être que les Libyens ont magouillé quelque chose pour que ça dure une journée de plus. En tout cas, nous nous sommes mis en route le 21 au matin. Vers 11 heures, nous montions dans le tram. »

C’était l’hiver. La neige recouvrait les trottoirs, et il faisait un froid glacial. L’équipe descendit du tramway qui s’arrêta sur la Ringstraße, juste en face de l’entrée du bâtiment de l’OPEP. Chaque membre du commando portait un sac de sport Adidas rempli d’armes, de munitions et d’explosifs. Sans que personne leur posât de questions, le commando s’introduisit dans l’immeuble et tomba sur un groupe de journalistes qui faisait le pied de grue dans le couloir. Carlos se détacha du groupe pour demander à un jeune journaliste de l’AFP si la réunion des ministres du pétrole était toujours en cours. C’était le cas. Les six hommes montèrent les escaliers menant à la salle de conférences.

« Nous avions chacun notre rôle, ajoute Klein. “Carlos”, “Walid” et “Youssouf” devaient entrer dans la salle de conférences. “Josef”, “Nada” et moi, on devait pousser tout le monde à l’intérieur. Mais, d’abord, il fallait vérifier s’ils étaient armés. Ce qu’on a fait. C’est ensuite que les premier coups de feu ont été tirés. C’était Carlos qui mitraillait dans le plafond pour dire qu’on passait aux choses sérieuses. »

Treize ministres étaient assis autour d'une enfilade de tables disposées en rectangle quand Carlos et ses deux acolytes déboulèrent dans la salle de conférences, les armes à la main. Il y avait les représentants du Gabon, de l'Algérie, de l'Équateur, d'Indonésie, d'Iran, d'Irak, du Koweït, de la Libye, du Nigeria, du Qatar, d'Arabie saoudite et du Venezuela. Seul manquait à l'appel le pétroministre des Émirats arabes unis. À l'extérieur du bâtiment, alertés par les coups de feu et le brouhaha à l'étage supérieur, se sont agglutinés les journalistes qui attendaient quelques minutes auparavant dans le hall de l'immeuble. Ils sont rejoints par des badauds et des policiers qui alertent par radio leurs collègues des commissariats voisins. Des cars remplis de policiers en vareuse et casques de la Wehrmacht, un uniforme hérité de l'Anschluss, encerclent le bâtiment pendant qu'une escouade munie de mitraillettes pénètre à l'intérieur. Pendant ce temps, Klein essaie de suivre les instructions de Carlos.

« On a commencé à pousser tous ceux qui étaient dans le vestibule – quatre, cinq personnes – dans un coin en leur ordonnant d'enlever leurs vestes. Je ne parlais toujours pas anglais. J'ai dit : "*Jacket out !*" J'ai vu que la secrétaire du standard téléphonique voulait téléphoner. Comme je ne voulais pas parler allemand, j'ai essayé de lui faire comprendre avec des signes qu'elle devait arrêter de téléphoner, mais elle ne voulait pas, et j'ai tiré sur le téléphone. Cette femme était incroyablement courageuse ! Le téléphone sur lequel j'avais tiré étant HS, elle en a décroché un autre et s'est mise à composer un numéro sans perdre son sang-froid. J'ai vidé mon chargeur sur le central téléphonique. C'en était fini des coups de fil. Tout d'un coup, j'ai vu un homme qui venait de la salle de conférences, un type basané, grand et costaud. Il marchait à reculons, les mains en l'air. Il y avait toujours cinq ou six personnes devant moi. Je n'avais pas fini de les fouiller, alors j'ai dit à Nada : "Laisse-le filer !" Elle ne m'a pas écouté. Nada, pas plus de 1,60 m, fonce sur lui et lui colle son pistolet sur la poitrine. Et que fait le mec ? Il la tire vers lui, la serre en la maintenant entre ses bras. Il s'éloigne avec elle en reculant. Je ne pouvais rien faire. J'entends un coup de feu

et Nada revient. Elle lui avait collé une balle dans la tête quand il avait tenté de saisir son pistolet. Elle avait dû tirer sous la gorge parce que la balle est ressortie en haut du crâne. J'ai couru dans l'escalier et j'ai vu l'homme en train de mourir, la masse cervicale étalée partout. En voyant cet homme à demi mort, j'ai eu un haut-le-cœur. Il avait l'air d'un Arabe. Certainement un type de la sécurité. Et parce que sa veste avait glissé vers le haut, j'ai vu qu'il avait une arme. Quand je me suis baissé pour la ramasser, il respirait encore. Mais, vu la gravité de sa blessure, j'ai supposé que ça ne durerait pas longtemps. Je suis retourné devant la salle de conférences et j'ai poussé tout le monde à l'intérieur sans les fouiller. Ensuite, comme convenu, je me suis positionné avec Josef dans le couloir, moi dans un coin, et lui devant la porte d'entrée. Cinq minutes plus tard, il y a eu un boucan énorme dans l'escalier. J'ai quitté ma position pour aller voir ce qui se passait. »

Quand Naccache et Carlos font irruption dans la salle de conférences, les ministres, pris de panique, se jettent sous les tables disposées en carré. Carlos tire une rafale de mitraillette dans le plafond, puis regarde sous les tables à la recherche de Yamani. Il le trouve en train de réciter une prière. Pendant que Naccache dispose les explosifs, Carlos les fait tous se relever et répartit les ministres en trois groupes : les « criminels » (Arabie saoudite, Qatar, Iran) ; les « libéraux » (Irak, Libye, Algérie et Koweït) et les « neutres » – les représentants non arabes de l'OPEP. Après quoi, il avise une secrétaire de l'Organisation retenue avec les ministres en otage, et lui tend un document rédigé en français qu'il lui demande de remettre aux autrichiens en faction devant l'immeuble. Il contient les exigences du commando : un car qui les transportera avec les otages jusqu'à l'aéroport, et l'avion qui leur fera quitter le pays. Pendant ce temps, à l'extérieur de la salle de conférences, Klein entend des bruits provenant de l'escalier. Il aperçoit quatre policiers casqués, portant des gilets pare-balles et des fusils mitrailleurs Uzi, monter les marches quatre à quatre.

« J’avais des grenades sur moi, précise Klein. Si je les avais lancées, ils seraient morts. Mais je n’avais pas de raison de le faire. J’ai couru à mon poste et je les ai attendus dans un coin, dos contre le mur. Quand ils ont déboulé à l’autre bout du couloir, ils ont commencé à tirer comme des malades. Ils n’avaient pas le droit de le faire parce que l’OPEP était un espace extraterritorial, mais ça ne les a pas gênés. C’étaient quatre membres d’un prétendu “Einsatzkommando”. Ils avaient des bides à bière à faire pâlir ceux des brasseries de Munich. Ils n’étaient pas du tout préparés à une telle action. À ce moment-là, je ne savais pas encore qu’un policier autrichien avait aussi été tué dans l’ascenseur. Nada lui avait tiré une balle dans la nuque quand il s’y était refugié. Cet homme, qui était à quelques semaines de la retraite, a compris qu’il ne pouvait rien faire, il a dit : “Cassons-nous !” Mais parce qu’il était armé (il était en civil), Nada l’a suivi dans l’ascenseur et lui a demandé s’il était un policier. Et, quand il a dit que oui, elle lui a collé une balle dans la nuque. À l’allemande. Mais ça, je ne l’ai appris que plus tard, en Algérie. Les quatre policiers qui montaient l’escalier ont certainement vu leur collègue en bas dans l’ascenseur, avec une balle dans la nuque, et ils ont dû être pris de rage. C’est pour ça qu’ils ont tiré comme des malades, alors qu’ils n’avaient encore vu personne. Une balle de 9 mm parabellum de mitraillette Uzi a ricoché contre un mur et m’a touché au ventre. Ça m’a déchiré le duodénum et le pancréas. J’ai couru me réfugier dans la cuisine en me tenant le ventre. Pour moi, c’était la fin. Je pissais le sang, je ne pouvais plus tenir debout. Je me suis assis dans la cuisine, quand Carlos est entré. Avant tout, je voulais fumer une cigarette. Il m’en a donné une, puis je lui ai montré ma blessure. L’un des ministres de l’OPEP, je sais plus de quel pays africain, était médecin. Il est venu examiner ma blessure et il a dit : “Cet homme doit être immédiatement hospitalisé, il est en train de mourir.” Carlos a fait en sorte qu’on vienne me chercher pour me transporter à l’hôpital et qu’on m’opère d’urgence. À ce moment-là, je ne comprenais plus vraiment ce qui se passait. Carlos m’a enlevé les armes, il a vidé toutes mes poches, et puis je suis descendu par l’escalier

avec le ministre algérien, les mains en l'air. On m'a allongé sur un brancard. La police m'a demandé si j'étais une victime et j'ai dit : "*My fightname is Angie*." À partir de là, je ne sais plus rien de ce qui s'est passé. »

De la salle de conférences, Carlos fait parvenir un second message aux autorités autrichiennes. Il leur fait savoir que Yamani et Amouzegar seront tués si ses demandes ne sont pas satisfaites. Il s'isole ensuite dans une pièce avec Yamani et lui dit calmement qu'il sera exécuté à 18 heures, dernier délai, si l'avion n'est pas prêt à décoller à 17 heures. Yamani sait maintenant que l'homme en face de lui n'est autre que Carlos, l'un des terroristes les plus recherchés du monde. Il sait aussi que la DST, qui a fouillé l'appartement du Vénézuélien après qu'il eut exécuté les policiers français, rue Toullier, a trouvé dans ses affaires un plan qui prévoyait son assassinat. Sans se départir de son éternel sourire, Carlos lui révèle la suite des opérations : si tout se passe sans anicroches et que les Autrichiens accèdent à ses demandes, ils iront tous à Tripoli où les ministres arabes seront libérés, sauf Amouzegar et lui. Eux l'accompagneront à Bagdad, puis à Aden. C'est au Yémen qu'ils seront relâchés. À 17 heures, bien qu'aucune nouvelle de l'avion ne soit encore parvenue, Carlos renonce à exécuter Yamani. Dans la salle de conférences, les langues se sont déliées. Riad al-Azzari, le chargé d'affaires irakien, a été désigné par Carlos pour transmettre les messages du commando aux responsables autrichiens qui campent devant l'immeuble, rassemblés en une cellule de crise. Il lit le message que lui a tendu Carlos en fronçant les sourcils. Il demeure perplexe face aux revendications du commando, qui se dit membre d'un mystérieux « Bras de la Révolution arabe ».

« Mais vous n'êtes pas arabe ! lui fait remarquer Al-Azzari.

— Nous travaillons pour la révolution mondiale. Dites-leur que je m'appelle Carlos et que je suis vénézuélien[11]. »

Peu convaincu par le discours de Carlos, qui réclame dans un même communiqué le retrait israélien de toute la terre de Palestine, la constitution d'un Front de résistance rassemblant

l'Irak, la Syrie et « la résistance palestinienne », la dénonciation du « complot sioniste américain réactionnaire » et la nationalisation des monopoles pétroliers, Al-Azzari s'en va porter le communiqué aux Autrichiens. Dans le bureau de la chancellerie, Bruno Kreisky, le chef d'État autrichien, un socialiste d'origine juive, passera la nuit à étudier les extravagantes exigences du groupe, passant des coups de fil en Israël et dans différents pays arabes. L'OLP se désolidarise des preneurs d'otages, prétendant que ce sont des agents à la solde de « l'impérialisme et du sionisme ». Conscient que la situation peut dégénérer à chaque instant, le chancelier autrichien se résout à céder aux exigences des terroristes. Il se met en quête d'un pays qui acceptera de les recevoir. Curieusement, Tripoli est aux abonnés absents. Seul le président algérien, Houari Boumediene, accepte que l'avion se pose à Alger.

Au petit matin, tout est prêt pour leur départ. Carlos a été informé par un médecin de l'hôpital de Vienne que, malgré l'opération qu'il vient de subir, l'état de Klein n'a fait qu'empirer. Il sera emmené en ambulance sur le tarmac de l'aéroport de Schwechat pour rejoindre le commando avant le décollage. À 6 h 45, un autobus des PTT autrichiens s'immobilise devant l'entrée de l'immeuble de l'OPEP. Carlos en sort sous l'œil des caméras de télévision et le crépitement des flashs. Un vent glacial balaie la capitale autrichienne recouverte d'un épais manteau de neige. Carlos apparaît souriant, détendu, revêtu de son imperméable beige, le béret guévariste toujours vissé sur le crâne. Il s'immobilise entre la sortie du bâtiment et la porte du bus, puis fait monter un à un les otages à l'intérieur. Mais le bus n'est pas assez grand pour les contenir tous. Carlos décide d'en relâcher quelques-uns. Il en salue amicalement certains, échangeant quelques mots ou poignées de main avec eux, puis monte à son tour dans le bus. Le véhicule démarre en direction de Schwechat. L'ambulance les a précédés sur le tarmac. Klein est hissé à l'intérieur du DC-9, piloté par un équipage de volontaires autrichiens. Un jeune médecin d'origine kurde fera également partie du voyage pour maintenir « Angie » en vie. À 9 heures, le

bus arrive sur le tarmac. Quinze minutes plus tard, quand tout le monde a embarqué, l'avion entame sa course sur la piste de décollage et s'élève lentement dans les airs.

Contre toute attente, après que Tripoli et Tunis ont refusé que l'avion se pose sur leur territoire, c'est à Alger que les otages seront libérés. Les Algériens ont accepté d'accorder l'asile politique aux terroristes contre la liberté des ministres de l'OPEP. L'avion sera rendu aux Autrichiens, et la troupe se disperse. Carlos et Klein restent à Alger, le temps de négocier contre une juteuse rançon de plusieurs millions de dollars la vie des représentants saoudien et iranien. Ils y resteront une dizaine de jours. À l'aéroport, le ministre des Affaires étrangères Abdelaziz Bouteflika, accompagné d'officiels algériens, vient en personne accueillir le commando. Carlos n'inspire aucune crainte au ministre algérien qui affiche un large sourire quand la troupe descend de l'avion. Une série de photographies témoigne de la chaleur de cet accueil. On y voit Carlos, portant des lunettes noires, marcher main dans la main avec Abdelaziz Bouteflika.

« Quand je suis arrivé en Algérie, j'étais cliniquement mort, se souvient Hans-Joachim Klein. Personne ne croyait que j'allais survivre. »

Il apprendra plus tard qu'autour de son corps inanimé les médecins de l'hôpital de Vienne avaient longuement débattu pour savoir s'il ne valait pas mieux le laisser mourir. Son état semblait désespéré, ce n'était après tout qu'un terroriste, un criminel.

« À Alger, une équipe de médecins algériens m'a requinqué. Je suis sorti du coma trois jours plus tard, le 24 ou le 25 décembre. Tout le commando était là, armé, réuni autour de mon lit d'hôpital. Ils m'ont raconté que, deux jours avant, ils avaient été invités à dîner par le ministre Bouteflika. Ils avaient très bien mangé. Le 31 décembre, quand j'ai pu quitter l'hôpital Moustapha, on m'a amené dans la villa d'État. Le chef des services secrets algériens et le chef de police d'Alger m'accompagnaient. Ils étaient aux petits soins. Carlos était là, les autres étaient déjà partis. Cette villa, c'était celle des invités d'État. Quelques semaines avant nous, le ministre de la Défense

nord-coréen, Vo Nguyen Giap, l'avait occupée. Carlos était armé quand je suis arrivé. Il était armé, mais pas des armes qu'on avait reçues de la Libye. Celles-là, il les avait certainement remises aux Algériens. À Vienne, il avait une mitraillette Beretta 9 mm. Dans la villa d'Alger, c'était un 357 Magnum. Ce revolver, les Algériens lui en avaient fait cadeau. On a été choyé du matin au soir, on s'est vraiment occupé de nous comme des invités d'État. Carlos, il n'était presque jamais là pendant la journée. Qui sait où il était ? Il n'en a jamais parlé. »

Dans la villa, Klein, encore alité, se retrouve seul pendant plusieurs jours. Le chef de la police d'Alger passe régulièrement lui rendre visite.

« Je me suis terriblement ennuyé. Il y avait ce problème de compréhension, le problème de la langue. Mais, le chef de la police d'Alger, un petit homme, était plein de bonne volonté. J'avais tout ce que je voulais, tout ce dont j'avais besoin. Je disais un mot, et une demi-heure plus tard je l'avais. J'ai vu par exemple *La Bataille d'Alger*, le film de Pontecorvo en français. Ils ont apporté toutes les bobines, et j'ai eu droit à une projection privée dans la villa. Le chef de la police algérienne était accompagné d'un interprète des Services secrets qui avait fait des études à Heidelberg et qui m'a tout traduit en allemand. Un jour, le chef des Services secrets algériens, un ponte du FLN, m'a dit – on me l'a traduit : "Hitler était un homme bien." Je me suis demandé où j'avais mis les pieds ! »

Des années plus tard, Klein apprendra le véritable motif de l'opération de Vienne. Un contrat crapuleux, dont l'objectif était de faire monter les cours du pétrole au profit de la Libye, qui voulait aussi prendre le siège de secrétaire général de l'OPEP occupé par Yamani.

« Le plan n'a jamais été que le commando atterrisse en Algérie, explique Hans-Joachim Klein, ça n'avait pas du tout été prévu. Normalement, on aurait dû aller de Vienne à Tripoli. À Tripoli, on aurait dû changer d'avion, et ensuite aller dans les pays des différents ministres de l'OPEP pour faire des

déclarations pro-palestiniennes, et les forcer à prendre en charge la question libanaise. C'était la version officielle. Mais Kadhafi avait dû changer d'avis, car il a refusé de nous fournir un avion. Il a même menacé d'attaquer le DC-10 autrichien quand nous survolions Tripoli. C'est pourquoi Carlos a décidé de retourner en Algérie. Là, il a dû y avoir un deal entre lui et les Algériens. On a su plus tard qu'il a obtenu presque trois millions de dollars de la part des Saoudiens, qui ont dit aux Algériens : "Peu importe ce qu'il veut, on le lui donne, mais il doit libérer Yamani et Amouzegar." Amouzegar et Yamani auraient dû être exécutés par le commando, donc par nous. Moi, je pensais que c'était un truc pro-palestinien, qu'il s'agissait de bouger le cul des potentats du pétrole pour qu'ils les aident, parce qu'ils continuent de parler de solidarité avec les Palestiniens, encore aujourd'hui, mais, jusqu'à maintenant, ils n'ont jamais rien fait. Je pigeais rien, mais je posais pas de question. De toute façon, c'était Carlos qui était chargé de les tuer. Les Saoudiens et les Iraniens ont fait une pression énorme pour sauver les vies d'Amouzegar et de Yamani. Ils ont offert des sommes hallucinantes aux Algériens pour que Carlos ne les tue pas. Les Algériens, ils se sont portés caution bancaire pour que Carlos obtienne ses 3 millions en échange de la vie de Yamani et de celle d'Amouzegar. Alors, de quoi s'agissait-il vraiment ? À l'époque, je n'ai pas compris pourquoi il fallait tuer Yamani et Amouzegar. Ce qu'on a su plus tard, et, du coup, ça faisait sens de tuer Yamani et Amouzegar – surtout Yamani –, c'est que Kadhafi était derrière tout ça, parce que Kadhafi voulait mettre la main sur l'OPEP. Il voulait dicter la politique de l'OPEP. C'est pour ça qu'il fallait surtout se débarrasser de Yamani, qui était le secrétaire général de l'OPEP. Et donc, ça faisait sens de zigouiller Yamani et Amouzegar, parce que c'étaient eux les leaders. Kadhafi avait tout orchestré depuis le début. Si j'avais su ça à l'époque, je n'aurais pas participé à une telle opération. Je ne suis pas un mercenaire. »

Or, à l'issue de la prise d'otages, Yamani et Amouzegar sont toujours en vie, et sur les trois personnes assassinées par le commando dans le bâtiment de l'OPEP, un Libyen, chargé de la

sécurité – l'homme basané dont Klein prétend qu'il a été tué par Nada –, a été abattu. Kadhafi ne décolère pas. Il se rend sur les plateaux de télévision, notamment de la BBC, pour réclamer publiquement la tête du terroriste vénézuélien.

Le président libyen finira néanmoins par ravaler sa colère. En tant que grand argentier du terrorisme international, et en raison de la dangerosité du personnage, Kadhafi aura sans doute pensé, pour sa propre sécurité, qu'il était difficile de se passer d'un élément comme Carlos au vu des actions qu'il était capable de commettre. Le rabibochage se fait à coups de millions supplémentaires, délivrés via le FPLP jusqu'à Aden, au Yémen. Après une dizaine de jours passés à Alger, Carlos et Klein rentrent en Jordanie où se trouve le QG de Wadi Haddad, le chef des Opérations extérieures du FPLP.

« Quand nous sommes arrivés en février 1976 à Aden, se souvient Klein, Abou Hani [Wadi Haddad] venait de rentrer de Libye avec une valise pleine de dollars – je l'ai vue de mes propres yeux. De vrais dollars, pas des dollars irakiens. C'était le salaire que Kadhafi avait accordé à Carlos. »

Wadi Haddad est fort mécontent de la tournure prise par l'opération de Vienne. Il reproche à Carlos de s'être autoproclamé chef des opérations, alors que c'est Anis Naccache qui était censé en avoir la direction. Il en a profité pour jouer les vedettes auprès des médias étrangers, au mépris des règles fixées dans ce domaine par l'organisation. Haddad reproche également à Carlos d'avoir tiré un profit financier de la prise d'otages. En conséquence, le Vénézuélien est exclu du FPLP-OE.

« De telles opérations coûtent énormément d'argent. Et quand les choses ne se déroulent pas comme prévu, c'est aussi la renommée qui en souffre. Surtout qu'on a vite compris que Carlos s'était fait acheter par les Algériens, via l'Arabie saoudite et l'Iran. Wadi Haddad n'aimait pas ça. Quant à la hiérarchie, les Arabes et les Palestiniens en particulier sont très à cheval là-dessus. Le chef c'était Walid, mais, pendant toute l'opération, Carlos s'était comporté comme s'il avait été le chef. Je me suis

pris un savon, et Carlos aussi. Ensuite, c'était clair qu'il était grillé. »

Haddad fait comprendre à Carlos que ses jours sont comptés.

« Le problème était qu'il ne pouvait pas sortir du Yémen, reprend Klein. On pouvait entrer dans le pays avec des codes et des numéros de téléphone, mais on ne pouvait pas en sortir, sauf avec l'autorisation de Wadi Haddad. Wadi Haddad voulait évidemment empêcher Carlos de sortir du Yémen. Il savait énormément de choses sur l'organisation. Il en savait trop. Rien que pour ça, il ne pouvait pas le laisser partir, d'autant que Carlos claironnait partout qu'il allait maintenant créer son propre groupe. Mais, Carlos, il connaissait bien le système. Il a remis une lettre à Böse pour qu'il la transmette à ses contacts en Algérie – à Bouteflika, je suppose – une lettre avec des codes, des adresses et des numéros de téléphone, et, quelques semaines plus tard, les agents des services secrets, ceux que j'avais eus sur le dos à Alger, sont arrivés. Ils ont parlé avec Wadi Haddad, et Carlos a pu partir, toujours escorté par les deux agents algériens. Il y a quelqu'un qui avait une influence incroyable sur Wadi Haddad pour qu'il le laisse partir comme ça. Quelqu'un plus influent que Wadi Haddad lui-même. »

Peut-être Georges Habache, le chef du FPLP basé à Beyrouth, ou encore Yasser Arafat…

Klein : « Officiellement, Habache avait rompu tout contact avec Wadi Haddad, considéré comme trop extrémiste. Ça, c'était la ligne officielle. Officieusement, il n'y a jamais eu ni exclusion, ni séparation. Haddad était chargé du sale boulot, un boulot que ne pouvait pas reconnaître officiellement le FPLP. Quant à l'OLP, elle n'arrêtait pas de critiquer le FPLP, et particulièrement le FPLP-OE. Mais j'ai pu constater que le centre de commandement de Wadi Haddad, situé dans le quartier des diplomates à Aden, n'était qu'à 150 mètres de celui de l'OLP. Et Habache s'y rendait fréquemment, au moins une fois par semaine ! »

Avant l'arrivée des agents algériens, Klein a eu le temps de constater d'autres bizarreries. Un jour, il voit un groupe de

combattants arabes venu s’entraîner, comme beaucoup d’autres, dans les camps d’entraînement du FPLP-OE. L’Allemand ne parvient pas à identifier le groupe auquel ils appartiennent, ni leur pays d’origine. Ils étaient cantonnés dans des baraquements à part, à l’écart des autres combattants.

« On avait interdiction de leur parler, d’entrer en contact avec eux. Le soir, on les entendait chanter des chansons. J’ai demandé à Nabil, un Palestinien du groupe de Wadi Haddad, qui étaient ces gens étranges qui chantaient des hymnes guerriers tous les soirs. Il m’a répondu que c’était des phalangistes. On était en pleine guerre du Liban, et les Palestiniens se faisaient massacrer par les phalangistes chrétiens ! J’étais bouche bée. J’ai dit : “Mais les phalangistes, ce sont des fascistes ! Qu’est-ce qu’ils foutent ici ? – Bah, ils s’entraînent aux armes”, m’a répondu Nabil. »

## Un mercenaire à la solde des pays de l’Est

De retour à Alger, comme il n’avait cessé de l’annoncer, Carlos forme son propre groupe avec Weinrich et une autre membre des Cellules révolutionnaires, son ancienne petite amie, Magdanela Kopp. Elle a quitté Weinrich pour Carlos avec lequel elle aura bientôt une fille. Après avoir pris des contacts avec les services secrets de pays satellites, Carlos se retranche derrière le rideau de fer. Sa première escale a lieu en Yougoslavie. Klein faisait partie du voyage.

« Carlos et moi, raconte-t-il, nous sommes partis en Yougoslavie prendre des vacances. Pour la première fois, j’ai vu Carlos sans armes. En Yougoslavie, nous n’en avions pas besoin ; c’était un pays frère. On avait du pognon à fond la caisse. On a loué des maisons, des maisons entières avec piscine, des tas de voitures. On faisait la java tous les soirs dans des boîtes de nuit, dans des hôtels de luxe. On prenait chacun une chambre dans des hôtels différents. Une nuit, à 3 heures du matin, “toc, toc, toc !”, quelqu’un frappe à la porte. Les services secrets de Yougoslavie. Ils nous ont fait sortir de l’hôtel. Tout le quartier était bouclé. Ils

m’ont conduit en prison, dans une cellule immense avec douche. Le grand luxe. Si je sonnais pour demander un café, pas de problème. *Der Spiegel ?* Pas de problème. Ça a duré trois jours, après quoi ils sont venus me chercher pour m’interroger. Je leur ai dit : “Moi, je suis un membre du FPLP et je ne sais rien. Je ne parle qu’à mon chef.” Et mon chef, c’était Carlos. Un commando des services secrets français, affecté à la protection de la présidence, était venu en repérage quelques jours avant la visite d’État prévue par le président Giscard d’Estaing à Belgrade. Les services secrets français avaient aperçu Carlos dans une boîte de nuit, et ils sont allés demander aux Yougoslaves de l’arrêter. Tito était encore au pouvoir. Il a déclaré à une télé algérienne que les Français s’étaient trompés, que ni Carlos ni “monsieur Klein” n’étaient en Yougoslavie. Les Yougoslaves ne voulaient courir aucun risque, alors ils nous ont mis un peu à l’ombre, le temps de la visite du président français. Giscard d’Estaing a officiellement choppé un rhume, et il a annulé sa visite. On a été relâchés. »

Dans les différents pays de l’Est où il est hébergé, de la seconde partie des années 1970 à la fin des années 1980, Carlos est protégé autant qu’étroitement surveillé. Les services secrets de Yougoslavie, de la République démocratique d’Allemagne (RDA) ou de Hongrie, trois pays où il résidera et pour lesquels il travaillera, se méfient de lui comme d’une tumeur maligne.

« Il y avait trois cercles, commente le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière. Le noyau, c’était Moscou. Les pays de l’Est, qui venaient en soutien, étaient en relation opérationnelle avec des pays arabes, socialistes – la Syrie, la Libye, l’Irak, le Yémen du Sud – ; cette relation permettant, chacun suivant son propre agenda, de pouvoir agir dans une trajectoire globalement anti-occidentale. Je ne dis pas que Moscou a ordonné à la Libye, par exemple, de faire telle ou telle chose. C’est la Libye qui, par rapport à son propre agenda, estimait qu’il était utile d’apporter un soutien à tel ou tel groupe, à telle ou telle organisation[12]. »

Les états de service du groupe Carlos sont aujourd'hui consultables dans les archives des anciens pays de l'Est.

« Les opérations du groupe Carlos en Hongrie, poursuit Jean-Louis Bruguière, y étaient classées sous le nom de code "C79", qui signifie tout simplement "Carlos 1979". Ces documents prouvent le rôle joué, dès 1979, par la Hongrie dans la manipulation du groupe. Il s'agissait pour eux, sur ordre de Moscou, de faciliter ses activités sur son sol, alors que dans le même temps les services hongrois étaient très inquiets d'avoir à l'héberger et à couvrir ses opérations. Les Hongrois craignaient que le groupe vienne déstabiliser, gêner, ou porter préjudice à la sécurité intérieure de l'État, voire à sa réputation internationale, dans la mesure où il était très difficile de maîtriser l'activisme de ce groupe sur le territoire hongrois. La Stasi fera la même chose un an et demi plus tard, dans le cadre d'une opération dont le nom de code est "Séparat" et qui va être confiée au MFS – *Ministerium für Staat* ; le ministère de la Sécurité d'État de la RDA –, le MFS ayant des relations opérationnelles très complexes avec le groupe Carlos. Leurs archives ont révélé des relations extrêmement étroites nouées par les services de l'Est, et même les services cubains, avec le groupe Carlos. On voit apparaître dans ces documents d'autres noms que celui du Vénézuélien, notamment celui de Johannes Weinrich, le numéro deux de l'organisation, qui va être directement impliqué dans l'attentat de 1983 contre notre consulat à Berlin-Ouest, la maison de France, dans lequel la Syrie a également joué un rôle de premier plan. L'ambassade de Syrie était devenue une véritable officine de soutien logistique de fourniture d'armements et d'explosifs, de faux documents nécessaires au groupe pour commettre ses actions en Europe. Il est certain que l'exploitation de cette documentation donne un éclairage tout à fait nouveau et très intéressant sur les relations complexes qui existaient dans les années 1980, et ce, jusqu'à la chute du mur, entre l'ensemble des services des pays de l'Est, manifestement sur instruction de Moscou, et certains groupes terroristes, dont le groupe Carlos. »

Petit à petit, c’est le mode de vie du terrorisme international, ses avions, ses grands hôtels, sa fascination pour les armes, l’adrénaline et l’appât du gain qui ont pris le pas sur la cause révolutionnaire. Avec l’opération de l’OPEP, une nouvelle période du terrorisme s’est ouverte. Celle du mercenariat et des manipulations politiques. Les idéaux qui avaient motivé l’engagement de Carlos au début des années 1970 semblent partis en fumée. Finies la cause des Palestiniens et la révolution mondiale. Comme le formule abruptement Hans-Joachim Klein : « La politique de Carlos et de Weinrich jusqu’en 1994, puisqu’on les trouve toujours ensemble jusqu’à cette date, c’était “*How much* ?” – Combien ? »

1- Entretien avec l’auteur le 16 mai 2010.

2- Entretien avec l’auteur le 26 mai 2010.

3- Entretien avec l’auteur le 20 septembre 2010.

4- *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) a été créé par des nationalistes basques inspirés par le marxisme en 1959 alors que l’Espagne était dirigée par le général Franco. Le 28 juin 1960, l’ETA pose sa première bombe à Amara. L’année suivante, c’est un train convoyant d’anciens combattants franquistes de la guerre d’Espagne qui est visé. Mais ce n’est que lors des assemblées de 1964 et 1965 qu’est décidé le recours aux attentats terroristes, qui deviendront le moyen privilégié pour obtenir l’indépendance du pays basque espagnol. Ils ciblent aussi bien des entreprises que des représentants de l’autorité, les forces de police et jusqu’au chef du gouvernement, Luis Carrero Blanco, dont la voiture explose à la sortie de la messe en décembre 1973. L’ETA, dont les dissensions internes provoquent des scissions, poursuivra ses campagnes d’attentats jusque dans les années 1990, malgré la large autonomie accordée au pays basque après l’arrivée au pouvoir du roi Juan Carlos qui, en 1975, succède à Franco et rétablit la démocratie. Mais le soutien populaire s’amenuise au fil des décennies. Recherchés par les polices espagnole et française des deux côtés des Pyrénées, les militants d’ETA sont de moins en moins nombreux. Le 10 janvier 2011, l’organisation a déclaré un cessez-le-feu « permanent, général et vérifiable », qui sera confirmé en octobre de la même année par l’annonce de « l'arrêt définitif de son activité armée ».

5- L’IRA provisoire, créée en janvier 1970 par Seán MacStíofáin, a rompu le cessez-le-feu en vigueur depuis le milieu des années 1960 entre la Grande-Bretagne et les nationalistes de l’Armée républicaine irlandaise (IRA) qui demandent le rattachement de l’Ulster à la

République d'Irlande, indépendante depuis 1921. L'option violente soutenue par l'IRA provisoire devient majoritaire après le Bloody Sunday, lorsque l'armée britannique ouvre le feu à l'occasion d'une manifestation républicaine à Londonderry et tue treize personnes, le 30 janvier 1972. Quelques mois plus tard, vingt-deux attentats secouent Belfast en 75 minutes, faisant 9 morts et 130 blessés. C'est l'engrenage des attentats et des représailles. L'IRA provisoire ouvre alors un second front en Angleterre puis, à la fin des années 1970, cible les représentations britanniques sur le continent, qu'il s'agisse de l'ambassadeur de la Couronne aux Pays-Bas ou des bases militaires anglaises en RFA. En 1984, le Premier ministre, Margaret Thatcher, est visé dans l'attentat qui détruit l'hôtel où se tient la convention de son parti à Brighton. Il faudra attendre l'accord du 10 avril 1998 pour que l'IRA provisoire renonce à la violence. Mais elle ne déposera définitivement les armes que le 28 juillet 2005.

6- À ce jour, les faits ne sont toujours pas jugés.

7- Moukharbal, que Carlos abat le 27 juin 1975 dans l'appartement de la rue Toullier, ainsi que deux policiers français, après que le chef des opérations du FPLP à Paris, appréhendé et interrogé, eut livré des noms à la DST, dont celui du terroriste vénézuélien.

8- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

9- Entretien avec l'auteur le 16 mai 2010.

10- Hans-Joachim Klein, *La mort mercenaire*, Seuil, 1980, pp. 91, 92 et Bernard Violet, *Carlos*, Seuil, 1997, p. 195.

11- Bernard Violet, *ibid.*, p. 160.

12- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

# 3
# L’antisémitisme propalestinien

*« Et l’intéressant, c’est de voir le croisement qui existe entre l’extrême droite, le nazisme, et la cause palestinienne. »*
Jean-Louis BRUGUIÈRE

En 1971, en France, une organisation issue du mouvement étudiant est passée à la clandestinité. Issue de l’UJCLM, la plus radicale des composantes de mai 1968, la GP, ou Gauche prolétarienne, est dirigée par un jeune normalien né dans une famille juive du Caire : Pierre Victor, de son vrai nom Benny Lévy.

« Comment est-il devenu Pierre Victor ? s’interroge Léo Lévy, une militante de base – la veuve du philosophe lévinassien, décédé d’un arrêt cardiaque en Israël, le 15 octobre 2003. On peut dire que ça a commencé au Caire, où il est né et où il a grandi. Toute sa famille habitait chez les grands-parents. Les enfants et les parents occupaient la même chambre. Un jour, le frère aîné de Benny, qui devait avoir 15 ans, est entré, il voulait parler à sa mère, lui expliquer ce qu’était que le communisme. Benny m’a raconté comment, dans cette atmosphère très douce, il a vu son grand frère penché sur sa mère, captant toute son attention, lui raconter la lutte des communistes. Il m’a dit comment le mot est soudain devenu pour lui un mot chargé de gloire. Le communisme était déjà fortement présent dans la famille : les deux tantes et l’oncle de Benny avaient fait de la prison sous Nasser pour cette raison. Si bien qu’à 11 ans Benny était déjà un communiste patenté. Ensuite, il y a eu la guerre d’Algérie, sa lecture de Sartre. Et, lorsqu’il est arrivé en France pour préparer le concours de l’École normale supérieure, en hypokhâgne, il s’est naturellement retrouvé à l’Union des étudiants communistes. Son frère, qui avait fait de la prison en Égypte, l’avait précédé. Il a participé à toutes les activités classiques du secteur lettres des étudiants communistes. Y compris les

bagarres contre les fascistes dans lesquelles il pouvait compter sur le soutien de Pierre Goldman. »

Pierre Goldman, chargé du service d'ordre de l'Union des étudiants communistes (UEC), est un internationaliste qui partira un an dans les maquis vénézuéliens. Pierre Goldman, issu de Juifs résistants, « une organisation à lui tout seul[1] », comme le qualifie l'architecte Roland Castro, ancien camarade de l'UEC. Goldman chercha à convaincre en mai 1968 le chef de la GP d'enclencher la lutte armée. En 1975, dans son ouvrage écrit en prison, *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, Pierre Goldman désignera Benny Lévy « comme un talmudiste égaré dans la glose doctrinale des textes maoïstes[2] ». Une définition prophétique, car après avoir mis un doigt dans l'engrenage qui aurait pu faire basculer son organisation dans le terrorisme, après avoir ensuite été le secrétaire de Sartre jusqu'en 1980, Pierre Victor, redevenu Benny Lévy dans la foulée d'un spectaculaire retour à la religion juive – lui, l'incroyant, le communiste maoïste –, partira s'installer à Jérusalem où il est devenu un Juif observant, enseignant la philosophie et le judaïsme, passant le plus clair de son temps à étudier la Thora dans une école talmudique *(yeshiva)*. Léo l'a suivi en Israël.

C'est dans leur jolie maison, en bordure de Jérusalem, que je suis allé la trouver. Petite femme timide portant la perruque des Juives orthodoxes, refusant comme il se doit de me serrer la main quand je suis entré, elle se tasse dans le canapé faisant face à la baie vitrée pour répondre d'une voix hésitante, visiblement émue, aux questions que je lui pose sur l'homme qui a orienté ses engagements successifs, et sur l'organisation qu'il dirigeait dans les années 1970. Nous commençons par revenir à ses origines, au temps de l'UJCML – l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes : « À l'époque, me confie-t-elle, la ligne, c'était : "Il faut que les étudiants aillent s'établir en usine parce que le prolétariat sera l'acteur principal de la révolution. Les intellectuels doivent être au service du peuple."Au début du mouvement de mai 1968, nous ne devions pas nous mêler aux bagarres, aux barricades. Les étudiants, ce n'était pas notre affaire. Il

fallait maintenir le mouvement vers la classe ouvrière, vers les usines. L'UJCML était pendant cette période à côté de la plaque. Quand elle a été dissoute en juin, la question qui s'est posée pour tout le monde, et en particulier pour Benny, c'était : "Que faire maintenant ?" Il a hésité quelque temps et, finalement, il a décidé que, puisque les masses avaient besoin d'une organisation, une organisation qui maintienne certains acquis de 68, et qui continue de faire vivre l'idée de révolution, il fallait créer un groupe, une nouvelle organisation dont ce serait la vocation[3]. »

Dans le noyau originel qui constitue la GP, on trouve un grand nombre de Juifs communistes (entre autres, Alain Geismar, Robert Linhart, Jean-Claude Milner et André Glucksmann), mais aussi les fondateurs, à l'instar de Serge July, du quotidien *Libération*.

« Serge et Évelyne July, avec Alain Geismar et Herta Alvarez, avaient rédigé *Vers la guerre civile*[4], poursuit Léo Lévy. Benny avait souhaité les rencontrer parce qu'ils partageaient les mêmes analyses. Ils pensaient qu'il y avait quelque chose à poursuivre. C'est comme ça qu'est née la GP. »

Mais parce qu'il était sans papiers, « apatride », Benny Lévy ne pouvait diriger l'organisation au grand jour. Il prit le pseudonyme de Pierre Victor pour préserver son anonymat.

« Pompidou avait refusé sa naturalisation, raconte sa femme, et il n'y avait pas encore la possibilité de devenir français par mariage. Pour cette raison, dès l'UJCML, il avait été décidé qu'il ne pouvait pas participer à des manifestations publiques. Au début, il se faisait appeler Jean, puis Pierre, du nom d'un des apôtres. Quant à Victor, c'est une journaliste du *Nouvel Observateur* qui l'a affublé de ce nom. Victor, ça veut dire le victorieux. Il est donc devenu Pierre Victor. »

## La Gauche prolétarienne

Le maoïsme, Benny Lévy en a eu la révélation en 1966, lors de la déclaration en 16 points du Parti communiste chinois, déclaration qui devait déclencher la Révolution culturelle.

« Nous étions à Trégain, en Bretagne, se souvient Léo, avec quelques copains de l'UJCML, quand on a reçu le *Pékin*

*information* qui en faisait la recension. *[Léo me montre la photo d'un tout jeune homme, le visage fin, debout devant une bâtisse, déclamant le contenu d'un journal qu'il tient de la main droite.]* Benny en a fait la lecture à voix haute, devant l'ensemble des participants. Il s'agissait de changer l'homme en profondeur, de la lutte contre l'égoïsme, contre l'individualisme des sociétés capitalistes. Il y avait deux ou trois propositions qui ont été déterminantes. Évidemment, bien longtemps après, on a su ce qu'avait réellement été la Révolution culturelle. Mais à l'époque, ce que nous voyions de ce qui se passait en Chine, c'était des groupes de jeunes, qui n'étaient pas forcément membres du Parti, en lutte contre les organisations du Parti, comme nous qui étions en rupture avec le PCF et la CGT. Pour autant, nous n'avons jamais été un petit PC, prenant ses directives à Moscou ou à Pékin. Notre maoïsme, c'était la manière dont nous nous entendions ce qui se passait là-bas, notre manière de lire ces événements. Les écrits militaires aussi ont beaucoup compté. »

La stratégie de l'époque, c'était « l'établi », raconté dans un livre du même nom écrit par l'un des fondateurs de l'organisation, Robert Linhart[5]. En intégrant les chaînes de montage des usines françaises, selon les préceptes de Mao, il s'agissait d'effectuer un retour au prolétariat, à la classe ouvrière, mais surtout d'enrôler les ouvriers sur le chemin de la révolution, en passant par-dessus les structures syndicales traditionnelles. « On nous a appelés les "Mao Spontex", on nous a appelés les "Curés Rouges", on pensait que la vérité, c'était les masses populaires qui la détenaient, pas les intellectuels. Tout notre travail, c'était de faire en sorte que cette vérité puisse éclore, aussi bien que pour l'ensemble des gens que pour ces masses elles-mêmes. J'étais une militante de base, et comme tous les militants de base, j'ai été "établie", de 1970 à 1974. Comme l'autre capitaine qui courait après Moby Dick, j'étais à la poursuite de la "bonne usine", c'est-à-dire une usine où les conditions seraient tellement infectes qu'on pourrait y faire un bon travail d'agitation ! »

Le discours ultra-radical de l'organisation maoïste, qui fait dans ses écrits l'apologie de la guerre civile, et de l'agitation politique et sociale une stratégie de déstabilisation de la « société bourgeoise », qui prépare aussi des plans d'enlèvements de personnalités politiques et industrielles, inquiète le pouvoir. La GP est dissoute et son organe, *La Cause du peuple*, interdit en 1971.

« Les directeurs successifs de *La Cause du peuple*, Michel Le Bris et Jean-Pierre Le Dantec, étaient en prison, précise Léo. Une réunion du comité exécutif a été organisée, et quelqu'un a eu l'idée de s'adresser à Sartre. Quand il soutenait les porteurs de valises, de Gaulle avait refusé de s'en prendre à lui. Il avait dit : "On n'emprisonne pas Voltaire." Benny l'a rencontré et, immédiatement, ça a été le début d'une amitié. »

Sartre, fidèle à sa préface aux *Damnés de la terre* de Fanon, soutient qu'il ne peut y avoir de révolution sans l'usage de la violence.

« Il en faisait un usage quasiment métaphysique. Il disait que pour "réparer l'être" la violence est nécessaire. Sans elle, ce n'était pas possible. D'une certaine manière, il était plus radical que nous sur la question. »

Le philosophe sera un soutien sans faille de l'organisation. Pour faire un coup d'éclat, il distribue à la criée et en pleine rue *La Cause du peuple*. Il est embarqué dans une fourgonnette de la police sous l'objectif des caméras de télévision, rameutées pour immortaliser la scène.

Alors qu'une branche armée vient d'être créée – elle est dirigée par Olivier Rolin –, comme de nombreux groupes radicaux nés des mouvements étudiants du monde entier, la GP se laisse séduire par l'exemple palestinien.

« Nous avons été les premiers, dès 1967, à nous intéresser à la cause palestinienne. C'était dans *Servir le peuple*, le journal de l'UJCLM. Après quoi, on a créé les Comités Palestine. Benny avait l'habitude de dire qu'il avait "inventé les Palestiniens". On reprenait les thèses habituelles : la lutte des Palestiniens comme

fer de lance de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme – toutes ces thèses encore prégnantes aujourd'hui. »

C'est ainsi qu'en août 1969, Léo fait le voyage jusqu'en Jordanie pour intégrer, avec Alain Geismar, le lieutenant de Benny Lévy, un « camp de solidarité » du Fatah qui vient de prendre la direction de l'OLP. Elle y croise toutes les nationalités de jeunes militants venus se former « idéologiquement » dans les camps du Fatah.

« Il y avait des Belges, des Italiens, des Allemands, des Américains, raconte Léo. J'ai fait le voyage avec des marxistes-léninistes prochinois belges. Ma voisine se vivait comme une vraie clandestine et, malgré mes tentatives d'approche pour lui parler, elle n'a pas décroché un mot. Le camp était d'abord établi près de la frontière israélienne, dans un endroit surveillé par l'aviation. On entendait des tirs d'artillerie tout près de là. Les participants dont nous étions ont protesté avec véhémence, et le camp a été déplacé près d'Amman. Ce n'était pas du tout un camp d'entraînement. Notre participation indirecte aux combats, c'était de creuser des abris, soi-disant contre d'éventuels bombardements. On a creusé des trous, près des tentes. Cela n'a pas dû servir à grand-chose, vu que les massacres, ce sont les armées jordaniennes et les Bédouins qui les ont commis. Eux ne bombardaient pas. »

Le camp, destiné à la jeunesse internationale, était avant tout affecté à la propagande du mouvement palestinien. La journée, des rencontres étaient organisées entre les participants et des familles de réfugiés palestiniens. Suivaient une série de discours et de conférences, tenus par des animateurs et des responsables du Fatah. Léo, tombée malade dès son arrivée, passe ses premières soirées recluse dans le campement à vomir : « J'étais dans un malaise constant. Il y avait des raisons physiologiques à la chose, mais pas seulement. Un soir, ils ont fait une conférence sur *La Question juive* de Karl Marx. C'était un peu fétide. Alain et moi, nous avons trouvé le fond de tout ça assez antisémite. On a subi ce type de discours sans rien dire, car il fallait lutter contre l'ego, lutter contre soi. Et puis on se disait qu'il y avait sans doute de

bonnes raisons à cela ; c'était la ligne de la juste lutte des Palestiniens. »

Les deux années suivantes, la GP dérive vers une stratégie aussi confuse que de plus en plus affirmée vers la lutte armée.

« Quand on a jeté un cocktail Molotov dans les locaux de *Minute* par exemple, confie Léo, ceux qui avaient fait cela ont attendu que les locaux soient vides. Ils ont même barré la route pour empêcher que des gens passent à ce moment-là. Il n'y a eu que des destructions matérielles. Quand on pensait à la violence, jamais nous ne pensions à des assassinats. Les conceptions qu'on avait de "l'action", c'était presque du théâtre, de la mise en scène. Par les séquestrations, on voulait attirer l'attention sur les conditions des travailleurs. Pour nous, la violence avait une fonction d'éveil, pour faire connaître des situations qui étaient occultées. Nous dénoncions par exemple le fait que, sur les chaînes de montage, les travailleurs étaient chronométrés pour aller aux toilettes. Si certains mots d'ordre ont pu choquer, même parmi les amis de la *Cause du peuple*, c'était toujours en liaison avec une situation scandaleuse, qui n'était pas connue, et qu'on cherchait à faire connaître. Et, pour cela, il fallait que des mesures soient prises. C'était cela, l'objectif des actions de la GP, même quand elles passaient par la violence. »

Le 25 février 1972, Pierre Overney, un militant de l'organisation, est abattu par Jean-Antoine Tramoni, un agent de sécurité, alors qu'il manifestait devant les grilles de l'usine Renault à Billancourt. Dans la foulée d'une gigantesque manifestation qui rassemble à Paris plus de 100 000 personnes, au premier rang de laquelle Alain Geismar porte un cercueil symbolisant la mort du camarade Overney, la NRP (Nouvelle résistance populaire) d'Olivier Rolin, « la branche armée » de la GP, à l'exemple des Allemands et des Italiens, enlève et séquestre Alain Nogrète, un cadre de l'entreprise automobile française. Il sera relâché au bout de quarante-huit heures.

« Ce n'était pas bien méchant. Nogrète était diabétique. Rolin et les autres ont couru les pharmacies pour lui trouver ses médicaments. »

Après la séquestration de Nogrète, de houleux débats ont lieu en interne sur l'usage de la violence. La frange la plus radicale de la NRP était prête à en découdre. La GP aurait pu prendre le chemin de la violence terroriste quand survient le massacre des jeux Olympiques de Munich.

## Le massacre des jeux Olympiques de Munich.

Affaibli par les détournements d'avions menés par le FPLP en 1970, et par le coup d'éclat de l'aéroport de Lod exécuté par trois membres de l'Armée rouge japonaise, le Fatah de Yasser Arafat voit dans les jeux Olympiques de l'été 1972 à Munich – un événement sur lequel seront braquées les caméras de télévision du monde entier – une occasion de reprendre la main. Le 5 septembre 1972, emboîtant le pas du « terrorisme publicitaire » du FPLP, un commando du Fatah, qui s'est introduit dans le village olympique, prend en otage la délégation des athlètes israéliens. Les huit Palestiniens de « Septembre noir », un nom pris pour rappeler au monde le massacre commis par les forces jordaniennes en 1970, réclament la libération de 234 activistes palestiniens – dont Kozo Okamoto et les membres incarcérés de la RAF, ainsi qu'Andreas Baader et Ulrike Meinhof.

Golda Meir, le Premier ministre israélien, fidèle à la ligne que s'est fixée l'État hébreu depuis ses toutes premières confrontations avec le terrorisme palestinien, refuse de négocier. De son côté, Manfred Schreiber, le chef de la police allemande, propose des montants astronomiques aux Palestiniens pour qu'ils libèrent les Israéliens. Mais ils répondent ne pas être intéressés par l'argent. Les autorités allemandes sont embarrassées par le fait que les onze athlètes retenus en otage sont juifs ; un grand nombre d'anciens nazis sont encore aux manettes du pouvoir et de l'administration. La République fédérale, qui met un point d'honneur à gérer seule la situation, refuse les demandes d'Israël

de collaborer à la libération de ses ressortissants. C'est l'impasse. Sans grande conviction, les Allemands envoient leurs forces spéciales, les ESK – l'acronyme de *Einsatz-Sonder-Kommando* – à l'assaut de l'immeuble où sont confinés les terroristes et leurs otages. Les membres des forces spéciales allemandes, qui ont revêtu des survêtements aux couleurs criardes – orange, jaune, vert, bleu – pour se fondre parmi les athlètes, mal préparés, se ridiculisent devant les caméras de télévision qui les filment en train d'escalader gauchement les façades du bâtiment olympique. Ils sont munis de fusils portés en bandoulière, certains de casques de la Wehrmacht. D'autres une cigarette à la bouche. Tout cela est du plus mauvais effet, d'autant que la moindre de leur tentative se solde par un échec. Les Palestiniens observaient chacun de leurs mouvements sur le poste de télévision de la chambre où ils retiennent la délégation israélienne. Dans un coin de cette même chambre, deux athlètes israéliens, tués par le commando palestinien quand il a forcé la porte, gisent par terre, baignant dans leur sang.

En fin de journée, ne voyant aucune issue se profiler, les autorités allemandes acceptent de fournir un Boeing 727 aux Palestiniens. Ils quitteront l'Allemagne pour Le Caire en emmenant les otages. Deux hélicoptères sont mis à leur disposition pour les transporter à l'aéroport de Fürstenfeldbruck. En réalité, les Allemands ont organisé un guet-apens aux Palestiniens. Des tireurs d'élite sont postés sur le toit du bâtiment principal de l'aéroport, surplombant les pistes d'atterrissage où doivent se poser les deux hélicoptères. Deux officiers israéliens, dont Zvi Zamir, le chef du Mossad, arrivés quelques heures plus tôt à Munich, assistent aux préparatifs de l'opération qu'ils jugent trop risquée. Les Allemands ont fini par accepter de les recevoir, à condition qu'ils n'interviennent pas. Les réserves israéliennes sont pourtant justifiées : aucun des cinq « tireurs d'élite » n'a jamais reçu la moindre formation pour ce type d'opération. Plus tard, certains avoueront même n'avoir jamais appris à tirer !

La nuit est tombée sur Munich. Peu après 22 h 30, les deux hélicoptères se posent sur le tarmac de l'aéroport. Deux des

preneurs d’otages en descendent pour inspecter l’avion censé les transporter jusqu’en Égypte. Voyant le cockpit vide, ils comprennent qu’ils sont tombés dans un piège. La fusillade se déclenche. Quand les Palestiniens tirent sur les projecteurs, plongeant l’aéroport dans le noir, les policiers allemands ripostent à l’aveuglette, sans plus distinguer les terroristes de leurs otages. Ils ne sont pas équipés de lunettes infrarouges. Pire : aucun contact radio n’a été prévu pour qu’ils puissent communiquer entre eux et coordonner leur attaque. Après une heure d’échange de coups de feu, même si trois terroristes ont été abattus, cinq athlètes israéliens sont également morts. Peut-être sous les balles allemandes. C’est alors qu’un des survivants du commando dégoupille une grenade qu’il jette dans l’hélicoptère où sont attachés les six athlètes israéliens encore en vie. Tous sont tués. Les trois terroristes sont maîtrisés et arrêtés. Quelques jours plus tard, ils seront relâchés ! Les autorités allemandes leur fournissent un avion pour qu’ils quittent le pays le plus vite possible. L’Allemagne craignait des représailles. Après le massacre, les épreuves olympiques reprennent comme si de rien n’était. Le président du comité international, Avery Brundage, déclare : « *The show must go on.* »

Les membres de la GP, qui assistent depuis Paris au massacre, sont consternés. C’est la douche froide ; un retour brutal à la réalité.

« Ça a été la catastrophe ! s’écrie Léo. La distinction qu’on essayait de faire entre l’État d’Israël et le Juif comme Juif, elle a volé en éclats. Car c’était clair que s’attaquer à des athlètes, dans une manifestation sportive, c’était des Juifs comme Juifs qui étaient visés. Ce n’était pas une armée d’occupation. La condamnation a été immédiate. »

Pour justifier leurs actions, les Palestiniens entretiennent le flou quant à la ligne qui démarque les cibles civiles des cibles militaires. Un flou inhérent à l’engrenage terroriste : « “Qui est un combattant ?”, “qui est un non-combattant ?”, “qui est un civil ?”, “qui est associé aux forces militaires ?” sont des questions

extrêmement controversées, analyse l'historienne américaine Martha Crenshaw, spécialiste du terrorisme. Dans certains cas, tels que les attentats de la Cafétéria ou du Milk Bar, on peut clairement penser que les victimes étaient des civils innocents qui vaquaient à leur vie quotidienne. En réalité, la ligne de démarcation est loin d'être claire, et elle peut à tout moment être atténuée, voire effacée. Quelqu'un qui vend des sandwiches aux gardiens d'une prison est a priori perçu comme un civil. Or, cette même personne, pour un mouvement révolutionnaire, un mouvement nationaliste, un mouvement qui use de la violence, sera considérée comme un complice de l'oppression. Pour lui, tout individu en lien avec le pouvoir, même lointain, peut être accusé de collaboration et considéré comme une cible potentielle. Comme on le sait, les mouvements palestiniens ont déclaré que tous les Israéliens doivent être considérés comme des militaires ; le service militaire étant obligatoire en Israël. De la même manière, la compagnie aérienne civile El Al peut être ciblée du fait qu'elle est parfois utilisée pour des transports militaires[6]. » Cette confusion du civil et du militaire, les Palestiniens l'entretiennent tout autant en ce qui concerne les Juifs et les Israéliens. Lorsqu'ils ciblent des Juifs non israéliens, le FPLP et le Fatah arguent du fait que, partout dans le monde, les Juifs soutiennent Israël. Une assimilation qui confine à l'antisémitisme, et que Sartre n'hésitera pas à cautionner.

« Lui, pensait que quand on est opprimé, on use de tous les moyens qui sont à notre portée pour faire entendre sa cause », se souvient Léo Lévy quand, à la suite du massacre de Munich, le philosophe manifeste son désaccord auprès des dirigeants de la GP qui ont condamné l'opération. Cette logique avait prévalu en 1960 lorsque, préfaçant *Les Damnés de la terre* de Frantz Fanon, Sartre justifiait, dans le contexte des guerres de libération, le meurtre des civils. Dans l'imaginaire sartrien, Israël a remplacé la France coloniale, et l'Organisation de libération de la Palestine, le FLN algérien. Suivant cette dialectique, celle qui veut que le dominé se libère du dominant, tous les moyens sont bons.

« Mais du côté de Benny et d'Olivier Rolin, ajoute-t-elle, la condamnation a été immédiate, sans hésitation, en sachant bien que ça allait les couper de la base ouvrière principale et qu'ils allaient vers une dissolution. »

Au mois de novembre 1973, la Gauche prolétarienne est bel et bien dissoute.

« Et ce qui est remarquable, commente Daniel Cohn-Bendit, c'est qu'au dernier moment il y a en France une rationalité qui a refait surface. À tous les niveaux : que ce soit le groupe maoïste le plus ludique, "Vive la révolution", que ce soit la GP ; ils ont tout arrêté. En réalité, le terrorisme jusqu'au-boutiste, le terrorisme complètement malade, cela concerne trois pays : l'Italie, l'Allemagne et le Japon, qui correspond effectivement à l'alliance de la Seconde Guerre mondiale. Car, être le descendant de parents, d'une société, qui avait fait émerger et permis le fascisme, c'était extrêmement difficile, et ils voulaient absolument éviter d'être comme leurs parents[7]. »

Ce serait donc en voulant, coûte que coûte, éviter de ressembler à leurs parents que, quatre ans après le massacre des jeux Olympiques de Munich, par un retournement ironique mais non moins révélateur de l'histoire, les Allemands des Cellules révolutionnaires commettront un geste symboliquement irréparable à Entebbe, en Ouganda.

## La « sélection » d'Entebbe

Le 27 juin 1976, un Airbus A300 de la compagnie française Air France, reliant Tel-Aviv à Paris, est détourné à Athènes par un commando mixte du FPLP-CCR. Sur les quatre preneurs d'otages, deux sont palestiniens. Les deux Allemands des Cellules révolutionnaires sont les chefs de l'organisation : Wilfried dit « Boni » Böse et sa petite amie, Brigitte Kuhlmann. Après une escale de sept heures en Libye, où il est réapprovisionné en kérosène, l'avion, transportant 243 passagers et les 12 membres d'équipage, se pose sur l'aéroport international d'Entebbe, la

capitale ougandaise, sur laquelle règne le despote Idi Amin Dada, fervent soutien de la cause palestinienne. Les membres du FPLP et des Cellules révolutionnaires, rejoints par trois autres activistes palestiniens, réclament la libération de quarante Palestiniens détenus en Israël – dont, comme à Munich, Kozo Okamoto –, des chefs de la RAF emprisonnés en Allemagne, ainsi que des Palestiniens détenus en Turquie après une attaque ratée à l'aéroport d'Istanbul. Ils font sortir les otages de la carlingue, puis font le tri entre les passagers juifs et les autres qui sont tous relâchés. Les passagers juifs du vol Air France sont ensuite confinés dans le hall de transit du vieux terminal de l'aéroport international ; un vaste hangar désaffecté. Les membres des Cellules révolutionnaires menacent d'exécuter un à un les otages si leurs exigences ne sont pas satisfaites. Hans-Joachim Klein, qui se trouvait avec Carlos à Alger dans un appartement prêté par les services secrets algériens, entend à la radio que les deux Allemands ont pris l'initiative de séparer Juifs et non-Juifs, et menacent de commettre un massacre.

« Quand j'ai entendu que Böse et Kuhlmann participaient à une "sélection", commente-t-il, j'ai tout de suite pensé "Entebbe-Rampe". Le seul mot qui m'est venu à l'esprit, c'était la rampe d'Entebbe, comme il y a eu la rampe d'Auschwitz-Birkenau. Vous imaginez ? Quelques années après Auschwitz, deux gauchistes qui font une sélection entre Juifs et non-Juifs ? Il faut se l'imaginer ! »

La confusion entretenue par les groupes palestiniens entre Israéliens et Juifs atteint ici une dimension symbolique. Comme en témoigne Klein, la « sélection » fait revivre dans l'imaginaire de l'Occident, et particulièrement allemand, cette même logique qui avait présidé à l'extermination des Juifs d'Europe.

De leur côté, les Israéliens cherchent à gagner du temps. Ils laissent entendre aux preneurs d'otages que leurs demandes sont sérieusement à l'étude. L'État hébreu, pour la première fois de son histoire, serait prêt à céder. En réalité, l'état-major israélien prépare une audacieuse mission de sauvetage sur le sol ougandais.

« Il n’était pas question de céder aux terroristes. Cela aurait eu pour conséquence de les encourager, partout dans le monde, à multiplier ce type d’actions, affirme Shaul Mofaz, futur chef d’état-major de l’armée israélienne et ministre de la Défense du gouvernement Sharon. En Israël, cette “sélection” nous a rappelé les heures les plus tristes que le peuple juif ait jamais connues. À ce moment-là, j’étais major au sein d’une unité d’élite appelée Sayeret Matkal. Yonatan Nétanyahou [le frère de Benyamin Nétayahou, l’actuel Premier ministre israélien] en était le chef. J’ai été sollicité pour faire partie des chefs de commandos qui iraient libérer les otages sur l’aéroport ougandais. Quand le chef d’état-major de Tsahal, Dan Shomron, nous a réunis, il nous a dit que nous allions partir pour une mission des plus risquées sur le territoire d’un pays hostile à Israël, et que nous devions nous comporter avec la plus grande détermination. Car si la mission était la libération des otages, il s’agissait aussi de délivrer un message au monde sur le comportement à adopter face au terrorisme[8]. »

Au cours des années 1960, Israël avait noué des partenariats dans la construction d’infrastructures et dans la formation militaire d’un grand nombre d’États africains. L’Ouganda d’Amin Dada en faisait partie. Dans les premières années de sa dictature, il s’était appuyé sur l’aide logistique et matérielle d’Israël, avant de changer d’alliances sur l’échiquier géopolitique, multipliant ensuite les déclarations antisémites. Or, par un heureux hasard, c’est une entreprise de BTP israélienne qui avait construit l’aéroport d’Entebbe. Elle en avait conservé les plans, qu’elle transmit immédiatement aux officiers israéliens en charge de plancher sur l’opération de sauvetage. Les Israéliens obtinrent aussi de précieux renseignements sur la configuration des lieux et les forces en présence grâce aux otages relâchés par les pirates de l’air. En attendant, le dialogue devait se poursuivre avec eux, pour se donner le temps de fixer les derniers détails de l’opération.

Mofaz : « Il fallait beaucoup de courage pour décider d’envoyer nos soldats aussi loin, quand des doutes subsistaient

encore : à quel point le terrain était hostile ? À quel point les Ougandais étaient complices ? Jusqu'où les terroristes seraient prêts à aller ? Comment allaient réagir les otages ? Y avait-il, là-bas, des explosifs qui pourraient faire sauter le terminal ? Les risques étaient réels et nombreux. Des opérations de sauvetage, à la suite de prises d'otages, Israël en avait déjà mené. Mais jamais aussi loin, et jamais comportant de tels risques. Un échec aurait eu des implications que nous ne voulions même pas envisager. Nous comptions principalement sur l'effet de surprise. »

Les Israéliens ont appris que le dictateur ougandais se rend fréquemment dans le terminal pour suivre les opérations et rendre visite aux otages. Il se déplace dans une Mercedes noire, suivie d'une escorte militaire en Land Rover. Les Israéliens tiennent le cheval de Troie. Grâce à des civils israéliens, ils réquisitionnent des véhicules semblables aux deux voitures ougandaises qu'ils embarquent dans un des trois avions militaires de type Hercule C-130 qui se posera à Entebbe. Seul hic : la Mercedes n'est pas de la même couleur que celle qui est utilisée par Amin Dada. Qu'à cela ne tienne : les Israéliens la repeignent en noir, assurant à son propriétaire qu'une fois l'opération achevée elle lui sera retournée dans sa couleur d'origine.

Plus d'une semaine après le début de la prise d'otages, et dans le courant de négociations de plus en plus tendues avec le FPLP, les Israéliens sont maintenant prêts à décoller. Ils se sont adjoint le soutien du Kenya, où se posera un avion contenant du matériel médical. L'aéroport de Nairobi sera utilisé comme base de retrait et comme infirmerie aux éventuels blessés. Une centaine de soldats israéliens, dont les hommes du Sayeret Matkal menés par Yoni Nétanyahou et Shaul Mofaz, embarquent dans les avions de transport de l'armée de l'air qui se posent vers 23 heures sur l'aéroport d'Entebbe, sans être repérés par les forces ougandaises. La Mercedes et la Land Rover, avec à leur bord le commando israélien dont les visages ont été grimés, sont débarquées et commencent à rouler en direction du terminal. Les deux véhicules passent devant la tour de contrôle remplie de militaires ougandais qui n'y voient que du feu, persuadés que leur président se trouve à

bord de la Mercedes. Arrivés devant le terminal, les soldats israéliens s'éjectent des véhicules et crient « à terre ! » en hébreu. C'est la panique parmi les terroristes et les militaires ougandais en poste aux abords du terminal. Un otage qui leur échappe et court à la rencontre des Israéliens est abattu. Trois terroristes, dont les deux Allemands des Cellules révolutionnaires, sont tués alors qu'ils tentaient de riposter. Quand ils entrent dans le terminal, les Israéliens ne trouvent que les otages. Les terroristes encore en vie se sont cachés dans une pièce adjacente. Sans leur laisser le temps de se barricader à l'intérieur, un Israélien dégoupille une grenade qu'il fait rouler de l'autre côté de la porte. Immédiatement après qu'elle a explosé, ils pénètrent dans la pièce et tuent les terroristes. Lorsqu'ils s'apprêtent à sortir du terminal avec les otages, les Israéliens se retrouvent sous le feu d'une intense fusillade déclenchée depuis le toit de l'aéroport par les militaires ougandais. Le commando israélien parvient néanmoins à faire monter les otages à bord des avions, tuant 47 Ougandais et détruisant le quart de la flotte nationale, soit quatre MiG-17 et sept MiG-21. Côté israélien, seul le chef des opérations, Yoni Nétanyahou, a été blessé.

« Nétanyahou était un homme très particulier, se souvient Shaul Mofaz. Il avait été volontaire pour mener les opérations, et diriger le commando sur le terrain. Pour cette raison, il avait tenu à faire partie du groupe de tête qui entrerait dans le terminal. C'est en effet ce qui s'est produit. Mais quand les militaires ougandais, du haut de la tour de contrôle, ont vu nos hommes entrer dans le terminal, ils ont commencé à tirer. Nétanyahou a été touché dans le dos. »

Il ne survivra pas à ses blessures. Parmi les otages, les pertes sont minimes : trois otages sont morts, dont deux au cours de la fusillade. La troisième, Dora Bloch, âgée de 73 ans, malade et en état de choc quand l'avion détourné a atterri en Ouganda, avait été transportée à l'hôpital d'Entebbe pour y être soignée. On apprendra plus tard qu'elle a été traînée de force hors de l'hôpital, puis assassinée par des militaires ougandais. Mais, au final, l'opération est un succès inespéré.

« Quand j’ai entendu comment les Israéliens ont réglé ça, se souvient Klein, j’ai trouvé que c’était fabuleux ! Mais je ne pouvais rien dire : Carlos était à côté de moi dans l’appartement des services secrets algériens, et, si j’avais manifesté mon admiration, je me serais pris une balle dans la tête. Et, Carlos – ça lui est littéralement sorti des tripes – a dit : “Cette opération militaire, c’est fantastique !” Je l’ai regardé sans en croire mes oreilles. De toute façon, ce type est complètement schizophrène. »

Pour le dictateur ougandais, en revanche, le coup est rude. Il sera chassé du pouvoir trois ans plus tard.

## Soutiens antisémites

Côté palestinien, l’effet est déplorable. Au-delà de l’échec de l’opération, de la mort des activistes du FPLP et des Cellules révolutionnaires – qui ne se remettront pas de la disparition de ses chefs –, c’est le symbole de la « sélection » qui hante désormais les esprits. Elle met aussi au jour les collusions d’un antisémitisme radical dans certains soutiens apportés à la lutte des Palestiniens.

« Et l’intéressant, c’est de voir le croisement qui existe entre l’extrême droite, le nazisme et la cause palestinienne, commente le juge antiterroriste français, Jean-Louis Bruguière. C’est-à-dire que des groupes apparemment opposés, mais qui partagent un même combat, vont venir en soutien, s’agréger au combat contre l’État d’Israël. Carlos, par exemple, a été extrêmement proche – entretenant des relations presque affectives avec lui – de François Genoud, un personnage très étrange qu’on a souvent présenté comme l’un des financiers du III^e^ Reich. »

Ce banquier suisse, né en 1915, également un ami personnel de Wadi Haddad, devenu après-guerre l’ayant droit des plus grands hiérarques nazis – entre autres : Goering, Bormann et Hitler, dont il prétendait avoir été un familier – avait fait fortune en publiant les œuvres posthumes de Goering. Tout en demeurant

l'un des hommes clés des réseaux nazis d'après-guerre, Genoud s'était ensuite investi dans le nationalisme arabe, soutenant personnellement et financièrement l'Égypte nassérienne, le FLN algérien, puis la cause palestinienne. Via son association, l'« Arabo-Africa », il s'était employé à récolter des fonds auprès de ses anciens amis nazis pour financer les camps d'entraînement du FPLP et de l'OLP. Genoud fut aussi, à de nombreuses reprises, un allié de Vergès, puisqu'il finança la défense de certains clients de l'avocat tiers-mondiste : trois Palestiniens du FPLP en 1969 ; le chef de la Gestapo de Lyon, Klaus Barbie, en 1987 ; Carlos, quand il sera rapatrié en France en 1994, ou ses amis, Bruno Bréguet et Magdalena Kopp, arrêtés à Paris en 1982 avec des armes et des explosifs.

« Incontestablement, résume Bruguière, il y a eu convergence entre des organisations néo-fascistes ou d'extrême droite, ou même des individus impliqués dans l'hitlérisme et dans la social-démocratie allemande, et l'anti-israélisme. Un combat qui se revendique de la cause palestinienne pour maquiller, fondamentalement, un antisémitisme profond. »

Ajoutons que le nationalisme palestinien est originellement marqué par le nazisme. Sa première figure politique, Mohammed (Hadj) Amin al-Husseini, le grand mufti de Jérusalem, parce qu'il avait été l'instigateur de la Grande Révolte arabe de 1936, s'exila quatre ans plus tard en Allemagne où il devint un ami personnel d'Hitler qui admirait autant sa blondeur et ses yeux bleus que ses vues sur la politique mondiale. Après avoir émis une Fatwa encourageant les Arabes à se battre contre les Britanniques, Amin al-Husseini tenta de persuader Hitler de poursuivre le génocide au Moyen-Orient, afin de liquider les 500 000 Juifs de Palestine.

Dans ses *Mémoires*, Husseini rapporte un entretien qu'il eut avec Hitler, dans les premiers mois de l'opération Barbarossa : « La condition fondamentale que nous avons posée aux Allemands pour notre coopération était d'avoir les mains libres dans l'éradication de tous les Juifs, jusqu'au dernier, en Palestine et dans le monde arabe. J'ai demandé à Hitler qu'il me donne son

engagement explicite pour nous permettre de résoudre le problème juif d'une façon conforme aux méthodes scientifiques inventées par l'Allemagne pour son traitement des Juifs. J'obtins la réponse suivante : "Les Juifs sont à vous."[9] »

En dépit des revers militaires, de l'échec de l'Afrika Korps (dans le sillage de laquelle aurait dû être perpétrée la destruction des Juifs de Palestine) et de la chute désormais inévitable du III^e^ Reich, le 1^er^ mars 1944, Hadj Amin al-Husseini exhortait encore le peuple allemand à poursuivre l'extermination des Juifs dans une allocation radiophonique diffusée sur Radio Berlin : « Tuez les Juifs partout où vous les trouverez. Cela plaît à Dieu, à l'histoire et à la religion. Cela sauve votre honneur. Dieu est avec vous. [...] Les Allemands n'ont jamais causé de tort à aucun musulman, et ils combattent à nouveau contre notre ennemi commun [...]. Mais, surtout, ils ont définitivement résolu le problème juif. Ces liens, notamment ce dernier point, font que notre amitié avec l'Allemagne n'a rien de provisoire ou de conditionnel, mais est permanente et durable, fondée sur un intérêt commun. »

Fort d'un tel héritage, c'est donc très naturellement que le négationnisme, le mouvement niant le génocide des Juifs apparu au début des années 1980, tout autant représenté par une extrême gauche radicale (celle des amis de Pierre Guillaume et de sa librairie, La Vieille Taupe) que par le professeur de lettres Robert Faurisson à l'autre bout de l'échiquier politique, se retrouva, à travers des alliances idéologiques apparemment contre-nature, en défense de la cause palestinienne. Lors de sa première apparition médiatique sur les ondes d'Europe n° 1, le 17 décembre 1980, Robert Faurisson déclarait que « les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des Juifs forment un seul et même mensonge historique qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand, mais non pas ses dirigeants, et le peuple palestinien tout entier ».

## L’exportation du négationnisme dans le monde islamique

Le négationnisme peut être perçu comme une tactique idéologique, et comme une forme de terrorisme. Un terrorisme intellectuel, qui ne tue pas des civils vivants, mais, comme pour la seconde fois, des civils déjà morts. Dire que les morts ne sont pas morts, que les chambres à gaz sont un « mythe », un « mensonge », que les survivants sont des comédiens payés par quelque puissance ou officine occultes, que les millions de documents nazis découverts par les Alliés, et qui témoignent tous de la réalité du génocide, sont des faux, c’est souscrire à l’idée d’un complot planétaire, un complot ourdi par les Juifs. Au-delà de l’outrage mémoriel – la réalité historique n’étant en rien la préoccupation des négationnistes –, au-delà des six millions de Juifs assassinés, ce sont leurs descendants qui sont visés. Principalement l’État d’Israël, dont la légitimité reposerait sur la Shoah – une analyse en soi très discutable, la création d’Israël, comme on l’a vu, résultant de l’installation du foyer juif de Palestine, du contexte de la décolonisation, et de l’activisme des organisations sionistes ; ce n’est qu’à partir de 1961, et du procès d’Adolf Eichmann, que l’État hébreu se présentera comme le dépositaire de la Shoah. En d’autres termes, si le négationnisme est la réactualisation d’un discours antisémite relativement classique, il est aussi une volonté de nier toute légitimité du peuple juif sur la terre de Palestine, et d’affirmer qu’Israël, par son illégitimité ontologique, ne serait qu’un territoire occupé ; une « entité » coloniale.

Certains membres d’organisations palestiniennes ont pu, à titre individuel, récupérer ponctuellement l’argumentaire négationniste à cette fin – ce fut le cas de Mahmoud Abbas, l’actuel président de l’Autorité palestinienne[10] –, mais, dans leur grande majorité, les activistes palestiniens ont toujours répugné à

manipuler ces thèses, et ne les ont jamais intégrées à leur discours politique. Au contraire de certains pays arabes, et particulièrement du Golfe qui font depuis plusieurs décennies la promotion des *Protocoles des Sages de Sion*, un pamphlet antisémite rédigé en 1900 par les sbires de l'Okhrana, la police secrète du tsar, présentant les malheurs du monde comme le produit d'une conspiration juive – il fut également le livre de chevet d'Adolf Hitler. Jusqu'il y a peu, ces discours complotistes étaient confinés à certains cercles du pouvoir, qu'ils fussent saoudien ou égyptien. Force est de constater que depuis une quinzaine d'années – depuis 1996, très précisément –, le négationniste s'est répandu partout dans le monde musulman, banalisé au point que le président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, en a fait un étendard contre l'Occident. Et c'est à un Français qu'on le doit : Roger Garaudy, philosophe médiocre aux évolutions multiples – une ancienne gloire du Parti communiste français[11].

Né en 1913 dans une famille de la petite-bourgeoisie marseillaise, Roger Garaudy a très tôt milité au Parti communiste, parallèlement à des études de philosophie. Après avoir été résistant, puis prisonnier de guerre dans un camp algérien, il gravit les échelons au sein du Parti communiste, jusqu'à être élu député du Tarn, de la Seine, puis sénateur de Paris, de 1959 à 1962. Proche des époux Thorez, il est alors « le philosophe officiel » du Parti communiste français. Après Mai 68, il tombe en disgrâce et doit quitter le PCF. Adepte des hommes forts et en perpétuelle quête de spiritualité, après avoir été un des plus fanatiques fidèles de Staline, s'être converti au protestantisme, être tombé amoureux d'une Palestinienne au début des années 1980 – qu'il épouse en troisièmes noces –, il se convertit à l'islam et devient un fervent défenseur de la cause palestinienne, doublé d'un « antisioniste » militant. Dans le quotidien *Le Monde*, à la suite de l'invasion du Liban par l'armée israélienne, Garaudy publie en 1982 à ses frais un premier « placard » antisioniste, dans lequel il s'évertue à nazifier l'État d'Israël. Il y dénonce la « Blitzkrieg » israélienne, ses

« mensonges goebbelsiens », « la liquidation finale des Palestiniens » et, déjà, « l'argument de l'Holocauste » comme instrument d'une « expansion sans fin[12] ».

Après plusieurs essais écrits dans la même veine, il sort en 1996 à compte d'auteur un retentissant pamphlet, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, qui lui vaut le soutien de l'abbé Pierre, un ami de longue date, et un procès pour injure raciale et négation de crime contre l'humanité devant la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris. À cette occasion, Garaudy reçoit les soutiens des franges les plus radicales de l'extrême gauche et de l'extrême droite, mais aussi de nombreux pays arabes (la Syrie, la Libye, l'Égypte ou l'Iran) où le livre, traduit et partout diffusé, devient un best-seller. Condamné à l'issue du procès parisien, Garaudy est dans le même temps célébré par la presse arabe qui fait de lui le champion de la liberté d'expression. Il est l'invité d'honneur de très nombreuses manifestations telles que la Foire internationale du livre du Caire, ou le Forum du nationalisme arabe. Garaudy est reçu à l'égal d'un chef d'État au Liban par le Premier ministre Rafic Hariri, avant de s'entretenir amicalement avec Hassan Nasrallah, le leader du Hezbollah. Il part ensuite pour Damas, le Maroc, l'Égypte, le Qatar. Sa tournée proche-orientale dure près d'un an et lui permet de récolter plusieurs dizaines de milliers de dollars en dons, notamment versés par l'épouse du président émirati. Sa popularité est telle qu'il est désormais le Français le plus célèbre au Moyen-Orient. Ses thèses négationnistes et anti-israéliennes se répandent jusqu'en Malaisie et, bien sûr, en Iran, un pays que Garaudy connaît bien.

Dès la fin des années 1970, il avait été l'un des principaux soutiens intellectuels français de la Révolution islamique. Le 20 avril 1998, il est reçu avec les honneurs par le président Khatami, et par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei. L'Iran s'empare de son discours en organisant avec son concours plusieurs colloques qui rassemblent la fine fleur du négationnisme mondial : le Français Robert Faurisson, le Suisse Jürgen Graf,

l'Allemand Horst Mahler – ancien fondateur de la Fraction Armée rouge devenu avocat du Parti national-démocrate d'Allemagne, un parti d'extrême-droite dont il soutient ouvertement les idées –, les Américains Bradley Smith et David Duke – un ancien dirigeant du Ku Klux Klan. En avril 2001, la République islamique organise une conférence en soutien à la seconde Intifada qui, en plus de Garaudy et des autres, rassemble aussi Khaled Mechaal, le leader du Hamas, des dirigeants du Jihad islamique, et Ahmed Jibril du FPLP-CR. L'argumentaire négationniste de Garaudy sera récupéré par les organisations terroristes islamistes, et par le président Ahmadinejad, qui multiplie les discours et les provocations en ce sens.

À Téhéran, le 12 décembre 2005, lors d'une manifestation publique organisée par le régime, Ahmadinejad, qui, quelques mois plus tôt, avait appelé à « rayer Israël de la carte », justifiait ses précédentes diatribes en affirmant que les Occidentaux « ont inventé le mythe du massacre des Juifs » qu'ils « placent au-dessus de Dieu, des religions et des prophètes », avant d'ajouter : « Voici notre proposition : donnez un morceau de votre terre en Europe, aux États-Unis, au Canada ou en Alaska pour qu'ils créent leur État. »

Le 5 janvier 2006, le président iranien revenait sur le « mythe » de la Shoah dans une déclaration adressée à l'Occident : « Nous posons simplement une question aux puissances occidentales. Votre prétexte et votre argumentation pour soutenir ces crimes et ces criminels sont qu'il y a soixante ans (c'est ce que vous affirmez), au cours de la Seconde Guerre mondiale, certains des Juifs ont été brûlés dans des crématoires. Eh bien, nous vous demandons : si c'est vrai, qui a fait cela ? C'est vous, vos gouvernements et vos régimes. Si vous acceptez avoir fait cela, vous devriez en payer le prix. Pourquoi le peuple palestinien devrait-il payer le prix de vos crimes ? Donnez-leur une partie de vos terres, et tout sera fini. Il n'y a pas besoin de rencontres, de traités de paix, etc. Mais si c'est un grand mensonge historique, pourquoi infligez-vous un régime aussi violent et corrompu aux peuples de la région ? »

1- Michaël Prazan, *Pierre Goldman, Le Frère de l'ombre*, Seuil, 2005, p. 45.

2- Pierre Goldman, *Souvenirs obscurs d'un Juif polonais né en France*, Seuil, 1975, p. 100.

3- Entretien avec l'auteur le 14 septembre 2010.

4- Alain Geismar, Serge July, Erlyne Morane, *Vers la guerre civile*, Éditions et publications premières, 1969.

5- *L'Établi*, Éditions de Minuit, 1978.

6- Entretien avec l'auteur le 26 juillet 2010.

7- Entretien avec l'auteur le 26 mai 2010.

8- Entretien avec l'auteur le 15 septembre 2010.

9- Cité par Antoine Vitkine, *Mein Kampf, histoire d'un livre*, Flammarion, 2009, p. 251.

10- Dans *Les Relations secrètes entre nazisme et sionisme*, une thèse de doctorat soutenue en 1982 à l'université Patrice-Lumuba de Moscou, puis publiée en Jordanie deux ans plus tard, Mahmoud Abbas soutient que les chiffres de l'Holocauste ont été « exagérés », et que l'État d'Israël a créé le « mythe » des six millions de Juifs, un « fantastique mensonge », pour asseoir sa légitimité. Abbas y affirme que l'assassinat des Juifs européens fut le produit d'un complot des nazis et des sionistes. Quand il a été désigné Premier ministre de l'Autorité palestinienne en 2003, Mahmoud Abbas s'est excusé d'avoir pu soutenir de tels propos, et a dit regretter d'avoir écrit cette thèse.

11- Voir à ce propos, *Roger Garaudy ; itinéraire d'une négation*, Michaël Prazan et Adrien Minard, Calmann-Lévy, 2007.

12- « Le sens de l'agression israélienne », *Le Monde*, 17 juin 1982.

# 4
# Les Brigades rouges

*« On a attaqué des civils qui étaient l'expression directe du pouvoir. »*
Francesco PICCIONI

« La résistance, c'est quelque chose d'intouchable[1] », déclare Francesco Piccioni en lissant ses moustaches poivre et sel. Piccioni est un ancien brigadiste. Le prix de son engagement, il l'a payé de seize années sous les verrous, dont quatorze en « régime spécial ». Piccioni a été impliqué dans l'enlèvement et l'assassinat du président du Conseil italien, Aldo Moro. Il fut l'un des acteurs de « ce terrorisme complètement malade » – pour reprendre la phrase de Daniel Cohn-Bendit – issu des anciens pays de l'Axe. Mais, à la différence des Cellules révolutionnaires et de la Fraction Armée rouge allemande, de l'Armée rouge japonaise et des autres composantes radicales du mouvement étudiant japonais, ce n'est pas la culpabilité, la revanche rédemptrice prise sur la génération des parents, qui fonde l'engagement politique et la violence des Brigades rouges. C'est l'obsession de la Résistance, l'identification aux partisans de la Seconde Guerre mondiale.

« La génération de nos pères avait été capable de prendre les armes et de prendre le maquis, confie Francesco Piccioni, alors que les fascistes gouvernaient l'Italie avec l'aide des armées nazies. Ils l'avaient fait et, en plus, ils avaient gagné. Pour nous cet exemple était absolument indispensable. La Résistance a ranimé les anticorps moraux de notre pays. »

Aujourd'hui journaliste à *Il Manifesto*, Francesco Piccioni, dans la chambre anonyme de l'hôtel parisien où je recueille son interview, porte pour la circonstance un pull-over rouge vif. Le rouge de la révolution, le rouge du sang versé par les Brigades rouges. Comme ses

camarades, et c’est une des particularités des révoltés italiens qui se sont engagés dans la lutte armée au début des années 1970, Piccioni ne renie rien, ne regrette rien.

## De l’antifascisme aux Brigades rouges

Dans les années 1960 rongées par la corruption, la démocratie italienne vacille sous les coups de boutoir de scandales à répétition. Les révélations sur les rouages du *lottizzazion*e, ce système officieux de répartition des postes publics entre les différents partis de la majorité font régulièrement la une des journaux. Les licences illégales d’importation de tabac mexicain qui s’échangent contre des dessous-de-table, dévoilées par la presse, affaiblissent un peu plus chaque jour la Démocratie chrétienne, le parti de centre droit qui, au gré des coalitions successives, dirige le pays depuis la Libération. Pour conserver le pouvoir, elle s’appuie sur d’anciens dignitaires fascistes qui n’ont pas disparu des arcanes du pouvoir et de l’administration avec le retour de la démocratie. Dès 1946, ils ont même constitué un parti légal, le Mouvement social italien (MSI) ; une force d’appoint non négligeable pour la droite, dans un parlement où les coalitions gouvernementales dépassent rarement un semestre d’existence. Certains ont parfois intégré l’administration de la République renaissante.

« Il faut connaître cet exemple : en Italie, précise Francesco Piccioni, quand le régime fasciste est tombé, Mussolini a été fusillé en montagne. Et pourtant, dans l’Italie démocratique, Guido Leto, qui avait dirigé l’OVRA, la police secrète fasciste de Mussolini, n’a pas été fusillé. Il a été nommé chef des écoles de police. »

Parallèlement aux affrontements parlementaires, une autre partie politique commence à se jouer. Celle-ci a lieu dans la rue. Les groupes « extraparlementaires » néo-fascistes qui se forment dans l’orbite du MSI, tels qu’Ordine Nuovo ou la Avanguardia Nazionale, un des contacts européens de la police politique du dictateur chilien Augusto Pinochet, relèvent la tête et donnent de

la voix. Ils apparaissent au fil des mois comme une extension officieuse des basses œuvres du pouvoir. Tout au long de la décennie, les autorités couvriront systématiquement leurs agissements, opposant le secret d'État aux services enquêteurs, quand ils ne les aiguillent pas sur de fausses pistes. Selon Piccioni, « l'Italie des années 1960-1970 était une démocratie limitée ».

Dans les régions symboles de la lutte contre le fascisme et le nazisme, comme en Émilie-Romagne dans le Nord de l'Italie, les jeunes militants d'extrême gauche n'auront pas, dans un premier temps, à se préoccuper de trouver des armes. Ils reprennent celles qui avaient servi dans la Résistance.

Alberto Franceschini, l'un des fondateurs des Brigades rouges dont le père et le grand-père ont été résistants, se voit un jour confier par un de leurs compagnons d'armes deux pistolets, un Luger et un Brown, arrachés, lui dit-il, à un officier allemand. L'homme ne tiendra aucun discours sur un quelconque devoir de révolte, ou sur la nécessité de faire la révolution. Il lui montre seulement la manière de s'en servir. Pour Alberto Franceschini, c'est le signe que la lutte des partisans n'est pas terminée. Par ce geste, cette passation de relais, il se donne pour mission la défense des idéaux de la Résistance, que la République italienne n'aurait pas su préserver. Il se jure de combattre le fascisme rampant et la corruption des partis gouvernementaux, de faire entendre la voix du peuple et des ouvriers.

L'antifascisme de Franceschini et de Piccioni trouve un débouché inespéré dans les mobilisations étudiantes qui ont commencé dès l'année 1966. Elles sont accompagnées de mouvements sociaux à l'ampleur inédite. C'est alors que germe la perspective d'en finir avec un État faible et corrompu, si complaisant avec le fascisme honni de la génération des pères. Mais, pour y parvenir, il faudra recourir à la violence, à la lutte armée.

## Le Mai 68 italien

« Quand on a commencé ce type de lutte, la référence internationale globale, c'était l'appel de Guevara pour une révolution mondiale, "Allumer deux, trois, plusieurs Vietnam". Initialement, comme beaucoup d'autres, c'est dans ce cadre que nous agissions », se souvient Piccioni.

Cuba est à tel point exemplaire dans la structuration et l'imaginaire des mouvements d'extrême gauche européens qu'Alberto Franceschini, avant de se lancer dans l'aventure brigadiste, faisait des études d'ingénierie dans le but d'aider l'industrie pétrolière de Castro. Les mobilisations étudiantes des années 1967-1969 vont lui permettre de réorienter son engagement, comme de revoir les objectifs fixés par Guevara à l'aune de la situation sociale et politique italienne. L'agitation étudiante née à l'université de sociologie de Trente s'est diffusée aux grandes villes italiennes ; Pise, Naples, Gênes, Milan, Turin, Rome. Partout les étudiants occupent les facultés, organisent des « contre-cours » pour dénoncer un « enseignement de classe » et le clientélisme prolongé par la réforme universitaire du ministre démocrate-chrétien Luigi Gui. Dans la capitale, le 1er mars 1968, plusieurs milliers d'étudiants affrontent la police qui a fait évacuer l'université par la force dans le parc de la Villa Borghese. La bataille de la Valle Giulia, qui se poursuit pendant plusieurs heures, fait des centaines de blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre. Souvent en fin de cortège, les groupes néo-fascistes et ceux d'extrême gauche s'affrontent violemment. La contestation étudiante se double de manifestations contre la guerre du Vietnam qui paralysent la capitale italienne, obligeant Lyndon Johnson en 1967, et Nixon, deux ans plus tard, à se rendre en hélicoptère au Vatican et au palais du Quirinal pour rencontrer le président de la République.

Franceschini, qui participe aux manifestations contre la visite de Nixon, reçoit un blâme de la direction du PCI. Sa conviction est faite : puisqu'on peut investir des lieux de pouvoir tels que

l'université, puisqu'on peut forcer le président des États-Unis à changer d'itinéraire, il s'en faut de peu pour que l'agitation ne bascule dans la révolution. Submergé par la démonstration de force des étudiants, le gouvernement a révélé sa fragilité. Des usines aussi la colère monte. Les ouvriers demandent un rattrapage des salaires alors que l'inflation galopante plombe l'économie italienne depuis plus de dix ans.

« L'Italie de l'époque avait un avantage extraordinaire par rapport aux autres pays européens, raconte Piccioni. Il y avait un mouvement de masse qui demandait un changement profond dans une temporalité compatible avec la vie des citoyens. Non pas dans vingt ans, ou dans un futur lointain, mais maintenant[2]. »

Franceschini, qui vient d'être radié du PCI parce qu'il avait refusé de se rendre à Moscou poursuivre ses études, plonge dans la mobilisation ouvrière. Du Piémont à la Sicile, les arrêts de travail se succèdent dans la métallurgie, les industries textile et automobile, la fonction publique. Les actions des travailleurs agricoles en grève, engendrent le blocage des routes.

Pour Piccioni : « En 1969, le mouvement ouvrier s'active aussi. Les usines sont occupées, et l'on assiste à une longue série de grèves, de luttes, afin d'obtenir non pas seulement des augmentations salariales mais aussi le droit de pouvoir discuter sur ses propres conditions de travail. »

Bientôt, la grogne ne connaît plus de frontières. Elle atteint tous les secteurs, de la chimie aux chemins de fer, en passant par le bâtiment. L'Italie, pourtant habituée aux mouvements sociaux, n'a jamais connu mobilisation si populaire et si violente. Aux piquets de grève succèdent les brasiers où sont incendiées les effigies de personnalités de l'industrie, comme dans l'usine textile Marzotto basée à Valdagno, en Vénétie. À la fin de l'année 1969, Fiat comptabilisera 20 millions d'heures de grève et 277 000 véhicules perdus.

« Ces mouvements sociaux ne sont pas propres à l'Italie, ajoute Piccioni. La France en a également connu en 1968. Sauf que le Mai 68 français, c'était comme un feu qui a été allumé à

l’essence : ça flambe vite et fort, mais, en un rien de temps, tout est terminé. En Italie, il y avait beaucoup de bois pour alimenter le feu. En France, les ouvriers n’ont pas bougé avec les étudiants, en Italie si. En Allemagne, le mouvement de 1968 a eu une belle ampleur, mais il est resté cantonné au mouvement étudiant. Or, être étudiant est une condition temporaire. Si ce sont les ouvriers qui se mobilisent comme cela a été le cas chez nous, on a alors affaire à une structure sociale plus stable, à des personnes plus mûres, qui pondèrent davantage les choix qui les engagent. Un étudiant de 20 ans idéalise la révolution, alors qu’un travailleur de 30 ans, qui doit entretenir une famille, y réfléchit à deux fois avant de se lancer dans des actes irraisonnés. Donc, en Italie, nous avons pu compter sur une très grande mobilisation, sur une plus forte détermination que partout ailleurs en Europe. En Allemagne, même si nous avions de la sympathie pour eux, la RAF s’est lancée dans des actions qui n’impliquaient qu’eux-mêmes ; ils n’avaient pas de soutien dans la société. Si on regarde les chiffres, on voit qu’au moins 4 000 personnes ont été en prison pour des actions de lutte armée en Italie. En Allemagne, cette valeur est inférieure à 100. »

L’union des ouvriers et des étudiants se fonde sur un désenchantement commun, et la conviction qu’il faut tourner le dos aux structures de représentativité en place, y compris syndicales. Des comités se forment, qui rassemblent des ouvriers métallurgistes et des étudiants en vue d’actions conjointes. Le blocus de la via Aurelia et la grève générale à Pise contre des menaces de licenciements à l’usine Saint-Gobain en sont les premiers exemples. À Milan, après avoir protesté contre la répression policière à Syracuse, en Sicile, les cortèges étudiants entrent dans les usines et fraternisent avec les ouvriers. L’« automne chaud » devient le catalyseur de l’extrême gauche.

C’est à ce moment que Franceschini, qui vient d’engager la lutte armée par des braquages, rencontre Renato Curcio, un étudiant en sociologie de l’université de Trente qui milite avec sa femme Margherita Cagol dans les comités ouvriers-étudiants de l’usine Pirelli de Milan. Curcio, qui avait un temps gravité autour

du groupe fasciste et maoïste Jeune Europe, a rejoint la rédaction de *Lavoro Politico*, et publié un article remarqué sur la mort de deux ouvriers agricoles tués par la police lors d'une manifestation en Sicile. Lui aussi pense que le moment est venu de passer à l'action, de former des comités unitaires qui regrouperont tous les exclus de la « société bourgeoise », et de répondre à la violence par la violence.

« À Milan, précise Piccioni, l'organisation créée par Renato Curcio et Margherita Cagol a rassemblé des étudiants, des ouvriers, mais aussi des squatteurs, des marginaux, des travailleurs précaires, des chômeurs. En moins de deux ans ils avaient formé les premières cellules brigadistes[3]. »

Les Brigades rouges sont nées.

## La stratégie de la tension

Le 12 décembre 1970, une bombe explose au centre de Milan, Piazza Fontana. La Banque nationale de l'agriculture est soufflée par l'explosion. Seize personnes trouvent la mort. Les brancardiers évacuent 88 blessés des décombres. Une heure plus tard, une autre explosion touche un second établissement bancaire de la ville. Les enquêteurs découvriront un troisième engin explosif dissimulé à proximité de la Scala. Aucun des attentats n'est revendiqué. L'extrême gauche est immédiatement montrée du doigt. Les policiers procèdent à près de 4 000 arrestations. Un anarchiste, Giuseppe Pinelli, placé en garde à vue, fait une chute mortelle du quatrième étage du commissariat où il était interrogé. La police conclut au suicide. Le climat devient délétère.

Bien des années après, on apprendra que la préfecture de Milan et le bureau des affaires confidentielles du ministère de l'Intérieur avaient incité les enquêteurs à privilégier la piste gauchiste pour mieux dissimuler celles qui conduisent aux véritables auteurs de l'attentat : le groupe fasciste Ordine Nuovo. Le lendemain, *The Observer* titre sur « La stratégie de la tension », et dénonce une manipulation du pouvoir qui chercherait

à provoquer une réaction autoritaire, peut-être un coup d'État. La terreur serait le prétexte pour réprimer les mouvements sociaux. Les groupes d'extrême gauche y voient eux une alliance entre les forces de police et les groupuscules d'extrême droite, dans le seul but de les discréditer.

« Les attentats des années 1969-1970 qui sont attribués à la gauche ont en réalité été perpétrés par les néo-fascistes, sur indication directe des services secrets italiens, c'est plus ou moins établi, affirme Piccioni[4]. Leur objectif, c'était de discréditer le mouvement populaire en faisant porter le chapeau à certains individus issus de ce mouvement. Et cela pour séparer l'avant-garde que nous représentions de la masse des étudiants et des ouvriers. Cela n'a pas fonctionné. Au contraire, le mouvement s'est radicalisé et on a mis en place des organisations de résistance, dans l'éventualité d'un coup d'État. »

Les craintes des futurs brigadistes seront confirmées un an plus tard, lorsque Junio Valerio Borghese, un militaire fasciste condamné à perpétuité en 1946 pour crime de guerre, libéré après trois ans de détention, prend le contrôle de la télévision et occupe le ministère de l'Intérieur. Alors que les militants néo-fascistes d'Avanguardia Nazionale ont commencé la distribution d'armes aux conjurés, Borghese reçoit l'ordre de tout arrêter. Il fuit avec la complicité des autorités en Espagne franquiste.

Selon Alberto Franceschini, c'est bien l'attentat de la Piazza Fontana qui a sonné le tocsin chez les Brigades rouges, réactivant l'imaginaire partisan du combat antifasciste : « La guerre civile en Italie ne s'est pas terminée le 25 avril 1945. Elle s'est poursuivie pendant de nombreuses décennies à basse intensité. Et elle a explosé à nouveau de façon violente entre 1968 et le début des années 1970[5]. »

Franceschini sera le premier à passer dans la clandestinité sous la bannière des Brigades rouges, le groupe fondé avec Curcio et Cagol en août 1970. Franceschini, Curcio et Cagol se procurent du matériel pour fabriquer des faux papiers, et recrutent des sympathisants dans les usines milanaises Siemens et Fiat. La

lutte armée est maintenant en mouvement ; la violence, sur le point de se déchaîner.

## En frapper un pour en éduquer cent

Au printemps 1971, les Brigades rouges impriment leur premier communiqué : *« Piazza Fontana, Pinelli, fusillades policières, camarades en prison, Della Torre [ouvrier de Pirelli] et tant d'autres licenciés, bandes de fascistes protégés par la police, juges-politiciens-gouvernants, esclaves des patrons.*[6] *»* Leurs ennemis, leurs cibles, y sont tous dénoncés comme des figures du fascisme. Le 3 mars 1972, un commando de brigadistes enlève Idalgo Macchiarini, responsable de la production à l'usine Sit-Siemens de Milan.

Piccioni détaille la stratégie inédite qui préside à ce kidnapping : « En 1972-1974, on prenait modèle sur les actions des Tupamaros, les guérilleros urbains d'Uruguay pour qui ces kidnappings étaient une dénonciation du système. Notre première cible, Idalgo Macchiarini, on l'a enlevé un matin, placé dans une camionnette, photographié et relâché. Rien de compliqué. »

Sur la photo envoyée aux journaux, Macchiarini, au premier plan, est encadré par deux canons de revolver P.38, un écriteau autour du cou sur lequel il est écrit : *« Attaque-éclair, rien ne restera impuni. En frapper un pour en éduquer cent. Tout le pouvoir au peuple armé. »* Et le tract qui revendique l'enlèvement le justifie en ces termes : *« Macchiarini est un néo-fasciste en chemise blanche, qui est la chemise noire des jours présents. »* Peu après, les Brigades rouges kidnappent Bruno Labate, un syndicaliste néo-fasciste. Le 11 février 1973, il est retrouvé enchaîné à la grille d'entrée de l'usine Fiat-Mirafiori de Turin, tondu, un carton autour du cou avec, pour la première fois, l'étoile rouge à cinq branches qui va devenir le symbole de l'organisation. Selon Franceschini, elle fait référence aux partisans des « Brigades Garibaldi et [de] l'Armée rouge. Elle apparaissait sur le drapeau du Vietcong, et signait aussi les

enlèvements perpétrés par les Tupamaros. Nous raisonnions en termes de marketing ; comment faire d'un signe un message compréhensible instantanément[7]. »

La notoriété des Brigades rouges est immédiate, renforcée par de nouveaux enlèvements, comme celui du directeur du personnel de Fiat. Dès lors, l'étoile exposera régulièrement ses cinq branches à la une des journaux. Dans la nébuleuse de l'extrême gauche, les Brigades rouges sont la figure de proue. Elles n'hésitent pas à s'attaquer directement aux militants fascistes. À les attaquer, et à les tuer : les premiers à tomber sous les balles des brigadistes en 1974 sont deux membres du MSI.

« Il s'agissait d'une perquisition à l'intérieur du siège du parti néo-fasciste à Padoue. Mais les deux fascistes qui se trouvaient là ont réagi violemment, et, au cours d'un échange de tirs, ils ont tous les deux été tués. La différence entre l'attaque et la défense est parfois ténue, elle ne dépend pas des manuels de guérilla, mais de l'intention du tireur », se justifie Piccioni.

Pour l'instant, les Brigades rouges ont toujours le vent en poupe. Le réseau de ses sympathisants en usines ne cesse de grossir, pendant que les brigadistes s'organisent en colonnes à Turin, Milan, Venise et Gênes, recrutant également parmi les militants d'organisations dissoutes par le pouvoir, comme les Groupes d'action partisane (GAP). Leur leader, l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, mort en 1972 au cours d'un acte de sabotage (la bombe qu'il était en train de fixer à un poteau électrique a explosé), qui avait édité la traduction italienne de *Révolution dans la révolution*, du jeune philosophe Régis Debray, était parti rencontrer les Tupamaros en Uruguay avant de se lancer dans la lutte armée. La fusion des deux organisations se présente donc sous les meilleurs auspices.

## La lutte contre l'État et la seconde génération des Brigades rouges

Entrés de plain-pied dans la clandestinité, les brigadistes improvisent leur vie quotidienne en marge de la société italienne. C'est presque une société parallèle qui s'organise autour de nouvelles règles de vie. Elles sont dictées par l'expérience, l'exigence du secret, et les premières arrestations au sein du groupe.

Pour venger les compagnons d'armes tombés dans les filets de la police, lourdement condamnés, emprisonnés dans des conditions très rudes, les Brigades rouges décident de s'attaquer à une nouvelle cible : le système judiciaire. Et, à travers lui, ses apôtres que sont les juges. Mario Sossi est en tête de liste. Pour les Brigades rouges, ce juge, celui-là même qui avait pourchassé et condamné les GAP de Feltrinelli, incarne un ordre réactionnaire, nécessairement « fasciste ». Il est enlevé le 28 mars 1974 à Gênes par un commando de 18 brigadistes et emmené dans la « prison du peuple » – une maison perdue dans la campagne ligure – où il sera jugé à son tour, mais cette fois par la direction des Brigades rouges : Margherita Cagol et Alberto Franceschini. Eux veulent « porter l'attaque au cœur de l'État » pour faire éclater au grand jour ses contradictions et démontrer son incapacité à juguler la contestation. Il s'agit aussi de faire pression sur la cour d'assises de Gênes pour qu'elle libère les activistes du « groupe du XXII octobre » condamnés à perpétuité pour le meurtre d'un convoyeur de fonds. Après plusieurs jours de négociations, l'échange de prisonniers est accepté par la justice génoise, à condition que les prisonniers soient transférés à Cuba. Elle se dissocie des autorités politiques et de la police qui refusent toute négociation. En apparence seulement. En fait, pensant avoir localisé la maison où le juge est détenu, la police a demandé à la justice de gagner du temps. Les brigadistes sont méfiants : derrière les fenêtres de la planque où ils sont retranchés, les activistes italiens ont remarqué aux abords de la maison, pourtant déserts à leur arrivée, des couples d'amoureux en promenade, des cyclistes ; tout un défilé d'individus qui ne cadrent guère avec le décor. Se pensant découverts, ils sont face à cette alternative : libérer le juge ou le tuer. De houleux débats agitent le groupe.

Cagol et Franceschini sont pour libérer Sossi. Mario Moretti, un ancien ouvrier de Siemens qui a rejoint le groupe de Renato Curcio dès « l'automne chaud » de 1969, soutenait que cette libération constituerait une défaite face à l'État oppresseur. Après d'âpres discussions, Moretti est mis en minorité et exclu de l'exécutif des Brigades rouges. Sossi est libéré à Milan après trente-six jours de détention. Mais le substitut du procureur de Gênes, Francesco Coco, ne relâche pas les membres du « Groupe XXII octobre », comme il avait été convenu. Naïfs, les brigadistes ? Peut-être. Humiliés, ils jurent qu'on ne les y prendra plus. Coco est rageusement placé sur la liste de leurs cibles prioritaires. Une liste déjà bien fournie en patronymes de fonctionnaires, représentants du pouvoir judiciaire, politiciens, journalistes « réactionnaires », etc. Ceux des néo-fascistes, en revanche, ont quasiment disparu.

En 1974, la menace fasciste est passée au second plan. Elle porte pourtant au même moment ses coups les plus rudes : en mai et en août, les néo-fascistes commettent des attentats aveugles dont le bilan sera de vingt morts et de près de deux cents blessés. Entre 1969 et 1975, 83 % des 4 384 actes de violence politique furent perpétrés par des groupes néo-fascistes, ou issus de la droite radicale. On estime qu'ils sont responsables de 83 homicides politiques sur les 92 commis durant ces six années. Le gouvernement chrétien-démocrate ne peut plus nier leur rôle dans ce qu'on appellera bientôt « les années de plomb ». Vincenzo Vinciguerra, affilié au groupe Avanguardia Nazionale, est arrêté et avoue sa participation à l'attentat qui a frappé un cortège antifasciste à Brescia, le 28 mai. De son côté, le ministre de la Défense, Giulio Andreotti, ordonne la dissolution d'Ordine Nuovo et destitue une dizaine de généraux et d'amiraux impliqués dans la tentative de coup d'État par Junio Valerio Borghese, de 1971. L'extrême droite italienne en sort très affaiblie, d'autant qu'elle perd cette année-là ses soutiens internationaux : Nixon est emporté par le scandale du Watergate et la démocratie de retour en Grèce et au Portugal.

## Ne pas avoir peur de faire couler le sang

En même temps qu'elles recentrent leurs actions contre l'État, les Brigades rouges adoptent des méthodes toujours plus violentes. La « jambisation » notamment, qui consiste à surprendre sa cible devant son domicile ou à la sortie de son travail, et à lui tirer une rafale de mitraillette dans les jambes. Franceschini et Curcio, les chefs historiques, ne seront pas en mesure de les empêcher. Ils ont été arrêtés le 8 septembre 1974 près de Turin. Ils avaient rendez-vous à la gare de Pinerolo avec un brigadiste qui se révélera être un policier infiltré. Lors de son interpellation, dans une poche du manteau de Franceschini, on trouvera le projet d'enlèvement du président du Conseil, Giulio Andreotti. Quant à Curcio, même après son évasion quelques mois plus tard, il ne pèse plus dans l'appareil des Brigades rouges. En juin 1975, c'est sa femme, Margherita Cagol dite Mara, le troisième membre fondateur de l'organisation qui est tuée. Elle avait séquestré un industriel, et demandé une rançon en échange de sa libération. Les *carabinieri* qui donnent l'assaut pour délivrer l'otage doivent essuyer les tirs de Margherita. Elle est touchée dans l'échange de coups de feu. Mais, pour Piccioni, « c'est une exécution. Elle a été blessée dans la fusillade avec les *carabinieri*. Elle était à terre quand un carabinier s'est approché d'elle et l'a tuée. Margherita Cagol fut notre premier mort[8]. »

L'année suivante, un nouveau cap est franchi. Quand Curcio est remis sous les verrous, le gouvernement italien pense en avoir fini avec les Brigades rouges. La cellule antiterroriste est même dissoute. L'attention se concentre maintenant sur le procès, qui s'ouvre devant la cour d'assises de Turin en mai 1976. Celui de Franceschini, de Curcio et des autres membres de la direction historique. Dans la salle d'audience, ils affichent un sourire bravache, groupés derrière les barreaux d'une cage, curieusement

identique à celle qui sera utilisée pour les assassins du président Sadate en Égypte.

Dès le premier jour, les brigadistes récusent leurs avocats commis d'office. Ils déclarent que le procès n'aura pas lieu dans la salle d'audience mais dans la rue, et que les juges ne sont pas compétents pour les condamner. Ils se disent prisonniers politiques, et prétendent ne pas pouvoir être jugés par un tribunal criminel. C'est la stratégie de rupture élaborée vingt ans plus tôt par Jacques Vergès au procès de l'Algérienne Djamila Bouhired, la poseuse de bombe du Milk Bar[9]. Le procès est ajourné pour un an. Franceschini et Curcio regagnent leur cellule en quartier d'isolement.

Une semaine plus tard, le procureur Coco, coupable de n'avoir pas libéré les membres du « Groupe XXII octobre » en échange du juge Sossi, est abattu en pleine rue, avec ses deux gardes du corps et son chauffeur. Le tract qui revendique l'assassinat est retrouvé dans une cabine téléphonique. Il est signé des Brigades rouges. C'est la stupeur jusqu'au plus haut de l'État. L'organisation qu'on croyait morte après la neutralisation de ses chefs a pu renaître de ses cendres. Mario Moretti, exclu quelques années plus tôt, est le nouveau chef des Brigades rouges. En l'espace de deux ans, elles vont se rendre coupables de 38 assassinats, 26 enlèvements et 18 attentats. Des actions exécutées par une nouvelle génération. Celle de Francesco Piccioni, mais aussi d'une nouvelle organisation, encore plus violente : *Prima Linea* – la ligne de front.

« La pensée de Toni Negri ne nous a jamais influencés », se défend Francesco Piccioni. Les deux organisations partagent pourtant un même objectif : la destruction de l'État italien. Et, pour y parvenir, toutes deux prônent le recours à la violence. En réalité, les Brigades rouges et Prima Linea, inspirée par le jeune philosophe Toni Negri, se vouent une concurrence acharnée.

« Toni Negri, poursuit Piccioni, qui, depuis les mouvements de 1966, prônait l'autonomie, c'est-à-dire les actions illégales, les vols massifs dans les supermarchés rebaptisés "marchés

politiques” ou les “expropriations prolétariennes” des banques, a d’abord inspiré une organisation extraparlementaire qui s’appelait Potere Operaio. D’autres groupes l’ont rejointe pour former Prima Linea. La différence entre les Brigades rouges et les groupes qui suivaient la pensée de Toni Negri, c’est que nous, nous avions un projet, nous voulions transformer l’Italie, son système politique, son système productif. Pour cela nous avions dégagé des objectifs clairs et un programme pour les atteindre. Les disciples de Toni Negri, eux, c’était : “D’abord on agit, et puis on verra !” »

Leur cible : les petites entreprises, les commerces de quartiers, les agences de publicité ou immobilières, des psychiatres, des veilleurs de nuit, et même des dealers. Pour recruter, les Brigades rouges et Prima Linea puisent au même vivier : un nouveau mouvement étudiant s’est formé, aux revendications surtout sociales.

Francesco Piccioni : « Les étudiants qui manifestaient en 1977 n’étaient pas issus des lycées de centre-ville, ils venaient de milieux plus modestes, ils étudiaient dans des écoles professionnelles de banlieue. Beaucoup travaillaient pour payer leurs études. Ils sont descendus dans la rue parce qu’ils n’avaient pas d’avenir. Dès le premier jour de la mobilisation, des groupes fascistes armés ont fait irruption au milieu d’une assemblée générale, et ils ont fait feu. Deux étudiants ont été blessés. Le lendemain, des échauffourées éclataient entre la police et le service d’ordre étudiant. Aux tirs de la police répondirent ceux des étudiants. Ils étaient armés. »

C’est le temps d’un terrorisme diffus et de plus en plus meurtrier. 80 % des assassinats perpétrés par l’extrême gauche durant les années de plomb vont se dérouler dans cette deuxième moitié des années 1970. La police italienne estime alors ses effectifs à 500 activistes clandestins et à près de 9 000 militants.

« En 1977, ajoute Piccioni, on compte plus de 3 000 actions armées pratiquées par les groupes de gauche. C’est une année au cours de laquelle beaucoup de gens sont tués, blessés, ou arrêtés. Cette année-là, les Brigades rouges ne font presque rien. Il y avait déjà trop de violence, ce n’était pas la peine d’en rajouter. Le

problème, c’était de savoir comment capter cette rage qui agitait les jeunes, et la catalyser vers un projet rationnel. C’est pour tenter de rassembler cette force extraordinaire, celle du mouvement étudiant de 1977, que nous avons planifié l’enlèvement d’Aldo Moro. »

## L’affaire Aldo Moro

Face à la multiplication des activités terroristes, les Italiens plébiscitent de plus en plus les partis de gauche et notamment le PCI. Le Parti communiste italien, le plus puissant d’Europe de l’Ouest, arrive en deuxième position aux législatives de juin 1976, à 4 points seulement de la Démocratie chrétienne (DC) d’Aldo Moro. Alors que ses électeurs promeuvent une politique de rupture, le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, fait le pari inverse : la gauche étant dans l’incapacité d’obtenir la majorité au Parlement, le Parti doit s’allier à la DC, fragilisée par les scandales et l’inflation galopante. Aldo Moro, qui se succède à lui-même à la présidence du Conseil, s’était lui aussi prononcé l’année précédente pour un accord avec le PCI. Les communistes sont invités à entrer au gouvernement. En échange, ils se rangent à la politique d’austérité conduite par la DC, et approuvent la répression contre les Brigades rouges. Un compromis historique est sur le point d’être signé. Le 16 mars 1978, Giulio Andreotti, qui a déjà dirigé plusieurs gouvernements de la DC, succède à Moro après trois mois de crise. Il présente devant la Chambre le programme de son nouveau gouvernement auquel les communistes ont promis leur soutien. Aldo Moro, qui demeure le principal architecte de ce rapprochement, n’assistera jamais au vote : il est kidnappé sur le trajet qui le conduit à l’hémicycle par un commando de dix membres des Brigades rouges qui bloque sa voiture, et l’enlève après avoir abattu son escorte. La colonne romaine des Brigades rouges mobilise tous ses militants.

Pour Piccioni, « un enlèvement est une opération très complexe, qui demande beaucoup d’énergie et de temps. Car, en

plus de l'enlèvement proprement dit, il faut organiser des actions pour faire diversion. J'ai participé à toutes celles qui ont entouré l'enlèvement de Moro. On a attaqué la caserne des carabiniers où se trouvait Della Chiesa, le chef de la lutte antiterroriste, pour leur montrer qu'on savait qu'ils nous cherchaient, et que nous aussi nous pouvions les trouver. Juste après l'enlèvement de Moro, je deviens un des dirigeants de la Colonne romaine et du Front Logistique. »

Piccioni ne nous en dira pas plus sur son rôle dans l'affaire Moro. Mais il défend toujours la stratégie des Brigades rouges, et le choix qui avait présidé à l'enlèvement du chef de la Démocratie chrétienne : « Nous voulions être reconnus comme un contre-pouvoir politique et social. Nous voulions négocier avec l'État italien un échange de prisonniers : treize des nôtres, contre la vie d'Aldo Moro. Mais ils nous ont répondu : "On ne discute pas." »

Les photographies que les Brigades rouges envoient à la presse, et qui montrent Aldo Moro amaigri, fatigué, posant devant un mur marqué de l'étoile à cinq branches cerclée du nom des Brigades rouges, n'infléchissent pas la position du gouvernement. Les lettres que l'ancien Premier ministre italien adresse à sa famille, à son parti, au pape pour leur demander de libérer les brigadistes resteront sans réponse. La Démocratie chrétienne, soutenue par l'ensemble de la classe politique italienne, à l'exception du Parti socialiste, tient bon dans son refus de toute négociation avec les terroristes. Au terme de cinquante-cinq jours de captivité, Aldo Moro est exécuté. Piccioni justifie ainsi ce meurtre de sang-froid : « Nous n'avions le choix qu'entre de mauvaises solutions. Quatre ans auparavant, nous nous étions retrouvés dans la même situation avec le juge Sossi qu'on avait libéré contre l'assurance que nos camarades seraient relâchés. Eux, n'avaient pas tenu parole. Nous ne pouvions pas rééditer cela. Donc, même si l'enlèvement, qui avait été très violent, avait fait l'effet d'une bombe atomique, en libérant Moro, on ne nous aurait pas pris au sérieux. Nous nous serions désavoués, nous aurions accusé notre faiblesse devant toute l'Italie. »

Le 9 mai 1978, le corps d'Aldo Moro est retrouvé dans le coffre d'une voiture abandonnée, rue Caetani, à mi-chemin entre les sièges de la Démocratie chrétienne et du Parti communiste. C'est un choc sans précédent.

La société italienne, traumatisée, exige des réponses sur les zones d'ombre qui entourent ces deux mois de détention au dénouement tragique : pourquoi les lignes téléphoniques avaient-elles été coupées dans la zone nord de Rome le matin de l'enlèvement ? Pourquoi les policiers qui se sont présentés le surlendemain au domicile du chef brigadiste, Mario Moretti, n'ont-ils pas donné l'alerte quand ils ont constaté qu'il avait disparu ? Comment la voiture qui contenait le cadavre d'Aldo Moro a-t-elle pu être garée dans un quartier quadrillé par les forces de l'ordre, sans éveiller les soupçons ? Ni l'hypothèse d'une manipulation du pouvoir, ni celle d'un contrat rempli par les Brigades rouges pour un prétendu et mystérieux commanditaire ne seront jamais confirmées.

En 1990, les *Mémoires* d'Aldo Moro, écrites pendant sa séquestration, sont intégralement publiées. La version de 1978, parue quelques mois après le meurtre, faisait l'impasse sur un grand nombre de missives qui, à l'époque, gênaient le pouvoir. On découvre que l'ancien Premier ministre y attaquait violemment Giulio Andreotti, dénonçant par ailleurs la corruption de la classe politique italienne, et ses liens avec les néo-fascistes. Les Brigades rouges n'exploitèrent jamais ces informations dans leurs négociations avec le gouvernement.

Alberto Franceschini, qui purgeait dix-huit ans de prison au moment de la séquestration de Moro, était entré en contact indirect avec le commando de ravisseurs : « Nous leur avons dit : "Commencez à déballer des choses, de façon à vous ouvrir des portes de sortie." Nous avons même informé Craxi [le leader du Parti socialiste] que s'il ne fermait pas complètement la porte nous déclarerions publiquement que la vie de Moro devait être sauvée. Craxi n'a pas répondu. [Après la mort de Moro], nous étions convaincus qu'on allait tous nous tuer en représailles. Et

puis, sur le plan politique, nous pensions que l'opération Moro était un désastre pour les Brigades rouges[10] ».

À la question de savoir pourquoi son groupe s'en est pris à un socio-démocrate allié au Parti communiste, Piccioni répond pour seule explication : « Aldo Moro n'était pas un fasciste, mais il était l'un des trois hommes clés de la Démocratie chrétienne. » Il reconnaît néanmoins que les Brigades rouges ont atteint, avec son assassinat, le point de non-retour : « Avec la mort d'Aldo Moro nous avons touché la limite de la stratégie que nous suivions depuis près de dix ans. Les deux années qui ont suivi sont à l'image de cette opération : on ne pouvait pas aller plus loin, mais on ne pouvait pas non plus reculer. Nous n'avons pas su changer de logiciel, de projet. Nous ne trouvions plus de solution. »

Les Brigades rouges et Prima Linea s'enfoncent dans la violence. Après avoir pris « Michele » pour nom de guerre, Francesco Piccioni, jusqu'alors inconnu des services de police, passe dans la clandestinité le lendemain de l'enlèvement d'Aldo Moro : « La clandestinité était la condition *sine qua non* pour continuer à exister. Mais elle comporte des risques, notamment celui de perdre le contact avec sa propre base populaire. Si on reste implanté dans les entreprises, les usines et les quartiers populaires, il est impossible de déraciner le mouvement. Quand nous n'avons plus été compris ni soutenus par les classes populaires, c'est là que nous avons perdu le combat. »

## L'agonie des Brigades rouges

L'opinion publique s'est désolidarisée des actions menées par les Brigades rouges et Prima linea qu'elle dénonce. Elle exige maintenant que les assassins d'Aldo Moro et leurs complices soient traduits en justice. Traqués par le général Della Chiesa, les groupes de lutte armée ne parviennent plus à mobiliser les réseaux de militants et de sympathisants, dont les effectifs ont inexorablement fondu. En 1980, quand les ouvriers de l'usine Fiat-Mirafiori de Turin, l'un des symboles de la lutte ouvrière

depuis les années 1960, se mettent en grève, Francesco Piccioni est incarcéré depuis plusieurs mois pour son implication dans l'affaire Moro, mais aussi l'attaque contre le siège de la Démocratie chrétienne à Rome où deux policiers en faction ont trouvé la mort. Il assiste de sa cellule à ce qu'il considère comme l'agonie des Brigades rouges.

« En 1980, précise-t-il, quelques mois après l'attentat de la gare de Bologne, Fiat décide de licencier 23 000 travailleurs d'un coup. Pendant un mois, la plus grande usine italienne est occupée par les ouvriers, mais les syndicats signeront tout de même l'accord sur les licenciements. Nous avions la conviction de faire partie du mouvement ouvrier italien, même si c'était dans la clandestinité. À partir de cette grève avortée, on s'est retrouvés seuls. Jusqu'alors, les racines de la lutte armée en Italie étaient profondément implantées dans son sol, mais, à partir de 1980, la terre s'est effritée, et l'arbre s'est asséché. »

Les ouvriers, dont le soutien constituait la force principale des Brigades rouges et l'une des principales raisons de sa longévité, ne voient plus dans la lutte armée le moyen de changer le cours de l'histoire ou d'améliorer leurs conditions de vie. Ils réprouvent tout autant le terrorisme d'extrême gauche que celui d'extrême droite, qui frappe encore dans des conditions relativement obscures, le 12 août 1980, dans la gare de Bologne, tuant 83 personnes et faisant 177 blessés.

Les Brigades rouges, qui avaient naguère pu compter jusqu'à 9 000 militants actifs, sont réduites à une poignée d'activistes. Elles pratiqueront encore quelques coups d'éclat comme l'enlèvement du général Dozier, le chef militaire de l'Otan en Italie. Les unités spéciales de la police le libèrent en janvier 1982, après un mois et demi de captivité, sans avoir à tirer de coup de feu.

« L'opération se termine mal pour les brigadistes, tous les membres du commando sont faits prisonniers, ajoute Piccioni. Trois sur quatre deviennent des repentis. »

Car la police et la justice italienne garantissent depuis peu des réductions de peine aux brigadistes incarcérés, qui leur fournissent des informations et renoncent à la violence. Les repentis, en livrant des noms, isolent plus encore les derniers brigadistes qui, prisonniers de dissensions doctrinales, se fractionnent en plusieurs groupes.

Pour Piccioni, c'est le glas de la lutte armée : « Après 1982, les opérations seront beaucoup moins nombreuses, en général dirigées par une seule personne qui ne représente plus qu'elle-même. Si bien qu'en 1988 il n'y avait plus personne pour mener la lutte. En octobre de cette même année, j'ai rédigé le dernier document officiel des Brigades rouges. J'y déclarais que, parce que nous étions tous en prison, la lutte armée devait être stoppée. Curcio l'avait fait dès avril 1987. En réalité, on attendait depuis longtemps de pouvoir dire publiquement que c'était fini. Il fallait convaincre ceux qui continuaient de tuer au nom des Brigades rouges que le combat était perdu. Si nous avons tant attendu, c'est que, là encore, nous avions le sentiment d'une impasse : se dissocier de la lutte armée, c'était reconnaître que notre engagement avait été vain, une erreur, et nous ne le pensions pas. »

Durant les années de plomb, les actions conjuguées du terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche ont fait près de 400 victimes, et plus de 2000 blessés. Les Brigades rouges se sont toujours prévalues de n'avoir jamais ciblé les civils, leurs principales actions étant tournées contre les représentations de la nation. Sauf que, dans un État démocratique, ces institutions sont des représentations du peuple, non d'une dictature.

« On a attaqué des civils qui étaient l'expression directe du pouvoir. Quand nous attaquions les forces de l'ordre, se justifie Piccioni, nous attaquions des forces de l'ordre qui, à cette époque, et avec la formation qu'elles avaient reçue, n'étaient pas tout à fait démocratiques. La démocratie italienne des années 1960-1970 – cela se disait aussi au sein de la gauche parlementaire italienne – était une démocratie limitée. Non pas une dictature, on est

d’accord, mais une démocratie limitée dans laquelle l’alternance n’existait pas. Les gouvernements étaient tous issus de la Démocratie chrétienne et ses alliés. Les distinctions philosophiques, les catégories philosophiques traditionnelles, suivent en Italie une torsion particulière qui ne correspond pas au reste du monde. Ce problème, nous le connaissons depuis au moins un siècle. Ce n’est pas un hasard si le fascisme est né en Italie : il doit bien exister des raisons qui sont liées aux structures mêmes de ce pays ? »

1- Entretien avec l’auteur le 24 février 2011.

2- Entretien avec l’auteur le 24 février 2011.

3- Entretien avec l’auteur le 24 février 2011.

4- Entretien avec l’auteur le 24 février 2011.

5- Alberto Franceschini, entretiens avec Giovanni Fasanella, *Brigades rouges*, *l’histoire secrète des BR racontée par leur fondateur*, éditions du Panama, 2005.

6- Cité par Marie-Anne Matard-Bonucci, dans « Des usages de l’antifascisme et de la résistance par les Brigades rouges », *L’Italie des années de plomb*, Autrement, 2010.

7- Cité par Marie-Anne Matard-Bonucci, Alberto Franceschini, entretiens avec Giovanni Fasanella, *op. cit.*, p. 22.

8- Entretien avec l’auteur le 24 février 2011.

9- Voir pp. 91-94.

10- Alberto Franceschini, entretiens avec Giovanni Fasanella, *op. cit.*, p. 280.

# 5
# L'« opération Condor » : un terrorisme d'État

*« Le plan Condor a été formé comme une sainte alliance contre le mal, un mal galopant, sans limites ni frontières. »*
Miguel BENASAYAG

Fin novembre 1975.

Alors que s'annonce l'été austral, les chefs des services secrets du Paraguay, de la Bolivie, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Brésil sont réunis à Santiago du Chili pour « le cocktail du 26 ». Au programme de cette semaine de réjouissances : soirée de gala, escapades à cheval et tournée des casinos dans la station balnéaire de Viña del Mar. Mais, derrière l'insouciance apparente, l'inquiétude grandit depuis bientôt six mois. En avril, l'allié américain a été défait au Vietnam par l'ennemi communiste. Se retirant de son champ de bataille le plus emblématique, les États-Unis ont abandonné l'armée sud-vietnamienne en déliquescence au Nord-Vietnam, ainsi que les milliers de réfugiés n'ayant pu être évacués par les soldats US. La faiblesse de la superpuissance est d'autant plus préoccupante que les gouvernements sud-américains doivent faire face à une contestation d'extrême gauche qui s'est partout constituée en guérilla.

Dans le hall de l'École de guerre de la ville, Augusto Pinochet, qui a renversé deux ans plus tôt le président socialiste chilien Salvador Allende, accueille ses invités d'un mot de bienvenue. Depuis 1973, l'Amérique latine est sous la coupe des dictatures militaires. À celle d'Alfredo Stroessner, qui dirige le Paraguay depuis le milieu des années 1950, s'est ajoutée celle de la junte militaire brésilienne au pouvoir depuis 1964, tandis que le général Banzer a éliminé en Bolivie le populiste de gauche Juan José Torres, en 1971. L'Uruguay, le Pérou et le Chili sont tombés aux mains des militaires anticommunistes en 1973. Et si, un mois après la chute d'Allende au Chili, l'Argentine est

sortie de la dictature par les urnes, portant à nouveau au pouvoir le populiste rentré d'exil aux amitiés nazies Juan Perón, le retour de la démocratie n'a pas évincé l'armée des cercles du pouvoir. Ces régimes sont de précieux alliés pour les États-Unis qui considèrent l'Amérique latine comme leur zone d'influence exclusive, au même titre que les Républiques socialistes pour l'Union soviétique. Sans compter qu'à 200 milles des côtes californiennes, Fidel Castro dirige Cuba depuis 1959.

Le mot d'ordre des dictatures sud-américaines : faire front au communisme au nom de la sécurité nationale. Dans le Livre blanc qu'il a fait publier quelques semaines après le coup d'État, Pinochet a justifié la reprise en main militaire du pays en dénonçant l'action de plus de 15 000 experts en guérilla « du monde entier et spécialement de Cuba, Brésil, Argentine, etc., recrutés parmi les terroristes de ces pays[1] » qui ont tenté de déstabiliser le Chili. Le président Allende aurait laissé faire. Et, puisque les révolutionnaires du continent se sont alliés, la « guerre sainte contre le communisme » doit être menée à l'échelle continentale.

Après avoir introduit la conférence, Pinochet cède la parole à Manuel Contreras, le chef de sa police politique. Pour que les régimes qui en Amérique latine représentent le monde libre puissent se défendre contre « la subversion [qui] n'a ni frontière ni pays[2] », déclare Contreras, ils doivent renforcer leur coopération policière et militaire, assister les pays amis dans la traque des « terroristes » et mettre en commun les informations grâce à un outil complètement nouveau, l'informatique, qui permet de recouper facilement des données et de réagir très rapidement à la menace que représente les groupes armés : « Quelque chose, dans les lignes générales, de semblable à ce qu'a Interpol à Paris, mais spécialisé dans la subversion[3]. » Ce programme, les appareils de sécurité d'Amérique latine ne le désigneront que très rarement par son nom administratif : « Les rencontres interaméricaines de travail sur le renseignement national ». Dès novembre 1975, ils lui préfèrent un nom de code animalier, celui d'un oiseau charognard, symbole du Chili, le condor. Il est depuis devenu synonyme de terrorisme d'État. En vingt-cinq ans,

35 000 personnes seront portées disparues, 50 000 assassinées, et 400 000 emprisonnées.

## L’union des guérillas sud-américaines

Pour Contreras, la principale menace vient de la JCR, le comité de coordination qui rassemble les principaux mouvements révolutionnaires d’Amérique du Sud : les guérilleros urbains des Tupamaros en Uruguay, l’Armée révolutionnaire du peuple (ERP) trotskyste et bientôt les Montoneros, péronistes de gauche, en Argentine, l’ELN bolivienne et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) au Chili, qui avait renoncé à la lutte armée depuis l’élection de Salvador Allende. Le but de la JCR est de créer « de nombreux Vietnam », en écho à l’exhortation de Guevara. A contrario de Carlos, des groupes extrémistes occidentaux et japonais, eux, ne rêvent pas d’une « révolution mondiale ». Plus pragmatique, la JCR veut renverser les dictatures et installer le socialisme en Amérique latine.

« Ces groupes de lutte armée étaient des expériences latines et indo-américaines, précise Miguel Benasayag, un ancien membre de l’ERP argentine. Il est vrai que le Vietnam, qui a vaincu les colonialistes français, qui a combattu l’impérialisme américain, a pu nous influencer, mais nous ne recherchions pas de partenariat avec les groupes de l’extrême gauche française ou allemande. Je sais bien que les Allemands, les Italiens, les groupes français et même japonais se sont inspirés de nous. Mais notre action était différente : notre objectif immédiat, c’était une démocratie stable. Le célèbre terroriste Carlos vient de chez nous, mais son itinéraire dans le monde arabe et en Europe est tout à fait atypique. Nous n’avions ni l’intérêt, ni la volonté de mondialiser nos actions[4]. »

En revanche, Guevara demeure une source d’inspiration. Ainsi d’après Benasayag, « avec la figure de Che Guevara, Cuba représentait une joyeuse révolte contre la tradition communiste. Le Che a eu une influence très libertaire sur nous. Certaines choses peuvent paraître négligeables, mais elles étaient pour nous exemplaires. Par exemple, Che Guevara défendait l’art abstrait et

le surréalisme contre l'art officiel soviétique, le "réalisme socialiste". C'était une référence. Les Tupamaros ont été presque directement créés par le Che. Ses deux frères ont combattu dans nos rangs. Il y avait une sorte de filiation directe ».

Même si Fidel Castro refuse que Cuba devienne le centre de formation de la JCR, celle-ci maintient l'objectif de Guevara : faire basculer le continent en allumant des foyers révolutionnaires dans tous les pays, garantissant à ses membres un soutien logistique, financier et militaire. Le putsch du 11 septembre 1973 de Pinochet au Chili a prouvé l'inefficacité du réformisme prôné par Salvador Allende. Seule la lutte armée pourra combattre l'impérialisme et la violence des dictatures. Pour Miguel Benasayag, il s'agissait de retourner contre elle les armes de la dictature, ouvrir une brèche qui montrerait l'exemple : « L'idée de la violence, il fallait se l'approprier afin d'attaquer le "parti militaire", l'oligarchie qui agissait comme un groupe armé, menant partout des coups d'État. "La propagande armée", ça consistait à attaquer des policiers pour voler leurs armes. Le but étant de montrer qu'il était possible d'attaquer ce pouvoir. Bien sûr, il y avait des confrontations. Je me souviens la première fois que je suis entré dans un poste de police, un pistolet à la main. Je ne pouvais pas croire ce que je faisais. »

Psychanalyste aujourd'hui installé à Paris, le destin de Miguel Benasayag s'est pourtant joué dans les années 1970, à Buenos Aires, au moment de son adhésion à l'ERP : « Quand j'avais 15 ans, j'ai fréquenté une compagnie théâtrale et un groupe de jeunes étudiants en philosophie. Tous étaient proches des groupes armés. Pour quelqu'un comme moi, un jeune hippie au look afro, qui jouait de la batterie dans un groupe de rock, et qui était aussi un jeune Juif issu d'un milieu intellectuel, il me fut très facile de trouver ma place au sein des groupes armés révolutionnaires. À cette époque, en Amérique latine, la violence était du côté de la répression, comme du côté de la contestation. Nous vivions un printemps dangereux. Mais, malgré une très forte répression, le printemps c'est toujours le printemps. »

Au début, l'Argentine de Juan Perón fait figure de sanctuaire pour le MIR (*Movimiento de izquierda revolucionaria* ou Mouvement de la gauche révolutionnaire) chilien et ses plus proches alliés, les Tupamaros et les membres de l'ELN, réfugiés au Chili depuis que l'Uruguay et la Bolivie ont basculé dans la dictature. À Buenos Aires, le mouvement péroniste fait des alliances tour à tour avec les organisations d'extrême droite et d'extrême gauche, jouant tantôt les unes, tantôt les autres pour se maintenir au pouvoir. Tout en brisant l'embargo américain contre Cuba et en nouant des relations diplomatiques avec Fidel Castro, Perón laisse se développer au sein de l'armée des escadrons de la mort, tel le sinistre Triple A – l'Alliance anticommuniste argentine. L'ERP de Mario Roberto Santucho y a été interdite en 1972, après une série d'enlèvements et d'attaques à main armée. C'est donc dans la clandestinité que ses 5 000 militants accueillent le MIR, l'ELN et les Tupamaros.

Dans une des planques de l'ERP, les guérillas révolutionnaires peaufinent leur stratégie de déstabilisation continentale, poursuivant le programme qu'ils ont établi à Santiago du Chili, un mois avant le renversement d'Allende : formation idéologique et militaire, production de grenades et de mortier dans une usine clandestine du MIR, impulsion d'une guérilla en Argentine. La JCR finance ses actions par l'enlèvement d'hommes d'affaires liés aux multinationales américaines qui sont libérés contre de substantielles rançons. La libération du directeur de la filiale argentine d'Exxon permet d'engranger 14,2 millions de dollars. En 1974, assise sur un confortable pactole de plus de 20 millions de dollars, la JCR, devenue la banque de nombreux mouvements révolutionnaires, du Portugal à la Colombie, ouvre des bureaux à Bonn, Lisbonne, Paris et Rome. L'année suivante, ses alliés se développent et progressent partout en Amérique latine. L'usine du MIR se lance dans la production de pistolets mitrailleurs, pendant que la guérilla de l'ERP, qui compte pourtant moins de 90 combattants, gagne du terrain sur un tiers des provinces argentines. « La révolution dans la contre-révolution » semble bien partie.

## Une répression à l’échelle continentale

Pour contrer cette offensive qui les atteint simultanément, les États sud-américains mettent en place des structures de répression efficaces. Impitoyables. Elles seront le bras armé de la « guerre sainte contre le communisme », qui va traquer et éliminer les opposants où qu’ils se trouvent dans le monde. Au Chili, ce sera la Dina, la Direction nationale du renseignement, fondée en 1974 par Manuel Contreras. Totalement indépendante de la hiérarchie militaire, elle étend son autorité sur l’armée, des soldats aux officiers. La Dina recrute également des civils pour ses basses œuvres. Selon les responsables des renseignements militaires américains, la Dina est une « Gestapo moderne », « une organisation de type KGB ». En réalité, elle ressemble davantage au RSHA (l’Office central de la sécurité du Reich) de Reinhard Heydrich qui, en 1939, avait rassemblé au sein d’une même structure tous les appareils de répression et de surveillance du III^e^ Reich. Dès sa création, le pouvoir de la Dina est quasiment absolu : « Il y a trois pouvoirs au Chili : Pinochet, Dieu et la Dina », dira un attaché militaire américain en poste à Santiago. Contreras y a réuni dans une seule institution les pouvoirs d’investigation du FBI, d’espionnage de la CIA et du contre-espionnage du Pentagone[5]. Aucun des aspects de la vie sociale et politique du pays n’échappe au contrôle de ses 700 agents. Elle a même infiltré l’administration, désormais acquise au nouveau régime, et tient en respect l’armée qui a installé la junte dans le palais présidentiel de la Moneda.

Dès les premières semaines de la dictature, l’opposition a été réduite à la clandestinité par les forces de sécurité qui ont procédé à plus d’un millier d’exécutions sommaires et plusieurs milliers d’enlèvements. Ceux-là ont disparu dans des centres de torture tels que la Villa Grimaldi, une ancienne boîte de nuit dont personne ne ressort vivant[6]. Devant les familles qui réclament de

savoir ce qu'il est advenu de leurs proches, les autorités chiliennes nient toute implication. Les rapports américains font dès cette époque état des méthodes d'interrogatoires « qui viennent tout droit de l'Inquisition espagnole et laissent des traces corporelles visibles sur la personne interrogée[7] ». Le MIR, passé dans la clandestinité juste avant le coup d'État, est décapité le 5 octobre 1974. Son secrétaire général, Miguel Enriquez, assiégé par un commando et un hélicoptère de la Dina, s'est retrouvé piégé dans son QG clandestin. Encerclé, il essuie les tirs nourris de ses assaillants, pendant que sa femme, Carmen Castillo, enceinte, blessée, a perdu connaissance. Enriquez la met à l'abri derrière des meubles, puis tente de s'enfuir par la cour arrière. La Dina, qui surveillait aussi cette issue, fait feu. On retrouvera son corps criblé de balles.

Contreras sait que la disparition du leader du MIR ne signifie pas celle de l'organisation. De nouveaux leaders sont apparus qui, depuis les pays limitrophes, reprennent les commandes de la lutte armée. Avant la semaine de séminaire ayant donné naissance au plan Condor, la coordination des politiques de répression avec ses homologues des pays sud-américains était déjà pour Contreras une nécessité. Il n'aura de cesse de la rendre la plus effective possible.

De son côté, la JCR cherche maintenant à s'adjoindre le soutien des mouvements de guérilla colombiens et vénézuéliens pour trouver un second souffle. Car les succès des premiers mois ont été suivis de cuisants revers : à la mi-1975, la police uruguayenne parvient à infiltrer les Tupamaros tandis que le général Banzer, en Bolivie, traque tous ceux qui ont participé à la manifestation monstre organisée par l'ELN dans la province de Cochabamba. Au Paraguay aussi, les mouvements révolutionnaires sont décapités après deux tentatives ratées d'attentats contre le général Stroessner. Par deux fois, le détonateur qui commandait les explosifs s'est enrayé. Pour la JCR, élargir son alliance au reste du continent est vital. La direction de la JCR charge Amilcar Santucho, le frère aîné de

Mario Roberto Santucho, le chef de l'ERP argentine, et Jorge Fuentes, du MIR, d'établir un premier contact avec les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) à Bogota, et l'UTC à Caracas.

Le 23 juin 1975, ils tentent de franchir la frontière paraguayenne dans un bus de voyageurs quand les douaniers, qui font arrêter le véhicule, interpellent Santucho. Fuentes n'a pas été identifié, et réussit à gagner Asunción. Le répit sera de courte durée : les policiers uruguayens le cueillent à son hôtel. Santucho et Fuentes sont tous deux envoyés au « tombeau des vivants », la prison de la calle Presidente Franco, où sont torturés les opposants au dictateur Stroessner. Robert Scherrer, le chargé des affaires juridiques de l'ambassade des États-Unis à Buenos Aires, est informé que des carnets d'adresses et des listes de contacts ont été trouvés dans le double fond de la valise de Santucho. Le diplomate américain, en réalité un agent du FBI, assure la liaison avec les polices du continent. Il tient régulièrement au courant sa hiérarchie à Washington, mais aussi son contact chilien, le général Baeza, de l'avancée des interrogatoires. Baeza dépêche des agents de la Dina pour assister les policiers paraguayens et les Argentins du bataillon 601.

En septembre 1975, lorsque les interrogatoires sont interrompus à Asunción, les services de sécurité des trois pays se lancent sur les traces de Mario Roberto Santucho dont le nom de code « Carlos », accompagné d'une adresse parisienne, apparaît dans les carnets saisis par la police paraguayenne qui transmet l'information à la DST. Mais, lorsque le 27 juin, les agents de la DST se présentent à l'adresse indiquée, ce n'est pas le leader de l'ERP qu'ils découvrent rue Toullier, mais Ilitch Ramirez Sanchez, dont le nom de guerre est également Carlos. Le fameux Carlos qui appartient au Front populaire de libération de la Palestine, l'organisation de Georges Habache dont il est le bras armé à Paris. Carlos, qui est alors en cavale, tue deux policiers dans l'appartement de la rue Toullier. En 2001, il confirmera au journaliste américain John Dinges, qui a écrit de nombreux ouvrages sur Condor, que si des contacts avaient eu lieu entre le

FPLP et l'ERP, ce n'était pas dans un but opérationnel. Mais la confusion entretient la paranoïa des militaires sud-américains qui voient dans la fusillade de la rue Toullier la confirmation d'une menace intercontinentale.

## L'école de la torture

L'autre piste des agents paraguayens, argentins et chiliens, concerne le MIR. Edgardo Enriquez en a pris le commandement après la mort de son frère. Fuentes, livré au Chili par le Paraguay, est transféré en septembre 1975 à la Villa Grimaldi où il est encore interrogé pendant six mois avant de disparaître définitivement. Les séances de torture y sont effroyables. Les opposants, menottés nus à un cadre de lit, subissent des décharges électriques sur les parties génitales. Ils sont passés à tabac, immergés, asphyxiés, pendus. Des simulacres d'exécution sont organisés. Les femmes, systématiquement violées. « Plus que la douleur insupportable, il s'agissait de tuer en nous toute forme d'espoir », se souvient Miguel Benasayag, qui a passé quatre ans dans les prisons argentines et a survécu par miracle aux mains de ses bourreaux.

En 1992, dans les archives uruguayennes de Condor rassemblées dans un local désaffecté, on trouvera cet ouvrage au titre évocateur : *Comment maintenir en vie les personnes torturées ?* Les techniques de torture ont été généralisées à l'ensemble du continent. Elles sont utilisées au Brésil depuis l'arrivée au pouvoir de la junte militaire en 1964 qui, la même année, a fait construire à Manaus, dans la jungle amazonienne, le Centre d'instruction de la guerre, alors qu'aucun mouvement de guérilla n'était encore actif au Brésil[8]. Parmi l'auditoire venu se former aux techniques de la contre-insurrection, on trouvait des officiers brésiliens, mais aussi argentins, vénézuéliens et chiliens. Tous les deux mois, Manuel Contreras envoyait ses agents de la Dina suivre des cours à Manaus. Les formateurs issus de plusieurs pays, rompus aux techniques de torture, pouvaient être des

instructeurs des forces spéciales américaines ou des anciens de la guerre d'Algérie, tel le général Paul Aussaresses, nommé attaché militaire au Brésil en 1973. Le général français, qui a dirigé le premier « escadron de la mort » à Alger, est un expert. Il y donne des cours sur la bataille d'Alger à laquelle il a participé sous les ordres du général Massu. C'est là que fut mise en application la « guerre antisubversive », la doctrine française élaborée pendant la guerre populaire organisée par les communistes indochinois.

« Cette génération d'officiers, explique Marie-Monique Robin – qui a consacré un documentaire et un livre à cette "école française" –, après avoir connu l'humiliation de la défaite de 1940, puis la Résistance durant laquelle ils avaient été confrontés aux méthodes de la Gestapo, a repris certaines techniques de la guerre révolutionnaire pratiquée par le Vietminh, comme la propagande auprès de la population, et les a ensuite retourné contre leurs auteurs. Ils ont ajouté la recherche du renseignement par tous les moyens possibles, y compris la torture, pour débusquer un ennemi fondu dans la population civile, comme invisible et qui peut donc frapper à tout moment. Une fois que les chefs et cadres de l'organisation ennemie sont identifiés, on ne peut s'en débarrasser qu'en les assassinant[9]. »

À l'instar du colonel Alcides Lopez Aufranc, l'un des principaux collaborateurs du dictateur argentin Videla, une partie des militaires sud-américains qui prendront le pouvoir au début des années 1970 était passée par l'École de guerre de Paris pendant la guerre d'Algérie. Entre 1956 et 1958, les stagiaires sud-américains, qui représentaient 73 % des étrangers de l'École de guerre, ont fait des « voyages d'information » en Algérie. Au cours de cette période, des militaires français se sont également rendus en Amérique latine. Dès 1959, et jusqu'en 1981, la mission militaire française permanente de Buenos Aires fournit des instructeurs aux troupes argentines. Des membres de l'Organisation armée secrète (OAS) se sont également installés en Argentine, faisant bénéficier le régime de leur savoir-faire.

« Cela a existé, reconnaît Jean-Jacques Susini, l'un des fondateurs de l'OAS, je ne le nie pas. L'esprit humain a cette propension à vouloir rattraper le passé. Ils pensaient que, plongés dans une situation nouvelle, l'histoire allait leur resservir le plat. Ils ont cru devoir faire ce qu'ils ont fait, ils se sont mercenarisés. Je connais deux ou trois anciens Delta, dont certains vivent aujourd'hui en Corse, qui sont partis en Argentine. L'OAS, ça n'était pas la Croix-Rouge, et il fallait bien manger. Là-bas, on leur servait un repas matin et soir. Je pense par exemple à Gardes, à Gardy et à sa fille Nicole. »

Jean Gardes, chargé de l'action psychologique en Algérie, l'un des chefs de l'OAS, condamné à mort, s'enfuira en 1963 à Buenos Aires pour échapper à la sentence du Haut Tribunal militaire français, de même que Paul Gardy, un vétéran de l'Indochine, le chef de la branche Algérie-Sahara, qui avait pris part au Putsch des généraux du 22 avril 1961.

« [Ils] jouèrent un rôle important dans la formation d'une matrice idéologique dans laquelle était enraciné le terrorisme d'État, en Argentine, entre 1976-1983, écrit Mario Ranalletti. Il semble que les idées transmises par les militaires français à partir de 1955 – notamment la "doctrine de guerre révolutionnaire" et "la défense de la civilisation occidentale et chrétienne" en face du "communisme international" – restèrent en vigueur dans l'univers idéologique et doctrinal des militaires argentins[10]. »

L'un des inspirateurs de l'OAS, Georges Grasset, sera même le confesseur personnel du dictateur Videla. « Les Français ont enseigné ce qu'on appelle la "terreur de masse", dont la cible est la population dans son ensemble, ajoute Miguel Benasayag. Par exemple, les services de sécurité des dictatures éparpillaient des cadavres torturés au milieu de la rue, ou ramenaient un jeune homme ostensiblement torturé devant l'obélisque du centre de Buenos Aires. Nous étions sous la coupe de personnes qui ne connaissaient absolument aucune limite. Il était impossible de leur échapper, même en passant les frontières, parce qu'elles

faisaient toutes partie du plan Condor, et que Condor n'avait pas de frontières[11]. »

Après avoir été torturé à Asunción, Jorge Fuentes est envoyé Villa Grimaldi où les séances se poursuivent en présence des officiers de la Dina et de José Osvaldo Riveiro, l'agent de liaison entre les services chiliens et argentins. Fuentes a fini par parler. Il révèle tout ce qu'il sait de la structure clandestine du MIR et de ses projets argentins. Le bataillon 601, auquel appartient Osvaldo Riveiro, la force centrale des services de sécurité argentins depuis l'attaque d'une base militaire de la province de Formosa par les révolutionnaires Montoneros, chapeaute aussi bien la police fédérale que les services secrets (Side). Le Triple A, l'escadron de la mort dirigé par le ministre du Bien-être social dont les agents sillonnent le pays à bord de voitures gouvernementales, constitue son bras armé.

Même si elle maintient encore au pouvoir Isabel Martinez, la veuve de Juan Perón qui a succédé à son époux mort en 1974, c'est en réalité l'armée qui dirige le pays. Les réfugiés politiques chiliens et uruguayens sont traqués et liquidés. Jusque-là, on retrouvait leurs cadavres dans les décharges à ordures de Buenos Aires. Les arrestations sont maintenant groupées. Les informations qui leur sont soutirées sous la torture révèlent d'autres planques, d'autres noms. La police secrète argentine remonte jusqu'au messager du MIR en Europe, Jean-Yves Claudet-Fernandez, qui était en contact direct avec Edgardo Enriquez, le nouveau secrétaire général du MIR. Le 31 octobre 1975, de retour de Paris, il doit rendre compte de sa mission à Enriquez. Il dépose ses bagages à l'hôtel Liberty, point de contact de la JCR, signe le registre, puis disparaît. Les microfiches cachées dans ses valises confirmeront aux policiers argentins et aux agents chiliens qu'Enriquez se trouve à Buenos Aires. Le 10 avril 1976, il est arrêté dans sa planque après avoir échappé aux offensives répétées du bataillon 601 qui déciment l'ERP et le MIR depuis un mois. Avec son arrestation, c'est « la subversion » du MIR qui est définitivement neutralisée.

## L’Argentine aux avant-postes

Le 24 mars 1976, un putsch mené par des généraux de l’armée argentine renverse sans effusion de sang le gouvernement fantoche de Isabel Martinez, la veuve de Perón. Le pays a plongé à tel point dans la récession économique sous sa brève présidence que même le Parti communiste approuve le coup d’État du général Videla, commandant en chef de l’armée de terre.

La guérilla de l’ERP, impopulaire pour s’être livrée à une série d’enlèvements et de représailles contre les militaires, est marginalisée. Pour autant, la machine répressive est loin d’être enrayée. Elle frappe plus fort encore que par le passé : entre mars et fin 1976, le nombre de disparitions va tripler. Et, à partir de 1977, ce sont en moyenne 530 personnes qui disparaissent chaque mois. Elles sont pour la plupart exécutées dans l’une des 300 prisons mises en place par les services de sécurité. Entre les mains de l’armée, les méthodes de dissimulation des crimes se sont perfectionnées au fil du temps. Les arrestations légales sont médiatisées pour servir de paravent aux exécutions d’anonymes, dont les liens avec la guérilla ne s’embarrassent ni de preuves, ni de jugements. Le bataillon 601 se consacre dans l’ombre aux basses besognes du nouveau régime. En dix ans, on comptera 30 000 « disparus », 15 000 fusillés, 9 000 prisonniers politiques. Cinq cents bébés sont kidnappés, puis élevés par des familles proches du pouvoir.

« Voler des bébés, c’était pour eux le moyen de terroriser la “subversion”, mais aussi un projet idéologique, analyse Miguel Benasayag. Il fallait faire de ces bébés des hommes nouveaux, élevés dans le cadre de la dictature. Il y avait derrière tout ça une sorte de dérive mystique, une vision particulière de la lutte contre le mal. Il ne faut pas oublier que les milieux de l’opération Condor entretenaient des liens étroits avec le Vatican et avec la Banque Ambrosiano, qui partageaient ce même mysticisme. J’étais étudiant à la fac de médecine quand ils sont venus

m’arrêter. J’ai réussi à m’échapper par deux fois. Mais la troisième, ce furent des semaines entières de tortures. Les semaines les plus pénibles de ma vie. Ma copine, Patricia, était enceinte quand ils l’ont emmenée. Ils ont attendu qu’elle accouche d’une fille à l’École technique de l’armée, et puis ils lui ont enlevé son bébé. Après, ils l’ont tuée, et ils ont fait disparaître son cadavre. Ils endormaient leurs victimes avant de les jeter dans la rivière. On n’a jamais retrouvé le corps de Patricia. Ces gens n’étaient pas des rationalistes. Ils étaient très différents des hommes du Pentagone, qui les considéraient comme des sorciers à leur disposition. Le plan Condor a été formé comme une sainte alliance contre le mal, un mal galopant, sans limites ni frontières. C’est pour vaincre ce mal qu’ils ont créé ces centres d’internement illégaux, qu’ils nous ont torturés, fait disparaître, et qu’ils ont volé les bébés de nos femmes. »

Le QG des forces de sécurité des pays membres de Condor s’est installé dans les étages de l’« Automotores Oreltti », un ancien garage de Buenos Aires. Aux étages inférieurs, dans les cuves de vidange où sont détenus les prisonniers, on torture du matin au soir. En 1976, les guérilleros et de nombreux réfugiés politiques des pays voisins se trouvent encore en Argentine. Environ 10 000 Chiliens et 5 000 Uruguayens, selon les archives du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En juin, son représentant avertit les diplomates américains qu’environ 1 000 réfugiés chiliens et de 300 à 400 réfugiés de différentes nationalités sont menacés. Quelques jours après, des policiers argentins, chiliens et uruguayens perquisitionnent les locaux du HCR et saisissent les listes de réfugiés. Vingt-quatre personnes dont les adresses figuraient sur ces listings sont arrêtées. Par sa violence et son systématisme, l’Argentine s’est imposée comme le nouveau leader de l’opération Condor. En quelques mois, la junte parvient à éliminer tous les mouvements armés sur son territoire. Sans faire de détail. Les Tupamaros, qui ont pourtant renoncé à la lutte armée, sont liquidés comme les autres.

De leur côté, les escadrons de la mort uruguayens se lancent dans une série d'exécutions sommaires. Le 22 mai 1976, deux figures des Tupamaros, William Whitelaw et Rosario del Carmen Barredo, ainsi que l'ancien sénateur Zelmar Michelini et l'ancien président de la Chambre des députés d'Uruguay Héctor Gutiérrez Ruiz, sont retrouvés morts. Trois jours plus tard, l'ambassadeur américain Robert Hill met en garde la junte militaire dans des termes pour le moins choisis : « Je sollicite l'autorisation de dire les choses suivantes : les États-Unis sont très favorables à la politique de modération annoncée par Videla [...]. Nous comprenons très bien que l'Argentine s'est engagée dans une lutte sans merci contre la subversion. Il y a toutefois certains critères que les gouvernements attachés à l'État de droit ne peuvent en aucun cas négliger. À commencer par le respect des droits de l'homme. La poursuite des activités des escadrons de la mort de la Triple A, qui ont récemment assassiné Michelini, Gutiérrez Ruiz et des dizaines d'autres personnes et ont enlevé un membre du Comité Fulbright, Mlle Elida Messina, porte préjudice à l'image généralement positive du gouvernement argentin à l'étranger. Ces groupes semblent opérer en toute impunité et seraient, de l'avis général, liés aux forces de sécurité argentines[12]. »

Une mise en garde qui n'empêche pas, la semaine suivante, à plus de 150 kilomètres de Buenos Aires, de retrouver mort sous un pont, les yeux bandés, l'ancien président bolivien Juan José Torres. Il avait tenté de susciter un soulèvement armé pour renverser le général Banzer. Le jour de sa mort, Kissinger, le secrétaire d'État américain, reçoit une note qui évoque un possible « programme d'assassinat intergouvernemental ». C'est le préalable à un vaste coup de filet qui cible les membres de l'ELN en Bolivie et en Argentine. Le centre de gravité de Condor s'est déplacé vers le sud, élargissant sans cesse son périmètre. Le continent sud-américain est devenu trop étroit. L'organisation cherchera désormais à atteindre les opposants des dictatures en Europe, et jusqu'à Washington.

## L’extension du domaine de la lutte

Au terme de trois ans de collaboration, le moment était venu pour le Brésil, l’Uruguay, le Paraguay, le Chili, la Bolivie et l’Argentine de dresser un bilan des actions menées dans chaque pays, de formaliser et de resserrer leur coopération. Les bases de données et de communication mises en commun, telles que préconisées en novembre 1975 par Contreras lors du « cocktail du 26 », ont prouvé leur efficacité. Grâce à un matériel informatique de pointe, venu compléter les traditionnels microfilms, tous les services ont maintenant accès aux archives des polices du continent qui recensent les déplacements de l’opposition. Les informations sont stockées dans des ordinateurs fournis par les États-Unis et transmises par un réseau de télex américain, ou par le réseau radio de l’armée US basé à Panama.

Miguel Benasayag : « Les Américains y avaient créé une école de torture qu’on appelait l’“École des Amériques”. On y enseignait la torture. Les documents de la CIA déclassifiés en rendent compte avec force détails. Aujourd’hui, les Américains admettent que c’était une chose incroyable. Pourtant, cette école a bien existé. Les Américains ont dans tout cela une responsabilité politique. Sans eux, il n’y aurait pas eu de coups d’État. En créant cette école de la torture, ils ont participé au terrorisme d’État[13]. »

Un bureau central, qui compte des antennes dans chaque pays membre, est créé au Chili. Ses agents bénéficient de l’immunité diplomatique, et ses bases de données, en plus des renseignements fournis par les dictatures, sont enrichies d’informations venant de la CIA, du FBI et du BND ouest-allemand. Les témoins rencontrés par Marie-Monique Robin, à l’origine du documentaire *Les Escadrons de la mort*, soutiennent que les services secrets français auraient également communiqué à la Dina les noms de réfugiés chiliens, rentrés dans leur pays pendant la présidence de Valéry Giscard d’Estaing. Désormais, il s’agit de

passer à la phase trois du plan Condor, celles des opérations extracontinentales. Les « terroristes ou sympathisants d'organisations terroristes » réfugiés hors d'Amérique latine en constitueront les cibles.

« C'est ce qu'on a appelé l'"Internationale noire", ajoute Benasayag. Les fascistes internationaux vont élaborer l'idée d'une troisième guerre mondiale. Ils se sont dit : "Puisque nos ennemis sont internationalistes, nous devons l'être nous aussi. Les idéologies ne connaissant pas de frontières, notre lutte devra s'étendre au monde entier." C'est ainsi que, par des accords passés entre eux en 1976, l'armée et les services de renseignements de tous ces pays ont décidé que toute personne soupçonnée d'intriguer contre leur autorité, serait réprimée, torturée, enlevée ou éliminée, où qu'elle se trouve. »

Une première étape avait déjà été franchie avec l'assassinat, le 30 septembre 1974, du général Prats, l'ancien commandant en chef de l'armée d'Allende, et le principal opposant à Pinochet. Réfugié en 1973 à Buenos Aires, Prats avait bénéficié de la protection de Perón. Le président argentin disparu, il devenait une cible plus facile à atteindre. Pour l'éliminer, les Chiliens s'étaient d'abord adressés à des groupuscules fascistes argentins émargeant au Triple A. Ceux-ci avaient empoché 20 000 dollars des Chiliens, sans remplir leur contrat.

« Les enfants de l'oligarchie sud-américaine étaient très inspirés par l'Allemagne nazie et le fascisme, souligne Benasayag. Ils ont directement collaboré avec les réfugiés nazis d'Argentine et constitué des groupes terroristes néo-nazis qui agissaient en toute impunité. Dans le pays, ils terrorisaient la population. »

La Stasi, le service de renseignement est-allemand, qui avait reçu des informations, avertit les opposants chiliens que Prats était en danger. Mais toutes leurs tentatives pour convaincre le général de quitter Buenos Aires restèrent vaines. Pendant ce temps, les services chiliens cherchaient un plan B. Ils chargèrent Michael Townley, le fils du directeur de la filiale chilienne de General Motors, passé par les groupuscules anticommunistes, et

ancien informateur de la CIA, de régler la question. Avec deux complices, il confectionna une bombe télécommandée qu'il fixa lui-même en pleine rue sous la voiture du général Prats. L'explosion fut si violente que le toit de la voiture sera retrouvé au sommet d'un immeuble voisin ! Les enquêteurs américains qui se pencheront au début des années 1980 sur les activités de Townley concluront qu'il avait bénéficié de complicités argentines : la garde policière dont Prats avait pu jouir jusqu'alors lui avait été retirée, et l'éclairage public désactivé à peine quelques heures avant l'attentat.

Après la mort de Prats, l'opposition chilienne réfugiée à Rome, à Berlin-Est, à Paris, à Washington ou à New York amorce une contre-offensive politico-médiatique internationale. Orlando Letelier, l'ancien ministre des Affaires étrangères et de la Défense, en est la figure de proue. Et Carlos Altamirano, ancien sénateur socialiste, qui avait tenté de s'opposer au putsch de 1973 en se rapprochant du MIR et qui a ses entrées en RDA, une des chevilles ouvrières. Tous deux seront des cibles prioritaires pour le fondateur de la Dina chilienne Contreras et pour Townley, le spécialiste des explosifs de la Dina, parti en Europe échanger des informations avec le BND. La phase 3 peut commencer.

Sur ordre de Santiago, Townley se rend à Rome rencontrer l'agent de la Dina sur place, un membre du groupe néo-fasciste terroriste Ordine Nuovo – le groupe impliqué dans l'attentat de Piazza Fontana à Milan en décembre 1969. Ce dernier recommande l'élimination de Bernardo Leigthon, une cible secondaire pour Contreras. Il ne bénéficie d'aucune protection particulière, et son assassinat, loin de Santiago, ne manquera pas d'effrayer les réfugiés chiliens. Le 6 octobre 1975, un tireur recruté par l'agent loge une balle en pleine tête du vieux responsable politique. Bernardo Leigthon s'effondre. Sa femme est touchée à la colonne vertébrale. Le sniper s'empresse de quitter les lieux en les laissant pour morts, mais les époux Leighton survivent à leurs blessures. Leur élimination émanait d'un ordre direct de Pinochet. Le dictateur chilien, qui était à

Madrid pour assister aux obsèques de Franco, avait reçu en audience privée le néo-fasciste italien. L'agent de la Dina était ressorti de la chambre d'hôtel du dictateur avec 5 000 dollars en poche. Quelques semaines plus tard, il s'installerait à Santiago pour former une nouvelle cellule de la Dina.

Cette dernière, enhardie par ce qu'elle considère comme un succès, s'apprête à frapper plus fort. Elle organise en 1976 l'opération la plus célèbre de Condor qui sera aussi le chant du cygne des opérations extérieures. Pinochet et Contreras ont décidé l'élimination d'Orlando Letelier, leur opposant le plus tenace, installé sur le territoire de leur allié le plus puissant – les États-Unis. Nommé par Allende au ministère de la Défense, Letelier avait été le supérieur direct de Pinochet avant le coup d'État. Menacé par le dictateur après la mort du général Prats, il s'est réfugié dans la capitale fédérale américaine où il mobilise les milieux libéraux du Congrès, inspirant l'amendement Kennedy qui interdit toute aide militaire à destination du Chili, obtenant même l'annulation de contrats d'investissement hollandais.

L'administration américaine, inquiète des débordements incontrôlables du plan Condor, suit avec vigilance les déplacements de ses agents à l'étranger. Si bien que, lorsque Townley et un autre exécutant de la Dina se font remettre de faux papiers en Uruguay, un fonctionnaire américain avertit sa hiérarchie qu'une opération – dont il ignore la teneur – est programmée sur le sol américain. Il précise même qu'elle sera coordonnée avec la CIA. Le département d'État, qui prend l'information au sérieux, demande à ses représentations diplomatiques de signifier aux pays membres de Condor que leurs activités étant désormais connues, ils doivent immédiatement cesser tout projet d'assassinat. Le message est délivré sans problème aux autorités uruguayennes, mais, du Chili, l'ambassadeur américain demande à ses supérieurs de Washington des précisions. Elles ne lui seront jamais transmises.

Townley, qui est déjà à Washington, a réceptionné le commando d'exilés cubains chargé de liquider Letelier. Comme

dans l’affaire Prats, c’est Townley qui place la bombe sous sa voiture. Elle explose le matin du 21 septembre, alors que l’opposant chilien se rendait à son bureau en compagnie de son assistante, Ronni, et du mari de celle-ci, Michael Moffitt. Seul Michael Moffitt survivra à l’attentat.

## Le dernier vol du condor

La mort de Letelier devait marquer le déclin de Manuel Contreras et de sa police politique. Pinochet dissout la Dina en 1977. Lâché par son général, Contreras démissionne de l’armée l’année suivante. Les États-Unis demandent son extradition pour le juger dans le cadre du procès des assassins de Letelier. Les États-Unis, qui soutenaient les dictatures latino-américaines depuis la présidence Kennedy au nom de la lutte contre le communisme, sont sur le point d’abandonner leurs encombrants alliés. Si les services secrets américains avaient suivi et accompagné le développement du plan Condor (ils en avaient eu connaissance moins de deux mois après sa création), l’administration Ford veut mettre fin au soutien des États-Unis.

Les contacts argentins de l’agent du FBI Robert Scherrer confirment non seulement l’implication du Chili dans le meurtre de Letelier, mais aussi le projet de trois nouveaux assassinats en Europe. Deux membres de la JCR, et Ilitch Ramirez Sanchez, dit Carlos. L’information est confirmée par un rapport sénatorial qui était encore classifié en 2004[14]. Ces projets sont ajournés *sine die* alors que Michael Townley, l’un des principaux exécutants de Condor à l’étranger, attendait à Francfort un feu vert du Chili pour se rendre à Paris. Cette même année, le Chili et l’Argentine arrêtent leur collaboration.

Si les actions à l’extérieur du continent sont terminées, Condor continuera néanmoins à fonctionner encore deux années de plus en Amérique du Sud – deux nouveaux acteurs, le Pérou et l’Équateur, ayant intégré le réseau. Les échanges d’informations et de prisonniers se poursuivent entre le Paraguay et l’Argentine

qui privatisent la répression en la confiant à des escadrons de la mort.

À partir du printemps 1979, pour contourner l'enseignement des écoles de guerre américaines, les Argentins organisent leurs propres stages de « lutte contre la subversion » à Buenos Aires. Une ultime fuite en avant qui correspond à la phase 4 du plan Condor. Le spectre des personnes ciblées par les dictatures est élargi aux militants de gauche, aux défenseurs des droits de l'homme, aux partisans des procès contre les tortionnaires de la junte militaire, aux journalistes, aux juges, aux militants anti-corruption, jusqu'aux membres de l'Église catholique qui professent la théologie de la libération. Les Boliviens, qui considèrent ces chrétiens de gauche comme des suppôts du communisme international, initient le « Plan Banzer ». Il s'agit ni plus ni moins de leur élimination. Des centaines de prêtres, des membres des congrégations religieuses sont assassinés. Oscar Romero, l'archevêque de Salvador, est tué le 24 mars 1980. Émue du sort de deux religieuses françaises disparues en décembre 1977 en Argentine, la France exige la libération de tous les Français détenus par la dictature. L'Argentine, qui ne veut pas prendre le risque d'un arrêt de la coopération militaire avec Paris, accède aux demandes du président Giscard d'Estaing. Elle libère ses prisonniers franco-argentins, dont Miguel Benasayag. La mère de ce dernier, une Française d'origine polonaise, avait quitté la France en 1942 pour échapper à la Shoah. Après avoir passé dix ans dans la guérilla, et quatre ans dans les geôles de Videla, Benasayag débarque en France, un pays où il n'a jamais mis les pieds, peu avant l'élection de François Mitterrand.

L'opinion publique internationale se mobilise. La Commission des Nations unies pour les droits de l'homme, soutenue par Amnesty international, dénonce publiquement les exactions du bataillon 601 argentin, alors que la presse européenne et sud-américaine s'indigne de l'assassinat à Madrid de Noemi Gianotti, l'une des fondatrices des Mères de la place de Mai, qui depuis 1977 se rassemblent tous les vendredis sous les fenêtres du gouvernement en réclamant la vérité sur le sort des

disparus. Le 13 avril 1981, Condor apparaît pour la dernière fois dans un rapport des services paraguayens. Ronald Reagan, entré à la Maison-Blanche quatre mois auparavant, qui a repris le flambeau de la lutte contre le communisme, renoue avec l'interventionnisme des États-Unis dans les affaires latino-américaines, armant notamment les *freedom fighters* au Nicaragua.

Les familles des 300 000 disparus de cette funèbre décennie ne commenceront leur deuil qu'après la restauration de la démocratie ; en 1985 en Argentine, en 1990 au Chili. Des commissions d'enquêtes parlementaires et des comités « Vérité et Réconciliation » entament un gigantesque chantier : dénombrer et identifier les disparus, recenser les méthodes de tortures, faire comparaître les bourreaux devant les tribunaux. Il faudra attendre encore une dizaine d'années pour que les anciens dictateurs, du moins ceux qui sont encore en vie, soient inquiétés.

En février 2010, Juan María Bordaberry est condamné en Uruguay pour crime contre l'humanité. Le dictateur argentin Jorge Rafael Videla est condamné à la perpétuité la même année. Augusto Pinochet, l'initiateur du plan Condor, arrêté à Londres en 1998, est extradé vers le Chili en 2000. Après une longue bataille judiciaire, il est inculpé pour ses crimes en 2006, et placé en résidence surveillée. Il mourra la même année sans avoir été jugé.

1- *Libro Blanco del Cambio de Gobierno de Chile*, Santiago, Éditions Lord Cochrane, 1973, cité par Franck Gaudichaud, « L'ombre du Condor : contre-révolution et terrorisme d'État international dans le Cône Sud », *Amnis*, 2003.

2- Cité par John Dinges, *Les Années Condor*, La Découverte, 2005, p. 25.

3- Cité par Pierre Abramovici, « Opération Condor : cauchemar de l'Amérique latine », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.

4- Entretien avec l'auteur le 6 janvier 2011.

5- John Dinges, *Les Années Condor, op. cit.*, p. 80.

6- On estime à 4 000 les détentions opérées par la Dina pendant l'année 1974.

7- Rapport cité par John Dinges, *Les Années Condor, op. cit.*, p. 77.

8- Marie-Monique Robin, *Les Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004, p. 278.

9- Entretien de M.M. Robin avec Claude Katz et Gilles Manceran, in *Homme et liberté*, n° 128, oct. à déc. 2004.

10- Mario Ranalletti, « Une présence française fonctionnelle : les militaires français en Argentine après 1955 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 67, 2002, p. 104-106.

11- Entretien avec l'auteur le 6 janvier 2011.

12- Câble Buenos Aires n° 3462, daté du 25 mai 1976 (Projet Argentine), cité par John Dinges, *Les Années Condor, op. cit.*, p. 275.

13- Entretien avec l'auteur le 6 janvier 2011.

14- Mentionné par John Dinges, *Les Années Condor, op. cit.*, p. 225.

# 6
# La révolution islamique

*« Ce sont là les origines de ce qui devait arriver plus tard dans le monde musulman. »*
Mohsen SAZEGARA

La seconde partie de la décennie 1970 voit la fin des espoirs révolutionnaires issus des mouvements étudiants de 1968. Entre 1976 et 1977, Ulrike Meinhof, Andreas Baader et deux autres membres de la RAF sont retrouvés morts dans leur cellule. En octobre 1978, les fondateurs des Brigades rouges italiennes, Renato Curcio et Alberto Franceschini, sont condamnés à trente ans de prison. La même année, leurs militants en déshérence ont enlevé l'ex-président du Conseil Aldo Moro. On le retrouve assassiné 55 jours plus tard dans le coffre d'une voiture. Le nihilisme meurtrier de sectes politiques, aussi bien fascistes que gauchistes, se poursuit en Italie jusqu'au terrible attentat de la gare de Bologne qui, en 1980, fait près d'une centaine de morts.

Quant aux Palestiniens, ils se perdent dans une spirale de violence extrême, alimentée par la concurrence et les règlements de comptes en interne. Le 3 octobre 1980 à Paris, une bombe explose dans la synagogue de la rue Copernic. Quatre morts et 46 blessés. Deux ans plus tard, un commando du groupe Abou Nidal tire sur les clients qui déjeunent au restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers. Six morts et 22 blessés. En Italie, en Grèce, en Autriche, partout où il passe, le Fatah-CR d'Abou Nidal laisse derrière lui une longue traînée de sang. Pourtant, bien que se poursuive le terrorisme généré par des mouvements de libération nationale ou des sectes politiques privées de toute base populaire, c'est à partir d'un autre théâtre, l'Iran, qu'il est sur le point d'être réorienté. À Téhéran, le 11 février 1979, la coalition révolutionnaire menée par les islamistes de l'ayatollah Khomeyni, qui a renversé la dictature du Shah en Iran, un pays allié des États-Unis et

d'Israël, instaure une révolution qui prend par surprise le monde bipolaire. Elle inaugurera bientôt une nouvelle période d'attentats terroristes.

C'est en France, depuis Neauphle-le-Château, où s'est réfugié un an auparavant l'imam Ruhollah Khomeyni, le principal opposant en exil à la dictature de Reza Pahlavi, que la révolution a été préparée. Ce chef politique et religieux, éminemment charismatique, s'était fait connaître au début des années 1960 en s'élevant avec force contre la « Révolution du roi et du peuple » ; un programme de réformes global et progressiste mis en œuvre par le Shah, portant aussi bien sur le statut des femmes que sur le mode de scrutin électoral. Arrêté, Khomeyni échappe de peu à la peine de mort. Il est condamné à l'exil et trouve refuge en Turquie, puis en Irak où il demeurera près de quinze ans. À l'invitation du président Valéry Giscard d'Estaing, il s'installe en 1978 dans une modeste villa des Yvelines, non loin de Paris. C'est là, après y avoir établi le quartier général de la révolution islamique, que Khomeyni, jusqu'alors fort méconnu – y compris même de ses compatriotes –, devient une personnalité mondiale, et que se noue le destin de l'Iran.

« C'est une période de très grande activité[1] », explique Ramin Parham, intellectuel et opposant iranien. Au sein d'une organisation d'extrême gauche, Parham avait pris part à la première phase de la révolution avant de fuir le pays par le Kurdistan, et de se réfugier au États-Unis, puis en France. « À Neauphle-le-Château, poursuit Parham, où il restera 113 jours, Khomeyni publie 400 articles, dont un grand nombre d'interviews données à la presse mondiale, et un manifeste cosigné avec Moussa Sadr, publié dans *Le Monde* sous le titre "L'Appel des prophètes" ; une tribune au retentissement inespéré. De simple mollah, Ruhollah Khomeyni devient l'ayatollah Khomeyni. »

Dans cette tribune, les deux « prophètes », qui dénoncent la dictature du Shah, posent les bases de la révolution islamique. Une révolution populaire qui, transcendant les idéologies, rassemblera le peuple par-delà ses divisions politiques : « Les révolutionnaires

iraniens ne représentent pas une couche sociale particulière. Étudiants, ouvriers, intellectuels et hommes de religion participent ensemble à la révolution. C'est le mouvement d'un peuple dans la diversité de ses générations : dans les souks, dans les écoles, dans les mosquées, dans les villes et jusque dans les moindres hameaux. C'est ce qui fait que le régime accuse tour à tour la gauche et la droite, l'Occident et l'Orient, les Arabes et leurs régimes opposés, pour finir par les Palestiniens ! Il ne fait qu'avouer par-là l'extension et la profondeur de l'insurrection populaire. »

## L'Orient enchanteur

Le choix de la France comme tremplin à sa dimension internationale, un choix qui impose Khomeyni comme la figure centrale, incontournable de la révolution, se révèle, ainsi que le souligne Parham, « une idée de génie ». Elle l'auréole de soutiens occidentaux et intellectuels parmi les plus emblématiques, et du bagage culturel qu'induit cette éphémère terre d'accueil : la liberté, la démocratie, les droits de l'homme. En somme, un malentendu. Khomeyni lui-même s'y était dans un premier temps opposé. Lui voulait s'installer dans un « pays frère », un pays musulman qui aurait dû être la Syrie, la Libye ou le Liban. Le choix de la France, ce fut l'initiative de son bras droit, Ebrahim Yazdi, et du méconnu Sadegh Ghotbzadeh, l'homme des réseaux souterrains de Khomeyni, d'une diplomatie de l'ombre qui a ses entrées au Quai d'Orsay et au Kremlin.

Dès la publication dans *Le Monde* de « L'Appel des prophètes », Khomeyni devient l'icône de l'intelligentsia française qui voit en lui la réactualisation d'une figure spirituelle et révolutionnaire faisant défaut depuis la mort de Guevara. Les intellectuels se bousculent devant la maison de Neauphle-le-Château pour voir la belle figure enturbannée du chef de cette révolution perçue comme libératrice, mais aussi comme la matérialisation d'un renouveau « spirituel », et même « existentiel » de l'homme oriental.

En 1978, au lendemain d'un voyage dans les arcanes de la révolution iranienne, le philosophe Michel Foucault écrit dans *Le Nouvel Observateur* : « Je me sens embarrassé pour parler du gouvernement islamique comme "idée" ou comme "idéal". Mais comme "volonté politique", il m'a impressionné. Il m'a impressionné dans son effort pour politiser, en réponse à des problèmes actuels, des structures indissociablement sociales et religieuses ; il m'a impressionné dans sa tentative aussi pour ouvrir dans la politique une dimension spirituelle[2]. » Et pour l'ancien philosophe officiel du Parti communiste Roger Garaudy, qui sera plus tard l'exportateur du négationnisme en Iran, la révolution islamique n'est rien de moins qu'une « mutation de l'homme[3] ». Un discours auquel souscrit également la rédaction du quotidien *Libération*, majoritairement issue de la Gauche prolétarienne, et bien d'autres personnalités du monde intellectuel.

Pourtant, aucun d'entre eux ne s'est donné la peine de lire le programme de Khomeyni, publié dix ans plus tôt sous le titre *L'État islamique* – le *Mein Kampf* du futur régime. Écrit entre 1969 et 1970 à Nadjaf, en Irak, puis imprimé à Beyrouth et distribué dans tout le Moyen-Orient, il a également été diffusé dans les mosquées européennes, via le Centre islamique de Hambourg, à l'époque dirigé par un certain Mohammad Khatami – lauréat en 2010 du Grand Prix du dialogue des civilisations. Dans cet opuscule de 200 pages Khomeyni, qui procède d'abord à une analyse très proche de celle des Frères musulmans sur un monde islamique en proie à la domination coloniale, pose ensuite les bases législatives de l'État islamique. Il écrit notamment que « le prophète, le plus haut, doit désigner un calife [...] pour qu'il exécute les lois », rappelant que le prophète « exécutait lui-même par exemple les lois pénales, il coupait la main du voleur, il fouettait, il lapidait » et que « le calife est également là pour les mêmes tâches ». Et d'ajouter que « si les musulmans s'étaient attelés » à mettre tout en œuvre « pour organiser un État islamique afin d'être en alerte permanente, alors un tas de Juifs –

les premiers à fomenter une propagande anti-islamique et des complots intellectuels – n'auraient jamais osé s'en prendre à nos terres, détruire et incendier notre *Masjid ol-Aqsa* ».

Le hiatus entre l'image et le discours, entre la perception occidentale du futur guide suprême de la révolution et la radicalité de son programme politico-religieux, démontre pour Parham la naïveté des élites françaises : « Dès le siècle précédent, Tocqueville avait dit ne pas comprendre "la fascination des intellectuels français pour ces régimes imbéciles et barbares de l'Orient". Devant Khomeyni, bien qu'on fût face à un phénomène nouveau, force est de constater que la fascination a perduré, chacun étant saisi par cette incarnation de "l'Orient enchanteur[4]". Il ne s'agissait plus de faire la révolution comme au XIXe ou au XXe siècle, de manière violente, avec ses milliers, voire ses millions de morts, il s'agissait d'une "révolution spirituelle", et cette révolution avait son prophète. Il faut reconnaître que Khomeyni avait un visage charismatique et un regard fascinant, hypnotique. N'oublions pas que l'orientalisme est un héritage de la culture française. On y célèbre un art de vivre, la magnificence orientale, la route des Indes, la séduction du harem. Il y a aussi l'héritage politique du XXe siècle, ses grands hommes issus de l'Orient, et qui avaient déjà fasciné par le passé : Mao, Staline – un Géorgien. Khomeyni conjugue tout cela dans l'imaginaire français. »

À peine installé dans sa villa des Yvelines, Khomeyni est rejoint par une poignée de fidèles. De tout jeunes gens, appelés à devenir les cadres du régime. Parmi eux se trouve Mohsen Sazegara, un étudiant brillant, classé dans les 100 premiers au concours du MIT de l'Illinois, et qui, avant de rejoindre Khomeyni à Neauphle-le-Château, suivait depuis 1973 des études d'ingénierie en vue d'une spécialisation en physique nucléaire. Aujourd'hui réfugié à Washington, Sazegara offre ses conseils au gouvernement américain et à de nombreux « think tanks » de la capitale fédérale. Depuis le sous-sol de sa jolie maison de la

banlieue de Washington, il anime un site d'opposition au régime islamique, qui s'est illustré lors de la « révolution verte » de 2009. Mais, dans les années 1970, c'était un fanatique et un thuriféraire de la révolution islamique.

« J'ai commencé l'activisme politique à l'âge de 15 ans, se souvient Mohsen Sazegara, quand j'étais lycéen. J'étais très influencé par le Dr Ali Shariati, la principale figure religieuse et intellectuelle de l'époque, que l'on surnomme en Iran le "professeur de la révolution". Je croyais à l'islam révolutionnaire, à l'islam comme idéologie. Une approche très similaire de ce qu'avait jusqu'alors représenté le marxisme. D'ailleurs, cette idéologie nouvelle, l'islam politique et révolutionnaire, à ses débuts, était encore marquée par le marxisme. J'étais opposé au Shah, j'étais contre les États-Unis, contre l'impérialisme, contre le capitalisme. Je croyais en une forme d'utopie guidée par une théorie religieuse qui allait résoudre tous les problèmes de la société, qu'ils soient économiques, politiques, sociétaux, culturels, ou autre[5]. »

Dès le début, l'œuvre de Sayyid Qutb, le penseur sunnite le plus radical des Frères musulmans égyptiens, qui a théorisé le Jihad contre l'Occident, constitue l'un des principaux socles de l'idéologie révolutionnaire de Khomeyni, même si les Iraniens sont des chiites. Pour Sazegara, « les idées de Sayyid Qutb, et en particulier son livre, *L'Ignorance au XXe siècle*, qui a été traduit en farsi par l'actuel leader iranien, l'ayatollah Khamenei, ont eu une grande influence. Qutb dit : "Il faut oublier la civilisation occidentale, nous n'en avons pas besoin. Il faut revenir à l'islam originel." Et si vous suivez les idées de l'ayatollah Khomeyni, vous l'entendrez répéter dans certains de ses discours les mêmes phrases que Sayyid Qutb. Ce sont là les origines de ce qui devait arriver plus tard dans le monde musulman : réfuter intégralement les civilisations de l'Occident, les assimiler au diable, à Satan. »

## La création des Pasdaran

« Quand le 2 octobre, aux alentours de 16 heures, heure de l'Illinois, le Dr Yazdi m'a appelé pour me dire que l'ayatollah Khomeyni avait besoin de moi, poursuit Sazegara, j'ai emprunté deux cents dollars à un ami, et j'ai pris le premier avion pour Paris. Il a décollé à 2 heures du matin. Le jour suivant, j'étais à Paris avec seulement huit dollars en poche. »

Sazegara était âgé de 23 ans. Il est aussitôt accueilli à bras ouverts par Khomeyni, qui l'intègre à son équipe et lui confie l'organisation de ses 432 interviews et conférences de presse. « Au milieu de ces différentes tâches, on m'a également confié la mise sur pied d'une "armée du peuple", ajoute-t-il, un groupe de guérilla qui serait l'avant-poste de la révolution – car nous nous préparions à une confrontation au long cours avec le régime du Shah –, et qui veillerait ensuite à préserver les acquis de la révolution. »

La milice islamiste, qui prend rapidement le nom de Pasdaran, les « gardiens de la révolution » – la future garde prétorienne du régime des mollahs –, est née dans le bouillonnement culturel et politique de la fin des années 1970.

« C'est Ali Shariati qui a le premier conceptualisé ça, qui a conceptualisé la notion même de "cadres professionnels", explique Ramin Parham. Une idée très léniniste : il faut des cadres qui vont faire de la révolution leur métier, et qu'ils soient formés par des "pays frères". À l'époque, Shariati pensait principalement à l'Algérie. Il avait étudié à Paris dans les années 1960. C'était un ami de Frantz Fanon, et il était très proche du FLN. La conception de cette armée du peuple, née d'un véritable syncrétisme révolutionnaire, il l'a calquée sur le modèle algérien, mais aussi sur le modèle de la guérilla cubaine. À Neauphle-le-Château, on loue toutes les chambres d'un hôtel du village – tout est financé par les Coalisés islamiques, un groupe terroriste qui avait assassiné le Premier ministre. Là, Sazegara commence à

donner ses premiers cours théoriques à ceux qui étaient appelés à devenir les cadres du corps des gardiens de la révolution. »

Sazegara : « Les volontaires venaient des États-Unis, d'Europe et d'Iran. Pendant une semaine, je les ai instruits sur la manière dont nous allions procéder à la création de cette armée de guérilla, sur ses objectifs et ses orientations. Nous étions inspirés par l'atmosphère du Vietnam et de l'Algérie. En tant que musulman, j'avais personnellement été frappé par le magnifique film de Gillo Pontecorvo : *La Bataille d'Alger*. Nous disposions également des manuels du Brésilien Carlos Marighella, qui ont été traduits en farsi par plusieurs groupes révolutionnaires iraniens. Nous étions également inspirés par les guérillas sud-américaines. Après cette semaine de formation idéologique, les combattants ont été envoyés au Moyen-Orient pour y être formés militairement. »

Car, d'un point de vue militaire, ce sont les Palestiniens qui représentent l'exemple à suivre. Au sein des camps de solidarité du Fatah, Anis Naccache, l'homme qui avait mené pour le FPLP la prise d'otage de l'OPEP, parce que c'est un chiite, sera en charge de leur formation. Naccache finira par intégrer les réseaux clandestins iraniens.

« Petit à petit, me dit le journaliste et membre du Fatah, Hassan Balawi, Anis Naccache s'est senti idéologiquement en phase avec la révolution islamique iranienne. Il a rejoint les Iraniens tout en conservant des liens d'amitié et de solidarité avec la résistance palestinienne[6]. »

Anis Naccache sera l'homme qui, en 1980, un an après la révolution islamique, tentera sur ordre de Khomeyni d'assassiner à Paris Chapour Bakhtiar, ancien résistant de la France libre et Premier ministre du Shah en exil. Lorsque le commando de Naccache pénètre dans le domicile de Bakhtiar à Suresnes, ce dernier échappe de peu à la mort. Un policier chargé de sa protection et une voisine de l'ancien Premier ministre iranien n'auront pas cette chance. Naccache sera intercepté par la police française et écroué. Il est condamné à perpétuité en 1982, puis

libéré en 1990. Il est aujourd'hui consultant auprès de la télévision d'État libanaise.

Yasser Arafat, dont l'organisation a assuré la formation des Pasdaran, veut profiter de la chute annoncée du Shah pour verrouiller son alliance avec le nouveau régime. Il ne se contente pas d'un rôle de formateur ou de conseiller auprès des cadres de la révolution islamique ; il dépêche à Téhéran sa garde rapprochée, la Force 17, qui, au milieu des révolutionnaires iraniens, participe à l'insurrection.

« La Force 17 va assurer la formation du premier noyau des gardiens de la révolution, précise Ramin Parham, mais aussi la protection rapprochée de Khomeyni quand il rentrera en Iran. Avant son retour, elle était déjà présente à Téhéran pour préparer le terrain. L'armée du Shah était entièrement structurée et équipée par les Américains. Il n'y avait pas de AK-47 dans l'arsenal iranien. Or, c'est avec l'arrivée de la Force 17 qu'apparaissent les premières kalachnikovs. »

La révolution achevée, et le pouvoir entre les mains des islamistes, Arafat sera le premier dirigeant étranger reçu par Khomeyni, rentré en Iran sous les acclamations de la foule le 1er février.

« Je me rappelle qu'à Téhéran les manifestants sont sortis avec des slogans qui disaient : *"Aujourd'hui l'Iran, demain la Palestine !"*, confie Balawi. Les Iraniens avaient repris l'ambassade d'Israël, et ils l'ont transformée en ambassade de Palestine. Mais, au-delà de ce geste symbolique fort, il faut ajouter que Téhéran était aussi une sorte de base arrière pour les services de renseignement israéliens, et beaucoup d'informations importantes se trouvaient encore dans l'ambassade. Des informations qui ont immédiatement été livrées à l'OLP. »

Si l'alliance de l'OLP avec les islamistes de l'ayatollah Khomeyni repose avant tout sur un calcul politique, diplomatique et financier, côté iranien, elle est motivée par une haine profonde de « l'entité sioniste » : Israël.

« Si, depuis la fin du XIXe siècle, de rares incidents, systématiquement initiés par des mollahs, peuvent être constatés, l'antisémitisme n'est pas un fait iranien. Il ne l'a jamais été, tient à préciser Ramin Parham. L'obsession anti-israélienne dont se pare le nouveau régime est tout à fait nouvelle. À partir de mai 1948, date de la fondation de l'État d'Israël, un certain nombre d'éléments politiques, dont l'ayatollah Kachani, et Navvab Safavi, fondateur des Fedayin de l'islam (un groupuscule terroriste), vont se retrouver à Téhéran et se projeter dans cette aventure, dans cette folie anti-israélienne. Leur obsession sera dès lors l'éradication de l'État d'Israël. Cela remonte, chez les éléments les plus connus, les plus marquants de l'islam politique chiite iranien, au milieu du XXe siècle. Dans le cadre de la révolution islamique et de la coalition révolutionnaire – qui va du clergé représenté par Khomeyni, jusqu'aux communistes du parti Tudeh, en passant par un grand nombre d'éléments proches de Mossadegh – l'obsession anti-israélienne est un élément de base, un élément structurant et fédérateur. Pour autant, il ne faut pas croire qu'elle est partagée par l'ensemble de la société iranienne. Cette obsession antisémite ne fait ni partie de l'histoire, ni de la culture iranienne. »

Khomeyni s'empare du pouvoir en épurant les composantes diverses de la révolution. Exit les marxistes et les démocrates qui sont embastillés ou liquidés. L'irruption du religieux en politique, qui se fait au détriment des laïcs, aura bientôt des effets dévastateurs au sein du monde musulman. La révolution islamique fait figure d'exemple pour les opposants aux régimes laïcs et corrompus du monde arabe. Elle étend peu à peu sa sphère d'influence, reprenant le flambeau du terrorisme, demeuré jusqu'alors aux mains des nationalistes et de groupes marxisants instrumentalisés par les régimes du bloc communiste et leurs alliés. La prise d'otages de l'ambassade des États-Unis par des étudiants islamistes, qui intervient au retour de Khomeyni à Téhéran, prouve que le terrorisme est inscrit dans le code génétique du nouveau régime iranien. Elle durera plus d'un an.

## La prise d’otages de l’ambassade des États-Unis

Le 4 novembre 1979, pour protester contre la visite du Shah Reza Pahlavi aux États-Unis où il a été hospitalisé, 400 étudiants islamistes de l’université américaine (les mêmes qui, vingt-cinq ans plus tard, seront les principaux cadres du mouvement réformateur de Mohammad Khatami) fondent sur l’ambassade des États-Unis à Téhéran. Ils sont d’abord contenus par le barrage de Marines en poste à l’entrée. Mais après deux heures de confrontation verbale, quand les étudiants aperçoivent de la fumée s’échapper de l’autre côté du bâtiment, ils parviennent à forcer l’entrée et pénètrent à l’intérieur de l’ambassade. Ils découvrent rapidement d’où venait la fumée : des agents américains, inquiets de voir leur documentation secrète tomber aux mains des islamistes, avaient commencé de la détruire. Ils sont interrompus par les étudiants armés qui saisissent les documents, et séquestrent les 53 personnes présentes dans l’ambassade. Trois Américains qui se trouvaient dans l’immeuble du ministère des Affaires étrangères sont également faits prisonniers. Traversant les rues de Téhéran les mains attachées dans le dos et les yeux bandés, ils sont conduits jusqu’à l’ambassade où ils sont enfermés dans une pièce avec les autres.

« C’est le Dr Yazdi, à l’époque le ministre des Affaires étrangères, qui m’a appris la nouvelle, se souvient Mohsen Sazegara. Je suis immédiatement monté dans un hélicoptère pour me rendre à Qom où se trouvait l’ayatollah Khomeyni. Je suis allé le voir et je lui ai demandé : “Qu’est-ce qu’on fait ? – Musulmans ou pas, faites-les évacuer l’ambassade sur-le-champ !”, m’a répondu Khomeyni. Je suis immédiatement rentré à Téhéran. Yazdi m’a fait savoir que si les étudiants n’obtempéraient pas, nous aurions recours à la force pour montrer que le gouvernement contrôlait la situation. Mais avant même de rentrer dans la

capitale (le trajet de Qom à Téhéran ne prenait pas plus d'une demi-heure), j'ai entendu à la radio un message de Khomeyni félicitant les étudiants, leur disant qu'ils avaient, par cette prise d'otages, conduit une "deuxième révolution plus grande que la première"[7]. »

En un temps record, Khomeyni avait changé d'avis. En associant son pouvoir à la prise d'otages, il radicalisait encore d'un cran la révolution, pour y expurger les derniers éléments non islamistes du pouvoir, et relever le flambeau de la lutte anti-impérialisme et anti-américaine.

Dans les heures qui suivent, les autorités iraniennes exigent des États-Unis qu'ils leur livrent le Shah Reza Pahlavi. Le président américain, désemparé par une attaque d'une telle audace – même en temps de guerre, les diplomates étrangers n'avaient jamais été la cible des belligérants –, contre-attaque par une série de mesures de rétorsion économique, gelant les avoirs iraniens des banques américaines, expulsant aussi un grand nombre de ressortissants iraniens. Sans céder sur le sort réservé au Shah, presque mourant, les États-Unis tentent de l'extrader vers le Mexique où il avait trouvé refuge avant d'être hospitalisé à New York. Mais le Mexique, qui craint les représailles iraniennes, refuse de l'accueillir. Il sera finalement exfiltré au Caire. Deux semaines après le début de la prise d'otages, même si treize d'entre eux ont été relâchés, les négociations sont dans l'impasse. Au même moment, Rédha Malek, l'ancien rédacteur en chef d'*El Moudjahid*, nommé ambassadeur d'Algérie aux États-Unis, est reçu par le président Jimmy Carter pour lui remettre ses lettres de créance.

Malek se souvient : « Il m'a dit : "Est-ce que l'Algérie peut faire quelque chose pour nous aider à régler ce problème ?" J'ai répondu : "Nous allons voir, c'est une question difficile, mais nous allons voir." Le problème était devenu très grave aux États-Unis, cette grande puissance dont 52 citoyens étaient séquestrés quelque part, et dont on n'avait aucune nouvelle. Ils ont envoyé un tas de personnalités, dont William Ramsey Clark, et de grands

juristes américains en Iran. Ils sont restés bloqués à Istanbul, et n'ont pas obtenu l'autorisation d'entrer. Kurt Waldheim, le secrétaire général de l'ONU qui a pris ses fonctions en janvier 1980, s'est rendu à Téhéran mais n'a pas été reçu par Khomeyni. Conspué par la foule, il a été obligé de partir. Ça n'a rien donné. Au mois de mars, je me suis rendu à Atlanta où j'ai eu une conversation avec Andrew Young, l'un des bras droits du président Carter. J'ai ensuite été reçu par le secrétaire d'État Cyrus Vance qui m'a posé deux questions : "Selon vous, est-ce que l'Iran risque de basculer du côté de l'Union soviétique ? – Je ne le crois pas. Il sera non aligné. – Si on utilisait des moyens militaires, est-ce que cela favoriserait l'issue de la prise d'otages ? – Non, ai-je répondu. Il a pris note[8]. »

Le mois suivant, Carter, qui sait qu'il joue sa réélection, décide de recourir à la force après la rupture définitive des relations diplomatiques avec l'Iran. « Eagle Claw », une opération commando censée libérer les otages, est programmée à la hâte. C'est un cuisant échec. Trois hélicoptères transportant les forces spéciales américaines tombent en panne pendant qu'un quatrième, entré en collision avec un avion de transport, s'écrase au sol faisant huit morts. Le 25 avril, à 7 heures du matin, le président Carter reconnaît l'échec de l'opération dans une allocution télévisée. Pendant ce temps, la prise d'otages n'en finit pas de créer des remous au sein de l'administration iranienne. Jugé trop conciliant à l'égard des États-Unis, le gouvernement de Mehdi Bazargan présente sa démission. Les mois passent. Au sixième mois de la prise d'otages, aucune avancée n'a eu lieu. Les Iraniens profitent de la situation pour entrer en contact avec l'entourage du candidat Reagan, réclamant également aux Français de remplir les accords nucléaires passés avec le Shah. À cela s'ajoute le conflit avec le voisin irakien qui vient d'éclater.

« Pourquoi la crise dure-t-elle aussi longtemps ? s'interroge Ramin Parham. Pour les Américains, il y a un véritable problème d'interlocuteur. Le seul homme capable d'y mettre un terme, c'est Khomeyni. Or, il est inaccessible aux négociations. Autour de lui,

les tiraillements et les dissensions sont tels qu'aucune décision ne peut être prise. Autant de choses qui révèlent l'incohérence structurelle de l'appareil d'État, et de la chaîne décisionnelle en Iran. Il faut ensuite replacer cet événement dans le contexte de l'époque : peu après le début de la prise d'otages commence la guerre Iran-Irak. Les besoins du nouveau régime iranien en matière d'armement font traîner les choses. Les Iraniens sont déjà en train de monter les premiers noyaux de ce qui deviendra par la suite le Hezbollah. Et donc, très vite on entre dans les prolongations de l'épisode de la prise d'otages à Téhéran, qui vont se poursuivre par des prises d'otages au Liban. Côté américain, il y a les élections qui se profilent, ce qui ne facilite pas non plus la prise de décision. »

L'administration Carter, qui voit peu à peu l'élection lui échapper au profit de Ronald Reagan, s'en remet alors aux Algériens. Eux entretiennent de bonnes relations avec le pouvoir iranien. Rédha Malek est rappelé à Washington. Il est sollicité pour jouer les intermédiaires.

« Je me suis rendu à trois reprises à Téhéran pour présenter les propositions américaines et discuter avec les représentants du régime, se souvient-il. Je dois souligner que les Iraniens nous faisaient une confiance totale ! À tel point qu'ils nous demandaient ce qu'ils devaient faire. Mais nous ne pouvions pas nous substituer à eux. On les a conseillés de la façon la plus honnête possible. Après trois séjours d'une vingtaine de jours chacun, on a frôlé la rupture quand ils se sont mis à réclamer l'argent du Shah qu'ils avaient évalué à 30 milliards de dollars. Les Américains ont répondu que ce n'était juridiquement pas possible. Carter a alors proposé de libérer les avoirs iraniens gelés par les États-Unis en échange des otages. C'était autour de 20 milliards de dollars. Les Iraniens ont accepté. »

Le 444e jour de la prise d'otages, quand les 20 milliards de dollars sont officiellement transférés via la banque d'Angleterre et la banque d'Algérie en Iran, les otages sont libérés. Malek les attendait à la sortie de l'ambassade de Téhéran.

« Ils étaient tous sains et saufs, poursuit-il. Un avion algérien les attendait, et on les a accompagnés jusqu'à Alger. D'Alger, ils sont partis en Allemagne pour recevoir les premiers soins. Ils ont été libérés au moment même de la cérémonie de prise du pouvoir par le président Reagan. C'était le 20 janvier 1981 à midi. »

## Premières bombes humaines

Le 22 septembre 1980, les armées irakiennes ont pénétré en Iran. C'est le début de la guerre Iran-Irak, une guerre qui se soldera par un demi-million de morts et autant de blessés dans chaque camp – dont 36 000 par armes chimiques. Si l'origine exacte de son déclenchement demeure aujourd'hui encore sujette à différentes interprétations, il ne fait aucun doute que c'est l'invasion de la région frontalière du Khuzestan – riche en pétrole – par l'Irak qui la rend inévitable. La reprise du Khuzestan par l'Iran, après un an et demi de confrontation armée, n'y mettra pourtant pas fin ; la guerre se poursuivra encore six ans, faisant de ce conflit une guerre sans véritable objet, et sans réel vainqueur. Les gardiens de la révolution ont été les premiers à se jeter dans le conflit. Au cours de sa première phase, ils sillonnent le pays pour recruter des bataillons de volontaires qui renforceront les contingents de l'armée régulière. Ils prennent le nom de Bassidji, qui signifie « mobilisation ». C'est dans ce contexte qu'apparaissent les premières bombes humaines.

« La vie avait perdu toute valeur, analyse Ramin Parham. Seule comptait "la servitude de la vérité divine". Et, pour atteindre ce but suprême, la mort n'était qu'un instrument, et même une récompense. Et ce qu'a dit Khomeyni : "la mort est supérieure à la vie", constitue une *bedhat*, une innovation – pour replacer le mot dans le jargon de la révolution islamique – dans la culture, la politique, et la tradition chiite. »

Des centaines de milliers de jeunes gens et de vieillards sont d'abord envoyés au champ de bataille se faire exploser sur les mines irakiennes. Ce sont ensuite des bataillons entiers

d’adolescents, munis de ceintures d’explosifs, qui défilent en grande pompe dans les rues de Téhéran avant d’être expédiés à une mort certaine.

« Des dizaines de milliers d’enfants iraniens – 14 ans, 13 ans, 12 ans ! – sont envoyés à la mort, portant une clef autour du cou, insiste Ramin Parham. Un demi-million de ces clefs a été commandé à des fabriques taïwanaises, ce qui souligne le ridicule tragique de cette histoire. Tous les Iraniens les ont vus à la télé et dans les rues de Téhéran[9]. »

De passage en Iran, le philosophe français Roger Garaudy, qui assiste à l’un de ces défilés, s’enthousiasme pour le fanatisme « volontaire » et sacrificiel de ces bataillons d’enfants kamikazes : « D’ici, de la tribune, cette foule apparaît comme un oiseau fabuleux aux ailes déployées. Aux deux extrémités, comme de fines plumes noires serrées, les groupes à l’infini de femmes, veuves, mères en deuil, jeunes filles aux voiles funèbres. Puis les alignements serrés d’uniformes marron : ceux des soldats en partance. [...] Au centre, comme le corps, la tête et le cœur de l’oiseau qui plane, une large bande de duvet blanc : ce sont des milliers de volontaires de commandos suicides qui se jetteront, avec leur charge d’explosifs autour du corps ou dans leur voiture, sur les objectifs de l’ennemi. Ils portent déjà leur linceul comme vêtement de leur mort proche et voulue[10]. »

Ramin Parham nuance : « On les envoyait se faire exploser sur les lignes ennemies en leur promettant le paradis. Ce phénomène, l’Occident ne le découvrira que trois décennies plus tard, après les attentats du 11-Septembre, quand on commencera à ouvrir les yeux sur ce qu’est Al-Qaida, et sur les réseaux de transfert de combattants depuis les banlieues de Bruxelles, de Paris et de Manchester, vers le Pakistan et l’Afghanistan. Ce n’est réellement qu’à ce moment-là que l’Occident découvrira qu’il fait face à des personnes se positionnant aux antipodes de ses valeurs, des personnes qui croient en une idéologie ayant instrumentalisé la mort dans un objectif politico-théologique. Or, tout cela a été initié en Iran, dans un cadre étatique, à partir de 1979. »

« L’innovation khomeynienne » n’en est qu’à ses débuts. Au cours des décennies suivantes, elle se diffuse vers d’autres territoires, d’autres courants radicaux du monde islamique, s’imposant bientôt à leurs pratiques terroristes.

« Une forme de radicalité a été libérée par la révolution islamique, observe Mohsen Sazegara, co-fondateur des Pasdaran, les gardiens de la révolution. Pendant un temps, les bombes humaines ont été cantonnées à la sphère iranienne, du fait du conflit séculaire qui oppose les chiites aux sunnites. N’oublions pas que, dans le cadre de la guerre, l’ennemi était l’Irak, et que l’Irak est un pays majoritairement sunnite. Par conséquent, Saddam Hussein était soutenu par l’ensemble du monde arabe et sunnite. Mais la radicalité affirmée de la révolution islamique iranienne, une radicalité tournée contre la civilisation occidentale, contre les États-Unis, contre Israël, n’en exerçait pas moins une certaine séduction dans l’ensemble du monde islamique. Les gardiens de la révolution, qui ont évolué d’une “armée du peuple” en une armée plus classique, avec ses forces navales et aériennes, ont engendré, à partir du début de la guerre, de nouvelles branches : les Bassidjis, mais aussi la force Qods – la fraction des gardiens de la révolution menant des opérations à l’extérieur de l’Iran. Cette dernière avait pour vocation d’exporter les idées de la révolution, son idéologie, sa radicalité, dans d’autres pays, à d’autres organisations – en particulier les groupes chiites et les organisations palestiniennes[11]. »

## La création du Hezbollah

Au Liban, depuis son déclenchement en 1975, les affrontements entre chiites, Palestiniens sunnites et phalangistes chrétiens ont plongé le pays dans le chaos. Les puissances avoisinantes, la Syrie, Israël, l’Iran, ne tardent pas à profiter du conflit pour leurs propres intérêts. C’est au sein de la population chiite qu’émerge le Hezbollah, « le parti de Dieu ». La milice

Amal, constituée des habitants chiites du sud du Liban, s'est alliée au président chrétien Bachir Gemayel, le partenaire des Israéliens en lutte contre l'OLP. Conséquence directe : la branche islamiste d'Amal, créée par Téhéran en 1979, fait sécession et se retourne contre elle ; c'est l'acte fondateur du Hezbollah.

« Le Hezbollah est une création iranienne, précise le dissident iranien Ramin Parham. Il faut remonter aux années 1970, aux racines de ces fameux réseaux entraînés par les Palestiniens pour le comprendre. Le Hezbollah n'était pas encore formé, mais les contacts avaient été pris. Rahim Safavi, par exemple, qui deviendra dans les années 1990-2000 le commandant en chef des gardiens de la révolution, était à l'époque formé par les Palestiniens. Dans sa biographie, il écrit s'être lui-même battu contre les Israéliens lors de plusieurs opérations au Liban. Il y a donc transfert d'expérience révolutionnaire, transfert de savoir-faire entre ces différents groupes, qu'il s'agisse d'éléments communistes ou d'éléments issus d'Amal, qui fut en grande partie mis sur pied par l'imam Moussa Sadr, le mollah d'origine iranienne qui s'était installé au Liban pour encadrer la communauté chiite libanaise. On peut également parler d'une coalition, parce qu'on y retrouve des transfuges du Fatah, tels qu'Imad Moughnieh. C'est à partir de l'ensemble de ces éléments que se forme le Hezbollah, dans ce que l'on pourrait appeler un "melting-pot révolutionnaire", un creuset d'intégration d'idéologies et d'expériences révolutionnaires, mises au service d'un but stratégique commun. Ce but stratégique commun, c'est l'annihilation de l'État d'Israël[12]. »

En juin 1982, 1 500 Pasdaran, avec à leur tête Mohsen Rafiq-Doust, leur chef, sont dépêchés par Khomeyni pour former les combattants de l'organisation islamiste dans la vallée de la Bekaa. L'ambassadeur d'Iran à Damas, Ali Akbar Mohtashamipour, en supervise la formation.

Le Hezbollah, écrit-il en 2006, est l'« enfant spirituel de l'imam Khomeyni et de la révolution islamique » : « Chaque

cours comprenait 300 combattants, qui servaient à leur tour de formateurs [...]. Le Hezbollah a ainsi formé plus de 100 000 forces volontaires de manière directe et indirecte[13]. » La Syrie fournit des armes et une aide logistique à la nouvelle milice islamiste « pro-iranienne ».

Si « l'annihilation d'Israël » est bien l'un des fondements de son programme, écrit dans sa charte, c'est pour le Hezbollah un objectif de long terme, au même titre d'ailleurs que le projet qui l'inclut : la création d'un État islamique au Liban. Mais avant cela, sur le court terme, la priorité est de chasser du Liban les « envahisseurs » étrangers : Israël, arrivé jusqu'aux portes de Beyrouth pour mettre fin aux attaques de l'OLP à l'intérieur de ses frontières ; les États-Unis et la France, les principales puissances de la Force multinationale de sécurité. Créée en 1982 sur demande libanaise, légitimée par un mandat de l'ONU, cette force d'interposition a installé des contingents au Liban.

Imad Moughnieh, un Libanais chiite, ancien activiste du Fatah, qui sera en 1994 un membre clé d'Al-Qaida, est à peine âgé de 20 ans quand il est propulsé à la tête du Hezbollah. À partir de 1982, il reprend « l'innovation Khomeynienne » des bombes humaines qui avaient servi de chair à canon dans le conflit contre l'Irak, pour en faire une arme de guérilla, une tactique terroriste. Après deux attaques de ce type, la première contre le quartier général des forces palestiniennes qui fait une centaine de morts, la seconde contre l'ambassade américaine à Beyrouth, Moughnieh signe un an plus tard son plus grand coup d'éclat en organisant le même jour, le 23 octobre 1983, un double attentat suicide à la voiture piégée contre des casernes américaine et française – le fameux « Drakkar ». Le groupe Carlos, au dire du juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, serait également impliqué dans ces attentats qui, à eux seuls, font 350 victimes. Imad Moughnieh est l'inventeur de l'attentat suicide et des attentats simultanés.

« L'idée, l'ordre et les explosifs venaient d'Iran. Pourquoi ont-ils fait cela ? s'interroge Ramin Parham. Il faut le replacer

dans le cadre de la révolution permanente, dans le cadre du déplacement de la ligne de front anti-israélienne, dans le cadre de la lutte anti-américaine, “anti-impérialiste”, que se donne la révolution à partir de la prise des otages à Téhéran. Dans le cadre aussi de ce que Khomeyni avait toujours dit, et qu’il réaffirme dans son testament comme dans ses derniers écrits : “Débarrasser la terre de l’islam des éléments étrangers.” D’ailleurs, la première réaction des Américains et des Français, c’est de plier bagage et de partir ! »

En effet, à la suite du double attentat suicide perpétré par le Hezbollah, la Force multinationale de sécurité est dissoute, les contingents français et américains sont retirés du Liban. Ce ne seront pas les seuls. Les Palestiniens sont également obligés de partir. Ariel Sharon, le ministre de la Défense israélien qui a conduit l’opération « Paix en Galilée », bientôt forcé à la démission à la suite des massacres de Sabra et Chatila, a pour l’heure remporté son bras de fer contre Arafat. Sous escorte française, accompagné de ses commandos du Fatah, Arafat quitte Beyrouth pour aller s’installer à Tunis. Une nouvelle période s’ouvre pour les Palestiniens : celle des négociations avec Israël, de l’arrêt progressif de la lutte armée et des attentats terroristes. Mais pour l’Iran et le Hezbollah, son bras armé, la confrontation est loin d’être terminée. Elle se poursuivra sur le sol même d’un de ces « envahisseurs » étrangers en partance : la France.

1- Entretien avec l’auteur le 12 mai 2010.

2- Michel Foucault, « À quoi rêvent les Iraniens ? », *Le Nouvel Observateur*, 16 au 22 octobre 1978.

3- Roger Garaudy, *Promesses de l’islam*, Seuil, 1981, p. 176.

4- Preuve que la fascination dépasse le traditionnel clivage gauche-droite, Jean d’Ormesson manque d’adjectifs pour caractériser cet homme « extraordinaire, chaleureux, cultivé, brillant » (in « Le chagrin et la honte », *Le Figaro*, 9 avril 1979).

5- Entretien avec l'auteur le 28 juillet 2010.

6- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

7- Entretien avec l'auteur le 28 juillet 2010.

8- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

9- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

10- Roger Garaudy, *Mon tour du siècle en solitaire. Mémoires*, Robert Laffont, 1989, pp. 437-438.

11- Entretien avec l'auteur le 28 juillet 2010.

12- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

13- Dominique Avon et Anaïs-Trissa Khatchadourian, *Le Hezbollah, De la doctrine à l'action : une histoire du « parti de Dieu »*, Seuil, 2010, p. 37.

# 7
# L’exportation du terrorisme iranien

*« Le Hezbollah est une création iranienne. »*
Ramin PARHAM

Après le départ des contingents de l’armée, ce sont les diplomates et les journalistes français qui sont pris pour cible par le « parti de Dieu ». Le 22 mars 1985, les diplomates Marcel Fontaine et Marcel Carton sont enlevés et séquestrés, avant d’être rejoints deux mois plus tard par le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le chercheur Michel Seurat, qui mourra en captivité. En mars 1986, les journalistes d’Antenne 2, Philippe Rochot, Georges Hansen, Aurel Cornéa et Jean-Louis Normandin, sont à leur tour enlevés alors qu’ils filmaient une manifestation du Hezbollah. Six mois plus tard, le 18 septembre 1986, le colonel Christian Goutierre est abattu en pleine rue de trois balles dans la tête, tirées à bout portant, alors qu’il était sur le point d’entrer dans l’ambassade de France à Beyrouth.

Si certains enlèvements sont revendiqués par le Jihad islamique, personne n’est dupe. Non seulement l’un des bâtiments où sont séquestrés les otages français était, jusqu’en 2006, le siège du Hezbollah au Liban, mais pour nombre d’observateurs, dont l’Américain Robert Baer, Imad Moughnieh, le fondateur du Hezbollah, était également un membre non officiel du Jihad islamique, autre groupe pro-iranien « dont la phraséologie est conforme à la vulgate khomeyniste », comme le signalent les auteurs de *Hezbollah, de la doctrine à l’action*[1]. Lors de mon passage à Gaza, alors que j’interrogeais Khaled al-Batch, l’un des dirigeants actuels du Jihad islamique palestinien, j’ai évoqué le fondateur du Hezbollah. Voici le portrait qu’il m’en a tracé : « C’était un responsable du Hezbollah et un soutien pour tout le peuple palestinien. De la même manière que les

communistes sont fiers de Staline et de Karl Marx, il est de notre droit d'être fiers d'Imad Moughnieh. De tous les combattants de la liberté, il est l'égal d'Ernesto Guevara et de Simon Bolivar, et nous sommes également fiers d'une personnalité de la stature d'Imad Moughnieh. Nous estimons qu'il est l'homme du changement. C'est lui qui a mis fin à la période de désœuvrement du monde arabe ; c'est lui qui a mis fin à la période de capitulation du Liban[2]. » Un hommage sans grande équivoque.

## L'Affaire Eurodif

Si la France est à ce point ciblée par le Hezbollah et ses multiples avatars au Liban, l'idéologie n'est pourtant pas de mise. C'est au contraire une certaine forme de realpolitik qui motive cet acharnement. L'enjeu ? Un inextricable contentieux économique et énergétique qui se réglera bientôt à coups d'attentat meurtrier. Un contentieux qui oppose Paris à Téhéran depuis la prise du pouvoir de Khomeyni.

« Sous l'ancien régime du Shah, explique Ramin Parham, l'Iran était actionnaire d'Eurodif, à hauteur de 10 %. Dans les années 1980, pendant la guerre contre l'Irak, l'idée revient en Iran – de manière parfaitement secrète jusqu'à ce que l'on découvre l'ampleur du projet atomique iranien en 2003 – de relancer le programme atomique mis en œuvre sous le Shah. Mais, pour cela, la République islamique a besoin de technologies, de matériel, et surtout d'uranium enrichi. À partir de là, l'Iran entre en confrontation majeure avec la France sur ce dossier[3]. »

Créée en 1973, Eurodif, la société française productrice d'uranium enrichi, avait fait entrer à hauteur de 10 % l'Iran dans son capital, à la suite d'un accord ratifié par les deux pays le 27 juin 1974, qui prévoyait également la vente de cinq centrales atomiques à l'Iran. Une société franco-iranienne, la Sofidif, fut créée spécialement à cet effet. En contrepartie d'un prêt d'un milliard de dollars, le Shah avait un droit d'enlèvement sur 10 % de l'uranium enrichi par Eurodif. Quand Khomeyni prend le pouvoir, il commence par réclamer le remboursement du prêt

octroyé par le Shah à la France. Et, lorsque l'usine Eurodif entre en activité en 1981, la part des 10 % de la production d'uranium enrichi à laquelle la République islamique a droit. Or, même après la série d'attentats et d'enlèvements perpétrés contre ses ressortissants aux Liban, la France refuse de consentir au remboursement du prêt iranien. Encore moins à la livraison de son uranium enrichi. Le bras de fer n'en est qu'à ses débuts, et pour accroître sa pression sur la France, Khomeyni décide de porter la terreur sur son sol. C'est le début d'une campagne d'attentats dans la capitale française dont l'inventaire fait encore froid dans le dos.

Durant l'hiver 1985, contemporaine des premiers enlèvements de Français au Liban, une première vague frappe Paris. 23 février 1985, attentat contre le magasin Marks & Spencer : 1 mort et 14 blessés. 9 mars, attentat contre le cinéma Rivoli-Beaubourg : 18 blessés. 7 décembre, double attentat contre les Galeries Lafayette et le Printemps, boulevard Haussmann : 43 blessés. Les enquêteurs pataugent. Aucune revendication ne semble crédible. Ils pensent d'abord au FPLP-CR d'Abou Nidal, mais n'ont aucune preuve pour étayer cette thèse.

Puis vient la seconde vague. Février 1986 : le 3, une bombe explose dans la galerie du Claridge ; le 4, dans la librairie Gibert Jeune ; le 5, à la Fnac des Halles : 19 blessés. Le 17 mars, une bombe explose dans le TGV Paris-Lyon : 10 blessés. 20 mars, attentat aux Champs-Élysées : 2 morts. Le 8 septembre, une explosion ravage le bureau de poste de l'hôtel de ville de Paris : 1 mort et 18 blessés. La série s'achève sur le plus spectaculaire et le plus meurtrier, celui du 17 septembre contre le magasin Tati de la rue de Rennes : 7 morts et 51 blessés. Là, plus aucun doute n'est permis. Les revendications sont claires, et les nombreuses tentatives ratées d'attentats (notamment une, dans la tour Eiffel) ont laissé des traces. Le Hezbollah, agissant sur ordre de Téhéran et sous couvert d'un nouveau sigle, le CSPPA, est bien à la manœuvre.

« Le Hezbollah n’a jamais été impliqué en tant que tel, observe Jean-Louis Bruguière, juge antiterroriste. Tous ces mouvements utilisent généralement des appellations de circonstances – y compris le groupe Carlos –, pour masquer leur présence et utiliser d’autres signaux. L’importance d’un attentat, c’est qu’il soit connu et su. C’est un élément de manipulation. Avant, il fallait que l’adversaire sache, mais il n’était pas nécessaire pour autant que l’opinion publique sache. Aujourd’hui, nous sommes entrés dans une époque de communication intense et il faut que l’opinion publique soit impliquée comme effet de levier dans le véhicule de la terreur. Et, donc, le Hezbollah va utiliser le CSPPA : Comité de soutien pour les prisonniers politiques arabes, pour revendiquer les attentats de 1985. Ce qui veut dire Hezbollah, et probablement l’Iran. Mais on est aussi dans les problématiques libanaise et palestinienne. La France est extrêmement présente au Liban, et elle soutient les chrétiens libanais en étant farouchement opposée à l’emprise tout à la fois du Hezbollah et des organisations palestiniennes de type radical sunnite. Il est néanmoins certain que derrière le Hezbollah il y a l’Iran, et que l’Iran avait un intérêt évident à s’impliquer dans ce contexte[4]. »

Profitant de la terreur qui s’est emparée de la France, le Hezbollah réclame la libération de Georges Ibrahim Abdallah, un membre libanais du FPLP passé aux réseaux pro-iraniens. Il a été arrêté en 1984 à Lyon pour l’assassinat en 1982 à Paris d’un membre du Mossad. Dans le même temps, la police française identifie des opérationnels du groupe libanais impliqués dans les attaques à la bombe, qui sont arrêtés et placés en détention. Mais elle doit aussi faire face à d’autres organisations qui perpètrent, dans le même temps, leurs propres actions terroristes. L’ASALA, un groupe indépendantiste arménien, et Action directe, un groupuscule de l’extrême gauche française, sans lien avec les intellectuels du mouvement étudiant de Mai 68.

## Action directe

Depuis une dizaine d'années, les régions parisienne, toulousaine et lyonnaise étaient en proie à l'agitation ponctuelle de mouvements groupusculaires. Rassemblés par le combat antinucléaire, l'anti-franquisme espagnol ou l'opposition à l'extradition de Klaus Croissant, l'avocat de la Fraction Armée rouge – finalement ordonnée le 16 novembre 1977 –, ils avaient participé aux émeutes qui avaient conclu les manifestations contre la réforme des universités, et contre l'installation du réacteur nucléaire Superphénix à Creys-Malville. Au sein de cette nébuleuse, des réseaux de « l'Agitprop » avaient basculé dans la lutte armée. Les Groupes d'action révolutionnaire internationalistes et les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (Napap) avaient fait alliance pour perpétrer des attentats antinucléaires. À partir de 1977, les Napap s'étaient attaqués aux représentants de l'industrie et de l'État : plastiquage des usines Renault et Mercedes, tentative d'assassinat contre le garde des Sceaux Alain Peyrefitte, braquages de banques ou de supermarchés. En campagne pour sa réélection, le président Valéry Giscard d'Estaing avait alors appelé à des sanctions exemplaires, quand une nouvelle organisation revendiquait les plastiquages contre le ministère de la Santé et du Travail, le siège de la Sonacotra, les locaux du patronat de la région parisienne, ou le siège de la Direction de la surveillance du territoire. Le ministère des Transports avait été visé le jour du décès de Jean-Paul Sartre. Action directe venait d'émerger.

Deux de ses membres fondateurs, Jean-Marc Rouillan et Régis Schleicher, ont fait leurs armes au sein des Napap. Le troisième, André Olivier, dans une branche de la Gauche prolétarienne. Ils sont déjà passés par de courtes périodes d'incarcération, conséquence du démantèlement des différents groupuscules autonomes par la police. En septembre 1980, Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, deux des principaux dirigeants du groupe, sont arrêtés après une fusillade, rue Pergolèse à Paris, au cours de laquelle un indicateur qui avait

infiltré le groupe a été abattu. Quelques mois plus tard, François Mitterrand, le candidat de la gauche à l'élection présidentielle, annonce que l'amnistie de début de mandat concernera aussi les « politiques ». Action directe suspend ses actions. Mitterrand tient parole : en mai 1981, ses membres emprisonnés, dont Jean-Marc Rouillan, sont amnistiés. Nathalie Ménigon est libérée pour raison de santé. Le groupuscule qui retrouve la liberté dans le nouveau contexte politique de l'alternance est à la croisée des chemins. En interne, le débat fait rage entre ceux qui entendent poursuivre la lutte armée et ceux qui veulent accompagner la gauche au pouvoir. Certains déposeront les armes pendant que d'autres, comme André Olivier, estiment que les objectifs de la lutte n'ont pas été atteints. Action directe se concentrera désormais sur des cibles sociales ou d'extrême droite. En avril 1985, le siège du journal *Minute* est l'objet d'un énième plastiquage. Convaincus qu'en visant des symboles de « l'impérialisme américain » ils vont pouvoir mettre en place une stratégie de la tension, Ménigon, Rouillan, Cipriani et Aubron constituent le noyau central d'Action directe – sa branche parisienne. En 1982, ils déclarent dans un manifeste la reprise de la lutte armée : « Il n'y a pas à ergoter [...], la violence est là, autolégitimée car elle est la forme logique d'exploitation de ceux que les modes de productions capitalistes abaissent et bafouent[5]. »

Trois mois plus tard, Action directe est dissoute par un décret ministériel. C'est le retour à la clandestinité et la reprise d'actions plus violentes. Les attentats et les tentatives d'assassinats prennent le pas sur les anciennes pratiques du groupe telles que les braquages. Dans le même temps, la branche parisienne d'Action directe entre en contact avec les autres organisations internationalistes qui continuent de frapper en Europe de l'Ouest, menant des opérations coordonnées avec les COLP italiens, les FARL libanais, l'ASALA qui veut obtenir par les attentats la reconnaissance du génocide arménien, les Cellules communistes combattantes belges, et surtout la 3e génération de la Fraction Armée rouge. Le 15 janvier 1985, Action directe et la Fraction

Armée rouge publient une déclaration commune appelant à un « front unique politico-militaire d'Europe de l'Ouest ». Dix jours plus tard, le général Audran, directeur des affaires internationales de la Délégation générale pour l'armement, tombe sous les balles d'un commando terroriste. Le 1er février, c'est Ernst Zimmermann, patron de l'industrie aérospatiale allemande, qui est abattu. Les assassinats sont revendiqués conjointement par la RAF et Action directe. Ces opérations coordonnées se poursuivent en 1986 contre Interpol et la Bundesgrenzschutz, deux organismes chargés de la lutte antiterroriste. De part et d'autre du Rhin, les deux organisations n'abandonnent pas leurs cibles économiques et industrielles, symboles du capitalisme, fût-il d'État.

Au soir du 17 novembre, Georges Besse, le patron de la Régie Renault, est abattu par une femme alors qu'il s'apprêtait à rentrer chez lui, boulevard Edgard-Quinet. Avec une complice, elle s'engouffre dans la ligne 12 du métro, station Raspail, au moment où la sonnerie annonce la fermeture des portes. Une poignée de tracts signés Action directe sera retrouvée sur le quai du métro, qui revendique l'assassinat. Au printemps précédent, Action directe avait tenté d'exécuter Guy Brana, vice-président du CNPF, l'ancien MEDEF, tandis qu'un responsable de Siemens tombait sous les balles de la RAF. La pression policière s'accentue sur la branche parisienne du groupe, depuis le démantèlement de la branche lyonnaise et l'arrestation d'André Olivier en mars 1986. Mais Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani et Joëlle Aubron, le noyau dur d'Action directe, s'est volatilisé. Les policiers sont sur les dents.

« Toutes les polices de France et de Navarre, les Renseignements généraux, tout le monde recherchait le groupe, se souvient Jean-Louis Bruguière qui a instruit l'affaire. Après plusieurs semaines, grâce à un renseignement produit par des informateurs, le groupe finira par être localisé à Vitry-aux-Loges. »

Au soir du 21 février 1987, la police donne l'assaut contre la ferme isolée du Loiret où le groupe s'est calfeutré. Les quatre membres dirigeants du groupe sont arrêtés sans opposer de résistance. En plus des armes et des listes de grands industriels à abattre, on trouve dans la maison les documents que Georges Besse avait rapportés chez lui le soir de son assassinat. Un an plus tard, en octobre 1988, quand s'ouvre le procès du groupe, les membres d'Action directe justifient l'assassinat du patron de Renault en déclarant qu'il était le responsable du « chômage de dizaines de milliers d'ouvriers ». L'entreprise publique était alors en pleine restructuration. En 2001, faisant le lien entre l'assassinat de Besse et celui, début 1985, du général Audran, dans leur documentaire *La République atomique, France-Iran le pacte nucléaire*, David Carr-Brown et Dominique Lorentz avancent une autre hypothèse. Ils rappellent les collusions entre les Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) et la branche internationaliste d'Action directe. Or, Georges Besse, s'il était le PDG de Renault, était aussi patron d'Eurodif. Son assassinat a eu lieu le jour de l'échéance du premier remboursement du prêt iranien. Troublante coïncidence. Quant au général Audran, assassiné un an plus tôt par le groupe, il était l'homme de l'armement irakien dans le gouvernement français. Besse, Audran : deux acteurs clés du litige nucléaire qui oppose Paris et Téhéran. Ce qui laisse penser à une manipulation d'Action directe par l'Iran.

« Je connais la thèse selon laquelle Action directe n'aurait été qu'un instrument de l'Iran dans cette affaire. Moi, je m'inscris en faux contre ces assertions ! s'insurge Jean-Louis Bruguière. Je pense avoir une certaine légitimité dans ce domaine du fait des dossiers que j'ai instruits. Il y a eu des attentats contre le CEA, une série d'attentats contre les immeubles de l'OCDE. Et quand, après l'opération de Vitry-aux-Loges, j'ai supervisé les perquisitions dans la planque du groupe, on a trouvé parmi d'autres documents un *press book* dans lequel étaient archivés tous les complices de la bande des quatre, mais surtout la liste de leurs objectifs. Ils avaient identifié des individus qu'on ne

connaissait même pas, des gens qui appartenaient au CAC 40, des responsables de la DEA et des industries de l'armement. Des ingénieurs de Thomson qui avaient fait l'objet de repérages et de filatures étaient tout autant ciblés. Ce n'étaient pas des choix dus au hasard, mais des choix stratégiques. En réalité, la problématique fondamentale du basculement d'Action directe en 1985, c'est la relation quasi fusionnelle ou organique qui s'est faite avec la RAF allemande. Et, factuellement, il faut rappeler que le coup de filet de Vitry aux-Loges, qui date de février 1987, est contemporain de l'effondrement de l'ensemble de la nébuleuse euro-terroriste. Au même moment, les Brigades rouges, les BRPCC (Brigade rouge pour la construction du parti communiste combattant) ou l'UCC (Union des communistes combattants) décident d'abandonner leurs opérations pour des raisons idéologiques. Ils abandonnent tout en disant qu'ils se sont trompés. De leur côté, les Cellules communistes belges sont décapitées. Les seuls à persister, c'est la RAF, parce que sa base arrière est à Berlin-Est. Nous savons aujourd'hui que la RAF était sous le contrôle de la Stasi, et il faudra attendre la chute du mur pour que ses derniers éléments soient arrêtés. Incontestablement, on observe en 1985 des relations étroites entre les deux assassinats perpétrés en France et des assassinats contre des cibles identiques en Allemagne. Il y a ceux qui sont géostratégiquement dans des positionnements de l'appareil militaro-industriel, parce que ces deux organisations se disent anti-impérialistes.

Il y a eu par ailleurs des tentatives de partenariat avec les Palestiniens. Elles n'ont pas abouti parce que les Palestiniens n'avaient pas trouvé Action directe suffisamment professionnelle. Eux auraient été trop contents de bénéficier d'un label internationaliste. Les Palestiniens trouvaient que les membres d'Action directe n'avaient aucune pensée structurée, ce qui est vrai. *A contrario*, les Italiens avaient une vraie pensée révolutionnaire, et une certaine légitimité populaire. Ils étaient partis en usine, ils ont constitué une base sociale appuyée sur une véritable réflexion politique et un corpus de nombreux écrits. Cela n'a jamais été le cas d'Action directe. Action directe était un

groupe anarchiste. Ils venaient de la région toulousaine, des Napap, des Gari, de leurs liens avec les Espagnols. Du reste, en Italie, ils vont beaucoup plus se rapprocher de Prima Linea ou des COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat), un groupe anarchiste, que des Brigades rouges. C'est la RAF qui va leur donner une certaine légitimité, la possibilité d'avoir une logorrhée révolutionnaire qui fonctionne mieux. Et, à partir du moment où s'opère cette fusion organisationnelle en 1985, le passage à l'acte se fait par codécision. Certaines actions seront même co-revendiquées RAF et Action directe. »

Queue de comète du terrorisme international des années 1970, les membres d'Action directe sont condamnés en 1989 à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de dix-huit ans. Au total, l'organisation comptait moins de 180 militants. Du fond de leur cellule, Nathalie Ménigon et Régis Schleicher renonceront en 2004 à la lutte armée, déclarant que « l'hypothèse que nous défendions a failli ». Toujours avec un train de retard. Car, à cette date, il y a longtemps déjà que l'euro-terrorisme a disparu.

## Sortie de crise

Alors qu'Action directe est démantelée, l'Iran accentue la pression sur le gouvernement français en réclamant la libération d'Anis Naccache. L'ancien partenaire de Carlos, qui a intégré les réseaux clandestins iraniens dans la foulée de la révolution islamique, vient d'être condamné à perpétuité pour avoir tenté d'assassiner, sur ordre de Khomeyni, Chapour Bakhtiar, l'ancien Premier ministre du Shah.

Maître Jacques Vergès est sollicité pour jouer les intermédiaires auprès des autorités françaises : « Il avait été condamné à perpète et il purgeait sa peine à Clermont. Un jour, il m'écrit en me demandant de passer le voir. J'y vais : "La France est en train de négocier au sujet du prêt consenti par le Shah dans le domaine nucléaire, me dit-il. La France est prête à restituer cet

argent. C’est le moment de soulever mon problème. J’étais silencieux jusqu’à maintenant, et j’ai décidé que c’était le bon moment pour moi de sortir de prison. Mort ou vif, les pieds devant ou debout. Je vais commencer une grève de la faim, et je vous demande de l’orchestrer.” Il commence sa grève de la faim, on le transfère à l’hôpital de Fresnes où je lui rends visite tous les jours. Sa grève de la faim dure cinquante jours. Il se retrouve squelettique, on lui met toutes sortes de tuyaux pour l’alimenter, et tous les jours je fais un communiqué à l’agence iranienne de presse et à l’AFP disant l’affaissement de son état de santé, sa vie en danger. Des réunions se tiennent au ministère de l’Intérieur. On informe Naccache dans la journée du résultat de ces réunions, et lui en discute avec moi. »

Tétanisée par la campagne d’attentats sur son territoire, la France est maintenant prête à céder aux exigences iraniennes. Notamment financières. Mais sur l’essentiel, le volet nucléaire, elle tient bon.

« François Mitterrand a informé les autorités iraniennes qu’Anis Naccache allait être libéré, poursuit Vergès. Quand il l’a su, Naccache m’a dit : “J’arrête la grève de la faim.” Une semaine après il était libéré[6]. »

Pendant ce temps, l’enquête sur la campagne d’attentats se poursuit. Elle se concentre maintenant sur Wahid Gordji, un traducteur à l’ambassade d’Iran à Paris. Gordji est un agent officieux du régime de Téhéran. Il a notamment été chargé des négociations avec les diplomates français dans l’affaire des otages du Liban. Il entretient aussi des liens avec certaines mouvances radicales de l’extrême droite française. En mai 1987, il a signé et remis un chèque de 120 000 francs aux dirigeants de la librairie parisienne Ogmios, où il se rend fréquemment, laquelle diffuse de nombreux ouvrages négationnistes[7]. Au fil de l’enquête les policiers et le juge qui instruit l’affaire mettent en cause Gordji. Le juge Gilles Boulouque demande son interpellation en

juin 1987. Gordji se réfugie dans son ambassade, très vite assiégée par la police et les médias.

L'affaire provoque la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, ce qui n'empêche pas Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur, de se servir de lui comme monnaie d'échange contre les otages français au Liban. Contre une vraisemblable rançon remise à l'Iran (on avance le chiffre de 330 millions de dollars), le Hezbollah libère les journalistes Roger Auque et Jean-Louis Normandin le 28 novembre 1987. Le lendemain, Gordji est entendu par le juge Boulouque. Après l'entretien, il se rend à l'aéroport, le plus légalement du monde, et prend un avion pour Téhéran. Il quitte Paris et n'y reviendra plus. Gordji est accueilli en descendant de l'avion comme un héros par le gratin du régime iranien. Les médias français, persuadés de sa culpabilité, accusent le juge d'avoir cédé à la raison d'État en le laissant partir. Lâché par les plus hautes instances de la République – on se souvient de la passe d'armes lors du débat télévisé qui oppose Jacques Chirac, alors Premier ministre de la cohabitation, et le président François Mitterrand entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988 –, le juge Boulouque, sali, calomnié, lui qui avait pourtant mené l'enquête avec intégrité, ne s'en remettra pas. Il se tire une balle dans la tête le 13 décembre 1990.

## Les Versets sataniques

Indépendamment du conflit diplomatique qui l'a opposé à la France, Khomeyni n'a pas renoncé à exercer son leadership sur le monde musulman. Pour cela, il lui faut revenir avec force sur le terrain idéologique et religieux. L'affaire des *Versets sataniques* lui en donne l'opportunité.

Cette fable foisonnante, publiée au mois de septembre 1988 par l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, tourne en dérision certaines croyances islamiques et fait un portrait peu flatteur du prophète Mahomet. Dès sa publication, le

livre provoque l'ire des pays musulmans où il est boycotté. Des manifestations suivies d'autodafés ont lieu dans plusieurs pays, dont le Pakistan, ou l'Égypte – et même le Royaume-Uni ; comme à Islamabad le 12 février, elles font plusieurs morts.

C'est dans ce contexte électrique qu'est lue sur les ondes de Radio Téhéran, le 14 février 1989, la fatwa rédigée par l'ayatollah Khomeyni : « Au nom de Dieu tout-puissant, je veux informer tous les musulmans que l'auteur du livre intitulé *Les Versets sataniques*, qui a été écrit, imprimé et publié en opposition à l'islam, au prophète et au Coran, aussi bien que ceux qui l'ont publié ou connaissent son contenu, ont été condamnés à mort. J'appelle tous les musulmans zélés à les exécuter rapidement, où qu'ils les trouvent, afin que personne n'insulte les saintetés islamiques. Celui qui sera tué sur son chemin sera considéré comme un martyr. C'est la volonté de Dieu. De plus, quiconque approchera l'auteur du livre, sans avoir le pouvoir de l'exécuter, devra le traduire devant le peuple afin qu'il soit puni pour ses actions. Que Dieu vous bénisse tous. »

« La fatwa contre Salman Rushdie est un très bon exemple de la pensée qui règne encore aujourd'hui chez les juristes du monde islamique, aussi bien sunnite que chiite, souligne Mohsen Sazegara. Dans ce cadre légal – puisque pour les législateurs iraniens, au premier rang desquels Khomeyni, *Les Versets sataniques* sont perçus comme blasphématoires, comme une insulte envers Dieu – le châtiment requis pour un tel crime est la mort. Cette fatwa affirme aussi que la liberté de pensée, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de religion, toutes ces choses consacrées par l'Occident, ne peuvent pas avoir leur place dans une société régie par la loi islamique. »

Et parce que né de parents musulmans – de ce fait, coupable d'apostasie –, Salman Rushdie est doublement condamné à mort. Une récompense est promise à celui ou ceux qui l'exécuteront. C'est un long cauchemar qui commence pour l'écrivain qui doit désormais vivre dans la clandestinité sous protection policière, et changer constamment de lieu de résidence. Selon Ramin Parham, la condamnation à mort de l'écrivain, qui fait entrer le mot

« fatwa » dans le vocabulaire et les dictionnaires, s'apparente à un acte terroriste. Elle est aussi et surtout un prodigieux moyen de communiquer à moindres frais : « C'est à partir d'une simple note, probablement manuscrite et rédigée sur un bout de papier, portant le sceau de Khomeyni, que le monde occidental va se charger de sa diffusion. Cette fatwa est diffusée par les médias, la technologie et la culture occidentales, propageant la terreur incarnée par l'Iran ; une terreur depuis lors intériorisée, et qui va se sédimenter petit à petit, jusque dans les recoins de tous les comités éditoriaux du monde occidental. À partir de là, chaque journal se posera la question des conséquences avant d'écrire quoi que ce soit qui touche à l'islam et à ses lois. On pense inconsciemment "fatwa", "condamnation à mort". C'est pour Khomeyni une méthode extrêmement efficiente, qui n'a pas coûté un centime, et qui permet de diffuser les idées de la révolution, rappeler l'intransigeance des lois islamiques dans le monde musulman, tout autant que d'intimider l'Occident. Rappelons que Salman Rushdie a vécu avec cette menace pendant des années, qu'il a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat, que son éditeur japonais, Hitoshi Igarashi, a été assassiné, son éditeur norvégien poignardé, et que 37 personnes sont mortes dans un hôtel incendié par les manifestants qui protestaient en Turquie contre la publication des *Versets satanique*s en turc. Alors oui, dans ce cas-là, avec ce type de fatwa, la menace de mort est bien réelle, et elle existe de Londres à Tokyo. Aujourd'hui, une sourdine a été mise là-dessus car les préoccupations iraniennes sont d'un autre ordre, mais la fatwa court toujours[8]. »

En France, la pluie de bombes a cessé. Les victimes se comptent ailleurs, et en très grand nombre. Des explosifs ont été placés dans deux avions de ligne : les premiers dans un Boeing de la Pan Am qui se désintègre le 21 décembre 1988 au-dessus de Lockerbie en Écosse, faisant 270 victimes, les seconds dans un avion français qui reliait Brazzaville à Paris. Il explose au-dessus du Niger le 19 septembre 1989. Il n'y a aucun survivant parmi les

170 passagers. Deux attentats qui portent la marque de Kadhafi, le financier de l'IRA, de l'ETA, des Brigades rouges, des groupes Carlos et Abou Nidal.

Dans le cas de l'attentat contre le Boeing américain, il s'agit d'un règlement de comptes qui comprend plusieurs phases. Après que l'enquête a révélé l'implication de la Libye dans un attentat contre une discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par les Marines, et dans lequel un Américain a été tué, le président Reagan lance une opération de représailles appelée « Eldorado Canyon ». Un raid aérien qui, le 15 avril 1986, bombarde la résidence de Kadhafi. Ce dernier, averti peu de temps auparavant, a eu le temps de quitter Tripoli. Il prétendra que sa fille adoptive a trouvé la mort au cours de l'attaque. Ce serait donc en réaction aux représailles américaines que Kadhafi a fait exploser l'avion de la Pan Am. Pour ce qui concerne l'attentat contre l'avion français, qui implique par ailleurs une collaboration des services secrets congolais, les motifs semblent plus complexes. Ils n'ont d'ailleurs jamais été clairement établis. La France s'était opposée au survol de son territoire par les avions américains de l'opération « Eldorado Canyon ». Elle est même soupçonnée d'avoir averti le président libyen peu avant l'attaque, ce qui lui aurait permis d'en réchapper. Que Kadhafi s'en prenne à la vie de ses ressortissants paraît donc incompréhensible. Selon Jean-Louis Bruguière, qui entame une longue enquête au terme de laquelle les familles des victimes de l'attentat seront dédommagées par la Libye (qui pourra en contrepartie, pendant quelques années, réintégrer le concert des nations), il s'agissait de « manipuler l'ensemble des mouvements d'opposition en Afrique afin de créer une instabilité politique. En manipulant les opposants aux régimes soutenus par la France, son intention était de lutter contre l'influence de [la France] en Afrique. [La Libye] a même initié des actions terroristes en ce sens, sous la forme soit d'attentats ou de tentatives d'attentats, notamment contre la compagnie UTA, soit de projets d'assassinats dont l'un visait à Bangui le président Mitterrand. [...] La France, qui joue aussi un rôle en Centrafrique, empêche l'expansionnisme libyen. Kadhafi rêv[ait] de

transformer ce pays en base arrière. La volonté du Guide, il faut le comprendre, [était] de conquérir l'ensemble de l'Afrique noire[9] ».

Le terrorisme continue de frapper. Et, malgré l'inflation des victimes, dans un cadre relativement maîtrisé où l'adversaire, même masqué, est bien connu. Pourtant, c'est à partir d'un théâtre relativement ignoré de l'Occident, l'Afghanistan, que tout est sur le point de basculer.

1- Dominique Avon et Anaïs-Trissa Khatchadourian, *op. cit.*, p. 41.

2- Entretien avec l'auteur le 17 septembre 2010.

3- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

4- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

5- Cité par Isabelle Sommier, *La Violence révolutionnaire*, Presses de Sciences Po, 2008, p. 111.

6- Entretien avec l'auteur le 11 octobre 2010.

7- « Gordji finançait des éditions pas très catholiques », *Le Canard enchaîné*, 5 août 1987 ; Edwy Plenel, « Un chèque iranien pour une maison d'édition. Quand Wahid Gordji aidait l'extrême droite », *Le Monde*, 6 août 1987.

8- Entretien avec l'auteur le 12 mai 2010.

9- Jean-Louis Bruguière, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009, p. 218.

# 8
# Du Caire à Jalalabad

*« Il m'a dit que l'Amérique était un ennemi plus grand pour les musulmans que l'Union soviétique. »*
Abdallah SCHLEIFER

En 1974, après être passé par Cuba et par Beyrouth, le révolutionnaire américain Marc Schleifer, qui a changé son nom en Abdallah Schleifer après une conversion au soufisme lors d'un séjour au Maroc en 1962, s'est installé au Caire. Devenu un journaliste renommé, il y prend ses fonctions de chef du bureau moyen-oriental des informations de la chaîne américaine NBC.

« C'était après la guerre du Kippour, raconte-t-il. Le président Anouar el-Sadate venait de découvrir qu'il pouvait avoir bonne presse aux États-Unis en étant un peu plus ouvert, et tout avait changé au Caire. Un journaliste étranger y jouissait d'une liberté comparable à celle dont il aurait pu bénéficier en Israël[1]. »

Dès son arrivé, il y a fait la rencontre de Mahfouz Azzam, un avocat de la bourgeoisie cairote. L'homme, cultivé et charismatique, se prend d'affection pour le journaliste américain qui devient, du fait de sa conversion à l'islam, un proche du cercle familial. C'est dans ce cercle aisé, l'un des plus influents du Caire[2] qu'Abdallah Schleifer se lia avec le neveu de Mahfouz Azzam, un jeune homme de 23 ans au visage rond et à l'expression taciturne, les cheveux noirs bouclés, portant des lunettes aux verres très épais. Un brillant étudiant à la faculté de médecine du Caire. Ce jeune homme s'appelait Ayman al-Zawahiri. Depuis la mort de Ben Laden, il est le numéro un d'Al-Qaida.

Abdallah Schleifer se recale dans le canapé. Après une tirade de près de trente minutes déclamée sans respirer, brassant l'air avec ses mains, agitant en tous sens le bouc blanc qui pointe sous son menton,

les yeux écarquillés sous ses lunettes, il reprend enfin son souffle. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un comme Abdallah Schleifer. Lawrence Wright le décrit dans *La Guerre cachée*[3] comme « un grand échalas » de près de deux mètres, chaleureux et volubile. Et un cuistot hors pair. En l'écoutant, en l'observant, je me rends compte à quel point son langage corporel est une superposition de toutes les strates de vie qui ont sédimenté en lui, chacune ayant laissé une empreinte tangible. Sa scansion et sa gestuelle si particulières sont celles d'un Noir américain – héritage de son compagnonnage avec les mouvements de libération noirs des années 1960 –, et de cette transe verbale pratiquée par la *Beat génération*, au sein de laquelle, alors tout jeune intellectuel, il écrivit ses premiers textes. Sa foi musulmane est dans sa démarche hiératique de vieux prophète, au même titre que cette barbichette qui tient davantage du sage sénégambien que du frère musulman. Par l'humour et la culture, il demeure un juif new-yorkais – probablement le seul musulman pratiquant au monde à écrire pour un journal en yiddish. Et puis, filtrant de ses yeux clairs, l'intelligence cristalline produite par un cerveau hyperactif. Je l'ai rencontré chez lui, à Al-Rehab, une banlieue résidentielle du Caire où il est une excentricité locale. Dans une de ses barres d'immeubles, il occupe seul un petit appartement à la décoration minimaliste, entretenue par une discrète employée de maison. À 76 ans, son esprit ne lui laissant aucun répit, si ce n'est lors des cinq prières quotidiennes qu'il respecte scrupuleusement, Schleifer ne peut se résoudre à prendre sa retraite. Il enseigne toujours le journalisme à l'université américaine du Caire, et vient d'entamer l'écriture de ses mémoires.

« Ayman était un garçon d'une rare intensité, poursuit-il. Quelqu'un pour qui le monde des idées était très important. Il était aussi très poli, très bien éduqué, et, du moins à l'époque, il acceptait la contradiction que je pouvais lui opposer. »

Fils du Dr Rabie al-Zawahiri, professeur en pharmacologie à l'université Ain Shams du Caire, Ayman al-Zawahiri est issu d'une lignée de scientifiques. Son oncle, spécialiste des maladies vénériennes, était un dermatologue réputé. C'est pourquoi il embrassa, comme sa sœur jumelle, Umnia, et sa sœur cadette, Heba, une carrière

médicale. De chirurgien, dans le cas d'Ayman. Une autre branche de la famille avait produit des religieux célèbres. Son grand-oncle, Mohammed al-Ahmadi al-Zawahiri, avait été le grand imam de la mosquée Al-Azhar, et un modernisateur de l'université islamique. Tous les hommes du côté paternel étaient des érudits de l'université Al-Azhar. Si bien que, dès le plus jeune âge, Ayman al-Zawahiri avait baigné dans la ferveur religieuse, fréquentant la mosquée Hussein Sidki où il allait régulièrement prier et écouter les prêches de l'imam. Quand Abdallah Schleifer fit sa connaissance, c'était un jeune homme déjà très impliqué dans l'activisme politique et religieux.

« Peu après notre rencontre, Ayman m'a fait visiter le campus de son université. Il y régnait une agitation proche de celle que j'avais connue en Amérique dans les années 1960. Mais, ici, cette agitation était portée par une nouvelle idéologie qui traversait toute la jeunesse. Une idéologie qui ne s'exprimait pas dans la langue du marxisme, mais dans celle de l'islamisme. La religion musulmane était en train d'être transformée en une idéologie révolutionnaire, au même titre que le marxisme ou le fascisme. De mon point de vue, l'islam était une religion, mais en tant que journaliste, ce que je pouvais penser n'avait aucune importance. Ce qui était important, c'était ce phénomène nouveau, qui s'était épanoui grâce au soutien initial du président égyptien Sadate. En marchant au côté d'Ayman dans le campus de l'université, j'ai pu prendre la mesure de cette nouvelle force idéologique. »

Ce mouvement étudiant, appelé *Jama'a al-Islamiya*, était issu des Frères musulmans. À la mort de Nasser, quand Sadate, opposé aux marxistes et aux nasséristes, en mal de légitimité, s'était appuyé sur eux pour se maintenir au pouvoir, il avait passé un pacte avec la Confrérie : contre leur soutien, Sadate leur offrait la liberté, les autorisant à prêcher leur doctrine. En contrepartie, il avait exigé qu'ils renoncent à la violence. Sadate fit libérer les Frères musulmans qui croupissaient dans les geôles nassériennes et, parce qu'ils n'avaient pas le droit de se constituer en parti politique, les Frères musulmans s'empressèrent de noyauter les syndicats professionnels et étudiants. Mais sa branche la plus radicale, représentée par la jeunesse étudiante

de la *Jama'a al-Islamiya*, était déjà en train d'élaborer le projet d'un régime islamique en Égypte. Eux n'avaient pas renoncé à l'usage de la violence.

« Ce que j'ignorais, reprend Schleifer, c'est que, quand il avait 15 ans, Ayman avait créé un petit groupe clandestin comme il y en avait tant en Égypte, influencé par les idées d'un penseur très radical venu des Frères musulmans appelé Sayyid Qutb. Qutb avait émergé au moment même où les Frères musulmans renonçaient à la violence avec laquelle ils avaient flirté au milieu des années 1940. Ses disciples, dont Ayman faisait partie, et que l'on peut tout autant appeler salafistes que wahhabites, étaient attachés à un islam très légaliste, puritain – très peu concerné par sa dimension mystique, précisément celle qui m'avait conduit à devenir musulman. Je compris rapidement, en discutant avec lui, qu'il était farouchement opposé à la nouvelle alliance se profilant entre Sadate et les États-Unis, un pays qui avait offert un sanctuaire au Shah d'Iran. »

Ayman al-Zawahiri avait fondé cette organisation (*Tala'ah al-Fatah*, « Avant-Garde de la conquête »), qui, en 1966, l'année de l'exécution de Qutb par Nasser, prendrait le nom d'Al-Jihad. Un an plus tard, l'issue de la guerre des Six Jours devait contribuer à le radicaliser davantage, la défaite étant perçue comme une humiliation et le discrédit du nationalisme arabe : non seulement les pays arabes avaient été vaincus en six jours, ils avaient perdu de vastes territoires, mais il y avait aussi dans cette défaite, pour les jeunes radicaux islamistes, les racines d'un mal plus profond. La déroute de l'islam face à la modernité occidentale. Avant d'engager le combat contre « l'ennemi lointain » – l'Occident –, la priorité était pour l'heure de faire tomber « l'ennemi proche », ces potentats arabes tentés par la laïcité occidentale, d'y installer la charia, puis le califat islamique. Peu de temps après avoir fait visiter le campus à son ami américain, Al-Zawahiri obtenait son diplôme de médecin. Il consacra les trois années suivantes à pratiquer la chirurgie dans une base de l'armée égyptienne, puis se maria avec Azza Nowair, une fille de bonne famille qui s'était elle-même radicalisée au cours de ces dernières années, adoptant le niqab contre la volonté de sa famille, le voile intégral qui ne laisse apparaître que les yeux. Leur mariage fut célébré au mois de

février 1978, sans musique ni photographies. À peine marié, Al-Zawahiri abandonna son épouse pour se rendre au Pakistan porter assistance aux réfugiés afghans. L'URSS venait d'envahir l'Afghanistan, et le Jihad contre les Soviétiques avait été déclaré par un groupe de salafistes rassemblés sous la bannière d'un imam palestinien, Abdullah Azzam. Al-Zawahiri demeura quatre mois à Peshawar, travaillant dans les dispensaires de la branche islamique de la Croix-Rouge où les conditions d'hygiène étaient des plus critiques. Il devait en revenir transfiguré.

## Les accords de Camp David

La guerre en Afghanistan est l'un des trois événements, cette même année 1979, qui contribuèrent à galvaniser la ferveur idéologique et religieuse d'Ayman al-Zawahiri. Le second fut la révolution islamique en Iran.

« Pour les musulmans du monde entier, écrit Lawrence Wright, Khomeyni avait recadré le débat avec l'Occident. Au lieu de soumettre l'avenir de l'islam à un modèle démocratique et séculier, il avait imposé un renversement spectaculaire. Faisant appel à la force inflexible de l'islam qui s'est manifestée au cours des mille années précédentes, il prononçait des sermons dans un langage qui préfigurait les diatribes révolutionnaires de Ben Laden. "Il n'y a qu'un seul moyen de se faire obéir, c'est avec l'épée ! L'épée est la clef du paradis, dont la porte ne s'ouvrira que devant les saints combattants !" La transformation soudaine d'un pays moderne, puissant et riche tel que l'Iran en une théocratie rigide démontrait en outre que le rêve des islamistes était réalisable[4]. »

Le troisième événement, celui qui devait sceller le destin de Al-Zawahiri, un véritable coup de massue pour l'ensemble des Frères musulmans, ce fut la poignée de main sur la pelouse de la Maison-Blanche entre Sadate et le Premier ministre israélien, Menahem Begin, sous l'œil bienveillant du président américain Jimmy Carter. La paix avec l'État hébreu, bientôt entérinée par un

référendum en Égypte. Immédiatement, les Frères musulmans, comme la nébuleuse extrémiste qu'ils avaient enfantée, manifestèrent violemment contre le régime de Sadate qui fit interdire ces manifestations, les associations religieuses étudiantes, et le port du niqab à l'université. Pour les Frères musulmans, c'était une déclaration de guerre. En faisant la paix avec Israël, Anouar el-Sadate avait signé son arrêt de mort. Une fatwa, émise par le cheikh Omar Abdel Rahman, le chef de la *Jama'a al-Islamiya*, la branche la plus extrémiste des Frères musulmans, appela à son assassinat.

« El-Sadate avait commencé sa carrière l'esprit ouvert, en menant une assez bonne politique, se souvient avec regret Mohammed Mehdi Akef, l'ancien guide suprême des Frères musulmans égyptiens. Il avait fait libérer tous les Frères, et il a ensuite entretenu de bonnes relations avec nous. Notre collaboration était fructueuse, et elle se poursuivit jusqu'aux accords de Camp David signés en 1979. C'est alors qu'a débuté l'affrontement entre lui, les Frères musulmans et toutes les forces nationales, parce que ces accords sont injustes et corrompus. C'est ce qu'ont alors déclaré les Frères musulmans. El-Sadate a insisté pour conclure les accords de Camp David alors que tout le peuple était contre lui. En 1981, il nous a tous mis en prison. Il a arrêté tout le monde – Frères ou pas Frères, même des chrétiens –, et les a mis en prison. Ce fut la plus grande indignité dont Sadate s'est rendu coupable[5]. »

En effet, au mois de septembre, Sadate ordonnait l'arrestation de 1 500 activistes. En majorité des islamistes, principalement des Frères musulmans, même si se trouvaient aussi parmi eux des marxistes, des Coptes, des étudiants, des journalistes et des écrivains. Ayman al-Zawahiri avait poussé d'un cran son militantisme politique en intégrant sa cellule au Jihad islamique. Le Jihad islamique, créé de l'absorption de différents groupuscules préexistants, était devenu une véritable organisation paramilitaire dont la raison d'être était la prise du pouvoir en Égypte. Après les accords de Camp David, le Jihad islamique

avait recruté plusieurs officiers de l'armée, dont Aboud al-Zumar, un colonel des services de renseignements qui avait conçu un projet de coup d'État révolutionnaire, et Isam al-Qamari, un commandant de char qui, en dérobant des armes dans les casernes, avait constitué l'arsenal militaire de l'organisation. Le plan de Zumar consistait d'abord à décapiter les élites en liquidant les principaux représentants de la classe dirigeante, puis à s'emparer des quartiers généraux de l'armée, et des centres de communication. Par une annonce à la radio, en appelant le peuple à se soulever et à renverser le pouvoir, il aurait déclenché la révolution islamique. Un scénario à l'iranienne. Mais, lors du coup de filet mené par Sadate, la plupart des dirigeants du Jihad islamique furent mis sous les verrous. Tous, sauf Al-Zawahiri et les membres d'une cellule constituée de jeunes recrues. Ce sont eux qui, agissant sous les ordres de Khaled Islambouli, allaient organiser l'assassinat du président Anouar el-Sadate. Si Al-Zawahiri put échapper à la prison, c'est qu'il n'était pas au Caire, parti pour un second séjour au Pakistan et en Afghanistan. À son retour, il rencontra une dernière fois Abdallah Schleifer.

« C'était très peu de temps avant l'assassinat de Sadate, confie Schleifer. Il avait changé. Son discours était devenu très radical. Je me souviens que nous avons eu un échange assez tendu. Il m'a dit que l'Amérique était un ennemi plus grand pour les musulmans que l'Union soviétique. Souvenez-vous qu'il y avait une guerre en Afghanistan contre les Soviétiques. J'ai été sidéré par ça. J'ai dit à Ayman : "Tu sais, je suis très critique à l'égard des États-Unis, mais tu ne peux pas faire une telle comparaison, il n'y a pas de comparaison possible ! L'Union soviétique, depuis le premier jour, a décidé de détruire la religion musulmane en fermant 50 000 mosquées, en interdisant aux familles de donner à leurs enfants une éducation religieuse. En Amérique, nous avons la liberté totale de religion. La liberté de pratiquer l'islam y est plus grande que dans le monde arabe parce que le gouvernement n'intervient pas dans les affaires religieuses." Nous avons débattu longuement à ce propos, à couteaux tirés, et finalement Ayman a coupé court en me disant :

“Tu ne peux pas comprendre ce que je dis, Abdallah, parce que tu es américain.” J’étais d’autant plus choqué qu’au même moment les États-Unis armaient les moudjahidin, la guérilla afghane qui résistait contre les Soviétiques. Au nom de l’union sacrée contre le communisme, ils étaient soutenus par une très grande majorité d’Américains – cela allait du gouvernement aux chrétiens, en passant par les conservateurs. J’ai compris à ce moment-là qu’Ayman ne s’adressait plus à moi en tant qu’individu. Au-delà de ma personne, il s’adressait à une foule imaginaire de 10 000 ou 50 000 personnes. C’est ce qui arrive aux gens qui ne perçoivent plus le monde que par le prisme de leur engagement politique[6]. »

Pour Al-Zawahiri, la guerre contre l’Union soviétique n’était qu’un galop d’essai. La cible principale, déjà, c’était les États-Unis. Il écrira plus tard qu’il considérait le Jihad afghan comme « un entraînement de la plus haute importance qui préparerait les moudjahidin à mener la bataille tant attendue contre la superpuissance qui, désormais, exerce seule sa domination sur le monde, à savoir les États-Unis[7] ». Après cette conversation, Schleifer ne revit plus jamais Ayman al-Zawahiri. Du moins en privé.

## L’assassinat d’Anouar el-Sadate

Au matin du 6 octobre 1981, assis dans la tribune présidentielle occupée par des dignitaires du régime – dont le vice-président Hosni Moubarak – et des diplomates étrangers, le président Anouar el-Sadate assiste à une parade militaire. Soudain, au passage des blindés, un véhicule se détache du cortège et fonce vers la tribune. Des coups de feu éclatent, surprenant les cameramen qui filment la scène, et cherchent à travers l’œil de l’objectif d’où proviennent les tirs. Trois hommes, Khaled Islambouli en tête, sautent du véhicule militaire munis de grenades et de fusils mitrailleurs. Ils canardent la tribune en criant : « Mort au Pharaon ! » La panique et le chaos submergent les tribunes. Les spectateurs qui se sont levés d’un bond quittent

les bancs sur lesquels ils étaient installés en se ruant vers la sortie. Les chaises s'empilent sur le sol de la tribune présidentielle ; plusieurs personnes sont à terre, pataugeant dans le sang. Le vice-président Hosni Moubarak, touché à la main, est exfiltré à la hâte entre ses gardes du corps. Sept personnes sont mortes sur le coup. Parmi elles, l'ambassadeur cubain et un évêque orthodoxe copte. Une fois les terroristes neutralisés, le président égyptien, grièvement blessé, est porté hors de la tribune et transporté en ambulance à l'hôpital du Caire. Il est déjà mort. Son décès sera annoncé quelques heures plus tard.

« Khaled Islambouli était le frère du chef de la cellule d'Assiut du Jihad islamique, précise Abdallah Schleifer. Lors du coup de filet mené par Sadate avant son assassinat, Khaled avait vu son frère se faire molester devant toute la famille par les policiers qui étaient venus l'arrêter. Khaled avait été profondément marqué par cela. L'honneur de la famille était engagé, et il fallait pour lui laver cet affront. C'est la raison pour laquelle il avait intégré le Jihad islamique, cherchant à se venger de la manière terrible dont son frère avait été traité. Il avait affirmé pouvoir mener cette attaque parce que c'était un membre de l'armée. C'est lui qui avait planifié toute l'opération. »

Hosni Moubarak, qui forme son gouvernement après les obsèques d'Anouar el-Sadate, organise une grande rafle dans les milieux islamistes. Sept cents personnes sont arrêtées. Alors que, à la fin du mois d'octobre, Al-Zawahiri était en chemin vers l'aéroport du Caire où il s'apprêtait à partir une troisième fois pour Peshawar, un véhicule de la police stoppa la voiture conduite par son frère. Al-Zawahiri fut emmené au commissariat de Maadi, non loin de la maison familiale. Il nia toute participation à l'assassinat du président égyptien, et prétendit n'avoir été informé de rien – ce qui était probablement vrai. L'un des policiers chargé de son interrogatoire le gifla, et Al-Zawahiri lui rendit sa gifle. « On parla partout de Al-Zawahiri comme de celui qui rend coup pour coup », raconte Schleifer.

En attendant le procès, il fut incarcéré dans une vieille forteresse du Caire et constamment battu. Son influence et sa réputation s'en trouvèrent renforcées, si bien qu'au procès des 300 islamistes accusés d'avoir trempé dans l'assassinat de Sadate, qui s'ouvre le 4 décembre 1982, il apparaît comme le porte-parole du groupe. Dans l'enfilade de cages où sont rassemblés les prévenus, on le voit au premier rang mener le tumulte qui marque l'ouverture des débats.

Schleifer était là : « J'ai couvert le procès pour NBC, et j'étais présent dans la salle d'audience avec une petite équipe de tournage. J'ai vu Ayman au milieu des autres accusés. Le groupe qui avait perpétré l'attentat n'était pas parmi eux ; ils avaient été exécutés deux semaines après l'assassinat de Sadate. C'est alors que je l'ai vu faire cette déclaration tonitruante. »

Parmi les prévenus qui agitent des slogans islamistes, antiaméricains et antisémites, rédigés ou dessinés sur des bouts de tissu, vêtu d'une djellaba blanche, la barbe ronde mal taillée et déjà grisonnante (il n'est âgé que de 31 ans), un turban sur la tête, le regard noir perçant sous les verres de ses lunettes, Al-Zawahiri lève le poing et se lance dans une diatribe en anglais, s'adressant à ses juges, mais surtout aux caméras de télévision : « Aujourd'hui nous voulons nous adresser au monde entier ! Qui sommes-nous ? Nous sommes des musulmans qui croient en leur religion. C'est pourquoi nous avons fait tout notre possible pour instaurer un État islamique et une société islamique ! Nous sommes le véritable front islamique et la véritable opposition islamique au sionisme, au communisme et à l'impérialisme ! [...] Nous avons subi les traitements les plus inhumains. On nous a brutalisés, battus, fouettés à l'aide de câbles, soumis aux chocs électriques ! Ils ont même utilisé des chiens sauvages ! Où donc est la démocratie ? Où sont les droits de l'homme ? Où est la justice ? Nous n'oublierons jamais ! »

Al-Zawahiri conclut par ces mots, qui raisonnent comme une sombre prémonition : « Nous n'avons pas honte de notre religion ! Nous nous sacrifions pour elle, et nous sommes prêts à plus de sacrifices encore, jusqu'à la victoire de l'islam ! »

« J’ai été choqué par la vigueur de son discours, commente Abdallah Schleifer. Bien sûr, j’ignorais tout des mauvais traitements qu’il avait subis en prison, et je pense que cela a contribué à sa transformation – j’en avais eu un avant-goût lors de notre rencontre précédant l’assassinat de Sadate. Mais, là, j’étais stupéfait par sa dimension christique, la force et le degré de haine qui l’animaient. Une chose m’a cependant étonné : si vous regardez l’archive de sa prise de parole, vous remarquerez qu’à aucun moment il n’a été interrompu. Personne ne lui demande ou ne lui donne l’ordre d’arrêter. Si un tel procès s’était tenu aux États-Unis, dans le cadre d’un système judiciaire normal, jamais un tel discours n’aurait pu être tenu, et aussi longuement, au sein d’une cour de justice. Cela aurait été considéré comme un outrage. D’autant plus qu’ici nous étions dans un tribunal militaire. Si je peux comprendre pourquoi Ayman a pu faire cette diatribe politique, je n’arrive toujours pas à comprendre pourquoi la Cour lui a permis de la faire. »

## Le Jihad contre l’URSS

En prison, Al-Zawahiri entre en contact avec Omar Abdel Rahman, « le Cheikh aveugle » – il avait perdu la vue durant l’enfance, en raison de son diabète –, le leader de la *Jama’a al-Islamiya*, le groupe islamique qui avait mené la contestation étudiante du début des années 1970. C’est lui qui, par une fatwa, avait condamné à mort le président Sadate. De ce point de vue, il pouvait en être tenu pour le principal responsable. Il avait également autorisé les attaques contre les chrétiens et le vol de bijoux pour financer les activités de son organisation. Dès leur rencontre, une inimitié tenace devait s’installer entre les deux chefs jihadistes.

« Il y avait une rivalité personnelle entre eux, mais aussi des divergences idéologiques, précise Marc Sageman, un ancien agent de la CIA en poste à Islamabad entre 1987 et 1989. Al-Jihad avait pour objectif de renverser le pouvoir de Moubarak, alors que la

*Jama'a al-Islamiya* se préoccupait davantage de l'islamisation de la société. Et, parce que son implication dans l'assassinat de Sadate était lointaine, qu'il n'était pas personnellement impliqué, Al-Zawahiri purgea une peine légère. Il retrouva la liberté au bout de trois ans. Mais parce qu'il était sans cesse harcelé après sa libération, il décida de retourner à Peshawar. Là, il retrouva Abdullah Azzam, le grand organisateur des soutiens étrangers de la résistance afghane contre l'Union soviétique. Beaucoup de militants impliqués dans des activités terroristes, ou qui étaient opprimés par les régimes répressifs du Moyen-Orient, ayant dû fuir leur pays, se rendirent à Peshawar. Abdullah Azzam avait créé le Maktab al-Khadamat, "le Bureau des services", qui s'occupait de former et d'envoyer les combattants étrangers du Jihad sur le front Afghan. C'étaient principalement des Arabes[8]. »

L'imam, un Palestinien titulaire d'un doctorat en droit islamique qui avait enseigné à la King Abdu Aziz University de Djeddah, était la figure même du combattant de l'islam, un authentique internationaliste et un prêcheur habile, extrêmement charismatique. Affublé d'une toge et d'un béret afghans, la barbe noire encadrée de poils blancs, le visage ombrageux, Abdullah Azzam était connu pour ses vertus de combattant, et pour ses prêches enflammés. Sa devise était : « Le Jihad et le fusil, rien d'autre. Pas de négociation, pas de conférence et pas de dialogue[9]. »

Azzam n'était pas un adepte de la langue de bois. Il n'hésitait pas à se qualifier de terroriste, déclarant par exemple dans l'une de ses diatribes : « Nous sommes des terroristes, et le terrorisme est un devoir. C'est écrit dans le livre d'Allah. » Son armée de volontaires pour le Jihad afghan n'avait pas tardé à jouir d'une aura légendaire dans l'ensemble du monde islamique. Sa maison de Peshawar en était le lieu de ralliement. C'est là que Al-Zawahiri fit la rencontre du bras droit de l'imam, un jeune Saoudien à la silhouette longiligne (il mesurait 1,96 m), le fils d'un milliardaire qu'Azzam avait l'habitude d'appeler « l'envoyé du ciel ». Il s'appelait Oussama ben Laden. Al-Zawahiri

entamerait bientôt avec lui un partenariat qui, vingt ans plus tard, devait ébranler le monde. Alors âgé de 28 ans, Ben Laden dirigeait un camp d'entraînement à Jalalabad que les combattants arabes venus s'entraîner pour le Jihad en Afghanistan appelaient entre eux « la Base ». Al-Qaida, en arabe.

1- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

2- Le frère d'Azzam, le Dr Abd al-Wahab Azzam, l'ancien directeur de l'université du Caire, avait été ambassadeur d'Égypte au Pakistan, au Yémen et en Arabie saoudite, et un autre membre de la fratrie, le premier secrétaire général de la Ligue arabe.

3- Lawrence Wright, *La Guerre cachée, op. cit.*

4- Lawrence Wright, « Ayman al-Zawahiri, le stratège d'Al-Qaida », publié dans *Courrier international* n° 634-635, juillet 2011, 26 décembre 2002.

5- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

6- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

7- Lawrence Wright, « Ayman al-Zawahiri, le stratège d'Al-Qaida », *op. cit.*

8- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

9- Cité par Lawrence Wright, *La Guerre cachée, op. cit.*

# Troisième Partie
# Les années Jihad

(1989-2012)

# 1
# Le réseau new-yorkais

*« Plus nous parlions à Nosair et aux personnes de son entourage, plus on se familiarisait avec le concept du Jihad. »*
John ANTICEV

15 février 1989. Les colonnes de blindés traversent les plaines afghanes en direction de Moscou. Après neuf ans d'une guerre sans merci, l'Union soviétique a capitulé. En fin de cortège, symbole de la défaite, le général Gromov, le chef des armées soviétiques, est le dernier militaire à passer la frontière. À pied. Vaincu sur le front afghan, l'empire soviétique l'est aussi au regard de l'histoire. Trois mois avant la retraite soviétique, le mur de Berlin s'est effondré dans une bruyante clameur, mettant fin à son empire. Serait-ce « la fin de l'histoire », comme l'a prophétisé peu de temps auparavant Francis Fukuyama dans un livre au succès planétaire ? Désormais, conclut le philosophe américain, démocratie et libéralisme ne font qu'un. Ils triompheront bientôt de dictatures résiduelles et vouées à disparaître. Le terrorisme international, qui avait fertilisé sur le terreau de la guerre froide, paraît lui aussi révolu. Les révolutionnaires qui avaient porté l'idéalisme d'un monde nouveau en s'engageant dans la violence politique ont été laminés ou marginalisés.

« À partir de 1990-1991, explique le juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière, il n'y avait plus de soutien. Des pays comme la Syrie ont changé de camp. L'ensemble des phénomènes, des liens ou des relations qui existaient auparavant se sont éteints. Tous ces gens, dont le plus emblématique, Ilich Ramirez Sanchez, dit Carlos, qui avaient poursuivi leur propre trajectoire, ont été considérés, à tort ou à raison – plutôt à raison qu'à tort –, comme des personnages potentiellement dangereux, et se sont trouvés dépourvus de soutiens. Devenus peu à peu *persona non grata*, ils se sont mis à errer de par le

monde en quête d'un pays refuge. Carlos est successivement passé de l'Irak à la Syrie, puis de Syrie en Libye, avant d'atterrir au Yémen qu'il a dû quitter du fait de la réunification du pays[1] ! »

Au Japon, l'empereur Hirohito, symbole de l'impérialisme d'un siècle anthropophage, s'est éteint le 7 janvier 1989. Un an auparavant, le 12 avril 1988, Yu Kikumura, membre de l'Armée rouge japonaise, était arrêté à un banal contrôle de police en possession de trois bombonnes d'explosifs. Sa cible : un centre de l'armée américaine au cœur de New York. Si elles avaient explosé, les bombes auraient dévasté un bloc entier d'habitations. L'attentat raté est le chant du cygne de l'organisation qui, dispersée entre Beyrouth et les Philippines, réduite à une poignée de militants en déshérence, disparaît peu à peu. Les Black Panthers, qui avaient été l'une de leur principale source d'inspiration, ont connu une fin lamentable, à l'image de leur fondateur, Huey Newton, qui, après avoir été impliqué dans un crime sordide, a sombré dans la consommation de crack. Il trouve la mort en août 1989 sur la 9e Rue de West Oakland, dans des conditions pathétiques.

« Il a été tué à 3 heures du matin par un dealeur de drogue, se souvient David Hilliard, l'un des anciens dirigeants de l'organisation. C'est sa dépendance aux drogues et à l'alcool qui lui a coûté la vie. L'ironie de tout cela, c'est que le jeune homme qui lui a tiré trois balles dans la tête, le laissant mourir comme un chien au milieu du trottoir, avait bénéficié quand il était môme du programme des petits déjeuners gratuits au profit des enfants du voisinage mis en place par Huey ! Il n'avait vraiment rien fait pour le provoquer. Il était venu lui acheter du crack. Et son assassin, le jeune Robinson, quand il est passé en jugement, a avoué qu'il l'avait tué pour obtenir le respect des gangs en prison. N'est-il pas ironique de voir ces gamins, que nous avions élevés et nourris, revenir quelques décennies plus tard pour nous tuer[2] ? »

Une époque est révolue, mais il faudra attendre un peu avant de décréter « la fin de l'histoire ». Si les desperados du terrorisme international, Carlos ou l'Armée rouge japonaise, ont quitté la scène,

une nouvelle menace est apparue au cœur de New York, devenu le centre, mais aussi la cible des nouveaux opposants aux États-Unis dans le monde. C'est au fil d'une longue enquête commencée en 1987 que John Anticev et Louis Napoli, deux agents de la cellule antiterroriste du FBI, ont découvert que le danger était désormais porté par une idéologie à laquelle ils n'avaient encore jamais été confrontés.

## Le MAK de Brooklyn

Le 30 juillet 2010, dans un restaurant de Manhattan sis à l'angle de la 57e Rue et de Lexington Avenue, j'ai rendez-vous avec John Anticev et Louis Napoli, deux agents de la JTTF (*Joint terrorist task force*), la cellule antiterroriste du FBI, et de la police de New York. Tous deux ont récemment pris leur retraite, et parlent désormais librement des enquêtes qu'ils ont menées ces vingt dernières années. Principalement celle au long cours, commencée en 1987, poursuivie jusqu'après les attentats du 11 septembre 2001, sur la mouvance jihadiste. J'avais initialement contacté John Anticev, dont le profil et le rôle de premier plan dans cette longue série d'investigations – parce qu'il avait aussi, de ce fait, une vue d'ensemble du phénomène dont il connaissait autant les tenants et les aboutissants que les prolégomènes et leurs ultimes soubresauts – me semblaient correspondre à ce que je recherchais pour mon enquête.

Contacté depuis Paris par e-mail et par téléphone, John n'acceptait l'interview que s'il était accompagné de son partenaire et complice de vingt ans, son équipier Louis Napoli. Ignorant avant cela l'existence de Napoli, j'avais bien sûr accepté de les voir ensemble.

Leurs parcours étaient très différents. Napoli avait commencé sa carrière dans les années 1970 sous l'uniforme du NYPD, la police de New York. Il y avait passé dix ans, se spécialisant dans le terrorisme domestique ; les internationalistes noirs du Black Panther Party, les marxistes blancs du Weather Underground, les Latinos du groupe FALN (Fuerzas armadas de liberación nacional). Il avait gravi les échelons au sein de la hiérarchie

policière, puis intégré les narcotiques avant de devenir membre de la JTTF en 1987. C'est là qu'il devait rencontrer l'agent spécial John Anticev, le coéquipier avec lequel il travaillerait en tandem jusqu'à leur départ à la retraite, il y a quelques années. De son côté, Anticev avait fait toute sa carrière au FBI, principalement au sein de la JTTF.

Quand je les ai aperçus m'attendre sagement assis à l'entrée du restaurant, j'ai immédiatement eu l'impression qu'ils sortaient d'un film hollywoodien ou d'une série policière. D'un côté, John portant un costume sombre et une cravate claire à petits carreaux, le visage carré, les yeux perçants couleur lagon, et, de l'autre, Louis, veste claire, chemise blanche et cravate rouge, les cheveux naguère noirs mais aujourd'hui parsemés des reflets roux de la teinture ; grands, baraqués, ils se lèvent de concert en me voyant arriver avec quelques minutes de retard, échangent avec moi des paroles chaleureuses et une poignée de main virile. Les présentations faites, nous passons dans un salon prêté par le propriétaire du restaurant que nous devrons quitter quelques heures plus tard, poursuivant l'entretien dans la chambre d'hôtel que j'occupe sur la 51e Rue, à l'angle de Broadway. Avant de faire équipe et de commencer l'enquête qui allait mener à Ben Laden, John et Louis s'étaient occupés de narco-terrorisme et de la nébuleuse palestinienne. Notamment une chaîne de supermarchés tenue par des Jordaniens en lien avec le chef extremiste palestinien Abou Nidal, dont une partie des recettes alimentait les caisses de plusieurs organisations.

« Dans les années 1980, précise Napoli, Abou Nidal était la plupart du temps à l'étranger. La structure qu'il avait formée à New York était entièrement consacrée à la collecte de fonds. L'argent des supermarchés était ensuite envoyé à l'étranger pour financer le groupe Abou Nidal, mais aussi d'autres organisations comme le FPLP, dirigé par Georges Habache, ou le FPLP-CG (Commandement général) d'Ahmed Jibril – probablement la personnalité la plus violente des réseaux pro-syriens –, et le FDLP, un groupe palestinien plus "diplomatique". Ils n'avaient

pas le projet de perpétrer des attentats aux États-Unis. De mon point de vue, ils étaient un peu l'équivalent de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, et ne s'occupaient que de lever des fonds. Ils ne représentaient pas une menace directe. Provoquer des attentats ici, ou causer le moindre problème de ce genre, c'était risquer d'attirer l'attention sur eux et, donc, mettre en péril le financement de leurs organisations. Ils se contentaient d'organiser des réunions ; des réunions que nous surveillions – nous y avions placé des informateurs. Ils parlaient entre eux, se disputaient à propos de choses qui se passaient à l'étranger, en Afghanistan, au Pakistan et en Palestine. Ils projetaient aussi de renverser certains gouvernements de pays moyen-orientaux. Ces réunions alimentaient nos bases de données. Nous faisions du renseignement, mais parce que nous n'étions pas concernés ou ciblés, nous n'intervenions pas[3]. »

Un phénomène inédit devait amener Anticev et Napoli sur une autre enquête. Un groupe provenant des milieux musulmans, tenant réunion dans un centre d'aide sociale islamique appelé Al-Kifah Refugee Center. Les individus, qui se réunissaient dans les étages supérieurs de l'immeuble, abritant la mosquée Farouq de Brooklyn, au 552 Atlantic Avenue, partaient ensuite pour l'Afghanistan.

« En 1987 et 1988, se souvient Anticev, l'inspecteur Napoli et moi-même avons commencé à enquêter sur un phénomène qui se produisait à Brooklyn. Certaines personnes y étaient recrutées parmi la population musulmane. Peu importait leur origine. Ces personnes pouvaient venir d'Afrique du Nord comme d'Indonésie. Cela pouvait aussi être des convertis. Ces personnes étaient recrutées pour être formées au maniement des armes, et ensuite aller se battre contre les Soviétiques. Cet organisme de recrutement, appelé Maktab al-Khadamat (MAK), le "Bureau des services", était organisé et dirigé par un individu nommé Abdullah Azzam. Qui était-il ? Je ne peux que le décrire comme le George Washington des combattants de la liberté en Afghanistan. C'est sous sa direction qu'était organisé le

recrutement de ces gens venus du monde entier pour aller d'abord au Pakistan, puis du Pakistan en Afghanistan. L'enquête que le détective Napoli et moi-même avons menée, c'était pour essayer de comprendre quelles étaient leurs structures de recrutement, ici, à New York[4]. »

Abdullah Azzam, le mentor de Ben Laden, l'organisateur du Jihad des combattants étrangers en Afghanistan. À cette même époque, le charismatique prédicateur palestinien était partie prenante d'une discorde qui conduirait bientôt à sa perte. Ayman al-Zawahiri s'était rapproché de Ben Laden, et déployait beaucoup d'efforts pour tenter de le mettre sur la touche. Il ambitionnait sa place au sein de la mouvance jihadiste. La guerre en Afghanistan était sur le point de s'achever. Chacun s'interrogeait sur la poursuite du Jihad et sur ses objectifs. En tant que Palestinien, Azzam voulait recentrer le combat contre Israël et les Juifs. Il détestait Arafat le laïc. Les activités de l'OLP ne l'intéressaient pas. Mais la première Intifada, qui, en 1987, avait donné naissance au Hamas, une émanation des Frères musulmans – la Confrérie dont il était membre –, l'avait conduit à reconsidérer la situation. C'était là, selon lui, qu'il fallait poursuivre le Jihad. Or, s'il avait consenti à l'idée formée par Ben Laden de constituer l'« avant-garde novatrice », naguère esquissée par Sayyid Qutb – Al-Qaida –, il passait son temps à se disputer avec Al-Zawahiri – leur rivalité s'était changée en une détestation réciproque – sur le rôle et la stratégie de cette avant-garde. Les priorités de Al-Zawahiri étaient bien différentes de celles d'Azzam. Lui ne s'intéressait qu'au renversement du pouvoir égyptien. Ben Laden, objet de convoitise des deux hommes, demeurait en retrait, ne sachant pas lui-même dans quelle perspective agir. Pour aucun d'eux il n'était cependant question d'abandonner le Jihad.

« Nous devons poursuivre le Jihad, aussi long soit le chemin, jusqu'au dernier souffle et au dernier battement de cœur – ou jusqu'à l'avènement de l'État islamique[5] », écrivait Azzam en avril 1988. Les États-Unis n'étaient pas encore une cible. Ils ne le

deviendraient, particulièrement pour Ben Laden, qu'au lendemain de la guerre du Golfe. Via le *Maktab al-Khadamat*, qu'il avait fondé en 1984, Abdullah Azzam considérait, au contraire, les États-Unis comme la principale filière de recrutement des combattants d'Afghanistan, et une source importante de financement. La trentaine de succursales du MAK réparties dans tout le pays rapportait des millions de dollars en dons à son organisation. C'est la raison pour laquelle il faisait de fréquents passages à Brooklyn, se livrant à des prêches enfiévrés devant ses fidèles. Le FBI s'interrogeait sur ce que tout cela signifiait. L'assassinat du rabbin extrémiste Meir Kahane, perpétré le 5 novembre 1990 par un certain Sayyid Nosair, un membre du groupe qui assistait aux prêches du cheikh Azzam, leur en apprendrait davantage.

## L'assassinat du rabbin Meir Kahane

D'une certaine manière, Meir Kahane était le pendant d'Abdullah Azzam au sein de la mouvance extrémiste juive. À la fin des années 1980, ce rabbin américain, né à New York en 1932, était connu pour ses déclarations violemment anti-palestiniennes et son idéologie extrémiste empreinte de racisme. Il avait immigré en Israël en 1971, trois ans après avoir fondé la Ligue de défense juive (LDJ)[6], un groupe d'autodéfense active, créé pour lutter (physiquement, via des entraînements paramilitaires) contre tous « les ennemis des Juifs » : la communauté noire américaine, ainsi que le monde arabe et l'Union soviétique[7].

Ses membres ont commis une quinzaine d'attentats aux États-Unis, ciblant des représentations et des personnalités soviétiques, aussi bien qu'arabes et néo-nazies. Peu après sa création, la Ligue de défense juive fut classée en deuxième position sur la liste des organisations terroristes du FBI. En 1973, deux ans après s'être installé en Israël, Kahane crée un parti politique, le Kach. Il mettra dix ans à sortir de la marginalité, parvenant en 1984 à obtenir un siège à la Knesset, le Parlement israélien. Kahane en

est néanmoins évincé grâce à une fronde des parlementaires israéliens qui refusent qu'un antidémocrate, « incitant au racisme », siège à l'Assemblée. Dix ans plus tard, un membre du Kach, Baruch Goldstein, se rendra célèbre en massacrant à l'arme automatique vingt-quatre Palestiniens devant le caveau des Patriarches.

Le 5 novembre 1990, Meir Kahane est à New York. En début de soirée, la barbe grise et courte, le cheveu blanc coupé ras surmonté de la calotte tricotée, signe de reconnaissance des militants du mouvement des implantations de Judée-Samarie, il fait un discours devant ses partisans, dans une salle de conférences située au deuxième étage du Marriott East Side, un hôtel de Midtown-Manhattan. À 21 heures, la conférence terminée, le rabbin extrémiste s'attarde un moment dans le hall de l'hôtel, entouré de la cour de ses supporters. Soudain, un inconnu qui vient d'entrer dans l'hôtel, et qui marche vers le groupe d'un pas rapide, un sourire énigmatique fiché sur le visage, sort de sa poche un revolver de calibre 38 mm et tire deux balles sur le rabbin. Une troisième balle vient se loger dans la jambe d'un membre du groupe. Pendant qu'un attroupement se forme autour de Kahane, gisant à terre dans une mare de sang, l'homme s'enfuit en courant de l'hôtel. Dans la rue, il hèle un taxi lorsque Carlos Acosta, un officier de police du Service d'inspection des postes qui se trouvait là par hasard, dégaine son arme et lui tire dessus. L'homme vise le policier et tire à son tour. Après une courte fusillade, le jeune inconnu, blessé à la jambe, est maîtrisé et transporté à l'hôpital Bellevue pour y être soigné. Kahane, lui, a déjà succombé à ses blessures.

« Meir Kahane était lui-même l'objet d'une investigation du FBI, me dira John Anticev. Quand on a su que son assassin, un certain El Sayyid Nosair, un Égyptien de 36 ans devenu citoyen américain par naturalisation, travaillait au recrutement des musulmans qui allaient se battre en Afghanistan, Louis et moi nous sommes portés volontaires pour mener l'enquête. »

Nosair avait-il agi sur ordre ou de son propre chef ? S'il n'avait été qu'un exécutant, il pouvait paraître logique que le

commanditaire du meurtre fut son mentor, Abdullah Azzam. Or c'était impossible, Azzam étant lui-même décédé l'année précédente à Peshawar.

Le 24 novembre 1989, alors qu'Azzam était en train de se garer, s'étant rendu en voiture à la mosquée, accompagné de ses deux fils, une bombe contenant 20 kilos de TNT avait été déclenchée. L'explosion était telle qu'on avait retrouvé les membres des trois corps déchiquetés à plusieurs centaines de mètres de la déflagration. Al-Zawahiri, son ennemi juré, avait répandu la rumeur qu'Azzam était un agent infiltré des Américains.

Selon les meilleurs observateurs, c'est Zawahiri, lui-même, peut-être en accord avec Ben Laden, qui l'aurait fait tuer. Pour Marc Sageman, ancien agent de la CIA, « bien que le meurtre demeure non élucidé, il est vraisemblable que Al-Zawahiri et ses supporters l'ont fait assassiner. À son enterrement, Al-Zawahiri s'est chargé de son oraison funèbre. Ben Laden n'était plus à Peshawar ; il était rentré en Arabie saoudite. Leur partenariat avait été scellé, au détriment d'Abdullah Azzam, devenu un poids pour les deux hommes[8] ».

Du fait des soins médicaux qu'il lui prodiguait quotidiennement, Zawahiri avait réussi à se rendre indispensable auprès de Ben Laden – celui-ci étant de constitution fragile. Leur alliance, au lendemain de la guerre du Golfe, en sortirait renforcée. Quand Saddam Hussein envahit le Koweït en 1990, Ben Laden, rentré depuis peu chez lui, à Djedda, tente de constituer une brigade pour aller se battre contre les Irakiens. Déjà ouvertement et farouchement antiaméricain, il propose à la famille royale que ses moudjahidin, au chômage depuis la fin de la guerre d'Afghanistan, règlent le problème sans recourir à l'aide militaire des États-Unis. Le prince Turki, qui a accepté de le recevoir, le prend pour un illuminé. Ne donnant aucun crédit à son projet, il lui interdit de se lancer dans pareille aventure. Ben Laden en retirera une puissante amertume, et une haine

grandissante contre le royaume des Saoud, vendu au « Grand Satan » américain. C'est véritablement l'issue de la guerre du Golfe qui le convaincra de pointer son viseur sur l'Amérique. Car, lorsque 500 000 GI – et parmi eux, de nombreuses femmes – sont cantonnés en Arabie saoudite avec l'accord du roi Fahd, et qu'au lendemain de la victoire de la coalition menée par les États-Unis des bases de l'armée américaine sont installées sur le sol sacré de La Mecque, pour Ben Laden, c'est une déclaration de guerre. Zawahiri, qu'il retrouve bientôt, tombera d'accord sur la nécessité de chasser coûte que coûte les Américains de la terre islamique. Pour cela, il faudra tuer des Américains où qu'ils se trouvent, et frapper les États-Unis au cœur.

Au mois de novembre 1990, quand Napoli et Anticev sont chargés de l'enquête sur le meurtre du rabbin Meir Kahane, les deux agents du FBI sont loin de soupçonner ce qui se trame entre l'Afghanistan et le golfe Persique. Ils ignorent encore jusqu'à l'existence de Ben Laden. D'autres que lui se trouvent alors au premier plan de la mouvance jihadiste, et n'en sont pas moins convaincus que les États-Unis représentent le principal ennemi des musulmans dans le monde.

« Nous avons rapidement découvert que Nosair était proche de la *Jama'a al-Islamiya*, le groupe islamiste égyptien sous la guidance spirituelle du Cheikh aveugle, Omar Abdel Rahman. Quand les inspecteurs de la police de New York sont allés perquisitionner dans son appartement du New Jersey, ils ont trouvé vingt-sept boîtes de matériel qui auraient pu servir à la fabrication d'explosifs, et un bloc-notes où étaient consignés des projets d'attentats, de vols ou d'assassinats de personnalités juives. Il nous est alors clairement apparu que Nosair était impliqué dans des activités terroristes », se souvient John Anticev.

Chez Nosair, en plus des explosifs et des documents saisis, la police de New York met la main sur un certain nombre d'éléments encore peu évocateurs. Ce sont autant de pièces d'un puzzle dont les enquêteurs ne comprendront le sens que quelques années plus tard. Entre autres, des photographies de buildings new-yorkais, dont le World Trade Center, et des sermons du

Cheikh aveugle. Dans l'un d'entre eux, il exhorte ses disciples à « détruire les édifices du capitalisme[9] ». Hasard ou coïncidence, Omar Abdel Rahman, l'homme qui, par une fatwa, avait ordonné l'assassinat du président Anouar el-Sadate, après être rentré de Peshawar via l'Arabie saoudite, venait de s'installer aux États-Unis.

Anticev : « Nous avons su qu'il était à New York car quand nous avons contacté les autorités égyptiennes pour obtenir des informations sur El Sayyid Nosair, et qu'elles nous ont appris que, sans en être membre, il était lié à des individus de la *Jama'a al-Islamiya*, l'un de nos interlocuteurs a ajouté : "Au fait, savez-vous que leur chef, Omar Abdel Rahman, est actuellement à New York ?" Nous ne le savions pas. »

Dans les sermons du Cheikh aveugle, violemment hostiles aux États-Unis, les Américains sont des « descendants de singes et de porcs qui se sont nourris aux tables des sionistes, des communistes et des colonialistes ». À ses fidèles il demande de « détruire leur économie, brûler leurs sociétés, éliminer leurs intérêts, couler leurs navires, abattre leurs avions, les tuer sur terre, dans les airs, et en mer[10] ». Pour autant, rien ne permet de l'impliquer dans le meurtre commis par Nosair. Anticev et Napoli, qui ont compris que l'affaire était connectée à l'enquête qu'ils avaient menée quelques années plus tôt sur le MAK de Brooklyn, multiplient les interrogatoires.

« Plus nous parlions à Nosair et aux personnes de son entourage, plus on se familiarisait avec le concept du Jihad. Ce qui à ce moment-là était pour nous très intéressant, parce que nous savions que beaucoup de personnes avaient quitté l'Amérique pour aller combattre les Soviétiques pour de courtes périodes. Ces gens partaient en vacances se battre en Afghanistan, puis rentraient chez eux poursuivre leur carrière, ici, comme si de rien n'était. C'était vraiment un phénomène étonnant. Je me suis toujours demandé si Nosair n'avait pas commis cet homicide parce qu'il n'avait pas eu l'opportunité de partir en Afghanistan. Il était électricien. Je crois me souvenir qu'il travaillait pour une

société de production audiovisuelle. Sur un chantier, à Pittsburg, il s'était gravement fait électrocuter, et les séquelles physiques qu'il en avait gardées l'avaient empêché d'aller se battre. J'ai toujours pensé qu'il avait tué Meir Kahane pour montrer à ses amis son engagement dans le Jihad. »

Une fois interrogés les membres du premier cercle de Nosair, tous liés au *Maktab al-Khadamat*, l'enquête piétine. Pour en apprendre davantage, les agents du FBI n'ont d'autre choix que d'y infiltrer un de leurs agents. Reste alors à le trouver. « Il nous fallait une source à l'intérieur de leur cellule. Nous sommes parvenus à recruter un ancien officier de l'armée égyptienne du nom d'Emad Salem qui a pu par la suite devenir le garde du corps du Cheikh aveugle. Et, ce qu'il nous a appris, c'est que Nosair, même après son arrestation, même en prison, continuait à donner des ordres à ses partisans. Il leur disait qu'il fallait poursuivre le Jihad, les exhortait à organiser son évasion, ou à exécuter le juge en charge de l'instruction et des politiciens qu'il croyait hostiles aux musulmans. Également des représentants de la communauté juive. »

« L'un de ses cousins, Ibrahim el-Gabrowny, était allé en Arabie saoudite pour obtenir de l'argent, enchaîne Napoli. Il faisait la collecte de fonds pour financer la défense de Nosair. Et l'une des personnes qu'il a rencontrées en Arabie saoudite, qui lui a fait un don de 20 000 dollars, s'appelait Oussama ben Laden. Ben Laden a donné 20 000 dollars pour financer la défense de Nosair ! Plus tard, ce fonds de soutien a été en grande partie utilisé pour fabriquer la bombe qui a explosé lors du premier attentat contre le World Trade Center. »

Car la plupart des individus interrogés par les agents de la JTTF, Ibrahim el-Gabrowny, Mohammed Salameh, Nidal Ayyad ou Mahmoud Abouhalima – l'homme qui avait fourni à Nosair l'arme ayant tué le rabbin Kahane –, allaient constituer le noyau opérationnel de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center.

« Au cours de ces investigations, confirme à regret John Anticev, nous étions devenus très familiers avec l'entourage le

plus proche d'El Sayyid Nosair. Mahmoud Abouhalima nous intéressait tout particulièrement. Il engageait avec nous de longs débats sur l'islam, soutenant que l'Occident était néfaste, et que l'islam finirait par s'imposer. C'était très intéressant. Louis et moi faisions notre possible pour essayer de le recruter. Et, le plus tragique dans tout cela, alors qu'il parlait au FBI et que nous tentions d'en faire l'un de nos informateurs, c'est qu'il allait devenir l'un des principaux responsables de l'attentat contre le World Trade Center. Bien que ce soit difficile à encaisser, avoir eu affaire à des gens tels que Mahmoud Abouhalima et Nidal Ayyad nous a tout de même appris une chose importante : la fermeté de leur engagement dans le Jihad. Si vous êtes interrogé par le FBI, si vous êtes suspecté d'être un terroriste, vous cesserez immédiatement vos activités de peur d'aller en prison. Ce que j'ai découvert quand a eu lieu l'attentat de 1993, c'est que, quel que soit le nombre d'interrogatoires auxquels on pouvait les soumettre, et quelles qu'en soient les conséquences, y compris leur propre mort, eux poursuivraient coûte que coûte les objectifs qu'ils s'étaient fixés. Leur engagement et leur détermination, c'était un avertissement pour l'avenir. »

## Le premier attentat contre le World Trade Center

Il est 12 h 15, le 26 février 1993, quand retentit une violente déflagration dans les sous-sols de l'une des tours jumelles du World Trade Center, symbole du capitalisme libéral américain et du gigantisme de l'architecture new-yorkaise. La tour 1, dont le rez-de-chaussée est submergé par un épais nuage de fumée grise, est évacuée pendant qu'arrivent les premiers secours. Sans céder à la panique, les employés du centre d'affaires sortent, les yeux hagards et le visage recouvert de suie. Il y a de nombreux blessés. Les plus gravement atteints sont enlevés sur des civières pendant que glapissent à des rythmes différents les sirènes des camions de

pompiers, des ambulances et des voitures de police arrivées en même temps sur les lieux. Au total, on comptera six morts et plus d'un millier de blessés. Les policiers, qui se dispersent sur les cinq niveaux souterrains touchés par l'attentat, ne tardent pas à découvrir les restes de la camionnette carbonisée dans laquelle ont été placés les 680 kilos d'explosifs au nitrate.

L'architecte qui a conçu les tours, en se rendant dans les sous-sols, constatera que l'objectif était probablement de détruire les fondations de la tour Nord pour la faire s'effondrer sur la tour Sud, et réduire à néant l'intégralité du complexe en faisant plusieurs milliers de morts ! Si la voiture avait été placée plus près d'une des colonnes porteuses de la tour, un tel scénario eût été envisageable. Malgré un bilan assez lourd, le pire a donc été évité.

« Quand ils ont trouvé la camionnette, nous avons aussitôt été informés qu'elle avait été enregistrée au nom de Mohammed Salameh, se souvient John Anticev. Louis et moi étions dévastés. C'était précisément l'un des membres du groupe que nous traquions depuis un an et demi. Le plus incroyable, c'est qu'un an plus tôt, en septembre 1992, ils étaient tous passés par nos bureaux pour être à nouveau interrogés. Nous avions accroché aux murs des photos prises à leur insu, alors qu'ils étaient sous étroite surveillance du FBI. Nous avions pensé qu'en voyant ces photos ils auraient pris peur, qu'ils auraient cessé leurs activités et collaboré avec nous[11]. »

« Nous avions un problème avec notre informateur, précise Louis Napoli. Il ne travaillait plus pour nous, et la mise en scène des photos de surveillance, en leur montrant que nous savions exactement ce qu'ils faisaient, qu'ils n'avaient aucune possibilité de nous échapper, était destinée à retourner l'un d'eux et se servir de lui comme notre nouvel informateur au sein du groupe[12]. »

« Nous ne savions pas qui était Ramzi Yousef, le neveu d'Omar Abdel Rahman, le Cheikh aveugle, celui qui a posé la bombe, poursuit Anticev. Il n'était pas sur notre radar. Nous n'avons su que plus tard qu'il était en relation avec eux. Ce qui

était certain en revanche, c'est que si le numéro d'immatriculation de la camionnette correspondait à Salameh, cela signifiait qu'Abouhalima était également impliqué. Grâce au matériel de surveillance récolté au cours de ces années d'enquête, ils ont pu être appréhendés très rapidement. Quatre personnes, Mohammed Salameh, Nidal Ayyad, Abdul Rahman Yasin et Ahmad Ajaj, convaincus d'avoir fait partie de la conspiration, ont été inculpés, seulement quatre semaines après l'attentat. Abouhalima manquait à l'appel. Il avait quitté les États-Unis. Il était rentré en Égypte en passant par le Soudan. »

Tous sont passés par les camps d'entraînement d'Afghanistan. Tous font partie du cercle rapproché d'Omar Abdel Rahman, le chef de la *Jama'a al-Islamiya* égyptienne. Peu avant l'attentat, il a déclaré dans un prêche : « Si ceux qui ont le droit d'obtenir ce qu'ils veulent sont des terroristes, alors nous sommes des terroristes, et nous nous félicitons d'être des terroristes. Le Coran nous dit que le terrorisme est l'un des moyens d'accomplir le Jihad au nom d'Allah, qui consiste à terroriser les ennemis de Dieu[13]. »

Or, pour prouver son implication, les agents du FBI ont désespérément besoin d'un agent infiltré dans l'entourage d'Omar Abdel Rahman. Pas question que le commanditaire de l'attentat leur file entre les doigts. En désespoir de cause, ils rappellent leur précédent informateur, l'Égyptien Emad Salem. Ils lui auraient offert la somme d'un million de dollars pour reprendre du service. Salem accepte et parvient à reprendre sa place comme garde du corps d'Omar Abdel Rahman.

« Quatre semaines après l'attentat, notre informateur nous a appelés pour nous dire qu'un individu de l'entourage du Cheikh aveugle, Siddig Ali, projetait des attentats encore plus gros que celui qui venait d'être perpétré », se souvient Napoli.

Siddig Ibrahim Siddig Ali, un Soudanais de 32 ans, un disciple du Cheikh aveugle, était allé trouver Emad Salem pour lui faire part de ses projets d'attentats. Bien sûr, il ignorait que ce dernier informait le FBI sur les activités du groupe. Siddig Ali

voulait commettre quatre attentats simultanés à New York, utilisant chacun la même charge explosive que celle utilisée au World Trade Center. Il s'agissait de faire sauter les bâtiments de l'ONU et du FBI, ainsi que les tunnels Lincoln et Holland – la principale artère reliant New York au New Jersey. Siddig Ali avait encore d'autres projets, comme le détournement d'un avion de ligne par un pilote soudanais. L'avion détourné aurait dû voler jusqu'en Égypte pour aller s'écraser sur l'ambassade américaine du Caire pendant que le président Hosni Moubarak serait assassiné. Siddig Ali assurait pouvoir compter sur la collaboration active de deux compatriotes travaillant à l'ambassade du Soudan. Il demanda à Salem d'obtenir le feu vert d'Omar Abdel Rahman afin qu'il délivre une fatwa autorisant les attentats. Une fatwa comme celle qu'il avait écrite avant l'assassinat de Meir Kahane, légalisant les attaques de banques et le meurtre des Juifs en Amérique.

« Nous avons équipé notre informateur d'un micro et d'un matériel d'écoute, et nous avons pu enregistrer la demande faite par Salem au Cheikh aveugle. Quand il lui a demandé son accord sur les attentats projetés par Saddig Ali, Omar Abdel Rahman s'est d'abord montré peu enthousiaste, disant que cela ferait une mauvaise publicité aux musulmans, mais il a fini par se laisser convaincre. Grâce à ces enregistrements, nous avons pu l'arrêter et l'inculper des charges de terrorisme. »

Omar Abdel Rahman, comme les autres participants impliqués dans l'attentat – dont Abouhalima, expulsé d'Arabie saoudite vers les États-Unis –, sera condamné en 1996 à la prison à vie. Son neveu, le Koweïti d'origine pakistanaise Ramzi Yousef, et le Jordanien Eyad Ismoil – les deux opérationnels qui avaient conduit la camionnette et placé la bombe dans les sous-sols de la tour Nord –, arrêtés en 1995 à l'étranger (le premier à Islamabad, le second à Aman), puis transférés aux États-Unis, sont également condamnés à la perpétuité. Seul El Sayyid Nosair, l'auteur du meurtre de Meir Kahane, échappe au même sort. Il est condamné à quinze ans d'emprisonnement, faute de preuve établissant qu'il

avait tiré sur le rabbin extrémiste – mais les preuves démontraient tout de même qu'il était en possession de l'arme du crime. Tous ces hommes furent défendus grâce à un fonds financé par Oussama ben Laden, qui était alors au Soudan. Si son nom a pour la première fois émergé au cours de l'enquête sur l'assassinat du rabbin Kahane, il faudra encore quelques années avant qu'il ne soit placé en tête de liste des hommes les plus recherchés par le FBI et la CIA. Pour l'heure, l'attaque contre l'Amérique paraît neutralisée. Si le JTTF ignore encore les conséquences à venir, ses agents savent qu'ils ont eu affaire aux dividendes du Jihad mené par les combattants arabes en Afghanistan.

1- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010.

2- Entretien avec l'auteur le 27 juillet 2010.

3- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

4- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

5- Cité par Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 133.

6- *Jewish Defense League* (JDL).

7- Les Soviétiques refusant le retour des Juifs en Israël et pratiquant envers eux une très forte répression.

8- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

9- William Norman Grigg, « Enemies and "Assets" », *The New American*, 3 mars 1997.

10- Evan F. Kohlmann, *Al-Qaida's Jihad in Europe*, Paperback, p. 185.

11- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

12- *Ibid*.

13- Daniel Benjamin et Steven Simon, *The Age of Sacred Terror*, Kindle édition, 2002.

# 2
# Le Jihad afghan

*« L'Afghanistan va devenir la matrice du jihadisme mondial. »*
Jean-Louis BRUGUIÈRE

Le profil et le parcours de Marc Sageman sont pour le moins atypiques. Juif français né en Pologne en 1953, il part à l'issue d'une scolarité brillante poursuivre ses études supérieures aux États-Unis. D'abord à Harvard, puis à l'université de New York où il obtient un doctorat de sociologie. Il ne quittera plus l'Amérique. Devenu citoyen américain, Sageman intègre la Marine en tant que *flight surgeon*, un scientifique itinérant, s'occupant de médecine préventive, et chercheur faisant l'interface entre l'armée et la médecine militaire.

« Mes parents sont des survivants de la Shoah, explique-t-il, et la question du génocide a toujours été au centre de mes préoccupations. C'est la raison pour laquelle j'ai cherché à aider les autres. Je voulais d'abord devenir un spécialiste en médecine internationale pour travailler à la réduction de la malaria dans le monde. Songez à l'incidence qu'aurait le simple fait de réduire l'épidémie de 1 % : 1 %, cela représente deux millions de personnes. C'est dans cette perspective que j'ai intégré la Navy[1]. »

Au milieu des années 1970, Marc Sageman est affecté sur la gigantesque base d'Okinawa, au sud de l'archipel japonais. C'est alors que survient la guerre du Cambodge, et l'arrivée des Khmers rouges au pouvoir : « Lorsque le génocide a eu lieu, j'ai voulu y aller pour sauver des vies. Or, aucune structure ni personne n'agissait sur ce qui se passait au Cambodge. Personne, sauf la CIA. J'ai donc rejoint la CIA en 1984, et quand j'ai eu fini ma formation, la grande affaire, c'était maintenant l'Afghanistan. Un pays de 50 millions d'habitants. Pendant l'invasion, qui a débuté en 1979, les Soviétiques ont tué environ 10 %

de la population, soit 1,5 million de personnes. Cinq millions ont fui le pays. Trois millions se sont réfugiés au Pakistan, deux millions en Iran. En 1987, j'ai été assigné à *l'Afghan task force*, les opérations spéciales de la CIA en Afghanistan. »

Le Jihad afghan avait commencé à l'automne 1978 par des foyers de rébellion disséminés contre le pouvoir communiste affidé à l'Union soviétique. Un an plus tard, l'URSS, craignant une dissolution du régime, y envoyait 100 000 soldats pacifier l'Afghanistan. Une invasion qui avait aussitôt fédéré les appels au « Jihad défensif », et les différentes ethnies (Pachtouns, Tadjiks, Hazaras – les 15 % de chiites de la population globale) contre l'occupant. Au fil des mois, deux chefs de guerre, deux Tadjiks ayant une vision du Jihad relativement antagoniste, Ismaël Khan, qui se déclarera chef de « l'émirat » de la province d'Hérat, et Ahmad Shah Massoud, le « lion du Panjshir », avaient organisé la résistance des moudjahidin, entraînant l'Armée rouge dans un bourbier inextricable.

« Massoud est probablement le plus connu et le plus populaire des combattants de la rébellion, poursuit Marc Sageman. J'avais d'excellentes relations avec lui et son frère. Il est certainement la principale raison de l'échec des Soviétiques. D'une certaine manière, j'étais le héraut de Massoud au sein de la CIA. Je l'admirais. À cette époque, son organisation était d'une grande intégrité. Je dois dire que j'ai été un peu déçu quand, plus tard, il a été impliqué dans des exactions qui, pendant la guerre civile, entre 1994 et 1995, ont quelque peu terni sa réputation. »

Bientôt, les soutiens étrangers s'organisent sur différents fronts, formant une sorte de confédération très hétérogène d'aide à la résistance afghane : le Pakistan, tout d'abord, constituant sa base arrière ; l'Arabie saoudite qui, à la conférence islamique de Lahore, impose en le soutenant financièrement Abdul Rassoul Sayyaf, un ouléma wahhabite formé au Caire et en Arabie saoudite, à la tête de « l'alliance des moudjahidin » ; et les États-Unis qui, à partir du second mandat de l'administration Reagan, déversent des millions de dollars de crédits pour la résistance afghane. Le budget américain alloué aux moudjahidin, mis en œuvre par la CIA, passe en deux ans, de 1983 à 1985, de 30 millions à 200 millions de dollars !

« L'*Afghan task force* a été créée en 1986, parce que le budget de l'aide que nous fournissions à la résistance afghane doublait d'année en année, précise Marc Sageman. En 1986, il se chiffrait à 350 millions de dollars, sans compter l'aide saoudienne d'un montant équivalent. Et, parce que les moyens étaient devenus considérables, la CIA a décidé de créer cette section spéciale qui pourrait agir avec davantage d'efficacité. Les années 1986-1987 sont vraiment le point de bascule du conflit. La résistance s'était mise à piétiner face aux tactiques nouvelles mises en place par les Soviétiques, et le moral des combattants avait commencé à s'émousser. Pour leur redonner du courage, nous leur avons fourni de nouvelles armes, et notamment les fameux missiles Stinger[2]. »

En cinq ans, plus de deux cent mille Stinger seront livrés à la résistance afghane. Ces missiles, utilisés pour détruire depuis le sol les hélicoptères et les bombardiers soviétiques, très vite adoptés par les Afghans, contribueront à reprendre l'avantage. La maîtrise des airs, l'atout majeur des Soviétiques jusqu'ici, est grandement mise à mal. La démoralisation change de camp. C'est le tournant de la guerre.

Marc Sageman se souvient : « J'ai été assigné à Islamabad, j'étais un agent non déclaré auprès des Pakistanais. En un sens, mon rôle était de leur faire confiance, mais aussi de les surveiller, tout en soutenant les Afghans. J'ai donc rencontré de nombreux commandants de la résistance, de manière clandestine, en utilisant pour cela des navires commerciaux, car, comme je l'ai dit, je n'étais pas déclaré auprès des Pakistanais. La plupart des commandants de premier plan que j'ai rencontrés étaient des gens charmants. Si vous demandez à quelqu'un qui a connu les deux théâtres d'opération, l'Afghanistan et l'Irak, il vous dira qu'à la différence des Irakiens les Afghans sont des gens charmants et chaleureux. Il ne faut pas croire un traître mot de ce qu'ils vous disent, car ils mentent constamment, mais ils le font de manière toujours cordiale, ce qui fait qu'il est très difficile de leur en vouloir. Je n'avais pas besoin de les motiver pour aller au combat. Ils l'étaient de toute façon. J'étais là pour leur fournir ce dont ils avaient besoin et les aider à accomplir ce qu'ils voulaient. »

Mais, à partir du milieu des années 1980, d'autres soutiens, financiers, opérationnels et humains, s'immiscent dans le conflit. Ce sont les combattants du Jihad mondial, dont le rôle a été surdimensionné selon Marc Sageman : « L'histoire est toujours écrite par les vainqueurs. Or, puisque les Afghans sont pour la plupart illettrés, d'autres l'ont écrite à leur place. Parce qu'il n'existe pas d'histoire officielle de la guerre d'Afghanistan contre l'Union soviétique, il était facile pour ces gens qui sont plus tard devenus Al-Qaida de crier victoire. En réalité, ils n'ont jamais combattu ! »

## Les combattants arabes d'Afghanistan

Au début, les jihadistes arabes partant pour l'Afghanistan s'inséraient dans un cadre vaguement humanitaire, principalement via les Croissants-Rouges saoudien et koweïti. Ils ne tarderont guère à vouloir prendre les armes. C'est la rencontre à La Mecque, en 1980, avec un Frère musulman égyptien, Kamal Sananiri, qui avait sensibilisé l'imam palestinien Abdullah Azzam à la cause du Jihad afghan. En 1981, Azzam se rend à Islamabad, au Pakistan. Titulaire d'un doctorat en droit islamique, il y enseigne l'islam jusqu'en 1983, se rendant fréquemment à Peshawar rencontrer les combattants afghans, soutenu dans son action par une organisation humanitaire jordanienne. Et, lorsqu'elle lui retire ses crédits, à la fin de l'année 1983, Azzam crée l'année suivante à Peshawar sa propre structure de recrutement, le *Maktab al-Khadamat* (MAK), le « Bureau des services », dont l'antenne principale, hors d'Afghanistan, sera établie à Brooklyn.

Quelques mois auparavant, Azzam a écrit une fatwa exhortant les musulmans au Jihad afghan. Elle est publiée dans un journal islamiste du Koweït : « Tout Arabe qui veut accomplir le Jihad en Palestine peut commencer par là, mais celui qui ne le peut pas, qu'il parte en Afghanistan. Quant aux autres musulmans, je pense qu'ils doivent commencer leur Jihad en Afghanistan [...]. La cause y est conduite par les moudjahidin, lesquels refusent l'aide d'États impies, alors que la question palestinienne s'est

complètement appuyée sur l'Union soviétique [...]. Les frontières de l'Afghanistan sont ouvertes aux moudjahidin. Il y a plus de trois cents kilomètres de frontières ouvertes, sans compter qu'autour du pays se trouvent des régions tribales, non soumises au pouvoir politique, et qui constituent un bouclier pour les moudjahidin[3]. »

Le MAK est activement soutenu par les Pakistanais et, surtout, par l'ISI, leur redoutable service de renseignement, largement infiltré par des éléments qui revendiquent un islam fondamentaliste. L'ISI avait déjà organisé, en partenariat avec le Parti de l'islam de l'Afghan Gulbuddin Hekmatyar, grâce à des financements saoudiens, la première structure de recrutement arabe. Les entraînements militaires et la formation idéologique de ces premiers contingents (une vingtaine de personnes) avaient lieu dans un camp rudimentaire des alentours de Peshawar. C'est donc là qu'Abdullah Azzam installera sa première « maison d'hôtes », passage obligé des combattants étrangers, qui sont ensuite envoyés dans des camps d'entraînement situés dans les zones tribales. Oussama ben Laden, le fils du patron de Bin Laden Construction group, la plus grande entreprise de BTP du Golfe, qui avait lu la fatwa d'Azzam, le rejoint en 1984. Les deux hommes se lient très vite d'amitié, et le jeune Ben Laden s'installe chez lui, à Peshawar.

Avec l'accord du chef de guerre afghan Abdul Rassoul Sayyaf, c'est ensemble qu'ils créent le MAK, organisant le séjour de leurs hôtes à Peshawar, développant aussi le réseau des camps d'entraînement le long de la frontière pakistanaise. L'argent de Ben Laden contribue grandement à développer la structure et à financer l'enrôlement des jeunes recrues. Marc Sageman rappelle que « le père d'Oussama, qui avait des liens étroits avec la famille royale saoudienne, était l'un des hommes les plus riches du monde. Oussama a été fortement influencé par les idées des Frères musulmans, et en particulier par le frère de Sayyid Qutb, Mohammad Qutb, qui, à cette époque, était enseignant en Égypte. Il voulait rompre avec le mode de vie à l'occidentale dans lequel

il avait grandi, et quand l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan, il a cherché à s'impliquer. Il n'avait encore aucun projet terroriste, il voulait seulement aider la résistance. À Peshawar, il est tombé sous l'influence d'Azzam, qui prêchait le Jihad. Un Jihad traditionnel dans le monde islamique, qui consiste en un engagement individuel du musulman à chasser les occupants étrangers de la terre islamique. Mais cela ne suffisait pas à Ben Laden. Il ne voulait pas se contenter de construire des hôpitaux, il voulait fournir des armes aux rebelles afghans, aller lui-même au combat. Pour cela, il crée en 1986 à Jaji al-Lihel son propre camp d'entraînement, appelé Al-Masada ».

Son partenariat avec Azzam, son père putatif et mentor qui lui a ouvert les horizons du Jihad combattant, est bientôt perturbé par l'arrivée d'Ayman al-Zawahiri.

« Zawahiri et Ben Laden vont ensemble s'éloigner de la notion traditionnelle du Jihad développée par Abdullah Azzam, poursuit Marc Sageman. Tous deux étaient attirés par les tactiques terroristes, cette forme du néo-jihadisme développée par les Frères musulmans radicaux en Égypte. Une pureté retrouvée, qui romprait avec les systèmes de corruption généralisée et d'injustice régnant dans les sociétés où ils avaient vécu. Pour cela, il fallait créer une utopie fondée sur l'exemple de la communauté du prophète au VIIe siècle. »

En octobre 1986, Ben Laden, qui n'a pour l'heure que très peu quitté Peshawar, s'installe en Afghanistan, dans la « tanière des partisans », son camp de Jaji al-Lihel. Il s'emploiera à y transformer les visiteurs arabes – venus jusque-là accomplir une sorte de stage de formation le temps des vacances, avant de rentrer chez eux sans jamais essuyer le feu ennemi – en une armée de combattants. En 1987, le nombre des moudjahidin arabes n'est encore que de 200 ou 300. Il suivra les années suivantes une courbe exponentielle, particulièrement après la première et seule victoire de Ben Laden contre les Soviétiques.

« Son camp, Al-Masada, précise Marc Sageman, était situé sur une colline – ce qui peut paraître absurde en temps de guerre –, le long d'une importante ligne d'approvisionnement reliant Iramsha (Pakistan) à Khost (Afghanistan). Au printemps, quand les Soviétiques lancent une offensive majeure pour couper cette ligne d'approvisionnement, avec la conviction qu'il s'agit de leur ultime chance de victoire, le camp de Jaji al-Lihel est en première ligne. Les Soviétiques envoient une escouade de spetsnaz[4], leurs forces spéciales, prendre la colline et détruire le camp de Ben Laden. Il ne s'y trouvait réellement que deux douzaines de personnes, qui ont résisté quelques jours face aux assauts russes. »

Or, parce que le camp de Ben Laden se trouvait sur le territoire d'Abdul Rassoul Sayyaf, l'un des principaux chefs de guerre afghan, celui-ci leur a envoyé des renforts, faisant tirer 2 000 roquettes pour ralentir la progression des Soviétiques. Ces derniers finissent par renoncer à prendre la falaise et battent en retraite.

« En réalité, poursuit Sageman, ce furent les hommes de Sayyaf qui parvinrent à repousser les spetsnaz, pas les "wahhabites" arabes de Ben Laden. Mais, bien sûr, eux qui avaient dû évacuer ont crié victoire en rentrant au camp. Ce fait d'armes a été largement diffusé dans le monde musulman, dans les pays arabes en particulier, où le nom de Ben Laden a gagné en popularité. »

Ben Laden a fait ses armes. Pas seulement celles de la bataille, mais en tant que communicant, comme propagandiste hors pair, rôle qu'il n'aura de cesse de perfectionner tout au long de son itinéraire. Un art faisant cruellement défaut à l'intellectuel doctrinaire Ayman al-Zawahiri. La victoire que s'est attribuée Ben Laden, alors même que la guerre est sur le point de s'achever, engendre un afflux, financé par l'Arabie saoudite, de volontaires étrangers. Les Américains, qui observent avec une certaine bienveillance ces renforts arabes dans leur lutte contre les

Soviétiques, ne comprennent pas qu'ils seront bientôt leur prochaine cible.

« À cette époque, nous ne prêtions pas vraiment attention aux combattants arabes. Ils appartenaient à des cercles très différents du nôtre, ils étaient antioccidentaux et nous n'avions aucune relation avec eux. Quand j'en discutais avec mes homologues afghans, ils m'en parlaient généralement avec mépris, appelant ces étrangers les "wahhabi". C'était un terme plutôt péjoratif à l'époque. Ils disaient : "Si ces étrangers viennent dans notre pays pour nous aider, c'est très bien, mais qu'ils ne nous disent pas que nous sommes de mauvais musulmans en nous expliquant la bonne manière de prier, qu'en n'observant pas telle ou telle chose nous irons en enfer." Ils les ont tolérés en raison de leurs activités humanitaires, mais aussi parce que les étrangers apportaient des devises en espèces nécessaires à payer des pots-de-vin sur le chemin emprunté par ces longues caravanes de deux cents mules à l'intérieur de l'Afghanistan pour l'approvisionnement des armes. Du point de vue des Afghans, le rôle joué par les étrangers était principalement de leur fournir des liquidités. »

« De manière générale, écrit Jean-Pierre Filiu, la contribution des moudjahidin arabes à la libération de l'Afghanistan est négligeable. Le contraste est sévère avec les centaines de millions de pétrodollars déversés sur Peshawar entre 1985 et 1989. Le nombre total des moudjahidin arabes de ces années fastes est estimé entre trois et cinq mille, mais l'écrasante majorité d'entre eux n'a jamais quitté la zone tribale pakistanaise pour être engagée sur le théâtre afghan. Moins d'une cinquantaine sont tombés durant toute la guerre de libération[5]. »

En 1989, cela faisait déjà trois ans que l'Union soviétique tentait de se désengager du bourbier afghan. Dès 1986, Gorbatchev, qui avait lancé sa politique de *perestroïka*, avait ouvert sous l'égide de l'ONU des négociations avec le gouvernement afghan sur les modalités du retrait des forces soviétique. Islamabad s'opposait à la proposition russe d'un

retrait progressif. L'année suivante, Gorbatchev offre même aux moudjahidin d'intégrer un gouvernement de réconciliation nationale. Mais Islamabad et Washington mettent leur veto à toute solution transitoire, exigeant un retrait total des troupes. Finalement, en avril 1988, un accord est signé à Genève sur un retrait en dix mois. En mars, l'Armée rouge commence à se retirer de Jalalabad et de Kandahar.

Pour l'agent Marc Sageman, une page importante de sa vie est sur le point d'être tournée : « Quand, à 10 heures du matin, le 15 février 1989, le général Gromov a traversé le pont de l'Amitié, sur la rivière Amou-Daria, cela a déclenché chez moi une impression étrange. Contrairement à l'administration centrale de la CIA, qui a célébré la victoire par une fête débridée, faisant couler à flots le champagne, ce que pouvait ressentir un officier de terrain tel que moi était vraiment différent. Mon mode de vie était très solitaire, et les seules relations que j'entretenais quand j'étais en poste, c'était avec mes agents de la résistance afghane. Je me suis retrouvé plus seul que jamais en rentrant chez moi ce soir-là. Je n'avais personne avec qui célébrer l'événement. Car même si j'avais invité mes agents à une fête chez moi, parce que c'étaient des musulmans pratiquants, ils n'auraient même pas pu boire le champagne ! Je me souviens avoir débouché seul une bouteille et m'être dit : "Et maintenant, quoi ? Que va-t-il se passer ensuite ?" Je n'ai jamais été féru de notions abstraites telles que la "fin de l'histoire". Mais la chute de l'Union soviétique a eu un impact énorme sur ma vie, et, sur le coup, je n'étais pas loin d'y souscrire. J'avais rejoint la CIA par idéalisme, ma mission était accomplie. Je me suis dit qu'il était vraiment temps pour moi de revenir à la médecine, à la vie civile et réelle. C'est ce que j'ai fait. On dit communément que la guerre en Afghanistan a contribué à la chute de l'empire soviétique. Cela a certainement joué un rôle, mais je ne pense pas que ce fut essentiel. La décrépitude de l'Union soviétique, le fait qu'ils ne pouvaient plus concurrencer la technologie occidentale, voilà quelles sont les contributions majeures à l'effondrement soviétique. Mais si la défaite contre l'Afghanistan a eu une influence, eh bien, je peux

dire que j’y ai contribué. C’est en me disant cela que j’ai quitté la CIA. »

## « La Base »

Un an avant sa mort, Abdullah Azzam avait posé les principes d’Al-Qaida. Il s’agissait d’« établir une base ferme dans le territoire musulman », une élite combattante aux avant-postes du « Jihad populaire général[6] ». En avril 1988, dans un éditorial de sa revue mensuelle, Azzam écrit : « Tout principe a besoin d’une avant-garde qui le porte plus loin et, tout en s’introduisant dans la société, accepte de lourdes tâches et d’énormes sacrifices. Aucune idéologie, céleste ou terrestre, ne peut se passer de cette avant-garde qui donne tout ce qu’elle possède, afin de lui assurer la victoire. Elle porte le drapeau tout le long d’un chemin difficile et sans fin, jusqu’au moment où elle éteint concrètement sa destination, puisque Allah veut qu’elle y parvienne. C’est *Al-Qaida al-Sulbah* (la base solide) qui constitue cette avant-garde pour la société espérée[7]. »

Ce n’est véritablement qu’après le départ des Soviétiques que l’Afghanistan devient le passage obligé des salafistes du monde entier. La réputation de Ben Laden est faite, et sa rhétorique, influencée par les idées de Sayyid Qutb sur le Jihad mondial, et soutenue par Zawahiri, fait de plus en plus d’émules dans les pays musulmans, parmi les minorités arabes et les convertis des pays occidentaux. Le gouvernement du président marxiste afghan Najibullah est bientôt renversé, prélude à une longue et violente guerre civile. Les moudjahidin qui prennent Jalalabad attaquent les garnisons de la ville, où sont cantonnés les soldats gouvernementaux. Deux cents d’entre eux se rendent sans coup férir. Les autres sont exécutés dans des conditions effroyables.

« Des sources concordantes imputent ce massacre à des combattants arabes, note Jean-Pierre Filiu, et la propagande de Kaboul dénonce violemment la barbarie des “Saoudiens” [...]. Les

moudjahidin sont tenus pour responsables de pillages et d'exactions dans toute la zone, et les rapports avec la population se teintent de méfiance, voire d'hostilité. [...] Ben Laden reconnaît que "la bataille de Jelalabad fut la première et la plus importante bataille à laquelle participèrent les Arabes". [...] Il admet enfin qu'à Jelalabad "tombèrent plus de martyrs arabes que durant toute la guerre d'Afghanistan". Près de deux cents moudjahidin arabes trouvent en effet la mort durant ces combats acharnés[8]. »

Pour autant, le gouvernement de Kaboul n'a pas capitulé. Il accorde le portefeuille du ministère des Affaires étrangères à l'ancien chef de guerre Gulbuddin Hekmatyar, le leader du parti islamiste Hezb-i-islami, qui s'engage dans un conflit frontal avec l'Alliance du nord du général Massoud.

À la mort d'Abdullah Azzam, Hekmatyar est rejoint dans son combat contre le chef de guerre pachtoun par les troupes de Ben Laden. Après deux ans de siège, elles prennent la ville de Khost en 1991, faisant émerger un jeune jihadiste jordanien, Ahmed Fadel Nazzal al-Khalayla, qui prend le pseudonyme d'Abou Moussab al-Zarqaoui[9]. Plus tard, après l'invasion américaine, il deviendra le chef d'Al-Qaida en Irak. Alors que l'Afghanistan s'enfonce plus encore dans la guerre civile, les moudjahidin arabes, déboussolés par le retrait soviétique et la mort d'Azzam, se trouvent à la croisée des chemins.

Cette seconde guerre d'Afghanistan concerne de moins en moins Ben Laden et Zawahiri, en quête d'un second souffle et de perspectives nouvelles. Sur la poursuite du Jihad, ils ont déjà revu leur stratégie. S'il faut sans relâche continuer à harceler « l'ennemi proche » – les États arabes corrompus et complaisants à l'égard de la laïcité occidentale –, ne serait-ce que pour gagner des soutiens dans les populations, la priorité est maintenant de frapper directement l'Occident, « l'ennemi lointain », au premier rang duquel le « Grand Satan » : les États-Unis.

Dix ans plus tard, justifiant cette réorientation du Jihad, Zawahiri écrira : « Les maîtres de Washington et de Tel-Aviv ont

utilisé les régimes impies – comme ceux d'Arabie saoudite, de Jordanie et d'Égypte – pour protéger leurs intérêts et diriger la bataille contre les musulmans. Mais si les éclats de la bataille frappent leurs maisons et leurs corps, ils vont abandonner leurs valets. Car ils auront à faire un choix amer. Soit mener eux-mêmes le combat contre l'islam et provoquer en retour le Jihad contre les infidèles. Soit modifier leurs plans, après avoir reconnu l'échec de la brutale oppression des musulmans. De toute façon, nous devons diriger la guerre vers le pays de l'ennemi pour brûler les mains de ceux qui déclencheront le feu sur nos territoires[10]. »

En 1992, après un passage par l'Arabie saoudite au moment de la guerre du golfe, Ben Laden est de retour à Peshawar. Désormais *persona non grata* dans le pays qui l'a vu naître, l'Arabie Saoudite, il rumine sa revanche. Après avoir enrôlé des opposants au régime wahhabite réfugiés en Syrie et en Iran, qui lui serviront de base arrière logistique, il déclenche une campagne d'attentats contre l'Arabie saoudite. Nombre d'entre eux seront déjoués ou n'aboutiront pas, mais l'implication lointaine de Ben Laden, connue des services saoudiens, leur paraît suffisante pour lui interdire de poser le pied sur son sol. Mais c'est d'Afghanistan que se trame la véritable contre-attaque. Une contre-attaque à visée globale, dont les combattants du Jihad seront les agents perturbateurs.

« C'est à partir de l'Afghanistan, souligne Jean-Louis Bruguière, que tout va se lier : l'ensemble des opérations, toute la menace islamiste radicale mondiale. » Si la plupart des moudjahidin arabes doivent maintenant quitter l'Afghanistan, aucun d'entre eux n'entend renoncer au Jihad. Selon le renseignement saoudien, les seuls ressortissants du régime à être passés par les camps afghans sont estimés entre 15 000 et 25 000. Ils poursuivront chez eux la bataille, d'abord dans le but de recréer le califat islamique qui, incluant la péninsule Arabique, s'étend de la Tunisie à l'Asie centrale, ensuite de faire basculer le monde dans l'islam. Ben Laden leur promet de les soutenir et de

les financer où qu'ils soient. Bientôt, ils frapperont en Indonésie, en Égypte, au Maroc, en Tunisie, en Bosnie, au Kosovo, ou en Tchétchénie. Et de manière paroxystique en Algérie.

Rédha Malek, qui fut rédacteur en chef d'*El Moudjahid*, l'organe du FLN algérien, nommé Premier ministre en 1993, sera chargé de les réprimer : « Ce sont des milliers d'hommes qui, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, d'Irak, d'Arabie saoudite, sont partis en Afghanistan. Tout ce monde-là jouait un jeu très complexe : si, d'un côté, ils acceptaient de travailler pour les Américains contre les Soviétiques, c'était surtout pour eux une occasion de se faire la main avant de rentrer faire "la révolution islamique" chez eux. C'est ainsi que l'affaire afghane est devenue le détonateur mondial du terrorisme[11]. »

« À partir de la chute de l'Union soviétique, poursuit Bruguière, on va passer d'un terrorisme "sponsorisé", et finalement assez identifiable, avec une typologie – du point de vue des services de renseignements – relativement proche du contre-espionnage classique, à un terrorisme polymorphe, éclaté, qui se rapproche davantage, par le comportement de ses acteurs, de la criminalité organisée ou de la petite criminalité, plutôt que d'organisations structurées. Dans ce contexte-là, les États ne jouent aucun rôle, sinon celui d'être des victimes. Le seul qui, plus tard, à partir de 1999-2000, va jouer un rôle, c'est l'Afghanistan. Ce pays va devenir, en lien avec le Pakistan ou avec des organisations pakistanaises de type pachtoun, ou des membres des services de renseignements pakistanais, le creuset, la matrice du jihadisme mondial. »

Car, pendant que rentrent chez eux ou que se répartissent sur de nouveaux fronts les combattants du Jihad mondial, de jeunes islamistes afghans ont commencé à grignoter des parcelles de territoire le long de la frontière pakistanaise. Ces « talibans » ou « étudiants en religion », formés dans les madrasas, les écoles coraniques les plus fondamentalistes de Karachi, au Pakistan, sont dirigés par Mohamed Omar, un mollah issu d'un modeste village

de la région de Kandahar. S'il n'a pas pris part à la guerre contre les Soviétiques, le mollah Omar a perdu un œil en combattant le régime de Najibullah pendant la guerre civile. Soutenus par le Pakistan, les talibans vont peu à peu se lancer à la conquête du pays, imposant dans leurs fiefs une loi d'airain, arc-boutée sur des principes moraux d'un autre âge. Ils offriront bientôt à Ben Laden le sanctuaire dont il rêvait pour mener le Jihad contre l'Amérique.

1- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

2- Le lance-missile sol-air portable Stinger, à courte portée, officiellement connu sous le nom de FIM-92A, a été mis au point pour l'US Army et l'US Marine Corps afin d'atteindre les hélicoptères ou les avions de combat à basse altitude.

3- Cité par Jean-Pierre Filiu, *Les Frontières du Jihad*, Fayard, 2006, p. 115.

4- Spetsnaz est la contraction du russe, *SPETSïalnoyé NAZnatchéniyé*, qu'on peut traduire par « forces spéciales ».

5- Jean-Pierre Filiu, *ibid.*, p. 118.

6- Gilles Kepel, *Al-Qaida dans le texte*, PUF, 2005, p. 69.

7- Cité par Philippe Migaux, *Le Terrorisme au nom du Jihad*, André Versaille éditeur, Bruxelles, 2009, p. 66-67.

8- Jean-Pierre Filiu, *op. cit.*, p. 120.

9- En référence à Zarka, sa ville natale, et à Moussab ben Omar, le compagnon du prophète Mahomet, mort en 625 à la bataille d'Ouhoud.

10- Cité par Philippe Migaux, *op. cit.*, p. 69.

11- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

# 3
# Le retour des « Arabes afghans »

*« Un beau jour, on s'est réveillé avec des défilés monstres dans les rues, des gens habillés en tenue afghane. »*
Rédha MALEK

Algérie, 1991. Sous la pression internationale, le FLN, devenu un parti autoritaire, pétrifié par plus de vingt-cinq ans de pouvoir sans partage, se résout à organiser des élections démocratiques. Un scrutin qui se présente à haut risque : la crise pétrolière, conjuguée à une inflation galopante, une pénurie chronique des denrées de base et un chômage exponentiel, ne favorise guère la transition démocratique. Confronté aux manifestations qui ont eu lieu dans toutes les villes du pays entre le 4 et 10 octobre 1988, et qui se sont chaque fois terminées en émeutes, le président Chadli Bendjedid a promis la « liberté d'expression, d'association et d'assemblée », et a proposé par référendum l'instauration du multipartisme en Algérie. Depuis la fin de la guerre d'Afghanistan, les volontaires arabes algériens qui rentrent au pays, auréolés d'une prétendue victoire contre les Soviétiques, se montrent chaque jour plus actifs, plus visibles. À l'approche des élections, revêtus de tenues afghanes, ils défilent toujours plus nombreux dans les rues d'Alger en reprenant les mots d'ordre du Jihad afghan.

« Ils rentraient peu à peu d'Afghanistan après être passés par l'Asie centrale et avoir traversé toute l'Europe, se souvient Rédha Malek. Si bien qu'un beau jour on s'est réveillé avec des défilés monstres dans les rues, des gens habillés en tenue afghane, organisés, déterminés. Les gens s'enfermaient chez eux, ils avaient la rue pour eux[1]. »

Pendant ce temps, le Front islamique du salut (FIS), le parti islamiste d'Ali Belhadj et d'Abassi Madani créé en octobre 1989 grâce à des financements saoudiens – la variante algérienne des Frères musulmans –, remportait avec une large majorité les élections municipales de mars 1990, arrachant même la mairie d'Alger à l'ancien parti unique. La population, excédée par l'autoritarisme du FLN et sa gestion catastrophique des affaires de l'État, étranglée par la crise économique, travaillée de l'intérieur par des courants islamistes radicaux, se laisse séduire par le discours du FIS, perçu comme la seule solution alternative crédible. Rédha Malek, qui s'est retiré de la vie publique en 1984, partageait son temps entre la France et l'Algérie. Dès le début, il comprend que le scrutin ne se présente pas sous les meilleurs auspices : « Le FIS, une organisation politique qui avait malheureusement été reconnue par le gouvernement, était assurément en position de force. On n'avait pas encore compris la portée de cette idéologie qui instrumentalise l'islam à des fins politiques pour le moins discutables – une erreur d'une gravité exceptionnelle ! Beaucoup se sont laissé berner par les apparences. Les islamistes disaient qu'ils étaient pour la démocratie et le progrès. Bien sûr, c'était tout le contraire. »

## La victoire électorale du FIS

En décembre 1991, le FIS obtient la majorité au premier tour des élections législatives avec 43 % des voix. Le processus démocratique est immédiatement interrompu, et le FIS dissous par le pouvoir. Le président Chadli instaure l'état d'urgence. Les cadres du FIS, dont Belhadj et Madani, sont emprisonnés. Leurs partisans, entrés en clandestinité sous le sigle de l'AIS (Armée islamique du Salut) – la branche armée du FIS –, prennent le maquis. C'est le début d'une terrifiante campagne d'attentats et d'une guerre civile qui durera près de dix ans. Les premières cibles de l'AIS sont militaires et policières, mais quand, le 26 août 1992, une bombe explose à l'aéroport d'Alger, faisant 9 morts et 128 blessés, les civils se retrouvent en première ligne. Si le FIS condamne l'attentat, son influence s'est

considérablement affaiblie. Celle des partisans du Jihad mondial, en revanche, gagne chaque jour du terrain. Le président algérien, qui a tenté de négocier avec eux, prend acte de son échec. Il quitte le pouvoir en janvier 1992.

« On ne pouvait pas lutter contre le terrorisme avec un pouvoir branlant qui faisait des compromis avec les islamistes, commente Rédha Malek. On a fait revenir monsieur Boudiaf, qui a été nommé président. Après l'affaire des otages de Téhéran, j'avais encore été ambassadeur à Londres, puis j'avais quitté mes fonctions pour me consacrer à l'écriture. J'essayais d'écrire des livres sur les accords d'Évian, sur l'islamisme. Mais, lorsque Boudiaf est revenu, en janvier 1992, il m'a confié une première mission comme envoyé spécial aux États-Unis. Je m'y suis rendu. J'ai eu des discussions très intéressantes avec des officiels américains, qui m'interpellaient en me disant : "Pourquoi avoir arrêté le processus électoral ? Comment pouvez-vous ainsi jouer avec la démocratie ?" Et, moi, je répondais que la démocratie ne se réduit pas aux urnes, que c'est un système beaucoup plus large et plus complexe. On ne pouvait pas ne pas en tenir compte. Le FIS avait été organisé de telle façon qu'il avait pu récupérer le mécontentement populaire, et le FLN, le parti officiel, avait été battu à plate couture. Fallait-il laisser faire au nom de la démocratie ? Si on établit la démocratie à n'importe quel prix, c'est le meilleur moyen de l'enterrer. Mais, allez expliquer ça aux Américains ! J'étais avec le conseiller aux affaires de Sécurité à la Maison-Blanche, Anthony Lake, qui deviendra ensuite directeur général du FBI. Je lui ai dit : "Monsieur, vous avez une part de responsabilité dans ce qui se passe. Vous êtes allés en Afghanistan où il y avait un tas de ce qu'on appelle les 'Arabes afghans' (des Algériens, des Égyptiens, des Tunisiens, etc.), et vous avez ignoré le problème quand les Soviétiques ont quitté le pays. – Ça, c'est l'affaire du Pakistan. Même si je sais que le gouvernement pakistanais est faible, c'est leur problème, m'a-t-il répondu. – Dans ce cas, ai-je rétorqué, ne vous étonnez pas des catastrophes que ces gens vont provoquer, au Moyen-Orient et ailleurs. C'est exactement comme si vous aviez assisté à un banquet, et que vous

l’aviez quitté sans débarrasser la table. Là-bas, vous avez laissé les choses en désordre, et le désordre sera bientôt partout.” Or, même après le retrait soviétique, les États-Unis avaient continué à jouer et à soutenir les islamistes. Ils ne voyaient pas le danger. J’avais dit dès cette époque que le terrorisme n’avait pas de frontières, qu’il se manifesterait un peu partout. Le 11-Septembre nous donnerait raison. Ce qui s’est passé le 11-Septembre aux États-Unis a eu lieu chez nous dix ans plus tôt. »

## La création du GIA

La réplique du FLN aux attentats se révèle largement contre-productive. L’arrestation de plusieurs dizaines de milliers de sympathisants du FIS et d’autres groupes islamistes provoque un afflux massif dans les rangs de la guérilla, qui intègre des proches des militants incarcérés. Dès l’été 1992, des structures combattantes islamistes se sont formées dans les campagnes. Elles harcèlent les postes militaires et les commissariats en reprenant les techniques de lutte armée utilisées par le FLN pendant la guerre d’indépendance, trente ans auparavant. Les islamistes veulent obtenir par les armes ce que les urnes étaient sur le point de leur offrir : transformer l’État algérien en État islamique, transposer le modèle iranien en pays sunnite. La situation est des plus confuses, les manipulations de part et d’autre se multiplient. Après plusieurs missions officielles, Rédha Malek est nommé Premier ministre par le président Boudiaf : « J’ai été désigné chef du gouvernement en avril 1992. À ce moment-là, Ben Laden était installé à Khartoum, et c’était le grand argentier de l’intégrisme international. Les gens du FIS défilaient avec des slogans qui disaient : “Ni charte, ni Constitution”, “Dieu a dit… ; le prophète a dit…” Le FIS n’était même pas capable de faire lui-même ses propres slogans ! C’est Ben Laden qui les lui fournissait. Cela peut paraître incroyable, mais c’est authentique ! Ben Laden était bien sûr en lien avec les Frères musulmans. Eux, ils sont à la base de tout. Ils sont nés en

Égypte dans les années 1920, et ils ont essaimé partout. Toutes ces organisations extrémistes en sont issues. Le terrorisme vient de là ; il n'y a pas d'autre explication. Les Frères musulmans ont toujours recouru au meurtre pour imposer leurs idées. Maintenant, ils se montrent très modérés. Les Américains, et d'autres dans le monde, affectent de croire qu'ils se sont assagis, que notre destin, nous, Arabes et musulmans, c'est d'être dirigé par l'islamisme. Mais enfin, non ! Pour quelle raison ? Quand j'étais au gouvernement, j'ai essayé d'expliquer tout cela. J'ai dénoncé le terrorisme, pas seulement d'un point de vue sécuritaire, mais aussi sur le plan politique. Quand vous expliquez aux gens ce qu'est cette doctrine, ce qu'est cette idéologisation de la religion, ils le comprennent. Naturellement, je me suis aussi occupé des problèmes économiques. La situation était catastrophique. Nos recettes pétrolières étaient très faibles. Il a fallu négocier avec le FMI. Pour importer les biens de consommation les plus élémentaires, il fallait des crédits. On nous les a accordés, et cela a donné à l'Algérie un bol d'oxygène extraordinaire. Cela nous a permis de souffler un peu. »

Malgré ce « bol d'oxygène », les attentats se poursuivent et s'intensifient. Le 29 juin 1992, c'est le cœur de l'État qui est touché. Au cours d'une conférence donnée par le président Mohamed Boudiaf à Annaba, Lambarek Boumaarafi, un sous-lieutenant du groupe d'intervention spécial de l'armée (GIS), jette une grenade dans la salle avant de tirer à bout portant sur le président. Il est tué sur le coup.

Une douzaine de phalanges de combats sont maintenant en activité, avec à leur tête des émirs autoproclamés. Parmi elles, le Groupe islamique armé (GIA), créé par un vétéran d'Afghanistan, Abdelhak Layada. La référence à l'Afghanistan est si prégnante que le groupe a repris comme étendard le sceau du Hezb el-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Le GIA se fait rapidement connaître par des opérations spectaculaires, notamment le meurtre de ressortissants étrangers, dont celui de plusieurs Français en

octobre 1993. L'année suivante, la majorité des organisations de lutte armée lui prête allégeance.

« Le GIA s'est créé en Afghanistan, martèle Rédha Malek. Lorsque les Soviétiques sont partis, les types se sont dits : "Bon, maintenant qu'est-ce qu'on fait ?", et ils se sont organisés pour revenir ici faire des attentats terroristes. Ils avaient appris leur leçon à Peshawar. Peshawar était devenu le centre de l'idéologie islamiste, dans ce qu'elle a de plus étroit et de plus dangereux. »

L'armée gouvernementale perd pied face à cette nouvelle organisation dont le noyau rassemble des vétérans d'Afghanistan, des délinquants et des chômeurs. Autour de la mosquée du quartier de Belcourt, rebaptisé « Kaboul » depuis la fin des années 1980, les salafistes ont les mains libres pour tenter de faire de l'Algérie la tête de pont qui fera basculer le monde arabe. Si certaines cellules du GIA sont encore tenues par les islamo-nationalistes jazaristes qui avaient prôné la prise du pouvoir par les urnes, elles se sont rangées au côté de Cherif Gousmi, un « Arabe afghan ». Abattu lors d'un affrontement avec les services de sécurité algériens, Gousmi est remplacé par le très radical Djamel Zitouni. Avec lui, le GIA joue la surenchère terroriste, réorientant ses actions contre la population civile. Des bâtiments publics sont soufflés par des bombes et des villages entiers rasés. De 1992 à 1994, 128 attentats à la bombe seront enregistrés. La répression est sévère, sans parvenir à mettre fin à une guerre civile qui, en dix ans, fera entre 100 000 et 200 000 morts.

Zohra Drif, qui avait posé en 1956 la bombe du Milk Bar, est à nouveau confrontée au terrorisme. Cette fois, dans le camp des victimes. Car ce sont les laïcs algériens qui sont la cible des extrémistes religieux : « Nous, un peuple musulman sunnite du rite malékite, avions toujours vécu un islam à la mesure de l'homme. Un islam qui inculque des choses simples, évidentes : le respect de l'autre et de la vie, la droiture. Et puis, brusquement, ce sont vos propres enfants, en dehors de toute considération politique, qui se retournent vers vous pour vous annoncer qu'ils vont vous tuer. Ma génération s'était battue contre l'armée

française. Nous n'avons pas été plus cruels qu'ils ne l'ont été ; on s'est battu avec les moyens que nous avions. Mais là, tout à coup, nous nous sommes retrouvés face à une violence terrible, des faits d'une barbarie qu'on n'avait jamais connue. Avec le sentiment que ces gens étaient des étrangers qui, bien que parmi nous, n'étaient pas des nôtres. Cela a peut-être été pire que la période de lutte pour l'indépendance, parce que nous devions nous battre contre nous-mêmes, nous battre contre notre voisin, contre notre frère[2]. »

Pour frapper les esprits, le GIA choisit des cibles symboliques. Journalistes, intellectuels, médecins, femmes non voilées sont égorgés ou abattus de sang-froid. Rédha Malek constate qu'« on a cherché à décapiter l'Algérie en tuant tous les intellectuels : Boukhobza, sociologue ; Hassela, le directeur de l'école des Beaux-Arts, lui et son fils, dans son bureau ; le Dr Belkhenchir, en plein travail dans son hôpital, etc. Les intellectuels ont été ciblés pour décérébrer l'Algérie. À cause de cette crise, de ce terrorisme, le pays a perdu beaucoup de temps. Au lieu de progresser, on a été renvoyé au Moyen Âge. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque l'Algérie était pratiquement seule à affronter le terrorisme ».

Pas pour longtemps. En avril 1994, alors que Rédha Malek, qui n'est pas parvenu à enrayer la propagation du terrorisme, quitte ses fonctions de chef du gouvernement, le GIA adopte une nouvelle stratégie en exportant le terrorisme hors des frontières algériennes. Une fois encore, dix ans après la terrible campagne d'attentats menés par l'Iran sur son sol, c'est la France qui est visée.

## L'exportation du terrorisme par le GIA

Il est 11 heures lorsque le 24 décembre 1994, veille de Noël, alors que l'Airbus A300 d'Air France assurant la liaison Alger-Paris est sur le point de décoller de l'aéroport Houari-Boumédienne, quatre hommes portant des badges de la

compagnie Air Algérie font irruption dans l'appareil. Après avoir sorti leurs armes, ils tiennent en respect l'équipage, exigeant que les femmes qui se trouvent parmi les 225 passagers, pour la plupart des résidents français rentrant chez eux pour les fêtes de fin d'année, se couvrent la tête. Quand ils apprennent qu'un officier de police algérien se trouve à bord, ils lui tirent à bout portant une balle en pleine tête, et jettent son cadavre sur le tarmac. C'est la panique à bord. Devant cette exécution de sang-froid, tout le monde a compris que les quatre intrus ne plaisantaient pas. À 15 h 10, dans l'avion toujours cloué au sol, un homme se lève, qui exige d'être relâché sur-le-champ. Il s'agit de l'attaché commercial de l'ambassade du Vietnam à Alger. Il est accompagné jusqu'à l'avant de l'avion et exécuté comme le policier algérien d'une balle dans la tête. Son corps est balancé à l'extérieur.

Les hommes du GIA réclament au pouvoir algérien la libération d'Abdelhak Layada – le fondateur du groupe armé, arrêté l'année précédente au Maroc et depuis incarcéré en Algérie –, d'Abassi Madani et d'Ali Belhadj – les deux leaders du FIS. À la France ils demandent l'arrêt immédiat de la coopération française avec le pouvoir algérien et la fin du « harcèlement et des persécutions des musulmans en France ». Ils exigent également une rançon au nom des crimes commis par l'armée française pendant la guerre d'indépendance. « Nous voulons, déclarent-ils, vous assassiner, vous faire trembler et vous détruire[3]. »

On apprendra plus tard que le commando, qui devait comporter dix membres – six d'entre eux ne se sont pas présentés à l'embarquement –, avait l'intention de précipiter l'avion contre la tour Eiffel ! La première tentative d'attentat kamikaze utilisant un avion, avec pour objectif de détruire un édifice symbolique et de faire un maximum de victimes. La mort est présente dans chaque phrase des revendications exprimées par le commando. Les autorités françaises comprendront que la vie des otages n'a pour eux aucune importance, pas plus d'ailleurs que la leur. Ce qui laisse craindre le pire.

Une appréhension qui sera confirmée le lendemain matin lorsque, à 9 h 15, le commando abat un troisième otage, Yannick Beugnet, le cuisinier de l'ambassade de France. Au terme d'âpres négociations, les autorités algériennes, qui interdisaient jusque-là le décollage de l'avion, acceptent de le laisser partir. En échange, le commando libère soixante-trois passagers. La France, qui veut absolument éviter que l'avion ne se pose à Paris, demande aux Algériens d'orienter les preneurs d'otages vers l'aéroport de Marseille-Marignane, au prétexte de ravitailler l'appareil en fuel avant de le laisser redécoller vers la capitale. Le GIGN, le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, s'organise autour de la piste d'atterrissage en vue d'une intervention. Dans la nuit du 25 au 26 décembre, à 2 heures du matin, l'avion décolle et fait route vers la France. Il se posera un peu plus d'une heure après sur une aire de l'aéroport de Marseille qui a été soigneusement préparée par le commando du GIGN. Des tireurs d'élite sont postés dans la tour de contrôle et cachés au pied de l'appareil. Une seconde escouade est prête pour une intervention directe qui consistera à pénétrer dans l'avion, neutraliser les terroristes et faire sortir les passagers vivants. Une intervention à haut risque.

Quand l'avion atterrit à Marseille, la tension est à son comble, particulièrement au ministère de l'Intérieur où Charles Pasqua suit de près les préparatifs de l'assaut. Au petit matin, il donne son feu vert. Les tireurs d'élite, depuis la tour de contrôle, parviennent à éliminer deux des terroristes présents dans le cockpit par des tirs d'une extrême précision, pendant que la seconde escouade grimpe sur la passerelle mobile menant aux portes de l'avion et s'introduit à l'intérieur. L'effet de surprise fonctionne parfaitement. Les deux autres preneurs d'otages sont immédiatement éliminés. Le copilote, qui entend les coups de feu à l'intérieur de l'appareil, ouvre une fenêtre du cockpit et se laisse tomber sur le tarmac. Il sera le seul blessé de l'intervention du GIGN.

« L'opération est un succès unanimement salué, écrit Jean-Louis Bruguière. En représailles, le GIA exécutera l'année

suivante quatre pères blancs de la Société des missionnaires d'Afrique à Tizi Ouzou[4]. » Spectaculaire et médiatisé, l'assaut du GIGN est filmé et retransmis en direct par les chaînes de télévision françaises. Le public découvre la menace que font maintenant peser les islamistes algériens sur la France. Il ignore qu'elle est depuis déjà un an le théâtre et la cible de règlements de comptes souterrains. Dans le pays de l'ancien colonisateur, premier partenaire économique du gouvernement algérien, résident près de 800 000 Algériens et deux millions de Français d'origine algérienne. Un terreau favorable pour le GIA qui y a établi un réseau de cellules dormantes et utilise l'Hexagone comme base arrière pour le transit des armes et des composants nécessaires à la fabrication de ses explosifs. Une organisation islamiste bien implantée en France et certaines écoles coraniques sont soupçonnées de fournir les caches et les soutiens. Les agents du GIA y prospéraient, jusqu'à ce que les Algériens exigent de la France un coup de balai.

« Un bulletin du FIS imprimé à Barbès, et qui avait pignon sur rue, boulevard Rochechouart, présentait régulièrement la liste des attentats "héroïques" perpétrés par les islamistes », se souvient Rédha Malek, qui était encore aux commandes du gouvernement algérien. Excédé par cette publication ouvertement affiliée au FIS et au GIA, il convoque l'ambassadeur de France en Algérie : « "Qu'est-ce que ça veut dire, lui ai-je demandé ? – La liberté de la presse, a-t-il répondu. – Est-ce que la France veut vraiment devenir le tremplin de la désinformation sur ce qui se passe en Algérie ? S'il vous plaît, demandez à votre gouvernement d'interdire immédiatement cette publication !" Trois jours après, l'ambassadeur est revenu me voir, et il m'a dit : "On a fermé le local, le journal est supprimé."[5] »

S'ensuit une vague de perquisitions et d'arrestations. Un premier coup de filet est organisé par le juge antiterroriste Gilbert Thiel au mois d'octobre 1994. S'il permet de démanteler le réseau clandestin, de saisir des explosifs et de déjouer des attentats destinés à frapper l'Algérie, c'est un fiasco judiciaire : trente-

quatre personnes seront remises en liberté après avoir bénéficié d'un non-lieu. Au même moment, à la suite du retour des « Arabes afghans » dans le royaume, le Maroc devient aussi la cible des islamistes. Plusieurs villes sont touchées par le Mouvement de la jeunesse islamique marocaine (MJIM), dont Casablanca et Marrakech, deux villes très fréquentées par les touristes français. La police découvre que des commandos entiers du groupe marocain ont été recrutés parmi de jeunes Français d'origine marocaine, ensuite infiltrés au Maroc pour y commettre des attentats. Si la plupart sont passés par l'Afghanistan s'entraîner au maniement de la kalachnikov, d'autres se sont formés dans des camps d'entraînement installés au mont Gerbier-de-Jonc, dans l'Ardèche.

La France prend conscience à son tour de la réalité de la menace islamiste, de sa dimension protéiforme, internationale, et de ses origines afghanes. Jean-Louis Bruguière affirme que « nous serons vraisemblablement le premier pays en Europe, peut-être au monde, à prendre conscience de ces migrations, de ces fameuses filières afghanes qui vont apparaître dès 1994, notamment avec le MJIM, responsable d'une série d'attentats au Maroc cette année-là. On va voir des individus qui peuvent être des Français de souche convertis, des jeunes Maghrébins de la deuxième génération, certains en situation régulière, d'autres en situation irrégulière, attirés par ce tropisme afghan. Pour nous, le centre de la menace, c'est l'Algérie et la France. Son apogée : 1995. Après les exactions menées en Algérie, notamment contre la population civile pendant le ramadan 1996-1997 – ce sont surtout des femmes et des enfants qui sont tués –, le GIA va perdre son crédit et être vivement critiqué, y compris par les salafistes de la mouvance londonienne, ce qui permettra au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) d'émerger. Mais on voit bien, dès 1994, que le tropisme afghan est un élément majeur, et qu'on assiste à un flux d'individus ayant quitté la France et l'Europe pour aller en Afghanistan par une route très bien balisée qui passe par Londres – nécessairement par Londres –, ensuite par Islamabad et Peshawar où se trouvent les

restes du Bureau des services d'Abdullah Azzam. On va entendre des centaines de personnes qui sont passées par les camps afghans. On découvrira le rôle de la "maison des Algériens[6]", celui du camp de Khalden, de Kaboul, de la madrasa de Jalalabad – un épicentre de la structure d'Al-Qaida jusqu'en 2001 – et de Kandahar ».

Le GIA, qui s'organise autour de neuf commandements régionaux et rassemble plus de 20 000 combattants, est maintenant le groupe le plus puissant. Ses attentats à la voiture piégée et ses faux barrages routiers entretiennent un climat de terreur et de paranoïa permanente en Algérie. En Europe, ses activités passent toutes par le « Londonistan ». Londres, où se sont réfugiés de nombreux vétérans d'Afghanistan après la guerre contre les Soviétiques puis l'interdiction du FIS, est un havre de liberté pour les islamistes qui recrutent, promulguent des fatwas, diffusent par des discours et une multitude de publications leur idéologie, sans contrôle ni répression. Autour des mosquées de Finsbury Park et de Baker Street se tiennent des collectes de fonds ; y sont également recrutés des sympathisants ; et les attentats du GIA et d'autres groupes armés y sont ouvertement revendiqués. Notamment dans les pages d'*Al Ansar*, un journal arabophone rédigé et imprimé dans la capitale britannique. On y fait transiter des armes par l'Allemagne et l'Italie, on y organise le trafic des faux papiers. Dans les milieux islamistes, le GIA est plus célèbre qu'Al-Jihad, le groupe égyptien qui avait assassiné le président Sadate en 1981. S'il a visé dans un premier temps les ressortissants étrangers sur le sol algérien, et particulièrement les Français – deux géomètres français furent les premières victimes d'une liste longue de plus de deux cents noms –, il peut maintenant atteindre ses dissidents et ses opposants à Paris. L'imam Sahraoui, ex-membre fondateur du FIS, qui dénonçait depuis la mosquée de la rue Myrha dans le 18e arrondissement de Paris le lobbying du GIA en France, est assassiné le 12 juillet 1995.

## Les attentats de 1995

Il est 17 h 30, le 25 juillet 1995, en pleine période estivale, quand retentit une violente déflagration dans les sous-sols du bord de Seine de la rive gauche, à deux pas de la fontaine Saint-Michel, l'un des centres touristiques de la capitale. Les voitures de pompiers et de police bouclent rapidement le périmètre de la station Saint-Michel, pendant que sont évacuées les rames de métro. Une bombe vient d'exploser dans un wagon du RER B. L'engin, un mélange de soufre, de potassium, de poudre, de clous et de boulons, bien qu'assez rudimentaire, n'en a pas moins été conçu pour tuer. Et il tue : huit morts. Plus de cent cinquante blessés. La France, qui ne sait rien des filières afghanes, très peu informée sur la situation en Algérie – l'idée d'un complot du FLN attribuant les attentats aux islamistes pour se maintenir au pouvoir est à l'époque assez communément partagée –, est sous le choc. Les réminiscences de la campagne iranienne du milieu des années 1980 attisent la psychose.

Elle est renforcée le 17 août par l'explosion d'une bombe placée dans une poubelle publique de l'avenue de Friedland, non loin de la place de l'Étoile et de l'avenue des Champs-Élysées – la plus fréquentée au monde. La bombe ne fait aucune victime. Les enquêteurs, au vu des résultats de l'analyse scientifique, concluent rapidement que les explosifs utilisés, ainsi que l'horlogerie qui a déclenché le mécanisme, sont en tous points identiques à ceux du RER B. Quelques jours plus tard, ces mêmes ingrédients seront retrouvés dans une bouteille de butane contenant 19 kilos d'explosifs placée sur la ligne de TGV Paris-Lyon, au niveau de Cailloux-sur-Fontaines, dans le Rhône. Par chance, le TGV a neutralisé sur son passage le système de mise à feu. Une bénédiction pour la police scientifique qui découvre, sur un sparadrap fixé à la bombonne, une empreinte digitale.

Alors que tous les moyens sont déployés pour l'identifier, le calendrier s'accélère : le 3 septembre, un engin explose dans un

marché du cœur de la capitale, boulevard Richard-Lenoir, faisant quelques blessés. Le lendemain, une bouteille de butane est découverte dans une Sanisette du 15e arrondissement. Faute d'un déclencheur en état de marche, la bombe n'explose pas. Le 7, c'est une voiture piégée qui explose en face d'une école privée israélite de Villeurbanne. Elle était programmée pour tuer les enfants à la sortie des classes, à 18 h 50 précisément. Par chance, l'horloge de l'école retarde, et la bombe explose quelques minutes avant la fin des cours. Elle fera tout de même 14 blessés. Le 6 octobre, un autre engin explosif est découvert avant son déclenchement dans une poubelle, à la sortie du métro Maison-Blanche. Et le 17 octobre, c'est un second attentat qui a lieu sur la ligne du RER B, entre les stations Musée-d'Orsay et Saint-Michel. Il fait sept blessés graves.

Entre-temps, l'empreinte digitale retrouvée sur la bombonne de gaz du TGV a parlé. Elle appartient à un petit délinquant de 24 ans de la région lyonnaise : Khaled Kelkal. De nationalité française, arrivé en bas âge d'Algérie où il est né, Kelkal est déjà passé par la prison. Il y a séjourné deux ans pour une série de vols avec effraction. « Islamisé » par un prisonnier surnommé Khelif, qui recrutait en prison de jeunes délinquants pour aller commettre des attentats en Algérie, Khaled Kelkal tombe à sa sortie dans l'escarcelle du Tabligh, un mouvement religieux entretenant des liens étroits avec la mouvance jihadiste. Il se serait encore radicalisé au cours de cette période, sous l'influence d'un certain Ali Touchent.

En reconstituant le parcours de Kelkal, de sa sortie de prison aux jours qui précèdent la campagne d'attentats, les enquêteurs identifient plusieurs de ses complices, notamment Joseph Jaime et Karim Koussa – deux membres d'une cellule du GIA basée à Lyon. Dès la publication dans la presse d'un portrait-robot du jeune homme, diffusé sur 170 000 affiches signalétiques qui sont placardées dans toute la France, Kelkal, accompagné d'autres membres du réseau, prend la tangente. Une série de traques et de

battues est organisée par la gendarmerie dans la région lyonnaise. Le 27 septembre, Kelkal est repéré dans la forêt de Malval. La police, qui pense le cueillir dans sa cachette, essuie des coups de fusil à pompe tirés par Karim Koussa. Kelkal parvient à leur fausser compagnie.

Ce ne sera pas le cas deux jours plus tard, quand il est signalé à la nuit tombée près de Lyon, au lieu-dit « Maison Blanche ». Cette fois, les gendarmes, qui sont les premiers arrivés sur place, ne le rateront pas. Khaled Kelkal est abattu en pleine rue, sous l'œil d'une caméra de la chaîne de télévision M6, dans ce qui ressemble à une exécution. Quand Kelkal, blessé à la jambe, a esquissé un geste, laissant penser qu'il cherchait à se saisir de son arme, l'un des gendarmes a crié à son collègue : « Finis-le ! » L'autre lui a tiré la balle fatale. Par-delà les polémiques que suscitera la mort de Kelkal, il apparaît bien vite que ce dernier n'avait en rien l'envergure d'un terroriste international, ni même d'un opérationnel du GIA.

Le maître d'œuvre des attentats, son mentor au Tabligh, celui qui l'a enrôlé, c'est Ali Touchent. Surnommé « Tarek », cet architecte algérien qu'on dit fanatique a été recruté par Djamel Zitouni, le plus barbare des chefs du GIA. C'est Zitouni qui lui a personnellement confié – en plus d'assurer la direction des cellules parisienne et lyonnaise, en lien avec le QG londonien qui fournit les bombes et les faux papiers – le soin d'organiser la série d'attentats sur le sol français. En remontant la piste qui aboutit à Touchent, les policiers découvrent chez ses contacts lillois, Smaïn Aït Ali Belkacem et Boualem Bensaïd, deux membres du GIA, des explosifs et des projets d'attentats. Ils seront déjoués *in extremis*. Leur contact à Londres, trésorier des opérations du GIA en Europe, mais aussi pivot londonien d'Al-Qaida, s'appelait Rachid Ramda. Le réseau est démantelé, et les opérationnels du GIA en France sont arrêtés, à l'exception de Touchent, qui parvient à quitter l'Hexagone. Au cours des dix années suivantes, la France n'aura de cesse de réclamer l'extradition de Rachid Ramda. Mais la Grande-Bretagne, au nom des droits de l'homme, de la présomption d'innocence et de la liberté d'expression, s'y

opposera constamment. Il faudra attendre les attentats du 7 juillet 2005 pour que Londres accède aux réclamations de la France. Ramda est extradé la même année et condamné à perpétuité en 2007.

Après ce coup de filet, le GIA ne mènera plus d'actions sur le territoire français. En Algérie, Zitouni, qui veut renforcer son contrôle, se retourne contre les siens, et déclenche une guerre entre islamistes en purgeant les éléments jazaristes du GIA. Au même moment, une fatwa diffusée dans *El Ansar*, qui autorise le meurtre des femmes et des enfants, inaugure la saison des grands massacres qui ciblent la population civile.

« Aucune neutralité n'est possible dans la guerre que nous menons. Hormis ceux qui sont avec nous, tous les Algériens sont des apostats qui méritent de mourir », écrit Zitouni dans cette même publication islamiste. Si, jusque-là, la violence s'expliquait par son caractère politique, les massacres de 1996-1997, qui ont souvent lieu de nuit, ne laissent aucune échappatoire aux victimes. Ils soulèvent l'incompréhension des Algériens qui commencent à former des milices pour se substituer à l'incurie de l'armée. Zitouni est assassiné le 16 juillet 1996 par ses opposants jazaristes. La guerre dure depuis bientôt six ans. Le GIA est marginalisé, et les jazaristes, qui ont repris la main, acceptent de signer une trêve avec le gouvernement de « concorde civile » du nouveau président Abdelaziz Bouteflika. En 1999, contre une amnistie, les combattants peuvent retourner à la vie civile. Leurs crimes sont effacés d'un trait de plume.

## La nouvelle ligne de front

La chute de l'Union soviétique a entraîné une désagrégation de son empire. Les affrontements interethniques, interreligieux et intra-nationaux se multiplient dans les provinces de l'ex-URSS qui, du temps de sa domination, était parvenue à anesthésier les tensions issues de conflits très anciens. Son effondrement ravive

chez les peuples les cicatrices du passé, les règlements de comptes jamais soldés, et les velléités indépendantistes. La Yougoslavie, créée par Tito au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est le premier pays de l'ère post-soviétique à plonger dans la guerre civile. La Bosnie-Herzégovine, peuplée à 45 % de musulmans (des Slaves islamisés sous les Ottomans), se déclare indépendante le 5 avril 1992, alors que la confrontation entre les nationalismes serbe et bosnien a déjà commencé. C'est le début d'une guerre civile de quatre ans qui fera 150 000 morts. Pour garantir la sécurité de la population serbe et conserver la province dans le giron de son projet national, Zagreb se lance dans une politique de « nettoyage ethnique » en Bosnie. L'Occident mettra davantage de temps à réagir que les combattants du Jihad mondial. Les Arabes afghans d'Al-Qaida se déversent massivement sur cette nouvelle ligne de front, reprenant peu ou prou à leur compte les théories castro-guévaristes du *foco* : allumer plusieurs foyers insurrectionnels pour faire basculer le monde, non plus dans la « révolution mondiale », mais dans le califat international.

Dans la foulée de la création du mouvement radical « Destin islamique » par le futur président bosnien Alija Izetbegović, les ONG islamiques du Golfe sont les premières à s'installer en Bosnie. Elles facilitent l'intégration des Arabes afghans, tel l'Algérien Abou el-Maali, qui crée en 1993 à Zenica la Brigade des moudjahidin arabes. Les cadres de cette armée, forte d'un millier d'hommes, sont tous des vétérans d'Afghanistan. L'un d'eux n'est autre que le Koweïti Khalid cheikh Mohammed, l'oncle de Ramzi Yousef – soupçonné d'être le principal poseur de bombe de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center –, futur numéro trois d'Al-Qaida, et vraisemblable cerveau des attentats du 11 Septembre 2001. Il se rendra en 1995 en Bosnie pour y organiser le Jihad sous une couverture humanitaire.

« Comme l'Afghanistan, et plus tard le Kosovo, commente Jean-Louis Bruguière, la Bosnie est apparue comme un nouvel Eldorado du Jihad. Une terre où l'ensemble des jihadistes

mondiaux vont affluer, parce que c'est là qu'a désormais lieu l'affrontement direct entre musulmans et non musulmans. Cette aspiration crée un appel d'air pour les jihadistes de l'extérieur, du Moyen-Orient, du Maghreb ou d'Europe[7]. »

Avec la prise de pouvoir par les talibans à Kaboul, l'Afghanistan est redevenu le sanctuaire des combattants du Jihad mondial. L'activité des centres d'entraînement de la frontière pakistano-afghane est relancée, et les anciennes filières de la guerre contre les Soviétiques réactivées. Une seconde génération de volontaires arabes y fera escale avant de rejoindre le théâtre bosniaque.

« À partir de 1995, l'Afghanistan va se substituer à toutes les autres zones, poursuit Jean-Louis Bruguière. Son importance et sa puissance d'attraction vont en faire un lieu de passage fondamental. Les Algériens du GIA qui y séjournent reviennent chez eux auréolés du "label Afghan" qui leur confère charisme et efficacité. Ce seront les "sachants", ceux qui détiennent la vérité. Grâce à ce label, ils vont pouvoir recruter dans les cités. Des imams de circonstance vont créer les cellules opérationnelles, logistiques et combattantes du Jihad. Dans ce contexte, la Bosnie joue un rôle très important jusqu'aux accords de Dayton (14 décembre 1995). L'ensemble de ces réseaux passe par la Bosnie. Les Bosniaques vont se croiser avec les Afghans. Certains individus passent sur les deux théâtres d'opération. L'affaire de la rue Carette à Roubaix, où s'illustrent les Caze, les Dumont et d'autres, est directement liée au théâtre bosniaque. On trouve dans les dossiers que j'ai eus à instruire postérieurement, et qui ont eu des rebonds ou des effets aux États-Unis dans des cellules d'Al-Qaida, des connexions avec la Bosnie de l'époque 1993-1994. »

L'affaire de la Carette a lieu en 1996. Une série de braquages d'une rare violence secoue alors la région de Roubaix, dans le nord de la France. Une supérette et un fourgon de la Brinks sont attaqués à l'arme de guerre. Quand une voiture piégée explose devant un commissariat de Lille, trois jours avant une rencontre

du G7 dans cette même ville, les policiers revoient leur copie : ils n'ont pas affaire à un gang lié au grand banditisme, comme ils l'avaient d'abord imaginé, mais à une cellule terroriste. Les braquages qui ont fait connaître le « gang de Roubaix », planifiés un an auparavant dans un camp afghan, étaient destinés à financer le Jihad. C'est ce que découvrent les enquêteurs, lorsqu'un membre du gang, qui a traversé les Ardennes pour échapper à la traque des Français, est tué à la suite d'un échange de coups de feu avec la police belge.

Il s'agit d'un Français converti à l'islam, du nom de Christophe Caze. Cet ancien étudiant en médecine, qui a abandonné son cursus universitaire en cinquième année pour se consacrer au Jihad, avait rencontré un autre converti en Bosnie, Lionel Dumont, un étudiant en lettres qui avait également interrompu ses études pour partir faire son service militaire en Somalie. Après s'être converti au contact des musulmans somaliens, Dumont avait à son retour intégré une mission humanitaire islamique pour porter secours aux musulmans massacrés par les Serbes en Bosnie. Là, Caze et Dumont ont rejoint les milices des Arabes afghans où ils prennent part à de violents combats. En 1993, ils rentrent en France avant de se rendre à Londres où ils sont pris en main par l'imam de la mosquée de Finsbury Park, Abou Hamza, le borgne au crochet – il a perdu un œil et une main lors d'un entraînement aux explosifs dans un camp afghan –, le plus radical et le plus violent des prédicateurs d'Al-Qaida au Londonistan.

Les deux convertis repartent ensuite en Bosnie faire provision de kalachnikov et de lance-roquettes – les armes utilisées par la suite dans les braquages de Roubaix. Leur « fournisseur » en Bosnie est Abou el-Maali, le chef islamiste de la Brigade des moudjahidin de Bosnie, devenue une unité supplétive de l'armée bosniaque placée sous l'autorité d'Izetbegović. Après une longue traque, Dumont sera interpellé en 2003 dans un hôtel de Munich et condamné à trente ans de prison.

« La Bosnie a incontestablement joué un rôle dans l'articulation, la manipulation et le rebond de ces groupes, poursuit Bruguière. Mais on pourrait parler d'autres zones : le Kosovo et la Tchétchénie. En 2002, des individus partis en Tchétchénie avaient projeté de commettre des opérations majeures avec des armes de destruction massive. Des armes non conventionnelles, utilisant le nucléaire et des substances radioactives. Une *dirty bomb*, comme on dit en anglais. »

Après les accords de Dayton qui ont mis fin au conflit en Bosnie-Herzégovine, les combattants du Jihad mondial retrouveront de la vigueur en Tchétchénie. Chamil Bassaïev, un proche de Ben Laden, passé par différents foyers insurrectionnels d'Asie centrale, rentre en Tchétchénie, son pays d'origine, former une faction jihadiste durant la première guerre contre la Russie (1994-1996). Adoubé par Al-Qaida, le Jordano-Saoudien Ibn al-Khattab, l'un de ses principaux lieutenants, qui a combattu au côté de Ben Laden durant la bataille de Jaji al-Lihel contre les spetsnaz russes[8], lui envoie des renforts, et organise des « stages » pour ses troupes dans les camps d'entraînement afghans. Cela n'empêchera pas Bassaïev, qui a engagé une campagne d'attentats meurtriers contre des immeubles civils en Russie (ils font près de trois cents morts), de voir fondre ses effectifs au fil des mois. Battu à l'élection présidentielle de Tchétchénie en 1997, il échoue deux ans plus tard à imposer par la force un régime islamique au Daghestan.

La seconde guerre de Tchétchénie (1999-2002) lui permettra de revenir en force. Non pas tant grâce à un afflux de nouvelles recrues, mais par la propagande qu'il diffuse sur un nouveau média : Internet. L'affaiblissement des forces nationalistes tchétchènes lui procure une visibilité nouvelle, qu'il met à profit dans de spectaculaires opérations terroristes. Des attentats suicides qui ciblent des civils et frappent la Russie au cœur : après avoir pris en otage les spectateurs d'un théâtre de Moscou en février 2002 (180 morts), une trentaine de ses kamikazes – dont des femmes en niqab munies de ceintures d'explosifs – font

irruption au matin du 1er septembre 2004 dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord.

Plus de 1 300 personnes, en majorité des enfants âgés de 7 à 18 ans, se retrouvent captifs des terroristes, lourdement armés. Moscou sait qu'ils n'auront aucun scrupule à faire un maximum de victimes civiles, fussent-elles des enfants. Durant deux jours, les autorités russes tentent de négocier avec le commando de Bassaïev. Sans succès. Le troisième jour, elles décident de donner l'assaut. Des agents du FSB (Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie) sont envoyés en repérage aux abords du gymnase où sont rassemblés les enfants. Ils sont vite repérés. Tout va alors très vite : les preneurs d'otages actionnent leurs ceintures d'explosifs pendant que les forces spéciales fondent sur le commando sans avoir élaboré de réelle stratégie, tirant à vue dans une extrême confusion. Drame assuré. Le gymnase est totalement détruit par les explosifs des kamikazes tchétchènes qui sont tous abattus. Au terme de la prise d'otages, on dénombrera 331 victimes, dont beaucoup d'enfants. Un grand nombre a succombé sous les balles perdues des forces russes. C'est un désaveu cinglant pour Vladimir Poutine qui, en représailles et pour redorer son blason auprès de la population, organise une répression brutale en Tchétchénie.

Bassaïev mourra quatre ans plus tard dans l'explosion d'un camion piégé en Ingouchie. Les conditions de sa mort n'ont toujours pas été élucidées à ce jour.

1- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

2- Entretien avec l'auteur le 31 janvier 2011.

3- Jean-Louis Bruguière, *op. cit.*, p. 318.

4- *Ibid.*, p. 320.

5- Entretien avec l’auteur le 31 janvier 2011.

6- Planque des islamistes algériens basée à Jalalabad, en Afghanistan, possédée et dirigée par Abu Jaffar, servant de camp d’entraînement ou de base vers d’autres camps militaires.

7- Entretien avec l’auteur le 17 mai 2010.

8- Voir pp. 391-392.

# 4
# Al-Qaida au Soudan

*« Son ambition était de créer un “Komintern” du terrorisme. »*
Marc SAGEMAN

En 1993, Ben Laden est installé au Soudan. Dans sa capitale, Khartoum, où il réside depuis près d’un an, le milliardaire saoudien a acheté une vaste maison de trois étages dans le quartier de Riyad où il loge ses quatre épouses et ses dix-sept enfants. Contrairement aux investisseurs étrangers, qui ont fui le pays après le coup d’État de 1989 et en raison de la guerre civile faisant rage entre le Nord musulman et le Sud chrétien, Ben Laden a placé son argent dans une quantité impressionnante d’entreprises et de propriétés. Il a acheté des terrains, des maisons, une tannerie, et s’est lancé dans de grands travaux d’infrastructures via le Saudi Binladen Group de son père, qui a commencé à bâtir l’aéroport de Port-Soudan, et la société Al-Hijira qu’il vient de créer, dévolue à la construction de routes. Celle qui reliera Khartoum à Port-Soudan est en chantier. Une autre de ses entreprises, Al-Qadurat, importe des véhicules de Russie et des pays de l’Est.

Mais sa vraie passion, c’est l’agriculture. Al-Thimar al-Mubaraka, son entreprise agricole, exporte des denrées alimentaires telles que le sésame ou le maïs, produisant du sorgho, du miel, de la pastèque pour le marché soudanais. Ben Laden s’est aussi lancé dans l’élevage de poulets et de bétail. Il se rend très souvent dans ses exploitations, où il se montre vivement intéressé par les techniques de production, l’ingénierie et la chimie agricoles. On le voit parfois aux commandes d’un tracteur labourer quelque terre d’une de ses nombreuses propriétés. Il se plaît à dire que, si elle était gérée convenablement, l’agriculture soudanaise pourrait nourrir la terre entière. En peu de

temps, fort de quatre cent vingt mille hectares de terrain, il est devenu l'un des principaux propriétaires terriens du Soudan. Pour toutes ces raisons, Ben Laden est admiré et apprécié dans le pays. Il fait figure d'homme providentiel pour l'économie exsangue de ce pays très pauvre, et il a la réputation d'être charitable envers ses employés. Ses ouvriers sont payés 200 dollars par mois, et ses chefs d'équipe entre 1 000 et 1 500 dollars. Ben Laden emploie environ 500 personnes, dont beaucoup d'Arabes afghans. Parmi eux, une centaine de membres d'Al-Qaida.

Son emploi du temps semble réglé comme du papier à musique. Le matin, il se rend dans ses bureaux de la rue Mek Nimr, qui regroupent le consortium qu'il a bâti. Quand il rentre chez lui, il égorge le mouton qui sera offert aux visiteurs qu'il reçoit le soir dans une maison achetée en face de la sienne ; une cinquantaine d'hommes allant pieds nus, vêtus comme les disciples du prophète du VIIe siècle, pour la plupart des Arabes. Des membres d'Al-Qaida. Quand il s'accorde un peu de repos, Oussama ben Laden emmène ses fils pique-niquer sur les berges du Nil, leur apprend à conduire, ou s'adonne à de longues balades à cheval, son autre passion, chevauchant au côté de son ami Issam, le fils d'Hassan al-Tourabi, qui possède des haras dans lesquels Ben Laden a également investi. Malgré quelques désagréments – la persistance, dans certains lieux tels que l'hippodrome de Khartoum, de la musique qu'il abhorre et considère « *haram* » –, Ben Laden jouit de pouvoir vivre dans une société qui a adopté l'islamisme radical. Si le Jihad paraît loin, ce businessman assagi, loin de ses années de jeunesse au combat (il a maintenant 36 ans), n'est pourtant pas arrivé au Soudan par hasard. De son côté, Ayman al-Zawahiri, qui a lui aussi acheté une maison à Khartoum, n'a pas perdu de vue l'objet principal de leur mission. Il s'emploie à gérer un terrain acquis par Ben Laden : un camp d'entraînement d'Al-Qaida.

## Le « Komintern » terroriste d'Hassan al-Tourabi

Le retour des jihadistes soudanais d'Afghanistan a eu un impact important sur ce pays d'Afrique orientale, pour partie

musulmane, carrefour du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne. En juin 1989, alors que s'achevait le Jihad afghan, le coup d'État, mené par les islamistes contre l'éphémère pouvoir civil et démocratique du général Souwar ad-Dahab, a porté au pouvoir un autre général, le chef de brigade Omar Hassan el-Béchir, qui a instauré la charia (la loi islamique) dans le pays. Les crimes de blasphème, l'amputation pour les voleurs, la condamnation à mort des homosexuels, ou la lapidation des femmes infidèles sont rétablis. Or, le véritable maître d'œuvre du coup d'État qui est à l'origine du rétablissement de la charia dans le nord du Pays, qui y fait la pluie et le beau temps à partir de 1991, tant en termes d'autorité religieuse qu'en politique, s'appelle Hassan al-Tourabi.

La taille haute, très mince, la peau noire et le sourire désarmant, toujours vêtu d'une djellaba et d'un turban blanc, ce politique retors à l'intelligence exceptionnelle, qui est aussi le plus important représentant soudanais des Frères musulmans, sera l'architecte d'une profonde restructuration, tant idéologique qu'opérationnelle, d'Al-Qaida. Avant la période soudanaise de Ben Laden, Al-Qaida n'était encore qu'une idée, une vision, un rêve. Grâce à Al-Tourabi, « la Base » devient une véritable organisation, certes bien différente des groupes traditionnels de lutte armée, mais structurée autour d'un état-major, dotée d'objectifs et de cibles clairement définis, avec de nouveaux *modus operandi*.

« Hassan al-Tourabi a effectivement été très influent, agrée l'ancien agent de la CIA, Marc Sageman. Al-Tourabi faisait partie du groupe qui a renversé l'ancien régime soudanais en 1989. Peu après, il a profité de la répression du Pakistan à Peshawar contre les personnes que les gouvernements des pays musulmans considéraient comme des terroristes, pour tous les inviter à Khartoum. Pendant une période d'environ quatre ans, Khartoum est devenu une sorte de parapluie qui a protégé tous les terroristes musulmans, qu'ils soient chiites ou sunnites, et même d'autres

personnes, des indépendants tels que Carlos, le terroriste vénézuélien qui s'est converti au terrorisme néo-jihadiste[1]. »

Al-Tourabi est certainement la figure la plus intéressante et la plus charismatique de la mouvance jihadiste de l'époque. S'il se situe dans la filiation de Sayyid Qutb, pensant comme Ben Laden et Zawahiri que l'Occident est à l'origine de tous les échecs du monde musulman, que le salut se trouve dans le fondamentalisme islamique, sa stature, sa très haute érudition religieuse (à côté de laquelle Ben Laden et Zawahiri font figure d'amateurs) et son parcours en font un personnage à part.

Né en 1932 à la frontière de l'Érythrée dans une famille de tradition soufie, Al-Tourabi connaît très bien l'Occident, parle plusieurs langues, dont parfaitement l'anglais et le français. Après un premier cycle en droit à l'université de Khartoum, il a obtenu un master à la London School of Economics de Londres, et passé une thèse à la Sorbonne où il a étudié de 1959 à 1964. À l'instar de Qutb, son maître à penser, c'est au cours d'un périple aux États-Unis, alors qu'il était encore étudiant à Paris, qu'il a forgé son rejet de la laïcité et du capitalisme, et dans la Confrérie, l'idéologie islamiste qu'il a su imposer à la tête de l'État. Son radicalisme religieux est néanmoins tempéré par le pragmatisme du politicien habitué à composer avec la réalité parlementaire. Il n'est pas non plus étranger à une forme d'humanisme qui déplaît fortement à Ben Laden (Al-Tourabi parle par exemple de réconcilier l'islam avec les arts et la musique), mais dont on ne sait trop s'il est motivé par de véritables convictions ou de tortueux calculs politiques.

Président pour l'Afrique du Congrès islamique mondial en 1993, Hassan al-Tourabi est aussi un chef de parti. Avant le coup d'État d'Omar el-Béchir, il était déjà à la tête du Front islamique national, représenté par cinquante et un sièges au Parlement. Depuis, aucun gouvernement ne s'est constitué, de près ou de loin, sans son aval ou ses intrigues. L'homme fort des milieux politiques soudanais tombera cependant en disgrâce en 1999,

quand il tentera d'être calife à la place du calife. Mais Al-Tourabi, qui a toujours deux longueurs d'avance sur ses rivaux, est inoxydable. Malgré de nombreux séjours en prison, il est toujours parvenu à se maintenir dans les cercles décisionnels.

Lorsque, dans le cadre de mon enquête, j'ai cherché à le rencontrer, et qu'il a, comme je m'y attendais, accepté de me recevoir, j'étais en passe de faire mon visa pour le Soudan. Mais, immédiatement après les élections législatives de 2011, et après avoir longtemps été sous le régime de la résidence surveillée, il s'est de nouveau retrouvé en prison. Notre entrevue a dû être annulée. Je ne doute pas qu'il ressortira bientôt et que, depuis sa cellule, il parvient à préserver en coulisses son influence politique.

Ces dernières années, il a considérablement atténué son radicalisme islamique, poussant à l'ouverture religieuse – difficilement acceptable aux yeux des Frères musulmans –, prônant par exemple la tolérance aux mariages interreligieux. Même entre Juifs et musulmans. En 1993 cependant, ni l'ouverture ni la tolérance ne sont à l'ordre du jour. Abdallah Schleifer, qui l'a interviewé en 1989 à Khartoum pour la chaîne NBC, se souvient avoir été « estomaqué par son intelligence et par sa familiarité aux deux cultures ; avec les littératures classiques islamique et occidentale » : « Il était très différent des chefs traditionnels de la Confrérie, dont Ayman al-Zawahiri est en quelque sorte le prototype – des gens ayant fait des études médicales, qui ont soit grandi dans un milieu totalement religieux, soit dans un milieu laïc, radicalisés à la suite d'un accident de parcours dans leur vie personnelle. C'est quelqu'un d'intimidant, mais comme il était aussi sympathique et chaleureux, j'ai osé une question dont je savais qu'elle allait lui déplaire. Je lui ai dit : "J'ai adopté l'islam parce que je suis tombé amoureux, au Maroc, de la culture traditionnelle que j'ai rencontrée là-bas. La chaleur, la tolérance des gens, la dimension universelle de leur relation à l'islam. Or, chaque fois que j'ai discuté avec des Frères musulmans, j'ai reconnu dans leur discours davantage de points communs avec mon passé de militant marxiste, au sein de la

Nouvelle gauche révolutionnaire (la radicalité et l'intolérance, le monde perçu à travers le prisme de l'idéologie, etc.), qu'avec la chaleur, la douceur des émotions que j'ai gardées de mon séjour au Maroc, et qui représentent pour moi le vrai islam." J'ai ajouté que l'idéologie de la Confrérie avait plus à voir avec le léninisme qu'avec l'islam, tel que moi je le percevais. Il m'a répondu : "Vous avez raison. Il n'y a pas de différence entre nous et les marxistes. Même en comparant nos slogans, il vous sera possible de trouver des points communs. La seule différence, c'est que c'est nous qui avons chassé les communistes de Khartoum."[2] »

Quand il fait venir Ben Laden, le grand projet de Al-Tourabi est d'établir à Khartoum le noyau du panarabisme islamique qui, de là, se répandra comme une traînée de poudre dans le monde musulman. Il n'est pas sans savoir que les individus à qui il a adressé ses lettres d'invitation – Ben Laden a reçu la première en 1990 – sont tous considérés par l'Occident et les gouvernements de leurs pays comme des terroristes. Or, ce n'est pas précisément un projet religieux qu'il veut constituer, mais bien une sorte d'armée de l'islam. Et cette armée ne sera efficace qu'en tissant des liens entre les uns et les autres, en les réunissant tous en un même lieu, comme naguère les organisations palestiniennes l'avaient fait à Beyrouth. Pour cela, Al-Tourabi tient particulièrement à réunir les organisations issues du grand schisme en islam ; réconcilier chiites et sunnites, les tourner ensemble vers un même objectif. À terme, bien entendu, c'est lui qui prendra la direction de cette *« oumma »* islamiste.

Marc Sageman, ancien de la CIA, se souvient que « son ambition était de créer, pour reprendre une vieille expression soviétique, un "Komintern" du terrorisme. À cette époque, Al-Qaida n'était pas très célèbre, ni même véritablement connue. La superstar du terrorisme, c'était le Hezbollah[3] ».

Le groupe chiite libanais, et particulièrement son chef, Imad Moughnieh, comme on va le voir, jouera un rôle fondamental dans la restructuration d'Al-Qaida. Mais le Hezbollah n'est pas la

seule organisation terroriste ayant répondu à l'invitation de Al-Tourabi. On y trouve aussi les deux principales structures jihadistes égyptiennes, Al-Jihad, et son chef, Ayman al-Zawahiri, la *Jama'a al-Islamiya* du Cheikh aveugle, Omar Abdel Rahman, des organisations palestiniennes aux antipodes idéologiques (les Frères musulmans de Gaza, qui ont pris le nom de Hamas en 1987, comme la plus meurtrière des fractions nationalistes palestiniennes, le groupe Abou Nidal, ou Fatah-CR, qui peut s'enorgueillir d'un total de plus de 900 victimes sur un rayon de vingt pays – en très grande majorité, des Juifs et des Arabes modérés), et quelques brebis égarées qui voient à Khartoum l'occasion d'échapper à la traque menée contre eux sur plusieurs continents. C'est le cas du « Chacal » Ilitch Ramirez Sanchez, dit Carlos.

## La dernière danse du Chacal

Chassé de son havre syrien, en rupture de banc, en mal d'idéologie et de soutiens financiers, Carlos a opportunément trouvé refuge à Khartoum. En se faisant passer pour un marchand d'armes, abrité par le « parapluie » de Al-Tourabi, il peut enfin souffler, et croit pour longtemps avoir échappé à ses poursuivants, dont Interpol, les services secrets français et israéliens, ou certains de ses anciens alliés. Au contact des jihadistes qui pullulent désormais dans la capitale soudanaise, Carlos a renoncé au marxisme et à la « révolution mondiale ». Il a épousé l'islamisme radical, la seule idéologie désormais capable de renverser « l'impérialisme américano-sioniste ».

On peut le voir se promener le jour dans les rues de la capitale, vêtu de ses célèbres chemises à fleur et à manches courtes, toujours entouré de ses gardes du corps libanais et d'une petite cour d'admirateurs. La nuit, il fréquente les rares discothèques de Khartoum. Malgré un excédent pondéral acquis au cours de ces dernières années, Carlos n'a rien perdu de sa science sud-américaine du déhanché et du pas de deux, comme

l’atteste une vidéo filmée par un « touriste » au caméscope, pendant une fête qu’on croirait organisée dans une MJC de province. Cette vidéo jouera un rôle de premier plan dans sa capture. Presque méconnaissable avec ses trente kilos de trop, son front dégarni et sa moustache déjà grisonnante, on le voit virevolter au son des tubes de l’époque – *La Lambada*, *Didi* du chanteur de raï Cheb Khaled – et tenter plusieurs approches féminines sur la piste de danse. D’abord une jeune femme noire au type subsaharien, qu’il abandonne après avoir fait chou blanc, puis une brunette, apparemment plus réceptive que la précédente. Cette bande vidéo va suivre un itinéraire pour le moins étrange. Passée entre les mains d’anciens protecteurs du terroriste international, les services secrets hongrois, elle est retrouvée un peu plus tard sur le bureau d’un des chefs officieux de la DST française, le général Philippe Rondot. Sur ce film, il y a la preuve que Carlos se trouve à Khartoum, corroborant un renseignement de Cofer Black, le monsieur Antiterrorisme de la CIA. La France espère juger Carlos depuis plusieurs décennies. Philippe Rondot envoie ses agents au Soudan. Ils parviennent sans être repérés à le photographier dans les rues de la ville. Le problème désormais, c’est de trouver le moyen de le faire sortir du pays et de le rapatrier en France.

Rondot prend contact avec l’homme sans l’accord duquel rien n’est possible à Khartoum : Hassan al-Tourabi. D’abord gêné par la demande pressante de la France, qui veut capturer Carlos avant qu’il ne lui file une fois encore entre les doigts, Al-Tourabi pèse le pour et le contre. Il veut éviter que des espions occidentaux continuent de fureter dans la ville. En donnant satisfaction à la France, qui sera dès lors son débiteur, elle détournera son regard du Soudan. Et puis, que lui importe Carlos ? Le Vénézuélien n’est qu’une branche morte. Il ne pèse plus rien ; son temps est révolu. C’est à d’autres qu’appartient la relève du terrorisme international. Al-Tourabi reçoit Rondot à Khartoum. L’entretien dure près de deux heures. Le Soudanais a la réputation d’être un moulin à paroles bien difficile à interrompre. Il ne tarit pas d’éloges sur le pays du général de Gaulle, qu’il cite

abondamment, et se dit prêt à un partenariat sécuritaire et stratégique avec Paris. Il accepte de laisser les mains libres aux Français pour capturer Carlos. Le 14 août 1994, encore sous anesthésie à l'hôpital Ibn Khaldoun de Khartoum où il vient de subir une opération des testicules, Carlos est endormi quand un commando de la DST le capture et le transporte discrètement vers l'aéroport de Khartoum, où un avion a spécialement été affrété pour la ramener à Paris. Quelques heures plus tard, il se retrouve dans un fourgon tricolore, entouré d'une impressionnante escorte de motos de police qui traverse Paris dans le rugissement triomphant des sirènes, en direction du quai des orfèvres.

En toute logique, Carlos fait appel à Jacques Vergès. Leurs engagements respectifs suivent des lignes parallèles. En 1982, l'avocat avait défendu deux de ses camarades, Magdalena Kopp – la mère de sa fille – et le Suisse Brunot Bréguet, obtenant leur libération trois ans plus tard. Vergès, lui, dit ne l'avoir jamais rencontré avant son enlèvement au Soudan. On a découvert que, lorsque le groupe de Carlos a voulu renforcer ses liens à Belgrade et nouer des contacts, « cette tâche a été confiée à Weinrich, et la prise de contact devait se réaliser par l'intermédiaire de Weda Jankovic, la secrétaire de Vergès résidant en Yougoslavie[4] ».

Quand, me retrouvant face à lui, j'ai soulevé la question, Vergès a botté en touche : « On peut dire aussi bien qu'elle avait un grand-père qui a été oustachi et que donc je suis coupable de l'oustacha[5]. » Ensuite, il y a ces notes de la DST affirmant que l'avocat aurait servi « d'intermédiaire et de messager », en fournissant des informations à Carlos avant l'attentat du 29 mars 1982 contre le train Toulouse-Paris, ainsi que dans une tentative d'évasion de Magdalena Kopp et Brunot Bréguet. Mais, le plus étonnant, ce sont ces documents de la section VIII du département 22 de la Stasi, les services secrets de la République démocratique d'Allemagne, déclassifiés après la chute du mur, sur lesquels Vergès apparaît à maintes reprises sous l'alias « Herzog ». Des

documents qui permettent de s'interroger sur un éventuel rôle opérationnel joué par Vergès au sein du groupe.

« La Stasi avait des copies originales de ses services frères, c'est-à-dire du KGB, mais aussi de l'ensemble des services bulgares, tchèques, polonais et cubains. C'était une mine d'or, commente le juge Jean-Louis Bruguière. Et il est certain que la Stasi traitait des sources au sein du groupe Carlos, qu'elle avait aussi mis tous ces gens sous surveillance parce qu'elle les trouvait potentiellement dangereux. C'est là que l'on voit apparaître le nom d'"Herzog" qui a d'autres surnoms, d'autres noms de guerre et qui, au vu des éléments du dossier, n'était pas qu'un simple avocat. Il était intégré au dispositif, il avait des missions opérationnelles et se rendait régulièrement à Berlin Est, où il était recueilli par le groupe avec des comportements de clandestins. Leur communication passait par des systèmes sophistiqués, ceux utilisés par les illégaux de la guerre froide. Les messages étaient écrits via les petites annonces du journal *Libération* ou dans des télégrammes présentant des noms codés, des circuits de secours dont un passait par Belgrade, où Jacques Vergès avait sa secrétaire, et qui pouvait lui servir de relais. Le problème, c'est que ces archives relatent aussi des informations qui ont été en grande partie fournies par les sources de la Stasi. Or, l'une des sources de la Stasi, s'appelle très probablement Weinrich, le partenaire de Carlos. Il s'agit de notes manuscrites, de comptes rendus de réunions organisées par Weinrich, que l'on appelait "l'Ingénieur" parce que c'était un type obsessionnel. Weinrich a été une source d'informations incroyable, parce que tous ses carnets ont été en grande partie microfilmés par les Hongrois. Et l'on voit bien, à l'étude de ces microfilms, le rôle joué par Jacques Vergès, alias "Herzog". En d'autres termes, les relations entre Jacques Vergès et le groupe sont avérées. Je pense qu'il ne le conteste pas aujourd'hui[6]. »

Vergès dément en bloc ces accusations. « On me dit que tout cela résulte de documents internes à la Stasi et que, donc, ce n'est

pas une manipulation. Alors, peut-être que ce n'est pas une manipulation de la Stasi, mais c'est la Stasi qui est manipulée », me répondra Vergès. Selon Carlos, « Me Vergès fut l'un des intermédiaires entre notre ORI [Organisation de révolutionnaires internationalistes, l'un des noms du Groupe Carlos] et l'Élysée, Matignon et la Place Beauvau. [...] Il m'apportait des messages de la part de Charles Pasqua qui était, comme moi, chiraquien à l'époque[7]. » Vergès ne demeurera l'avocat de Carlos que quatre mois. Le terroriste voulait plaider l'illégalité de son enlèvement au Soudan. Une défense classique dans ce genre d'affaire, qui sera notamment plaidée par les membres de l'Armée rouge japonaise enlevés par les services japonais au Liban, en mars 2000. Mais Vergès s'opposera constamment à cette ligne de défense, jusqu'à faire renoncer son client à l'adopter. « Il m'a trahi[8] ! » s'exclamera le terroriste vénézuélien. Vergès, qui jette l'éponge, cède la défense de Carlos à l'une des avocates de son cabinet, Me Isabelle Coutant-Peyre.

À son procès, les saillies conspirationnistes et violemment antisémites du Vénézuélien surprennent ceux qui voyaient encore en lui le chantre viril de la « révolution mondiale ». En 2001, Carlos se serait converti à l'islam (lui dit s'être converti dès 1975) avant de se marier en prison avec son avocate – qui s'est pourtant montrée incapable d'empêcher sa condamnation à perpétuité –, et salue les « héroïques opérations » du 11-Septembre. Il devient ensuite éditorialiste d'une éphémère publication aux forts relents d'antisémitisme, *La Vérité*, créée et dirigée par son ami, l'écrivain disciple de Céline, Marc-Édouard Nabe. La dernière fois que Carlos a fait parler de lui, c'était lors des élections européennes de 2009, lorsqu'il a apporté son soutien à la liste de l'humoriste « antisioniste » Dieudonné.

## La quote-part d'Imad Moughnieh

Ben Laden aimait sa vie au Soudan. « Le Soudan est notre patrie, je vais passer le reste de ma vie ici », confia-t-il un jour à son fils Omar[9]. Il pensa sincèrement dissoudre Al-Qaida et mettre fin à son engagement dans la lutte armée. Une chose l'en empêchait cependant : la présence américaine sur le sol sacré de La Mecque. Ce sacrilège demeurait dans son esprit une pensée obsédante. Il s'était convaincu que les États-Unis menaient une guerre contre l'islam, une guerre d'annihilation entamée bien avant le conflit dans le Golfe, ne souffrant aucune opposition réelle dans le monde.

« Notre nation subit ce joug et cette humiliation depuis des dizaines d'années. Ses fils sont tués, son sang est répandu, ses lieux sont profanés, contrairement aux prescriptions divines, dans l'indifférence générale[10] », ne cessera-t-il de marteler tout au long de sa présence à la tête d'Al-Qaida. Quand il apprend, à la fin de l'année 1992, que, dans le cadre d'une action de maintien de la paix appelée « Restore Hope », les États-Unis envoient des troupes protéger l'action humanitaire de l'ONU en Somalie, un pays rongé par la famine et une terrible guerre civile, Ben Laden est assailli par une angoisse obsidionale.

« Les Américains contrôlent déjà le golfe Persique et voilà qu'ils se servent du prétexte de la famine somalienne pour occuper la Corne de l'Afrique, écrit Lawrence Wright dans *La Guerre cachée*. Le Yémen et la Somalie constituent le seuil d'accès à la mer Rouge, qu'il est très facile de bloquer. Après tant de projets élaborés par Al-Qaida pour répandre la révolution islamique, ce sont les Américains qui semblent gagner de l'influence sur la région en prenant le contrôle des points sensibles du monde arabe et en poussant le bouchon jusqu'aux terres d'Al-Qaida. Le piège occidental se referme. Le Soudan pourrait bien être le suivant sur la liste[11]. » Ben Laden décide de répliquer par une guerre frontale contre les États-Unis. Une guerre qui entraînera ses ennemis « sur un front si large qu'ils ne pourront pas le contrôler[12] ». Ben Laden devra renoncer à sa retraite dorée. Le combat n'est pas fini ; il ne fait que commencer.

Tous les mois, le chef d'Al-Qaida se rend aux réunions qu'Hassan al-Tourabi organise chez lui. Elles rassemblent un aréopage hétéroclite, composé de dignitaires religieux, parfois de chefs d'État, et de leaders jihadistes. Le Soudanais y expose des heures durant ses vues sur la religion, la politique et le danger que représentent les États-Unis pour la nation de l'islam. Au fil des mois, Ben Laden, qui admire pourtant le charisme, la facilité d'élocution et la science de Al-Tourabi en matière religieuse, mais qui désapprouve la plupart de ses propos, a appris à le haïr. La rivalité entre ces hommes, briguant tous deux la direction de la mouvance du Jihad mondial, a atteint son acmé. Néanmoins, s'il considérait dans un premier temps sa proposition d'un partenariat avec les organisations chiites comme une aberration, Ben Laden a peu à peu infléchi sa conviction sur le sujet. Il se résout à prendre contact avec l'une de ces organisations chiites : le Hezbollah.

La rencontre se passe bien mieux qu'il ne l'avait imaginé. Sur les tactiques comme sur la stratégie générale, les options sont identiques entre le Hezbollah et Al-Qaida. Ben Laden comprend qu'il y a beaucoup d'enseignements à tirer de la révolution islamique en Iran et de son prolongement libanais, ainsi que de l'expérience du Hezbollah dans la pratique des attentats terroristes. Zawahiri en était convaincu depuis longtemps, depuis son projet d'une révolution islamique en Égypte inspirée par celle de Khomeyni. Il nouera des contacts avec l'Iran, pendant que Ben Laden envoie ses meilleurs éléments s'entraîner au Sud Liban dans les camps du « Parti de Dieu ». Mais le moment décisif, ce sera la venue au Soudan d'Imad Moughnieh, le fondateur du Hezbollah.

« Ce n'est pas par hasard si son nom était en tête de liste des terroristes les plus recherchés, commente Avi Dichter – directeur en 1992 d'un des services de sécurité israéliens –, et que de si nombreux services de sécurité dans le monde ont tenté de mettre la main sur lui, qu'il s'agisse des Américains, des Français ou des Israéliens. Il était derrière de très nombreuses attaques terroristes survenues au Liban, en Argentine, contre les Israéliens, contre les

Marines, contre les Français, contre la population libanaise. Imad Moughnieh, c'était en quelque sorte le chef du personnel de l'armée de terroristes du Hezbollah[13]. » Et l'inventeur, dix ans plus tôt, de l'attentat suicide à la voiture piégée, des attentats simultanés perpétrés contre les forces militaires françaises et américaines basées à Beyrouth. Quand il se rend à Khartoum, l'homme fait forte impression sur Ben Laden et Zawahiri. Ils sont frappés par l'efficacité des attentats kamikazes, qui ont non seulement permis de terroriser deux grandes puissances occidentales, mais surtout de les chasser du Liban. En peu de temps, Moughnieh devient instructeur militaire pour Al-Qaida au Soudan. Quoi qu'en dise Ben Laden, ce partenariat, qui insuffle un élan nouveau à son organisation, c'est à Al-Tourabi qu'il le doit.

« Car c'est à Khartoum que le Hezbollah a enseigné aux autres organisations terroristes la technique des camions piégés, des voitures piégées et des attentats suicides – toutes ces choses qui font partie des tactiques chiites, développées dans les années 1980, et qui avaient massivement été utilisées contre les forces américaines et françaises à Beyrouth, note Marc Sageman. Par la suite, ce genre de techniques sera adopté par les organisations sunnites extrémistes. Le premier attentat suicide d'une organisation sunnite est l'attentat à la bombe contre l'ambassade d'Égypte à Islamabad en 1995, perpétré par Al-Jihad, une organisation liée à Al-Qaida, et qui était présente à Khartoum en 1992. C'est vraiment la toute première utilisation d'un camion explosif par des sunnites. Ce phénomène de diffusion, d'échange de savoirs, tout cela est intervenu sous le patronage de Hassan al-Tourabi. »

Il faudra encore quelques années avant qu'Al-Qaida n'organise les attentats suicides qui seront par la suite sa marque de fabrique. Or, c'est bien depuis le Soudan, le 29 décembre 1992, que l'organisation perpètre ses premiers attentats simultanés au Yémen. Une bombe explose dans l'hôtel Mövenpick d'Aden quand, au même moment, une autre est

déclenchée dans le parking de l'hôtel Goldmohur. Elles étaient censées viser les soldats américains en chemin pour Mogadiscio dans le cadre de l'opération « Restore Hope ». Mais les soldats ont fait escale dans un troisième hôtel, et aucun d'entre eux n'a été touché. Ce double attentat a tout de même fait deux victimes civiles (un touriste australien et l'employé yéménite d'un des hôtels) et sept blessés graves. Même si les explosifs ont raté leur cible, l'opération est célébrée dans la liesse par Ben Laden et ses compagnons. Comme l'Afghanistan était le prélude à la guerre contre « le Grand Satan », ces attentats sont un galop d'essai, une première tentative de mise en pratique des tactiques chiites.

Mais, le « paradis » soudanais est déjà sur le point de disparaître.

« Bientôt, écrit Omar ben Laden, le bruit a couru que nous ne pouvions plus rester à Khartoum, l'Arabie saoudite et d'autres gouvernements de la région souhaitaient qu'Oussama ben Laden quitte le Soudan. On nous a dit que même le président des États-Unis souhaitait notre expulsion du pays. Je ne comprenais pas pourquoi, dans son bureau de Washington, Bill Clinton se préoccupait à ce point du sort de mon père. [...] Le 26 juin 1995, le président égyptien Hosni Moubarak avait été victime d'une tentative d'assassinat. Ce jour-là, il n'avait dû sa survie qu'à l'habileté de son chauffeur. Deux des six assassins avaient perdu la vie dans la fusillade. Cela a pris du temps mais finalement les enquêteurs sont parvenus à remonter jusqu'au *Jama'a al-Islamiya*, étroitement associé à Al-Qaida depuis son installation au Soudan. Après l'attentat, presque tous les gouvernements de la région ont estimé qu'"il était temps d'en finir avec Oussama ben Laden". Cela a pris un an, mais finalement les autorités soudanaises n'ont plus eu d'autre choix que de céder à l'impatience de leurs voisins[14]. »

Ben Laden devra trouver un nouveau sanctuaire depuis lequel livrer sa guerre contre l'Amérique. À partir de là, il n'aura de

cesse de perfectionner les techniques apprises à Khartoum, au contact du Hezbollah et d'Imad Moughnieh.

« Grâce à ces échanges de savoir-faire, poursuit Marc Sageman, Al-Qaida a pu maîtriser des tactiques différentes, et notamment celle des attentats suicides. Des tactiques qui feront sa notoriété. Quand Hassan al-Tourabi a quitté le pouvoir en 1996, les diverses organisations terroristes qu'il avait invitées dans la capitale soudanaise ont dû partir. Elles ont ensuite évolué à leur façon. Mais cette période d'environ quatre ans, de 1992 à 1996 à Khartoum, a été extrêmement importante, cruciale dans le développement d'Al-Qaida et d'autres organisations du terrorisme néo-jihadiste mondial. C'est un fait qui est extrêmement méconnu et qui, jusqu'alors, a très peu été analysé. »

Durant cette même période, les yeux du monde sont tournés vers d'autres territoires, d'autres enjeux. Si le terrorisme perdure, incarné par des sectes millénaristes qui, comme *Aum Shinrikyo*, commettent plusieurs attentats au Japon, notamment au gaz sarin dans le métro de Tokyo, ou par des groupuscules d'extrême droite tel celui de l'Américain Timothy McVeigh, qui fait sauter un bâtiment officiel à Oklahoma City en 1995, provoquant la mort de 168 personnes, c'est surtout le Proche-Orient qui accapare l'attention. L'Occident veut voir dans les accords d'Oslo, signés à Washington entre Israéliens et Palestiniens, l'illustration du concept de « fin de l'histoire ». Une ère de paix mondiale et de démocratie, établie sur les décombres de la guerre froide. Le rêve est de courte durée. Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien qui a signé avec Yasser Arafat le processus de paix, est assassiné par un extrémiste juif le 4 novembre 1995.

1- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

2- Entretien avec l'auteur le 20 octobre 2010.

3- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

4- Jean-Louis Bruguière, entretiens avec Jean-Marie Pontant, *Ce que je n'ai pas pu dire*, Robert Laffont, 2009, p. 131.

5- Entretien avec l'auteur le 11 octobre 2010.

6- Entretien avec l'auteur le 17 mai 2010. Voir Jean-Louis Brugière, *op. cit.*

7- Interview de Carlos publiée dans *Libération* le 19 octobre 2011, « Le martyre de Ben Laden en fait un exemple », recueillie par Patricia Tourancheau.

8- *Ibid.*

9- Jean Sasson, Najwa ben Laden, Omar ben Laden, *Oussama ben Laden, portrait de famille*, Denoël, 2009, p. 158.

10- Traduit par l'auteur, message d'Oussama ben Laden diffusé le 7 octobre 2001.

11- Lawrence Wright, *La Guerre cachée*, *op. cit.*, p. 171.

12- Al-Hammadi, *Al-Qaida raconté de l'intérieur par Abou Jandal*, cité par Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 173.

13- Entretien avec l'auteur le 15 septembre 2010.

14- Jean Sasson, *op. cit.*, p. 187.

# 5
# Le Jihad contre l'Amérique

*« Au fait, il y a quelqu'un dont nous n'avons pas parlé.*
*— Ah oui ? Qui donc ?*
*— Oussama ben Laden. »*
John ANTICEV

Le 7 août 1998, comme tous les matins, l'agent spécial de la JTTF John Anticev était au volant de sa voiture, roulant en direction du World Trade Center où sont situés les locaux du FBI à New York.

« J'écoutais le journal local à la radio. Soudain, ils ont annoncé qu'il y avait eu des attentats dévastateurs dans deux ambassades américaines, l'une à Nairobi, et l'autre à Dar es Salam. À l'instant où j'ai entendu ça, je me suis dit : "Ce soir, je ne dormirai pas dans mon lit !"[1] » Au Kenya, une fourgonnette de marque Toyota, contenant neuf cents kilos de TNT, de nitrate et de poudre d'aluminium, a été précipitée contre l'ambassade américaine. L'explosion, d'une très forte intensité, a totalement arraché la façade de verre du building, dont il ne reste que le squelette métallique, entièrement carbonisé. Juste à côté, l'Ufundi building, qui abritait une école de secrétariat, a littéralement été soufflé par l'explosion. Ce n'est plus qu'un tas de gravats fumant. La bombe a tué le chauffeur de la camionnette, ainsi que 213 personnes dont 12 Américains, et fait plus de 5 000 blessés.

Le *modus operandi* est en tout point similaire à celui qui sera utilisé neuf minutes plus tard contre une même cible en Tanzanie. Les explosifs ont été intégrés au tableau de bord du camion qui sera précipité contre l'ambassade américaine de Dar es Salam. Les dégâts sont moins importants qu'à Nairobi ; un camion-citerne rempli d'eau, garé entre le camion kamikaze et l'ambassade, ayant permis de faire écran à l'impact de l'explosion. Au moment du choc, le terroriste au volant du camion a été projeté à hauteur du troisième étage de

l’ambassade, avant de s’écraser sur le sol. Le bilan est également moins lourd : 11 morts et 85 blessés, tous africains.

## Les attentats de Nairobi et de Dar es Salam

Il s’agit des premiers attentats réussis par Al-Qaida. Ses premiers attentats suicides et simultanés. On observera que Ben Laden, déjà soucieux de la symbolique des dates, les a programmés le jour du huitième anniversaire de l’arrivée des GI en Arabie saoudite.

« L’après-midi même, nous étions en chemin pour Nairobi et Dar es Salam, poursuit Anticev. Moi-même, je suis allé à Nairobi. J’avais été désigné pour diriger l’équipe du FBI qui s’est rendue sur place. Nous étions sur le terrain moins de vingt-quatre heures après le déclenchement des bombes. C’était le chaos total. Les bâtiments étaient encore fumants. De nombreuses victimes encore piégées sous les décombres. À mes yeux, l’ampleur de l’explosion était énorme. Tant de gens ont été tués. »

À peine arrivés, Anticev et son équipe se mettent au travail. Ils passent une douzaine d’heures à interroger les témoins, et apprennent ainsi qu’une grenade a été lancée dans la cour quelques secondes avant que la camionnette n’explose contre le bâtiment. La grenade a été jetée de l’extérieur du camion, ce qui signifie que le conducteur n’était pas seul, qu’il avait un complice. Pour l’heure, son corps n’a pas été identifié parmi les victimes. Les agents du FBI se rendent ensuite à l’hôpital de Nairobi voir si l’homme se trouve parmi les blessés, et s’ils peuvent glaner d’autres informations de leur bouche. Ils n’apprendront rien de plus.

Trois jours plus tard, alors que l’enquête piétine et que les attentats n’ont toujours pas été revendiqués, le FBI reçoit un renseignement qui éveille l’attention des enquêteurs : un jeune homme, enregistré sous le nom de Khaled Salim ben Rachid, qui a réglé sa note dans un hôtel de la ville quelques heures avant l’attentat, vient de se présenter à la réception. Il y a repris une chambre. L’homme a, semble-t-il, été blessé, et il n’a pas l’air

« très net », selon l'informateur qui a appelé le FBI. Depuis qu'il est rentré à l'hôtel, il tourne en rond dans le hall en psalmodiant des prières. Deux agents du FBI se rendent à l'hôtel et trouvent le jeune homme. Un Arabe de 21 ans qui leur dit être originaire du Yémen. Il a subi une suture au front, et les bandages qui enveloppent ses mains sont maculés de sang. Son dos est également recouvert de nombreux pansements. Il prétend être là pour affaires (il travaillerait dans le commerce de fruits), et s'être rendu le matin de l'attentat dans une banque à proximité de l'ambassade américaine. Il a été blessé quand la bombe a explosé.

Steve Gaudin, l'un des agents du FBI qui recueille à l'hôtel ses premières déclarations, trouve son histoire plausible. À un détail près : Ben Rachid a déclaré que ses affaires avaient été détruites par la déflagration. Il porterait donc les mêmes vêtements que le jour de l'explosion. Et, puisqu'il ne s'est pas changé, ils devraient être dans un piteux état. Or ses vêtements sont impeccables. Gaudin ne comprend pas ce que cela signifie, mais c'est suffisant pour qu'il l'emmène voir John Anticev.

« Quand ils nous l'ont amené, se souvient Anticev, nous avons commencé à l'interroger. Il était très vague dans ses explications. Pour une raison ou pour une autre, il avait menti au sujet de ses vêtements. Depuis notre première enquête autour du MAK de Brooklyn, menée par le détective Napoli et moi-même, j'avais beaucoup appris sur la question du Jihad et sur certains traits de la personnalité de ces individus. Je savais maintenant comment leur parler. La première question que je lui ai posée, c'était : "Avez-vous eu la possibilité de faire vos prières aujourd'hui ?" J'ai aussitôt vu son comportement changer. Il s'est détendu, et a répondu : "Oui, je fais mes prières cinq fois par jour." J'ai alors senti que l'islam était quelque chose de très important pour lui, et comme il semblait dans de meilleures dispositions, nous nous sommes mis à parler de religion. Au bout d'un moment, je lui ai demandé s'il savait qui était Sayyid Qutb. Et quand je lui ai demandé cela, il a dit : "Oh, bien sûr ! C'était un grand écrivain égyptien." Je lui ai ensuite demandé qui était Abdullah Azzam. Il était très heureux que je connaisse ce nom et

il a voulu qu'on parle ensemble d'Abdullah Azzam. Dès qu'il m'a dit cela, j'ai compris que c'était un ancien combattant d'Afghanistan. Je ne lui ai pas demandé s'il était allé en Afghanistan en tant que combattant, en tant que moudjahid, je lui ai demandé : "Quand avez-vous été moudjahid en Afghanistan ?" Et il a dit qu'il avait combattu en Afghanistan en 1988, ou quelque chose comme ça. Il m'a précisé : "En 1987, j'étais à Jalalabad." Je lui ai demandé : "Avez-vous été courageux ?" Et, il ne pouvait pas s'en empêcher, il a dit : "Oui, j'ai été courageux." Alors, j'ai dit : Au fait, il y a quelqu'un dont nous n'avons pas parlé. – Ah oui ? a-t-il demandé, qui donc ? – Oussama ben Laden. »

« Et quand j'ai dit Oussama ben Laden, il a souri. J'ai compris à ce moment-là que cet homme était une bombe humaine. Mes collègues l'ont aussi compris. Et je savais que si c'était un kamikaze, il aurait dû être mort. Mais, parce qu'il avait survécu, j'ai pensé qu'il avait certainement eu besoin de passer un coup de fil. Il avait forcément appelé quelqu'un. Je lui ai mis un crayon dans la main, et j'ai frappé la table en plaçant une feuille de papier devant lui. J'ai dit : "Écris le premier numéro que tu as appelé en rentrant à l'hôtel." Et de manière aussi incroyable que cela puisse paraître, il a écrit un numéro : 967-1-200578. Et ce numéro était celui du repaire de Ben Laden au Yémen. De là, nous avons pu déterminer qu'il s'agissait d'une opération d'Al-Qaida. »

L'homme apprend aux enquêteurs qu'il s'appelle en réalité Mohammed al-Owhali. Il ne vient pas du Yémen, comme il l'avait d'abord déclaré, mais d'Arabie saoudite. Quant à l'homme qui était au volant de la camionnette, le kamikaze de l'attentat contre l'ambassade américaine de Nairobi, il s'appelait Jihad Ali. Owhali et lui étaient dans le camion rempli d'explosifs quand il s'est arrêté devant la façade arrière du bâtiment. Owhali est alors sorti du véhicule et s'est mis à courir vers le poste de garde pour forcer le vigile à lever la barrière de sécurité. Mais il avait oublié son revolver dans la voiture et, lorsque le gardien a refusé

d’ouvrir, Owhali a lancé une grenade dans la cour. Au même moment, le camion a démarré et s’est mis à rouler à pleine vitesse sur l’ambassade. Owhali, qui n’était plus dans le camion, se retrouve alors face à un dilemme presque cocasse : s’il ne peut pas « mourir en martyr » et ainsi assurer sa place au paradis, se jeter volontairement dans l’explosion du camion piégé lui ouvrira non pas les portes du paradis, mais celles de l’enfer ! Car sa mort serait considérée comme un suicide – un geste proscrit par l’islam. Il s’apprêtait ainsi à s’enfuir en courant quand le camion a explosé, le projetant à terre, déchirant ses vêtements et criblant son dos d’éclats de verre.

Ohwali déclare enfin avoir été recruté en Afghanistan. Il y a été formé au maniement des armes et des explosifs au camp de Khalden. Ben Laden en avait fait l’un de ses protégés, demandant que sa formation soit complétée par une bonne connaissance dans des techniques aussi différentes que le renseignement, le kidnapping ou le détournement d’avions. Même s’il ne savait pas encore quel type de mission lui confier, Ben Laden avait vu en lui une possible recrue pour des opérations à l’étranger. « Nous avons un plan pour frapper les États-Unis, mais nous ne sommes pas encore prêts. [...] Nous devons d’abord vous frapper à l’étranger, une fois ou deux, pour que vous ne voyiez pas ce qui se prépare chez vous. Le gros coup est en marche. Vous ne pouvez rien pour l’arrêter[2] », dira-t-il à la fin de son interrogatoire.

Même si le nom d’Al-Qaida est encore méconnu, Ben Laden, lui, n’est plus un étranger aux yeux de la CIA et du gouvernement américain. Le FBI, qui avait très tôt enquêté sur le recrutement des Arabes afghans, était sans doute, de tous les services de renseignements américains, le mieux au fait de la menace. Ils furent les premiers à avoir connaissance du nom de l’organisation, de sa spécificité et de son idéologie.

« Pour moi, me confiera Anticev, Al-Qaida a commencé à devenir quelque chose de réel autour de 1995, 1996. Nous étions déjà très conscients du fait que les moudjahidin s’étaient insérés

au sein de certaines structures pour aller combattre en Afghanistan, que ce soit le *Maktab al-Khadamat* ou le Jihad islamique égyptien, deux organisations à l'origine d'Al-Qaida. Mais c'est véritablement lorsque nous avons appris l'existence au Soudan d'un "*Majlis al-Shura*" d'Al-Qaida, le Conseil représentatif de l'organisation, une sorte de Parlement réunissant le Jihad islamique, la *Jama'a al-Islamiya*, différents groupes philippins et algériens, que nous avons compris qu'il s'agissait d'une sorte de conglomérat, d'une multinationale du terrorisme dotée de nombreuses ramifications et filières de recrutement. Nous avons aussi découvert qu'Al-Qaida était subdivisée en plusieurs départements. Il y avait même un "département médias". Et celui qui était à sa tête, preuve qu'ils peuvent aussi avoir de l'humour, se faisait appeler "Abou-Reuters", du nom de l'agence de presse britannique ! La branche militaire d'Al-Qaida était dirigée par l'Égyptien Mohammed Atef, qui deviendra le gendre de Ben Laden en épousant l'une de ses filles. »

« Au milieu de tout cela, complète Louis Napoli, Ben Laden n'était qu'un nom parmi d'autres. Nous avons compris qu'Al-Qaida, davantage qu'une organisation structurée autour d'un chef, était avant tout une idée, un concept. Les décisions y étaient prises de manière collégiale, par des gens qui partageaient tous la même idéologie, la même vision[3]. »

Par rapport aux autres services de renseignement américains, qui communiquent très peu entre eux, l'avantage du FBI n'est pas que le fruit du hasard. C'est surtout le fait de l'ancien chef de la section antiterroriste du Quartier général du FBI, John O'Neill, affecté en 1997 à la National Security Division du bureau new-yorkais. Depuis le tout début, O'Neill suit comme personne le dossier jihadiste, l'évolution d'Al-Qaida et de son chef. Souvent contre sa hiérarchie, demeurée jusque-là incrédule.

« John O'Neill était l'un des meilleurs atouts du FBI. Il était l'un des seuls à avoir perçu ce qui était en train de se tramer, se rappelle Napoli. Je pense qu'il avait vraiment compris le danger

que représente l'islamisme radical, et que ce danger était en croissance exponentielle. De son point de vue, le FBI devait jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre Al-Qaida. Il a pris cette question à bras-le-corps, jusqu'à en faire une affaire personnelle. Il s'est spécialisé sur ce phénomène, non pas comme s'il s'agissait d'une composante du terrorisme général, mais comme une question prioritaire, sur laquelle il devait travailler en permanence, en apprendre le plus possible. »

Mais l'homme, moins scrupuleux dans sa vie personnelle que dans son travail – il collectionnait les maîtresses et vivait bien au-dessus de ses moyens –, finira par perdre la confiance du Bureau qui décidera de se passer de ses services, le 22 août 2001, moins d'un mois avant les attentats du 11-Septembre… Nous y reviendrons.

## La déclaration de guerre de 1998

Quand ont lieu les attentats contre les ambassades américaines, Ben Laden est en Afghanistan depuis deux ans. Contraint de quitter le Soudan en mars 1996, il a rejoint les talibans qui ont pris possession de plus de 80 % du pays. Par l'entremise des services secrets pakistanais, ils lui ont offert un sanctuaire dans la région de Khost. Là, Ben Laden a multiplié les fatwas et les déclarations de guerre contre les États-Unis. Son ami et bras droit, Mamdouh Salim, dit Abou Hajer, avait déjà autorisé depuis le Soudan le meurtre des civils par un décret religieux – en flagrante contradiction avec les préceptes de l'islam qui interdit, même dans le Jihad, de tuer des femmes et des enfants – pour donner un cadre « légal » aux attentats. Ce décret entérinait le changement de tactique voulu par Ben Laden au Soudan qui consistait à ne plus viser des cibles militaires mais civiles.

En août 1996, à peine installé dans ses quartiers de la frontière afghano-pakistanaise, Ben Laden émet une fatwa qui exige des Américains qu'ils se retirent d'Arabie saoudite.

« Ce texte fondateur d'un Jihad planétaire, écrit Jean-Pierre Filiu, émane d'une "base *(qâ'ida)* sûre", nichée dans "ces sommets sur lesquels s'est écrasée la plus grande puissance militaire athée du monde". La Palestine, le Liban, l'Irak, la Tchétchénie, la Bosnie, le Cachemire, le Tadjikistan, la Birmanie, les Philippines et la Somalie sont pêle-mêle cités pour flétrir le "complot des Américains et de leurs alliés" : "toute cette propagande mensongère sur les droits de l'homme a cédé la place aux coups portés et aux massacres perpétrés contre les musulmans"[4]. »

Deux ans plus tard, il crée une organisation de façade (le secret entourant Al-Qaida étant consubstantiel – du moins jusque-là – à l'organisation), le Front islamique mondial de lutte contre les Juifs et les croisés qui émet, au mois de février, une nouvelle fatwa. Une véritable déclaration de guerre contre l'Amérique. En partie rédigée par Zawahiri, elle commence par énoncer les raisons qui ont commandé sa rédaction : l'occupation américaine de la péninsule Arabique ; le million de morts civils – une estimation propre à Zawahiri – causé par les Américains en Irak ; la survivance de l'État sioniste, au prix de l'affaiblissement et de la désunion des pays arabes.

La responsabilité de ces crimes, « une guerre contre Dieu, son messager et les musulmans », incombant aux États-Unis, la fatwa se conclut par un appel « à tous les musulmans, où qu'ils se trouvent, à tuer les Américains et leurs alliés, civils ou militaires, et de s'emparer de leurs biens ». C'est le devoir, affirme le texte, publié dans le journal londonien *Al-Quds al-Arabi*, de tout musulman. Depuis sa tanière de Khost, filmé en tenue de combat kaki – assis à côté de Zawahiri, qui sera désormais identifié comme le numéro deux de l'organisation, la kalachnikov posée devant eux, la grotte de Tora Bora symbolisant l'hégire musulmane en arrière-plan –, Ben Laden reprend les principaux termes de sa déclaration de guerre devant une caméra.

Il déclare : « Faire la guerre sainte aux Américains, les combattre, est un élément fondateur de la foi musulmane et du

monothéisme. »

Puis, évoquant l'abnégation de ses partisans, la menace qu'ils font désormais peser sur les États-Unis, Ben Laden s'adresse au secrétaire d'État américain à la Défense, William Cohen : « Je t'affirme, William, que ces jeunes-là aiment autant la mort que vous aimez la vie, qu'ils ont hérité de l'honneur, de la fierté, de la bravoure, de la générosité, de la sincérité, du courage et de l'esprit de sacrifice, de père en fils, et leur endurance au combat se vérifiera lors de l'affrontement, car ils ont hérité de ces qualités de leurs ancêtres depuis l'anté-islam, avant que l'islam ne les ancre en eux. Et ces hommes, dont vous prétendez qu'ils sont lâches, ont porté les armes pendant dix ans en Afghanistan en jurant de poursuivre leur lutte contre vous jusqu'à ce que vous partiez vaincus, battus et penauds, si Dieu le veut, tant que le sang coulera dans leurs veines et que les larmes s'écouleront de leurs yeux. »

La cassette est largement diffusée dans le monde arabo-musulman, notamment via les réseaux Internet de la mouvance jihadiste. Elle déclenche aussitôt le débat et la colère de certains responsables du Jihad islamique et d'Al-Jihad (pourtant intégrés par Rifai Taha et Zawahiri à Al-Qaida). La *Jama'a al-Islamiya*, qui vient de perpétrer un attentat contre des touristes étrangers à Louxor, dont le bilan s'élève à 62 victimes, est à l'unisson de cette réprobation. Ceux-ci ne comprennent pas que Ben Laden ait renoncé aux luttes régionales qui ont comme finalité de renverser les despotismes locaux, pour mener une guerre illusoire et mégalomaniaque contre les États-Unis.

Zawahiri se retrouve en difficulté à la tête d'Al-Jihad, qui menace de lui en retirer la direction au profit du Cheikh aveugle. Mais, Abdel Rahman étant incarcéré aux États-Unis et l'organisation au bord de la banqueroute, les membres d'Al-Jihad n'ont finalement d'autre choix que de réitérer leur confiance à Zawahiri.

Malgré ces perturbations internes, le plan média de Ben Laden a bien fonctionné. Les jihadistes venus des quatre coins du

monde se mettent à affluer dans les camps afghans, comme aux plus belles heures du Jihad contre les Soviétiques. Le mois qui suit la publication de la fatwa, un jeune Français d'origine marocaine, Zacarias Moussaoui, rejoint Ben Laden à Khost. Il fait partie des 20 000 volontaires arabes, européens, caucasiens et asiatiques, qui passeront par les camps d'Al-Qaida entre 1997 et 2001. Ben Laden a aussi capté l'attention de nombreux médias qui se pressent maintenant pour lui réclamer une interview. Il en profite pour peaufiner la mise en scène de ses apparitions. Après l'avoir attendu des heures, quand retentissent des salves de coups de feu, les journalistes le voient émerger du désert afghan tel un prophète, entouré d'une escorte armée et cagoulée, avant de venir s'asseoir devant eux, et de répondre à leurs questions d'une voix douce, presque timide.

À un journaliste pakistanais sur le bien-fondé du terrorisme, Ben Laden répond : « Le terrorisme est recommandable, même s'il peut être répréhensible. Terrifier une personne innocente est choquant et injuste, il n'est donc pas bon de terroriser les gens de façon injuste. En revanche, terroriser les oppresseurs, les criminels, les voleurs et les cambrioleurs est une nécessité pour la sécurité des gens et la protection de leurs biens. Le terrorisme que nous pratiquons entre dans la catégorie du recommandable[5]. » Au journaliste John Miller, grand reporter à la BBC, qui lui demande si sa fatwa concerne tous les Américains, civils inclus, Ben Laden déclare : « L'Amérique, à travers l'histoire, n'est pas réputée pour avoir distingué militaires et civils, ni même hommes et femmes, adultes et enfants. Nous prédisons un avenir sombre à l'Amérique. Les États-Unis vont devenir les États désunis[6]. »

Quand il apprend les déclarations de Ben Laden à qui il avait pourtant intimé la plus grande discrétion, le chef taliban mollah Omar, le protecteur de Ben Laden imposé par les Pakistanais, ne décolère pas. Après une interview dans laquelle Ben Laden s'est positionné comme le chef du Jihad mondial et le chef de l'Afghanistan, Omar déclare à l'un de ses fidèles qu'il ne peut y

avoir qu'un seul chef en Afghanistan : « C'est moi ou Ben Laden ! »

Se sentant menacé par le chef d'Al-Qaida, Omar accepte de recevoir le prince saoudien Tourki, qui lui a demandé un entretien sous l'ordre express du roi Fahd. Le prince Tourki rencontre Omar à Kandahar et exige qu'il lui remette Ben Laden. Car, pour l'Arabie saoudite, c'en est trop. S'il continue sur sa lancée, Ben Laden va finir par brouiller la relation idyllique du royaume avec son allié américain. Il est donc temps de l'arrêter, de mettre fin à ses agissements. Omar se retrouve dans la même position que Al-Tourabi quatre ans plus tôt, quand le général Rondot était venu lui réclamer la tête de Carlos.

Après de longues tergiversations et circonvolutions, Omar finit par accepter de livrer Ben Laden aux Saoudiens. Il réclame en échange cent camionnettes 4 × 4 et une aide financière. Les Saoudiens la lui accorderont. Et ils tiennent parole : six semaines plus tard, mollah Omar réceptionne les véhicules tout-terrain qui sont immédiatement utilisés pour conquérir Mazar-e-Charif, demeuré aux mains des Hazaras shiites. Quand les talibans entrent dans la ville, ses habitants sont massacrés après des tortures d'une violence inouïe, les femmes violées ou enlevées pour être les concubines de leurs bourreaux. Le massacre crée peu d'émoi dans le monde. Ben Laden ne sera jamais livré aux Saoudiens.

## La réplique américaine

Si la fatwa de Ben Laden a fait grand bruit au sein de la nébuleuse islamiste et du monde musulman, elle n'a pas non plus échappé à l'oreille de plus en plus vigilante de la CIA. Le problème, c'est qu'elle ne compte à l'époque aucun informateur infiltré dans l'entourage d'Al-Qaida. Personne non plus chez les talibans. À l'aide de ses agents basés au Pakistan, elle élabore différents projets pour capturer Ben Laden. Mais la logistique trop importante, les risques et le peu de fondements juridiques qui

permettront de le juger aux États-Unis finissent par convaincre Mike Scheuer, le directeur de la CIA, d'abandonner l'opération.

C'est alors que surviennent les attentats contre les ambassades américaines en Afrique. Les Américains sont stupéfaits par le degré de sophistication et la coordination dont ces attaques ont fait la preuve. Ils le seront plus encore en apprenant que, initialement, ce ne sont pas deux mais cinq ambassades qui auraient dû être touchées simultanément. Désormais, pour la CIA comme pour le FBI, la menace est bien réelle.

Le président Clinton en est aussitôt informé. Il en comprend vite les implications, comme la nécessité de répliquer rapidement et massivement aux attentats. Mais, empêtré dans l'affaire Lewinsky, bientôt l'objet d'une tentative d'*impeachment* mise en œuvre par le procureur indépendant Kenneth Starr, proche des milieux ultraconservateurs, il est affaibli dans sa marge de manœuvre et sa crédibilité. Si l'attention du monde est tout entière tournée vers les infidélités du président américain, lui pressent pourtant – davantage que son successeur, George W. Bush, avant les attentats du 11-Septembre – la gravité de l'attaque menée par Ben Laden contre les États-Unis. Le 20 août 1998, trois jours après avoir formulé des excuses nationales à la télévision sur sa « relation inappropriée » avec la jeune stagiaire de la Maison-Blanche, des missiles de croisière sont lancés par la Navy en deux endroits différents dans le cadre d'une mission nommée « *Infinite Reach* ». Ils sont censés mettre fin à la menace Oussama ben Laden. Les premiers frappent l'usine Al-Shifa, une usine pharmaceutique du Soudan, dont la CIA prétend qu'elle est contrôlée par Ben Laden, et qu'elle sert de couverture à la fabrication d'armes chimiques, telles que le VX, un gaz neurotoxique plus mortel encore que le gaz sarin. Les treize missiles Tomahawk qui s'abattent sur Khartoum pulvérisent l'usine. Le renseignement de la CIA se révélera, après enquête, infondé ; l'usine ne fabriquait que des produits pharmaceutiques, et Ben Laden n'y avait pas investi le moindre denier. Un veilleur de nuit est tué dans l'attaque, et le Soudan privé de l'une de ses

rares industries locales, qui permettait d'employer trois cents personnes et de pourvoir aux besoins en médicaments de plus de la moitié du pays. En réaction, le gouvernement soudanais laisse partir deux des terroristes impliqués dans les attentats d'Afrique de l'Est. Ils s'évaporent dans la nature et ne seront jamais appréhendés.

La deuxième cible des Tomahawk est, elle, beaucoup plus précise, basée sur un renseignement d'une grande fiabilité, puisqu'il s'agit des camps d'entraînement de Ben Laden à la frontière afghano-pakistanaise. Ce renseignement résulte d'une laborieuse opération d'écoutes téléphoniques menée par la CIA. C'est une conversation personnelle de Zawahiri, interceptée sur son téléphone cellulaire, qui révèle qu'une réunion des chefs d'Al-Qaida a été prévue le soir du 20 août à Khost. À en croire le décryptage de cette conversation, Ben Laden et Zawahiri seront tous deux présents. Au moment où l'usine de Khartoum est frappée, soixante-dix missiles de croisière s'abattent sur le camp de Jihad Wal, et sur un second camp d'Al-Qaida. Le renseignement était juste mais, alors qu'il traversait la province de Wardak pour se rendre à Khost, seulement quelques heures avant le lancement des Tomahawk, Ben Laden a changé d'avis et a décidé d'aller à Kaboul. Selon Bill Clinton, entre vingt et trente membres de l'organisation jihadiste ont été tués par les Tomahawk – un chiffre exagéré selon les renseignements pakistanais, qui déclarent que la moitié des missiles sont tombés sur son territoire, tuant deux de ses ressortissants. Quant aux témoins directs de l'attaque, les membres d'Al-Qaida présents dans les camps, ils diront n'avoir enterré que cinq corps.

Le soir même, Bill Clinton, le visage blême, apparaît à la télévision pour déclarer de manière un peu trop solennelle : « Notre cible était le terrorisme. Notre mission était claire : détruire le réseau de groupes radicaux affiliés et fondés par Oussama ben Laden. » Sauf que personne aux États-Unis, ni même dans le monde, ne lui accorde le moindre crédit. Chacun voit dans ces attaques et l'allocution télévisée qui suit une manœuvre pour détourner l'attention de l'opinion publique de

l’affaire Lewinsky. D’autant que les représailles, préparées à la hâte, se sont soldées par un échec.

L’agent Marc Sageman, retourné à la médecine après avoir démissionné de la CIA, était alors en stage d’internat à l’hôpital. Il se montre pour le moins critique sur la manière dont a été conduite l’opération : « Il est clair que la réponse américaine aux attentats des ambassades d’Afrique de l’Est était minimale d’un point de vue militaire, et un vrai gâchis financier. De quoi s’est-il agi au juste ? Envoyer quelques douzaines de missiles à un million de dollars pièce pour détruire quelques tentes ayant coûté chacune cinq dollars ! C’était purement symbolique et cela n’a servi à rien. Al-Qaida a survécu. L’attaque américaine lui a même fourni l’occasion de redorer son blason et de crier victoire[7]. »

En effet, comme l’écrit Lawrence Wright, « le résultat principal de l’opération *“Infinite Reach”*, [...] est de conférer à Ben Laden le statut de figure symbolique de la résistance, pas seulement dans le monde musulman, mais partout où l’Amérique, par la revendication de sa culture narcissique et son imposante présence militaire, s’est rendue indésirable. Dès l’instant précis où la voix hilare de Ben Laden crachote à travers une liaison radio – “Par la grâce de Dieu, je suis en vie !” –, les forces de l’antiaméricanisme tiennent leur champion. Les musulmans qui émettaient des réserves sur le massacre d’innocents dans les ambassades d’Afrique orientale s’avouent à présent impressionnés par cet homme qui a défié l’Amérique et paraît jouir des faveurs du ciel. Jusqu’au Kenya et en Tanzanie, qui ont pourtant le plus souffert des actes d’Al-Qaida, on voit des enfants porter des T-shirts estampillés du portrait de Ben Laden[8] ».

Pour le chef d’Al-Qaida, l’échec américain est ressenti comme un succès personnel. Un premier maillon dans sa stratégie générale qui consiste à attirer l’Amérique dans le piège afghan afin de l’y ensevelir. Certain que les États-Unis seraient incapables de gagner une telle guerre, Ben Laden parie sur un enlisement qui sera le prélude à son effondrement, comme

naguère l'empire soviétique. Si les Américains n'ont pas posé le pied en Afghanistan, ils s'en sont rapprochés ; et ces attaques représentent un premier pas vers l'engrenage mortel que leur réserve Ben Laden. Il se fait fort, en planifiant de nouvelles attaques contre les États-Unis, de les contraindre à s'engager militairement en Afghanistan. À cette fin, il a commencé à développer un projet de détournements coordonnés d'avions de ligne américains. Au printemps 1999, son gendre, l'ancien policier égyptien Mohammed Atef, en charge de l'aile militaire d'Al-Qaida, confie ce projet à un vétéran d'Afghanistan et de Bosnie, le Pakistano-Koweïti Khalid cheikh Mohammed[9], qui estime que « cela prendra deux ans à planifier et à réaliser[10] ».

C'est le moment où Washington adopte une batterie de sanctions contre « l'émirat islamique » d'Afghanistan. Elles n'auront que très peu d'effets sur les talibans, partis à la reconquête des derniers bastions du général Massoud. Ben Laden, qui déteste presque autant Massoud que le mollah Omar, constitue la « brigade 55 » qui combattra au côté des talibans pour en finir avec le « lion du Panjshir ». Mais, en août 1999, Massoud lance une contre-attaque qui prend à revers les talibans et parvient à encercler la capitale, Kaboul. Omar échappe de justesse à un attentat contre sa personne, perpétré à Kandahar par les hommes de l'Alliance du Nord. Le mollah borgne, qui avait été contraint d'accorder sa protection à Ben Laden sous la pression des services secrets pakistanais, se rapproche alors de lui. Les deux hommes scellent leur alliance, convaincus désormais qu'ils font face à un ennemi commun, et que leurs destins sont liés.

« À l'été 2000, écrit Jean-Pierre Filiu, les talibans et Al-Qaida mobilisent toutes leurs forces pour étouffer la résistance de Massoud. Sur les quinze mille militaires engagés, seuls les deux tiers sont afghans pour quelque trois mille Pakistanais, un millier de jihadistes ouzbeks et plusieurs centaines de combattants arabes de la "brigade 55". Ils s'emparent de Taloqan, la dernière ville aux mains de Massoud, lequel doit se replier dans les montagnes

de l'extrême nord-est du pays[11]. » Au même moment, aux États-Unis, le président Clinton, alors en fin de mandat présidentiel, réunit Yasser Arafat et le Premier ministre de l'État hébreu, Ehoud Barak, à Camp David, pour mettre fin au conflit israélo-palestinien. Pourtant, après de désastreuses négociations, il ne pourra que constater son échec. Chaque camp est resté arc-bouté sur ses positions, incapable de la moindre concession. La région ne tarde pas à s'embraser. C'est le début de la seconde Intifada.

1- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

2- Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 218.

3- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

4- Jean-Pierre Filiu, *op. cit.*, p. 131.

5- www.pbs.org/frontline.

6- Cité par Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 263.

7- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

8- Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 283-284.

9- Interné à Guantanamo, il est aujourd'hui en attente de son procès.

10- Témoignage de Khalid cheikh Mohammed au procès de Zacarias Moussaoui, cité dans *Le Monde* du 30 mars 2006.

11- Jean-Pierre Filiu, *op. cit.*, p. 136-137.

# 6
# La seconde Intifada

*« Pouvez-vous empêcher un citoyen qui est prêt à mourir de se sacrifier ? »*
Abdel Raheem MALLOUH

Le jeudi 16 septembre 2010, mon preneur de son, mon cameraman et moi – mes entretiens étant filmés –, parvenons au *checkpoint* d'Erez, point de passage entre Israël et la bande de Gaza, munis des autorisations nécessaires fournies par l'office de presse israélien, d'un minimum de bagages et de l'encombrant matériel de tournage que nous traînons derrière nous sous un soleil de plomb en transpirant à grosses gouttes. Nous longeons une route goudronnée, balayée par les sables du désert environnant, qui aboutit à une cage de verre en plein soleil tenue par Tsahal, premier poste de contrôle. En face, une barrière de sécurité se prolonge d'un réseau de fils de fer barbelés. De l'autre côté de la barrière se trouve un bâtiment moderne en dur, ressemblant au terminal d'un aéroport, et qui fait office de douane. Au-delà, l'inconnu.

Les autorisations nous permettant d'entrer dans Gaza n'ont pas été des plus simples à obtenir, l'office israélien ne les délivrant qu'au compte-gouttes aux journalistes étrangers, moyennant de solides recommandations et un objectif professionnel dûment accrédité qu'il m'a fallu exposer devant la fonctionnaire israélienne comme au grand oral. J'ai dû cacher aux Israéliens le vrai motif de ma visite. Il était trop délicat de leur révéler que j'avais rendez-vous avec Mahmoud al-Zahar, le numéro deux du Hamas et chef spirituel des Frères musulmans palestiniens. L'un des plus belliqueux et des plus haineux adversaires de l'État hébreu.

L'argumentaire destiné à masquer les véritables motifs de mon séjour – très court, puisqu'il s'agissait de faire l'entretien en fin de

journée, de passer la nuit à Gaza City avant d'en ressortir le lendemain matin –, je l'avais bien senti, n'avait pas vraiment convaincu la fonctionnaire, qui était à deux doigts de nous refuser les laissez-passer. Avant que nos démarches eussent définitivement capoté, j'appelai une amie responsable des documentaires à France Télévision – pour qui je réalisais ces tournages. Elle vint à mon secours en s'entretenant directement avec les responsables de l'office de presse qui finirent par nous remettre le précieux sésame.

C'était en pleines fêtes juives du Nouvel An. Le lendemain soir, le 17 septembre à la tombée de la nuit, commencerait le jour le plus sacré du calendrier juif : Yom Kippour – le jour du Pardon. À cette occasion, le territoire palestinien serait entièrement bouclé. Il nous fallait donc en ressortir au plus vite, à moins de vouloir y demeurer au moins deux jours supplémentaires.

Or, la jeune militaire qui gardait la barrière mobile dans son cube de glace, contrairement à ce que le ministère nous avait annoncé la veille, m'apprit que les territoires seraient bouclés le soir même. Autrement dit, si je voulais obtenir l'entretien que Zahar avait promis de m'accorder, il n'y aurait pas d'autre choix que de rester enfermés à Gaza trois jours pleins. Ce n'était nullement prévu dans mon agenda. Outre la perspective peu réjouissante de ce saut dans l'inconnu et de rester captifs d'un territoire réputé hostile, le calendrier des entretiens, fixés les jours suivants, s'en trouvait bousculé. Il fallait tout déprogrammer, recaler les rendez-vous en fonction des disponibilités de mes intervenants, le tout borné par la durée limitée de mon séjour au Moyen-Orient. Passer Kippour à Gaza.

Je téléphonai à Bilal, mon fixeur gazaoui, et lui demandai s'il était possible de reporter l'entretien avec Mahmoud al-Zahar au début de la semaine suivante. Bilal dirige avec l'un de ses amis une petite agence de presse à Gaza. Ils en sont tous deux les principaux fixeurs, assistant les centaines de journalistes étrangers qui viennent chaque semaine se bousculer aux portes du *« Hamasland »* pour couvrir le conflit israélo-palestinien. Ils ne connaissent pas le chômage. Pour son travail, Bilal a noué tous les contacts possibles avec le personnel politique de cette

bande de terre[1] : les dirigeants du Hamas, bien sûr, mais aussi ceux du Jihad islamique, et même les salafistes de Rafah. Obligé de conserver de bonnes relations avec chacun, Bilal nage perpétuellement en eaux troubles, entretenant des amitiés utiles avec les pires d'entre eux. Quelques-uns de ses amis d'enfance sont aujourd'hui membres d'Al-Qaida.

« Avec ce genre de personnes, me répondit Bilal quand je lui demandai par téléphone de repousser l'entretien, c'est aujourd'hui ou peut-être jamais. Je peux te garantir qu'il te verra ce soir. Après, peut-être, peut-être pas. C'est à toi de prendre la décision. » Nous sommes restés encore quatre heures à tergiverser, ma petite équipe et moi, en contact téléphonique permanent avec la production et mon assistante à Paris. Au milieu d'un silence pesant et d'une atmosphère presque irréelle, quelques Palestiniens (très peu, en fait) passaient par le *checkpoint* pour rentrer chez eux après une journée de travail, ou après avoir accompagné un membre de leur famille recevant des soins médicaux dans quelque hôpital israélien. Un groupe de bonnes sœurs, une journaliste britannique se dépêchèrent également de passer le contrôle de sécurité avant sa fermeture. Le soleil ayant entamé son déclin, il fallait prendre une décision. J'irai voir Mahmoud al-Zahar.

Nous présentâmes nos autorisations au militaire qui avait remplacé la jeune femme, puis nous nous engouffrâmes dans le terminal où nous fûmes soumis à un énième interrogatoire sur les raisons et la durée de notre séjour. Nos affaires et notre matériel furent scrupuleusement fouillés. Après quoi nous passâmes par une porte blindée, encastrée dans un mur bétonné d'une dizaine de mètres, ne laissant rien apparaître de ce qu'il y avait de l'autre côté. Et nous nous retrouvâmes dans l'étroit corridor grillagé, traversant sur deux kilomètres le *no man's land*, au bout duquel on entre en territoire palestinien, dans le fief du Hamas.

## Kippour à Gaza

De l'autre côté de la frontière, nous sommes accueillis par Bilal, que j'ai souvent eu au téléphone, mais que je vois pour la première fois. C'est un homme grand et très mince, à l'allure

juvénile, portant une moustache et un sourire à la fois sympathique et équivoque. Après le poste de contrôle tenu par les fonctionnaires barbus du Hamas, nous traversons en camionnette les rues pauvres de la périphérie, mal dessinées et sablonneuses, encombrées de charrettes tirées par des mules et de marchés de fortune. Puis c'est la ville de Gaza, qui ne me semble pas différente de la plupart des villes arabes que j'ai déjà traversées pour mon enquête. Comme partout, les avertisseurs de voitures aux gaz d'échappement drainant une fumée noire y glapissent sans discontinuer. Ce sont les mêmes femmes portant le niqab ou le hijab, le même désordre bon enfant, le même accueil chaleureux des habitants, ici plus qu'ailleurs. Parce que les Gazaouis ne peuvent pas sortir du territoire, les étrangers, surtout les journalistes, sont accueillis à bras ouverts, comme autant d'échantillons du monde extérieur ; très prisés aussi des écoliers en uniforme qui forment autour de nous un attroupement surexcité. Je n'y vois pas cette densité démographique tant redoutée ; beaucoup de rues sont même vides. Partout les peintures murales, les affiches placardées en surplomb des artères rendent hommage aux « martyrs » du Hamas. Les portraits en médaillon de Yassine, de Rantissi, encadrés par les éternels combattants masqués, tenant dans une posture de défi la kalachnikov ou le lance-roquettes ; le tout brossé de couleurs vives à l'esthétique kitsch. Les fanions verts du Hamas courent au-dessus de nos têtes le long des avenues.

Situé en face d'un bâtiment de l'UNRWA, l'hôtel Al-Dura où nous prenons nos quartiers, cossu et bien entretenu, essentiellement occupé par les journalistes étrangers, est le plus coté des trois hôtels de Gaza City. Sa décoration orientale, murs blancs, meubles en rotin, portes en ogive, pourrait en faire un haut lieu touristique, comme le magnifique littoral auquel il fait front, et la très spacieuse terrasse en plein air du restaurant de l'hôtel, fortement prisée les week-ends par la jeune bourgeoisie locale qui vient nombreuse se montrer sous ses meilleurs atours, dîner et fumer la chicha au son de la sono diffusant jusqu'à une heure

tardive les tubes du moment, en vogue dans tout le monde arabe. Reclus dans ma chambre, j'attends le coup de fil de Bilal qui m'annoncera le feu vert de Mahmoud al-Zahar. La nuit est tombée. Sous mes fenêtres, à la terrasse d'où émane une musique orientale et techno, le personnel s'active en butinant d'une table à l'autre les commandes. À 22 h 30, mon téléphone sonne. « On peut y aller, me dit Bilal. Le docteur Zahar nous attend. »

Si les Frères musulmans palestiniens n'ont pris le nom de Hamas (Mouvement de la résistance islamique dont l'acronyme signifie aussi « ferveur » en arabe) qu'en 1987, au début de l'Intifada, ils ont toujours été fortement présents en Palestine, et particulièrement à Gaza – notamment du fait de sa proximité avec l'Égypte. Comme on l'a vu, les Frères musulmans sont à l'origine de la première structure représentative palestinienne, la ligue des étudiants palestiniens de l'université Al-Azhar du Caire. Au début des années 1930, autour d'Ezzedine al-Qassam, ils avaient constitué le premier groupe combattant palestinien, qui s'était héroïquement battu contre les Britanniques. Le frère d'Hassan al-Banna, le fondateur de la Confrérie, était venu en personne à Gaza adouber ces premières structures de lutte armée palestiniennes. Avant de se rassembler autour du Hamas, les Frères musulmans palestiniens avaient utilisé d'autres noms, tels que le Parti de la libération islamique. Pendant près de quatre décennies, après avoir renoncé aux armes, ils s'étaient consacrés aux actions d'aide sociale et à une pénétration de longue haleine de la population. Une vieille et très efficace technique d'infiltration menée partout par les Frères musulmans : gagner les cœurs et les esprits, réislamiser le peuple en préalable à toute prise du pouvoir. Mais, jusqu'en 1987, les cœurs étaient déjà gagnés par Yasser Arafat et son organisation, rendant plus difficile le clientélisme des Frères musulmans.

« Les Frères musulmans virent dans le déclenchement de la révolte palestinienne une opportunité pour renforcer leur présence sur le terrain et retrouver la confiance des Palestiniens, écrit Hassan Balawi dans son livre, *Gaza, dans les coulisses du*

*mouvement national palestinien*. [...] Au tout début, ils ne prévoyaient pas de recourir à la lutte armée. Il s'agissait d'abord pour eux de se mêler aux cortèges des manifestants de manière plus ou moins pacifique. Mais, au fur et à mesure, les esprits s'échauffèrent et certains souhaitèrent passer à des actions plus violentes[2]. »

Le projet national n'a jamais été l'affaire des Frères musulmans palestiniens. De même, vous n'entendrez jamais le mot « paix » dans la bouche d'un responsable du Hamas. Seule une « trêve » de plus ou moins long terme peut être envisagée avec Israël, inspirée par la trêve de Ramla, en 1192. L'exemple des croisades demeure le principal référent historique de leur combat et de leur idéologie. C'est ici la même logique qui prévaut : si l'on peut interrompre pour des motifs conjoncturels le combat contre « les infidèles », celui-ci ne cessera réellement qu'avec leur départ de la terre sacrée de l'islam. C'est une perspective à long terme, qui peut prendre des années, peut-être des siècles, mais qui demeure inéluctable dans l'esprit des Frères musulmans, armés d'une patience à toute épreuve.

De ce point de vue, le discours d'un membre du Jihad islamique, l'autre organisation de lutte armée à Gaza, autorisée par le Hamas parce qu'elle est également issue des Frères musulmans, est particulièrement éclairant : « Il y a vingt ans, l'Union soviétique était un grand État. Aujourd'hui, elle n'existe plus. L'Amérique est un grand État aujourd'hui. Mais je suis sûr qu'un jour – peut-être pas dans cinquante ans – il n'y aura plus d'Amérique. Certaines choses demeurent constantes et d'autres évoluent. Ce qui est constant, c'est le droit. Ce qui évolue, ce sont les rapports de force et la fluctuation des États. Il y a soixante ans, Israël n'était pas Israël. Aujourd'hui il y a Israël, mais je ne saurais dire s'il existera encore dans vingt ou cent ans. Nous ne parlons pas de destruction, je ne dis pas qu'il faut les tuer ou les jeter à la mer ; chrétiens et même Juifs pourront vivre parmi nous, mais sous souveraineté palestinienne, sous notre domination. Les

Juifs peuvent vivre en paix avec nous s'ils le veulent, mais dans un État que nous gouvernerons, dans lequel nous déciderons ce qui est, parce que ce sont nos terres. Tout cela surviendra quand le rapport de force aura changé[3]. »

Pour les Frères musulmans palestiniens, abandonner, ne serait-ce qu'une parcelle du territoire « aux Juifs », est en soi inconcevable. Car la Palestine est un *Waqf*, un bien sacré de la terre islamique. « Dans l'islam, écrit Balawi, le *Waqf* est un domaine public qui appartient à l'*oumma*, à l'ensemble des musulmans. Selon cette doctrine islamiste, il n'est possible à aucun Palestinien, et encore moins à l'OLP, de décider de faire la paix avec Israël. Cela n'est pas dans les prérogatives du peuple palestinien parce que le peuple palestinien n'a aucun droit à revendiquer sur la terre de Palestine en tant que *Waqf*. La moindre concession sur la terre de Palestine serait comprise par eux contre la religion. Céder une partie de la Palestine reviendrait à céder sur la religion. Et cela, dans la conscience profonde de la base du Hamas et du mouvement islamiste en général, n'est pas envisageable[4]. »

Le Hamas est un parti islamiste, et sa logique n'est pas territoriale. Encore moins nationaliste. Avi Dichter, l'un des hommes de l'antiterrorisme israélien qui a passé de nombreuses années à étudier les mouvements islamistes de la région, qui parle parfaitement l'arabe, m'en fera la démonstration : « Le Fatah, c'est le Mouvement de libération de la Palestine. Il contient le nom de Palestine. Le FPLP, c'est le Front populaire de libération de la Palestine. Il contient le nom de Palestine. Même le Jihad islamique palestinien contient le nom de Palestine. Le groupe Amal, au Liban, signifie que ce sont des "bataillons de libération du Liban". Il n'y a que deux organisations dans la région, dont le nom ne fait aucune référence au territoire. C'est le cas du Hezbollah au Liban. Vous ne trouverez aucune mention du Liban dans le nom Hezbollah. Idem avec le Hamas, qui est le "mouvement de la résistance islamique". Ils se voient eux-mêmes, et ils se considèrent comme des Frères musulmans, ce qui

signifie que leur objectif c'est la région entière. Pas un territoire en particulier, que ce soit la Palestine, ou l'Égypte, ou l'Arabie saoudite, ou le Liban ; ce qu'ils veulent, c'est une région qui va du Maroc à l'ouest, jusqu'au Pakistan à l'est. Que toute la région devienne un régime islamique. Depuis le début, le Hezbollah a émergé comme une composante des Gardiens de la révolution iraniens, de sorte qu'ils ont été programmés pour être pro-iraniens. Le Hamas, c'est différent. Ses membres sont nés au sein des Frères musulmans, et ils n'ont rien changé jusqu'en 2001. Mais, après le déclenchement de l'Intifada, ils se sont mis à collaborer, à travailler avec les Gardiens de la révolution[5]. »

Il est près de 23 heures lorsque notre camionnette s'arrête devant une grande villa flambant neuve, presque un château, plantée au cœur de Gaza City. Le comité d'accueil, composé d'une dizaine de jeunes hommes peu souriants, portant pour la plupart la barbe et la kalachnikov en bandoulière, nous arrête sur le seuil pour fouiller notre équipement. Moins scrupuleuse que celle des Israéliens, la fouille n'excède pas quelques minutes. Après cette formalité, nous remballons notre matériel, traversons le patio et entrons dans une gigantesque pièce en rez-de-chaussée couverte de carrelage blanc. C'est ici, nous fait-on savoir, qu'aura lieu l'entretien avec Mahmoud al-Zahar.

Ce dernier, assis à son bureau dans un renfoncement aménagé de la salle, dissimulé à notre vue quand nous passons la porte, se lève pour nous accueillir et nous proposer du café. Vêtu d'une longue djellaba blanche boutonnée au cou à la manière des cols Mao, c'est un homme au sourire crispé, à la parole et aux gestes vifs, aux petits yeux perçants et au menton entouré d'une collerette de barbe blanche coupée court. Il se dégage de lui une violence sourde, dont on imagine qu'elle peut surgir à tout moment. Alors que nous installons notre matériel de tournage, il s'assoit dans un vaste fauteuil de cuir à l'allure d'un trône, disposé contre un mur en bout de pièce, à côté des portraits de ses deux fils « morts en martyrs », photographiés en tenant un fusil

d’assaut. Le premier est décédé quand les Israéliens avaient tenté d’assassiner Zahar par un tir de missile qui a détruit sa précédente demeure. Le second est mort dans des conditions plus mystérieuses.

Mahmoud al-Zahar, comme de nombreux chefs terroristes – qualificatif qu’il réfute comme nous le verrons plus tard –, comme Georges Habache, Ayman al-Zawahiri et tant d’autres, bien que le rapport de cause à effet m’échappe encore, est un ancien médecin. Il a fait ses études au Caire, puis enseigné à l’université islamique de médecine de Gaza. En 1992, il a été expulsé par les Israéliens dans le sud du Liban. À la mort de son chef, le cheikh Yassine, le guide spirituel et politique du Hamas, il a pris sa place en tant qu’autorité religieuse du mouvement, mais aussi comme l’un de ses principaux chefs de guerre – l’autorité religieuse se confondant souvent avec les prérogatives politiques et martiales au sein des organisations islamistes.

Nous coupons l’air conditionné pour la prise de son. Une chaleur moite s’abat sur nous, nous faisant tous immédiatement transpirer. Alors que nous finissons d’installer la caméra, Zahar, dont l’humeur semble s’être éclaircie, lance des plaisanteries qui visent principalement Nicolas Sarkozy, « l’allié des sionistes et des Américains », qu’il déteste visiblement, moquant sa petite taille et le conspuant pour son judaïsme supposé. Un judaïsme qui ne fait, aux yeux du hiérarque islamiste, aucun doute. À chacune de ses plaisanteries, ses sbires en armes formant maintenant un cercle autour de nous, éclatent de rire comme « les commensaux » de Franck, « le roi de Pologne » dans *Kaputt*, le roman de Malaparte. Une mouche se met à virevolter autour de lui, changeant encore son humeur erratique. Il fronce les sourcils, s’agite, s’énerve, jurant rageusement en arabe en essayant de l’écraser. Au bout d’un moment, il ordonne à l’un de ses hommes de s’en débarrasser. L’homme pose son arme et se met à chasser la mouche ! Il parviendra à la tuer entre ses mains dans un coin de la pièce.

Zahar s’intéresse maintenant au matériel de tournage. Il se dit féru de cinéma. Dans l’ancienne implantation israélienne de Kfar

Darom, abandonnée par les Israéliens après le retrait unilatéral de la bande de Gaza par le Premier ministre Ariel Sharon en 2005, Mahmoud al-Zahar a tenu à transformer une partie des installations israéliennes en studios de cinéma. Il a personnellement réalisé plusieurs longs métrages de propagande, qui reconstituent la geste de quelques martyrs du Hamas. Des films de série Z servis par des scénarios, un jeu d'acteurs et des qualités de mise en scène à côté desquels les *telenovelas* sud-américaines passeraient pour du Kubrick. Dans ces studios sont également filmées des émissions d'Al-Aqsa TV, la télévision du Hamas qui fait chaque jour l'apologie des attentats kamikazes et présente les Juifs « comme les descendants des singes et de porcs », exhortant les enfants palestiniens à les exterminer jusqu'au dernier.

À peine la caméra se met-elle à tourner que le Dr Zahar adopte avec moi un ton extrêmement agressif. Il a certainement lu sur Internet des éléments de mon profil et paraît déterminé à ne pas se laisser piéger. Pour le calmer et le mettre en confiance, je lui pose des questions sur l'histoire des Frères musulmans. Mais l'homme n'est pas dupe. Il s'agace, balayant mes questions d'un revers de main. Invoquant en premier le mot « terroriste » qu'il réfute catégoriquement, il assimile son mouvement à la Résistance française contre l'occupation nazie.

« Il n'y a pas de définition exacte du terrorisme, déclare-t-il. C'est pour cela que lorsque l'Égypte a invité le monde entier, y compris l'Amérique, à un congrès international au Caire pour définir ce concept, l'Europe et l'Amérique ont refusé. L'Europe et l'Amérique ont leur propre définition du terrorisme, et c'est pour cela que le meurtre de civils est, selon votre compréhension, du terrorisme – et à ce propos nous n'autorisons pas le meurtre de civils ; nous combattons avec nos moyens élémentaires, ceux qui tuent délibérément des civils, ce sont les Israéliens. Venez à un congrès mondial dans lequel on définirait le terrorisme ! Nous pourrons ainsi tracer ensemble la frontière qui sépare le terrorisme des combattants de la liberté, tels que ceux du Hamas. Votre définition du terrorisme est une définition occidentale et

sélective qui ne fait valoir que l'intérêt d'Israël. Quant au Jihad, c'est un terme large qui désigne d'abord l'éducation de l'âme par la volonté et l'astreinte. Le Jihad signifie *jayah* et vient de *juhd*, c'est-à-dire l'"effort". Cela signifie que tu accomplis un effort pour gagner de l'argent, que tu accomplis un effort pour apprendre et pour éduquer ton âme. Et, si une terre est occupée, il faut avoir recours aux moyens qui permettent de résister, de combattre l'occupation. Parmi ces moyens, il y a les moyens pacifiques : le Hamas a résisté pacifiquement à l'occupation avec la première Intifada qui a commencé en 1987 et qui a duré jusqu'en 2000. Après cela, le peuple palestinien s'est retrouvé contraint d'utiliser les armes en raison de l'échec des moyens pacifiques – les manifestations, les grèves. Par conséquent, le Jihad n'est pas synonyme d'action armée ; cette dernière n'en est qu'une manifestation, ce n'est pas l'action essentielle du Jihad[6]. »

## La guerre des bombes humaines

L'insurrection populaire dans les territoires palestiniens sous contrôle de l'Autorité palestinienne commença au retour des protagonistes de Camp David : Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne, et Ehoud Barak, le Premier ministre israélien en fin de mandat. Elle fut déclenchée le 28 septembre 2000, jour de la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem. Les élections législatives se profilaient en Israël, et Sharon, qui s'était opposé aux négociations de paix, voulait par cette visite prendre l'avantage sur son adversaire travailliste, déjà considérablement affaibli par l'échec des négociations. La visite de Sharon sur l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa était censée rappeler aux Israéliens le caractère « indivisible » de Jérusalem, réunifiée en 1967, capitale de l'État hébreu.

Pour Mahmoud Zahar, cette visite est à l'origine de l'insurrection : « Sharon a provoqué la sensibilité des musulmans partout dans le monde en appuyant sur le nerf sensible qu'est pour

nous la mosquée Al-Aqsa, le troisième plus important lieu saint musulman. Lorsqu'il est entré dans la mosquée d'Al-Aqsa, il a mobilisé tous les sentiments nationaux et religieux contre lui. Pas seulement ceux des Palestiniens, mais également de tous les Arabes et de tous les musulmans. C'est là, en 2000, que l'affrontement armé a débuté, et qu'il s'est achevé par l'expulsion de l'occupant de la bande de Gaza en 2005. »

Les Israéliens pensent au contraire que l'Intifada avait été programmée par Arafat dans l'éventualité d'un échec des négociations de Camp David. La visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées n'aurait été que le prétexte de son déclenchement.

Les émeutes commencèrent à Jérusalem au sein de la population arabe israélienne. Elles gagnèrent aussitôt Gaza et la Cisjordanie. Mais, contrairement à la première, autrement appelée « la guerre des pierres » – ses activistes étaient surtout des gamins jetant des projectiles dans les rues sur les blindés de Tsahal –, cette seconde Intifada prend immédiatement un caractère violent et armé. Aux premiers jours du soulèvement, le caveau des Patriarches est saccagé, et deux réservistes israéliens égarés à Ramallah sont massacrés par la foule, pendant que les affrontements à l'arme de guerre se multiplient avec les troupes israéliennes. La mort d'un enfant palestinien, Mohamed al-Dura, tué par une balle perdue le 30 septembre, et dont l'image qui fait le tour du monde paraît accuser Israël, entraîne une réprobation internationale. De fait, la riposte israélienne et les combats qui ont lieu en pleine rue font de nombreuses victimes, y compris parmi les civils. Après un mois de chaos, une centaine de Palestiniens et dix Israéliens ont été tués. Yasser Arafat reprend les opérations militaires contre Israël, pendant qu'Ariel Sharon, élu Premier ministre en février 2001, se retrouve en charge de la répression du soulèvement. Pour couper toute marge de manœuvre à Arafat, qu'il tient pour responsable de la situation, Sharon fait bombarder les centres de commandement et de communication de l'Autorité palestinienne, en Cisjordanie et à Gaza.

Le Hamas, qui voit dans l'Intifada l'occasion de s'imposer comme une alternative à Arafat, engage une campagne d'attentats suicides à l'intérieur du territoire israélien. Elle commence le 1er juin 2001 par le Delphinarium, une discothèque de Tel-Aviv fréquentée par des jeunes issus de la récente vague d'immigration russe. Le bilan est de vingt et une victimes et cent vingt blessés – presque tous des adolescents. Les actions kamikazes, perpétrées par des jeunes hommes auxquels s'ajoutent des femmes à partir de 2002, frappent quotidiennement dans les lieux publics. En un an, une quarantaine d'attentats suicides sont perpétrés en Israël.

« C'était la première fois que nous étions confrontés aux attentats suicides, rappelle Shaul Mofaz, ministre de la Défense et chef d'état-major israélien entre 2001 et 2005. Nul n'était plus en sécurité, qu'il se trouve à proximité de ses frontières ou au cœur même de l'État d'Israël. Les kamikazes se faisaient exploser dans les restaurants, dans les bus, dans les centres commerciaux, dans les artères des grandes villes. Pratiquement partout. Après mars 2002, après le massacre qui a eu lieu le soir du Seder de Pessa'h[7] à l'hôtel Park de Netanya, qui a fait une trentaine de morts, nous avons décidé de mettre en œuvre tous les moyens possibles afin de vaincre ce terrorisme meurtrier. Et nous avons fini par y parvenir[8]. »

Le cheikh Yassine apparaît comme le grand ordonnateur de ces attentats qui tétanisent la population israélienne. Le chef du Hamas est l'ennemi public numéro un, l'homme à abattre. Car, sous des dehors inoffensifs (paraplégique, il se déplace en chaise roulante), Ahmed Yassine est un redoutable chef de guerre qui, dans les deux camps, fait peu de cas de la vie humaine.

Pour son successeur, Mahmoud al-Zahar, son rayonnement dépasse la Palestine : « Cheikh Yassine est né en 1938, dans la région Al-Jurah proche de Gaza, qui sera occupée dix ans plus tard par Israël. Il fait partie des Palestiniens qui ont émigré et vécu dans des camps de réfugiés. Durant sa jeunesse, il était très sportif. Après un accident à la nuque, il s'est retrouvé paralysé. Il est devenu enseignant et il a adhéré aux Frères musulmans.

Quand il a commencé à enseigner l'islam, le monde était partagé entre les idées communistes et le capitalisme. Il a combattu ces pensées déviantes, qu'elles soient de droite ou de gauche, et accompagné un nombre important de gens vers l'islam. Il est considéré comme l'un des fondateurs du mouvement islamique en Palestine. C'était un homme à moitié paraplégique, et pourtant, malgré cette paralysie, il a pu faire bouger beaucoup de gens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, inspirant la ferveur et le sacrifice. Il était pauvre, il a vécu dans le dénuement, il est mort en martyr. Mais sa vie a enrichi le cœur de beaucoup d'entre nous. Il a réuni autour de lui de nombreux intellectuels, des médecins, des ingénieurs, des enseignants, des professeurs d'université, des étudiants, des hommes et des femmes. Il fait partie des réformateurs de la religion qui ont fondé le programme de la résistance en Palestine. C'est un grand symbole international. »

Avec son éternel sourire en « V » serti d'une longue barbe blanche, le visage émacié, on le voit féliciter sur les archives de l'époque les jeunes candidats au Paradis, dont les Israéliens découvrent avec perplexité qu'ils s'entourent les parties génitales de bandages, afin qu'elles soient intactes lorsqu'ils seront accueillis aux cieux par un cortège de jeunes vierges.

« Le cheikh Yassine a donné son accord aux attentats suicides, rappelle Shaul Mofaz. Il a ensuite donné son feu vert aux femmes candidates au suicide, ce qui va à l'encontre des croyances religieuses islamiques. C'est lui qui a appelé au Jihad contre Israël. Et, pour Yassine, l'objectif visé par le sang, par les meurtres, était l'extermination, l'anéantissement de l'État d'Israël. Nous ne pouvions pas laisser faire une chose pareille, vu le prix à payer et l'incidence que ces attentats avaient sur la vie des citoyens et sur l'avenir de l'État d'Israël. C'est pourquoi nous avons décidé de faire tout ce qui était en notre pouvoir, en rassemblant toutes les forces israéliennes, pour combattre ce terrorisme venu de la bande de Gaza. »

## Le Jihad islamique

Le lendemain de mon entretien avec le Dr Zahar, je rencontre à mon hôtel un dirigeant du Jihad islamique, un mouvement qui a également commis des attentats suicides pendant la seconde Intifada. Il est aujourd'hui réputé pour ses roquettes tirées depuis la bande de Gaza sur le territoire israélien. Khaled al-Batch, un grand gaillard athlétique d'une petite quarantaine d'années, habillé à l'occidentale, faussement chaleureux et réellement imbu de sa personne, a étudié l'histoire dont il fait un usage opportuniste et falsificateur. À l'en croire, les attentats suicides auraient été inventés par la résistance gaulliste. Et puisque le Jihad islamique est une organisation de résistance, les attentats suicides, légitimés par le précédent français – dont, personnellement, je n'ai retrouvé aucune trace – sont des actes de résistance.

Majoritairement constitué d'une élite intellectuelle issue de la société civile – des avocats, des enseignants, des médecins –, le Jihad islamique palestinien est la synthèse entre l'idéologie des Frères musulmans, la révolution islamique iranienne – les deux grands courants à l'origine de sa naissance – et le nationalisme palestinien.

Batch m'explique : « Le Jihad islamique, dont l'unique secrétaire général est actuellement Ramadan Challah, est un point de rencontre, une plate-forme permettant à chacun de combattre sous l'étendard du mouvement islamique. Nous ne sommes pas les seuls à croire au combat et à la carabine islamique. Nous avons intégré des gens influencés par le Hamas, par le Hezbollah et par le Fatah, même si le Jihad islamique constitue le prolongement du mouvement des Frères musulmans. Aujourd'hui, les Frères musulmans sont représentés par le Hamas à Gaza. Le mouvement du Jihad islamique les avait précédés en ce qui concerne le Jihad. Nous sommes connus pour avoir mis en place plus rapidement le Jihad, c'est-à-dire la résistance, le combat contre l'occupant. La différence, c'est que, pour nous, la

Palestine est une cause centrale, et que tout ce qui existe en dehors de la Palestine ne constitue que des détails. Quant à la révolution islamique en Iran, elle a produit un grand élargissement islamique, partant du fait qu'elle a permis de vaincre un État, créer un État islamique, chasser le colonialisme et changer le mode de vie en Iran. Les Américains voulaient faire de l'Iran une base arrière contre l'ex-Union soviétique. L'Iran était contrôlé par les États-Unis et Israël. Khomeyni est arrivé et a dit : "En tant que peuple iranien, nous sommes également musulmans et il est de notre droit de soutenir le peuple palestinien." C'est pour cela que la révolution islamique en Iran nous a été utile[9]. »

À l'instar des Frères musulmans et des mollahs iraniens, Batch se définit comme un ardent démocrate : « Nous ne combattons pas la démocratie dans nos pays, nous ne la refusons pas. La démocratie est l'un des éléments de la *shûra* (consultation, dans l'islam) dans le monde islamique. Le problème réside dans le fait que l'Occident applique la démocratie chez lui, mais qu'il la refuse aux pays musulmans. Le premier exemple, ce sont les résultats des élections à Gaza et dans la Cisjordanie, où le Hamas a gagné à 70 %. Les sociétés occidentales et démocratiques n'ont pas accepté la victoire du Hamas. Les Frères musulmans ont gagné en Algérie, et en particulier le Front du salut (FIS), dirigé par cheikh Abbassi Madani. L'Occident n'a pas accepté Madani. Monsieur Najmeddine Arbakane a gagné les élections en Turquie et a formé un gouvernement qui a duré plusieurs mois. Mais l'armée, qui recevait ses ordres de l'Amérique, a fait tomber le gouvernement. Cela veut dire que les expériences démocratiques vécues par les Arabes n'ont pas réussi parce que l'Occident veut une démocratie selon des critères occidentaux. »

Pour Batch, les Occidentaux ne sont pas seulement responsables du déni de la démocratie telle que la conçoivent les Frères musulmans, ils sont aussi responsables de l'occupation israélienne. Ce sont eux qui ont accordé un État aux Juifs, en

raison de leur culpabilité à l'égard de la Shoah – la Shoah qu'il nie à demi-mot : « L'Occident nous est redevable à plus d'un titre. Il nous est redevable parce qu'il a créé Israël sur notre terre pour racheter ses péchés, parce que les Allemands auraient prétendument tué les Juifs. En admettant que les Juifs ont été tués – je ne parlerai pas du génocide –, n'est-il pas étrange que le prix à payer, au lieu d'être payé aux Juifs en Europe, le soit en Palestine ? Les Occidentaux, c'est-à-dire les Britanniques, les Américains et vos grands-parents en Europe sont les responsables de la catastrophe et de la souffrance du peuple palestinien, jusqu'à ce jour. » Un discours identique à celui tenu par Ahmadinejad en Iran.

Quant à la question des attentats suicides, ils font partie des moyens sur lesquels les Palestiniens doivent pouvoir s'appuyer pour mettre fin à l'occupation. Batch affirme que le Jihad islamique n'a jamais ciblé les civils, pour la simple raison qu'il n'existe pas de civils en Israël : « Nous n'avons jamais attaqué de civils, nous nous défendons dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et dans notre terre occupée. Nous sommes prêts, avec les Français, et avec les Nations unies et le monde entier à définir ensemble ce qu'est un civil. Dites : "Voici des catégories civiles qu'il est interdit de frapper, et voici celle des militaires qu'il est permis de frapper." Quand tout le monde sera d'accord, alors nous éviterons de frapper ceux qui auront été désignés comme les civils. Or il n'y a pas de civils en Israël. En Israël, les civils portent des carabines M16 et font un service militaire obligatoire pendant deux ou trois ans, puis servent chaque année un mois ou quarante jours. En cas de guerre, ils sont convoqués pour être réservistes. Où sont les civils en Israël ? Les hommes et les femmes vont combattre. L'armée est partout en Israël, et, malgré cela, je suis prêt à ce que nous nous mettions d'accord sur un mode de définition du civil. »

Préparés depuis Gaza par le cheikh Yassine, ponctuellement perpétrés par le Jihad islamique, les attentats suicides ont très vite fait des émules dans d'autres organisations. Si l'on peut

comprendre la logique religieuse qui façonne les décisions politiques et « militaires » d'organisations telles que le Jihad islamique, le Hamas ou le Hezbollah, il est à première vue plus difficile de comprendre celle qui a prévalu au FPLP et au Fatah. En réalité, hors de toute problématique religieuse ou tactique, c'est une sorte de compétition macabre qui s'est jouée dans le camp palestinien. Arafat, voyant son leadership contesté au déclenchement de l'Intifada, ne pouvait abandonner le terrain au Hamas. Si bien que les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, une émanation du Fatah, emboîtèrent le pas des opérations kamikazes. Tout comme les marxistes du FPLP.

Quand je vais l'interroger sur ce point dans son bureau de Ramallah, Abdel Raheem Mallouh, l'un des dirigeants du FPLP, tient à minorer le phénomène : « Après le déclenchement de l'Intifada, quand Abou Ali Mustafa, le secrétaire du Front de libération de la Palestine, a été tué par les Israéliens, nous avons eu recours à des opérations de ce type, reconnaît-il. C'est ainsi que Rehavam Zeevi[10], le ministre du Tourisme israélien a pu être éliminé. Mais les attentats suicides ne sont pas une ligne politique du FPLP, ni une ligne militaire. Pouvez-vous empêcher un citoyen qui est prêt à mourir – qui se trouve en réaction avec une situation politique, pris au milieu d'un conflit, ou dans une situation que vous appellerez comme vous voudrez –, pouvez-vous l'empêcher de se sacrifier[11] ? »

## La faute d'Arafat ?

« Au tout début de l'Intifada, écrit Balawi, Yasser Arafat a eu peur que le Hamas ne s'empare de la rue palestinienne et a tout fait pour en conserver la maîtrise coûte que coûte. Pour cela, il a favorisé l'émergence de nouveaux dirigeants locaux, à l'image de Marwan Barghouti et de quelques autres, qui ont mené les manifestations locales. On les a vus apparaître dans les médias mais tous, sauf Marwan Barghouti, seront assassinés. Ensuite, il a fallu concentrer les opérations militaires sur les colons et l'armée.

Mais cela n'a fait que renforcer Ariel Sharon qui a pu mettre en œuvre sa politique de destruction systématique de l'Autorité palestinienne, d'un point de vue tant civil que militaire. Le Hamas a alors repris les attentats suicides dans les villes israéliennes. Et Yasser Arafat a réalisé, trop tard sans doute, [...] que le Fatah avait perdu en force et en légitimité et que la corruption, qu'il avait traitée avec négligence, voire complaisance, lui causait un tort considérable. Se sentant mis à l'écart, le Hamas, en déclenchant sa campagne d'attentats suicides, s'est employé à empêcher toute possibilité pour Yasser Arafat de parvenir à un nouvel accord avec les Israéliens. Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et les Brigades d'Ezzedine al-Qassam, liées au Hamas, se sont alors lancées dans une surenchère d'attentats suicides, chacune essayant d'affirmer son leadership en tuant le plus grand nombre possible de civils israéliens[12]. »

Hassan Balawi, qui a écrit ces lignes, est l'actuel chef de la communication du ministère des Affaires étrangères de l'Autorité palestinienne, et un ami personnel. Nous nous sommes rencontrés alors qu'il était en poste à Paris, au moment du coup de force du Hamas dans la bande de Gaza de juin 2007. C'est un cadre du Fatah, qui porte un regard lucide sur la situation moyen-orientale. L'extrait que je viens de citer est issu d'un livre passionnant, *Gaza, dans les coulisses du mouvement national palestinien*, qui fourmille de révélations sur les non-dits du « système Arafat », auquel j'ai modestement contribué par une série d'entretiens, prémices à sa rédaction. Hassan ne connaît pas la langue de bois. Il dit les choses comme il les écrit, avec honnêteté et franchise, ce qui lui a parfois valu quelques réprimandes de sa hiérarchie.

Sur la dérive de l'Intifada et la responsabilité d'Arafat, Ahmed Qoreï, Premier ministre de l'Autorité palestinienne à partir d'octobre 2003, que j'ai interviewé lors d'un de ses passages à Paris, se montrera plus nuancé : « L'escalade de la violence qui a eu lieu pendant l'Intifada et sa militarisation sont les conséquences du siège mené par Sharon contre le pouvoir et la personne de Yasser Arafat. Les Israéliens ont détruit les services

de sécurité palestiniens. Et ceux-ci pourtant défendaient les Palestiniens, en plus, avec une coordination israélienne[13] ! »

Or ce sont précisément les membres de ces services de sécurité palestiniens qui ont organisé les attentats suicides au nom de groupes affiliés au Fatah. Pour l'Israélien Avi Dichter, cette ultime trahison aura achevé de déconsidérer l'Autorité palestinienne et son leader : « Le service général des renseignements de Cisjordanie est passé d'une organisation de contre-terrorisme à une organisation terroriste. Le chef et les agents de ce service ont mené des attaques terroristes. Je sais que c'est très difficile à croire, car c'est comme si le Shin Beth était devenu une organisation terroriste, comme si la CIA était devenue une organisation terroriste, comme si la DST était devenue une organisation terroriste. Je peux vous assurer que ce n'est pas de la blague. Au sein de l'Autorité palestinienne, c'est arrivé[14] ! »

Une affirmation réfutée par Ahmed Qoreï, qui défend sans grande conviction l'intégrité des services de sécurité d'Arafat : « Il y a peut-être eu certains individus qui en sont issus et qui ont pratiqué des opérations à titre individuel mais, de façon générale, les services de sécurité palestiniens suivaient la bonne voie. Ensuite, si vous assiégez notre leader, si vous lui coupez toutes les voies de communication, comment pouvez-vous exiger de lui qu'il arrête la militarisation de l'Intifada ? »

Car, au printemps 2002, Sharon enverra Tsahal réinvestir les territoires palestiniens, et ses chars assiéger la Mouqata'a, le QG de Yasser Arafat à Ramallah, dans lequel il s'est barricadé. Là, le vieux leader palestinien finira par ne plus rien maîtriser.

Shaul Mofaz : « Arafat a initié les attentats suicides en donnant son feu vert au Hamas. Mais il y avait une sorte de compétition entre lui et le cheikh Yassine, si bien que les choses se sont emballées, et la confusion s'est installée. Au bout d'un moment, Arafat ne dirigeait plus la guerre menée contre les citoyens israéliens. Il ne pouvait organiser ce qui se passait. Lorsque nous avons entamé le projet d'une barrière de sécurité qui a ensuite permis de faire cesser les attentats, Arafat était

prisonnier de son palais présidentiel. Il avait perdu tout contrôle. »

Pour s'extraire de la spirale de la violence, Israël exécutera le cheikh Yassine. Après une première tentative qui blesse légèrement le chef du Hamas, Ahmed Yassine est tué par des missiles tirés depuis des hélicoptères de combat le 22 mars 2004. Yasser Arafat, le vieux chef de guerre assiégé à Ramallah, malade, épuisé, finira par quitter la scène la même année, suivi deux ans plus tard de son adversaire de toujours, Ariel Sharon, terrassé par une attaque cérébrale[15].

1- L'une des plus fortes densités humaines au monde – un million et demi de personnes sur un territoire de 360 $km^2$, coincées entre la Méditerranée, Israël et l'Égypte.

2- Hassan Balawi, *Gaza, dans les coulisses du mouvement national palestinien,* Denoël, 2008, pp. 71-72.

3- Entretien avec l'auteur le 17 septembre 2010.

4- Hassan Balawi, *op. cit.*, p. 18.

5- Entretien avec l'auteur le 15 septembre 2010.

6- Entretien avec l'auteur le 16 septembre 2010.

7- La « Pâque juive » ; l'une des trois fêtes, prescrites par la Bible, célébrant l'Exode hors d'Égypte.

8- Entretien avec l'auteur le 15 septembre 2010.

9- Entretien avec l'auteur le 17 septembre 2010.

10- Rehavam Zeevi qui, avant de décrocher le ministère du Tourisme dans le gouvernement d'Ariel Sharon, avait recueilli les aveux de Kozo Okamoto, le seul rescapé des trois terroristes japonais ayant perpétré au mois de mai 1972 le massacre de l'aéroport de Lod revendiqué par le FPLP.

11- Entretien avec l'auteur le 20 septembre 2010.

12- Hassan Balawi, *op. cit.*, p. 141-142.

13- Entretien avec l'auteur le 25 septembre 2010.

14- Entretien avec l'auteur le 15 septembre 2010.

15- L'ancien Premier ministre israélien est toujours dans le coma. Il existe très peu de chances qu'il se réveille un jour. Voir à ce propos *Le dernier combat d'Ariel Sharon*, diffusé sur Arte en mai 1968.

# 7
# 11 Septembre 2001

*« C'était quelque chose d'immense et d'insolite. »*
Louis NAPOLI

Le 12 septembre 2000, le destroyer américain *USS Cole*, transportant des missiles mer-mer et sol-air, mouille au large des côtes yéménites. Il s'apprête à prendre le large quand les hommes d'équipage aperçoivent de loin une barque de pêche se dirigeant vers eux. Arrivée à hauteur du navire, la barque s'immobilise. Les deux hommes à son bord sourient aux marins qui montent la garde et leur font un signe de salut. Puis ils se mettent au garde-à-vous. La barque est si près de la coque du navire américain qu'elle disparaît de la vue des marins. Quand ils se penchent pour la chercher du regard, c'est l'explosion. Une explosion de très forte intensité, qui balaye les voitures garées dans le port, à trois kilomètres de là. Les marins qui s'étaient penchés sur le pont ont été happés par la bombe qui éventre le destroyer, créant un trou béant de quinze mètres sur quinze en son flanc. Dix-sept membres d'équipage ont été tués sur le coup. Il y a trente-neuf blessés.

John O'Neill, le commandant en chef des opérations de la cellule antiterroriste du FBI, qui a déjà compris qu'il s'agit d'un attentat d'Al-Qaida, se rend immédiatement sur place. Il ne tardera pas à faire le lien avec Ben Laden. À côté des deux kamikazes déchiquetés par l'explosion, un troisième homme, Fahd al-Quso, arrêté par la police yéménite, était chargé de filmer l'explosion. On retrouve les images qu'il a filmées dans ses affaires. Après avoir donné plusieurs versions de son implication dans l'attentat, Quso reconnaîtra avoir remis trente-six mille dollars à un certain « Khallad » à Bangkok, que le FBI identifiera comme le « garçon de course » de Ben Laden à Kandahar.

Pendant ce temps, en Afghanistan, Ben Laden fête le succès de l'opération. Il affirmera que « le destroyer représentait le capital occidental, et la barque représentait Mahomet[1] ». L'objectif de cet attentat, c'était encore de défier les États-Unis pour l'attirer dans le piège afghan. « Sa stratégie consiste [...] à provoquer une invasion ; après quoi les moudjahidin tomberaient en masse sur les soldats et les saigneraient jusqu'à ce que, succombant à ses blessures, l'Empire américain tout entier s'affaisse[2] », écrit Wright. Mais l'Amérique ne répliquera pas à la provocation de Ben Laden. La prochaine fois, pense-t-il, sera la bonne.

L'attentat contre l'*USS Cole* était un signal. Or, c'est aussi à partir de là que la machine du renseignement américain va commencer à s'enrayer. La CIA, qui avait placé des membres du réseau sur écoute, savait qu'une réunion d'Al-Qaida, préalable à l'attaque du navire de guerre, s'était tenue en Malaisie. L'Agence savait que deux hommes, Khalid al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, dont l'un avait rencontré Quso à Bangkok, étaient depuis entrés aux États-Unis. S'ils ignoraient qu'ils seraient deux des cinq kamikazes du vol 77, qui s'écraserait un an plus tard contre une aile du Pentagone, ils connaissaient leurs liens avec la mouvance jihadiste. Mais, du fait de la compétition faisant rage entre les deux grands services de renseignements américains, ils ne communiqueront jamais ces informations au FBI. Pourtant, si O'Neill les avait reçues, il aurait fait le lien avec l'attentat contre l'*USS Cole*. Il aurait placé ces deux individus sous surveillance. Il aurait probablement été à même d'empêcher ce qui arriverait ensuite. Quant à Ben Laden, s'il est clair pour tout le monde qu'il est le commanditaire de l'attentat, le processus de décision au sein d'Al-Qaida, très innovant, rendra aux enquêteurs américains plus difficile la tâche de lui imputer la responsabilité des opérations.

« Al-Qaida a développé un principe de "centralisation de la décision et décentralisation de l'exécution" : Ben Laden choisit les cibles, désigne les responsables et fournit au moins une partie des fonds. La planification et la méthode de l'attentat sont laissées au choix des exécutants[3]. »

Une époque est révolue. Une autre attend son avènement. Elles se télescopent au tournant du millénaire. Un mois après l'attentat contre l'*USS Cole*, rentrée au Japon sous une fausse identité après trente ans de cavale internationale, Fusako Shigenobu est arrêtée à Osaka. Le leader historique de l'Armée rouge japonaise, l'organisation qui avait planifié le premier attentat suicide à l'aéroport de Lod en 1972, est placé en détention le 8 novembre 2000. Le jour de l'élection de George W. Bush à la présidence des États-Unis. Au premier jour de son procès, elle déclare publiquement la « dissolution de l'Armée rouge japonaise ».

Vient l'année 2001. En Afghanistan, les grands bouddhas de Bamiyan, vieux de quinze siècles, classés au patrimoine de l'humanité, sont dynamités au mois de mars par les talibans. Comme une déclaration de guerre à l'Occident, elle dit : « Vos trésors sont des idoles. Ce qui n'est pas islamique doit disparaître. » Et, le 9 septembre, le commandant Massoud, le héros de l'Alliance du Nord en guerre contre les talibans, l'homme des Américains, est tué dans un attentat suicide. Deux événements distincts, et pourtant deux signes d'un même présage. Peu de temps avant d'être assassiné par deux terroristes qui se sont fait passer pour des journalistes d'une télévision arabe, afin de l'approcher au plus près, une bombe cachée dans leur caméra, Ahmad Shah Massoud avait averti les Américains qu'Al-Qaida préparait quelque chose. Des attentats qui seraient perpétrés sur leur sol, plus dévastateurs que ceux contre leurs ambassades d'Afrique de l'Est. Mais la lutte contre le terrorisme n'était pas la priorité de la nouvelle administration Bush. Les messages d'alerte de Massoud restèrent lettre morte. Ils étaient pourtant corroborés par d'autres renseignements tout aussi inquiétants. Un ministre taliban, par peur de possibles représailles des USA, avait au même moment confié au consul général américain de Peshawar, et à celui des Nations unies à Kaboul, qu'Al-Qaida préparait une terrible frappe contre les États-Unis. De leur côté, les services de renseignements jordaniens en avaient appris le nom de code. Ils le transmirent aux Américains qui n'en tinrent pas plus compte que du reste. Selon les Jordaniens, cette opération avait été baptisée « La grande noce ».

## « La grande noce »

Ce matin-là, comme celui des attentats contre les ambassades de Dar es Salam et de Nairobi, l'agent John Anticev était au volant de sa voiture, roulant vers le centre d'affaires de New York, où sont situés les locaux du FBI, au 23e étage du 26 Federal Plaza. Nous sommes le 11 septembre 2001.

« Je ne faisais plus partie de la cellule d'enquête antiterroriste. Après les attentats contre les ambassades américaines, j'avais voulu revenir à un bon vieux travail de police au sein du FBI. J'avais quitté la JTTF, la cellule antiterroriste, et je travaillais depuis quelques années sur le crime organisé. J'étais dans ma voiture, je venais de Brooklyn en passant par le World Trade Center[4]. »

À 8 h 46, après avoir descendu la rampe du parking, John gare sa voiture dans les sous-sols du Federal Plaza. Il n'entend pas le bruit sourd provenant des derniers étages de la tour Nord du World Trade Center, pourtant à deux pas de là, ni ne sent l'onde de choc qui vient de secouer Manhattan. Quand il sort du parking, il se retrouve au milieu d'un gigantesque mouvement de foule.

« Les rues étaient envahies de gens qui couraient vers le nord, dans le sens opposé aux tours. J'ai aperçu un ami ; son visage était décomposé. Il est venu vers moi et il m'a dit : "Un avion vient de frapper le Trade Center…" J'ai pensé qu'il s'agissait certainement d'un accident. Le pilote un peu dingue ou inexpérimenté d'un petit avion qui avait malencontreusement heurté la façade de la tour. Mais, de là où j'étais, je ne voyais pas le Trade Center. J'ai marché vers le sud, jusqu'à Broadway. Quand il m'est enfin apparu et que j'ai vu la taille du trou, je me suis dit : "Ce n'est pas un petit avion qui a fait ça. C'est quelque chose de grand ; et ce n'est pas un accident." Ça ne pouvait pas être le cas par un temps aussi dégagé. Il faisait un beau ciel bleu, sans un nuage à l'horizon. Il s'agissait forcément d'une attaque. Mon frère est aussi un agent du FBI qui travaille sur le terrorisme. Alors je suis allé le trouver… »

John regarde son ancien coéquipier à la JTTF, l'agent Louis Napoli, assis à ses côtés dans ma chambre d'hôtel où nous nous sommes repliés pour poursuivre l'interview, avant d'ajouter : « Et je t'ai trouvé, toi. »

« J'étais sur l'affaire Abdel Rahman/Lynne Stewart[5], enchaîne Napoli. Nous en étions encore dans la phase de surveillance, en train de rassembler des preuves. Je travaillais là-dessus à mon bureau quand c'est arrivé. J'ai entendu l'explosion. Cela ne ressemblait pas au bruit d'une explosion ; c'était quelque chose d'immense et d'insolite. Ma fenêtre donne sur le Trade Center. De là, je peux voir les deux tours. Le ciel était plein de débris. Je n'ai pas compris tout de suite qu'ils provenaient du World Trade Center. Alors, quand j'ai regardé à droite, et que j'ai vu les flammes sortir de la tour une, à ce moment-là, mon cœur s'est arrêté. Parce que mon fils travaillait au 97e étage, précisément à l'endroit de l'impact de l'avion. J'ai immédiatement décroché le téléphone et j'ai composé le numéro de la maison. Dieu merci, c'est lui qui a répondu ! Il était toujours en retard au travail[6]. »

Les yeux rivés à la fenêtre du Bureau, Louis Napoli, maintenant entouré d'autres agents du FBI, voit soudain un second avion s'approcher de la tour Sud : « Alors que nous nous trouvions là, à regarder la tour une, avec toute la fumée qui en sortait, nous avons aperçu cet autre avion qui approchait en effectuant un virage. On ne pouvait pas en croire nos yeux. Il a tourné, ensuite il s'est redressé, et il a foncé à pleine vitesse sur la tour. Lorsque l'avion a frappé le deuxième bâtiment, il n'y avait plus de si, il n'y avait plus de mais ; nous savions tous ce qui était en train de se passer. »

Il est 9 h 03.

« Les patrons sont venus vers nous, et ils ont dit : "On va descendre au Trade Center, voir si on peut se rendre utiles…" »

« À ce moment-là, se souvient John Anticev, l'un des *big boss* a dit : "Que tous les agents qui bossent sur le terrorisme me

suivent !” Je l’ai regardé. Nos regards se sont croisés. Et il a dit : “Toi, tu viens avec moi.” Ce jour-là, j’ai quitté le crime organisé. J’étais de retour à la JTTF. »

« En bas, c’était la catastrophe, les rues étaient jonchées d’un tas de débris, il y avait des morceaux de corps humains, se souvient Louis. On a vu des choses tomber des fenêtres que nous prenions pour des meubles, jusqu’à ce qu’on aperçoive des bras bouger. À ce moment-là, nous avons compris que c’était des gens. On entendait le bruit de l’impact quand ils touchaient le sol. Un vrai cauchemar. Je suis allé trouver notre chef d’équipe qui se tenait à l’angle de la rue, et je lui ai suggéré de contrôler les véhicules parce qu’Al-Qaida est connue pour placer des charges explosives en soutien qu’ils font exploser à l’arrivée des forces de l’ordre. Il m’a répondu que c’était en cours. Et, au moment où il me disait cela, les pompiers qui étaient dans la rue se sont mis à crier : “Courez ! Le bâtiment va s’effondrer !” On a levé les yeux. Nous étions fixés jusque-là sur la tour une, et nous n’avons rien vu venir. Et, quand on a fait demi-tour, on a vu cet énorme, ce gigantesque, il n’y a pas assez d’adjectifs pour décrire ce grand nuage blanc, avec comme du rouge à l’intérieur, qui a commencé à tomber, qui a recouvert l’église – je pense que c’était Trinity Place –, avant de débouler sur nous. John et moi, nous avons commencé à courir. Nous nous sommes réfugiés dans un immeuble qui se trouvait à environ deux blocs de là. À peine y étions-nous entrés qu’on a entendu un grand vacarme de l’autre côté de la porte. Ça faisait “Vooom !”, un son comme ça. Quelqu’un a crié que la tour était sur le point de s’écrouler sur le bâtiment où nous nous trouvions. Nous sommes tous descendus en courant dans les sous-sols. Les pensées se sont mises à tourner dans ma tête ; mon fils était en retard au travail, il était sauf. Rien à craindre de ce côté-là. Ensuite je me suis dit que cela allait prendre pas moins de six mois pour déblayer tout ce bordel, parce que j’avais compris que le building, le Trade Center, était en train de s’effondrer. On est restés environ quinze minutes cachés dans les sous-sols, puis on est remontés, et on est sortis dans la rue.

Tout était blanc, tout était recouvert d'une sorte de poudre blanche. »

« Tout était calme. Comme un silence mort. Comme dans un bocal. – Comme quand il vient de neiger…, ajoute Anticev – Exactement ! On est sortis de là en passant par Broadway pour rejoindre le Bureau. Alors qu'on était en chemin, on a entendu qu'un troisième avion venait de s'écraser contre le Pentagone… »

À 9 h 37, un vol de la United Airlines à destination de Los Angeles qui a décollé avec dix minutes de retard de Washington, transportant trente-sept passagers et six membres d'équipage, se pulvérise contre l'aile Ouest du Pentagone, le quartier général des armées américaines. Vingt minutes plus tard, un quatrième avion, le vol 93 d'United Airlines, parti du New Jersey à destination de San Francisco, viendra s'écraser dans une plaine de Pennsylvanie, près de Pittsburg. Grâce aux communications émises par les téléphones portables des passagers, on apprendra qu'ils se sont révoltés contre les quatre terroristes, parvenant à détourner l'engin de sa cible initiale qui aurait dû être (selon le témoignage ultérieur du présumé cerveau des attentats, Khalid cheikh Mohammed) le Capitole. Ce sont les symboles et le centre même du pouvoir fédéral américain qui étaient visés.

« On essayait de digérer tout ça le plus rapidement possible, poursuit Napoli. Aucune expérience préalable, aucune enquête dans laquelle nous avions été impliqués ne nous avait préparés à quelque chose d'aussi massif, rapide et destructeur. Au milieu du chaos, dans les rues recouvertes de ce nuage épais et blanc et d'un tas de gravats, on entendait partout des petites sonneries aigües, émises par les pompiers restés piégés sous les décombres. Parce que lorsqu'un pompier cesse de bouger, une petite balise sur lui émet un signal, un bip signalant qu'il a besoin d'aide. Mais il n'y avait rien que nous puissions faire. Avec les autres enquêteurs, nous sommes remontés au Federal Plaza. Plus rien ne fonctionnait. Aucune communication, aucun téléphone portable. On a quand même tenté de s'organiser et de se mettre au travail… C'était le 11 septembre 2001. »

## Les ratés du renseignement américain

Le bureau du Federal Plaza étant inopérant, 750 agents du FBI et plus de 400 autres policiers se rabattent sur l'*USS Intrepid*, un porte-avions muséifié que l'on reconvertit en quartier général des investigations sur les attentats du 11-Septembre. L'enquête ouverte dans l'heure qui suit permet au FBI d'identifier les terroristes et de retracer leurs parcours. Dans les soixante-douze heures suivantes, l'organisation rend publics les noms des dix-neuf kamikazes.

Le vol 11 d'American Airlines, le premier à s'être fracassé contre la tour Nord du World Trade Center, un Boeing 767 transportant quatre-vingt-un passagers et onze membres d'équipage, a été détourné, après quinze minutes de vol, par l'Égyptien Mohammed Atta et les Saoudiens Satam al-Suqami, Walid al-Shehri, Wail al-Shehri et Abdelaziz al-Omari. Le vol 175 de la United Airlines transportant cinquante-six passagers et neuf membres d'équipage, le second Boeing 767 qui a frappé la tour Sud du World Trade Center, parti de Boston à 8 h 14, a été détourné après une demi-heure de vol par les Émiriens Marwan al-Shehhi, Fayez Banihammad et les Saoudiens Mohand al-Shehri, Ahmed et Hamza al-Ghamdi. Les kamikazes du vol 77 qui s'est écrasé contre le Pentagone, Hani Hanjour, Nawaf et Salem al-Hazmi, Khalid al-Mihdhar et Majed Moqed, étaient tous saoudiens ; ceux du vol 93, qui s'est écrasé en Pennsylvanie, étaient les Libanais Ziad Jarrah et Ahmed al-Nami, et les Saoudiens Said al-Ghamdi et Ahmed al-Haznawi. Après que les autorités eurent bouclé tous les aéroports et détournés ceux déjà en vol vers le Canada, les enquêteurs de New York, de Washington et de Pennsylvanie récupérèrent les boîtes noires des avions piratés, passant aussi au peigne fin les débris, à la recherche d'indices.

Après l'émotion internationale suscitée par les attentats vient l'heure des interrogations et des règlements de comptes. Les pirates de l'air, tous issus de bonnes familles de la bourgeoisie des pays du Golfe ou du Moyen-Orient, élevés dans le confort occidental, qui ont pour la plupart fait des études supérieures, avaient été recrutés un an auparavant à Hambourg, puis formés aux États-Unis dans différentes écoles de pilotage.

La CIA connaissait l'identité de certains d'entre eux. Une question devient alors obsédante pour le public américain, mais aussi pour les enquêteurs des services de renseignement et de sécurité américains : les attentats auraient-ils pu être déjoués ?

« Le FBI a été sévèrement critiqué pour ne pas avoir empêché cela. Il faut reconnaître que si la CIA et le FBI avaient croisé leurs informations, cela aurait été possible, admet John Anticev. Hazmi et Mihdhar, deux des kamikazes, étaient présents depuis un an sur le sol américain – une information connue de la CIA. Si nous l'avions su, cela aurait peut-être changé les choses. Car nous aurions enquêté sur leurs activités, nous aurions su qu'ils prenaient des cours de pilotage, nous les aurions peut-être interrogés, et nous aurions pu intercepter certaines de leurs communications. Mais je tiens à dire que l'arrestation et les poursuites engagées contre le Cheikh aveugle, l'affaire sur laquelle nous avions travaillé, la pénétration du premier cercle autour d'Omar Abdel Rahman, tout cela a provoqué un changement de tactique de la part d'Al-Qaida. Et si vous observez le complot qui a conduit aux attentats du 11-Septembre, vous verrez qu'il a été conçu, que toute sa logistique a été mise au point en Allemagne. Et quand les auteurs du crime se sont installés aux États-Unis, il leur avait été expressément ordonné de ne pas fréquenter les mosquées, de ne tisser aucun lien d'amitié avec la population locale. L'Amérique forme des pilotes du monde entier. Imaginez ce que l'on aurait dit si nous avions interrogé chaque Arabe ou chaque musulman, uniquement parce qu'il voulait devenir pilote dans son propre pays. Cela aurait eu des répercussions en termes de libertés civiles et sur notre conception de la justice. »

« Et puis il est toujours facile de refaire le film après coup, ajoute Louis : en remontant jusqu'au premier attentat contre le World Trade Center, en revenant à Sayyid Nosair, à l'année 1988, quand nous avons découvert dans son appartement, parmi vingt-sept boîtes de documents et de matériels saisis, les cahiers sur lesquels étaient rédigés des projets d'attentats, que nous avons vu qu'ils projetaient des attaques contre les plus hauts buildings de New York, qu'il y avait des notes manuscrites au stylo à côté de la référence à certaines tours, dont le Trade Center, on pourra toujours dire que si nous y avions prêté plus d'intérêt, nous aurions même pu éviter ce premier attentat. Mais, dans ce cas, qu'aurions-nous dû faire ? Placer sous surveillance policière le World Trade Center, l'Empire State building et toutes les autres tours de New York ? C'est une question de perception. Après coup, on peut tout envisager, y compris ce qu'il fallait faire. »

Marc Sageman, qui a quitté la CIA après la victoire des moudjahidin en Afghanistan, est plus sévère : « Les ratés du renseignement américain dans la catastrophe du 11-Septembre sont accablants. L'attentat contre l'*USS Cole* avait permis de mettre au jour un nombre incroyable d'indices sur ce qui était arrivé et sur ce qui se préparait. Des signaux en provenance de l'étranger, de l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes avaient également été émis, attestant de la possibilité de ces attentats.

« Le problème, c'est que certains de ces renseignements étaient entre les mains du FBI, d'autres de la CIA, d'autres encore de la NSA [National Security Agency] et de différents services. La communauté américaine du renseignement est très compartimentée. À la tête de chacun de ces services, on pense que l'information, c'est le pouvoir, un pouvoir que personne ne veut partager. Et je dois dire que cela n'a pas fondamentalement changé depuis. Les dix années qui se sont écoulées ont été employées à modifier cette situation, mais une culture telle que celle-ci est très difficile à modifier. Et, même si les services de renseignements américains sont aujourd'hui encouragés à partager leurs informations, ce n'est toujours pas le cas.

« Ceci étant dit, je suis d'accord avec les conclusions du rapport de la Commission 9/11 qui affirme que c'est avant tout l'échec de l'imagination. Tous les signaux indiquaient qu'Al-Qaida préparait quelque chose. Mais parce que les précédentes opérations menées jusque-là par l'organisation avaient eu lieu à l'étranger, personne n'a pris la peine d'imaginer que celle-ci interviendrait aux États-Unis, à New York. Ils n'ont pas pris la peine de lire entre les lignes du scénario que dessinait l'assemblage des indices récoltés, et qui indiquait autre chose que ce à quoi ils étaient habitués. Cette incapacité à croiser et à relier les indices est une spécialité du renseignement américain. Je vous rappelle qu'à Noël 2009, un Nigérien a tenté de se faire exploser dans un avion. Un mois auparavant, en novembre, son père s'était présenté à l'ambassade américaine à Lagos pour nous dire que son fils suivait une mauvaise pente. Il a dit avoir peur qu'il soit un terroriste. Il nous a fourni toutes les informations nécessaires. Nous savions qu'il était sans doute passé par le Yémen. Mais rien n'y a fait, et nous n'avons pas été en mesure de l'arrêter. Toutes les théories conspirationnistes qui ont fleuri ces dix dernières années surestiment notre capacité à anticiper des attentats tels que ceux du 11-Septembre. Les adeptes de la théorie du complot ne comprennent pas comment fonctionne le gouvernement. Ils ne voient pas que nos services de renseignement sont beaucoup trop grands, beaucoup trop confus, qu'ils sont submergés d'éléments d'information parmi lesquels ceux qui sont les plus importants se retrouvent noyés dans une mer d'insignifiance[7] ! »

## Le duel perdu de John O'Neill

Un homme, un membre de la JTTF, l'une des figures clés de la cellule I-49 du FBI avait relié entre eux les différents indices à sa disposition. Lui avait compris que la menace était imminente, et que la cible privilégiée des terroristes islamistes demeurait le World Trade Center. L'agent spécial John O'Neill, du Bureau

fédéral des investigations de New York jusqu'en 2001, l'un des supérieurs d'Anticev et de Napoli, savait.

Mais ses relations pour le moins difficiles avec sa hiérarchie et le Gouvernement fédéral, de fâcheux impairs et le caractère dissolu de sa vie personnelle avaient fini par avoir raison de sa crédibilité, comme de son poste au FBI.

Né à Atlantic City en 1952 dans une famille modeste d'origine irlandaise, John O'Neill rêvait depuis l'enfance de devenir un agent du FBI. Pour cela, il avait mis tous les atouts de son côté, obtenant, entre autres, une licence d'administrateur juridique, et un master de médecine légale. Dès ses premières années d'études à l'Université américaine de Washington DC, en 1971, il avait commencé à travailler pour le Bureau fédéral qui devait officiellement l'embaucher cinq ans plus tard.

O'Neill avait ensuite gravi les échelons de manière exemplaire. Quand il fut promu chef de cellule au Bureau de Chicago en 1991, ses états de service étaient déjà bien fournis. Il avait mené plusieurs enquêtes délicates dans des domaines aussi variés que la corruption et les malversations de la criminalité « en col blanc », le crime organisé, ou le terrorisme anti-avortement des organisations *Pro-life*.

En 1995, il était retourné à Washington pour prendre ses nouvelles fonctions à la tête de la section antiterroriste. C'est là qu'il avait commencé à travailler sur la mouvance jihadiste. D'abord sur le premier attentat contre le World Trade Center, parvenant à faire arrêter l'un de ses auteurs au Pakistan, Ramzi Yousef, puis à le faire extrader vers les États-Unis pour y être jugé, s'investissant ensuite comme personne dans l'enquête sur l'attaque des Tours Khobar en Arabie saoudite – un attentat suicide perpétré à l'aide d'un camion-citerne, qui avait provoqué la mort de 19 Américains, 1 Saoudien, faisant 372 blessés.

Quand il est muté en 1997 à la cellule antiterroriste du bureau new-yorkais, il est persuadé qu'Al-Qaida représente la menace ultime pour les États-Unis. Une conviction qu'à l'époque il est à peu près le seul à avoir. « O'Neill redoute particulièrement qu'Al-

Qaida choisisse l'occasion de l'approche du millénaire pour déclencher sa guerre contre l'Amérique. Il est certain que les terroristes islamistes ont installé des têtes de pont en Amérique, mais c'est très en deçà de ce que veut bien admettre la direction du FBI. Lors des réunions à la Maison-Blanche, le directeur Freeh répète avec insistance qu'Al-Qaida ne constitue aucune menace intérieure[8]. »

O'Neill consacre tout son temps à la traque de Ben Laden, s'isolant de lui-même au sein du FBI. « John travaillait sans compter les heures, se souvient Louis Napoli. On pouvait le voir jusqu'à 23 heures parler à des ambassadeurs étrangers, passer des coups de fil au Yémen, en Arabie saoudite, là où les choses se passaient. John essayait en permanence de faire front à Al-Qaida, d'avoir toujours une longueur d'avance. Il avait compris la nature d'Al-Qaida, celle de l'islam radical, et les dangers que nous encourions si on ne prenait pas cette question à bras-le-corps. »

Mais ses rapports avec Scheuer, le chef de la CIA – avec laquelle il collaborait au sein de la JTTF –, comme avec ses supérieurs sont de plus en plus conflictuels. Le sanctionnant pour son attitude jugée trop personnelle, ses supérieurs lui retirent l'enquête sur les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es Salam, et ouvrent une investigation interne au FBI contre lui. Elle fera apparaître au grand jour un mode de vie dissolu : O'Neill était criblé de dettes, vivant très au-dessus de ses moyens. Il collectionnait les relations extraconjugales, promettant d'épouser chacune de ses maîtresses, bien qu'il fût marié et père de deux enfants. O'Neill est déjà sur la sellette puisqu'il enchaîne les impairs, oubliant par exemple son Palm Pilot – qui contient les contacts de son réseau policier dans le monde – au stade lors d'un match des Yankees ! Il utilise également sa voiture de service pendant ses congés – cela lui vaudra un blâme et une retenue sur salaire –, ou égare sa mallette au cours d'une réunion du FBI en Floride. Dans son attaché-case se trouvaient des documents particulièrement sensibles, notamment le rapport annuel de son antenne contenant dans le

moindre détail les opérations de sécurité nationale en cours à New York. Il est obligé d'en rendre compte à ses supérieurs. On retrouvera la mallette deux heures plus tard dans un hôtel. Par chance, aucun document n'a disparu. Mais, pour ses pairs, la note commence à être salée. On lui confiera néanmoins l'enquête sur l'*USS Cole*, au Yémen, qu'il dirigera d'une main de maître. Mais son séjour d'un mois à Aden lui vaut de nouvelles et puissantes inimitiés. O'Neill entre en conflit majeur avec Barbara Bodine, l'ambassadrice américaine au Yémen, qui ne partage pas sa manière de mener les interrogatoires, ni son mépris des canaux hiérarchiques. À son retour à New York, O'Neill est une nouvelle fois déchargé de l'enquête ; Barbara Bodine ayant mis en œuvre tous les moyens à sa disposition pour le bloquer.

Quand Mark Rossini, qui a été promu à la direction de la cellule I-49 du FBI – l'équipe du FBI au sein de la JTTF – et qui considère O'Neill comme son mentor, apprend que Nawaf al-Hazmi et Khalid al-Mihdhar, deux membres d'Al-Qaida liés à l'enquête sur l'*USS Cole*, deux des futurs kamikazes du 11-Septembre, viennent d'entrer aux États-Unis, son sang ne fait qu'un tour. Il envoie immédiatement un message à O'Neill pour lui faire part de cette découverte. Mais des agents de la CIA interceptent le message. O'Neill ne le recevra jamais.

« En retenant le cliché où Khallad [le garçon de course de Ben Laden] apparaît debout derrière les futurs pirates de l'air, la CIA met l'enquête du FBI sur le *Cole* dans l'impasse et permet la bonne poursuite des préparatifs du 11-Septembre. [...] La CIA s'était [...] empressée d'institutionnaliser le cloisonnement qui la séparait du FBI. La formule employée à la réunion du 11 juin par le responsable de l'Agence pour justifier son refus de livrer l'identité des hommes sur les photos est que cela compromettait "des sources et des méthodes sensibles"[9]. »

Peu après, pendant qu'il prend des vacances en Espagne, un agent du FBI de Phoenix adressera un message électronique au Bureau de New York, dans lequel il écrit : « L'objet de la présente

communication est d'avertir le FBI et New York de la possibilité qu'Oussama ben Laden tente d'envoyer de façon coordonnée des étudiants s'inscrire dans des écoles et des instituts de pilotage aux États-Unis. » Ce courriel, O'Neill n'en sera pas plus informé. Or, si ces deux éléments lui étaient parvenus, O'Neill aurait assurément mené une enquête. Considéré comme le « Monsieur Ben Laden[10] » du FBI, il aurait à coup sûr placé Hazmi et Mihdhar sous surveillance. Et il aurait très vraisemblablement pu déjouer le complot du 11-Septembre !

« O'Neill n'a sans doute pas que des qualités et il ne fait certainement pas l'unanimité, mais personne au FBI n'est à la fois aussi puissant et concerné que lui, ni aussi capable de mettre bout à bout les fragments d'indices que retient la CIA et de diriger le coup de filet à l'échelle nationale qui empêcherait le 11-Septembre[11] », écrit Lawrence Wright. Mais il est déjà trop tard.

En août 2001, l'affaire de l'attaché-case et l'enquête interne dont O'Neill a fait l'objet sont révélées par le *New York Times*. C'est l'occasion rêvée pour la nouvelle administration Bush qui le déteste et n'attendait qu'une occasion pour se débarrasser de lui. O'Neill est poussé à la retraite. Pour les anciens agents du FBI, la retraite n'est qu'une étape. La plupart retrouvent un travail de sécurité dans le privé, où ils sont deux fois mieux payés qu'au Bureau fédéral. Avec son CV, O'Neill a l'embarras du choix. Il choisit de devenir chef de la sécurité du World Trade Center. Sa candidature est aussitôt acceptée. Nous sommes moins d'un mois avant les attentats. Alors qu'il range ses affaires et s'apprête à quitter son bureau de la Federal Plaza, Mark Rossini vient le trouver et lui dit en blaguant : « Là au moins, tu seras à l'abri. Ils ont déjà essayé de le faire sauter. » O'Neill lui répond : « Ils essaieront encore. Ils n'arrêteront jamais d'essayer de faire sauter ces tours-là[12]. »

Le 23 août 2001, le lendemain de son départ du FBI, O'Neill prend ses nouvelles fonctions au World Trade Center. Il s'installe dans un spacieux bureau du 34e étage de la tour Nord. Après les

intrigues de bureau, les conflits hiérarchiques et des complications dans sa vie personnelle, O'Neill a l'air soulagé, heureux de son nouveau travail, même si Ben Laden demeure toujours une obsession qu'il tente maintenant de refouler.

Le 10 septembre, un de ces amis, Robert Tucker, lui rend visite dans ses bureaux. O'Neill est fier de lui montrer son nouveau domaine : six hectares, sept bâtiments et neuf cent mille mètres carrés de bureaux. Il a l'air serein. En fin de journée, ils vont boire un verre au China Club, une boîte de nuit du centre de Manhattan. O'Neill confie alors à Tucker qu'il se prépare quelque chose de gros, probablement une attaque telle qu'Al-Qaida n'en a jamais commis par le passé. « Ça nous pend au nez[13] », lui dit-il.

Le lendemain, quand le premier avion s'encastre dans la tour Nord, cinquante-huit étages au-dessus de son bureau, O'Neill descend immédiatement sur le parvis pour constater les dégâts, puis il procède à l'évacuation des enfants de la garderie qu'abrite l'une des tours. De nouveau dans la rue, son téléphone sonne. Son épouse. Elle est en larmes. O'Neill la rassure, il est sain et sauf. Autour de lui, les gens sont hébétés. Il distingue dans la fumée ceux qui se jettent de la tour en flammes… et les cadavres à ses pieds. Puis l'avion frappant la deuxième tour. O'Neill décide de remonter dans la tour Nord. Son portable est saturé d'appels de proches, et aussi de ses amis de la cellule d'enquête du FBI. O'Neill n'y répondra jamais.

« Le plus tragique, conclut Napoli, ce fut de voir Ben Laden, que John avait passé dix ans de sa vie à pourchasser, à peine deux semaines après avoir pris sa retraite, le rattraper au World Trade Center. Car c'est là qu'il est mort, dans les tours du World Trade Center quand elles se sont effondrées. John avait fourni tellement d'efforts à essayer de capturer Ben Laden. C'était ironique et désolant d'apprendre sa mort, de le voir perdre son duel. »

Dans les attentats 2 996 personnes ont été tuées, dont les 19 terroristes. John O'Neill faisait partie du nombre. À Kandahar, Ben Laden savoure le succès des opérations. Sur une vidéo non

datée, filmée par l'un de ses partisans, on le voit jubiler en expliquant à l'un de ses hôtes, un religieux saoudien et paralytique nommé Khaled ben Ouda ben Mohammed al-Harby, sa conception des attentats ayant conduit à l'effondrement des tours jumelles : « On avait calculé par avance les dommages subis par l'ennemi, le nombre de morts, en se fondant sur la situation des tours. On avait calculé que trois ou quatre étages seraient touchés au moment de l'impact. J'étais le plus optimiste, vu mon expérience en la matière [dans le bâtiment]. J'avais pensé que le feu provenant du gaz des réacteurs ferait fondre la structure métallique du bâtiment, et que la zone où est entré l'avion ainsi que les étages supérieurs allaient s'effondrer. Mohammed Atta, un membre égyptien d'Al-Qaida, conduisait le groupe. On ne leur a révélé l'objectif de la mission que lorsqu'ils sont montés dans les avions. »

Le 7 octobre, alors même que la riposte contre l'Afghanistan vient d'être déclenchée par les forces américaines et britanniques, sur un enregistrement diffusé par la chaîne d'information qatari Al-Jazira, Ben Laden déclare : « Ses plus grands édifices sont détruits. Que Dieu soit loué pour cela ! Du nord au sud, d'est en ouest, voilà l'Amérique gagnée par la peur. Que Dieu soit loué pour cela ! Ces événements ont divisé le monde en deux camps, celui des infidèles (que Dieu nous épargne d'eux !) et celui des croyants. Chaque musulman doit s'empresser d'apporter la victoire à sa religion. Les vents de la foi se sont levés. »

## Le réseau financier

En pistant l'argent de Ben Laden, le FBI découvre que, derrière leur façade caritative, une kyrielle d'organisations finance le terrorisme. Basées dans les pays du Golfe, elles comptent des antennes partout dans le monde. Toutes sont issues des Frères musulmans.

« Nous avons découvert que de nombreuses organisations caritatives avaient deux visages, déclare John Anticev. Certaines

d’entre elles proposaient de prétendus programmes humanitaires destinés à des veuves et à des orphelins – les veuves et les orphelins de moudjahidin ! Une grande partie de cet argent était en réalité versée à Al-Qaida. J’ai voyagé dans différents pays pour traquer son financement. »

« La vitrine était humanitaire, poursuit Napoli, mais en fouillant l’arrière-salle d’un grand nombre de ces organismes, on pouvait facilement voir que l’essentiel de l’argent allait vers les camps, qu’ils finançaient l’installation de ces camps, l’achat des armes. Et leurs cadres recevaient un salaire pour faire cela, ainsi que les chefs de cellule de différents pays. »

L’Islamic Relief ou IIRO (Organisation internationale islamique du secours) est une organisation humanitaire issue des Frères musulmans ayant fait l’objet d’une enquête au lendemain du 11-Septembre. Elle s’est développée dans le sillage du Croissant-Rouge, lui-même créé à la fin des années 1970 pour faire contrepoids à l’hégémonie occidentale dans le domaine de l’action humanitaire. Son champ d’opération concerne en premier lieu l’*oumma*, la communauté des musulmans. L’Islamic Relief apparaît après le 11-Septembre comme une nébuleuse aux ramifications internationales et aux financements les plus opaques. Forte d’un budget de cinq milliards de dollars, l’IIRO a pour principale vocation d’organiser des collectes et de redistribuer les fonds qu’elle reçoit de la Rabitat Alam Islami, la Ligue islamique saoudienne, présente dans 90 pays – notamment en Tchétchénie et en Bosnie. Membre consultatif au Conseil économique et social de l’ONU, l’Islamic Relief, dont la maison mère est basée à Oxford, en Grande-Bretagne, entretient des liens avec la mouvance jihadiste. Directement pilotée par le pouvoir saoudien, « ONG nantie, issue des réseaux proches du pouvoir [...], son poids est tel qu’elle est en mesure d’influencer l’attitude, sur le terrain, des ONG islamiques à l’égard des ONG occidentales, lesquelles doivent donc apprendre à composer avec ce géant. Ces dernières la perçoivent généralement comme un

organisme militant, intolérant, secret, et comme un prédicateur acharné du wahhabisme[14] ».

Si, à en croire la CIA, l'organisme caritatif finance aussi bien le Hamas palestinien que la *Jama'a al-Islamiya*, l'organisation égyptienne issue des Frères musulmans, elle entretiendrait également des liens étroits avec Al-Qaida. Dès 1999, le rapport intitulé « Environnement économique d'Oussama ben Laden », rendu public par *Intelligence Online*, pointait trois sources de financement de l'organisation terroriste : d'une part, des entreprises et des banques, principalement soudanaises ; d'autre part, des hommes d'affaires influents ; enfin, les organisations caritatives. C'est dans cette dernière sphère qu'apparaît, en tête de liste, le nom de l'Islamic Relief.

Jusqu'en 1994, le directeur du bureau philippin de l'IIRO, un Saoudien, du nom de Mohammed Jamal Khalifa, n'était autre que le beau-frère de Ben Laden !

On s'aperçoit rapidement que de nombreuses pistes convergent en Suisse. Quatre jours après les attentats, le 15 septembre 2001, le Ministère public de la Confédération helvétique (MPC) ouvrait une enquête contre X pour tenter de remonter la filière de l'argent ayant contribué à financer les attentats. À la suite d'indications délivrées par les États-Unis, l'étau s'est très vite resserré autour de la banque Al-Taqwa, directement accusée par Washington de « collecter, de gérer et de distribuer des fonds » pour le compte d'Al-Qaida. L'enquête a toutefois mené à un non-lieu.

Les dirigeants de la banque islamique, et principalement son fondateur, l'Égyptien Youssef Nada, se retrouvent dans la ligne de mire de la justice helvétique. À l'époque âgé de 68 ans, Nada, qui a obtenu la naturalisation italienne, est aussi connu pour être un activiste de premier plan parmi les Frères musulmans. En août 2002, il s'était vanté sur la chaîne qatarie Al-Jazira d'avoir été le délégué aux relations internationales du Tanzim al-Dawli, l'organisation internationale des Frères musulmans. C'est en 1988

qu'il a fondé sa banque à Lugano, une charmante petite ville helvétique située sur la frontière italienne, et réputée pour être l'une des principales places européennes dans le blanchiment de capitaux. De plus, Al-Taqwa possède deux filières, l'une basée aux Bahamas, et l'autre au Liechtenstein – deux paradis fiscaux dont chacun sait qu'y transitent l'argent de la drogue, des mafias en tout genre et du terrorisme.

En 1999, le journaliste Richard Labévière assurait qu'Al-Taqwa était « le principal outil financier des Frères, tout particulièrement de l'organisation internationale de la Confrérie désormais dirigée depuis Lugano et Milan », et que cette société avait « bien été identifiée comme servant de relais de financement en Algérie, ainsi qu'en Tunisie[15] ». Les Jordaniens confirment par ailleurs d'importants mouvements de capitaux sur les comptes d'Al-Taqwa entre mai et octobre 1999, la période au cours de laquelle auraient été financés les attentats du 11 Septembre 2001. Le 21 décembre 1999, parmi les actionnaires d'Al-Taqwa, on trouvait Youssef Nada (68 854 actions sur 150 000), Ghaleb Himmat (64 853), Yousuf Abdullah al-Qaradawi (2 325 actions), et, dans une moindre mesure, la section grenobloise de l'Union islamique des étudiants de France (32 actions)[16]. On apprend également qu'Al-Taqwa a changé de nom dans les mois qui ont précédé les attentats du 11-Septembre, devenant Nada Management Organization.

D'autres pistes relient Nada à François Genoud[17]. Le chauffeur du banquier suisse pro-nazi, Ahmed Huber, était, dès le milieu des années 1990, l'un des administrateurs de la banque d'affaires. Le 7 novembre 2001, soit moins d'un mois après les attentats du 11-Septembre, les autorités helvétiques, assistées de la police italienne et du Liechtenstein, lançaient une vaste opération sur l'établissement et les domiciles des principaux dirigeants de la banque. Cent trente policiers et carabiniers sont réquisitionnés. Le matériel saisi est impressionnant. L'instruction finira par s'enliser, alors même que contre-attaquent les avocats de Youssef Nada. Si bien que le 1er juin 2005, après trois ans

d’enquête et faute d’éléments probants, l’instruction aboutit à un non-lieu.

## Le réseau Internet

« Le semestre d’études commence dans trois semaines. Nous avons obtenu dix-neuf confirmations d’inscriptions pour les études en faculté de droit, en faculté de développement urbain, en faculté des arts et en faculté d’ingénierie. »

Ce message, transmis depuis un cybercafé à la mi-août 2001, est le dernier émis par Mohammed Atta, le meneur des kamikazes du 11-Septembre. Le langage codé utilisé apparaît après coup fort peu sophistiqué : les « dix-neuf confirmations d’inscriptions » faisant explicitement référence aux dix-neuf kamikazes en partance pour l’opération suicide. Quand on le découvre, cet e-mail vient confirmer pour les enquêteurs américains l’incroyable efficacité que représente désormais le réseau Internet pour les jihadistes du monde entier. Un outil de communication garantissant l’anonymat des émetteurs comme des destinataires. Un outil sans frontières. Une gigantesque base de données répondant en termes de propagande, de savoir-faire, de cibles et de formation – tant idéologique que matérielle – à tous les besoins des apprentis terroristes.

Pour Marc Sageman, « Internet change radicalement les règles. Maintenant, vous n’avez plus aucune limitation de géographie et de temps. La diffusion est beaucoup plus large, le théâtre d’opération beaucoup plus vaste. Et, donc, il n’existe plus vraiment d’organisation hiérarchisée qui contrôle les jeunes recrues ou qui leur ordonne de faire certaines choses, à la manière dont les organisations terroristes fonctionnaient par le passé ».

Comme on a pu le voir à l’époque des « années de poudre[18] », les médias ont de tout temps été les alliés du terrorisme. Dans les années 1970-1980, les petites annonces étaient très prisées par les organisations terroristes qui pouvaient y transmettre des messages, recevoir des instructions ou le feu vert d’une opération

délivré en haut lieu. Mais la vertu des médias, c'est leur capacité à « publiciter » une cause ou une action ; l'objectif principal recherché par les terroristes.

C'est à tel point vrai que l'exemple fondateur du « terrorisme publicitaire », le massacre des jeux Olympiques de Munich en 1972, demeure pour les jihadistes incontournable. Abou Ubeid al-Qurashi, un membre du conseil de la Shura d'Al-Qaida, écrivait en 2004 sur le site Internet Al-Ansar : « Ce fut un magnifique coup de propagande. Quatre mille journalistes et deux mille commentateurs de télévision étaient présents pour couvrir les jeux Olympiques ; d'un coup, ils ont diffusé les souffrances du peuple palestinien. Ce sont neuf cents millions de personnes, dans plus de cent pays, qui sont devenues les spectateurs de l'opération à travers leurs écrans. Cela signifie qu'un quart du monde a su alors ce qui se passait à Munich, après cela ils ne pouvaient plus ignorer la tragédie palestinienne. Mais les attaques du 11-Septembre furent un coup de propagande encore plus retentissant. L'on peut dire qu'ils ont battu tous les records en matière de publicité[19]… »

Si l'instrumentalisation d'Internet à des fins terroristes a commencé dès le milieu des années 1990 – notamment depuis Londres par un cadre d'Al-Qaida, Abou Hamza al-Masri, qui crée l'une des premières plates-formes jihadistes sur la Toile –, elle s'est particulièrement développée au cours de la guerre en Tchétchénie, fleurissant à une vitesse vertigineuse, égrenant mois après mois des centaines, puis des milliers de sites reliés les uns aux autres par des liens hypertextes.

Selon le spécialiste du terrorisme Philippe Migaux, il en existe trois catégories :

– des sites de propagande, qui s'adressent principalement aux adversaires du jihadisme, et qui récupèrent le discours occidental sur les droits de l'homme, la démocratie, la liberté d'expression, pour mieux le pervertir et le détourner à son profit ;

– des sites essentiellement à destination des musulmans, justifiant au nom de leur oppression le recours à la violence terroriste ;

– des sites à vocation « interne », destinés à la mouvance jihadiste, aux opérationnels ou aux candidats aux attentats kamikazes. On y trouve pêle-mêle des prêches de grandes figures salafistes (Ben Laden, Zawahiri, Azzam et bien d'autres), des vidéos de propagande, un corpus théorique constitué à partir de grands penseurs du wahhabisme et de la Confrérie (Ibn Tymiyya, Bin Baz, Sayyid Qutb, etc.) et des espaces de recrutement.

Des notices techniques y sont délivrées aux futurs terroristes, les instruisant de manière très concrète sur la fabrication d'explosifs et sur la manipulation de composants électroniques et chimiques. Le *Guide moudjahidin des poisons et de l'Encyclopédie du Jihad*, un manuel de terrorisme islamiste, sans cesse réactualisé, se trouve partout en bonne place sur ces sites. Leur extrême volatilité, les adresses émettrices se déplaçant constamment d'un pays à l'autre, rend presque impossible leur localisation ou leur fermeture, et complique nécessairement la tâche des agents de l'antiterrorisme.

« À l'époque où nous travaillions sur le recrutement des candidats au Jihad dans les années 1980 et 1990, se souvient John Anticev, il y avait des quartiers, il y avait des mosquées, il y avait des individus qui agissaient sur eux comme de véritables aimants. Il était donc très facile de savoir où se trouvaient les terroristes. Aujourd'hui, avec vingt mille sites jihadistes différents, consultés par des individus dans l'isolement de leur maison, des individus qui n'interagissent que très peu entre eux, il n'est pas étonnant que ce phénomène soit devenu si difficile à combattre. »

Richard Reid, un ressortissant britannique membre d'Al-Qaida, appréhendé le 22 décembre 2001 dans un vol Paris-Miami d'American Airlines alors qu'il s'apprêtait à déclencher des explosifs camouflés dans le talon d'une de ses chaussures, « avait adressé de nombreux e-mails à ses commanditaires lors de son chaotique périple européen qui avait précédé l'envol pour

Miami[20] ». C'est en enquêtant sur son réseau au Pakistan que le journaliste juif américain Daniel Pearl est enlevé le 23 janvier 2002. Il sera décapité à Karachi, devant une caméra vidéo, par Khalid cheik Mohammed, numéro trois d'Al-Qaida et cerveau des attentats contre le World Trade Center.

1- Cité par Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 315.

2- *Ibid.*

3- *Ibid.*, p. 314.

4- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

5- L'avocate Lynne Stewart, spécialiste des causes perdues et de la défense des victimes politiques du système judiciaire américain, assurait la défense du Cheikh aveugle quand des renseignements ont permis d'établir qu'elle transmettait à son client des éléments en lien avec une « organisation terroriste » : la *Jama'a al-Islamiya*. Elle a été condamnée à dix ans de prison en 2010.

6- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

7- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

8- Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 294.

9- *Ibid.*, p. 336-337.

10- *Ibid.*, p. 344.

11- *Ibid.*, p. 343-344.

12- *Ibid.*, p. 340.

13- *Ibid.*, p. 349.

14- Abdel-Rahman Ghandour, *Jihad humanitaire. Enquête sur les ONG islamiques*, Flammarion, 2002, p. 244-246.

15- Richard Labévière, *Les Dollars de la terreur. Les États-Unis et les islamistes*, Grasset, 1999, p. 156-157.

16- *List of ordinary shareholders at 31 décembre 1999*, enregistré à Nassau le 9 juin 2000, archives privées.

17- Voir p. 265.

18- Voir partie II, pp. 193-365.

19- Cité par Philippe Migaux, *op. cit.*, p. 118.

20- *Ibid.*, p. 121.

# 8
# La « Guerre contre le terrorisme »

*« Si le terrorisme vise à changer notre façon de vivre, de ce point de vue, il a réussi. »*
John ANTICEV

Les attentats du 11-Septembre étaient un acte de guerre. La stratégie de Ben Laden : engager les États-Unis dans un conflit long en Afghanistan pour y piéger le « tigre de papier ».

« C'est ce que nous avons fait avec l'URSS, expliquera Oussama ben Laden à son fils Omar. Nous l'avons privée de son sang en Afghanistan. Quand ils n'ont plus pu financer la guerre, ils ont pris leur jambe à leur cou. Après leur fuite, tout le système s'est écroulé. Les guerriers saints qui ont défendu l'Afghanistan ont réussi à mettre une immense nation à genoux. Nous pouvons en faire autant avec les États-Unis et Israël. [...] Un jour, les musulmans gouverneront le monde[1]. »

Une semaine après les attentats, les Américains, via la résolution 1333 émise par le Conseil de sécurité des Nations unies, exigent des talibans l'extradition d'Oussama ben Laden. Après moult tergiversations, ils répondent le 21 septembre, par la voix de leur ambassadeur au Pakistan, qu'ils ne leur remettront Ben Laden que s'ils produisent la preuve de son implication dans les attentats du 11-Septembre. En rejetant les demandes américaines sans toutefois fermer la porte aux négociations, les talibans cherchent à gagner du temps. Ce qu'ils ignorent, c'est que les États-Unis sont déjà sur le pied de guerre. Le plan d'une attaque massive contre l'Afghanistan, en concertation avec leurs alliés de l'Alliance du Nord de feu Ahmad Shah Massoud, est déjà sur la table d'état-major. Baptisée « Justice sans limite », puis « Liberté immuable », l'offensive est lancée le 7 octobre 2001, moins d'un mois après l'effondrement des tours du World Trade Center.

## Liberté immuable

Pendant que les États-Unis déclenchent un déluge de feu sur les positions talibanes par des bombardements intensifs, l'Alliance du Nord progresse rapidement sur le terrain, faisant tomber un à un les fiefs talibans. Jusqu'à Kaboul, qui chute sans coup férir le 14 novembre. Les combats se concentrent ensuite autour de Kandahar, l'un des derniers bastions de la résistance talibane. De leur côté, Ben Laden et ses hommes se sont repliés sur Tora Bora, au coeur des montagnes afghanes. Le camp taliban, asphyxié par une attaque d'une ampleur imprévue, ne tarde pas à se fissurer. Beaucoup battent en retraite ou se replient dans les zones tribales pour organiser une contre-offensive. Elle aura bien lieu, mais pas tout de suite : cinq semaines après le déclenchement des opérations militaires, les talibans sont renversés. Leur chef, le mollah Omar, traqué par les Américains, rejoint Ben Laden dans les grottes de Tora Bora où se concentrent maintenant les bombardements des B-52 américains.

« Nous étions quelque 300 moudjahidin, racontera Ben Laden. Nous avons creusé 100 tranchées, réparties sur moins de deux kilomètres carrés et demi, soit une tranchée pour trois frères, afin de limiter les immenses pertes résultant des bombardements[2]. » Ben Laden sait qu'il a perdu la partie.

Selon Marc Sageman, « personne n'avait anticipé la très vigoureuse réponse des États-Unis aux attentats du 11-Septembre », pas même Ben Laden : « Il faut se souvenir que l'attentat contre l'*USS Cole* n'avait été suivi d'aucune réplique ; il n'y avait eu strictement aucune réponse des États-Unis contre cette attaque. C'est la raison pour laquelle Al-Qaida croyait sincèrement que les États-Unis étaient ce "tigre de papier" – une expression qu'affectionnait Ben Laden –, et qu'ils seraient totalement incapables de réagir à cette agression. Il est clair qu'ils n'avaient pas prévu une réaction d'une telle intensité, à savoir l'invasion de l'Afghanistan et, cela, dans un délai aussi court. »

Si bien que, à la mi-décembre, Al-Qaida ne peut plus tenir ses positions sur le site de Tora Bora. Malgré les bombardements

soutenus et le quadrillage des grottes par l'Alliance du Nord, Ben Laden, Zawahiri, le mollah Omar et une poignée de fidèles parviennent à se faufiler et à disparaître de l'autre côté de la frontière afghano-pakistanaise.

Dans un document qu'il présente comme ses « dernières volontés », Ben Laden reconnaît sa défaite : « Dans son testament, écrit Lawrence Wright, Ben Laden cherche à préserver son legs. "En ces temps d'immense malheur, je considère chaque musulman comme un membre de ma famille", écrit-il. Il évoque ensuite les attentats des ambassades en Afrique orientale, la destruction du World Trade Center, et l'attaque du Pentagone : « ce furent de grandes victoires. Malgré les revers que Dieu nous a infligés, ces coups marqueront le début de l'anéantissement de l'Amérique et de l'Occident infidèle, qui surviendra au terme de quelques décennies, par la volonté de Dieu." Puis il s'adresse à sa propre famille : "Mes épouses, que Dieu vous accorde sa bénédiction, écrit-il. Vous saviez depuis le premier jour que la route était semée d'épines et de mines. Vous avez renoncé aux plaisirs de la vie, à votre famille, et choisi l'épreuve d'une existence à mes côtés." Il les adjure de ne pas songer à se remarier. "Mes fils, pardonnez-moi de ne vous avoir consacré que très peu de temps depuis que j'ai choisi la voie du Jihad [...]. C'est un chemin périlleux, plein de souffrances en tous genres qui abîment l'existence [...]. Si je n'avais pas été trahi, j'aurais triomphé." Puis il leur demande de ne pas se rallier à Al-Qaida. "Suivez en cela l'exemple d'Omar Ibn al-Khattab, commandeur des croyants, qui ordonna à son fils de ne pas reprendre le califat à sa mort. Il lui dit : 'Si c'est une bonne chose, nous en avons eu assez ; dans le cas contraire, ce sont les souffrances d'Omar qui ont été suffisantes.'"[3] »

Les talibans ont été renversés, mais le pays est loin d'être pacifié. Une situation d'une grande instabilité s'installe en Afghanistan. Elle perdurera dix ans après le début de l'occupation américaine et la constitution d'un fragile gouvernement dirigé par Amid Karzaï, un lieutenant du général Massoud. Cependant, au

lendemain de la guerre éclair menée par les États-Unis en Afghanistan, le combat semble bel et bien perdu par Ben Laden. Mais les Américains, saisis par le vertige de leur invincibilité, offriront bientôt à Al-Qaida l'occasion de relever la tête, et contre toute attente, sur un front où l'organisation jihadiste n'était même pas présente : l'Irak.

## L'invasion de l'Irak

Le 29 janvier 2002, dans une allocution sur l'état de l'Union, le président George W. Bush pose les objectifs de ce qu'il qualifie comme la « guerre contre le terrorisme ». Il s'agira de viser « deux grands objectifs sans relâche et patiemment » : « Premièrement, nous devons fermer les camps d'entraînement, déjouer les plans des terroristes et faire comparaître ces derniers devant la justice. Deuxièmement, nous devons empêcher les terroristes et les gouvernements qui cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires de menacer les États-Unis et le monde. [...] Notre second objectif consiste à empêcher les gouvernements qui parrainent le terrorisme de menacer les États-Unis et leurs amis au moyen d'armes de destruction massive. [...] Mais nous connaissons leur véritable caractère. La Corée du Nord a un gouvernement qui s'équipe de missiles et d'armes de destruction massive tout en affamant sa population. [...] L'Iran s'emploie activement à fabriquer de telles armes et exporte le terrorisme tandis qu'une minorité non élue étouffe l'espoir de liberté du peuple iranien. [...] L'Irak continue à afficher son hostilité envers les États-Unis et à soutenir le terrorisme. [...] De tels États constituent, avec leurs alliés terroristes, un "axe du mal" et s'arment pour menacer la paix mondiale. En cherchant à acquérir des armes de destruction massive, ils posent un danger dont la gravité ne fait que croître. Ils pourraient fournir ces armes aux terroristes, leur donnant ainsi des moyens à la hauteur de leur haine. Ils pourraient attaquer nos alliés ou tenter de faire du

chantage auprès des États-Unis. Dans ce cas, le coût de l'indifférence serait catastrophique. »

Devant l'Académie de West Point, le 20 septembre 2002, il ajoute : « Nous sommes bel et bien dans un conflit entre le bien et le mal, et l'Amérique appellera le mal par son nom. En nous attaquant au mal et aux régimes qui se sont mis hors la loi, nous ne créons pas un problème, nous le révélons. Et nous dirigerons la lutte mondiale pour nous y opposer. »

Ces discours bellicistes, aux accents impérialistes, passent très mal auprès d'une grande partie de l'opinion mondiale révulsée par la théorie du « choc des civilisations ». Les termes « croisade », « axe du mal », utilisés par le président américain au lendemain des attaques du 11-Septembre, donnent lieu à de nombreuses polémiques. Y compris dans les pays du camp occidental qui les interprètent comme une réactivation de l'imaginaire des Croisades – la confrontation entre chrétienté et islam, le premier identifié au bien, le second au mal –, et du colonialisme européen.

En réalité, si de telles références résonnent encore en Europe, elles sont parfaitement étrangères à l'histoire de l'Amérique. Le vocabulaire messianique et manichéen de George W. Bush, s'il se réfère bien à l'histoire, n'a d'autre source que la Seconde Guerre mondiale : le combat ontologique contre les « forces de l'Axe[4] ». La « Croisade » y avait largement été utilisée dans ce contexte pour convaincre l'opinion américaine d'entrer en guerre contre le nazisme et ses alliés, et de la gagner. Pour le président américain, comme le comprend parfaitement son auditoire national, les attentats du 11-Septembre sont un second Pearl Harbor – la destruction de la marine américaine par les Zero japonais le 7 décembre 1941. C'est donc là que s'enracine et se file avant toute chose la métaphore.

Pour autant, les ambiguïtés sont réelles. Notamment celles qui masquent ou légitiment une stratégie pour le moins hasardeuse. Influencé par les néoconservateurs (le secrétaire d'État à la

Défense, Paul Wolfowitz, ou l'historien Robert Kagan) qui veulent profiter du 11-Septembre pour renverser Saddam Hussein et répandre la démocratie dans le monde arabe, George W. Bush agite la menace terroriste en Irak, et la présence d'ADM, les fameuses « armes de destruction massive ». Si l'administration Bush en est certainement convaincue dans un premier temps, les preuves qu'exigent ses alliés pour justifier l'invasion se réduisent bien vite à peau de chagrin. Qu'à cela ne tienne : afin de mener son projet à bien, l'administration Bush produit des documents falsifiés. La conviction du Premier ministre britannique, Tony Blair, et la montée au créneau, bien malgré lui, du respecté secrétaire d'État Colin Powell qui affirme l'authenticité des preuves devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, le 5 février 2003, ne suffiront pas.

Le camp occidental, incrédule et fort peu enthousiaste à l'idée de cette guerre, reste divisé. La France agite son droit de veto. Les États-Unis demeurent isolés. Mais il est trop tard pour reculer : les Américains passeront outre la légalité internationale. Ne pouvant compter que sur quelques alliances symboliques, au premier rang desquelles la Grande-Bretagne de Tony Blair, qui s'engage dans la guerre contre son opinion publique, les GI entrent en Irak le 20 mars 2003. La dictature du raïs est renversée en quelques jours sous les hourras des Irakiens. L'euphorie sera de courte durée. En quelques jours de présence à peine, les Américains, qui enchaînent les faux pas et les bavures militaires, se sont mis à dos une population, dont les divisions entre chiites, kurdes et sunnites leur explosent à la figure. La guerre civile ajoute maintenant la confusion à la tension. Une aubaine pour Al-Qaida.

La guerre menée par les Américains en Irak, perçue par les jihadistes comme une « grâce » divine, leur donne l'occasion inespérée de reprendre le combat. Après l'échec afghan, une seconde chance s'offre à eux. Celle de fonder un califat en terre d'islam, et de défaire le « Grand Satan ».

Pourtant des divisions se font sentir à la tête de l'exécutif d'Al-Qaida : si « Zawahiri [...] envisage la perspective d'un califat restauré dont il ne précise d'ailleurs ni les contours ni le centre », Ben Laden veut, lui, profiter de l'insurrection sunnite pour déstabiliser l'Arabie saoudite voisine de l'Irak. « Ben Laden est hanté par sa haine de la famille Saoud et rêve de "purifier" l'Arabie dans le sang[5] », écrit Jean-Pierre Filiu.

L'organisation, représentée en Irak par le Jordanien Abou Moussab al-Zarqaoui, retrouve de sa vigueur en s'immisçant à coups d'attentat suicide dans la guerre civile qui a éclaté après la chute de Bagdad. L'affrontement entre chiites et sunnites, la présence américaine ressentie comme une occupation et les attentats suicides quotidiens achèvent de plonger le pays dans le chaos.

Le refus de Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak à partir de 2003, d'utiliser les 400 000 militaires du Baas, le parti nationaliste arabe, dans la formation de la nouvelle armée irakienne, de les associer au dispositif de reconstruction de l'Irak post-Saddam Hussein, eux qui n'attendaient que cela, a des effets désastreux. Se retrouvant du jour au lendemain au chômage, sans chef ni perspective d'avenir, les anciens militaires de Saddam rejoignent en masse l'insurrection sunnite et les rangs d'Al-Qaida. Les Américains sont dans l'impasse.

Discrédités pour avoir sécurisé les champs pétroliers avant les populations et pour la multiplication de leurs victimes « collatérales », ils sont tout autant affaiblis sur la scène internationale pour avoir fabriqué le scénario des armes de destruction massive. L'arrestation, puis l'exécution de Saddam Hussein, le despote irakien, ne change rien à la situation. Quant à la terrible campagne d'attentats suicides menée par Al-Qaida, qui a fait près de 3 000 victimes, essentiellement civiles et musulmanes, elle finira par baisser d'intensité après la mort de son chef sanguinaire, Abou Moussab al-Zarqaoui, tué le 16 juin 2006 par un tir de F-16 américains au nord de Bakouba.

« De même que Ben Laden et Zawahiri avaient défié, en 2001, “l’ennemi lointain” pour l’attirer sur le terrain du jihadistan afghan, écrit Jean-Pierre Filiu, de même Zarqaoui redoutait le retrait militaire “infidèle” : il y voyait le risque d’une rupture entre les forces jihadistes et les nationalistes locaux, et la voie ouverte au lynchage des moudjahidin étrangers. “Nous serons étranglés, puis dépecés dans les rues”, prédisait Zarqaoui. L’image n’est pas exagérée : la scène s’est bel et bien déroulée à Kaboul ou à Kandahar après la chute des talibans. Les accrochages récurrents dans le “triangle sunnite” depuis l’automne 2005 en disent long sur la profonde impopularité des jihadistes étrangers. Et la liquidation de Zarqaoui en 2006 a été célébrée par la majorité chiite et la population irakienne[6]. » Mais, là encore, les Américains n’en tireront aucun profit.

## Le Patriot Act

« Après le 11-Septembre, en fait, le jour même du 11-Septembre, le président des États-Unis a convoqué une réunion de son Conseil national de sécurité. Juste après cette réunion, il s’est tourné vers John Ashcroft, qui était alors procureur général, et il a dit : “John, assurez-vous que cela ne se reproduise pas.” Bien sûr, nous avions déjà subi une attaque catastrophique contre le World Trade Center en 1993, nous avions également subi un attentat contre l’*USS Cole* et contre les tours Khobar en Arabie saoudite. Nous disposions donc du matériel utilisé pour ces investigations et des conclusions de ces dernières, et nous avons utilisé toutes ces connaissances, ce long processus d’enquêtes en cours depuis plusieurs décennies, concernant des centaines de milliers de personnes, afin de produire un outil de surveillance présentant les cinquante propositions qui constituent ce qu’on a appelé l’USA Patriot Act[7]. »

En écoutant ses explications dans son bureau du Georgetown Law Center de Washington, formulées à vive allure avec la virtuosité du communicant aguerri, je me dis que les États-Unis

sont probablement le seul pays au monde à être capable de produire des élites telles que le professeur Viet Dinh. D'à peine deux ans mon aîné, né à Saigon, Dinh n'a quitté le Vietnam qu'en 1978, après la guerre et la réunification sous l'égide du gouvernement communiste. Diplômé en droit de l'université de Harvard en 1990, engagé au côté du Parti républicain, il devient adjoint du procureur général des États-Unis en 2001, l'année où il se voit confier la rédaction du Patriot Act, un acronyme que les USA affectionnent, abréviation de *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act* (Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme) ; une batterie de mesures entérinées par le Sénat et le Congrès, signées par Bush le 26 octobre 2001, pour faciliter la lutte contre le terrorisme. D'une longévité initiale de quatre ans, le Patriot Act a été renouvelé par deux votes du Congrès en 2006 et en 2011.

« Le Congrès a adopté ces dispositions fondamentales par une majorité écrasante proche de l'unanimité, poursuit Viet Dinh. Il a été entériné par le vote de 98 voix contre 1 au Sénat. Les tribunaux de ce pays ont examiné ces dispositions, et ils ont validé leur utilisation et leur constitutionnalité. »

« Trois objectifs sont visés par les cinquante dispositions du Patriot Act, observe Viet Dinh. Le premier, et le plus important, était d'actualiser nos lois, de les mettre en conformité avec la technologie actuelle. La loi qui permet d'intercepter des communications dans ce pays avait été rédigée en 1968, dans le cadre de l'"Omnibus Crime Act", à une époque où les téléphones étaient rotatifs et les lignes téléphoniques analogiques. Mais en 2001, a fortiori en 2010, les lignes sont numériques, les téléphones sont mobiles, et la même fonction de communication peut être effectuée de très nombreuses façons : par courriel, textos, et une foule d'autres dispositifs qui n'existaient pas en 1968. La première partie et la plus importante de la loi était donc d'actualiser les autorisations juridiques permettant au

gouvernement d'intercepter les conversations illégales, terroristes ou criminelles, afin d'empêcher qu'une conspiration puisse être facilitée par les modes de communication modernes. La seconde, qui reflète la réalité post-11-Septembre, affirme que le terrorisme est désormais l'un de nos objectifs prioritaires en termes de poursuites pénales. Du fait de priorités nationales antérieures, par exemple la lutte contre le trafic de drogue ou la fraude aux services de santé, certaines prérogatives légales avaient déjà été étendues. Mais elles demeuraient insuffisantes. Nous avons adapté la loi pour refléter le fait que le terrorisme est la priorité nationale. Notre troisième objectif, c'était de pouvoir agir sur l'infrastructure des soutiens logistiques apportés aux terroristes, qu'il s'agisse de documents, d'argent ou d'autres types de support matériel facilitant la perpétration d'actes terroristes. Nous avons adopté toute une série de mesures élargissant les compétences de la loi de 1998, afin de prévenir le financement d'activités terroristes et le blanchiment de l'argent à des fins terroristes ou criminelles. Il s'agit par exemple d'autoriser l'examen de la documentation sur les voyages à l'étranger. »

Grâce au dispositif du Patriot Act, des lois d'exception sont promulguées, qui facilitent les procédures de surveillance et de détention. Elles rendent par exemple possible la mise sur écoute de tout individu sur lequel porterait le soupçon de participation à un « complot terroriste ». Avant même leur application, ces lois étaient accusées de réduire les libertés civiles. Le professeur Viet Dinh s'en défend : « La liberté n'est pas un des principes les plus importants de la Constitution des États-Unis. La liberté est le principe même de la Constitution des États-Unis. C'est quelque chose que je sais de manière très personnelle. J'ai grandi en sachant ce qu'est un gouvernement qui ne fonctionne pas. Moi, un enfant du Vietnam, je sais ce que la répression coloniale veut dire, je sais ce qu'est le chaos de la guerre, je sais ce que signifie le totalitarisme communiste. C'est pourquoi nous essayons continuellement de rassurer, d'apporter un maximum de faits qui permettent aux gens de faire le tri entre les fantasmes et les

critiques fondées. Je regrette aussi que le Patriot Act ait été l'objet d'une telle désinformation, et qu'il ait été confondu avec la stratégie générale de la guerre contre le terrorisme. »

Pour les enquêteurs du FBI, Louis Napoli et John Anticev, ces lois d'exception sont « une chance, une aide précieuse ».

John Anticev : « Les polémiques suscitées par l'USA Patriot Act ont été disproportionnées. Le Patriot Act a vraiment donné aux inspecteurs comme Louis et moi l'autorité nécessaire de pouvoir enquêter sur des personnes soupçonnées de terrorisme, avec des moyens que ne fournissaient pas les investigations de type criminel. Si je vous soupçonne de faire partie d'une organisation mafieuse, je peux désormais ouvrir une enquête sur vous, ce qui n'était pas le cas avant le Patriot Act. À cet égard, je tiens à dire que les règles régies par le Patriot Act sont extrêmement strictes, et je n'ai jamais vu personne qui ait abusivement fait l'objet d'une enquête en raison, par exemple, de sa religion ou de son ethnicité[8]. »

« Les lois qui nous permettent de mettre un individu sur écoutes sont elles-mêmes très strictes, poursuit Napoli. Il faut produire quantité d'éléments, obtenir l'autorisation du juge, après quoi on ne bénéficie que de trente jours pour apporter la preuve de sa culpabilité. Et, si au cours de ces trente jours, vous n'avez pas été en mesure de faire le lien entre cette personne et une organisation terroriste, le dossier sera classé sans suite. Nous sommes tous bien conscients que ce pays a été bâti sur les libertés. Même si le Patriot Act et les lois Pfizer facilitent notre travail, cela ne veut pas dire qu'on peut faire n'importe quoi avec n'importe qui. De mon point de vue, ces lois sont faites pour protéger les pauvres, les personnes innocentes, pour éviter que les gens qui se promènent innocemment dans la rue ne se retrouvent au milieu d'un second 11-Septembre[9]. »

Il n'empêche. Le Patriot Act, qui autorise les services de sécurité à détenir sans limite et sans inculpation toute personne suspectée de terrorisme, aura été la première marche vers la multiplication de zones de non-droit telles les prisons d'Abou

Ghraib en Irak, de Guantanamo à Cuba, ou les centres secrets de détention de la CIA en Europe de l'Est. La torture, plus ou moins légalisée, l'emprisonnement arbitraire et les mauvais traitements infligés aux détenus écornent les droits humains. Les photos révélant les sévices infligés aux 4 500 prisonniers détenus dans les anciennes geôles de Saddam Hussein en 2004 par des militaires américains hilares, tenant en laisse des hommes nus ou les exposant dans des situations humiliantes, et les centaines de « prisonniers fantômes » de la baie de Guantanamo, une enclave louée par le gouvernement américain à Cuba depuis 1903, souvent emprisonnés de façon arbitraire, et qui croupissent en cellule depuis près d'une décennie, sans jamais avoir été jugés ni condamnés, témoignent des dérives induites par le Patriot Act.

« À Guantanamo, se souvient Mostaq Ali Patel, un commerçant en bijoux fantaisie né en Inde et marié à une Française, raflé par méprise en Afghanistan en octobre 2001, on nous a amenés aux cellules de 2 mètres sur 2 mètres. J'étais seul, masqué, cagoulé. [...] J'étais interrogé régulièrement, une fois tous les dix ou vingt jours, par trois hommes, parfois des femmes. On me posait des questions, toujours les mêmes, sur Al-Qaida et Ben Laden. Une fois, on m'a dit que, si je ne répondais pas, je resterais toujours là, je ne sortirais pas. [...] On m'a forcé à dire des choses par des moyens psychologiques et par la contrainte. On ne parlait jamais de mon retour en France[10]. »

Après quatre ans d'internement, Mostaq Ali Patel est libéré du jour au lendemain, sans motif apparent : « On ne m'a rien dit, sauf, juste deux jours avant, que j'allais partir, que j'étais innocent et qu'ils n'avaient rien contre moi. [...] On était forcés de prendre des médicaments. Dans le camp, je prenais des médicaments trois fois par jour. Cela me faisait du mal. J'avais mal à la tête et à l'estomac. J'ai encore mal maintenant. J'ai oublié des choses importantes à cause de cela, des choses qui se sont passées à Guantanamo[11]. »

Les internés discrétionnaires de Guantanamo ou d'Abou Ghraib ne sont pas les seules victimes du recadrage des libertés civiles dont le Patriot Act et ses équivalents en France – précurseur à plus d'un titre, avec le « plan Vigipirate –, en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, et dans bien d'autres pays sont le symptôme. L'espace public, de la chaussée aux aéroports, est aujourd'hui criblé d'interdictions, de dispositions particulières qui ont transformé un geste simple, encore anodin il y a dix ans, en infraction. Imperceptiblement, ce sont nos libertés les plus élémentaires qui sont mises sous tutelle. Les libertés d'expression, de communiquer, de se déplacer sont amendées, discutées, limitées. Un véritable choc dans le contexte américain où la liberté revêt un caractère sacré, et où une certaine forme de naïveté – d'aucuns diraient de laxisme – faisait naguère partie des us et coutumes.

« Avant le 11-Septembre, commente Marc Sageman, les agents de l'immigration américains étaient très sympathiques. Même si vos papiers n'étaient pas en ordre, ils pouvaient vous autoriser à entrer sur le territoire. Ils disaient : "Ce n'est pas grave, vous remplirez la fiche plus tard." C'était vraiment très amical. L'arrivée d'un troupeau d'éléphants munis de ceintures d'explosifs ne les aurait pas davantage inquiétés. D'une certaine manière, cette gentillesse est à mettre au crédit des États-Unis. C'était un des aspects sympathiques de ce pays. Le 11-Septembre a mis fin à cette naïveté, et on est allé très loin dans le sens inverse. Probablement trop loin. Aujourd'hui, n'importe qui est un suspect potentiel[12]. »

Pour John Anticev aussi, la réduction des libertés publiques est une évidence qu'il ne nie pas. Il s'en dit lui-même victime, en tant que citoyen américain. Néanmoins, la faute ne doit pas être imputée au gouvernement américain. Elle incombe avant tout à Al-Qaida et au terrorisme : « Il n'y a hélas pas d'autre alternative si nous voulons continuer à protéger nos citoyens. La menace terroriste, la menace Al-Qaida, existe encore. Et si nous n'avions rien fait, si nous n'avions pris aucune disposition, on nous l'aurait

reproché – de la même manière qu'on reproche au Patriot Act d'empiéter sur nos libertés. Cela signifie simplement qu'il n'y a pas de solution idéale. J'envie la manière dont les Israéliens parviennent à gérer tout ça : après un attentat, ils comptent leurs morts, nettoient le sang, et reprennent leur train-train quotidien le lendemain, comme si de rien n'était. Cela étant dit, si vous posez la question non plus à l'agent du FBI mais au citoyen américain, je vous répondrai que je n'aime pas enlever mes chaussures avant d'entrer dans un avion. Je ne supporte pas que des gens me disent : "C'est pour votre sécurité." Je n'aime pas ces mots. Ce sont des mots qui nous incommodent tous. On nous dit : "Vous ne pouvez pas aller ici pour votre sécurité" ; "Là, il y a une barrière, vous ne pouvez pas passer." Je n'aime pas vivre dans ce type d'environnement. J'aimerais que les choses redeviennent comme avant. C'est ce que nous avons perdu au cours de ces dix dernières années. Si le terrorisme vise à changer notre façon de vivre, de ce point de vue, il a réussi. »

Il a d'autant mieux réussi que le terrorisme d'Al-Qaida n'a pas été vaincu. Il frappe partout dans le monde au cours de la première décennie du millénaire. À Istanbul, le 15 novembre 2003, les années suivantes à Madrid, puis à Londres. En 2008, à Mumbai. Ce sont principalement les pays musulmans qui sont touchés : Indonésie, Philippines, Maroc, Algérie, Pakistan, Irak. En dix ans, le terrorisme islamiste aura fait près de 10 000 victimes. Avant de subir de lourdes pertes. Imad Moughnieh, le fondateur du Hezbollah, l'inventeur des bombes humaines, est mort en 2008 dans l'explosion d'une voiture piégée, vraisemblablement déclenchée par les services israéliens. Khalid cheick Mohammed, le numéro trois d'Al-Qaida, le cerveau du 11-Septembre qui avait décapité de ses mains le journaliste Daniel Pearl, arrêté au Pakistan, interné à Guantanamo, sera jugé par un tribunal américain. Quant à Ben Laden, l'ennemi public numéro un, il a été exécuté dans sa villa du Pakistan par les forces spéciales américaines sous le leadership du président Obama.

## La fin de Ben Laden

Tout commence en 2007, à Guantanamo. La preuve que le camp d'internement fut aussi une importante source de renseignements – « et le renseignement, comme se plaît à le dire John Anticev, qui s'est rendu dès 2002 dans la base cubaine pour procéder aux premiers interrogatoires des prisonniers, ça vaut plus qu'un million de dollars ! ». Les enquêteurs américains apprennent des prisonniers l'existence d'un homme, l'ex-protégé de Khalid cheikh Mohammed, qui serait devenu le « messager personnel » de Ben Laden. Il vivrait avec son frère dans sa maison. Les services américains ne découvriront que deux ans plus tard « dans quelles zones au Pakistan lui et son frère opéraient », comme l'expliquera le 2 mai la Maison-Blanche : « Nous étions incapables de localiser où ils vivaient du fait des importantes mesures de sécurité qu'ils prenaient. Mais le fait qu'ils soient aussi précautionneux renforçait la conviction que nous étions sur la bonne piste[13]. »

Ce n'est qu'en août 2010 qu'ils identifient la résidence du « coursier » ; un complexe d'habitations situé dans la ville d'Abbottabad, à cinquante kilomètres au nord d'Islamabad, à proximité d'une académie militaire pakistanaise. Au centre de cette résidence, huit fois plus grande que les autres maisons du quartier, entourée de murs hauts de 3,5 à 5,5 mètres, se trouve un bâtiment de trois étages avec peu de fenêtres, muni d'une terrasse et protégé par un mur de deux mètres de haut. Évaluée à près d'un million de dollars, la propriété n'a ni le téléphone, ni connexion Internet. Ses habitants ont aussi la particularité de brûler leurs ordures, à la différence des voisins qui les font collecter. Une habitude prise par Ben Laden au Soudan.

« Tout ce que nous voyions, expliquera un agent de la CIA, les mesures de sécurité extrêmement élaborées, le passé des frères et leur comportement, l'emplacement et la configuration de la

résidence, correspondait parfaitement à la façon dont nos experts se figuraient la cachette de Ben Laden. »

Car, en effet, la maison d'Abbottabad rappelle furieusement aux enquêteurs « Al Riyadh », la maison qu'occupait Ben Laden à Khartoum, et que décrit ainsi son fils Omar : « Notre maison était protégée par une enceinte de béton semblable à celle que nous avions laissée derrière nous en Arabie saoudite. [...] Outre la résidence familiale et le pavillon des invités, mon père disposait de deux autres maisons proches de la nôtre. Ces grandes villas étaient occupées par quelques-uns de ses nombreux employés. Il s'agissait principalement de secrétaires, de chauffeurs ou de gardes du corps, dont la plupart étaient des anciens moudjahidin de la guerre d'Afghanistan. [...] ». À l'intérieur, « nul ornement, pas même un tableau[14] ».

Quand les Américains ont acquis la quasi-certitude que la maison d'Abbottabad est celle de Ben Laden, ils élaborent différents plans d'intervention. Le moins risqué consisterait à envoyer des drones ou des bombardiers furtifs B-2 pilonner la maison. Si Ben Laden n'échappera pas à une telle attaque, l'administration américaine craint aussi de faire de nombreuses victimes ; vingt-deux personnes vivent dans le complexe, dont des femmes et des enfants. De plus, Obama exige des preuves de la mort du chef d'Al-Qaida, « pas seulement un tas de gravats ».

Il finira par choisir l'option la plus risquée, mais aussi la plus précise : l'intervention d'un commando héliporté de quatre-vingts hommes des Seals, l'unité d'élite de la Navy. L'ordre est donné par le président américain au soir du 29 avril. Dans la nuit du 1er au 2 mai, à 1 heure du matin, deux hélicoptères (trois, selon des habitants du quartier) fondent sur la villa d'Abbottabad. L'un des hélicoptères a des ennuis mécaniques. Il se pose en urgence dans l'enceinte de la maison. À peine débarqués, les hommes du commando-marine se retrouvent sous les tirs nourris des occupants du complexe ; s'ensuit une fusillade, au terme de laquelle Ben Laden, un de ses fils et les deux frères pistés par la CIA depuis 2007 ont trouvé la mort. Deux femmes semblent

également avoir été touchées. L'une d'entre elles aurait servi de bouclier humain à Ben Laden ou à l'un de ses hommes. Les Seals s'emparent ensuite du corps de Ben Laden, qui a été abattu d'une balle en pleine tête, remontent à bord de l'hélicoptère et s'envolent sans déplorer de victimes dans leurs rangs. Les Américains n'avertiront les Pakistanais qu'après avoir quitté leur espace aérien.

Peu après, le 2 mai 2011, à 23 h 30, Barack Obama, vêtu d'un costume sombre et d'une cravate rouge, le visage rayonnant, émerge d'un couloir de la Maison-Blanche, marchant longuement vers le pupitre qui fait face aux photographes et aux caméras de télévision. Parvenu à son poste, il déclare : « Ce soir, je suis en mesure d'annoncer aux Américains et au monde que les États-Unis ont mené une opération qui a tué Oussama ben Laden, le dirigeant d'Al-Qaida, un terroriste responsable du meurtre de milliers d'innocents. Cela fait presque dix ans qu'un beau jour de septembre a été assombri par la pire attaque de notre histoire. Les images du 11-Septembre sont marquées au fer rouge dans notre mémoire nationale : des avions détournés qui traversent un ciel sans nuage, les tours jumelles qui s'effondrent, de la fumée noire qui s'élève du Pentagone, et l'épave du vol 93 à Shanksville en Pennsylvanie, où des actes d'héroïsme ont empêché encore davantage de chagrin et de destruction. Nous savons aussi que les pires images sont celles qui n'ont pas été vues par le monde entier. La chaise vide au dîner. Les enfants qui ont dû grandir sans leur mère ou leur père. Les parents qui ne pourront plus jamais tenir leurs enfants dans leurs bras. Près de trois mille concitoyens nous ont été arrachés, nous laissant un vide terrible dans le cœur. Le 11 septembre 2001, nous avons aussi été unis dans notre résolution à protéger notre pays et à traduire en justice ceux qui avaient commis ces attentats haineux. Nous sommes entrés en guerre contre Al-Qaida pour protéger nos ressortissants, nos amis et nos alliés. Pourtant, Oussama ben Laden a évité une capture et a réussi à s'échapper d'Afghanistan pour le Pakistan. Dans le même temps, Al-Qaida a continué à agir le long de cette frontière, et à travers ses branches, dans le monde entier. Peu après avoir

pris mes fonctions [en janvier 2009], j'ai demandé à Leon Panetta, le directeur de la CIA, de faire de l'élimination ou de la capture de Ben Laden la priorité de notre guerre contre Al-Qaida, alors même que nous continuions à mener des opérations pour détruire, démanteler et vaincre son réseau. Au mois d'août dernier, après des années de travail de fourmi de nos services de renseignement, j'ai été informé de l'existence d'une possible piste vers Ben Laden. Il a fallu plusieurs mois pour remonter ce fil. J'ai rencontré mon équipe de sécurité nationale à de nombreuses reprises pour réunir davantage de renseignements relatifs à une localisation de Ben Laden dans un complexe de bâtiments en plein cœur du Pakistan. Finalement, la semaine dernière, j'ai déterminé que nous avions suffisamment de renseignements pour agir, et j'ai autorisé une opération destinée à capturer Oussama ben Laden et à le présenter devant la justice. Aujourd'hui [dimanche], les États-Unis ont lancé une opération ciblée contre ce complexe au Pakistan, à Abbottabad. Une petite équipe d'Américains l'a menée avec un courage et une habileté extraordinaires. Aucun Américain n'a été blessé. Après un échange de coups de feu, ils ont tué Oussama ben Laden et ont récupéré son corps. La mort de Ben Laden constitue la réussite la plus importante jusqu'ici dans les opérations de notre pays pour vaincre Al-Qaida. Toutefois, sa mort ne marque pas la fin de nos efforts. Il n'y a aucun doute sur le fait qu'Al-Qaida va continuer à essayer de s'en prendre à nous. Il nous faut rester vigilants dans notre pays et à l'étranger, et nous le resterons. Nous devons répéter que les États-Unis ne sont pas en guerre contre l'islam et ne le seront jamais. Ben Laden n'était pas un dirigeant musulman. Il a tué énormément de musulmans. Sa fin devrait être saluée par tous ceux qui croient en la paix et la dignité humaine. En un soir comme celui-ci, nous pouvons dire aux familles qui ont perdu des êtres chers à cause du terrorisme d'Al-Qaida : justice est faite. »

Pendant ce temps, le corps de Ben Laden, qui a été transporté dans une base américaine d'Afghanistan, est chargé à bord du porte-avions *USS Carl Vinson* où il est formellement identifié. Afin de ne pas lui donner une sépulture qui pourrait faire l'objet

d’un culte ou de pèlerinages – la même logique avait prévalu chez les Israéliens après l’exécution d’Adolf Eichmann –, son corps sera jeté en mer.

Un peu plus d’un mois après la mort d’Oussama ben Laden, l’Égyptien Ayman al-Zawahiri, l’historique numéro deux, prend sa succession à la tête d’Al-Qaida. Connu seulement du grand public parce qu’il apparaît aux côtés de Ben Laden sur les vidéos, le visage taciturne et rond serti d’une courte barbe blanche, un rien poupon, toujours coiffé d’un turban et muni de lunettes aux verres épais, peu charismatique, exécrable collecteur de fonds, Zawahiri n’en est pas moins le véritable idéologue d’Al-Qaida. Un homme impitoyable, fanatique et très dangereux.

Une anecdote, racontée par Omar ben Laden, le fils d’Oussama, en donne la mesure : alors qu’ils étaient installés à Khartoum, le jeune Omar, qui n’a encore que 13 ans, se prend d’amitié pour un enfant de son âge, Mohammed Sharaf, le fils d’un membre important de la *Jama’a al-Islamiya*.

« Cela lui a valu d’être pris pour cible de manière ignoble, raconte Omar. Il a été enlevé et violé par plusieurs hommes qui non seulement l’ont blessé mais l’ont également humilié en le photographiant pendant et après l’agression. Mon pauvre ami a failli y laisser sa vie, il est tout juste parvenu à s’échapper pour rejoindre son père[15]. »

Les photographies du viol finissent par tomber entre les mains de Zawahiri. Scandalisé, ce dernier est convaincu que le jeune adolescent est autant coupable de son viol que ceux qui l’ont pratiqué.

« Les islamistes radicaux considèrent que les relations sexuelles entre hommes doivent être sanctionnées par la mort, poursuit Omar ben Laden. Mon ami a dû alors endurer une nouvelle épreuve : arrêté par les dirigeants du groupe (Al-Jihad), il a été jugé et condamné à la peine capitale. »

Sharaf, qui savait son fils innocent, plaidera longuement sa cause auprès de Zawahiri. Sans succès. Car pour le chef d’Al-

Jihad, « un innocent ne pouvait pas avoir été condamné à tort, c'était inconcevable. Le Dr Zawahiri a alors ordonné que mon ami, une fois déclaré coupable, soit amené dans ses bureaux. Il a été conduit *manu militari* devant Ayman al-Zawahiri qui l'a abattu d'une balle dans la tête. »

Dans le même temps, un espoir s'est levé dans le monde arabe. Le vent de liberté qui a soufflé au printemps 2011, balayant par la volonté populaire les vieilles dictatures arabes, laisse entrevoir une perspective démocratique dans les pays musulmans, désormais à la croisée des chemins. Car les islamistes, en embuscade, pourraient tout autant ramasser la mise. C'est déjà chose faite en Tunisie, où le parti des Frères musulmans Ennahda, dirigé par Rached Ghannouchi, rentré d'un exil de vingt ans après la chute annoncée de Ben Ali, a raflé 41,7 % des suffrages aux premières élections démocratiques du mois d'octobre 2011 – soit 90 des 217 sièges de la nouvelle assemblée –, pendant que le CNT libyen annonçait l'instauration de la charia, le lendemain de l'exécution de Mouammar Kadhafi survenue dans des conditions obscures le 20 octobre. Quant à l'Égypte, le fief historique de la Confrérie, restée après la chute de Moubarak aux mains des militaires, elle demeure dans une situation précaire. Jouissant d'une réelle popularité au sein de la population, les Frères musulmans, comme dans l'ensemble du monde arabe, demeurent la seule solution alternative structurée aux tyrannies.

## La menace iranienne

Al-Qaida est aujourd'hui affaiblie. Toutes les occasions n'en seront pas moins bonnes pour la voir renaître de ses cendres, après la réussite de quelque opération terroriste qui peut survenir à tout moment, ou en s'immisçant dans un conflit régional qui pourrait être la Somalie ou un foyer insurrectionnel issu de l'effondrement des dictatures arabes. L'organisation, qui n'a cessé de muter ces dix dernières années, a achevé sa virtualisation. Ses

fidèles connaissent les enjeux, les cibles, la méthode ; ils n'ont plus besoin d'un chef ou d'un ordre délivré en haut lieu pour pratiquer des attentats. La figure du guide, qui fixe les grands axes et les objectifs à atteindre, le rôle naguère joué par Ben Laden, si elle demeure importante parce qu'elle permet de maintenir vivant le label et l'internationalisme fondamental de son idéologie, ne restera probablement pas longtemps celle d'un Zawahiri traqué par les Américains. Sa marge de manœuvre paraît restreinte et son temps compté.

Une nouvelle génération est déjà à l'affût, prête à incarner la relève de la mouvance jihadiste. Le Libyen Abou Yahya al-Libi, charismatique et très réactif, qui diffuse prêches et fatwas sur les sites jihadistes – l'un des rares au sein d'Al-Qaida à avoir encouragé les révoltes arabes du printemps 2010 ; l'Algérien Abdelhamid Abou Zeid, le chef d'Aqmi (Al-Qaida au Maghreb islamique), dont les opérations et les enlèvements d'étrangers, notamment de Français, lui ont valu une notoriété soudaine ; Anwar al-Awlaki, un imam radical américain réfugié au Yémen, ou encore l'Égyptien Saïf al-Adel, le dauphin de Ben Laden, le cerveau des attentats contre les ambassades américaines de Dar es Salam et de Nairobi en 1998, désigné dans un premier temps – selon la chaîne d'information qatarie Al-Jazira – successeur par intérim de l'organisation.

L'homme paraît être un bon compromis entre la puissance de conviction d'un Ben Laden et le légitimisme d'un Zawahiri. Comme l'actuel numéro un d'Al-Qaida, Adel est égyptien ; Frère musulman, membre du Jihad islamique. D'un point de vue militaire – l'une des principales lacunes de Zawahiri –, cet ancien membre des forces spéciales égyptiennes est connu pour ses talents d'artificier. Toutes choses qui font de lui une figure religieuse autant qu'un chef militaire. Et son atout le plus sûr, c'est l'Iran. Adel y avait trouvé refuge peu après l'invasion américaine en Afghanistan. C'est également en Iran, où il a passé une année entière en 2011, qu'il a reçu l'enseignement des Pasdaran, les gardiens de la révolution, la milice du régime islamique qu'on a vu durement réprimer les mouvements de

libération de la révolution verte. Cette même milice qui avait naguère formé les cadres du Hezbollah. De ce point de vue, Adel est un homme sous influence, et c'est là tout l'enjeu de son possible leadership.

Car s'il prenait un jour la tête d'Al-Qaida, cela signifierait que l'Iran a pris les commandes du mouvement jihadiste mondial. Or, c'est aujourd'hui en Iran que se concentre l'essentiel des menaces contre l'Occident. Tout particulièrement contre Israël, sur qui la République islamique fait peser un danger existentiel. Malgré l'échec de son bras de fer contre la France sur le contentieux Eurodif au milieu des années 1980, l'Iran n'a jamais renoncé à se constituer un arsenal atomique. Ce sera bientôt chose faite, si ce n'est déjà le cas. La République islamique, qui a toujours prôné la destruction de « l'entité sioniste », a multiplié ces dernières années, par la voix de son président Mahmoud Ahmadinejad, les discours qui prophétisent la disparition prochaine de l'État d'Israël. Autant de signes très sérieux de l'éventualité d'une frappe atomique. D'autant plus que les voisins les plus hostiles de l'État hébreu, Hezbollah et Hamas, sont armés par la République islamique.

Le 16 septembre 2010, entouré d'une dizaine d'hommes en armes, je suis à Gaza, face à Mahmoud al-Zahar, l'un des chefs du Hamas. L'air conditionné coupé, nous sommes en sueur. Il est minuit passé. Après une heure d'un entretien très tendu, la situation de communication s'est inversée ; le Dr Zahar me soumet maintenant à un interrogatoire en bonne et due forme. Pour lui, je suis l'incarnation de l'Occident, et c'est à ce titre qu'il me met sur le grill. Au début, je nie mollement être le représentant de quoi que ce soit, mais parce que rien n'y fait je finis par endosser le costume dont il m'a affublé.

En toute fin d'entretien, il dit : « Vous autorisez Israël à détenir et à utiliser des armes nucléaires, il en a plus de deux cents, alors que vous menacez d'attaquer des États comme le Pakistan ou l'Iran, sous prétexte qu'ils détiennent ou qu'ils veulent initier un programme nucléaire. Alors, dites-moi,

pourquoi est-ce que vous autorisez Israël à avoir cette arme et pas d'autres ? Pourquoi ce "deux poids deux mesures" ? »

« Je vais vous dire pourquoi, c'est parce que nous pensons que si vous avez la bombe, vous l'utiliserez. »

Perplexe, Zahar me regarde fixement au cours d'un instant qui me paraît durer des siècles. Puis il éclate de rire : « Vous voulez nous donner des armes pour que nous les mangions ou pour que nous les utilisions pour combattre l'occupation ? Qu'est-ce que ça signifie ? Nous prendrions des armes et nous les laisserions là ? Une arme, est-ce que ça sert à faire des photos ou à se battre contre un ennemi ? » Tout est dit.

1- Jean Sasson, *op. cit.*, p. 243.

2- « Message à nos frères musulmans d'Irak », déclaration de Ben Laden, BBC News, 12 février 2003.

3- Lawrence Wright, *op. cit.*, p. 364.

4- Allemagne, Italie, Japon.

5- Jean-Pierre Filiu, *op. cit.*, p. 321.

6- *Ibid.*, p. 316.

7- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

8- Entretien avec l'auteur le 30 juillet 2010.

9- *Ibid.*

10- Propos recueillis par Patricia Tourancheau, *Libération*, 18 mars 2005.

11- *Ibid.*

12- Entretien avec l'auteur le 29 juillet 2010.

13- *Libération*, 3 mai 2011.

14- Jean Sasson, *op. cit.*, chapitre 12.

15- *Ibid*., p. 182.

# Liste des entretiens

AKEF Mohammed Mehdi, ancien guide suprême des Frères musulman : Le Caire (Égypte), 20 octobre 2010.

AL-BATCH Khaled, membre du Jihad islamique : Gaza, 17 septembre 2010.

AL-ZAHAR Mahmoud, numéro deux du Hamas : Gaza, 16 septembre 2010.

ANTICEV John, agent de la Joint Terrorist Task Force New York : New York (USA), 30 juillet 2010.

BALAWI Hassan, membre du Fatah : Paris, 17 mai 2010.

BENASAYAG Miguel, membre de l'ERP en Argentine : Paris, 6 janvier 2011.

BRUGUIÈRE Jean-Louis, juge antiterroriste : Paris, 17 mai 2010.

COHN-BENDIT Daniel, animateur des mouvements étudiants français et ouest-allemand : Paris, 26 mai 2010.

CRENSHAW Martha, professeur à Stanford : San Francisco (USA), 26 juillet 2010.

DICHTER Avi, directeur du Shin Beth : Hashkelon (Israël), 15 septembre 2010.

DINH Viet, rédacteur du Patriot Act : Washington (USA), 29 juillet 2010.

DRIF Zohra, membre du FLN, vice-présidente du Sénat algérien : Alger (Algérie), 31 janvier 2011.

ELLIS Shraga, membre de l'Irgoun : Tel Aviv (Israël), 19 septembre 2010.

HILLIARD David, fondateur des Black Panthers : Oakland (USA), 27 juillet 2010.

KHALED Leïla, membre du FPLP : Amman (Jordanie), 19 octobre 2010.

KLEIN Hans-Joachim, ancien membre des Cellules révolutionnaires (groupe Carlos-RFA) : France, 16 mai 2010.

LANZMANN Claude, secrétaire de Jean-Paul Sartre : Paris, 21 juin 2010.

LÉVY Léopoldine, membre de la Gauche prolétarienne, veuve de Benny Lévi dit Pierre Victor : Jérusalem (Israël), 14 septembre 2010.

MALLOUH Abdel Raheem, membre du FPLP : Ramallah, 20 septembre 2010.

MOFAZ Shaul, ministre de la Défense israélien de 2002 à 2006, membre du commando israélien du raid d'Entebbe.

NAPOLI Louis, agent de la Joint Terrorist Task Force New York : New York (USA), 30 juillet 2010.

PARHAM Ramin, écrivain et dissident iranien : Paris, 12 mai 2010.

PESCHANSKI Denis, historien spécialiste de la Seconde Guerre mondiale : Bourg-la-Reine, 26 mai 2010.

PICCIONI Francesco, membre des Brigades rouges : Paris, 24 février 2011.

QOREÏ Ahmed, membre du Fatah, Premier ministre de l'Autorité palestinienne en 2005 : Paris, 25 septembre 2010.

RÉDHA Malek, membre du FLN, rédacteur en chef de *El Moudjahid* en 1960, ambassadeur d'Algérie aux États-Unis en 1980, Premier ministre algérien en 1994 : Alger (Algérie), 31 janvier 2011.

SAGEMAN Marc, agent de la CIA : Rockville (USA), 29 juillet 2010.

SAZEGARA Mohsen, fondateur des Pasdaran : Vienna (USA), 28 juillet 2010.

SCHLEIFER Marc puis Abdallah, membre de la New Left, puis journaliste à NBC : Le Caire (Égypte), 20 octobre 2010.

SUSINI Jean-Jacques, membre fondateur de l'OAS : Paris, le 12 mai 2010.

VERGÉS Jacques, avocat : Paris, 11 octobre 2010.

WIEVIORKA Olivier, historien spécialiste de la Résistance : Paris, 21 juin 2010.

WILLIAMS Yohoru, professeur à la Fairfield university : New York (USA), 30 juillet 2010.

Flammarion

This file was downloaded from Z-Library project

zlibrary

*Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.*

www

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

W

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library